ANNEXE N° 818

(Session de 1948. — Séance du 10 août 1948.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale instituant une **aide temporaire à l'industrie cinématographique,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de la presse, de la radio et du cinéma.)

Paris, le 8 août 1948.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 30 juillet 1948, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi instituant une aide temporaire à l'industrie cinématographique.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

TITRE Ier

Constitution de fonds spéciaux d'aide temporaire à l'industrie cinématographique.

Art. 1er. — Il est institué, à compter de la publication de la présente loi, une aide temporaire à l'industrie cinématographique et particulièrement à la presse filmée, aux producteurs de films français de court et long métrage et aux exploitants de salles de spectacles cinématographiques commerciaux.

Art. 2. — Les ressources nécessaires au financement de l'aide temporaire sont constituées par la perception des taxes exceptionnelles ci-après:

1° Taxe additionnelle aux prix des places dans les salles de spectacles cinématographiques.

Il est institué, à compter du 1er octobre 1948 et pour une durée de trois ans pouvant être portée à cinq ans par décret, une taxe spéciale venant en complément du prix des billets et fixée de la manière suivante:

5 F pour les billets dont le montant est compris entre 35 F et 99 F inclus;

10 F pour les billets d'un montant égal ou supérieur à 100 F.

La taxe ainsi instituée ne peut entrer en compte pour le calcul des divers droits, taxes ou impôts frappant la recette normale des salles de spectacles cinématographiques.

La constatation et la perception de cette taxe sont assurées par l'administration des contributions indirectes selon les règles propres à cette administration et sous le bénéfice des sûretés prévues pour les impôts perçus par cette dernière.

2° Taxe de sortie de films.

Il est institué, à compter de la publication de la présente loi et pour une durée de trois ans pouvant être portée à cinq ans par décret, sur tous les films de long et de court métrage dont la première présentation publique aura lieu postérieurement à cette publication, une taxe dite « de sortie de films ». Le montant en sera fixé par le décret prévu à l'article 8 ci-après dans la limite des maxima suivants:

Pour les films parlant français, jusqu'à 1.200 F par mètre calculés sur la longueur de la copie acceptée par la censure;

Pour les films étrangers en version originale: jusqu'à 25 F par mètre pour les longs métrages et jusqu'à 120 F par mètre pour les courts métrages.

Les films qui ne sont pas destinés à l'exploitation commerciale sont exemptés de la taxe.

La taxe est perçue lors de la délivrance du visa d'exploitation, dans les conditions fixées au décret prévu à l'article 8.

Un décret, pris sur le rapport du ministre chargé du cinéma et du ministre des finances et des affaires économiques, fixera chaque année le montant de cette taxe dans la limite des maxima prévus ci-dessus.

Art. 3. — Il est créé un fonds spécial d'aide temporaire à l'industrie cinématographique. Est porté en recettes à ce fonds spécial le produit des différentes taxes instituées par l'article 2.

Sont portées en dépenses les sommes versées aux producteurs, aux exportateurs de films français, aux éditeurs de journaux filmés et aux commerçants exploitants, ainsi que les frais de gestion du fonds.

Le montant de l'aide accordée à l'exploitation ne pourra, en aucun cas, être inférieur au produit global de la taxe de sortie de films.

Le ministre des finances et des affaires économiques est autorisé à verser à ce fonds spécial une avance de trésorerie sans intérêts, remboursable le 31 décembre 1949 au plus tard, à concurrence d'un montant maximum de 400 millions de francs.

Les modalités de gestion de ce fonds par le centre national de la cinématographie seront fixées par le décret prévu à l'article 8. Ce fonds sera géré par un conseil d'administration composé comme suit:

Le directeur général du centre national de la cinématographie;

Un représentant du ministre des finances et des affaires économiques;

Un représentant du ministre de l'industrie et du commerce;

Un représentant du Crédit national;

Un représentant de l'organisation syndicale la plus représentative de chacune des activités du film: producteurs, exploitants, techniciens et ouvriers.

En outre, pourront être admis, à titre consultatif, un délégué du syndicat des producteurs français de films éducatifs, documentaires et de courts métrages et un délégué du syndicat de la presse filmée.

Le contrôle de cette gestion est effectué par le contrôleur d'Etat placé auprès du centre national de la cinématographie.

TITRE II

Utilisation des fonds spéciaux d'aide temporaire à l'industrie cinématographique.

Art. 4. — L'aide temporaire à la production de films français s'applique exclusivement à la réalisation de nouveaux films et à la diffusion de la production cinématographique française à l'étranger.

Peuvent bénéficier de cette aide les producteurs qui ont réalisé dans les départements français des films français de long métrage dont la première projection publique a été faite après le 1er juillet 1946. L'aide leur est accordée à condition qu'ils entreprennent de nouveaux films agréés qui devront être réalisés dans le délai fixé au décret prévu à l'article 8 ci-après.

Peuvent également bénéficier de cette aide les producteurs français de films de court métrage réalisés par des équipes exclusivement françaises, qui ont été montés et tirés dans des laboratoires français et dont la première projection publique a été faite après le 1er juillet 1946.

L'aide accordée aux films français réalisés en coproduction avec des participations étrangères sera calculée sur les recettes au prorata des seuls investissements français.

Le montant de l'aide est calculé, pour les films de long métrage, par application de taux proportionnels, d'une part, au total des recettes brutes réalisées pendant les trois premières années de leur exploitation par les salles de la métropole dans lesquelles les films on été projetés et, d'autre part, aux recettes encaissées par les producteurs et provenant de l'exploitation pendant les trois premières années ou de la vente ferme à l'étranger ou dans les territoires de l'Union française autres que la métropole.

Pour les films de court métrage, l'aide est calculée par application de taux proportionnels, d'une part, aux recettes brutes réalisées pendant les trois premières années de leur exploitation par les salles de la métropole dans lesquelles le programme complet a été projeté et, d'autre part, aux recettes encaissées par les producteurs et provenant de l'exploitation pendant les trois premières années à l'étranger ou dans les territoires de l'Union française autres que la métropole.

Lorque la répartition des recettes dans les salles de la métropole entre les deux films d'un même programme résulte de stipulations contractuelles entre les producteurs de ces films, le total de l'aide calculé séparément pour chacun des deux films est réparti conformément à ces règles contractuelles.

Les sommes versées aux producteurs au titre de l'aide temporaire doivent être prises en compte pour le calcul des compléments éventuels des minima garantis à ceux-ci, d'une part, par les distributeurs pour les recettes provenant de l'exploitation dans les salles de la métropole et, d'autre part, par les exportateurs français pour les recettes provenant de l'exploitation des films dans l'Union française ou à l'étranger.

Le versement des sommes qui sont calculées sur les recettes réalisées à compter du 1er juillet 1946 pour les films de long métrage et à compter de la promulgation de la présente loi pour les films de court métrage et pour la presse filmée, est effectué sur justification de leur emploi.

Des acomptes pouvent être consentis aux producteurs bénéficiaires de l'aide sur proposition du comité prévu au Crédit national par la loi validée du 19 mai 1941.

Pour la presse filmée, le montant de l'aide, calculé par trimestre, est basé sur les recettes brutes réalisées à compter de la promulgation de la présente loi par les salles de la métropole dans lesquelles sont projetées les actualités et sur les recettes provenant de l'exploitation de ces actualités dans les territoires de l'Union française autres que la métropole et à l'étranger.

Art. 5. — L'aide temporaire à l'exploitation s'applique exclusivement à la réalisation de travaux dans les salles de spectacles cinématographiques

Peuvent bénéficier de l'aide:

1° Les commerçants exploitants s'engageant à réaliser des travaux de sécurité, de renouvellement, d'amélioration de leurs salles;

2° Les exploitants sinistrés par faits de guerre en ce qui concerne les travaux ne relevant pas de la législation sur les dommages de guerre;

3° Les commerçants exploitants qui ont effectué depuis le 1er janvier 1948 des travaux entrant dans les catégories énumérées ci-dessus.

Le montant de l'aide à chaque exploitant sera calculé en fonction des travaux qu'il entreprend et des recettes déclarées par son entreprise, dans les conditions fixées au décret prévu à l'article 8.

Le montant de l'aide attribuée à chaque exploitant ne peut dépasser 50 p. 100 du devis approuvé par une commission dont la composition sera fixée par le décret prévu à l'article 8.

Des groupements d'exploitants pourront être autorisés à émettre des emprunts à la garantie et au service desquels pourra concourir l'aide dont ces exploitants seront titulaires.

Des acomptes pourront être consentis aux exploitants bénéficiaires de l'aide.

Les sommes perçues par les exploitants au titre de l'aide temporaire sont sujettes à répétition au cas où l'entreprise bénéficiaire ferait, dans un délai de cinq ans à compter de l'attribution de l'aide, l'objet d'une cession à titre onéreux ou d'une donation entre vifs.

TITRE III

Dispositions communes.

Art. 6. — Peuvent être exclus du bénéfice de la présente loi les ressortissants de l'industrie cinématographique qui auraient fait l'objet des sanctions prévues à l'article 16 de la loi n° 46-2360 du 25 octobre 1946 portant création d'un centre national de la cinématographie.

Art. 7. — Toute manœuvre ayant pour but ou ayant eu pour résultat de frauder ou de compromettre les taxes spéciales édictées par la présente loi est punie du quintuple de la taxe fraudée ou compromise, et d'une amende

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 3826, 4182, 4374, 4728 et in-8° 1158.

de 500 F au moins et de 2.000 F au plus. La mise sous séquestre ou la fermeture provisoire des établissements peut être ordonnée par l'administration en cas d'empêchement ou de résistance à l'action des agents chargés de la constatation.

En outre, toute personne qui, à l'occasion de la présente loi, a, soit en sa faveur, soit en la faveur d'un tiers, fourni des déclarations ou des renseignements inexacts, produit ou fait établir sciemment des justifications inexactes, est punie d'une peine de six jours à cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de 10.000 à 10 millions de francs ou de l'une des deux peines seulement.

Les sommes indûment perçues sont sujettes à répétition

Les dispositions ci-dessus sont applicables à ceux qui, sans motif reconnu valable, ne font pas dans le délai fixé par le décret prévu à l'article 8 ci-dessous l'emploi prévu des sommes à eux allouées ou à ceux qui en font un emploi différent de celui pour lequel elles ont été accordées.

Art. 8. — Le taux de la taxe dite « de sortie de films », le mode calcul et les modalités de versement des sommes accordées aux diverses catégories de producteurs, d'éditeurs de journaux filmés et d'exploitants et, d'une manière générale, les mesures d'application de la présente loi seront déterminées par un décret portant règlement d'administration publique pris sur le rapport du ministre de l'industrie et du commerce et du ministre des finances et des affaires économiques.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 30 juillet 1948.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 819

(Session de 1948. — Séance du 10 août 1948.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale tendant à fixer les contingents de décorations de la **Légion d'honneur** et de la **médaille militaire** avec traitement, **des armées de terre, de mer, de l'air** et du personnel militaire des services de la France d'outre-mer, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de la défense nationale.)

Paris, le 8 août 1948.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 30 juillet 1948, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi tendant à fixer les contingents de décorations de la Légion d'honneur et de la médaille militaire avec traitement, des armées de terre, de mer, de l'air et du personnel militaire des services de la France d'outre-mer.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Le ministre des forces armées disposera en 1947, 1948 et 1949, pour chacune des armées de terre, de mer et de l'air, des contingents ci-après de décorations (Légion d'honneur et médaille militaire) avec traitement:

Armée de terre.

Année 1947 (deuxième semestre). — Croix de grand officier, 5; croix de commandeur, 60; croix d'officier, 325; croix de chevalier, 650; médailles militaires, 5.500.

Année 1948. — Croix de grand officier, 12; croix de commandeur, 120; croix d'officier, 450; croix de chevalier, 1.000; médailles militaires, 10.000.

Année 1949. — Croix de grand officier, 12; croix de commandeur, 120; croix d'officier, 450; croix de chevalier, 1.000; médailles militaires, 10.000.

Armée de mer.

Année 1947 (deuxième semestre). — Croix de grand officier, 2; croix de commandeur, 13; croix d'officier, 50; croix de chevalier, 136; médailles militaires, 500.

Année 1948. — Croix de grand officier, 3; croix de commandeur, 25; croix d'officier, 100; croix de chevalier, 272; médailles militaires, 1.000.

Année 1949. — Croix de grand officier, 3; croix de commandeur, 25; croix d'officier, 100; croix de chevalier, 272; médailles militaires, 1.000.

Armée de l'air.

Année 1947. — Croix de grand officier, 5; croix de commandeur, 25; croix d'officier, 85; croix de chevalier, 350; médailles militaires, 900.

Année 1948. — Croix de grand officier, 5; croix de commandeur, 25; croix d'officier, 85; croix de chevalier, 350; médailles militaires, 900.

Année 1949. — Croix de grand officier, 5; croix de commandeur, 25; croix d'officier, 85; croix de chevalier, 350; médailles militaires, 900.

Art. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer disposera, en 1947, 1948 et 1949, pour le personnel militaire des services de la France d'outre-mer, des contingents ci-après de décorations (Légion d'honneur et médaille militaire) avec traitement:

Anné 1947 (2e semestre). — Croix de grand officier, néant; croix de commandant, néant; croix d'officier, 2; croix de chevalier, 2; médailles militaires, 6.

Année 1948. — Croix de grand officier, 1; croix de commandant, 1e croix d'officier, 2; croix de chevalier, 3; médailles militaires, 12.

Année 1949. — Croix de grand officier, néant; croix de commandant, 1; croix d'officier, 1; croix de chevalier, 3; médailles militaires, 12.

Sur ce contingent, il sera réservé annuellement:

1 croix de chevalier,
12 médailles militaires,

destinées au personnel militaire des établissements pénitentiaires existant sur les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer.

Art. 3. — Le conseil des ministres disposera, au titre du deuxième semestre 1947, d'une grand'croix et, au titre de chacun des exercices 1948 et 1949, de deux grand'croix destinées aux militaires en situation d'activité.

Art. 4. — Il ne pourra être employé, pour chaque semestre, que la moitié des contingents annuels fixés aux articles précédents.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 30 juillet 1948.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 4683, 4898 et in-8° 1163.

ANNEXE N° 820

(Session de 1948. — Séance du 10 août 1948.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale tendant à la modification et à l'introduction dans les départements du **Haut-Rhin**, du **Bas-Rhin** et de la **Moselle**, des articles 2, 4 et 5 du livre II du code du travail, relatifs à l'**âge d'admission des enfants au travail**, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission du travail et de la sécurité sociale.)

Paris, le 8 août 1948.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 2 août 1948, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi tendant à la modification et à l'introduction dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, des articles 2, 4 et 5 du livre II du code du travail relatifs à l'âge d'admission des enfants au travail.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet deloi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Les dispositions des articles 2, 4 et 5 du livre II du code du travail sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes:

« *Art.* 2. — Les enfants de l'un et l'autre sexe ne peuvent être employés, ni être admis dans les établissements visés à l'article 1er du présent livre, avant d'être régulièrement libérés de l'obligation scolaire.

« Cette disposition est applicable aux enfants en apprentissage dans un de ces établissements. « Sont excepés les établissements où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité, soit du père, soit de la mère, soit du tuteur. »

« *Art.* 4. — Les inspecteurs du travail peuvent toujours requérir un examen médical de tous les enfants au-dessous de 16 ans déjà admis dans les établissements susvisés, à l'effet de constater si le travail dont il sont chargé excède leurs forces.

« Dans ce cas, les inspecteurs ont le droit d'exiger leur renvoi de l'établissement sur l'avis conforme d'un médecin de l'inspection médicale générale du travail et de la main-d'œuvre ou d'un médecin désigné par le médecin inspecteur divisionnaire du travail et de la main-d'œuvre et, après examen contradictoire, si les parents le réclament.

« *Art.* 5. — Dans les orphelinats et institutions de bienfaisance visés à l'article 1er du présent livre et dans lesquels l'instruction primaire est donnée, l'enseignement manuel ou professionnel pour les enfants qui ne sont pas régulièrement libérés de l'obligation scolaire, ne peut dépasser trois heures par jour. »

Art. 2. — Les dispositions des articles 2, 4 et 5 du livre II du code du travail tels qu'ils sont modifiés par la présente loi, sont applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

Art. 3. — Les dispositions de l'article 135 du code industriel local, ainsi que toutes les dispositions de la législation locale maintenue dans les départements du Haut-Rhin et de la Moselle qui seraient contraires à celles de la présente loi, sont abrogées.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 août 1948.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 2104, 5016 et in-8° 1174.

ANNEXE N° 821

(Session de 1948. — Séance du 10 août 1948.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale portant organisation et statut de la **profession de mareyeur expéditeur**, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission de la marine et des pêches.)

Paris, le 8 août 1948.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 30 juillet 1948, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi portant organisation et statut de la profession de mareyeur-expéditeur.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 1441, 4324, 4937 et in-8° 1167.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Il est institué, dans les conditions définies ci-après, un contrôle de l'exercice de la profession de mareyeur-expéditeur.

Art. 2. — Ce contrôle est exercé, par délégation du ministre chargé de la marine marchande, par l'office scientifique et technique des pêches maritimes, en collaboration avec les services du ministère du travail et de la sécurité sociale.

Art. 3. — Nul ne peut exercer la profession de mareyeur-expéditeur s'il n'est titulaire d'une carte professionnelle délivrée par le ministre chargé de la marine marchande

Art. 4. — Un décret contresigné par le ministre chargé de la marine marchande déterminera:

a) Les conditions de délivrance, de retrait et de suspension de la carte professionnelle;

b) Les conditions minima que devront posséder les installations de mareyage au point de vue outillage, hygiène et salubrité;

c) Les conditions de fonctionnement du contrôle prévu à l'article 2 ci-dessus.

Art. 5. — Les dépenses résultant de la délivrance des cartes professionnelles et du fonctionnement du contrôle visés aux articles précédents, seront à la charge des mareyeurs-expéditeurs.

Elles seront assimilées à celles des organismes constitués en application de l'ordonnance du 14 août 1945 portant réorganisation des pêches maritimes et couvertes dans les conditions prévues par l'article 18 de ladite ordonnance.

Art. 6. — Les infractions à la présente loi et au décret d'application seront sanctionnées d'une amende pénale de 10.000 à 500.000 F.

Elles seront recherchées et constatées par les officiers de police judiciaire, par les administrateurs de l'inscription maritime ainsi que par les fonctionnaires civils et militaires placés sous leurs ordres et par les agents de l'office scientifique et technique des pêches maritimes

Délibéré en séance publique, à Paris, le 30 juillet 1948.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT

ANNEXE N° 822

(Session de 1948. — Séance du 10 août 1948.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, rendant applicable dans les départements du **Bas-Rhin**, du **Haut-Rhin** et de la **Moselle**, **l'article 51 de la loi** du 5 avril 1884 **sur l'organisation municipale**, par M. Hocquard, conseiller de la République (1).

Mesdames, messieurs, l'article 51 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale a été complété par l'article 2 de la loi n° 47-1744 du 6 septembre 1944.

Ce dernier texte prévoit et réglemente le droit de délégation de vote attribué aux conseillers municipaux empêchés.

Cette question ne faisait l'objet d'aucune disposition, ni dans la loi municipale française, ni dans la loi municipale locale d'Alsace-Lorraine du 6 juin 1895.

L'article 51 ainsi modifié n'a fait l'objet d'aucune mesure d'introduction en Alsace-Lorraine et les dispositions qui l'ont complété n'y sont point applicables.

Cette lacune a suscité d'assez nombreuses difficultés d'interprétation au sein de plusieurs conseils municipaux et le présent texte vise à la combler.

Il a paru nécessaire aux auteurs de ce projet de loi, par un souci d'unification législative, de rendre applicable, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, l'ensemble de l'article 51.

Cette extension ne soulève pas de difficultés. L'article 51 ne diffère en effet de l'alinéa 2 de l'article 50 de la loi du 6 juin 1895 que sur le point suivant:

Le vote au scrutin secret est exigé: dans la législation française, lorsque le tiers des membres présents le demande; dans la législation locale, lorsque plus de trois conseillers en font la demande.

Cette différence est de peu d'importance.

Par ailleurs, l'article 51 contient des dispositions qui ne figurent pas dans la loi municipale locale et qu'il y a intérêt à appliquer aux conseils municipaux d'Alsace-Lorraine. Elles concernent la réglementation du vote au scrutin public et l'obligation de procéder au vote au scrutin secret lorsqu'il s'agit de procéder à une nomination ou à une présentation.

Pour ces motifs, votre commission de l'intérieur vous propose d'adopter le texte du projet de loi suivant:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — L'article 51 de la loi du 5 avril 1884, sur l'organisation municipale, modifiée par l'article 2 de la loi n° 47-1744 du 6 septembre 1947, est rendu applicable dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle .

Art. 2. — Sont abrogées toutes les dispositions de la législation municipale locale contraires à la présente loi et notamment l'article 50, deuxième alinéa, de la loi locale du 6 juin 1895.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 3548, 4349 et in-8° 1023; Conseil de la République: 572 (année 1948).

ANNEXE N° 823

(Session de 1948. — Séance du 10 août 1948.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter **l'article 2102 du code civil** relatif au **privilège du bailleur**, par M. Marcel Molle, conseiller de la République (1).

Mesdames, messieurs, la propositioin de loi qui vous est soumise pour avis a été provoquée, à l'origine, par un arrêt de la cour de cassation rendu le 30 juillet 1946, aux termes duquel le bénéfice du privilège du bailleur institué par l'article 2102 du code civil a été refusé au propriétaire pour garantir le montant de l'indemnité d'occupation dû par un occupant sans titre d'un local quelconque.

En effet, une jurisprudence constante considère que le privilège du bailleur est la conséquence du contrat de bail ou de location et, par suite, ne couvre que les créances qui naissent d'un contrat de cette nature.

C'est ainsi que le privilège garantit le payement du loyer, l'exécution des charges du bail, le remboursement des avances que le propriétaire a pu faire pour le compte du locataire et spécialement le montant des réparations locatives que ce dernier n'a pas exécutées.

Par contre, les dispositions légales relatives aux privilèges devant être appliquées strictement, la jurisprudence refuse d'en étendre le domaine. C'est ainsi que la cour de cassation a pu décider dans l'arrêt précité que si le privilège couvre les créances résultant du contrat de bail, il ne s'applique en aucune façon aux redevances dites indemnités d'occupation que pourrait devoir un occupant qui se maintiendrait dans les lieux indûment et illégalement après l'expiration du bail. Il en serait certainement décidé de même pour tous les cas où, malgré certaines analogies, une personne occupe un local en vertu d'un autre titre qu'un bail ou une location.

La proposition de loi de M. Coty étendait le privilège du bailleur à toutes les créances résultant au profit de ce dernier du fait que le preneur s'est, après l'expiration du bail, indûment maintenu dans les lieux.

L'Assemblée nationale a voté ce texte sous une forme différente et d'une application beaucoup plus générale. Elle prévoit en effet que le privilège aura lieu pour toute créance résultant pour le propriétaire ou bailleur de l'occupation des lieux à quelque titre que ce soit.

Cette formule a le mérite d'être plus large, de prévoir des situations juridiques connues et d'autres qui pourraient se produire par la suite, couvrant ainsi tous les cas où la jouissance d'un local est assimilable à celle résultant de la location tout en ayant une origine différente.

Il y a lieu de noter que l'article 26 de l'ordonnance du 11 octobre 1945 appliquait déjà le privilège de l'article 2102 du code civil au payement de l'indemnité due par le bénéficiaire d'une réquisition de logement.

Il semble donc que, grâce au texte qui vous est présenté, le privilège du bailleur couvrira à l'avenir les cas suivants dans lesquels le propriétaire n'est pas garanti:

Cas du locataire dont le bail est expiré, sans prorogation légale ou conventionnelle ou sans maintien dans les lieux, qui se maintient dans les lieux contre le gré du propriétaire et notamment malgré une décision prononçant son expulsion.

Cas du locataire qui a été introduit dans les lieux par un autre que le propriétaire, ou par un propriétaire dont le titre a été annulé.

Enfin cas de l'occupant en vertu d'une réquisition annulée ou expirée.

Cette énumération n'a, bien entendu, pas la prétention d'être limitative.

Ce texte, dont la teneur suit, qui permet de tempérer le formalisme de la loi par une disposition plus équitable, semble donc devoir être approuvé et votre commission de la justice vous en propose l'adoption.

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — Le quatrième alinéa de l'article 2102 du code civil est modifié ainsi qu'il suit:

« Le même privilège a lieu pour les réparations locatives et pour tout ce qui concerne l'exécution du bail. Il a lieu également pour toute créance résultant, au profit du propriétaire ou bailleur, de l'occupation des lieux à quelque titre que ce soit. »

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 349, 3251 (nouvelle rédaction) et in-8° 1042; Conseil de la République: 625 (année 1948).

ANNEXE N° 824

(Session de 1948. — Séance du 10 août 1948.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à restaurer la **souveraineté** du **peuple tunisien** en rétablissant Son Altesse **Mohamed El Moncef Pacha Bey** sur le trône de ses ancêtres, présentée par MM. Ahmed Boumendjel, Ahmed Tahar, Ahmed-Yahia et Aziz Kessous, conseillers de la République. — (Renvoyée à la commission des affaires étrangères.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, le 19 juin 1942, succédant à Ahmed Bey, Son Altesse Moncef Bey accède au trône de ses ancêtres.

L'investiture solennelle est donnée « au nom de la France » par l'amiral Esteva qui, dans son discours, s'adresse en ces termes au nouveau souverain:

« Le Gouvernement du protectorat, avec la générosité et le désintéressement qui l'ont toujours animé, présentera à la haute attention de Votre Altesse les réformes, fruits de mûres réflexions et de l'expérience, qui permettront d'améliorer le sort de la population tunisienne, sûr qu'elles recevront de votre part l'accueil favorable qu'elles méritent. »

La réponse de Bey est directe, sincère et dépourvue de toute équivoque.

« Le Gouvernement français connaît de longue date mon admiration à l'égard de la nation protectrice et j'ai à cœur de vous prier aujourd'hui de lui faire parvenir l'expression de mon indéfectible attachement à la France. Je tiens aussi tout particulièrement à vous demander de lui transmettre l'assurance de ma volonté inébranlable de continuer sous mon règne à affirmer chaque jour davantage, par la collaboration loyale et dévouée, les liens indissolubles qui unissent à jamais les deux pays et à assurer dans l'avenir, comme mes prédécesseurs l'ont fait dans le passé, la souveraineté indivisible que la France et la famille Husseinite n'ont cessé, en plein accord, d'exercer sur la Tunisie.

« ...Je resterai l'observateur scrupuleux de la foi jurée et, avec l'aide de Dieu, je consacrerai tous mes efforts à contribuer à l'œuvre de développement matériel et moral, qu'avec une compréhension éclairée des besoins de mon peuple la France a entreprise depuis soixante et un ans, œuvre à laquelle elle s'est consacrée avec une persévérance, une générosité qui, de ma part, lui valent une inaltérable gratitude et lui ont conquis le cœur de tous mes sujets. »

Dans ce discours, il n'est question que de la France, de la nation protectrice.

Dès son avènement, rompant avec les traditions de la cour, Moncef Bey supprime le baisemain et associe son héritier à la gestion du pays. Manifestant ainsi la volonté d'apporter des améliorations aux conditions de vie de ses sujets, il reçoit une à une les délégations venues exprimer les doléances des populations. Bien plus, il promet à chacune de ces délégations une visite et commence effectivement ses tournées par le caïdat de la banlieue, ce qui donne lieu à des manifestations d'enthousiasme populaire sans précédent.

Enfin, alors que le gouvernement de Vichy édictait les lois raciales inspirées du nazisme, Moncef Bey ne craignait pas de proclamer l'égalité des races, notamment entre Juifs et Musulmans. Cette attitude démocratique et antiraciste créa aussitôt une tension dans les relations entre la Résidence et le Palais Beylical. Son Altesse rappelle alors à Esteva son engagement de juin. Devant les atermoiements du résident général, Moncef Bey décide de faire un sondage pour s'assurer des dispositions réelles d'Esteva et de ses chefs envers la population tunisienne.

Le 2 août 1942, il convoque Esteva et lui remet, en double, un message au maréchal Pétain. Dans ce message où il est question de la « sauvegarde de la nation protectrice », des traditions chevaleresques de la France et du « respect des principes essentiels du protectorat dont le bilan fait le plus grand honneur à la France », Moncef Bey préconise:

1° L'institution d'un conseil consultatif de législation où l'élément tunisien serait dignement et largement représenté;

2° L'accession des Tunisiens à tous les emplois publics auxquels peuvent les préparer leurs aptitudes, leurs capacités et leur parfaite connaissance de leur pays;

3° L'égalité des traitements et salaires entre Français et Tunisiens;

4° L'amélioration de la situation des fonctionnaires tunisiens;

5° La lutte efficace contre la misère grandissante, le vagabondage et le chômage;

6° Le renvoi à la fin de la guerre de tous travaux et de toutes entreprises ne présentant pas un caractère d'extrême urgence.

7° La représentation des diverses corporations et corps de métiers au sein de tous les comités économiques par les délégués librement choisis par les artisans eux-mêmes;

8° La répartition équitable des matières premières entre tous les artisans sans distinction de race ni privilèges pour les uns au détriment des autres;

9° La participation des Tunisiens au contrôle des recettes et des dépenses budgétaires;

10° La refonte de l'administration centrale et sa réorganisation dans le cadre tunisien;

11° Le retour des contrôleurs civils à leur statut initial, leur rôle devant se borner à leur mission de contrôle;

12° L'abrogation du décret de 1898, sur les terres habous (terres inaliénables) et suppression de toutes entraves à l'acquisition de propriétés rurales par les Tunisiens;

13° La participation réelle et dans une proportion équitable de la population tunisienne à la vie communale;

14° L'instruction obligatoire pour tous les Tunisiens avec enseignement de la langue arabe dans tous les établissements scolaires;

15° Le rétablissement de la compétence des juridictions tunisiennes;

16° L'expropriation au profit de l'Etat de toutes les grandes entreprises présentant un intérêt général (électricité, gaz, transports, etc...).

Ces doléances si modérées ne reçurent aucune réponse, mais le peuple tunisien avait senti que pendant trois mois de règne Moncef Bey avait fait plus pour sa cause que tous les autres beys pendant tout leur avènement. Cette compétence politique et ce souci de remplir avec désintéressement sa mission de « chef » de la nation tunisienne, devaient permettre à Son Altesse Moncef Bey de triompher avec succès des situations délicates dans lesquelles le débarquement allait entraîner sa patrie.

Le jour même du débarquement, le 8 novembre 1942, l'amiral Esteva se présente au palais Beylical, porteur de deux messages:

1° Un message du maréchal Pétain l'invitant à aligner son attitude sur celle de la France métropolitaine, et

2° Une lettre du président Roosevelt ainsi conçue:

« Je n'ignore pas les graves difficultés dans lesquelles la courageuse population tunisienne a été plongée par le déroulement de la guerre.

« Je sais que votre pays est menacé de toutes parts des dangers qui ne vous sont, hélas! que trop présents à l'esprit.

« Votre population est devenue la proie de la rapacité systématique des Allemands et des Italiens, qui ont dépouillé le peuple tunisien des choses les plus nécessaires à l'existence, le réduisant à la nudité et au besoin.

« J'apprends maintenant que ces mêmes Italiens et Allemands, non contents d'avoir organisé le pillage, cherchent à occuper votre pays, à le ruiner complètement et à imposer à votre fier peuple un état de misère auquel il ne se soumettra pas, j'en suis sûr.

« La masse des forces américaines que rien ne vaincra, que j'envoie en Afrique du Nord pour collaborer avec les forces de la France, coopéreront avec vous dans la défense de votre pays. Elles n'ont pas d'autre but que la destruction de nos ennemis communs.

« Elles et leurs alliés, elles comptent que vous n'hésiterez pas à leur permettre de passer librement en Tunisie, afin qu'elles puissent accomplir leur mission, c'est-à-dire éliminer d'Afrique du Nord les forces du mal.

« Votre récente accession au pouvoir et les aspirations que vous aviez exprimées en faveur du bien-être de votre peuple, en qui j'ai une profonde confiance, ne laissent pas de doute sur l'issue rapide et favorable de nos mesures de défense en commun.

« Que Dieu daigne avoir votre Altesse en sa sainte et digne garde.

« Votre bon ami,

« Franklin Roosevelt. — Le 7 novembre 1942. »

Négligeant l'ordre de résistance aux forces alliées adressé par Vichy, Moncef Bey, dans la réponse qu'il fit au président Roosevelt, proclame en ces termes la neutralité de son pays:

« Monsieur le président,

« Par votre message du 7 courant, vous avez bien voulu nous demander la liberté de passage des troupes américaines à travers le territoire tunisien.

« Nous avons l'honneur de vous faire connaître que les événements de ces derniers jours nous imposent le devoir d'épargner à notre peuple les souffrances de la guerre.

« Conscients de notre responsabilité et soucieux d'observer vis-à-vis des belligérants une égale attitude, nous croyons devoir formuler solennellement le souhait de voir ce pays rester en dehors du conflit.

« En vous faisant cette réponse, nous vous donnons l'assurance que nous exprimons en même temps ce désir auprès de tous les Etats belligérants.

« Nous sommes certains que la population tunisienne et le monde musulman tout entier apprécieront hautement l'attitude que vous voudrez bien adopter en la circonstance. Nous saisissons cette occasion pour vous remercier des nobles sentiments exprimés dans votre message à l'égard de notre pays et de notre personne et nous prions Dieu de donner à l'humanité, qui subit les atrocités de cette guerre, une ère de quiétude et de paix.

« Le 13 novembre 1942. — Signé: Mohamed el Moncef Pacha Bey. »

En même temps et par la même voie (résidence générale) le message suivant était simultanément adressé à Sa Majesté George VI, roi d'Angleterre et empereur des Indes, à Sa Majesté Victor-Emmanuel, roi d'Italie et au chancelier Hitler.

« Le territoire tunisien étant menacé de devenir un champ de bataille, croyant devoir agir dans la pleine conscience de notre souveraineté et de notre responsabilité, formons le souhait de voir ce pays rester en dehors du conflit.

« Nous avons le ferme espoir que vous comprendrez notre souci de vouloir épargner à notre royaume les horreurs de la guerre.

« Nous sommes certains que la population tunisienne et le monde musulman tout entier apprécieront hautement l'attitude généreuse que vous voudrez bien adopter en cette circonstance.

« Et nous prions Dieu de donner à l'humanité, qui subit les atrocités de la guerre, une ère de quiétude et de paix.

« Signé: Mohamed el Moncef Pacha Bey. »

« Ces messages ne devaient jamais parvenir à leurs destinataires, Esteva les ayant intentionnellement gardés dans ses archives, où ils furent retrouvés à la libération. »

Alors que le l'armée du général Barré rejoignait les troupes alliées en Algérie, les Allemands débarquèrent leurs troupes aéroportées à Tunis. Dès leur arrivée, ils ne manquèrent pas de faire des propositions à Moncef Bey, mais c'est surtout de la part de l'Italie que les offres étaient les plus pressantes.

Dans une première visite à Son Altesse, le consul italien Bombieri déclara, le 24 février 1943, que le roi d'Italie, « considérait avec une compréhension sympathique les aspirations nationales du peuple tunisien et serait heureux de contribuer à leur réalisation. »

Moncef Bey répondit « que la Tunisie n'avait pas, pour le moment, de revendications à formuler et qu'à la fin de la guerre il se réservait l'initiative de ces questions en accord avec le Gouvernement français auquel il est lié par un traité de protectorat ».

Le 1er mars, Bombieri fait une nouvelle tentative avec plus de précision et d'insistance. Il laisse entendre que l'indépendance de la Tunisie serait reconnue si celle-ci dénonçait le traité du Bardo et signait un pacte d'alliance avec l'Italie. Moncef Bey, soucieux de respecter les traités et désireux de voir son pays continuer sa collaboration avec la France, refusa d'envisager des négociations dans ce but.

Non seulement Son Altesse ne voulut pas aider directement les occupants, mais encore s'opposa-t-elle aux manœuvres de leurs valets, en l'occurrence les représentants du Gouvernement de Vichy.

Pour répondre aux demandes de l'Axe, Esteva présenta à la signature de Moncef Bey un décret de mobilisation de la main-d'œuvre tunisienne. Devant le refus obstiné du souverain et l'inertie voulue de l'administration indigène, le résident se résigna à promulguer lui-même le décret, négligeant l'autorité du Bey, contrairement aux stipulations du traité du Bardo.

Nonobstant les instructions dudit arrêté, le rythme de recrutement des travailleurs était loin de satisfaire les autorités occupantes. Le peu d'empressement montré à cet égard par les représentants de l'administration tunisienne, préoccupée avant tout d'observer discrètement les consignes de la cour beylicale, ne manqua pas à la longue d'attirer les reproches de certaines autorités françaises. Celles-ci n'hésitèrent pas à prendre elles-mêmes l'initiative des opérations (témoin la lettre suivante adressée par le colonel de Jonchay au ministre de l'intérieur tunisien).

« Tunis, le 6 mai 1943. — Le lieutenant-colonel de Jonchay, délégué à la sécurité générale de la Tunisie, à Son Excellence le docteur Materi, ministre de l'intérieur, Tunis.

« J'ai essayé de vous téléphoner aujourd'hui à midi pour vous signaler que les autorités al-

lemandes demandent de la main-d'œuvre musulmane sans obtenir de résultats satisfaisants. J'ai eu le regret de ne pas pouvoir vous atteindre, non plus que M. le général Chadli Haider, Cheikh el Médina.

« J'ai songé que vous étiez probablement retenue par la cérémonie du Sceau de Son Altesse.

« Néanmoins, la question étant urgente, je suis obligé de prendre des dispositions pour recruter cette main-d'œuvre parmi les gens aptes au travail et qui ne sont pas utiles à l'activité économique de la ville.

« Une rafle sera faite dans les cafés et lieux publics, en accord avec les autorités allemandes, par les soins de M. Schwartz, commissaire central, auquel je conseille d'employer de préférence des agents tunisiens. Mais j'aurais, certes, préféré pouvoir prévenir les autorités beylicales.

« Je fais tenir copie de cette lettre à M. le cheikh el Médina et à M. le caïd ben Osman, qui, m'a-t-on dit, l'assiste dans ces opérations de recrutement de main-d'œuvre.

« Je vous prie d'agréer, Excellence, l'expression de mes sentiments de haute considération.

« Lieutenant-colonel de JONCHAY. »

La pression des autorités allemandes se fit de plus en plus intense. Celles-ci, après le bombardement de la Marsa par les anglo-saxons, demandèrent que le bey fît une déclaration radiodiffusée flétrissant l'action des alliés.

Maintenant sa position de stricte neutralité, Moncef Bey, conscient aussi des conséquences qu'une telle initiative pourrait entraîner auprès des masses, refusa par trois fois de se soumettre à ces exigences.

Moncef Bey ne s'étant, jusqu'ici, compromis en aucune façon avec les occupants, Esteva qui pressentait la fin prochaine de l'hégémonie nazie, voulut amener le monarque tunisien à se discréditer auprès des alliés. Il demanda à plusieurs reprises à son Altesse de décorer du Nicham Iftikar des officiers allemands. Répondant aux objections que Moncef Bey fit adresser à Esteva par l'intermédiaire de son premier ministre, le résident général adresse à ce dernier la lettre suivante:

« Tunis, le 10 avril 1942.

A son excellence, monsieur le premier ministre Mohamed Chenik.

« Excellence,

« En réponse à votre lettre n° SG/SE 74 d'aujourd'hui, j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'il n'y a pas du tout incompatibilité entre la question de neutralité prise officiellement par le souverain au mois de novembre dernier et l'octroi de décorations dans l'ordre du Nicham Iftikar à des représentants des hautes autorités civiles et militaires allemandes en Tunisie.

« Il en va de même à l'égard des représentants des autorités italiennes qui sont en ce moment dans la Régence.

« Signé: ESTEVA »

Le 10 avril, Son Altesse décernait à 26 personnalités allemandes et 22 personnalités italiennes les décorations sollicitées

Il était d'usage à la cour que, lors d'une remise de décorations, le souverain les apportât lui-même. Or, en cette occasion ce fut l'amiral Esteva qui arriva porteur de deux corbeilles d'insignes, prouvant ainsi son entière responsabilité dans cette affaire, ce qu'il reconnut d'ailleurs au cours de son procès.

L'attitude courageuse et déterminée de Son Altesse Sidi el Moncef Pacha Bey n'avait surpris aucun de ceux qui le connaissaient et qui savaient combien sincère était son attachement à la France.

Quelques jours après, Moncef Bey décorait de ses propres mains des personnalités françaises.

Les troupes allemandes étaient à peine rejetées à la mer que les autorités militaires françaises prenaient à l'encontre de Son Altesse une mesure de déportation aussi illégale qu'injustiée. Par ordre du général Giraud, Moncef Bey, après avoir refusé de signer un acte d'abdication, fut conduit sans aucun avertissement à Laghouat, dans le Sahara algérien. Là, victime de la rigueur du traitement qui lui était infligé, il devint malade, et sous la pression constante des autorités françaises se résigna à céder son droit de règne.

Le général Giraud, sans perdre de temps, ordonna son transfert à Ténès et le fit garder militairement.

Aujourd'hui, c'est à Pau que Moncef Bey continue son inique exil.

Il nous suffit d'envisager objectivement l'attitude de Moncef Bey durant l'occupation allemande pour se convaincre de la fausseté des accusations portées contre lui. Jamais Son Altesse Boncef Bey n'a collaboré avec les puissances de l'axe. Sa déportation est non seulement injuste, mais encore elle est illégale.

En pays d'Islam, le souverain est avant tout un chef spirituel. Il va de soi que son investiture et, à plus forte raison, sa déportation ne sauraient être en aucune façon le fait d'une autorité non musulmane. C'est pourquoi l'intervention du Chraa (tribunal religieux) est absolument indispensable dans l'une ou l'autre des deux circonstances.

La population tunisienne, atteinte dans sa foi la plus profonde par la mesure dont son souverain est victime, n'admet d'autre autorité que la sienne.

Elle n'a jamais cessé de démontrer d'une façon manifeste son dévouement et son attachement à sa personne.

Restaurer Moncef Bey et la légalité ne constituent pas seulement une réparation éclatante envers le peuple tunisien, c'est aussi une nécessité politique et juridique pour la nation protectrice.

Il est une dernière considération sur laquelle il est indispensable d'attirer l'attention.

L'état de santé alarmant du souverain tunisien donne, depuis de nombreux mois, de vives inquiétudes à sa famille et à son peuple. C'est une situation que n'ignore pas le Gouvernement.

Est-il besoin de souligner qu'il y a urgence ? La douleur du peuple tunisien serait d'autant plus vivement ressentie que l'irréparable risque de s'accomplir en plein exil. Nul n'a le droit de perdre de vue l'avenir des relations du peuple français et du peuple tunisien.

De nombreux parlementaires, dont les responsabilités sont grandes au sein des commissions, ont déjà pris position contre l'injuste destin de Son Altesse El Moncef Bey. Trois ans après la libération, il n'est plus permis de perpétuer ce qui est pour le moins une erreur.

C'est pourquoi, nous vous prions d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à restaurer la souveraineté du peuple tunisien en rétablissant Son Altesse Mohamed El Moncef Pacha Bey sur le trône de ses ancêtres.

ANNEXE N° 825

(Session de 1948. — Séance du 11 août 1948.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale tendant au **redressement économique et financier,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 10 août 1948.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 10 août 1948, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi tendant au redressement économique et financier.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

(1) Voir les nos : Assemblée nationale (1re législ.), 5192, 5206 et in-8° 1210.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

TITRE Ier

Art. 1er. — Le Gouvernement procédera, dans les conditions prévues à l'article 6 de la présente loi, et sans qu'il puisse être porté atteinte au statut général des fonctionnaires, à une réforme des services publics civils et militaires en vue de les rendre plus efficaces et moins coûteux. Toutefois les principes généraux de l'organisation de l'armée devront être fixés par le Parlement

Cette réforme ne portera pas sur l'organisation judiciaire.

Il pourra supprimer des emplois et des services. Les personnels licenciés bénéficieront des dispositions de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947 modifiée par la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1948.

Le Gouvernement, dans les conditions prévues à l'article 6 procédera aux annulations de crédits résultant de ces suppressions. Il pourra de même, dans la limite des crédits budgétaires, apporter aux crédits et à la répartition des emplois et des effectifs les modifications que les transferts d'attribution rendraient indispensables.

Au delà du 1er janvier 1949, le Gouvernement soumettra au vote du Parlement, tous les six mois, la traduction budgétaire des modifications apportées par lui dans les mêmes conditions et limites qu'à l'alinéa ci-dessus, à l'organisation administrative.

Art. 2. — Le Gouvernement procédera, dans les conditions prévues à l'article 6 de la présente loi, à la réorganisation des établissements publics à caractère industriel ou commercial, des entreprises nationales et des sociétés nationales ainsi qu'à la réforme du contrôle auquel ces établissements, entreprises et sociétés sont soumis afin d'en assurer la rentabilité et d'y faire prévaloir la notion de responsabilité individuelle, sans qu'il soit porté atteinte à la propriété ou à la gestion publique de ces établissements, entreprises et sociétés, ni à la proportion dans laquelle le personnel participe à ladite gestion, ni aux dispositions législatives stipulant la publication des bilans et des comptes de profits et pertes. Les apports de capitaux privés dans les sociétés d'économie mixte ne feront jamais perdre à l'Etat la majorité dans les sociétés où il la détient actuellement.

Aucune société nationalisée ne pourra être transformée en société d'économie mixte sans intervention du Parlement.

Le Gouvernement soumettra au Parlement, avant le 31 décembre 1948, le texte portant statut général des entreprises nationalisées.

Le statut de la radiodiffusion et de la télévision ainsi que le statut de la presse restent du domaine exclusif de la loi.

Le Gouvernement soumettra au Parlement, avant le 31 décembre 1948, les textes concernant l'Agence française de presse, Havas publicité et la Société nationale des papiers de presse.

Les dispositions réglementaires à intervenir ne pourront porter atteinte à la législation en vigueur sur la presse, notamment celle de la loi du 11 mai 1946.

Art. 3. — Le Gouvernement procédera, dans les conditions prévues à l'article 6 de la présente loi, en matière de sécurité sociale et de prestations familiales, au renforcement du contrôle et à la réforme des modes de financement sans que puissent être réduites les prestations et sans qu'il soit porté atteinte aux règles légales fixant la composition, le fonctionnement autonome et la compétence des conseils d'administration, ni aux caractères spéciaux des organismes du régime agricole et des caisses d'allocations familiales.

Le Gouvernement soumettra au vote du Parlement avant le 30 avril 1949 les textes portant statut général de la sécurité sociale agricole.

En matière d'assistance publique, le Gouvernement procèdera à l'allégement des char-

pes d'assistance publique corrélativement au développement de la sécurité sociale.

Art. 4. — . . . . . .

Art. 4 *bis*. — Avant le 1er janvier 1949, le Gouvernement prendra les dispositions nécessaires en vue de soumettre à l'avis du Conseil économique et à l'approbation du Parlement le plan de modernisation et d'équipement de la métropole et des territoires de l'Union française définissant pour quatre années les objectifs de production à atteindre pour développer la production nationale et assurer l'équilibre de la balance des comptes.

Art. 5. — Avant le 1er janvier 1949, le Gouvernement, dans les conditions prévues à l'article 6 ci-dessous:

1° Pourra alléger les charges de l'économie française au moyen de suppression ou fusion d'impôts, droits et taxes actuellement en vigueur affectés ou non; aucune disposition ne pourra porter atteinte à l'équilibre budgétaire des collectivités locales;

2° Indépendamment des mesures précédentes, qui ne comporteront ni majoration de taux, ni modification dans les règles d'assiette, procédera à une refonte d'ensemble des codes et textes fiscaux, à l'effet de réduire le nombre des impôts, droits et taxes, d'aménager et normaliser leurs règles d'application, de simplifier les formalités exigées des contribuables et les tâches imparties aux administrations financières, de coordonner les procédures de contrôle, de recouvrement et de contentieux. Les codes et les textes ainsi refondus entreront obligatoirement en vigueur le 1er janvier 1949. Ils seront préalablement soumis au vote du Parlement, en annexe au projet de loi de finances de 1949 qui devra être déposé avant le 10 décembre 1948.

Les crédits nécessaires au développement du contrôle unique des règles financières, à la mise en place effective des services du casier fiscal et d'expertise fiscale, à la recherche et à la répression des fraudes fiscales seront ouverts dans les conditions prévues à l'article 6 ci-dessous, dans la proportion maximum du dixième du montant des recouvrements attendus de l'assiette des droits en principal afférents aux omissions et insuffisances.

Il sera institué un système de compléments familiaux en compensation des abattements et déductions pour charges de famille dont les réformes opérées en vertu des dispositions ci-dessus entraîneraient la suppression ou la réduction.

TITRE II

Art. 6. — A dater de la promulgation de la présente loi dans les matières ayant par leur nature un caractère réglementaire déterminées à l'article 7 ci-dessous, des décrets pourront désormais être pris en conseil des ministres après avis du conseil d'Etat et sur rapport du ministre des finances et des affaires économiques et des ministres intéressés, pour abroger, modifier ou remplacer les dispositions en vigueur.

Ces textes ne seront sanctionnés, en dehors des peines prévues par le paragraphe 15° de l'article 471 du code pénal, que par les dispositions pénales édictées par les lois antérieures relatives aux mêmes matières, sans que puissent être modifiés la qualification des infractions relevées, la nature et le quantum des peines applicables.

Art. 7. — Les matières relevant de la compétence du pouvoir réglementaire en vertu de l'article 6 sont les suivantes:

Organisation, suppression, transformation, fusion, règles de fonctionnement et contrôle de l'ensemble des services fonctionnant sous son contrôle ou dont les dépenses sont supportées en majeure partie par lui et des établissements publics de l'Etat;

Limitation et suppression des emplois et des effectifs;

Limite d'âge des personnels civils et militaires;

Organisation, transformation, fusion, règles de fonctionnement, contrôle des établissements publics de l'Etat à caractère industriel et commercial, des entreprises nationales, des sociétés nationales et des sociétés d'économie mixte, ainsi que des organismes ayant fait appel sous une forme quelconque au concours financier de l'Etat, des groupements d'importation et de répartition créés en application de l'article 49 de la loi du 11 juillet 1938, comités, groupements et organismes professionnels ou interprofessionnels autorisés à percevoir des taxes et redevances destinées à couvrir leurs frais de fonctionnement ou à effectuer des péréquations de prix et en toutes matières relevant de la loi n° 46-2140 du 4 octobre 1946;

Règles de fonctionnement, modes de financement sauf en ce qui concerne les salariés soumis au régime général dans les conditions fixées par le titre IV de l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945, contrôle financier et technique de l'ensemble des divers régimes de sécurité sociale et de prestations familiales et des organismes chargés d'assurer le recouvrement des cotisations et le service des prestations ainsi que des organismes chargés d'assurer le service des allocations de vieillesse aux personnes non salariées;

Conditions d'émission des emprunts du Trésor et des emprunts bénéficiant de la garantie de l'Etat, gestion du portefeuille de l'Etat;

Règlementation des valeurs mobilières et des opérations concernant ces valeurs;

Régime de péréquation des échanges avec l'étranger;

Conditions d'établissement des prix et fonctionnement du contrôle économique.

Art. 7 *bis*. — Les corps de contrôle visés par les articles 68 et 71 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947 restent tenus de fournir tous renseignements et d'apporter leur concours aux commissions des finances et aux sous-commissions de la défense nationale du Parlement.

Art. 7 *ter*. — Les décrets pris en application de la présente loi ne pourront contenir aucune disposition susceptible de restreindre la compétence ou de limiter les pouvoirs d'investigation de la cour des comptes ou de la commission instituée par l'article 56 de la loi n° 48-23 du 6 janvier 1948, si ce n'est pour transférer à la cour des comptes elle-même, tout ou partie des attributions de cette commission.

Art. 7 *quater* (nouveau). — Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux territoires d'outre-mer ni aux organismes qui ont pour objet leur développement économique et social.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 10 août 1948.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 826

(Session de 1948. — Séance du 11 août 1948.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la presse, de la radio et du cinéma sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, instituant une aide temporaire à l'industrie cinématographique, par M. Duchet, conseiller de la République (1).

Mesdames, messieurs, l'an dernier, vers la mi-décembre, le Conseil de la République ouvrait un débat sur le cinéma français.

C'était la première fois, depuis la libération, qu'une assemblée parlementaire traitait d'un tel sujet. Les orateurs de tous les partis intervenaient dans la discussion.

La proposition de résolution qui sanctionnait le débat était adoptée à l'unanimité. Elle demandait au Gouvernement de consentir de nouvelles avances à l'industrie cinématographique, de poursuivre les mesures de détaxation et d'instaurer des primes à la production et à l'exploitation.

Le Gouvernement a supprimé les taxes de luxe et amélioré les paliers de recettes hebdomadaires dans les salles de cinéma.

Un amendement du Conseil de la République, adopté en seconde lecture par l'Assemblée nationale, a donné d'appréciables avantages à l'exploitation.

Il y a quelques mois, le Gouvernement a déposé un projet de loi instituant une aide temporaire au cinéma, projet qui vient d'être profondément modifié par l'Assemblée nationale.

Il tend à créer un fonds d'aide à la production et à l'exploitation. La production souffre d'une crise grave qui est maintenant connue de tous. L'exploitation, elle aussi, a besoin d'une aide importante; pour augmenter la fréquentation dans les salles, il faut les aménager et les rendre plus confortables.

Pour alimenter le fonds, l'Assemblée nationale propose, d'une part, l'augmentation du prix des places dans les cinémas, d'autre part, la création d'une taxe spéciale à la sortie des films.

L'augmentation du prix des places, bien qu'elle soit modérée, présente des inconvénients: déjà le nombre des spectateurs a, depuis les hausses de l'an dernier, diminué.

Une taxe spéciale à la sortie des films tend à procurer des ressources au fonds, en même temps qu'à diminuer la concurrence étrangère; mais elle ouvre la porte à des mesures de représailles contre les films français exportés.

Ce sont des accords commerciaux, beaucoup plus que l'actuel projet de loi, qui limiteront l'importation des films étrangers.

Cependant, les ressources prévues par les textes sont nécessaires puisque le Gouvernement se refuse à venir directement en aide à l'industrie du cinéma.

Le projet, malgré ses imperfections, stimulera la production française. Déjà l'annonce d'une aide a incité certains producteurs à préparer de nouveaux films et la plupart de nos studios, qui étaient en chômage, ont repris leur activité.

Par contre, le projet rencontre l'hostilité de toute l'exploitation, qui redoute une augmentation du prix des places et proteste contre la répartition des fonds qui lui sont destinés.

Votre commission de la presse, bien que désireuse d'aboutir avant les vacances parlementaires, a voulu étudier avec soin le projet qui lui était soumis; elle a écouté les représentants les plus qualifiés de la profession; elle a amendé les textes; elle a essayé de les rendre plus clairs, plus justes et plus efficaces. Elle espère avoir ainsi contribué, pour sa part, à la défense active du cinéma français.

Le projet amendé apportera une aide substantielle à la production et à l'exploitation, mais il faut que la profession s'organise, qu'elle réduise les temps de tournage, qu'elle aménage ses salles et qu'elle discipline ses dépenses. Alors, mais alors seulement, le cinéma français redeviendra une des industries les plus importantes et les plus prestigieuses de notre pays.

EXAMEN DES ARTICLES

Article 1er.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

TITRE Ier

Constitution de fonds spéciaux d'aide temporaire à l'industrie cinématographique.

Il est institué, à compter de la publication de la présente loi, une aide temporaire à l'industrie cinématographique et particulièrement à la presse filmée, aux producteurs de films français de court et long métrage et aux exploitants de salles de spectacles cinématographiques commerciaux.

Texte proposé par votre commission:

TITRE Ier

Constitution d'un fonds spécial d'aide temporaire à l'industrie cinématographique.

Texte conforme.

Il s'agit simplement d'apporter une rectification de forme au libellé du titre premier; celui-ci institue en effet (art. 3), un seul fonds spécial d'aide à l'industrie cinématographique.

Article 2.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Les ressources nécessaires au financement de l'aide temporaire sont constituées par la perception des taxes exceptionnelles ci-après:

1° Taxe additionnelle aux prix des places dans les salles de spectacles cinématographiques.

Il est institué, à compter du 1er octobre 1948 et pour une durée de trois ans, pouvant être portée à cinq ans par décret, une

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 3826, 4182, 4374, 4728 et in-8° 1158; Conseil de la République: 818 (année 1948).

taxe spéciale venant en complément du prix des billets et fixée de la manière suivante:

5 F pour les billets dont le montant est compris entre 35 F et 99 F inclus;

10 F pour les billets d'un montant égal ou supérieur à 100 F.

La taxe ainsi instituée ne peut entrer en compte pour le calcul des divers droits, taxes ou impôts frappant la recette normale des salles de spectacles cinématographiques.

La constatation et la perception de cette taxe sont assurées par l'administration des contributions indirectes selon les règles propres à cette administration et sous le bénéfice des sûretés prévues pour les impôts perçus par cette dernière;

2° Taxe de sortie de films.

Il est institué, à compter de la publication de la présente loi et pour une durée de trois ans, pouvant être portée à cinq ans par décret, sur tous les films de long et court métrage dont la première présentation publique aura lieu postérieurement à cette publication, une taxe dite « de sortie de films ». Le montant en sera fixé par le décret prévu à l'article 8 ci-après, dans la limite des maxima suivants:

Pour les films parlants français jusqu'à 1.200 F par mètre calculés sur la longueur de la copie acceptée par la censure;

Pour les films étrangers en version originale: jusqu'à 25 F par mètre pour les longs métrages et jusqu'à 120 F par mètre pour les courts métrages.

Les films qui ne sont pas destinés à l'exploitation commerciale sont exemptés de la taxe.

La taxe est perçue lors de la délivrance du visa d'exploitation, dans les conditions fixées au décret prévu à l'article 8.

Un décret, pris sur le rapport du ministre chargé du cinéma et du ministre des finances et des affaires économiques, fixera chaque année le montant de cette taxe dans la limite des maxima prévus ci-dessus.

Texte proposé par votre commission:

Les 7 premiers alinéas conformes.

2° Taxe de sortie de films.

Il est institué, à compter de la publication de la présente loi et pour une durée de trois ans pouvant être portée à cinq ans par décret, sur tous les films de long et court métrage dont le visa d'exploitation aura été donné postérieurement au 1er août 1948, une taxe dite « de sortie de films ». Le montant en sera fixé par le décret prévu à l'article 8 ci-après, dans la limite des maxima suivants:

Pour les films parlants français de long métrage jusqu'à 1.200 F par mètre calculés sur la longueur de la copie acceptée par la censure;

Pour les films de court métrage français et étrangers jusqu'à 120 F par mètre;

Pour les films étrangers de long métrage en version originale jusqu'à 25 F par mètre.

Les films qui ne sont pas destinés à l'exploitation commerciale, ainsi que les journaux filmés, sont exemptés de la taxe.

Les 2 derniers alinéas conformes.

La taxe de sortie de films risquerait, si le premier amendement proposé par votre commission n'était pas adopté, de faire supporter à certains distributeurs ayant déjà obtenu le visa d'exploitation, une charge supplémentaire très importante qu'ils n'avaient pas prévue. Par contre, la taxe peut être légitimement appliquée à partir du 1er août 1948, le présent projet de loi n'ayant pu être ignoré à cette date par les intéressés.

Votre commission vous propose une autre rédaction des paragraphes fixant les maxima pour le calcul de la taxe, rédaction qui lui semble plus claire et moins sujette à interprétation erronée.

Article 3.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Il est créé un fonds spécial d'aide temporaire à l'industrie cinématographique. Est porté en recettes à ce fonds spécial le produit des différentes taxes instituées par l'article 2.

Sont portées en dépenses les sommes versées aux producteurs, aux exportateurs de films français, aux éditeurs de journaux filmés et aux commerçants exploitants, ainsi que les frais de gestion du fonds.

Le montant de l'aide accordée à l'exploitation ne pourra, en aucun cas, être inférieur au produit global de la taxe de sortie de films.

Le ministre des finances et des affaires économiques est autorisé à verser à ce fonds spécial une avance de trésorerie sans intérêts, remboursable le 31 décembre 1949 au plus tard, à concurrence d'un montant maximum de 400 millions de francs.

Les modalités de gestion de ce fonds par le centre national de la cinématographie seront fixées par le décret prévu à l'article 8. Ce fonds sera géré par un conseil d'administration composé comme suit:

Le directeur général du centre national de la cinématographie, président;

Un représentant du ministre des finances et des affaires économiques;

Un représentant du ministre de l'industrie et du commerce;

Un représentant du Crédit national;

Un représentant de l'organisation syndicale la plus représentative de chacune des activités du film: producteurs, exploitants, techniciens et ouvriers.

En outre, pourront être admis, à titre consultatif, un délégué du syndicat des producteurs français de films éducatifs, documentaires et de court métrage et un délégué du syndicat de la presse filmée.

Le contrôle de cette gestion est effectué par le contrôleur d'Etat placé auprès du centre national de la cinématographie.

Texte proposé par votre commission:

Les 3 premiers alinéas conformes.

Entre le 3e et le 4e alinéa, alinéa nouveau:

Les pourcentages des fonds revenant à la production et à l'exploitation devront être établis de telle façon qu'en définitive l'aide effective globale apportée à l'exploitation soit égale à celle de la production.

Les 4e et 5e alinéas conformes.

Le directeur général du centre national de la cinématographie, président;

Un représentant du ministre des finances et des affaires économiques;

Un représentant du ministre de l'industrie et du commerce;

Un représentant du ministre chargé de l'information;

Un représentant du Crédit national;

Un représentant de la confédération nationale du cinéma français;

Un représentant de l'organisation syndicale patronale et de l'organisation syndicale ouvrière la plus représentative des deux branches professionnelles: production et exploitation.

En outre, pourront être admis, à titre consultatif, un délégué des organisations les plus représentatives de chacune des activités suivantes: production de films éducatifs, documentaires et de courts métrages, production de journaux filmés, exportation de films et distribution de films.

Le contrôle de cette gestion est effectué par le contrôleur d'Etat placé auprès du centre national de la cinématographie.

Producteurs et exploitants sont d'accord pour que l'aide globale leur sont partagée par parties égales; l'alinéa nouveau n'a pour but que de le préciser dans la loi.

Votre commission vous propose en outre de modifier quelque peu la composition du conseil d'administration chargé de gérer le fonds; la confédération générale du cinéma français ayant un rôle important à jouer dans la préparation des dossiers, il est logique qu'elle soit représentée au sein de ce conseil. Pour assurer l'équilibre entre les représentant ministériels et les représentants professionnels, la commission propose de désigner également un délégué du ministre chargé de l'information. Par ailleurs, le texte de l'Assemblée nationale n'assure pas de représentation salariée à l'exploitation. Il apparaît plus logique de prévoir que les deux branches intéressées (production et exploitation) seront représentées par un patron et par un salarié. Enfin, l'aide étant prévue non seulement au profit des producteurs mais aussi des exportateurs, il semble équitable que ceux-ci soient admis à titre consultatif dans le comité de gestion; de même les distributeurs, en raison des intérêts directs qu'ils ont fréquemment dans la production.

Article 4.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

TITRE II

Utilisation des fonds spéciaux d'aide temporaire à l'industrie cinématographique.

L'aide temporaire à la production de films français s'applique exclusivement à la réalisation de nouveaux films et à la diffusion de la production cinématogrgaphique française à l'étranger.

Peuvent bénéficier de cette aide les producteurs qui ont réalisé dans les départements français des films français de long métrage dont la première projection publique a été faite après le 1er juillet 1946. L'aide leur est accordée à condition qu'ils entreprennent de nouveaux films agréés qui devront être réalisés dans le délai fixé au décret prévu à l'article 8 ci-après.

Peuvent également bénéficier de cette aide les producteurs français de films de court métrage réalisés par des équipes exclusivement françaises, qui ont été montés et tirés dans des laboratoires français et dont la première projection publique a été faite après le 1er juillet 1946.

L'aide accordée aux films français réalisés en coproduction avec des participations étrangères sera calculée sur les recettes au prorata des seuls investissements français.

Le montant de l'aide est calculé, pour les films de long métrage, par application de taux proportionnels, d'une part, au total des recettes brutes réalisées pendant les trois premières années de leur exploitation par les salles de la métropole dans lesquelles les films ont été projetés et, d'autre part, aux recettes encaissées par les producteurs et provenant de l'exploitation pendant les trois premières années ou de la vente ferme à l'étranger ou dans les territoires de l'Union française autres que la métropole.

Pour les films de court métrage, l'aide est calculée par application de taux proportionnels, d'une part, aux recettes brutes réalisées pendant les trois premières années de leur exploitation par les salles de la métropole dans lesquelles le programme complet a été projeté et, d'autre part, aux recettes encaissées par les producteurs et provenant de l'exploitation pendant les trois premières années à l'étranger ou dans les territoires de l'Union française autres que la métropole.

Pour les films de court métrage, l'aide est calculée par application de taux proportionnels, d'une part, aux recettes brutes réalisées pendant les trois premières années de leur exploitation par les salles de la métropole dans lesquelles le programme complet a été projeté et, d'autre part, aux recettes encaissées par les producteurs et provenant de l'exploitation pendant les trois premières années à l'étranger ou dans les territoires de l'Union française autres que la métropole.

Lorsque la répartition des recettes dans les salles de la métropole entre les deux films d'un même programme résulte de stipulations contractuelles entre les producteurs de ces films, le total de l'aide calculé séparément pour chacun des deux films est réparti conformément à ces règles contractuelles.

Les sommes versées aux producteurs au titre de l'aide temporaire doivent être prises en compte pour le calcul des compléments éventuels des minima garantis à ceux-ci, d'une part, par les distributeurs pour les recettes provenant de l'exploitation dans les salles de la métropole et, d'autre part, par les exportateurs français pour les recettes provenant de l'exploitation des films dans l'Union française ou à l'étranger.

Le versement des sommes qui sont calculées sur les recettes réalisées à compter du 1er juillet 1946 pour les films de long métrage et à compter de la promulgation de la présente loi pour les films de court métrage et pour la presse filmée, est effectué sur justification de leur emploi.

Des acomptes peuvent être consentis aux producteurs bénéficiaires de l'aide sur proposition du comité prévu au crédit national par la loi validée du 19 mai 1941.

Pour la presse filmée, le montant de l'aide, calculé par trimestre, est basé sur les recettes brutes réalisées à compter de la promulgation

de la présente loi par les salles de la métropole dans lesquelles sont projetées les actualités et sur les recettes provenant de l'exploitation de ces actualités dans les territoires de l'Union française autres que la métropole et l'étranger.

Texte proposé par votre commission:

TITRE II

Utilisation du fonds spécial d'aide temporaire à l'industrie cinématographique.

Premier alinéa conforme.

Peuvent bénéficier de cette aide les producteurs qui ont réalisé dans les départements français des films français de long métrage dont la première projection publique a été faite après le 1er janvier 1946...

Peuvent également bénéficier de cette aide les producteurs français de films de court métrage réalisés par des équipes exclusivement françaises, qui ont été montés et tirés dans des laboratoires, dont la première projection publique a été faite après le 1er janvier 1946.

4e alinéa supprimé.

5e alinéa conforme.

Entre le 5e et le 6e alinéa, alinéa nouveau:

Une aide supplémentaire sera accordée aux producteurs dont les films auront été sélectionnés depuis le 1er janvier 1946 ou seront sélectionnés pendant la durée de l'aide temporaire pour les divers festivals internationaux. Toutefois, les films qui, pour des raisons matérielles ou techniques, ne pourront pas être présentés à la commission de sélection, pourront bénéficier de l'aide supplémentaire après avis de la même commission.

6e alinéa conforme.

7e alinéa conforme.

Dans le cas où un distributeur aura, pour un film versé au producteur un à valoir sur la « recette-producteur » et où cet à valoir n'aura pas été couvert dans le délai imparti, avec un maximum de deux ans à compter de la première sortie publique, les sommes destinées au producteur au titre de l'aide temporaire devront être portées au compte du distributeur, jusqu'à concurrence de la différence entre le montant de l'à valoir et le total des sommes effectivement encaissées par le distributeur pour le compte du producteur et provenant de l'exploitation des films dans les salles de la métropole et de l'Afrique du Nord (Algérie-Tunisie-Maroc). Il en est de même en ce qui concerne les exportateurs, pour ce qui est des recettes provenant de l'exploitation des films dans l'Union française ou à l'étranger.

Le versement des sommes qui sont calculées sur les recettes réalisées à compter du 1er janvier 1946 pour les films de long métrage et à compter de la promulgation de la présente loi pour les films de court métrage et pour la presse filmés, est effectué sur justification de leur emploi.

Deux derniers alinéas conformes.

Le but de la loi est d'apporter une aide à tous les producteurs français qui ont réalisé des films depuis la libération. Ceux qui, les premiers, ont réalisé de nouveaux films, malgré les difficultés multiples dues à la remise en route de l'industrie cinématographique, ont droit à une particulière sollicitude. Ce sont précisément ces producteurs dont les films sont sortis au cours du premier semestre 1946 qui, d'après les dispositions votées par l'Assemblée nationale, seraient exclus du bénéfice de l'aide. (Les producteurs de « La Bataille du rail » seraient exclus.) Il y a là une injustice qu'il est souhaitable de voir réparer. C'est pourquoi votre commission vous propose de substituer, dans les deuxième et troisième alinéa de l'article 4, la date du 1er janvier 1946 à celle du 1er juillet 1946.

Votre commission vous propose, en outre, de supprimer le quatrième alinéa du même article; les films réalisés en coproduction tels que « Le Silence est d'Or » font travailler des acteurs, techniciens et ouvriers français. Le texte voté par l'Assemblée nationale serait d'ailleurs tout à fait inapplicable.

L'alinéa nouveau, inséré par votre commission après le cinquième alinéa du texte de l'Assemblée nationale, reflète le souci exprimé unanimement par elle d'encourager les films de qualité. Dans la loi, seul le rendement commercial est encouragé; il semble indispensable à votre commission de récompenser d'une façon spéciale les films sélectionnés pour lee grandes compétitions internationales et qui servent particulièrement le prestige de la France.

Votre commission vous soumet enfin une rédaction nouvelle du huitième alinéa de l'article 4, celle de l'Assemblée nationale lui ayant paru manquer de clarté.

Article 5.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

L'aide temporaire à l'exploitation s'applique exclusivement à la réalisation de travaux dans les salles de spectacles cinématographiques.

Peuvent bénéficier de l'aide:

1° Les commerçants exploitants s'engageant à réaliser des travaux de sécurité, de renouvellement, d'amélioration de leurs salles;

2° Les exploitants sinistrés par faits de guerre en ce qui concerne les travaux ne relevant pas de la législation sur les dommages de guerre;

3° Les commerçants exploitants qui ont effectué depuis le 1er janvier 1949 des travaux entrant dans les catégories énumérées ci-dessus.

Le montant de l'aide à chaque exploitant sera calculé en fonction des travaux qu'il entreprend et des recettes déclarées par son entreprise, dans les conditions fixées au décret prévu à l'article 8.

Le montant de l'aide attribuée à chaque exploitant ne peut dépasser 50 p. 100 du montant du devis approuvé par une commission dont la composition sera fixée par le décret prévu à l'article 8.

Des groupements d'exploitants pourront être autorisés à émettre des emprunts à la garantie et au service desquels pourra concourir l'aide dont ces exploitants seront titulaires.

Des acomptes pourront être consentis aux exploitants bénéficiaires de l'aide.

Les sommes perçues par les exploitants au titre de l'aide temporaire sont sujettes à répétition au cas où l'entreprise bénéficiaire ferait, dans un délai de cinq ans à compter de l'attribution de l'aide, l'objet d'une cession à titre onéreux ou d'une donation entre vifs.

Texte proposé par votre commission:

L'aide temporaire à l'exploitation s'applique exclusivement à la réalisation de travaux dans les salles de spectacles cinématographiques aux guichets desquels est perçue la taxe additionnelle aux prix des places instituée à l'article 2 ci-dessus.

Peuvent bénéficier de l'aide:

1° Les commerçants exploitants s'engageant à réaliser des travaux de sécurité, d'hygiène, de renouvellement, d'amélioration et d'agrandissement de leurs salles;

2° Les exploitants sinistrés par faits de guerre en ce qui concerne les travaux ne relevant pas de la législation sur les dommages de guerre;

3° Les commerçants exploitants qui ont effectué depuis le 1er octobre 1947 des travaux entrant dans les catégories énumérées ci-dessus.

Entre le 5e et le 6e, alinéa nouveau:

La part revenant à l'exploitation fera l'objet, pour chaque exploitant, d'une inscription à un compte nominatif individuel. Les sommes ainsi inscrites seront utilisées après acceptation définitive du devis de ses travaux par une commission dont la composition sera fixée par le décret prévu à l'article 8 et dans les conditions fixées par ce décret.

Le montant de l'aide à chaque exploitant sera calculé en fonction des travaux qu'il entreprend, des recettes déclarées par son entreprise et de la taxe additionnelle perçue à ses guichets, dans les conditions fixées au décret prévu à l'article 8.

7e alinéa, supprimé.

8e alinéa, conforme.

9e alinéa, conforme.

10e alinéa, supprimé.

A la fin, alinéa nouveau?

Les exploitants qui possèdent plusieurs salles pourront demander que l'aide globale qui leur sera accordée soit utilisée pour une seule ou pour plusieurs de leurs salles.

Il est nécessaire de préciser que seuls peuvent bénéficier de l'aide les exploitants qui participent à la constitution du fonds en percevant, dans leurs établissements, la taxe additionnelle aux prix des places.

Il est regrettable qu'au cours des débats à l'Assemblée nationale on ait supprimé la faculté pour les exploitants de bénéficier de l'aide en vue des travaux d'extension de leurs salles. Il semble bien qu'il y ait eu confusion (l'extension ne peut pas consister à multiplier le nombre des fauteuils dans des conditions contraires aux règlements de sécurité). Pour éviter toute ambiguïté, votre commission vous propose d'ajouter le mot « agrandissement »; le mot « hygiène » lui a semblé également utile.

Il semble répondre à la plus élémentaire équité de fournir une aide aussi bien aux exploitants qui décident aujourd'hui de procéder à des travaux de sécurité, de renouvellement, d'amélioration, etc., qu'à ceux qui ont déjà eu le mérite d'accomplir ces travaux et particulièrement depuis que les commissions de sécurité ont signalé les réfections à accomplir. C'est pourquoi votre commission a cru bon de fixer au 1er octobre 1947 la date à partir de laquelle les exploitants pourront bénéficier de l'aide pour des travaux déjà effectués. (L'incendie de Rueil qui a sonné l'alarme est de juillet 1947.)

Votre commission vous demande l'adoption d'un alinéa nouveau après le cinquième alinéa du texte de l'article 5, pour les raisons suivantes: c'est l'exploitation qui percevra la taxe; elle aurait pu, dans de nombreux cas, augmenter sans autorisation le prix de ses places et bénéficier directement de sommes aussi importantes que celles qui pourront lui être attribuées par la loi (beaucoup de salles n'appliquent pas les tarifs maxima autorisés par la commission des prix). Il est donc logique d'inscrire les sommes collectées par les exploitants — et pour la seule part qui leur revient — à des comptes individuels. D'autre part, l'établissement de ces comptes individuels facilitera considérablement le contrôle des recettes par le recensement du nombre des entrées.

Votre commission vous demande la suppression du septième alinéa de l'article 5; il lui est apparu en effet qu'il n'y a pas lieu de spécifier dans la loi le montant maximum de l'aide accordée à chaque exploitant: c'est la commission compétente qui le fixera.

Votre commission vous propose également de supprimer le dernier alinéa du texte de l'article 5 voté par l'Assemblée nationale; l'investissement des sommes recueillies au titre de l'aide doit être logiquement considéré comme définitif et les sommes perçues comme désormais indissociables du fonds de commerce lui-même parce qu'elles y ont été matériellement incorporées.

Par l'alinéa nouveau introduit par votre commission à la fin de l'article 5, celle-ci a voulu donner aux exploitants qui possèdent plusieurs salles de cinéma inégalement vétustes, la possibilité de faire porter leur effort principal d'amélioration sur celles d'entre elles qui en ont le plus urgent besoin.

Article 6.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

TITRE III

Dispositions communes.

Peuvent être exclus du bénéfice de la présente loi les ressortissants de l'industrie cinématographique qui auraient fait l'objet des sanctions prévues à l'article 16 de la loi n° 46-2360 du 25 octobre 1946 portant création d'un centre national de la cinématographie.

Texte proposé par votre commission:

TITRE III

Dispositions communes.

Peuvent être exclus du bénéfice de la présente loi, les ressortissants de l'industrie cinématographique qui ont fait ou feront l'objet d'un retrait, même temporaire, d'autorisation d'exercice de la profession, ou d'une fermeture, même provisoire, de leur salle pour manœuvre frauduleuse caractérisée.

L'exclusion du bénéfice de l'aide est une mesure d'une exceptionnelle gravité qui ne peut être laissée à une appréciation arbitraire et non limitée à des cas précis et sérieux. Le fait d'avoir fait l'objet d'une sanction prévue à l'article 10 de la loi portant création du centre national de la cinématographie (c'est-à-dire d'une sanction pour infraction à l'une quelconque des décisions réglementaires du Centre national, quelles que soient la nature de cette infraction et la portée de la décision concernée) ne peut, à lui seul, entraîner le risque pour celui qui en sera l'objet de se voir refuser une aide qui est utile, non seulement à son entreprise, mais indirectement à l'industrie dans son ensemble. Il y a donc lieu de spécifier que les cas d'exclusion doivent être limités aux manœuvres frauduleuses caractérisées ; votre commission vous demande, en conséquence, d'adopter le texte nouveau proposé.

Article 7.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Toute manœuvre ayant pour but ou ayant eu pour résultat de frauder ou de compromettre les taxes spéciales édictées par la présente loi est punie du quintuple de la taxe frauduée ou compromise, et d'une amende de 500 F au moins et de 2.000 F au plus. La mise sous séquestre ou la fermeture provisoire des établissements peut être ordonnée par l'administration en cas d'empêchement ou de résistance à l'action des agents chargés de la constatation.

En outre, toute personne qui, à l'occasion de la présente loi, a, soit en sa faveur, soit en la faveur d'un tiers, fourni des déclarations ou des renseignements inexacts, produit ou fait établir sciemment des justifications inexactes, est punie d'une peine de six jours à cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de 10.000 à 10 millions de francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

Les sommes indûment perçues sont sujettes à répétition.

Les dispositions ci-dessus sont applicables à ceux qui, sans motif reconnu valable, ne font pas dans le délai fixé par le décret prévu à l'article 8 ci-dessous l'emploi prévu des sommes à eux allouées ou à ceux qui en font un emploi différent de celui pour lequel elles ont été accordées.

Texte proposé par votre commission:

Début conforme... La mise sous séquestre ou la fermeture provisoire des établissements peut être ordonnée par l'administration, après avis de la commission de contrôle des recettes, instituée auprès du Centre national de la cinématographie, en cas d'empêchement ou de résistance à l'action des agents chargés de la constatation.

En outre, toute personne qui, à l'occasion de la présente loi, a, soit en sa faveur, soit en la faveur d'un tiers, fourni des déclarations ou des renseignements inexacts, produit ou fait établir sciemment des justifications inexactes, sera poursuivie devant le tribunal correctionnel compétent et punie d'une peine de six jours à cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de 10.000 à 10 millions de francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

Deux derniers alinéas conformes.

Les modifications apportées par votre commission à l'article 7 ont pour but de donner une garantie aux intéressés et de ne pas laisser l'appréciation de leur peine à l'arbitraire de l'administration.

Article 8.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Le taux de la taxe dite « de sortie de films », le mode de calcul et les modalités de versement des sommes accordées aux diverses catégories de producteurs, d'éditeurs de journaux filmés et d'exploitants et, d'une manière générale, les mesures générales d'application de la présente loi seront déterminées par un décret portant règlement d'administration publique pris sur le rapport du ministre de l'industrie et du commerce et du ministre des finances et des affaires économiques.

Texte proposé par votre commission:

Texte conforme.

C'est dans ces conditions que votre commission vous demande d'adopter le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

TITRE Ier

Constitution d'un fonds spécial d'aide temporaire à l'industrie cinématographique.

Art. 1er. — Il est constitué, à compter de la publication de la présente loi, une aide temporaire à l'industrie cinématographique et particulièrement à la presse filmée, aux producteurs de films français de court et long métrage et aux exploitants de salles de spectacles cinématographiques commerciaux.

Art. 2. — Les ressources nécessaires au financement de l'aide temporaire sont constituées par la perception des taxes exceptionnelles ci-après:

1° Taxe additionnelle aux prix des places dans les salles de spectacles cinématographiques.

Il est institué, à compter du 1er octobre 1948 et pour une durée de trois ans pouvant être portée à cinq ans par décret, une taxe spéciale venant en complément du prix des billets et fixée de la manière suivante:

5 F pour les billets dont le montant est compris entre 35 F et 99 F inclus;

10 F pour les billets d'un montant égal ou supérieur à 100 F.

La taxe ainsi instituée ne peut entrer en compte pour le calcul des divers droits, taxes ou impôts frappant la recette normale des salles de spectacles cinématographiques.

La constatation et la perception de cette taxe sont assurées par l'administration des contributions indirectes selon les règles propres à cette administration et sous le bénéfice des sûretés prévues pour les impôts perçus par cette dernière.

2° Taxe de sortie de films.

Il est institué, à compter de la publication de la présente loi et pour une durée de trois ans pouvant être portée à cinq ans par décret, sur tous les films de long et de court métrage dont le visa d'exploitation aura été donné postérieurement au 1er août 1948, une taxe dite « de sortie de films ». Le montant en sera fixé par le décret prévu à l'article 8 ci-après dans la limite des maxima suivants:

Pour les films parlants français de long métrage, jusqu'à 1.200 F par mètre calculés sur la longueur de la copie acceptée par la censure;

Pour les films de court métrage français et étrangers, jusqu'à 120 F par mètre;

Pour les films étrangers de long métrage en version originale, jusqu'à 25 F par mètre.

Les films qui ne sont pas destinés à l'exploitation commerciale, ainsi que les journaux filmés, sont exemptés de la taxe.

La taxe est perçue lors de la délivrance du visa d'exploitation, dans les conditions fixées au décret prévu à l'article 8.

Un décret, pris sur le rapport du ministre chargé du cinéma et du ministre des finances et des affaires économiques, fixera chaque année le montant de cette taxe dans la limite des maxima prévus ci-dessus.

Art. 3. — Il est créé un fonds spécial d'aide temporaire à l'industrie cinématographique. Est porté en recettes à ce fonds spécial le produit des différentes taxes instituées par l'article 2.

Sont portées en dépenses les sommes versées aux producteurs, aux exportateurs de films français, aux éditeurs de journaux filmés et aux commerçants exploitants, ainsi que les frais de gestion du fonds.

Le montant de l'aide accordée à l'exploitation ne pourra, en aucun cas, être inférieur au produit global de la taxe de sortie de films.

Les pourcentages des fonds revenant à la production et à l'exploitation devront être établis de telle façon qu'en définitive l'aide effective globale apportée à l'exploitation soit égale à celle de la production.

Le ministre des finances et des affaires économiques est autorisé à verser à ce fonds spécial une avance de trésorerie sans intérêts, remboursable le 31 décembre 1949 au plus tard, à concurrence d'un montant maximum de 400 millions de francs.

Les modalités de gestion de ce fonds par le centre national de la cinématographie seront fixées par le décret prévu à l'article 8. Ce fonds sera géré par un conseil d'administration composé comme suit:

Le directeur général du centre national de la cinématographie, président;

Un représentant du ministre des finances et des affaires économiques;

Un représentant du ministre de l'industrie et du commerce;

Un représentant du ministre chargé de l'information;

Un représentant du Crédit national;

Un représentant de la confédération nationale du cinéma français;

Un représentant de l'organisation syndicale patronale et de l'organisation syndicale ouvrière la plus représentative des deux branches professionnelles: production et exploitation.

En outre, pourront être admis, à titre consultatif, un délégué des organisations les plus représentatives de chacune des activités suivantes: production de films éducatifs, documentaires et de courts métrages, production de journaux filmés, exportation de films et distribution de films.

Le contrôle de cette gestion est effectué par le contrôleur d'Etat placé auprès du centre national de la cinématographie.

TITRE II

Utilisation d'un fonds spécial d'aide temporaire à l'industrie cinématographique.

Art. 4. — L'aide temporaire à la production de films français s'applique exclusivement à la réalisation de nouveaux films et à la diffusion de la production cinématographique française à l'étranger.

Peuvent bénéficier de cette aide les producteurs qui ont réalisé dans les départements français des films français de long métrage dont la première projection publique a été faite après le 1er janvier 1946. L'aide leur est accordée à condition qu'ils entreprennent de nouveaux films agréés qui devront être réalisés dans le délai fixé au décret prévu à l'article 8 ci-après.

Peuvent également bénéficier de cette aide les producteurs français de films de court métrage réalisés par des équipes exclusivement françaises, qui ont été montés et tirés dans des laboratoires français et dont la première projection publique a été faite après le 1er janvier 1946.

Le montant de l'aide est calculé, pour les films de long métrage, par application de taux proportionnels, d'une part, au total des recettes brutes réalisées pendant les trois premières années de leur exploitation par les salles de la métropole dans lesquelles les films ont été projetés et, d'autre part, aux recettes encaissées par les producteurs et provenant de l'exploitation pendant les trois premières années ou de la vente ferme à l'étranger ou dans les territoires de l'Union française autres que la métropole.

Une aide supplémentaire sera accordée aux producteurs dont les films auront été sélectionnés depuis le 1er janvier 1946 ou seront sélectionnés pendant la durée de l'aide temporaire pour les divers festivals internationaux. Toutefois, les films qui, pour des raisons matérielles ou techniques, ne pourront pas être présentés à la commission de sélection pourront bénéficier de l'aide supplémentaire après avis de la même commission.

Pour les films de court métrage, l'aide est calculés par application de taux proportionnels, d'une part, aux recettes brutes réalisées pendant les trois premières années de leur exploitation par les salles de la métropole dans lesquelles le programme complet a été projeté et, d'autre part, aux recettes encaissées par les producteurs et provenant de l'exploitation pendant les trois premières années à l'étranger ou dans les territoires de l'Union française autres que la métropole.

Lorsque la répartition des recettes dans les salles de la métropole entre les deux films d'un même programme résulte des stipulations contractuelles entre les producteurs de ces films, le total de l'aide calculé séparément pour chacun des deux films est réparti conformément à ces règles contractuelles.

Dans le cas où un distributeur aura, pour un film, versé au producteur un à-valoir sur la « recette producteur » et où cet à-valoir n'aura pas été couvert dans le délai imparti, avec un maximum de deux ans à compter de la première sortie publique, les sommes destinées au producteur au titre de l'aide temporaire devront être portées au compte du distributeur jusqu'à concurrence de la différence entre le montant de l'à-valoir et le total des sommes effectivement encaissées par le distributeur pour le compte du producteur et provenant de l'exploitation des films dans les salles de la métropole et de l'Afrique du Nord (Algérie-Tunisie-Maroc). Il en est de même, en ce qui concerne les exportateurs, pour ce qui est des recettes provenant de l'exploitation des films dans l'Union française ou à l'étranger.

Le versement des sommes qui sont calculées sur les recettes réalisées à compter du 1er janvier 1946 pour les films de long métrage et à compter de la promulgation de la présente loi pour les films de court métrage et pour la presse filmée, est effectué sur justification de leur emploi.

Des acomptes peuvent être consentis aux producteurs bénéficiaires de l'aide sur proposition du comité prévu au Crédit national par la loi validée du 19 mai 1941.

Pour la presse filmée, le montant de l'aide, calculé par trimestre, est basé sur les recettes brutes réalisées à compter de la promulgation de la présente loi par les salles de la métropole dans lesquelles sont projetées les actualités et sur les recettes provenant de l'exploitation de ces actualités dans les territoires de l'Union française autres que la métropole et l'étranger.

Art. 5. — L'aide temporaire à l'exploitation s'applique exclusivement à la réalisation de travaux dans les salles de spectacles cinématographiques aux guichets desquels est perçue la taxe additionnelle aux prix des places instituée à l'article 2 ci-dessus.

Peuvent bénéficier de l'aide:

1° Les commerçants exploitants s'engageant à réaliser des travaux de sécurité, d'hygiène, de renouvellement, d'amélioration et d'agrandissement de leurs salles;

2° Les exploitants sinistrés par faits de guerre en ce qui concerne les travaux ne relevant pas de la législation sur les dommages de guerre;

3° Les commerçants exploitants qui ont effectué, depuis le 1er octobre 1947, des travaux entrant dans les catégories énumérées ci-dessus.

La part revenant à l'exploitation fera l'objet, pour chaque exploitant, d'une inscription à un compte nominatif individuel. Les sommes ainsi inscrites seront utilisées après acceptation définitive du devis de ses travaux par une commission dont la composition sera fixée par le décret prévu à l'article 8 et dans les conditions fixées par ce décret.

Le montant de l'aide à chaque exploitant sera calculé en fonction des travaux qu'il entreprend, des recettes déclarées par son entreprise, et de la taxe additionnelle perçue à ses guichets, dans les conditions fixées au décret prévu à l'article 8.

Des groupements d'exploitants pourront être autorisés à émettre des emprunts à la garantie et au service desquels pourra concourir l'aide dont ces exploitants seront titulaires;

Des acomptes pourront être consentis aux exploitants bénéficiaires de l'aide.

Les exploitants qui possèdent plusieurs salles pourront demander que l'aide globale qui leur sera accordée soit utilisée pour une seule ou pour plusieurs de leurs salles.

TITRE III

Dispositions communes.

Art. 6. — Peuvent être exclus du bénéfice de la présente loi les ressortissants de l'industrie cinématographique qui ont fait ou feront l'objet d'un retrait, même temporaire, d'autorisation d'exercice de la profession ou d'une fermeture, même provisoire, de leur salle pour manœuvres frauduleuses caractérisées.

Art. 7. — Toute manœuvre ayant pour but ou ayant eu pour résultat de frauder ou de compromettre les taxes spéciales édictées par la présente loi est punie du quintuple de la taxe fraudée ou compromise, et d'une amende de 500 F au moins et de 2.000 F au plus. La mise sous séquestre ou la fermeture provisoire des établissements peut être ordonnée par l'administration, après avis de la commission de contrôle des recettes, instituée auprès du centre national de la cinématographie, en cas d'empêchement ou de résistance à l'action des agents chargés de la constatation.

En outre, toute personne qui, à l'occasion de la présente loi, a, soit en sa faveur, soit en la faveur d'un tiers, fourni des déclarations ou des renseignements inexacts, produit ou fait établir sciemment des justifications inexactes sera poursuivie devant le tribunal correctionnel compétent et punie d'une peine de six jours à cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de 10.000 à 10 millions de francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

Les sommes indûment perçues sont sujettes à répétition.

Les dispositions ci-dessus sont applicables à ceux qui, sans motif reconnu valable, ne font pas dans le délai fixé par le décret prévu à l'article 8 ci-dessous l'emploi prévu des sommes à eux allouées ou à ceux qui en font un emploi différent de celui pour lequel elles ont été accordées.

Art. 8. — Le taux de la taxe dite « de sortie de films », le mode de calcul et les modalités de versement des sommes accordées aux diverses catégories de producteurs, d'éditeurs de journaux filmés et d'exploitants et, d'une manière générale, les mesures générales d'application de la présente loi seront déterminées par un décret portant règlement d'administration publique pris sur le rapport du ministre de l'industrie et du commerce et du ministre des finances et des affaires économiques.

ANNEXE N° 827

(Session de 1948. — Séance du 11 août 1948.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la famille, de la population et de la santé publique, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'**immunisation obligatoire** de certaines personnes contre la **variole,** les fièvres **typhoïde** et **paratyphoïde** A et B, la **diphtérie** et le **tétanos,** par M. Raymond Bonnefous, conseiller de la République (1).

Mesdames, messieurs, le projet de loi, adopté le 17 juillet 1948 par l'Assemblée nationale, sur l'immunisation obligatoire de certaines personnes contre les maladies épidémiques énoncées dans le titre, n'a qu'une portée restreinte et, en quelque sorte, complémentaire.

En effet, il vise seulement les personnes (infirmiers, infirmières, étudiants, gardes malades, médecins, etc.) qui exercent, dans un établissement ou organisme, public ou privé, de prévention ou de soins, une activité professionnelle les exposant à des risques de contagion.

Il est nécessaire de rappeler:

Que la vaccination antivariolique est obligatoire en France à la naissance et les revaccinations à 11 ans et 21 ans, qu'elles peuvent l'être également pour toutes les personnes quel que soit leur âge, en période d'épidémie (loi du 15 février 1902).

Que la vaccination antidiphtérique et antitétanique a été rendue également obligatoire entre deux et trois ans (lois du 25 juin 1938, du 24 novembre 1940) et que, tout récemment, le délai a été fixé entre dix-huit mois et quatorze ans par un projet de loi rapporté devant votre commission par notre collègue M. Vourc'h. Mais ce projet de loi adopté par le Conseil de la République doit encore recevoir l'approbation de l'Assemblée nationale.

Que la vaccination antityphо-paratyphoïdique est encore facultative pour la population civile, qu'elle peut seulement être rendue obligatoire à certaines catégories de personnes, notamment en cas d'épidémies locales (loi du 25 novembre 1940). Par contre, elle est obligatoire dans l'armée depuis 1914 et ses bienfaits sont soulignés par la quasi disparition de la fièvre typhoïde dans la population mâle adulte.

Le but de la présente loi consiste, en somme, à combler une lacune en rendant obligatoire, pour les catégories visées, les vaccinations encore facultatives ainsi que les revaccinations systématiques à tout âge pour les vaccinations obligatoires.

L'article 2 du projet met à la charge des établissements ou organismes employeurs les dépenses entraînées par ces vaccinations et ceci nous paraît logique.

Enfin, l'article 3 prévoit des sanctions pour l'employé et pour l'employeur privé, en cas d'infraction.

En conclusion, nous vous demandons d'adopter sans modifications le projet de loi voté par l'Assemblée nationale. Il marque, comme l'a souligné M. Cordonnier, dans son rapport « un progrès nouveau de cette politique vaccinale dont les résultats ont été, jusqu'à présent, si heureux dans notre pays ».

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Toute personne qui exerce, dans un établissement ou organisme public ou privé de prévention ou de soins appartenant aux catégories dont la liste est établie par arrêté conjoint du ministre de la santé publique et de la population et du ministre du travail et de la sécurité sociale, une activité professionnelle d'exposant à des risques de contamination, doit être obligatoirement immunisée contre la variole, les fièvres typhoïde et paratyphoïde A et B, la diphtérie et le tétanos.

Les conditions de cette immunisation seront fixées par arrêté du ministre de la santé publique et de la population pris après consultation du conseil supérieur d'hygiène publique et compte tenu, en particulier, des contre-indications médicales.

Art. 2. — Les dépenses entraînées par les vaccinations seront à la charge des établissements ou organismes employeurs.

Art. 3. — En cas d'infraction aux dispositions de la présente loi, l'employé et, s'il s'agit d'un établissement ou organisme privé, l'employeur, seront passibles d'une amende de 350 F à 600 F et en cas de récidive, d'une amende de 1.000 F à 6.000 F.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 3515, 4794 et in-8° 1129; Conseil de la République, 744 (année 1948).

ANNEXE N° 828

(Session de 1948. — Séance du 11 août 1948.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à modifier les articles 14 et 21 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'**enfance délinquante,** par Mme Girault, conseiller de la République (1).

Mesdames, messieurs, le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale dans sa séance du 8 juin 1948 et soumis à votre approbation, tend à modifier les articles 14 et 21 de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante.

L'article 21 de l'ordonnance du 2 février 1945 précise que les « mineurs de dix-huit ans ne sont pas soumis au droit commun en matière de contraventions ».

Ce principe posé, le législateur a laissé l'ordonnance muette quant à la juridiction spéciale devant laquelle les jeunes contrevenants devraient comparaître. Cette lacune du texte contraignait la jurisprudence à les déférer au tribunal de simple police, car il semblait délicat de charger de cette compétence le tribunal pour enfants qui est une juridiction d'exception.

Cette procédure apparaissant cependant comme contraire à l'intention exprimée par le législateur, la nécessité de compléter le texte de l'ordonnance apparut de toute évidence.

La commission de la justice de l'Assemblée nationale envisagea deux solutions susceptibles de régler cette difficulté: donner la compétence soit au tribunal pour enfants, soit,

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 3686, 2703, 4177, 4416 et in-8° 1006; Conseil de la République, 536 (année 1948).

en mettant les textes en accord avec le principe, au tribunal de simple police.

C'est à cette deuxième solution que se rallia ladite commission pour les raisons suivantes: d'une part, nécessité de garantir le maintien de deux degrés de juridiction et, d'autre part, éviter aux jeunes contrevenants le déplacement au chef-lieu d'arrondissement pour comparaître devant le tribunal pour enfants.

Cette solution présentait cependant un inconvénient, celui d'être contraire à l'esprit de l'ordonnance du 2 février 1945 puisqu'elle soumettait le mineur à un tribunal de droit commun.

Pour y remédier, la commission de la justice de l'Assemblée nationale a prévu que serait précisée et limitée la publicité à laquelle pouvaient donner lieu les jugements de cette nature en appliquant, en matière de contraventions ,les mêmes règles de publicité que celles qui ont été fixées par l'ordonnance du 2 février 1945.

L'article 14, dans son deuxième alinéa, présentait en outre une lacune: il ne permettait pas au tuteur ou au représentant légal du mineur d'assister à l'audience. Cette lacune a été comblée.

De plus, l'ordonnance du 2 février 1945 avait omis de régler la question de l'appel des décisions rendues en cette matière, d'où flottement dans la jurisprudence. Certains tribunaux rejetaient toute possibilité d'appel, ce qui est absolument inadmissible. D'autres, par contre, acceptaient que le tribunal correctionnel connût de ces litiges au titre de tribunal d'appel, ce qui constituait une deuxième contradiction avec le principe posé par l'ordonnance du 2 février 1945.

La commission estima qu'il n'y avait aucune difficulté à désigner le tribunal pour enfants comme juridiction d'appel.

L'Assemblée nationale, acceptant les propositions de sa commission de la justice, a adopté dans sa séance du 8 juin 1948 le projet qui vous est soumis. Il complète et modifie l'ordonnance du 2 février 1948 dans le sens suivant: il précise la juridiction devant laquelle sont déférés les mineurs de dix-huit ans en matière de contraventions, autorise le tuteur ou le représentant légal du mineur à assister à l'audience et enfin, disposition extrêmement importante, permet au jeune de faire appel de la décision prise à son encontre.

Le projet de loi soumis à l'approbation du Conseil de la République marque un progrès sur les textes en vigueur et montre un désir réel d'améliorer dans ce domaine si délicat que constitue la mission de juger des mineurs.

En conséquence, votre commission de la justice vous propose à l'unanimité d'adopter sans modification le texte suivant:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Le deuxième alinéa de l'article 14 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 est modifié comme suit:

« Seuls seront admis à assister aux débats les témoins de l'affaire, les proches parents, le tuteur ou le représentant légal du mineur, les membres du barreau, les représentants des sociétés de patronage et des services ou institutions s'occupant des enfants, les délégués à la liberté surveillée. »

Art. 2. — L'article 21 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 est modifié ainsi qu'il suit:

« Les contraventions commises par les mineurs de dix-huit ans sont déférées au tribunal de simple police siégeant dans les conditions de publicité prescrites à l'article 44 pour le tribunal pour enfants.

« Si la contravention est établie, le tribunal pourra soit simplement admonester le mineur, soit prononcer la peine d'amende prévue par la loi. Toutefois, les mineurs de treize ans ne pourront faire l'objet que d'une admonestation.

« En outre, si le tribunal de simple police estime utile, dans l'intérêt du mineur, l'adoption d'une mesure de surveillance, il pourra, après le prononcé du jugement, transmettre le dossier au juge des enfants, qui aura la faculté de placer le mineur sous le régime de la liberté surveillée.

« L'appel des décisions des tribunaux de simple police est porté devant le tribunal pour enfants. »

ANNEXE N° 829

(Session de 1948. — Séance du 11 août 1948.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à la désignation d'une **commission speciale d'enquête** à l'effet de déterminer et de délimiter les responsabilités dans les **événements de mai, juin, juillet 1945 en Algérie,** et de définir tels **programmes politiques** et économiques qu'il conviendra d'appliquer pour assurer la paix sociale, présentée par MM. Ahmed Boumendjel, Ahmed Tahar, Ahmed-Yahia et Aziz Kessous, conseillers de la République. — (Renvoyée à la commission de l'intérieur [administration générale, départementale et communale, Algérie].)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, le 8 mai 1945, jour où l'armistice était signé, marquant la victoire des nations alliées sur la barbarie fasciste, l'Algérie était ensanglantée par des troubles très graves qui s'étendaient à une bonne partie du département de Constantine (arrondissements de Sétif, Guelma, de Bône et de Bougie). Des émeutes faisaient de nombreuses victimes européennes et musulmanes.

Par la suite, une répression militaire, où toutes les armes, tanks, avions, cuirassés, étaient employées, s'est abattue sur le Constantinois et en des endroits où, le plus souvent, aucune émeute n'avait été enregistrée.

Des milices civiles, créées et armées par certains agents de l'autorité, ont assassiné des milliers de musulmans innocents.

Ce fut une période sombre, au cours de laquelle l'Algérie a connu les pillages, les viols, les exécutions sommaires d'« otages », les actes de barbarie, « les fosses communes ». Ni les femmes, ni les enfants, ni les vieillards ne furent épargnés. C'est ainsi qu'en deux ou trois semaines il était possible de déplorer 102 victimes européennes (chiffre officiel) et près de 30.000 victimes musulmanes (chiffre officieux).

Des arrestations massives étaient opérées, non seulement dans le département de Constantine, mais dans l'Algérie entière, jusque dans les endroits les plus reculés.

Tandis que, cédant à la campagne de panique organisée par une certaine presse, les délégations financières algériennes, sections colons et non colons, réclamaient, dans une motion restée célèbre, le 16 mai 1945, « le maintien jusqu'à nouvel ordre de l'état de siège dans les régions troublées, l'installation des cours martiales, l'armement immédiat et sérieux de tous les centres dépourvus de garnisons militaires, notamment les petites localités et fermes isolées avec création immédiate de gardes civiques engageant la responsabilité des maires et administrateurs », les sections musulmanes de ces mêmes délégations « adjuraient à la même date les pouvoirs publics de faire toute la lumière pour qu'ai lieu « une enquête profonde, débarrassée de toutes les contingences et les préventions locales, aux fins de déterminer toutes les responsabilités, d'où qu'elles viennent ».

Une certaine propagande, qui trouvait sa source jusque dans les services officiels, maintenait et aggravait l'atmosphère de haine et de discorde.

Dès lors, la recherche des responsabilités réelles et la punition des coupables, voire des incapables, devenaient nécessaires.

M. l'ambassadeur Chataigneau, qui était à l'époque gouverneur général, avait désigné, dans les jours qui ont suivi les événements, une commission administrative d'enquête présidée par M. le général Tubert, composée de M. l'avocat général près la cour d'appel d'Alger Labatut, de M. le cadi Taleb Chouaib, de Tlemcen, et assistée de M. Hadj Hamou, interprète judiciaire en chef près la cour d'appel d'Alger.

Dès sa constitution, cette commission se transporta à Sétif, où elle n'eut malheureusement qu'un peu plus de vingt-quatre heures pour recueillir quelques bribes d'informations.

Pour des raisons qu'il ne nous appartient pas d'apprécier et qui ne sont peut-être pas étrangères à l'indépendance certaine des membres de cette commission administrative, un ordre télégraphique du pouvoir central de Paris mettait fin à ses travaux. Des forces puissantes, qui n'étaient pas du côté musulman, s'opposaient à la recherche de la vérité.

Depuis, aucune enquête sérieuse, réclamée pourtant par tout le peuple algérien, n'a été faite.

M. le ministre de l'intérieur Tixier avait entrepris, il est vrai, immédiatement après les événements, un voyage d'information de quelques jours. Ce voyage ne pouvait tenir lieu d'enquête. On s'en aperçut lors des débats qui suivirent à l'Assemblée consultative. Une fraction importante d'une opinion musulmane, muselée, ne put se faire entendre. Faute d'investigations préalables, il fut impossible d'éclaircir la situation.

La loi d'amnistie nécessitée par l'ampleur de la répression, qui est de mars 1946, était un acte de justice dont la portée morale fut considérable. Néanmoins, elle laissait intact le problème des responsabilités auquel la population musulmane était particulièrement attachée.

Tant que les coupables ne seront pas dénoncés, une équivoque subsistera, qu'aucun homme de bonne foi n'a intérêt à laisser se perpétuer. Les violences commises contre les Européens légitimaient le châtiment des coupables. Elles ne permettaient pas qu'on s'acharnât sur des innocents.

Dans le bref rapport que la commission Tubert a établi au cours de son voyage de vingt-quatre heures à Sétif, on découvre des considérations et des précisions qui montrent plus que jamais l'absolue nécessité d'une sérieuse enquête.

Voici quelques extraits concernant la journée du 8 mai à Sétif et le déclenchement même du drame.

Le commissaire Valère, qui se trouvait vers le centre de la ville, a constaté que le cortège, composé d'une masse qu'il évalue de 7 à 8.000 musulmans, portait des banderoles. Il a alors téléphoné au sous-préfet, d'un café voisin, pour rendre compte du port des banderoles. Le sous-préfet lui a confirmé l'ordre d'enlever les banderoles. Le commissaire Valère a fait observer que le cortège comprenait 8.000 manifestants et que l'exécution des ordres entraînerait de la bagarre. Le sous-préfet a répondu: « Eh bien, il y aura de la bagarre. » Sans contester la réponse, le sous-préfet dit ne pas se souvenir exactement des termes qu'il a employés... « Les rapports de police rendent compte que les manifestants, à ce moment, ont tiré des coups de feu. Par contre, l'ancien commissaire Chauveau, qui se trouvait par hasard sur les lieux et qui, de l'avis unanime, a contribué par la suite, avec courage et dévouement, à rétablir l'ordre, croit qu'une rafale de mitraillette, tirée en l'air par un agent a précédé les coups de revolver venant des manifestants. Cette version est répandue dans tous les milieux sétifiens. »

Plus loin ce commentaire essentiel:

« ...La commission, dans un souci de rechercher la vérité avec une minutie, se proposait de vérifier ce point avec soin, encore qu'il lui apparaît, *a priori*, qu'un agent qui fait feu en l'air, pour dégager ses chefs attaqués à coups de poings et à coups de bâton, n'accomplit que son devoir. »

Pour être complet sans cesser d'être objectif, il faut ajouter qu'il existe une troisième version, qui affirme que la rafale de mitraillette, qui devait déclencher la « bagarre » — selon le terme même utilisé par M. le sous-préfet de Sétif — était tirée non en l'air, mais directement contre la foule.

Tel est, relatée « officieusement » par des personnalités désignées officiellement, la minute précise qui a vu naître les événements.

Ne serait-ce que pour déterminer les responsabilités des autorités ou des dirigeants d'un cortège autorisé, les maladresses des uns ou des autres, il eût fallu, semble-t-il, laisser la commission Tubert fonctionner normalement.

Aussi, ne peut-elle s'empêcher de noter:

« La commission a reçu l'ordre de revenir à Alger alors qu'elle s'apprêtait à partir à Guelma.

Elle ne sait donc pas comment la répression s'est exercée dans cette ville.

« Elle peut seulement faire part d'une émotion généralisée dans les milieux musulmans qui prétendent que les Européens de Guelma

ont exercé des répressions sanglantes et des vengeances personnelles, en arrêtant et exécutant, sans discernement alors que les combats avaient cessé, 500 ou 700 jeunes indigènes. »

La commission se proposait de rechercher avec soin comment la répression avait été menée.

En conclusion, elle estimait que:

« Seule une enquête plus approfondie pourra permettre de déceler si les manifestations ont tourné à une émeute sanglante et cruelle en raison de la mentalité berbère des habitants, surexcités par une propagande fanatique ou tout autre cause. »

Enfin, elle ajoutait cette remarque qui n'est pas moins importante:

« Il semble aussi qu'il faille, sans tarder, définir avec netteté et sincérité, les programmes politiques et économiques que les pouvoirs publics décideront d'appliquer à l'Algérie. »

Plus de trois ans se sont écoulés. Il n'y a pas eu « d'enquête approfondie ».

Représentants du peuple algérien, membres d'un parti politique — l'Union démocratique du manifeste algérien — qui est la continuation du mouvement — Les amis du manifeste et de la liberté — qu'une propagande habile avait tenté de mettre en cause avant et après le 8 mai 1945, nous estimons qu'il est de notre devoir de réclamer la lumière sur les événements sanglants qui ont endeuillé l'Algérie. Nos prédécesseurs au Parlement, tant à l'Asssemblée constituante qu'au Conseil de la République, ont vainement sollicité la désignation d'une commission d'enquête qui, en pareille matière eut été la preuve du fonctionnement normal des institutions républicaines et démocratiques. Le peuple algérien qui a été victime d'une répression le plus souvent aveugle et qui a eu à déplorer des milliers de morts ne peut se déclarer satisfait par la seule loi d'amnistie de mars 1946 qui n'est qu'une mesure approximative de réparation. Dans le calme, il faut maintenant entreprendre la seconde tâche, celle qui consiste, après avoir châtié les criminels et les délinquants de tous ordres, à rechercher les causes des événements, à délimiter les responsabilités et à prendre des sanctions. Des hommes de toutes les confessions se sont trompés, quelquefois sciemment. Victimes d'un climat colonialiste d'oppression, ils ont cru nécessaire de se servir de la force de toutes les armées contre des populations innocentes. Ces hommes sont connus. Il faut qu'interviennent des sanctions. Il ne faut pas que le voile épais qui recouvre certaines défaillances et certaines forfaitures laisse supposer qu'en Algérie on peut impunément commettre des crimes odieux et éventuellement récidiver. Il ne faut surtout pas que, sous le fallacieux prétexte de ne pas voir évoquer certains souvenirs douloureux, donner l'impression que la métropole, qui a la responsabilité de l'administration directe de l'Algérie, n'entend pas contrôler les actes de ces fonctionnaires de tous ordres et des cadres de son armée.

Il n'a pas dépendu des représentants des populations algériennes que l'urgence d'une mesure aussi sage et aussi indispensable soit reconnue dès mai 1945.

Le peuple algérien dont la vaillante participation aux guerres de libération a été si souvent reconnue et glorifiée attend avec sérénité une décision d'élémentaire justice.

A travers les événements sanglants de mai 1945, la commission d'enquête, dont la mission sera étendue, pourra définir les programmes politiques et économiques que les pouvoirs publics décideront d'appliquer en Algérie « avec netteté » et « sincérité ».

Car les questions posées par la commission Tubert dont le rappel a toujours été pour le peuple algérien un sujet de douloureuse étonnement ne sont toujours pas résolues.

En conséquence, nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION LE RESOLUTION

Le Conseil de la République décide de nommer une commission spéciale dans le cadre de l'article 14 *in fine* et les conditions prévues par l'article 16 du règlement à l'effet:

1° De dresser un rapport sur le déroulement des événements de mai, juin, juillet 1945 en Algérie et d'en rechercher toutes les causes profondes, de déterminer et de délimiter toutes les responsabilités de quelque ordre qu'elles puissent être;

2° De proposer telles sanctions que de droit;

3° De définir les programmes politiques et économiques qu'il convient d'appliquer en Algérie pour assurer la paix sociale.

ANNEXE N° 830

(Session de 1948. — Séance du 11 août 1948.)

RAPPORT fait au nom de la commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à accorder aux **salariés qui se séparent volontairement** de leurs **employeurs,** le bénéfice de l'**indemnité compensatrice de congés payés,** par M. Menu, conseiller de la République (1).

Mesdames, messieurs, depuis 1930, la législation sur les congés payés permet à l'ensemble des salariés de bénéficier d'un repos bien mérité au cours d'une année de travail.

La durée des vacances reste d'ailleurs fonction de la présence du salarié dans l'établissement; elle est d'un jour par mois passé dans une même entreprise.

D'après le texte initial, lorsque le contrat de travail était résilié avant la période des congés, le salarié réembauché chez un nouvel employeur perdait les droits qu'il avait acquis chez le précédent. La durée des vacances ou le montant de l'indemnité compensatrice étaient ainsi fortement diminués puisque seul comptait le temps de présence chez le nouvel employeur.

Pour parer à cette injustice, la loi décida que lorsque le licenciement était le fait de l'employeur, celui-ci devait, au salarié congédié, la fraction de l'indemnité correspondante à la période passée chez lui.

L'acte dit « loi du 20 juillet 1941 », validé après la libération, avait encore élargi ce droit à l'indemnité compensatrice au travailleur prenant l'initiative de rompre le contrat de travail. Une seule restriction était maintenue lorsque la rupture de contrat était due à une faute lourde du salarié, auquel cas la suppression de l'indemnité pouvait être considérée comme une sanction.

Une circulaire ministérielle en date du 18 décembre 1944 confirmait cette extension en ces termes: « L'article 54 K du livre II du code du travail tel qu'il a été modifié par l'acte dit loi du 20 juillet 1941 prévoit qu'il n'y a pas lieu à indemnité seulement si la résiliation du contrat de travail est provoquée par une faute lourde du salarié ». Le seulement implique que l'indemnité est due dans tous les autres cas.

La loi d'ailleurs était appliquée jusqu'alors dans le sens de la circulaire ministérielle. Or, par deux arrêtés en date des 23 octobre et 27 novembre 1947, la cour de cassation a estimé que l'indemnité compensatrice n'était pas due au salarié quittant son employeur avant de prendre ses vacances.

Le texte légal est sans doute mal rédigé, mais l'obscurité ou l'imprécision d'un texte ne peuvent suffire à déformer la volonté du législateur qui estimait voir dans l'indemnité compensatrice un droit absolu et une contrepartie du travail effectué et de la présence du salarié chez son employeur.

Les arrêts de la cour de cassation permettent de donner un caratère rétrograde à la législation sociale en matière de congés payés.

C'est pour éviter une telle interprétation que l'Assemblée nationale, en sa séance du 2 juillet 1948, a adopté une proposition de loi présentée par M. Meck et plusieurs de ses collègues, qui tend à modifier l'article 54 k du livre II du code du travail.

Votre commission du travail et de la sécurité sociale s'est prononcée unanimement dans ce sens et vous demande d'accepter le texte suivant:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — Le premier alinéa de l'article 54 D du livre II du code du travail est abrogé et remplacé comme suit:

« Lorsque le contrat de travail est résilié avant que le salarié ait pu bénéficier de la totalité du congé auquel il avait droit, il doit recevoir, pour la fraction de congé dont il n'a pas bénéficié, une indemnité compensatrice déterminée d'après les dispositions de l'article 54 J ci-dessus. L'indemnité compensatrice est due du moment que la résiliation du contrat de travail n'a pas été provoquée par la faute lourde du salarié et sans qu'il y ait lieu de distinguer suivant que cette résiliation résulte du fait du salarié ou du fait de l'employeur. »

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 3997, 4450 et in-8° 1089; Conseil de la République, 708 (année 1948).

ANNEXE N° 831

(Session de 1948. — Séance du 11 août 1948.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à déposer sans délai un projet de loi fixant le **prix du permis de chasse,** présentée par M. Dulin et les membres du groupe du rassemblement des gauches républicaines, conseillers de la République. — (Renvoyée à la commission de l'agriculture.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, l'arrêté du 17 juin 1948, relatif à l'ouverture de la chasse pour la campagne 1948-1949, fixe comme dates d'ouverture le 29 août et le 5 septembre pour l'ensemble de la France.

Les services administratifs compétents auraient dû recevoir toutes les instructions utiles concernant les modalités de délivrance des permis de chasse et notamment celles relatives à la fixation du prix de ces permis.

Or, à ce jour, ce prix n'est pas encore fixé et aucun permis n'a pu, de ce fait, être délivré.

Un tel retard est préjudiciable tant pour les finances publiques que pour le bon fonctionnement des organisations cynégétiques et les intérêts de quelque 1.850.000 chasseurs qui n'arriveront pa à obtenir la délivrance de leur permis dans les délais voulus.

En conséquence, nous demandons instamment, sans attendre l'ensemble des dispositions de la loi de finances que le Gouvernement dépose sans délai un projet de loi particulier portant fixation du prix du permis de chasse et nous vous prions d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à déposer sans délai un projet de loi particulier portant fixation du prix du permis de chasse.

ANNEXE N° 832

(Session de 1948. — Séance du 12 août 1948.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant au **redressement économique et financier,** par M. Alain Poher, conseiller de la République, rapporteur général (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 13 août 1948. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 12 août 1948, page 2325, 1re colonne.)

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 5192, 5206 et in-8° 1210; Conseil de la République: 825 (année 1948).

ANNEXE N° 833

(Session de 1948. — Séance du 12 août 1948.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Dulin et des membres du groupe du rassemblement des gauches républicaines, tendant à inviter le Gouvernement à déposer sans délai un projet de loi fixant le **prix du permis de chasse,** par M. Dulin, conseiller de la République (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 13 août 1948. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 12 août 1948, page 2315, 2e colonne.)

ANNEXE N° 834

(Session de 1948. — Séance du 12 août 1948.)

RAPPORT fait au nom de la commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, tendant à déterminer la **procédure d'élection** par les membres du Conseil de la République représentant la métropole, de **trois membres de l'Assemblée de l'Union française,** correspondant au tiers de la **représentation** du royaume du **Cambodge** et du royaume du **Laos** (application des articles 2 (alinéa 3), 5 et 11 de la loi organique du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française), par M. Marius Moutet, conseiller de la République.

Mesdames, messieurs, le titre VIII de la Constitution de la République française a prévu, dans sa section 2, article 63, parmi les organes centraux de l'Union française, l'Assemblée de l'Union française.

D'après l'article 66, cette assemblée est composée « par moitié de membres représentant la France métropolitaine et par moitié de membres représentant les départements et territoires d'outre-mer et les Etats associés ».

D'après l'article 67, ces délégués sont élus, « en ce qui concerne la France métropolitaine, à raison des deux tiers par les membres de l'Assemblée nationale, représentant la métropole, et d'un tiers par les membres du Conseil de la République, représentant la métropole ».

D'après l'article 68, « les Etats associés peuvent désigner des délégués à l'Assemblée de l'Union française dans les limites et les conditions fixées par une loi et un acte intérieur de chaque Etat ».

En application de ces dispositions, la loi organique n° 46-2385 du 27 octobre 1946 détermine la composition de l'Assemblée de l'Union française, ainsi que les modalités d'élection de ses membres.

Aux termes de l'article 2 de cette loi, « les membres de l'Assemblée nationale représentant la métropole élisent 50 membres de l'Assemblée de l'Union française. Les membres du Conseil de la République représentant la métropole élisent 25 membres de l'Assemblée de l'Union française ».

« En outre, les membres métropolitains de l'Assemblée nationale et du Conseil de la République élisent des représentants à l'Assemblée de l'Union française en nombre égal à celui des représentants des Etats associés, à raison des deux tiers pour les membres élus par les membres métropolitains de l'Assemblée nationale et d'un tiers pour les membres élus par les membres métropolitains du Conseil de la République. »

L'article 11 précise que c'est le règlement intérieur de chaque assemblée qui fixe les modalités de ces élections, et tel est l'objet du présent rapport.

Par une résolution en date du 13 novembre 1947, l'Assemblée nationale a déterminé la procédure d'élection par ses membres métropolitains de 50 membres de l'Assemblée de l'Union française et, par une proposition de résolution du 18 novembre 1947, sur le rapport de M. Salomon Grumbach (n° 791, année 1947), le Conseil de la République a attribué à chaque groupe politique, selon la règle de la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne, un nombre de sièges fixé suivant le tableau ci-après:

Groupe C: 72 conseillers, 8 sièges.
Groupe S. F. I. O.: 45 conseillers, 4 sièges.
Groupe M. R. P.: 74 conseillers, 8 sièges.
Groupe R. G. R.: 33 conseillers, 3 sièges.
Groupe R. I.: 15 conseillers, 1 siège.
Groupe P. R. L.: 11 conseillers, 1 siège.

Aussi bien à l'Assemblée nationale qu'au Conseil de la République, c'est sur la base du nombre de conseillers représentant la métropole dans chaque groupe que le nombre de sièges avait été attribué.

Mais il faut remarquer que la disposition de la loi concernant les Etats associés n'avait pu recevoir d'application. En effet, le principe même de la Constitution, dans son préambule, indique que l'Union française est composée de nations et de peuples qui mettent en commun et coordonnent leurs ressources et leurs efforts pour développer leur civilisation respective, accroître leur bien-être et assurer leur sécurité et l'article 61 indique que la « situation des Etats associés dans l'Union française résulte, pour chacun d'eux, de l'acte qui définit ses rapports avec la France ».

Ce sont les traités de protectorat qui subsistent, mais la participation active aux organes centraux de l'Union française présuppose la liberté de décision de la part de l'Etat associé. Il était donc indispensable de faire connaître à ces Etats ce que devait être l'Union française, de leur faire comprendre l'intérêt de leur participation et de voir quels étaient les organismes qui, aux termes de l'article 68 de la Constitution, désigneraient les délégués à l'Assemblée de l'Union en vertu d'une loi et d'un acte intérieur à chaque Etat.

Il s'agissait là, évidemment, de relations assez délicates à établir au moment où une transformation profonde se produisait dans les rapports de la métropole et des territoires d'outre-mer sur lesquels elle exerçait jusqu'à ce jour sa souveraineté, ou auxquels elle était liée par des traités ayant le caractère d'actes internationaux.

La valeur internationale de ces traités devait subsister tout en laissant à chacun de ces Etats le sentiment qu'ils étaient des Etats libres dans l'Union française.

La formation définitive de l'Assemblée de l'Union française n'a donc pas pu être réalisée en une seule opération et elle devait être complétée au fur et à mesure que des Etats déclareraient accepter la qualité d'Etats associés. A cet effet, l'article 3 de la loi du 27 octobre 1946 prévoyait que « le nombre de membres représentant les Etats associés... ne peut excéder 45 pour l'ensemble des Etats associés ».

Voici qu'un événement d'une importance considérable s'est produit, la République française ayant proposé aux gouvernements de l'Etat du Cambodge et de l'Etat du Laos d'être gouvernements associés, ceux-ci ont fait connaître leur acceptation par leurs représentants qualifiés. La situation antérieure de ces Etats a été, sur les conseils même des Gouvernements de la République française, profondément transformée.

Le Cambodge, monarchie absolue, est devenu une monarchie constitutionnelle. Une assemblée constituante a été librement élue, elle a voté sa propre constitution et, après sa dissolution, une Assemblée nationale a été élue qui a décidé l'adhésion à l'Union française et, comme conséquence, la désignation de 5 membres à l'Assemblée de l'Union française et de 2 représentants au haut conseil de l'Union française.

Pour le Laos, la situation a évolué à peu près de la même façon. L'ensemble des principautés du pays Laos s'est groupé autour du roi de Luang-Prabang, devenu monarque constitutionnel et les assemblées ont également désigné 3 membres pour siéger à l'Assemblée de l'Union française et un représentant auprès du haut conseil de l'Union française.

En vertu de la loi constitutionnelle et des textes organiques que nous avons rappelés, il appartenait donc aux Assemblées parlementaires de la République française de désigner un nombre égal de membres, à l'Assemblée de l'Union. C'est la désignation à laquelle il appartient au Conseil de la République de se livrer pour sa part. Après entente avec l'Assemblée nationale, le nombre de 8 n'étant pas divisible par 3, les deux commissions du suffrage universel ont décidé de proposer que l'Assemblée nationale désigne 5 membres et le Conseil de la République 3 membres.

Il semblait qu'aucune difficulté ne devait surgir, puisque la désignation présente n'était, en somme, que la suite des opérations électorales auxquelles il avait été procédé dans les Assemblées en novembre 1947. Mais, depuis cette date, des modifications se sont produites dans la composition des groupes, donnant lieu à des interprétations diverses des conditions dans lesquelles la répartition des sièges à pourvoir devait se faire.

La commission du suffrage universel de l'Assemblée nationale a adopté un système qui nous paraît pour le moins singulier; il consiste à supposer que l'on recommence aujourd'hui l'élection des membres de l'Assemblée de l'Union française par l'Assemblée nationale en ajoutant aux 50 premiers sièges répartis les 5 sièges nouveaux, la répartition nouvelle est basée sur la composition actuelle de chaque groupe politique; mais, dit le rapporteur, « il est bien entendu que ce système de répartition ne changera en rien la situation antérieure en ce qui concerne les 50 premiers élus ». Il apparaît donc que le rapporteur accepte les conséquences mathématiques de l'opération, mais en répudie les conséquences logiques. En effet, cette méthode de blocage, qui, en l'occurrence, est acceptable dans ses résultats pratiques, par l'Assemblée nationale, pourrait très bien; si tel groupe avait perdu, depuis le mois de novembre 1947, un nombre important de membres, conduire à retirer à ce groupe des sièges déjà attribués, à des délégués élus pour six ans.

Votre commission s'est prononcée pour un système inverse. Elle a estimé que c'était sur la base adoptée pour les premières élections, que les élections complémentaires devaient avoir lieu, étant donné que c'est en raison de circonstances indépendantes de la volonté des Assemblées parlementaires que l'Assemblée de l'Union française n'avait pas pu être élue dans sa totalité par une seule opération. Elle a pensé que l'on ne pouvait pas admettre de fluctuation dans le corps électoral pour une opération qui devait conserver son unité et que seul le renouvellement total des membres des Assemblées parlementaires pourrait justifier une telle modification.

C'est d'ailleurs le système admis en pratique, aussi bien pour le bureau des assemblées que pour les commissions parlementaires. Lorsqu'il y a lieu de procéder à un renouvellement partiel, en cours de session, le renouvellement a lieu sur la base sur laquelle les commissaires ont été préalablement élus et c'est un représentant du même groupe qui remplace le représentant défaillant pour une cause ou pour une autre. Il n'y a de dérogation à cette règle coutumière que lorsqu'il y a renouvellement total du bureau de l'assemblée ou des commissions. Sans doute, cette règle n'a-t-elle rien d'absolu et une assemblée est-elle toujours maîtresse à la fois de sa pratique et de son règlement, mais jusqu'à présent il a paru logique et utile au bon ordre dans les assemblées d'appliquer la règle telle que nous l'avons indiquée.

Bien entendu, en ce qui concerne le cas présent, si une difficulté surgit, c'est parce que, suivant qu'on calcule d'une façon ou d'une autre, certain siège peut être attribué à tel ou tel autre groupe et on peut craindre que la question de la politique intérieure et de l'importance numérique des groupes dans les Assemblées ne vienne jouer son rôle et compliquer le problème.

Il s'agit pour nous de nous arrêter à ce qui paraît le plus logique et le plus juste, après avoir examiné l'ensemble des solutions possibles.

La formule qui consisterait à bloquer les 25 sièges déjà attribués et les 3 sièges à pourvoir, en répartissant ces 28 sièges compte tenu des effectifs des groupes à la date du 3 août 1948, donnerait 9 sièges au groupe communiste au lieu de 8, 5 sièges au groupe S. F. I. O. au lieu de 4, 8 sièges au groupe M. R. P. sans changement, 4 sièges au ras-

(1) Voir le n°: Conseil de la République: 831 (année 1948).

semblement des gauches au lieu de 3, 1 siège aux républicains indépendants et 1 siège au P. R. L., ces deux groupes n'obtenant aucun siège nouveau.

Si, par contre, on bloque les 25 sièges attribués et si on répartit successivement d'après la plus forte moyenne les 3 sièges à attribuer, compte tenu des effectifs des groupes à la date du 18 novembre 1947, le groupe S. F. I. O. se voit attribuer 1 siège supplémentaire, le rassemblement des gauches et le M. R. P. les 2 sièges suivants.

C'est à cette dernière formule que la commission s'est ralliée. Elle l'estime juste et logique car, encore une fois, il ne s'agit pas de nouvelles élections mais d'opérations électorales complémentaires en cours d'une session qui se continue sans qu'il y ait lieu à renouvellement du corps électoral.

En conséquence, votre commission vous demande d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

En vue de l'élection, par les membres du Conseil de la République représentant la métropole, de trois membres de l'Assemblée de l'Union française, correspondant au tiers de la représentation des royaumes du Cambodge et du Laos, en conformité avec l'article 67 de la Constitution et en application de la loi organique n° 46-2385 du 27 octobre 1946, la répartition des trois nouveaux sièges à pourvoir, effectuée selon la règle de la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne est fixée comme suit:

Groupe socialiste S. F. I. O., 1 siège.

Groupe du rassemblement des gauches républicaines et apparentés, 1 siège.

Groupe du mouvement républicain populaire et apparentés, 1 siège.

La liste des candidats présentés par les groupes devra être remise à la présidence avant le mardi 31 août 1948. Elle sera soumise à affichage et à proclamation selon les termes de l'article 10 du règlement du Conseil de la République.

ANNEXE N° 835

(Session de 1948. — Séance du 12 août 1948.)

AVIS présenté au nom de la commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant au **redressement économique et financier**, par Mme Saunier, conseiller de la République (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 13 août 1948. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 12 août 1948, page 2326, 3e colonne.)

ANNEXE N° 836

(Session de 1948. — Séance du 12 août 1948.)

AVIS présenté au nom de la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant au **redressement économique et financier**, par M. Armengaud, conseiller de la République (2).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 13 août 1948. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 12 août 1948, page 2328, 3e colonne.)

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 5192, 5206 et in-8° 1210; Conseil de la République, 825 et 832 (année 1948).

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 5192, 5206 et in-8° 1210; Conseil de la République, 825, 832 et 835 (année 1948).

ANNEXE N° 837

(Session de 1948. — Séance du 12 août 1948.)

AVIS présenté au nom de la commission de la défense nationale sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant au **redressement économique et financier**, par M. le général Delmas, conseiller de la République (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 13 août 1948. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 12 août 1948, page 2330, 2e colonne.)

ANNEXE N° 838

(Session de 1948. — Séance du 12 août 1948.)

AVIS présenté au nom de la commission de la production industrielle sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant au **redressement économique et financier**, par M. Pairault, conseiller de la République (2).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 13 août 1948. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 12 août 1948, page 2331, 2e colonne).

ANNEXE N° 839

(Session de 1948. — Séance du 12 août 1948.)

AVIS présenté au nom de la commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant au **redressement économique et financier**, par M. Boudet, conseiller de la République (2).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 13 août 1948. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 12 août 1948, page 2332, 2e colonne).

ANNEXE N° 840

(Session de 1948. — Séance du 12 août 1948.)

PROPOSITION DE LOI tendant à compléter l'**article 56** de la loi n° 47-1853 du 20 septembre 1947, portant **statut organique de l'Algérie**, présentée par MM. Ahmed-Yahia; Ahmed Boumendjel, Aziz Kessous et Ahmed Tahar, conseillers de la République, et transmise au bureau de l'Assemblée nationale conformément à l'article 11 de la Constitution.

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, l'article 56 de la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie dispose:

« L'indépendance du culte musulman à l'égard de l'Etat est assurée au même titre que celle des autres cultes, dans le cadre de la loi du 9 décembre 1905 et du décret du 27 septembre 1907.

« L'applicaiton de ce principe, notamment en ce qui concerne l'administration des biens habous, fera l'objet de décisions de l'Assemblée algérienne, rendues exécutoires selon la procédure instituée aux articles 15 et 16 du présent statut ».

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 5192, 5206 et in-8° 1210; Conseil de la République, 825, 832, 835 et 836 (année 1948).

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 5192, 5206 et in-8° 1210; Conseil de la République: 825, 832, 835, 836 et 837 (année 1948).

Il convient, pour l'intelligence du texte de ces articles, d'en rappeler brièvement les antécédents.

Jusqu'en 1830 le personnel du culte musulman en Algérie, était choisi par les fidèles. Les seuls critères qui présidaient à ce choix étaient la piété et la connaissance de la théologie.

Le casuel de ce personnel et l'entretien des édifices religieux étaient assurés par les revenus des fondations pieuses (habous) qui constituaient un patrimoine important accumulé au cours des siècles par des legs et des dons et dont la caractéristique essentielle était l'inaliénabilité.

Un des premiers actes du général en chef commandant l'expédition d'Alger fut la confiscation des fondations pieuses au profit de l'administration des domaines.

Cette main-mise sur les biens destinés à une œuvre religieuse dont ils assuraient l'indépendance à l'égard du pouvoir temporel, constituait la première violation de la promesse qui avait été faite au nom de la France de respecter la religion musulmane.

L'administration algérienne, en servant son casuel au personnel religieux, trouva dans ce moyen habile une justification pour contrôler et fonctionnariser tout le personnel.

La loi du 9 décembre 1905 sur la séparation de l'église et de l'Etat, rendue applicable à l'Algérie par le décret du 27 septembre 1907, dut, comme tant d'autres mesures progressistes, rencontrer l'hostilité persistante de l'administration algérienne et ne fut, en réalité, jamais appliquée.

Cette administration maintint ainsi son ingérence totale dans le culte musulman à telles enseignes que l'on a assisté en Algérie à cette situation paradoxale de cultuelle musulmane dirigée par un non musulman.

Pour apaiser l'opinion publique légitimement alarmée par les graves atteintes à sa foi religieuse, le général Catroux dut, le 4 septembre 1944, prendre une circulaire prescrivant le retour à la loi de séparation.

En fait, la question restait inchangée, puisqu'aussi bien l'administration continua de nommer les agents du culte musulman comme par le passé. C'est ainsi que furent nommés notamment les muphtis d'Alger et d'Oran.

Pour mettre fin à cette situation irrégulière et faire honneur à sa promesse de respecter la religion musulmane, la France a, dans l'article 56 de la loi du 20 septembre 1947, formellement proclamé l'indépendance du culte musulman à l'égard de l'Etat.

L'alinéa 2 de l'article 56 subordonne malheureusement l'application de ce principe à des décisions de l'assemblée algérienne, sans fixer un délai pour l'intervention de ces décisions.

Nous voulons croire que le fait de confier la mise en application de ce principe au pouvoir discrétionnaire de l'assemblée algérienne ne constituait pas un moyen de retarder indéfiniment l'avènement d'une indépendance effective, autant attendue qu'indispensable, du culte musulman à l'égard d'une administration rétrograde.

Il serait superflu de signaler que l'assemblée algérienne actuelle ne prendra point les décisions prévues car ces membres, en grande majorité, n'ont point été élus par le peuple, mais, en réalité, simplement nommés par l'administration à la suite d'un simulacre d'élections qu'elle a falsifiées à l'aide de fraudes perpétrées au grand jour avec l'appui de la police et de l'armée.

Il est donc indispensable, pour vaincre l'inertie volontaire de cette assemblée rétrograde et ennemie de tout progrès social, de lui impartir un délai pour prendre les décisions susindiquées.

L'urgence de la mesure à prendre n'échappera à personne.

C'est pourquoi nous vous demandons de voter la proposition de loi suivante:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — L'article 56 de la loi n° 47-1853 du 20 septembre 1947 est complété par un alinéa nouveau à insérer entre les deuxième et troisième alinéas actuels et ainsi conçu:

« Les décisions de l'assemblée algérienne prévues à l'alinéa précédent, devront inter-

venir dans un délai de trois mois à dater de la promulgation de la prséente loi. A défaut, il y sera suppléé dans le mois qui suivra par un décret pris en la forme de règlement d'administration publique. »

ANNEXE N° 841

(Session de 1948. — Séance du 12 août 1948.)

PROPOSITION DE LOI tendant à compléter l'**article 57** de la loi n° 47-1853 du 20 septembre 1947 portant **statut organique de l'Algérie**, présentée par MM. Ahmed-Yahia, Ahmed Boumendjel, Aziz Kessous et Ahmed Tahar, conseillers de la République et transmise au bureau de l'Assemblée nationale conformément à l'article 14 de la Constitution.

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, l'article 57 de la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie dispose :

« La langue arabe constituant une des langues de l'Union française, les mêmes dispositions s'appliquent à la langue française et à la langue arabe en ce qui concerne le régime de la presse et des publications officielles ou privées éditées en Algérie.

« L'enseignement de la langue arabe sera organisé en Algérie à tous les degrés.

« L'application de cette dernière disposition fera l'objet de décisions de l'assemblée algérienne, rendues exécutoires selon la procédure instituée aux articles 15 et 16 du présent statut. »

Il serait superflu de rappeler, ici, les raisons majeures qui ont conduit le Parlement français à adopter les dispositions de l'article 57 susénoncé.

La nécessité n'a pas échappé au législateur d'organiser en Algérie l'enseignement de la langue arabe dont l'utilité n'est plus à démontrer.

Il est, cependant, regrettable que l'application du principe énoncé ait été laissée au pouvoir discréditionnaire d'une assemblée aussi rétrograde que l'assemblée algérienne actuelle.

Il n'est un secret pour personne que les membres de cette dernière ont été, dans leur grande majorité, désignés grâce aux fraudes électorales perpétrées au grand jour par l'administration algérienne dont les idées colonialistes notoires s'opposent à tous progrès en Algérie.

En envoyant les hommes de son choix siéger à l'assemblée algérienne cette administration entendait, sans aucun doute, stopper l'évolution du peuple algérien.

Cela est si vrai que l'assemblée algérienne actuelle qui ne représente point le peuple algérien n'a pris, jusqu'à ce jour, aucune des décisions prévues par le statut de l'Algérie pour l'application des mesures progressistes qu'il a annoncées.

Il est donc de toute nécessité de vaincre l'inertie volontaire de l'assemblée algérienne dont il serait vain d'attendre une initiative spontanée dans la voie d'un progrès social quelconque. On ne saurait mieux le faire qu'en lui impartissant un délai pour s'acquitter d'une tâche et d'un devoir qu'elle ne montre, et pour cause, aucun empressement à accomplir.

C'est pourquoi nous vous demandons de voter la proposition de loi suivante :

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — L'article 57 de la loi n° 47-1853 du 20 septembre 1947 est complété par un 4e alinéa ainsi conçu :

« Les décisions de l'assemblée algérienne prévues à l'alinéa précédent devront intervenir dans un délai de trois mois à dater de la promulgation de la présente loi. A défaut il y sera suppléé dans le mois qui suivra par un décret pris en la forme de règlement d'administration publique. »

ANNEXE N° 842

(Session de 1948. — Séance du 12 août 1948.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au **contingentement des rhums** des départements et territoires **d'outre-mer**, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 12 août 1948.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 6 août 1948, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi relatif au contingentement des rhums des départements et territoires d'outre-mer.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé : EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

Article unique. — Le premier alinéa de l'article 9 du code des contributions indirectes est modifié comme suit :

« *Art.* 9. — Peuvent être importés dans la métropole et en Algérie en exemption de la surtaxe prévue à l'article 10 et jusqu'à concurrence d'une quantité annuelle fixée jusqu'au 31 décembre 1949 à 204.050 hectolitres d'alcool pur, les rhums et tafias originaires des départements et territoires d'outre-mer présentant les caractères spécifiques définis par les décrets rendus en exécution de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes commerciales et ne titrant pas plus de 65 degrés. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 6 août 1948.

Le président,
Signé : EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 843

(Session de 1948. — Séance du 12 août 1948.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Président de la République à ratifier plusieurs **conventions** adoptées par la **conférence internationale du travail** (sessions maritimes) en 1936 à Genève et en 1946 à Seattle, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (2). — (Renvoyé à la commission de la marine et des pêches.)

Paris, le 12 août 1948.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 6 août 1948, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier plusieurs conventions adoptées par la conférence internationale du travail (sessions maritimes) en 1936 à Genève et en 1946 à Seattle.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

(1) Voir les nos : Assemblée nationale (1re législ.) : 4427, 5085 et in-8° 1192.
(2) Voir les nos : Assemblée nationale (1re législ.) : 275, 2454, 5083 et in-8° 1197.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé : EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

Article unique. — Le Président de la République est autorisé à ratifier les projets de convention et conventions énumérées ci-après, adoptés par la conférence internationale du travail lors des sessions maritimes tenues à Genève en 1936 et à Seattle en 1946 :

Projet de convention n° 56, concernant l'assurance maladie des gens de mer;

Projet de convention n° 58, concernant l'âge minimum d'admission des enfants au travail maritime;

Convention n° 68, concernant l'alimentation et le service de table à bord des navires;

Convention n° 69, concernant le diplôme de capacité professionnelle des cuisiniers de navires;

Convention n° 70, concernant la sécurité sociale des gens de mer;

Convention n° 71, concernant les pensions des gens de mer;

Convention n° 72, concernant les congés payés des marins;

Convention n° 73, concernant l'examen médical des gens de mer;

Convention n° 74, concernant les certificats de capacité de matelot qualifié;

Covention n° 75, concernant le logement de l'équipage à bord.

Une copie certifiée de ces textes sera annexée au décret de ratification.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 6 août 1948

Le président,
Signé : EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 844

(Session de 1948. — Séance du 12 août 1948.)

AVIS présenté au nom de la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant au **redressement économique et financier**, par M. Dorey, conseiller de la République (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 13 août 1948. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 12 août 1948, page 2332, 3e colonne.)

ANNEXE N° 845

(Session de 1948. — Séance du 12 août 1948.)

AVIS présenté au nom de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant au **redressement économique et financier**, par M. Hauriou, conseiller de la République (2).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 13 août 1948. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 12 août 1948, page 2333, 1re colonne.)

(1) Voir les nos : Assemblée nationale (1re législ.) : 5192, 5206 et in-8° 1210; Conseil de la République : 825, 832, 835, 836, 837, 838 et 839 (année 1948).
(2) Voir les nos : Assemblée nationale (1re législ.) : 5192, 5206 et in-8° 1210; Conseil de la République : 825, 832, 835, 836, 837, 838, 839 et 844 (année 1948).

ANNEXE N° 846

(Session de 1948. — Séance du 12 août 1948.)

AVIS présenté au nom de la commission de l'agriculture sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant au **redressement économique et financier,** par M. René Simard, conseiller de la République (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 13 août 1948. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 12 août 1948, page 2334, 2e colonne.)

ANNEXE N° 847

(Session de 1948. — Séance du 12 août 1948.)

AVIS présenté au nom de la commission de la France d'outre-mer sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant au **redressement économique et financier,** par M. Marius Moutet, conseiller de la République (2).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 13 août 1948. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 12 août 1948, page 2334, 3e colonne.)

ANNEXE N° 848

(Session de 1948. — Séance du 12 août 1948.)

RAPPORT SUPPLEMENTAIRE fait au nom de la commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs sur la proposition de résolution de M. Marrane tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour **développer l'éducation physique,** les **sports** et les activités de **« plein-air »,** par M. Victoor, conseiller de la République (3).

Mesdames, messieurs, la conférence des présidents ayant décidé récemment de ne plus inscrire, à l'ordre du jour de notre Assemblée, de propositions de résolution que si elles étaient susceptibles d'être adoptées sans débat, votre commission de l'éducation nationale a été appelée à modifier le texte de la proposition de M. Marrane, qui avait fait l'objet du rapport n° 713:

1° En disjoignant le paragraphe 9 (création d'un secrétariat d'Etat à l'éducation physique, aux sports et aux loisirs) sur lequel l'unanimité n'était pas faite;

2° En ajoutant un paragraphe nouveau, proposé par M. Vourc'h dans son rapport n° 768, au nom de la commission de la famille, de la population et de la santé publique, et tendant à assurer avec efficacité le contrôle médical de l'éducation physique et sportive extrascolaire selon la lettre et l'esprit de l'arrêté du 2 octobre 1945

Votre commission a pensé également étant donné la date à laquelle le vote est appelé à intervenir, qu'il était possible de disjoindre le paragraphe 2 (crédit pour les jeux olympiques).

Compte tenu de ces différentes observations, votre commission de l'éducation nationale vous demande d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement:

1° A attribuer pour l'année 1948, 200 millions de subventions de fonctionnement pour les sociétés, les fédérations sportives et l'O. S. S. U.;

2° A rétablir le crédit de 600 millions pour les aménagements sportifs;

3° A rapporter les décisions de la « commission de la guillotine » concernant la suppression des postes de professeurs, de maîtres et maîtresses de l'éducation physique et sportive;

4° A mettre au point et à réaliser un programme utilitaire d'articles courants d'équipement et de matériel de sport;

5° A relever les crédits pour la formation des « cadres »;

A supprimer tout remboursement des frais pour les fédérations ayant une section professionnelle;

A rembourser à 100 p. 100 les stages organisés par les fédérations sportives amateurs;

6° A exonérer de tous droits de timbre et de toutes taxes d'Etat les manifestations sportives d'amateurs;

7° A relever le taux de participation de l'Etat dans les aménagements sportifs des communes, qui était précédemment de 60 pour 100 pour l'infrastructure et de 80 p. 100 pour la superstructure;

8° A assurer avec efficacité le contrôle médical de l'éducation physique et sportive extrascolaire selon la lettre et l'esprit de l'arrêté du 2 octobre 1945.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 5192, 5206 et in-8° 1210; Conseil de la République: 825, 832, 835, 836, 837, 838, 839, 844 et 845 (année 1948).

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 5192, 5206 et in-8° 1210; Conseil de la République: 825, 832, 835, 836, 837, 838, 839, 844, 845 et 846 (année 1948).

(3) Voir les nos: Conseil de la République: 194, 713 et 769 (année 1948).

ANNEXE N° 849

(Session de 1948. — Séance du 13 août 1948.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à permettre la **revision** du **prix** de certains **baux à loyer d'immeubles** ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, par M. Boivin-Champeaux, conseiller de la République (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 14 août 1948. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 13 août 1948, p. 2349, 1re colonne.)

ANNEXE N° 850

(Session de 1948. — Séance du 13 août 1948.)

RAPPORT fait au nom de la commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution de MM. Rosset, Naime, Henri Martel, Mmes Claeys, Brisset et des membres du groupe communiste et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour attribuer à tous les **bénéficiaires** de la **retraite des vieux** et de l'allocation temporaire une quantité minima de **500 kg de charbon à prix réduit,** par M. Rosset, conseiller de la République (2).

Mesdames et messieurs, la proposition de résolution, soumise à l'examen de votre commission du travail et de la sécurité sociale, poursuivait un but modeste, consistant à apporter une amélioration assez limitée aux conditions de vie des vieux travailleurs salariés et des bénéficiaires de l'allocation temporaire, qui sont des « économiquement faibles ».

Considérant qu'un ajustement avait été apporté récemment à la retraite des vieux travailleurs salariés au moment du vote de la loi portant modification de l'assurance-vieillesse, votre commission, sans méconnaître l'insuffisance de cette retraite, a estimé qu'il convenait avant tout de se pencher sur le sort des plus déshérités, en limitant l'attribution d'un contingent supplémentaire de charbon à prix réduit aux seuls « économiquement faibles », bénéficiaires de l'allocation temporaire, fixée à 700 F par mois en septembre 1946 et, actuellement, à 820 F malgré l'élévation considérable du coût de la vie depuis cette époque.

Les différentes propositions de relèvement du taux de l'allocation temporaire étant restées jusqu'ici sans résultat, il apparaît, cependant, d'une nécessité absolue d'apporter un adoucissement à la misère criante de tous ces vieux qui ne reçoivent comme aide à l'heure actuelle qu'un peu moins de 28 F par jour.

Un relèvement substantiel du taux de cette allocation, devenue dérisoire, aurait été une solution préférable et plus facilement réalisable, si les caisses autonomes d'assurance-vieillesse, prévues par la loi du 17 janvier 1948, étaient en état de fonctionner prochainement.

Malheureusement, rien ne permet actuellement de penser que ces caisses seront en mesure d'assurer un service quelconque de prestations avant l'hiver, alors que le froid et la misère n'attendent pas pour faire cruellement souffrir tous les vieux.

En attendant que le fonctionnement des caisses permette d'envisager un taux de retraite plus en rapport avec le coût réel de la vie, ou simplement le relèvement du taux actuel de l'allocation temporaire, votre commission a envisagé favorablement le texte qui lui était soumis. Toutefois, elle a estimé qu'il ne pouvait être question, pour financer l'opération, d'imposer une charge supplémentaire à la caisse générale de sécurité sociale déjà chargée de faire l'avance de l'allocation temporaire. C'est la nation, c'est-à-dire le budget de l'Etat, qui devra assumer la charge de la différence entre le prix de vente normal du charbon et celui auquel on le fera payer aux attributaires. Ce prix devrait être d'environ la moitié du tarif normal. C'est une mesure provisoire, nécessitée par l'approche de l'hiver, que votre commission vous propose, en vous demandant d'adopter le texte suivant:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à envisager, dès maintenant, les moyens propres à assurer aux bénéficiaires de l'allocation temporaire un minimum de 500 kg de charbon à prix réduit.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 4940, 4965 et in-8° 1202; Conseil de la République: 816 (année 1948).

(2) Voir le no: Conseil de la République, 579 (année 1948).

ANNEXE N° 851

(Session de 1948. — Séance du 13 août 1948.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la défense nationale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à fixer les contingents de décorations de la **Légion d'honneur** et de la **médaille militaire** avec traitement, **des armées de terre, de mer, de l'air** et du personnel militaire des services de la France d'outre-mer, par M. Max Boyer, conseiller de la République (1).

Mesdames, messieurs, vous avez dernièrement adopté un projet de loi réglant la question de l'attribution de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires à titre exceptionnel pendant la période de la guerre; le texte que j'ai l'honneur de rapporter aujourd'hui a pour but de fixer le contingent, normal cette fois, de ces décorations qui sera attribué aux ministres de la défense nationale et de la France d'outre-mer au titre des trois armées.

En déposant ce texte, le Gouvernement ne fait que reprendre une procédure normale, dictée par la loi du 13 juillet 1923, qui a ordonné la fixation des contingents de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires par le législateur lui-même.

Il est inutile de souligner l'opportunité de ce texte, si l'on rappelle que les ministères intéressés ont épuisé leurs contingents respectifs; fixées dans leur nombre avant 1939, les attributions ont, en effet, été interrompues pendant la guerre, mais reprises depuis 1946, tant et si bien que, par exemple, les promotions ou nominations au titre de l'armée de l'air afférentes à l'année 1947 ont été ajournées, faute de croix disponibles.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 4683, 4898 et in-8° 1163; Conseil de la République, 819 (année 1948).

Deux brèves remarques s'imposent enfin; si, avant guerre, il était de coutume de fixer les contingents pour cinq ans, le présent texte s'en tient à une période de trois ans, étant donné les modifications qui peuvent intervenir dans les effectifs des personnels militaires; d'autre part, les présents contingents et leurs propositions ont été établis de telle sorte que les éléments rayés des cadres pourront concourir en même temps que les personnels de l'armée active.

C'est en s'inspirant de ces différentes considérations que votre commission de la défense nationale vous demande d'adopter le projet de loi suivant:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Le ministre de la défense nationale disposera en 1947, 1948 et 1949, pour chacune des armées de terre, de mer et de l'air, des contingents ci-après de décorations (Légion d'honneur et médaille militaire) avec traitement:

Armée de terre.

Année 1947 (2e semestre). — Croix de grand officier, 5; croix de commandeur, 60; croix d'officier, 325; croix de chevalier, 650; médailles militaires, 5.500.

Année 1948. — Croix de grand officier, 12; croix de commandeur, 120; croix d'officier, 450; croix de chevalier, 1.000; médailles militaires, 10.000.

Année 1949. — Croix de grand officier, 12; croix de commandeur, 120; croix d'officier, 450; croix de chevalier, 1.000; médailles militaires, 10.000.

Armée de mer.

Année 1947 (2e semestre). — Croix de grand officier, 2; croix de commandeur, 13; croix d'officier, 50; croix de chevalier, 136; médailles militaires, 500.

Année 1948. — Croix de grand officier, 3; croix de commandeur, 25; croix d'officier, 100; croix de chevalier, 272; médailles militaires, 1.000.

Année 1949. — Croix de grand officier, 3; croix de commandeur, 25; croix d'officier, 100; croix de chevalier, 272; médailles militaires, 1.000.

Armée de l'air.

Année 1947. — Croix de grand officier, 5; croix de commandeur, 25; croix d'officier, 85; croix de chevalier, 350; médailles militaires, 900.

Année 1948. — Croix de grand officier, 5; croix de commandeur, 25; croix d'officier, 85; croix de chevalier, 350; médailles militaires, 900.

Année 1949. — Croix de grand officier, 5; croix de commandeur, 25; croix d'officier, 85; croix de chevalier, 350; médailles militaires, 900.

Art. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer disposera, en 1947, 1948 et 1949, pour le personnel militaire des services de la France d'outre-mer, des contingents ci-après de décorations (Légion d'honneur et médaille militaire) avec traitement:

Année 1948 (2e semestre). — Croix de grand officier, néant; croix de commandeur, néant; croix d'officier, 2; croix de chevalier, 2; médailles militaires, 6.

Année 1948. — Croix de grand officier, 1; croix de commandeur, 1; croix d'officier, 2; croix de chevalier, 3; médailles militaires, 12.

Année 1949. — Croix de grand officier, néant; croix de commandeur, 1; croix d'officier, 1; croix de chevalier, 3; médailles militaires, 12

Sur ce contingent, il sera réservé annuellement:

1 croix de chevalier;

12 médailles militaires,

destinées au personnel militaire des établissements pénitentiaires existant sur les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer.

Art. 3. — Le conseil des ministres disposera, au titre du deuxième semestre 1947, d'une grand'croix et, au titre de chacun des exercices 1948 et 1949, de deux grand'croix destinées aux militaires en situation d'activité.

Art. 4. — Il ne pourra être employé, pour chaque semestre, que la moitié des contingents annuels fixés aux articles précédents.

ANNEXE N° 852

(Session de 1948. — Séance du 13 août 1948.)

PROPOSITION DE LOI, tendant à la suppression de l'**article 336** *quater* du **code général des contributions directes,** présentée par MM. Georges Lacaze, Poincelot, Muller et les membres du groupe communiste et apparentés, conseillers de la République, et transmise au bureau de l'Assemblée nationale, conformément à l'article 14 de la Constitution.

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, l'article 336 *quater* du code général des contributions directes exonère le chlorure de sodium de la redevance minière.

Une telle mesure avait été prise lorsque les droits de circulation frappaient lourdement ce produit.

Or, ces droits ont été supprimés depuis 1946.

Il apparaît donc normal de soumettre le chlorure de sodium au régime du droit commun.

Ceci permettrait à certaines communes de pouvoir se procurer certaines ressources dont elles ont grand besoin.

D'autre part les énormes bénéfices réalisés par les trusts des industries chimiques leur permettent d'acquitter la redevance minière.

C'est pourquoi nous vous demandons d'adopter la proposition de loi suivante:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — L'article 336 *quater* du code général des impôts directs est abrogé.

Art. 2. — L'article 336 *ter* est complété comme suit:

« Le taux de la redevance minière sur le chlorure de sodium sera de 1,50 p. 100 sur le prix de vente de chaque tonne extraite.

« Cette redevance sera pour les quatre cinquièmes versée aux communes où se fait l'extraction, ou sur le territoire desquelles a lieu l'exploitation; le cinquième restant étant versé au département. »

ANNEXE N° 853

(Session de 1948. — Séance du 13 août 1948.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant modification à la loi n° 48-1244 du 31 juillet 1948 modifiant la loi du 26 avril 1946 portant **dissolution d'organismes professionnels** et organisation, pour la période transitoire, de la **répartition des produits industriels,** transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales).

Paris, le 13 août 1948.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 13 août 1948, l'Assemblée nationale a adopté, après déclaration d'urgence, une proposition de loi portant modification à la loi n° 48-1244 du 31 juillet 1948 modifiant la loi du 26 avril 1946 portant dissolution d'organismes professionnels et organisation, pour la période transitoire, de la répartition des produits industriels.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 5234 et in-8° 1214.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: Edouard Herriot.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — La date du 15 août 1948, prévue à l'article unique de la loi n° 48-1244 du 31 juillet 1948 modifiant le deuxième paragraphe de l'article 1er de la loi n° 46-827 du 26 avril 1946, est remplacée par la date du 15 septembre 1948.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 13 août 1948.

Le président,
Signé: Edouard Herriot.

ANNEXE N° 854

(Session de 1948. — Séance du 13 août 1948.)

PROPOSITION DE LOI, tendant à **compléter l'article 53** de la loi n° 47-1853 du 20 septembre 1947 portant **statut organique de l'Algérie,** présentée par MM. Ahmed-Yahia, Ahmed Boumendjel, Aziz Kessous et Ahmed Tahar, conseillers de la République, et transmise au bureau de l'Assemblée nationale, conformément à l'article 14 de la Constitution.

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, dans son article 53, la loi du 20 septembre 1947, portant statut organique de l'Algérie, dispose:

« Les collectivités locales algériennes sont: les communes et les départements; en conséquence, les communes mixtes sont supprimées.

« L'application progressive de cette disposition fera l'objet de décisions de l'Assemblée algérienne rendues exécutoires selon la procédure instituée par les articles 15 et 16 du présent statut.

« Les textes actuellement en vigueur continueront de s'appliquer à titre transitoire jusqu'à intervention des mesures prévues à l'alinéa précédent. »

Rappelons sommairement les raisons qui ont conduit le Parlement à voter le texte.

Aussitôt après la conquête de l'Algérie en 1830, l'administration du territoire fut confiée à des organismes dits « bureaux arabes » dirigés par l'autorité militaire.

A partir de 1863 une nouvelle organisation est tentée sur le territoire algérien: la région Nord est divisée en trois départements comprenant 19 arrondissements, 78 communes mixtes et 307 communes de plein exercice. La région Sud est divisée en quatre territoires dont la suppression a été prononcée (en principe) par l'article 50 de la loi du 20 septembre 1947.

Chaque commune mixte est constituée par la réunion de plusieurs douars sous l'autorité d'un administrateur nommé par le gouverneur général sur la proposition du préfet. Son étendue dépasse souvent celle d'un département français. Sa population varie de 50 à 200.000 habitants. Cette institution basée sur le pouvoir personnel d'un agent de l'administration est antidémocratique.

Ce caractère est encore aggravé par le fait que la direction de chaque douar est confiée à un caïd nommé par l'administration, dans des conditions de recrutement souvent arbitraires, sur recommandation et sans tenir aucun compte du mérite personnel.

Les pouvoirs exorbitants attribués aux administrations et aux caïds ont abouti en fait à l'oppression du peuple et à une véritable tyrannie.

Pour tempérer les rigueurs d'un tel régime on a dû peu à peu accorder certaines franchises aux djemâs de douars.

Ces djemâs constituaient avant 1830, dans beaucoup de régions, de véritables conseils municipaux qui géraient les biens de la collectivité. Après 1830, la désignation de leurs membres fut confiée à l'administration qui leur enleva la presque totalité de leurs attributions pour les remettre aux caïds et aux administrateurs.

En 1919, un souffle démocratique a semblé animer le peuple français à l'égard du peuple algérien qui venait de contribuer à ses côtés à l'écrasement du fascisme allemand. La loi du 4 février 1919 a accordé ainsi aux musulmans le droit d'élire les membres de leurs djemâs. On s'engage dès lors, quoique avec une réticence injustifiée, dans la voie de la démocratie.

Les forces réactionnaires et une administration rétrograde s'opposent à l'évolution et ne veulent pas rompre avec un passé révolu.

« On entre dans l'avenir, selon le mot de Valéry, à reculons. » Quoiqu'il en soit, on arrive par la force des choses à l'extension des attributions des djemâs de douar.

Certains douars sont érigés en centres municipaux qui montrent dans la gestion des affaires communales une parfaite compréhension de leur rôle et une grande maturité politique. De nombreux rapports dont des extraits ont été publiés par les soins de l'ancien gouverneur général de l'Algérie, M. Chataigneau en apportent un témoignage irrécusable.

Cette réalité n'a pas échappé au Parlement français puisque aussi bien ce dernier a, dans l'article 53 du statut de l'Algérie prononcé la suppression des communes mixtes, cette survivance honteuse d'un régime dictatorial, pour créer à leur place des communes rurales seules susceptibles d'apporter au peuple algérien les bienfaits d'une réelle démocratie.

L'application de ce principe a été malheureusement subordonnée à des décisions que devra prendre l'Assemblée algérienne, dans ce but

Il était, cependant, clair que l'administration algérienne n'allait pas rester inactive en présence d'un tel principe qui portait atteinte à des attributions dont elle était d'autant plus jalouse qu'elles étaient exorbitantes.

Elle s'est employée effectivement à mettre en échec, par une voie détournée, le principe énoncé par le Parlement.

Il lui suffisait de confectionner une Assemblée algérienne docile.

Elle y a pleinement réussi en supprimant, en fait, la liberté du vote. Nul n'ignore en effet les conditions honteuses dans lesquelles se sont déroulées les élections. Il n'est un secret pour personne et nulle conscience sincèrement démocratique et honnête, ne saurait contester qu'il n'y a eu, en réalité, qu'un simulacre d'élections.

L'administration a, en fait, désigné les membres de l'actuelle Assemblée algérienne.

Il serait donc vain et puéril d'attendre de cette dernière qu'elle prenne l'initiative de la suppression des communes mixtes alors que ses membres ne sont que les créatures serviles de l'administration.

Il appartient donc au Parlement seul d'imposer l'application de la loi qu'il a votée.

Il ne saurait y aboutir qu'en impartissant à l'Assemblée algérienne un délai maximum pour prendre les décisions prévues par l'alinéa 2 de l'article 53 susvisé.

C'est pourquoi, nous vous demandons de voter la proposition de loi suivante:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — L'article 53 de la loi n° 47-1853 du 20 septembre 1947, est complété par l'alinéa suivant qui sera inséré immédiatement après l'alinéa 2 du texte actuel:

« Les décisions prévues à l'alinéa précédent devront intervenir dans un délai de trois mois à dater de la promulgation de la présente loi. A défaut, il y sera suppléé, dans le mois qui suivra, par un décret pris en la forme de règlement d'administration publique. »

ANNEXE N° 855

(Session de 1948. — Séance du 13 août 1948.)

PROPOSITION DE LOI tendant à réprimer la **contrefaçon** des créations des industries saisonnières de **l'habillement** et de la **parure,** présentée par Mme Saunier, conseiller de la République et transmise au bureau de l'Assemblée nationale conformément à l'article 14 de la Constitution.

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, la proposition de loi dont la teneur suit institue, dans le but d'éviter la contrefaçon, un régime de protection spécial aux industries saisonnières.

Celles-ci, parmi lesquelles la couture, la lingerie, la broderie, la mode, la chaussure, la ganterie, la maroquinerie, la fabrique des tissus de haute nouveauté ou spéciaux à la haute-couture et les productions des paruriers et des bottiers, ont une importance beaucoup plus grande que ne le laisse supposer leur domaine d'activité relativement restreint.

En 1924, le chiffre des exportations était largement supérieur à 3 milliards de francs. En 1938, il se chiffrait, compte tenu des dévaluations successives, à près de 6 milliards.

Ces industries influencent, en outre, favorablement notre balance des comptes, en attirant les acheteurs étrangers et en les incitant à acquérir, dans notre pays, une grande variété de produits de qualité relevant d'autres branches professionnelles.

En conséquence, il a paru nécessaire de réprimer, dans les industries saisonnières, la contrefaçon qui décourage aussi bien les créateurs, qu'elle prive du bénéfice de leur effort d'originalité, que la clientèle très attachée à l'exclusivité des modèles qu'elle achète.

Les mesures de protection édictées par la législation actuelle sur la propriété littéraire et artistique manquent d'efficacité dans ces professions.

Elles dépassent, en effet, leur objet puisque les créations de ces industries, très nombreuses, et soumises au plus haut point aux caprices de la mode, sont périmées en un laps de temps très court, une saison en général.

D'autre part, elles ne distinguent pas les deux formes très différentes qu'emprunte le délit de la contrefaçon.

La première est celle du chef d'entreprise qui, le plus souvent à la demande de la clientèle, cède à la tentation de reproduire tel ou tel modèle. Cet acte est isolé et pour ainsi dire accidentel. Il est illicite mais non dangereux pour la profession. C'est celui que le législateur prévoit et sanctionne avec ménagement.

La seconde est de toute autre nature. Le contrefacteur y est un véritable professionnel de la copie, dont toute l'activité traduit la volonté bien arrêtée d'exercer sa coupable industrie. Il a muni son entreprise d'installations combinées en vue d'éviter la surprise d'une saisie et de faire disparaître instantanément les preuves du délit.

A l'abri de cette protection, le pillage des entreprises créatrices s'organise à tous les stades de la production, et notamment, dès l'atelier.

La contrefaçon des modèles est si rapidement réalisée par ces entreprises clandestines spécialisées qu'il est particulièrement difficile d'administrer la preuve de cette activité délictuelle avant que le dommage ne soit entier.

Notons enfin que le contrefacteur s'attaque aux meilleurs modèles c'est-à-dire précisément à ceux qui assurent la rentabilité de la collection.

Ces considérations suffiraient à justifier une répression plus active, impliquant en particulier des peines corporelles applicables à ces professionnels de la contrefaçon. La 11e chambre correctionnelle de la Seine en avait déjà regretté l'absence (jugement du 10 mai 1930). Les statistiques de ces dix dernières années confirment cette opinion. Elles font, en effet, ressortir que sur 90 maisons condamnées par le tribunal correctionnel pour contrefaçon en matière de mode ou de couture, 22 étaient récidivistes et 8 d'entre elles totalisaient 3 à 5 condamnations.

Il importait, en conséquence, d'instaurer un régime répressif mieux adapté aux caractères particuliers présentés à la fois par les industries saisonnières et par leurs contrefacteurs spécialisés.

Enfin ces mesures de protection sont particulièrement urgentes, étant donné la grave crise de chômage qui menace nos ouvrières de la mode et de la couture; et l'impérieuse nécessité pour la France, d'assurer la rentrée de devises étrangères.

C'est pour ces motifs que nous vous soumettons la proposition de loi suivante:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Dans le cadre de la protection assurée aux droits d'auteur et aux dessins et modèles par la législation en vigueur, les produits issus des industries saisonnières de l'habillement et de la parure, bénéficient, en outre, des dispositions ci-après de la présente loi.

Art. 2. — Sont réputées industries saisonnières de l'habillement et de la parure, au sens de la présente loi, celles qui, en raison des exigences de la mode, renouvellent fréquemment la forme de leurs produits, et notamment la couture, la lingerie, la broderie, la mode, la chaussure, la ganterie, la maroquinerie, la fabrique des tissus de haute nouveauté ou spéciaux à la haute couture et les productions des paruriers et des bottiers.

Art. 3. — Le fait de reproduire sans l'autorisation de l'auteur, même en partie ou par déformation, toutes créations des industries définies à l'article 2 constitue une contrefaçon.

Art. 4. — Toute contrefaçon, toute exposition, toute mise en vente, tout débit et toute introduction sur le territoire français de produits qui, au sens de la présente loi, sont réputés contrefaits, tombent sous le coup des pénalités prévues à l'article 427 du code pénal.

Toute aide sciemment apportée à l'auteur de l'une des infractions prévues au présent article sera punie des mêmes peines, ou, s'il y a lieu, de celles prévues aux articles suivants.

Art. 5. — Le contrefacteur d'habitude, c'est-à-dire celui qui sera convaincu de s'être livré à plusieurs contrefaçons, soit dans le même temps, soit successivement, sera toutefois puni d'un emprisonnement d'un mois à 6 mois et d'une amende de 5.000 F à 50.000 F.

Art. 6. — Au cas où le contrefacteur est ou a été, depuis moins de 5 ans, au service de l'auteur de la création contrefaite, la peine, s'il s'agit d'un fait isolé de contrefaçon, sera puni d'un emprisonnement de 5 jours à 3 mois et d'une amende de 500 à 10.000 F.

Au cas du délit d'habitude spécifié à l'article 5 ci-dessus ou au cas de récidive, la peine d'emprisonnement sera de 3 mois à 1 an et celle de l'amende de 20.000 à 100.000 F.

Quiconque provoquera, fera provoquer, ou acceptera les offices d'un contrefacteur, sachant qu'il était ou qu'il avait été au service de la personne lésée, sera puni des mêmes peines que le contrefacteur.

Art. 7. — Les dispositions de l'article 429 du code pénal sont applicables.

Art. 8. — Le tribunal pourra, en outre, en cas de contrefaçon d'habitude ou de récidive prévues aux articles 5 et 6 de la présente loi, ordonner la fermeture des établissements exploités par les contrefacteurs, coauteurs ou complices, ou prononcer contre eux l'interdiction temporaire ou définitive d'exercer une activité quelconque dans la profession où ils se sont rendus coupables du délit de contrefaçon et dans toutes professions entrant dans le cadre des industries saisonnières de l'habillement et de la parure. L'interdiction temporaire ne pourra excéder 5 ans.

En cas de fermeture de l'entreprise consécutive à l'une des mesures prévues au présent article, le personnel devra recevoir une indemnité égale à son salaire, augmenté de tous les avantages en nature, pendant la durée de la fermeture et au plus pendant 3 mois.

Toute infraction aux mesures prévues par les deux alinéas précédents sera punie d'un

emprisonnement de un mois à six mois et d'une amende de 500 à 10.000 F.

En cas de récidive, les peines seront portées au double.

Art. 9. — L'affichage et la publication des jugements pourront être ordonnés par le tribunal dans les formes prévues à l'article 7 de la loi du 1er août 1905, mais seulement à la requête de la partie civile.

Les suppressions, dissimulations ou lacérations volontaires totales ou partielles des affiches de publication ordonnées par le jugement de condamnation, seront punies des peines portées aux paragraphes 5 et 7 de l'article 7 de la loi du 1er août 1905.

Art. 10. — Les commissaires de police et les juges de paix dans les lieux où il n'y a pas de commissaire de police seront tenus de saisir, à la réquisition de tout auteur d'une œuvre protégée par la présente loi, de leurs héritiers ou cessionnaires, tous les exemplaires de l'œuvre exécutée sans la permission des auteurs, leurs héritiers ou cessionnaires.

Le président du tribunal civil, statuant en la forme ordinaire des référés, pourra, soit cantonner ladite saisie à un ou plusieurs exemplaires de l'œuvre, moyennant ou non consignation d'une somme affectée spécialement au payement de l'indemnité que l'auteur de l'œuvre contrefaite pourra obtenir contre le contrefacteur prétendu, soit désigner un administrateur avec mission d'exploiter l'œuvre pour le compte de qui il appartiendra.

Il pourra de même fixer un délai, qui ne pourra excéder 30 jours, au terme duquel la saisie cessera d'avoir effet si le saisissant n'a pas porté le fait à la connaissance du procureur de la République, ou n'en a pas saisi le tribunal correctionnel, le tribunal civil ou le tribunal de commerce.

En dehors des heures prévues par l'article 1037 du code de procédure civile et sur plainte contenant constitution de partie civile de la personne lésée, le juge d'instruction pourra, soit par lui-même, soit par commission rogatoire, opérer la saisie des objets prétendus contrefaits et plus généralement de tous documents ou instruments ayant pu servir à la perpétration du délit.

ANNEXE N° 856

(Session de 1948. — Séance du 13 août 1948.)

RAPPORT fait au nom de la commision des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant modification à la loi n° 48-1244 du 31 juillet 1948, modifiant la loi du 26 avril 1946 portant **dissolution d'organismes professionnels** et organisation, pour la période transitoire, de la **répartition des produits industriels**, par M. Armengaud, conseiller de la République (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 14 août 1948. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 13 août 1948, page 2380, 6e colonne.)

ANNEXE N° 857

(Session de 1948. — Séance du 13 août 1948.)

AVIS présenté au nom de la commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant au **redressement économique et financier**, par M. Hyvrard, conseiller de la République (2).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 14 août 1948 (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 13 août 1948, page 2396, 3e colonne).

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 5254 et in-8° 1214; Conseil de la République: 853 (année 1948).

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 5192, 5206, in-8° 1210; Conseil de la République: 825, 832, 835, 836, 837, 838, 839, 844, 845, 846 et 847 (année 1948).

ANNEXE N° 858

(Session de 1948. — Séance du 17 août 1948.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale fixant les taux de compétence applicables aux **réclamations** concernant les **indemnités de réquisition**, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de la défense nationale.)

Paris, le 14 août 1948.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 6 août 1948, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi fixant les taux de compétence applicables aux réclamations concernant les indemnités de réquisition.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — L'alinéa 5 de l'article 23 de la loi du 11 juillet 1938, sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre, déjà modifié par le décret du 29 novembre 1939, est à nouveau modifié comme il suit:

« L'autorité requérante, sur la proposition de la commission visée au troisième alinéa du présent article, fixe le montant de l'indemnité allouée. Sa décision peut faire l'objet d'un recours sur lequel il est statué par le juge de paix dans les limites de sa compétence en matière personnelle ou mobilière, ou par le tribunal civil quand le juge est incompétent. Toutefois, si la réquisition affecte un immeuble dont la valeur apparaît supérieure à 3 millions de francs, ou une exploitation ou une entreprise, quelle qu'en soit la valeur, l'affaire est portée, dans tous les cas, directement devant le tribunal de première instance. »

Art. 2. — Les procédures commencées avant la promulgation de la présente loi resteront soumises, en ce qui concerne le taux de la compétence et les degrés de juridiction, aux dispositions législatives antérieures.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 6 août 1948.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 859

(Session de 1948. — Séance du 17 août 1948.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant les dispositions des articles 116 et 119 de la loi du 13 décembre 1926 (**code du travail maritime**), transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (2). — (Renvoyé à la commission de la marine et des pêches.)

Paris, le 14 août 1948.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 6 août 1948, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi modifiant les dispositions des articles 116 et 119 de la loi du 13 décembre 1926 (code du travail maritime).

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 4230, 5013 et in-8° 1191.

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 276, 5080 et in-8° 1196.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — L'article 116 du code du travail maritime (loi du 13 décembre 1926), modifié par la loi du 11 avril 1942, est remplacé par le suivant:

« *Art.* 116. — L'embarquement des marins n'ayant pas atteint l'âge de quinze ans au moment du départ du navire est interdit:

« *a*) Sur les bâtiments armés aux grandes pêches de Terre-Neuve, d'Islande et du Groenland;

« *b*) Sur les bâtiments armés du commerce, sauf pour les marins qui sont titulaires d'un certificat délivré par le service de l'apprentissage maritime. »

Art. 2. — L'article 119 de la loi du 13 décembre 1926 est modifié comme suit:

« *Art.* 119. — Les dispositions de la présente loi sont applicables aux marins étrangers engagés sur les navires français.

« Toutefois, l'armateur sera considéré comme ayant satisfait à l'obligation de rapatriements prévue à l'article 87 si les marins étrangers sont ramenés à leur port d'embarquement. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 6 août 1948.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 860

(Session de 1948. — Séance du 17 août 1948.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à autoriser le **ministre des finances** à passer des **conventions** avec le gouverneur de la **Banque de France**, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 14 août 1948

Monsieur le président,

Dans sa séance du 7 août 1948, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi tendant à autoriser le ministre des finances à passer des conventions avec le gouverneur de la Banque de France.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit;

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Le ministre des finances est autorisé à passer avec le gouverneur de la Banque de France une ou plusieurs conventions ayant pour objet d'appliquer les dispositions de la convention du 17 novembre 1947, approuvée par la loi n° 47-2255 du 25 novembre 1947, aux quantités d'or monétaire qui seront restituées à la France en exécution de l'acte final de la conférence de Paris sur les réparations en date du 14 janvier 1946

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 4685, 4912 et in-8° 1204.

et en addition de la quantité de 92.570,3373 kg de métal fin qui a fait l'objet de la convention précitée du 27 novembre 1947.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 2 de la loi n° 47-2255 du 25 novembre 1947 seront applicables aux crédits qui pourront être contractés dans les conditions prévues par la ou les conventions visées à l'article 1er de la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 5 août 1948.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 861

(Session de 1948. — Séance du 17 août 1948.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à accélérer la **liquidation du fonds commun** institué par l'article 2 de l'acte, provisoirement applicable, dit « loi du 24 décembre 1943 relative à l'**assurance** des **sinistres** résultant d'**actes de sabotage** », transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 11 août 1948.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 7 août 1948, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi tendant à accélérer la liquidation du fonds commun institué par l'article 2 de l'acte, provisoirement applicable dit « loi du 24 décembre 1943 relative à l'assurance des sinistres résultant d'actes de sabotage ».

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Les sinistres, visés à l'article 1er de l'acte dit « loi du 24 décembre 1943 relative à l'assurance des sinistres résultant d'actes de sabotage », qui n'auront pas été notifiés par les sociétés et organismes d'assurances au fonds commun institué par l'article 2 de l'acte précité, avant l'expiration d'un délai de neuf mois à compter de la promulgation de la présente loi, ne seront pas à la charge de ce fonds.

Art. 2. — Aucune ristourne ne sera consentie par le fonds commun pour les annulations de primes assujetties à la surprime établie par l'article 6 de l'acte dit « loi du 24 décembre 1943 » et fixée à 15 p. 100 par l'article 2 de l'arrêté du 7 février 1944 qui n'auront pas été notifiées par les sociétés et organismes d'assurances à ce fonds dans les quinze mois suivant l'expiration du délai prévu à l'article précédent.

Art. 3. — Le ministre des finances est autorisé à transiger dans les litiges concernant la perception de la surprime de 15 p. 100 et le reversement de cette dernière par les sociétés et organismes d'assurances au fonds commun.

Dans une telle transaction, l'exemption du versement de la surprime ne pourra être supérieure à 80 p. 100 du montant qui aurait été ou aurait dû être encaissé par la société ou l'organisme d'assurances bénéficiaire de la transaction.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 5 août 1948.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 2538, 5100 et in-8° 1207.

ANNEXE N° 862

(Session de 1948. — Séance du 17 août 1948.)

PROPOSITION DE LOI relative à l'**élection des conseillers généraux,** présentée par M. Grimal, conseiller de la République et transmise au bureau de l'Assemblée nationale conformément à l'article 14 de la Constitution.

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, cette proposition de loi est un compromis entre les partisans des élections au scrutin majoritaire et ceux des élections au scrutin proportionnel.

Les principes fondamentaux de tout scrutin majoritaire y sont respectés:

1° Il n'y a pas de listes en présence, le scrutin étant uninominal;

2° Dans chaque canton, aucun candidat ne peut être élu s'il n'a obtenu plus de voix que son adversaire;

3° Sont élus, au premier tour, tous les candidats qui ont obtenu la majorité absolue;

4° Dans les cantons où la multiplicité des candidatures donne des majorités relatives trop faibles, le second tour permet les regroupements nécessaires.

Ces quatre points essentiels peuvent donner tous apaisements aux majoritaires.

Quant aux proportionnalistes, ils ont la satisfaction de pouvoir obtenir, dans le premier tour, une répartition partielle des sièges, cette répartition ayant un caractère à la fois limitatif et proportionnel, puisqu'elle se limite nécessairement aux cantons où les majorités relatives sont les plus élevées.

La lecture des articles permet de découvrir facilement le mécanisme du système et nous dispense de tout autre commentaire.

C'est pourquoi nous vous demandons d'adopter la proposition de loi suivante:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Les conseillers généraux sont élus au scrutin majoritaire uninominal avec utilisation des voix sur le plan départemental.

Chaque canton élit un candidat.

Art. 2. — Chaque candidat peut faire une déclaration de candidature dans laquelle il doit préciser le titre du parti ou groupement auquel il désire être rattaché pour la répartition des sièges.

Ces déclarations de candidatures doivent être effectuées à la préfecture du département huit jours francs avant l'ouverture du scrutin.

Tout candidat qui ne fait pas cette déclaration de candidature est considéré comme un indépendant isolé.

Art. 3. — Après le premier tour de scrutin, les voix de tous les candidats sont centralisées à la préfecture du département où une répartition partielle des sièges s'effectue de la manière suivante:

Sont d'abord attribués les sièges de tous les candidats ayant obtenu la majorité absolue.

Après déduction du total des voix obtenues par ces candidats, les sièges restant à pourvoir sont répartis entre les partis, groupements et indépendants isolés, conformément à la règle de la plus forte moyenne.

Dans chaque parti ou groupement, ces sièges sont attribués, dans l'ordre des pourcentages de voix les plus élevés, aux seuls candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix dans leur canton.

Ce nombre de voix ne peut pas être inférieur au quart des électeurs inscrits.

Art. 4. — Dans chaque canton qui n'a pas d'élu par ce système de répartition, il est procédé, le dimanche suivant, à un second tour de scrutin.

Le candidat qui obtient le plus grand nombre de voix est élu.

Art. 5. — Si deux candidats du même canton sont élus avec le même nombre de voix, le plus âgé est proclamé élu.

Art. 6. — Si le siège d'un canton devient vacant, on procède à une élection partielle dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 4, dans les trois mois qui suivent la vacance et au plus tard six mois avant une élection générale.

Art. 7. — Les conseillers généraux sont élus pour six ans.

ANNEXE N° 863

(Session de 1948. — Séance du 17 août 1948.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, portant **réforme** du **régime** des **pensions civiles** et **militaires et ouverture de crédits** pour la mise en application de cette réforme, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des pensions [pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression].)

Paris, le 17 août 1948.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 6 août 1948, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Dispositions générales.

Art. 1er. — Ont droit au bénéfice des dispositions de la présente loi:

Les fonctionnaires civils, titularisés dans les cadres permanents d'une administration centrale de l'Etat, des services extérieurs en dépendant ainsi que des établissements publics de l'Etat ne présentant pas un caractère industriel ou commercial, y compris les magistrats de l'ordre judiciaire;

Les militaires et marins de tous grades des armées de terre, de mer et de l'air possédant le statut de militaires de carrière ou servant au delà de la durée légale en vertu d'un contrat;

Ainsi que leurs veuves et leurs orphelins.

Art. 2. — I. — Les fonctionnaires civils ne peuvent prétendre à pension au titre de la présente loi qu'après avoir été préalablement admis à faire valoir leurs droits à la retraite, soit sur demande, soit d'office.

Les fonctionnaires civils ne peuvent être mis à la retraite d'office pour ancienneté de services avant la date à laquelle ils atteignent la limite d'âge qui leur est applicable, sauf s'il est reconnu par le ministre que l'intérêt du service exige leur cessation de fonctions.

L'admission à la retraite d'office, en ce cas, ne peut être prononcée que dans les conditions ci-après:

1° Si l'incapacité de servir est le résultat de l'invalidité du fonctionnaire, après avis de la commission de réforme prévue à l'article 28 de la présente loi;

2° Si le fonctionnaire fait preuve d'insuffisance professionnelle, conformément aux dispositions de l'article 135 de la loi du 19 octobre 1946, relative au statut général des fonctionnaires.

II. — Les militaires sont admis à la retraite en conformité des textes qui les régissent.

III. — Les services accomplis postérieurement à la limite d'âge ne peuvent être pris en compte dans une pension, sauf dans les cas exceptionnels prévus par une loi.

TITRE Ier. — RETENUES POUR PENSIONS

Art. 3. — I. — Les agents visés à l'article 1er supportent une retenue de 6 p. 100 sur les sommes payées à titre de traitement fixe ou éventuel, de solde et accessoires de solde y compris l'indemnité de résidence, de précipput, de suppléments définitifs de traitement

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législature), 4393, 5104 et in-8° 1203.

ou solde, de remises proportionnelles, de commissions ou constituant un émolument personnel faisant corps avec le traitement ou la solde. Ne sont pas soumises à la retenue de 6 p. 100 les allocations accordées à titre de gratification, les indemnités pour travaux supplémentaires et pour cherté de vie, les indemnités de résidence, les avantages familiaux de toute nature, ainsi que les indemnités allouées pour l'exécution de travaux n'entrant pas dans les attributions normales des agents, les subventions obligatoires ou facultatives de diverses collectivités et les indemnités spéciales ou représentatives de dépenses.

En cas de perception d'un traitement réduit pour cause de congé, d'absence ou par mesures disciplinaires, la retenue est perçue sur le traitement entier.

II. — Pour les agents rétribués en totalité ou en partie par des remises, produits divers ou salaires variables, un décret contresigné par le ministre des finances et des affaires économiques détermine les modalités suivant lesquelles est effectuée la retenue.

Art. 4. — Sauf dispositions législatives contraires, toute perception d'un traitement ou solde d'activité est soumise au prélèvement de la retenue visée à l'article précédent même si les services ainsi rémunérés ne sont pas susceptibles d'être pris en compte pour la constitution du droit ou pour la liquidation de la pension.

Aucune pension ne peut être concédée si le versement des retenues exigibles n'a pas été effectué.

Art. 5. — Les retenues légalement perçues ne peuvent être répétées. Celles qui ont été irrégulièrement prélevées n'ouvrent aucun droit à pension, mais peuvent être remboursées sans intérêt sur la demande des ayants droit.

TITRE II. — CONSTITUTION DU DROIT A LA PENSION D'ANCIENNETÉ OU PROPORTIONNELLE OU A LA SOLDE DE RÉFORME

CHAPITRE 1er. — *Fonctionnaires civils.*

Section I. — *Généralités.*

Art. 6. — I. — Le droit à la pension d'ancienneté est acquis lorsque se trouve remplie, à la cessation de l'activité, la double condition de soixante ans d'âge et de trente années accomplies de services effectifs.

Il suffit de cinquante-cinq ans d'âge et de vingt-cinq années de services pour les fonctionnaires qui ont effectivement accompli quinze années au moins dans un emploi de la partie active ou de la catégorie B.

Est dispensé de la condition d'âge fixée ci-dessus l'agent qui est reconnu par le ministre, après avis de la commission de réforme prévue à l'article 28 de la présente loi, hors d'état de continuer ses fonctions.

II. — En vue d'une mise à la retraite anticipée, ces âges et durées de services sont réduits d'un temps égal à la moitié des période ouvrant droit:

1° Pour les fonctionnaires anciens combattants, au bénéfice de campagne double au cours d'une guerre ou d'une expédition déclarée campagne de guerre;

2° Pour les fonctionnaires visés aux deux avant-derniers alinéas de l'article 79 de la loi du 14 avril 1924, modifiés par les articles 193 de la loi du 13 juillet 1925 et 10 de la loi du 30 novembre 1911, à la bonification prévue par ces textes.

La pension qui est alors attribuée est calculée proportionnellement à la durée des services.

III. — Le droit à la pension proportionnelle est acquis:

1° Sans condition d'âge ni de durée de services aux fonctionnaires mis à la retraite dans les conditions visées à l'article 25 de la présente loi;

2° Sans condition d'âge ni de durée de services, aux fonctionnaires mis à la retraite dans les conditions visées à l'article 26 de la présente loi;

3° Sans condition de durée de services, aux fonctionnaires qui, se trouvant dans une position valable pour la retraite, atteignent la limite d'âge de leur emploi sans pouvoir prétendre à une pension d'ancienneté;

4° Si elles ont effectivement accompli au moins quinze années de services, aux femmes fonctionnaires mariées ou mères de famille.

Section II. — *Eléments constitutifs.*

A. — Age.

Art. 7. — L'âge exigé pour le droit à la pension d'ancienneté est réduit:

1° D'un an pour chaque période, soit de trois années de services sédentaires ou de la catégorie A, soit de deux années de services actifs ou de la catégorie B accomplis hors d'Europe;

2° D'un an pour chaque période de deux années de services aériens exécutés par le personnel civil et donnant droit à des bonifications telles qu'elles sont déterminées par les dispositions de l'article 13 de la présente loi;

3° Pour les femmes fonctionnaires, d'un an pour chacun des enfants qu'elles ont eus.

B. — Services et bénéfications.

Art. 8. — I. — Les services pris en compte dans la constitution du droit à une pension d'ancienneté ou proporitonnelle sont:

1° Les services accomplis en qualité de fonctionnaire titulaire à partir de l'âge de dix-huit ans;

2° Les services de stage ou de surnumérariat rendus à partir de l'âge de dix-huit ans;

3° Les services auxiliaires, temporaires, d'aides ou contractuels dûment validés, accomplis dans les différents établissements et administrations de l'Etat à partir de l'âge de dix-huit ans, sous réserve du versement rétroactif, lors de l'admission définitive dans les cadres, de la retenue légale calculée sur les émoluments attachés au premier emploi de fonctionnaire titulaire ou de militaire.

La validation doit être demandée dans le délai d'un an suivant la nomination à un emploi comportant affiliation au présent régime ou, pour les services dont la validation ne sera autorisée que postérieurement à cette date, dans le délai d'un an suivant la publication des arrêtés qui, contresignés par le ministre des finances et des affaires économiques, interviendront à cet effet dans chaque ministère;

4° Les services militaires accomplis dans les armées de terre, de mer et de l'air, à l'exclusion de ceux effectués avant l'âge de seize ans;

5° Les services accomplis dans les cadres permanents des administrations des départements, des communes et des établissements publics départementaux et communaux;

6° Les services rendus dans les cadres locaux permanents des administrations de l'Algérie, des territoires d'outre-mer et autres territoires et pays de l'Union française.

II. — Le temps passé dans toute position ne comportant pas l'accomplissement de services effectifs ne peut entrer en compte dans la constitution du droit à pension.

Il ne peut être dérogé à cette règle que dans les cas exceptionnels prévus par une loi ou déterminés par règlement d'administration publique conformément aux dispositions de l'article 86 de la loi du 28 février 1933.

III. — Les services effectifs peuvent également être bonifiés comme suit:

1° Les services civils rendus hors d'Europe sont comptés pour un tiers en sus de leur durée effective.

Ils sont comptés pour un quart seulement dans les services sédentaires ou de la catégorie A rendus dans les territoires civils de l'Afrique du Nord;

2° Les femmes fonctionnaires obtiennent une bonification de service d'une année pour chacun des enfants qu'elles ont eus.

La prise en compte de ces bonifications et de celle prévue à l'article 20 de la loi du 30 juin 1930 ne peut avoir pour effet de réduire de plus d'un cinquième la durée des services normalement exigés pour prétendre à une pension d'ancienneté.

CHAPITRE II. — *Militaires.*

Section I. — *Généralités.*

Art. 9. — I. — Le droit à la pension d'ancienneté est acquis:

Pour les officiers des armées de terre, de mer et de l'air, après trente années de services civils et militaires effectifs;

Pour les militaires non officiers, après vingt-cinq ans de services civils et militaires effectifs.

II. — Ce droit est, toutefois, acquis après vingt-cinq ans de services pour les officiers de toutes armes, de tous corps ou services remplissant une des conditions suivantes:

1° Comptant six années de services accomplis hors d'Europe.

Est également compté comme temps de séjour hors d'Europe la moitié de la durée effective des périodes pendant lesquelles les officiers servant hors d'Europe ont été, au cours d'une guerre, appelés à servir sur un théâtre européen d'opérations;

2° Comptant six années de navigation au service de l'Etat accomplies dans les conditions fixées par le règlement d'administration publique du 4 février 1925.

Est également compté comme services de navigation:

a) La totalité de la durée des fonctions remplies par les officiers des armées de l'air et de mer appartenant aux personnels volants ou navigants de l'aéronautique, sous la réserve qu'ils justifient durant quatre ans de services aériens exécutés dans les conditions fixées à l'article 13 ci-après;

b) La moitié de la durée effective du temps passé à terre, au cours d'une guerre sur l'un quelconque des théâtres d'opérations, par les officiers de l'un des corps de la marine, qu'ils aient appartenu à une unité de l'armée de terre, de l'air ou de mer;

3° Ne comptant pas les six années de la nature définie aux paragraphes 1° et 2° ci-dessus, mais qui ont été placés en non-activité pour infirmité temporaire et reconnus, par un conseil d'enquête, non susceptibles d'être rappelés à l'activité.

III. — Le droit à la pension proportionnelle est acquis:

1° Aux officiers de tous grades et de tous les corps, sur demande, après quinze années accomplies de services militaires effectifs et trente-trois ans d'âge.

Le nombre de ces pensions proportionnelles à accorder chaque année est déterminé annuellement par la loi de finances;

2° Sans condition de durée de services, aux officiers qui, se trouvant dans une position valable pour la retraite, atteignent la limite d'âge sans pouvoir prétendre à une pension d'ancienneté;

3° S'ils comptent au moins quinze années de services à l'Etat, aux officiers placés en position de réforme:

a) Pour infirmités incurables dans les conditions fixées par la loi du 19 mai 1834 sur l'état des officiers et pour infirmités non imputables au service;

b) Par mesure disciplinaire;

4° Aux militaires et marins non officiers:

a) Sur demande, après quinze années accomplies de services militaires effectifs et trente-trois ans d'âge;

b) D'office, en cas de radiation des cadres par suite d'infirmités, après quinze années accomplies de services militaires effectifs.

IV. — Le droit à la solde de réforme est acquis:

1° S'ils comptent moins de quinze années de services à l'Etat, aux officiers placés en position de réforme dans les conditions définies au paragraphe III, 3°, ci-dessus;

2° S'ils ont servi pendant cinq années au delà de la durée légale, aux militaires et marins non officiers qui sont réformés sans avoir acquis des droits soit à une pension proportionnelle, soit à une pension d'invalidité.

Section II. — *Eléments constitutifs.*

Services et bonifications.

Art. 10. — I. — Les services pris en compte dans la constitution du droit à une pension militaire d'ancienneté sont:

1° Les services, tant civils que militaires, énumérés à l'article 8 précédent;

2° Les services effectifs accomplis après l'âge de seize ans par les élèves admis dans les grandes écoles militaires, navales et aériennes avant tout engagement militaire, lesdits services se décomptant du jour de l'entrée à l'école;

3° Les bénéfices d'études préliminaires actuellement attribués aux militaires, marins et assimilés ainsi que le temps passé à l'école nationale de la France d'outre-mer.

II. — Les services pris en compte dans la constitution du droit à une pension pro-

portionnelle sont uniquement les services militaires visés à l'article 8, paragraphe 1er, 4°, ci-dessus.

A titre exceptionnel, les bénéfices d'études préliminaires définis par les lois des 11 et 18 avril 1831 (art. 5) sont pris en compte dans la constitution du droit à la pension proportionnelle prévue à l'article 9, paragraphe III, 3° *a*.

TITRE III. — LIQUIDATION DE LA PENSION D'ANCIENNETÉ OU PROPORTIONNELLE

CHAPITRE Ier. — *Services et bonifications valables.*

Art. 11. — I. — Les services pris en compte dans la liquidation d'une pension d'ancienneté ou proportionnelle sont:

1° Pour les fonctionnaires civils:

Les services et bonifications énumérées à l'article 8, exception faite de ceux visés au paragraphe 1er, 4°, s'ils sont déjà rémunérés, soit par une pension, soit par une solde de réforme et de ceux visés au paragraphe 1er, 5°, accomplis auprès des collectivités dont les agents ne sont pas affiliés à la caisse nationale des retraites des agents des collectivités locales;

2° Pour les militaires et marins:

Les services et bonifications énumérés aux articles 8 et 10. Toutefois, il n'est pas fait état dans la liquidation, quelle que soit la nature de la pension, des services visés à l'article 8, paragraphe 1er, 5°, accomplis auprès des collectivités dont les agents ne sont pas affiliés à la caisse nationale des retraites des agents des collectivités locales, et, pour les pensions proportionnelles seulement, des services et bonifications visés à l'article 10, paragraphe 1er, 2° et 3°.

II. — Sont également prises en compte les bonifications ci-après:

1° Une année supplémentaire pour chaque année de services accomplis par les fonctionnaires visés à l'article 6, paragraphe II, 2°, ci-dessus;

2° Les bénéfices de campagne supputés dans les conditions précisées à l'article suivant qui s'ajoutent éventuellement aux services militaires.

Toutefois, en ce qui concerne les fonctionnaires civils, il n'est fait état que des bénéfices de campagne acquis au cours d'une guerre ou d'une expédition déclarée campagne de guerre, et en faveur des seuls intéressés qui possèdent la qualité d'anciens combattants, c'est-à-dire qui, à un moment quelconque de leur mobilisation ou d'une expédition déclarée campagne de guerre, se sont trouvés dans une situation de nature à leur ouvrir droit au bénéfice de campagne double;

3° Les bonifications spéciales prévues à l'article 13 de la présente loi qui s'ajoutent aux services aériens exécutés par les fonctionnaires civils ou, en dehors d'opérations de guerre, par les militaires.

Art. 12. — Les bénéfices de campagne attribués aux militaires de tous grades de l'armée de terre, de mer et de l'air, qui réunissent les conditions voulues pour obtenir une pension sont décomptés selon les règles fixées à l'article 36 de la loi du 14 avril 1924.

Art. 13. — En dehors des opérations de guerre, l'exécution d'un service aérien commandé donne droit à des bonifications dans la limite maximum du double en sus de la durée effective dudit service à l'Etat.

Des décrets rendus sur la proposition du ministre des forces armées ou des ministres disposant de personnel exécutant des services aériens, contre-signés par le ministre des finances et des affaires économiques, déterminent les conditions dans lesquelles le service aérien doit être exécuté pour donner droit à des bonifications et en fixent la quotité.

En aucun cas, celles-ci ne peuvent par période de douze mois consécutifs, dépasser deux ans.

Art. 14. — Les bénéfices de campagne sont calculés sur la durée des services qu'ils rémunèrent. Toutefois, lorsqu'un nombre impair de jours de services effectifs donne lieu à bonification de moitié en sus, cette bonification est complétée à un nombre entier de jours.

Quand les services effectifs sont de nature à donner à la fois des droits à plusieurs des bonifications prévues aux articles 12 et 13 ci-dessus, les bonifications ainsi allouées s'additionnent sans que la période supplémentaire fictive, accordée comme bonification, puisse jamais dépasser le double de la durée effective du service auquel elle se rapporte.

Art. 15. — Le mode de détermination des bénéfices de campagne établi par la présente loi est applicable quelle que soit la date à laquelle les services donnant lieu à bonification ont été accomplis.

CHAPITRE II. — *Décompte des annuités liquidables.*

Art. 16. — I. — Dans la liquidation d'une pension d'ancienneté ou proportionnelle sont comptés:

a) Pour leur durée effective:

1° Les services civils actifs ou de catégorie B ainsi que les bonifications prévues à l'article 8, paragraphe III s'y rapportant, à l'exclusion de ceux visés au paragraphe *b*, 2°, ci-dessous;

2° Les services militaires, à l'exclusion de ceux visés au paragraphe *b*, 2°, ci-dessous;

3° Les bonifications prévues à l'article 11, paragraphe II;

4° Les services civils sédentaires ou de la catégorie A et, éventuellement, les bonifications prévues à l'article 8, paragraphe III s'y rapportant, lorsqu'ils complètent les 25 premières années de services valables dans la liquidation d'une pension d'ancienneté pour les fonctionnaires ou militaires dont le droit à une telle pension est acquis après 25 années de services.

b) Pour les cinq sixièmes seulement de leur durée effective;

1° Les services civils sédentaires ou de la catégorie A et les bonifications prévues à l'article 8, paragraphe III s'y rapportant, à l'exclusion de ceux visés au paragraphe *a*, 4°, ci-dessus;

2° Les services civils actifs ou de la catégorie B et éventuellement les bonifications prévues à l'article 8, paragraphe III, s'y rapportant, de même que les services militaires, lorsqu'ils constituent ou complètent les trente premières années de services valables dans la liquidation d'une pension d'ancienneté pour les fonctionnaires ou militaires dont le droit à une telle pension est acquis après trente ans de services.

II. — Dans le décompte final des annuités liquidables, la fraction de semestre égale ou supérieure à trois mois est comptée pour six mois. La fraction de semestre inférieure à trois mois est négligée.

III. — Le maximum des annuités liquidables dans la pension d'ancienneté civile ou militaire est fixé à 37 annuités 1/2.

Il peut être porté à 40 annuités:

a) Pour la pension civile, du chef des bonifications pour services hors d'Europe ou pour services aériens, de la bonification prévue à l'article 11, paragraphe II, 1°, et des bénéfices de campagne double acquis dans les conditions visées à l'article 11, paragraphe II, 2°;

b) Pour la pension militaire du chef des bonifications pour services hors d'Europe ou pour services aériens, de la bonification prévue à l'article 11, paragraphe II, 1°, et des bénéfices de campagne quels qu'ils soient.

IV. — Le maximum des annuités liquidables dans la pension proportionnelle civile ou militaire est fixé à 25 annuités.

Il peut être porté:

a) Pour la pension civile,

à 37 annuités 1/2, du chef des bénéfices de campagne simple acquis dans les conditions visées à l'article 11, paragraphe II, 2°;

à 40 annuités du chef des avantages visés au paragraphe III, *a*, ci-dessus;

b) Pour la pension militaire,

à 40 annuités du chef des avantages visés au paragraphe III *b*, ci-dessus.

CHAPITRE III. — *Emoluments de base.*

Art. 17. — I. — La pension est basée sur les derniers émoluments soumis à retenue afférents à l'emploi et classe ou grade et échelon occupés effectivement depuis six mois au moins par le fonctionnaire ou militaire au moment de son admission à la retraite ou, dans le cas contraire, sauf s'il y a eu rétrogradation pour faute professionnelle des émoluments soumis à retenue afférents à l'emploi et classe ou au grade et échelon antérieurement occupés.

Ce délai ne sera pas opposé lorsque la mise hors de service ou le décès d'un fonctionnaire ou militaire se sera produit par suite d'un accident survenu en service ou à l'occasion du service.

Pour les emplois et classes ou grades et échelons supprimés, des décrets en conseil d'Etat contresignés par le ministre intéressé et le ministre des finances et des affaires économiques règleront, dans chaque cas, leur assimilation avec les catégories existantes.

II. — Lorsque les émoluments définis au paragraphe précédent excèdent six fois le minimum vital, la portion dépassant cette limite n'est comptée que pour moitié.

CHAPITRE IV. — *Calcul le la pension d'ancienneté ou proportionnelle.*

Art. 18. — I. — La pension d'ancienneté ou proportionnelle est fixée à 2 p. 100 des émoluments de base par annuité liquidable.

II. — La rémunération de l'ensemble des annuités liquidées conformément aux dispositions du paragraphe Ier ci-dessus ne peut être inférieure:

a) Dans une pension basée sur 25 annuités liquidables au moins de services effectifs ou de bonifications considérées comme tels ,au minimum vital;

b) Dans une pension basée sur moins de 25 annuités liquidables de services effectifs ou de bonifications considérées comme tels, au montant de la pension calculée à raison de 4 p. 100 du minimum vital par annuité liquidable de ces seuls services ou bonifications.

III. — En aucun cas la pension d'ancienneté ou proportionnelle à un militaire au titre de la durée des services ne peut être inférieure à celle qu'il aurait obtenue s'il n'avait pas été promu à un grade supérieur.

IV. —Si le montant définitif de la pension n'est pas un multiple de 4, il est porté à celui de ces multiples immédiatement supérieur.

V. — La pension d'ancienneté est majorée, en ce qui concerne les titulaires ayant élevé au moins trois enfants jusqu'à l'âge de seize ans, de 10 p. 100 de son montant pour les trois premiers enfants et de 5 p. 100 par enfant au-delà du troisième, sans que le total de la la pension majorée puisse excéder le montant des émoluments de base déterminés à l'article 17

Entreront en compte les enfants décédés par faits de guerre.

VI. — A la pension d'ancienneté ou à la pension proportionnelle visée à l'article 6, paragraphe III, 1° et 2°,s'ajoutent, le cas échéant, les avantages familiaux servis aux agents en activité, à l'exclusion des suppléments rattachés tant aux traitements ou soldes qu'à l'indemnité de résidence.

CHAPITRE V. — *Règles particulières de liquidation.*

Art. 19. — Les bénéfices de campagne ne peuvent entrer en compte dans la liquidation de la pension militaire proportionnelle prévue à l'article 9, paragraphe III, 3° *b*.

Art. 20. — I. — La solde de réforme prévue à l'article 9, paragraphe IV, 1°, est fixée au tiers des émoluments de base. Ce taux est ramené au quart lorsque la réforme est prononcée par mesure disciplinaire.

II. — La solde de réforme prévue à l'article 9, paragraphe IV, 2°, est fixée à 30 p. 100 des émoluments de base.

III. — La solde de réforme visée au paragraphe I précédent ne peut être inférieure aux deux tiers et à la moitié, selon le cas, du minimum vital. Celle visée au paragraphe II ci-dessus ne peut être inférieure à 60 p. 100 dudit minimum.

Art. 21. — La pension d'ancienneté ou proportionnelle des caporaux-chefs, caporaux, soldats et de tous les militaires de rang correspondant des armées de terre, de mer et de l'air ne peut être inférieure à 90 p. 100 pour les caporaux-chefs et quartiers-maîtres de 1re classe, à 80 p. 100 pour les caporaux et quartiers-maîtres de 2e classe et à 75 p. 100 pour les soldats et matelots, de la pension d'ancienneté ou proportionnelle qui serait obtenue par un sergent ou un second mai-

tre de 2e classe comptant le même nombre d'années de services et de bonifications.

Les dispositions du paragraphe II de l'article 18 sont éventuellement applicables pour la fixation définitive desdites pensions.

Art. 22. — La pension des militaires non officiers de la gendarmerie est augmentée, dans les conditions actuellement en vigueur, du supplément prévu à l'article 41 de la loi du 14 avril 1924 et des textes qui l'ont modifié.

Art. 23. — La pension des militaires officiers et non officiers du régiment de sapeurs-pompiers de Paris est augmentée du supplément prévu par l'ordonnance n° 45-2242 du 1 octobre 1945, dans les conditions fixées par le texte.

TITRE IV. — JOUISSANCE DE LA PENSION D'ANCIENNETÉ OU PROPORTIONNELLE OU DE SOLDE DE RÉFORME

Art. 24. — I. — La jouissance de la pension civile d'ancienneté ou proportionnelle est immédiate dans les cas visés à l'article 6, paragraphe I, II et III, 1°, 2° et 3° ainsi qu'à l'article 56, paragraphe I, premier alinéa.

La jouissance de la pension civile proportionnelle, pour les femmes fonctionnaires visées à l'article 6, paragraphe III, 4°, est différée jusqu'à l'époque où elles auraient acquis le droit à pension d'ancienneté ou auraient été atteintes par la limite d'âge si elles étaient restées en fonction. Toutefois, elle est immédiate lorsque les intéressées sont mères de trois enfants vivants ou décédés par faits de guerre, ou, lorsqu'il est justifié, dans les formes prévues à l'article 28, qu'elles-mêmes ou leur conjoint sont atteints d'une infirmité ou maladie incurable les plaçant dans l'impossibilité d'exercer leurs fonctions.

II. — La jouissance de la pension militaire d'ancienneté ou proportionnelle est immédiate dans les cas visés à l'article 9, paragraphe I, II et III, 2°, 3°, 4°.

Pour les officiers visés à l'article 9, paragraphe III, 1°, la jouissance de la pension militaire proportionnelle est différée jusqu'au jour où les intéressés auraient eu droit à une pension d'ancienneté ou auraient été atteints par la limite d'âge s'ils étaient restés en service.

III. — La jouissance de la solde de réforme est immédiate. Toutefois cette solde n'est perçue que pendant un temps égal à la durée des services effectivement accomplis par son bénéficiaire.

IV. — La jouissance de la pension de retraite ou de la solde de réforme ne peut être antérieure à la date de la décision d'admission à la retraite ou de radiation des cadres du titulaire.

TITRE V. — INVALIDITÉ

CHAPITRE Ier. — *Fonctionnaires civils.*

Section I. — *Invalidité résultant de l'exercice des fonctions.*

Art. 25. — I. — Le fonctionnaire civil qui a été mis dans l'impossibilité définitive et absolue de continuer ses fonctions par suite d'infirmité résultant de blessures ou de maladies contractées ou aggravées, soit en service, soit en accomplissant un acte de dévouement dans un intérêt public, soit en exposant ses jours pour sauver la vie d'une ou plusieurs personnes, peut être admis à la retraite, sur sa demande, ou mis à la retraite, à l'expiration d'un délai de douze mois à compter de la mise en congé si cette dernière a été prononcée en application de l'article 92 de la loi du 19 octobre 1946, ou, le cas échéant, d'un délai de soixante-six mois à compter de sa mise en congé si cette dernière a été prononcée en application de l'article 93, paragraphe 2, de ladite loi. Il a droit, dans ce cas, à une rente viagère d'invalidité cumulable avec la pension proportionnelle prévue à l'article 6, paragraphe III, 1° ou, le cas échéant, avec la pension d'ancienneté.

II. — Le montant de la rente d'invalidité est fixé à la fraction du minimum vital égale au pourcentage d'invalidité. Toutefois, dans le cas d'aggravation d'infirmités préexistantes, le taux d'invalidité à prendre en considération doit être apprécié par rapport à la validité restant au fonctionnaire.

III. — La rente d'invalidité ajoutée à la pension cumulable ne peut faire bénéficier le titulaire d'émoluments totaux supérieurs aux émoluments de base visés à l'article 17. Elle est liquidée, concédée et payée dans les mêmes conditions et suivant les mêmes modalités que la pension.

IV. — Le taux d'invalidité est déterminé compte tenu d'un barème indicatif fixé par décret.

V. — Le total de la pension proportionnelle ou, s'il y a lieu, de la pension d'ancienneté et de la rente d'invalidité est élevé au montant de la pension basé sur 37 annuité et demi liquidables, lorsque le fonctionnaire civil est mis à la retraite à la suite d'un attentat ou d'une lutte dans l'exercice de ses fonctions et qu'il est atteint d'un taux d'invalidité rémunérable au moins égal à celui exigé dans le régime général des assurances sociales pour l'attribution d'une pension d'invalidité dudit régime.

Section II. — *Invalidité ne résultant pas de l'exercice des fonctions.*

Art. 26. — Le fonctionnaire civil qui a été mis dans l'impossibilité définitive et absolue de continuer ses fonctions par suite d'une invalidité ne résultant pas de blessures ou de maladies contractées ou aggravées en service peut être admis à la retraite sur sa demande ou mis à la retraite à l'expiration d'un délai de douze mois à compter de sa mise en congé si cette dernière a été prononcée en application de l'article 92 de la loi du 19 octobre 1946 ou, le cas échéant, d'un délai de quarante-deux mois à compter de sa mise en congé si cette dernière a été prononcée en application de l'article 93, alinéa premier de ladite loi. Toutefois, les blessures ou les maladies doivent avoir été contractées au cours d'une période durant laquelle l'intéressé acquérait des droits à pension.

Il a droit, en ce cas, à la pension proportionnelle prévue à l'article 6, paragraphe III, 2°.

Section III. — *Dispositions communes.*

Art. 27. — I. — Le total des prestations prévues à l'article 25 ou le montant de la pension proportionnelle visée à l'article 26 peut être porté, le cas échéant, au montant de la pension d'invalidité attribuée au titre du régime général des assurances sociales, si se trouvent remplies toutes les conditions exigées à cet effet par ledit régime. Pour l'application, en l'espèce, du taux d'invalidité, il sera fait état, dans le cas d'aggravation d'infirmités préexistantes, de celui apprécié par rapport à la validité restant au fonctionnaire.

II. — Lorsque la cause d'une infirmité est imputable à un tiers, l'Etat est subrogé de plein droit à la victime ou à ses ayants droit dans leur action contre le tiers responsable pour le remboursement des prestations versées.

Art. 28. — La réalité des infirmités invoquées, leur imputabilité au service, les conséquences ainsi que le taux d'invalidité qu'elles entraînent sont appréciés par une commission de réforme selon des modalités qui seront fixées par le règlement d'administration publique prévu à l'article 68.

Le pouvoir de décision appartient, dans tous les cas, au ministre dont relève l'agent et au ministre des finances et des affaires économiques.

Art. 29. — Les fonctionnaires en service détaché bénéficient des dispositions de l'article 26. Toutefois, pourront éventuellement prétendre aux avantages visés à l'article 25 ceux qui auront été détachés, soit dans les conditions prévues à l'article 99, 1° et 5° de la loi du 19 octobre 1946 relative au statut général des fonctionnaires, soit, dans les autres cas prévus audit article, auprès des collectivités et établissements publics, s'ils appartiennent à des corps dont les statuts font obligation à l'Etat de pourvoir par des fonctionnaires de ses administrations à la constitution des cadres administratifs de ces collectivités ou établissements publics.

CHAPITRE II. — *Militaires.*

Art. 30. — Les militaires et marins restent soumis aux règles fixées par la législation spéciale sur les pensions militaires d'invalidité pour toutes les invalidités contractées ou aggravées par les faits et à l'occasion du service.

Art. 31. — L'article 59 de la loi du 31 mars 1919 est applicable à tous les cas où l'infirmité est attribuable à un service accompli en opérations de guerre.

En aucun cas, la pension d'invalidité accordée à un militaire mis à la retraite pour infirmité le rendant définitivement incapable d'accomplir son service ne pourra être inférieure à la pension fixée à 50 p. 100 des émoluments de base augmentée de la liquidation des annuités pour campagnes acquises par l'intéressé, ni au minimum vital.

TITRE VI. — PENSIONS DES VEUVES ET ORPHELINS

CHAPITRE Ier. — *Fonctionnaires civils.*

Art. 32. — I. — Les veuves des fonctionnaires civils ont droit à une pension égale à 50 p. 100 de la pension d'ancienneté ou proportionnelle obtenue par le mari ou qu'il aurait obtenue le jour de son décès et augmentée, le cas échéant, de la moitié de la rente d'invalidité dont il bénéficiait ou aurait pu bénéficier.

II. — A la pension de la veuve correspondant à une pension d'ancienneté du mari s'ajoute éventuellement, lorsque la veuve est la mère des enfants ouvrant droit à la majoration prévue à l'article 8, paragraphe V, la moitié de ladite majoration.

III. — Le droit à pension de veuve est subordonné à la condition:

Si le mari a obtenu ou pouvait obtenir soit une pension d'ancienneté, soit une pension proportionnelle accordée dans le cas prévu à l'article 6, paragraphe III, 3°, que le mariage ait été contracté deux ans au moins avant la cessation de l'activité du mari, sauf si un ou plusieurs enfants sont issus du mariage antérieur à ladite cessation;

Si le mari a obtenu ou pouvait obtenir une pension proportionnelle accordée dans les cas prévus à l'article 6, paragraphe III, 1° et 2°, que le mariage soit antérieur à l'événement qui a amené la mise à la retraite ou la mort du mari.

Toutefois, au cas de mise à la retraite d'office par suite de l'abaissement des limites d'âge, il suffit que le mariage soit antérieur à la mise à la retraite et ait été contracté deux ans au moins avant, soit la limite d'âge fixée par la législation en vigueur au moment où il a été contracté, soit le décès du mari si ce décès survient antérieurement à ladite limite d'âge.

IV. — Chaque orphelin a droit jusqu'à l'âge de vingt et un ans, et sans condition d'âge s'il est atteint d'une maladie incurable ou d'une infirmité le rendant inapte à tout travail rémunéré, à une pension égale à 10 p. 100 de la pension d'ancienneté ou proportionnelle obtenue par le père ou qu'il aurait obtenue le jour de son décès et augmentée, le cas échéant, de 10 p. 100 de la rente d'invalidité dont il bénéficiait ou aurait pu bénéficier, sans que le total des émoluments attribués à la mère et aux orphelins puisse excéder le montant de la pension et, éventuellement, de la rente d'invalidité attribuées ou qui auraient été attribuées au père. S'il y a excédent, il est procédé à la réduction temporaire des pensions des orphelins.

V. — Au cas de décès de la mère ou si celle-ci est inhabile à obtenir une pension ou déchue de ses droits, les droits définis au paragraphe I du présent article passent aux enfants âgés de moins de vingt et un ans et la pension de 10 p. 100 est maintenus, à partir du deuxième, à chaque enfant mineur dans la limite du maximum fixé à l'alinéa précédent.

Les enfants atteints d'une infirmité incurable les mettant dans l'impossibilité de gagner leur vie et en état d'être hospitalisés sont assimilés aux enfants mineurs.

VI. — Les pensions attribuées aux enfants ne peuvent pas, au total, être inférieures au montant des avantages familiaux dont aurait bénéficié le père en exécution de l'article 18, paragraphe VI, s'il avait été retraité.

VII. — Les enfants naturels reconnus et les enfants adoptifs sont assimilés aux orphelins de père et de mère.

VIII. — Le droit à pension d'orphelin est subordonné à la condition que la mise à la retraite ou la radiation des cadres de leur père soit postérieure:

Pour les enfants légitimes, au mariage dont ils sont issus ou à leur conception;

Pour les enfants naturels reconnus, à leur conception;

Pour les orphelins adoptés, à l'acte d'adoption ou au jugement de légitimation adoptive. Dans ce cas, les conditions d'antériorité prévues au paragraphe III ci-dessus pour le mariage sont exigées au regard de l'acte ou du jugement.

IX. — Est interdit, du chef d'un même enfant, le cumul de plusieurs accessoires de traitement, solde, salaire et pension servis par l'Etat, les collectivités publiques et les organismes de prévoyance collectifs ou obligatoires aux intéressés ou à leur conjoint dans les conditions prévues à l'article 26 de la loi du 22 août 1946.

X. — Les veuves remariées ou vivant en état de concubinage notoire percevront, sans augmentation de taux, les émoluments dont elles bénéficiaient antérieurement à leur nouvel état.

Art. 33. — Lorsqu'il existe une veuve et des enfants mineurs de deux ou plusieurs lits par suite d'un ou plusieurs mariages antérieurs du fonctionnaire, la pension de la veuve est maintenue au taux de 50 p. 100, celle des orphelins est fixée pour chacun d'eux à 10 p. 100 dans les conditions prévues au paragraphe IV de l'article 32.

Lorsque les enfants mineurs issus de divers lits sont orphelins de père et de mère, la pension qui aurait été attribuée à la veuve au titre de l'article 32, paragraphe I, se partage par parties égales entre chaque groupe d'orphelins, la pension de 10 p. 100 des enfants étant, dans ce cas, attribuée dans les conditions prévues au paragraphe V du même article.

Art. 34. — Les orphelins mineurs d'une femme fonctionnaire décédée en jouissance d'une pension ou d'une rente d'invalidité ou en possession de droits à une telle pension ou rente par application des dispositions de la présente loi ont droit au cas de prédécès du père à une pension ou rente dans les conditions prévues aux paragraphes I et V de l'article 32.

Si le père est vivant, les enfants mineurs ont droit à une pension réglée pour chacun d'eux à raison de 10 p. 100 du montant de la pension et, le cas échéant, de la rente d'invalidité attribuées ou qui auraient été attribuées à la mère.

Il peut être fait, en l'espèce, application des dispositions de l'article 32, paragraphe VI.

Art. 35. — I. — La femme, séparée de corps ou divorcée, lorsque le jugement n'a pas été prononcé exclusivement en sa faveur, ne peut prétendre à la pension de veuve; les enfants, le cas échéant, sont considérés comme orphelins de père et de mère et ont droit à la pension déterminée à l'article 32, paragraphe V.

II. — En cas de divorce prononcé au profit exclusif de la femme, celle-ci a droit, ainsi que les enfants mineurs, à la pension définie à l'article 32, paragraphe I.

Toutefois, la femme divorcée qui se remarie ou qui vit en état de concubinage notoire percevra, sans augmentation de taux, les émoluments dont elle bénéficiait antérieurement à son nouvel état.

La femme divorcée qui s'est remariée avant le décès de son premier mari perd son droit à pension.

III. — En cas de remariage du mari, si celui-ci a laissé une veuve ayant droit à la pension définie à l'article 32, paragraphe I, cette pension est répartie entre la veuve et la femme divorcée — sauf renonciation volontaire de sa part — au prorata de la durée totale des années de mariage.

Au décès de l'épouse divorcée, sa part accroîtra celle de la veuve, sauf réversion du droit au profit des enfants mineurs.

Art. 36. — I. — Nonobstant la condition d'antériorité prévue au paragraphe III de l'article 32 ainsi qu'à l'article 37, et si le mariage antérieur ou postérieur à la cessation de l'activité a duré au moins six années, le droit à pension de veuve est reconnu lorsque le mari a obtenu ou pouvait obtenir au moment de son décès une pension d'ancienneté. L'entrée en jouissance de la pension est éventuellement différée jusqu'à l'époque où la veuve atteindra l'âge de cinquante-cinq ans.

Au cas d'existence, au moment du décès du mari, d'un ou plusieurs enfants issus du mariage, le droit à pension de veuve est acquis après une durée de trois années seulement de ce mariage, et la jouissance de la pension est immédiate.

II. — Nonobstant la condition d'antériorité prévue au paragraphe VIII de l'article 32, le droit à pension d'orphelin est reconnu aux enfants légitimes issus du mariage contracté dans les conditions visées au paragraphe I.

III. — Le conjoint survivant d'une femme fonctionnaire peut prétendre à une pension égale de 50 p. 100 de la pension d'ancienneté ou proportionnelle obtenue par elle ou qu'elle aurait obtenue le jour de son décès et augmentée, le cas échéant, de la moitié de la rente d'invalidité dont elle bénéficiait ou aurait pu bénéficier si se trouve remplie la condition d'antériorité de mariage prévue au paragraphe III de l'article 32 et s'il est justifié, dans les formes fixées à l'article 28, qu'au décès de sa femme, l'intéressé est atteint d'une infirmité ou maladie incurable le rendant définitivement incapable de travailler.

Cette pension ne peut, en s'ajoutant aux ressources propres du bénéficiaire, porter celles-ci au delà du minimum vital. Elle cesse d'être servie en cas de remariage du veuf ou s'il vit en état de concubinage notoire.

CHAPITRE II. — *Militaires.*

Art. 37. — Sont applicables aux veuves et orphelins des militaires et marins dont les droits ne se trouvent pas régis par la législation spéciale des pensions militaires d'invalidité, les dispositions du chapitre premier du présent titre, à l'exception de celles visées aux deux premiers alinéas du paragraphe III de l'article 32 qui sont remplacés par les suivantes:

Le droit à pension de veuve est subordonné à la condition:

Que le mariage ait été contracté deux ans au moins avant la cessation de l'activité du mari, sauf si un ou plusieurs enfants sont issus du mariage antérieur à ladite cessation, lorsque le mari a obtenu ou pouvait obtenir soit une pension d'ancienneté, soit une pension proportionnelle accordée dans les cas prévus à l'article 9, paragraphe III, 1°, 2° 3° *b* et 4° *a*;

Que le mariage ait été contracté avant l'événement qui a amené la radiation des cadres ou la mort du mari:

1° Lorsque le mari a obtenu ou pouvait obtenir une pension proportionnelle accordée dans les cas prévus à l'article 9, paragraphe III, 3° *a* et 4° *b*;

2° Lorsque la veuve est susceptible de prétendre à la pension prévue au deuxième alinéa de l'article 38 ou au paragraphe II de l'article 39.

La pension des veuves de maréchaux de France et amiraux de France est fixée à 75 p. 100 des émoluments de base servant au calcul de la solde de réserve d'un général de division au 2e échelon.

Art. 38. — La pension des ayants cause des militaires et marins titulaires d'une pension proportionnelle est calculée en prenant pour base le taux de cette pension.

Les ayants cause des militaires des armées de terre, de mer et de l'air décédés en activité de service après quinze ans de services effectifs à l'Etat reçoivent une pension dont le montant est également calculé d'après le taux de la pension proportionnelle à laquelle aurait pu prétendre le militaire décédé, que celui-ci ait ou non demandé le bénéfice de la pension prévue à l'article 9, paragraphe III, 1° et 4°.

Art. 39. — I. — Les droits à pension des ayants cause des militaires et marins décédés titulaires d'une pension militaire d'invalidité ou décédés en activité des suites de blessures ou de maladies aggravées ou contractées en service sont fixés par la législation spéciale sur les pensions militaires d'invalidité.

Lorsque les dispositions de l'article 40 ne leur sont pas applicables, la pension qui leur est dévolue ne peut être inférieure à celle qui leur reviendrait en prenant pour base la pension prévue au dernier alinéa de l'article 31.

II. — La veuve et les orphelins des militaires et marins décédés par suite d'une invalidité non contractée en service avant d'avoir accompli quinze ans de services, ont droit à 50 p. 100 d'une pension proportionnelle calculée dans les conditions fixées à l'article 26 de la présente loi.

Art. 40. — Lorsqu'un militaire ou marin, réunissant les conditions requises pour l'obtention d'une pension fondée sur la durée des services, vient à décéder par le fait ou à l'occasion du service, en possession d'une pension militaire d'invalidité réversible ou de droits à une pension de cette nature, ses ayants cause peuvent opter pour la pension fixée par les tarifs de la loi spéciale aux pensions militaires d'invalidité ou pour la pension fixée par la présente loi, à l'exclusion de la rente viagère d'invalidité.

Dans ce cas, cette dernière pension est augmentée de la pension à laquelle la veuve ou les orphelins d'un soldat décédé en possession de droits à une pension de cette nature et dans des conditions spécifiées ci-dessus pourraient prétendre en vertu de la loi spéciale aux pensions militaires d'invalidité.

TITRE VII. — DISPOSITIONS SPÉCIALES

Art. 41. — I. — Les inspecteurs des colonies ainsi que leurs ayants cause sont soumis aux dispositions et à l'application des règles tracées par la présente loi pour les militaires des armées de terre, de mer et de l'air.

Les surveillants militaires des établissements pénitentiaires coloniaux ainsi que leurs ayants cause sont soumis aux mêmes dispositions.

II. — Les officiers généraux placés dans la deuxième section de l'état-major reçoivent une solde de réserve égale au taux de la pension à laquelle ils auraient droit s'ils étaient retraités.

Art. 42. — I. — Les militaires français musulmans d'Algérie ont les mêmes droits que les militaires métropolitains. Les droits à pension de leurs ayants cause seront fixés par le règlement d'administration publique visé à l'article 68, dans les termes mêmes de la présente loi et par application de l'article 2 de la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie.

II. — Les militaires autochtones du Maroc, de la Tunisie et des territoires d'outre-mer recrutés par voie d'engagement ou d'appel individuel acquièrent des droits à pension d'ancienneté ou proportionnelle ou à solde de réforme dans les mêmes conditions que les militaires français. Les taux et les règles d'allocation desdites pensions ou soldes de réforme pour les militaires autochtones non officiers sont fixés par des règlements d'administration publique.

Les droits des ayants cause de ces militaires sont déterminés par les mêmes règlements.

III. — Les militaires servant ou ayant servi à titre étranger ont les mêmes droits que les militaires servant ou ayant servi à titre français, sauf dans le cas où ils participeraient à un acte d'hostilité contre la France. La pension de veuve ou d'orphelin ne peut éventuellement être attribuée que si l'intéressé a épousé une Française, à moins que lui-même ne soit Français.

IV. — Les fonctionnaires civils français musulmans d'Algérie, leurs veuves et orphelins, acquièrent des droits à pension dans les mêmes conditions que les fonctionnaires civils métropolitains et leurs veuves et orphelins. Les mesures propres à assurer l'exécution de cette disposition sont fixées par le règlement d'administration publique visé à l'article 68.

Art. 43. — Les services rendus dans les cadres des administrations des départements, des communes et des établissements publics départementaux et communaux dont les fonctionnaires sont affiliés à la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales sont admissibles pour l'établissement du droit à pension de la présente loi et pour sa liquidation.

Lorsqu'un fonctionnaire provenant d'un de ces cadres passe au service de l'Etat, la pension, tout en étant liquidée sur l'ensemble des services, incombe pour partie à la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales.

La pension est concédée dans les formes prévues par la présente loi et servie par l'Etat, sauf reversement à ce dernier par la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales de la portion des arrérages mis à sa charge par l'arrêté de concession.

Ladite caisse devra prévoir des mesures analogues en vue de régler les droits à la retraite des agents passant du service de l'Etat dans les cadres départementaux et communaux.

Les modalités d'application du présent article seront déterminées par le règlement d'administration publique prévu à l'article 68.

TITRE VIII. — DISPOSITIONS DIVERSES COMMUNES AUX PENSIONS ET AUX RENTES VIAGÈRES D'INVALIDITÉ

Art. 44. — Les pensions et les rentes viagères d'invalidité instituées par la présente loi sont incessibles et insaisissables sauf en cas de débet envers l'Etat, les départements, communes ou établissements publics, l'Algérie, les services locaux des territoires d'outre-mer et de l'Union française, ou pour les créances privilégiées aux termes de l'article 2101 du code civil et dans les circonstances prévues par les articles 203, 205, 206, 207 et 214 du même code.

Les débets envers l'Etat, ainsi que ceux contractés envers les diverses autres collectivités publiques visées au précédent alinéa, rendent les pensions et les rentes viagères d'invalidité passibles de retenues jusqu'à concurrence d'un cinquième de leur montant. Il en est de même pour les créances privilégiées de l'article 2101. Dans les autres cas prévus au précédent alinéa, la retenue peut s'élever jusqu'au tiers du montant de la pension ou de la rente viagère d'invalidité.

La retenue du cinquième et du tiers peut s'exercer simultanément.

En cas de débets simultanés envers l'Etat et autres collectivités publiques, les retenues devront être effectuées en premier lieu au profit de l'Etat.

Art. 45. — Lorsqu'un bénéficiaire de la présente loi, titulaire d'une pension ou d'une rente viagère d'invalidité, a disparu de son domicile et que plus d'un an s'est écoulé sans qu'il ait réclamé les arrérages de sa pension ou de sa rente viagère d'invalidité, sa femme ou les enfants mineurs qu'il a laissés peuvent obtenir, à titre provisoire, la liquidation des droits à la pension qui leur seraient ouverts par les dispositions de la présente loi.

La même règle peut être suivie à l'égard des orphelins lorsque la mère bénéficiaire d'une pension ou d'une rente d'invalidité ou en possession de droits à une telle pension ou rente a disparu depuis plus d'un an.

Une pension peut être également attribuée, à titre provisoire, à la femme et aux enfants mineurs d'un bénéficiaire de la présente loi, disparu, lorsque celui-ci était en possession de droits à pension au jour de sa disparition et qu'il s'est écoulé au moins un an depuis ce jour.

La pension provisoire est convertie en pension définitive lorsque le décès est officiellement établi ou que l'absence a été déclarée par jugement passé en force de chose jugée.

Art. 46. — Le droit à l'obtention ou à la jouissance de la pension ou de la rente viagère d'invalidité est suspendu:

Par la révocation avec suspension des droits à pension;

Par la condamnation à la destitution prononcée par application du code de justice militaire ou maritime;

Par la condamnation à une peine afflictive ou infamante, pendant la durée de la peine;

Par les circonstances qui font perdre la qualité de Français durant la privation de cette qualité;

Par la déchéance de la puissance paternelle pour les veuves et les femmes divorcées.

S'il y a lieu, par la suite, à la liquidation ou au rétablissement de la pension ou de la rente d'invalidité, aucun rappel pour les arrérages antérieurs n'est dû.

Art. 47. — La suspension prévue à l'article précédent n'est que partielle si le titulaire a une femme ou des enfants mineurs; en ce cas, la femme ou les enfants mineurs reçoivent, pendant la durée de la suspension, une pension fixée à 50 p. 100 de la pension ou de la rente d'invalidité dont bénéficiait ou aurait bénéficié effectivement le mari.

Dans le cas où le fonctionnaire ou militaire n'est pas effectivement en jouissance d'une pension ou d'une rente d'invalidité au moment où doit jouer la suspension, la femme et les enfants mineurs peuvent obtenir la pension définie à l'alinéa précédent si leur auteur remplit, à ce moment, la condition de durée de services exigée pour l'attribution d'une pension d'ancienneté.

Les frais de justice résultant de la condamnation du titulaire ne peuvent être prélevés sur la portion des arrérages ainsi réservés au profit de la femme et des enfants.

Art. 48. — Tout bénéficiaire de la présente loi qui est exclu définitivement des cadres:

Pour avoir été reconnu coupable de détournement, soit de deniers de l'Etat, des départements, des communes ou établissements publics, soit de dépôts de fonds particuliers versés à sa caisse ou de matières reçues et dont il doit compte;

Pour avoir été convaincu de malversations relatives à son service;

Pour s'être démis de ses fonctions à prix d'argent ou à des conditions équivalant à une rémunération en argent ou avoir été complice d'une telle démission;

Peut être déchu de ses droits à pension ainsi qu'à rente viagère d'invalidité.

Dans le cas où la découverte du détournement, des malversations ou de la démission n'a lieu qu'après la cessation d'activité, la même disposition est applicable au fonctionnaire civil ou au militaire retraité ou réformé, si les agissements qui lui sont reprochés auraient été de nature à motiver son exclusion définitive des cadres, alors même que sa pension ou sa rente d'invalidité aurait déjà été concédée.

La déchéance édictée au présent article, et sur laquelle l'organisme disciplinaire compétent est toujours expressément appelé à donner son avis, est prononcée par arrêté conjoint du ministre dont relève ou relevait l'intéressé et du ministre des finances et des affaires économiques.

TITRE IX. — DISPOSITIONS D'ORDRE ET DE COMPTABILITÉ

Art. 49. — Toute demande de pension ou de rente viagère d'invalidité est adressée au ministre du département auquel appartient ou appartenait le fonctionnaire ou le militaire. Cette demande doit, à peine de déchéance, être présentée dans le délai de cinq ans à partir, pour le titulaire, du jour où il a été admis à faire valoir ses droits à la retraite ou radié des cadres et, pour la veuve ou les orphelins, du jour du décès du fonctionnaire ou du militaire.

Art. 50. — I. — Le payement du traitement ou solde d'activité augmenté éventuellement des avantages familiaux et du supplément familial de traitement ou solde, à l'exclusion de toutes autres indemnités ou allocations, est continué jusqu'à la fin du mois civil au cours duquel le fonctionnaire ou militaire est, soit admis à la retraite ou radié des cadres, soit décédé en activité, et le payement de la pension de l'intéressé ou de celle de ses ayants droit commence au premier jour du mois suivant.

II. — Le payement d'une pension à jouissance différée prend effet du premier jour du mois civil suivant celui de l'entrée en jouissance.

III. — En cas de décès d'un fonctionnaire ou d'un militaire retraité, la pension ou la rente viagère d'invalidité est payée à la veuve ou aux orphelins réunissant les conditions exigées aux articles 32, paragraphes III et VIII, et 37, jusqu'à la fin du mois civil au cours duquel le fonctionnaire ou militaire est décédé et le payement de la pension des ayants droit commence au premier jour du mois suivant.

IV. — En cas de décès d'un fonctionnaire ou d'un militaire titulaire d'une pension à jouissance différée, le payement de la pension de veuve ou d'orphelin prend effet du premier jour du mois civil suivant celui du décès.

V. — Les rappels d'arrérages sont réglés conformément aux dispositions de l'article 85 de la loi du 28 février 1933.

Art. 51. — La liquidation de la pension et de la rente viagère d'invalidité incombe au ministre dont relève ou relevait le fonctionnaire ou le militaire. La concession en est effectuée par arrêté conjoint du même ministre et du ministre des finances et des affaires économiques.

L'administration est tenue de notifier à chaque intéressé le décompte détaillé de la liquidation en même temps que la décision portant concession de la pension.

Art. 52. — La pension et la rente viagère d'invalidité sont payées trimestriellement dans les conditions qui seront déterminées par le règlement d'administration publique prévu à l'article 68.

La mise en payement, portant rappel du jour de l'entrée en jouissance, doit être obligatoirement effectuée à la fin du premier trimestre suivant le mois de cessation de l'activité.

Art. 53. — La pension et la rente viagère d'invalidité peuvent être revisées à tout moment en cas d'erreur ou d'omission quelle que soit la nature de celles-ci. Elles peuvent être modifiées ou supprimées si la concession en a été faite dans des conditions contraires aux prescriptions de la présente loi.

La restitution des sommes payées indûment ne peut être exigée que si l'intéressée était de mauvaise foi. Cette restitution est poursuivie par l'agent judiciaire du Trésor.

Art. 54. — Tout pourvoi contre le rejet d'une demande de pension et d'une rente viagère d'invalidité ou contre leur liquidation doit être formé, à peine de déchéance, dans un délai de trois mois à dater de la notification de la décision qui a prononcé le rejet ou de l'arrêté qui a concédé la pension, et, le cas échéant, la rente viagère d'invalidité

TITRE X. — REMBOURSEMENT DES RETENUES

Art. 55. — I. — Le fonctionnaire civil ou le militaire qui vient à quitter le service, pour quelque cause que ce soit, avant de pouvoir obtenir une pension, une rente viagère d'invalidité ou une solde de réforme, perd ses droits auxdites pensions, rentes ou soldes.

Il peut prétendre, sauf dans les hypothèses visées à l'article 48 de la présente loi, au remboursement direct et immédiat de la retenue subie d'une manière effective sur son traitement ou solde sous réserve, le cas échéant, de la compensation avec les sommes dont il peut être redevable du chef des débets prévus à l'article 44 et des versements éventuels à opérer aux organismes de sécurité sociale.

A cet effet, une demande personnelle doit être déposée dans les conditions et délais prévus à l'article 49 ci-dessus.

II. — Le fonctionnaire civil ou le militaire qui, ayant quitté le service, a été remis en activité, soit dans une administration publique, soit dans l'armée, bénéficie, pour la retraite, de la totalité des services qu'il a rendus à l'Etat, à condition que, sur demande expresse formulée par lui dans un délai de trois mois à compter de sa remise en activité, il reverse au Trésor le montant des retenues qui lui auraient été éventuellement remboursées.

Art. 56. — I. — Le fonctionnaire révoqué sans suspension des droits à pension peut obtenir une pension s'il remplit la seule condition de durée de services exigée pour le droit à pension d'ancienneté.

Dans le cas contraire, les dispositions des deuxième et troisième alinéas du paragraphe I de l'article 55 lui sont applicables.

II. — Le fonctionnaire révoqué avec suspension des droits à pension peut prétendre au remboursement des retenues dans les conditions fixées au deuxième alinéa du paragraphe I de l'article 55 sous réserve que les dispositions de l'article 47 ne soient pas applicables.

Art. 57. — Les femmes fonctionnaires, mères de trois enfants vivants, qui viennent à quitter leurs fonctions sans avoir droit à une pension peuvent obtenir le remboursement immédiat de leurs retenues, au montant desquelles s'ajoute une bonification de 10 p. 100 de l'Etat, à la condition que la radiation des cadres n'ait pas été prononcée par mesure disciplinaire.

TITRE XI. — CUMULS DE PENSIONS AVEC DES RÉMUNÉRATIONS PUBLIQUES OU D'AUTRES PENSIONS

Art. 58. — I. — Le cumul de deux ou plusieur pensions basées sur la durée des services n'est permis que lorsque lesdites pensions sont fondées sur des services effec-

tués dans des emplois successifs, aucun fonctionnaire ou militaire ne pouvant acquérir des droits à pension dans deux emplois concomitants qu'ils soient exercés pour le compte d'une ou de plusieurs des collectivités ou entreprises énumérées à l'article 1er du décret-loi du 29 octobre 1936 relatif au cumul d'emplois publics, de rémunérations et de retraites. En aucun cas, le temps décompté pour la liquidation d'une pension ne peut intervenir dans la liquidation d'une autre pension.

Lorsque le cumul est autorisé, le total des émoluments perçus ne peut excéder la limite de quatre fois le minimum vital.

Si cette limite est dépassée, l'excédent est retenu sur la pension et, le cas échéant, la rente viagère d'invalidité servie par l'Etat ou, à défaut, sur les arrérages servis par la collectivité qui alloue la pension la plus ancienne. Toutefois, si l'une au moins des pensions excède cette limite, l'intéressé peut en conserver le bénéfice à l'exclusion des autres.

II. — Le cumul par une veuve ou un orphelin de plusieurs pensions obtenues du chef d'agents différents, soit au titre de la présente loi, soit au titre de l'un des régimes particuliers de retraites des collectivités ou entreprises énumérées à l'article 1er du décret du 29 octobre 1936, est interdit.

Le cumul de ces pensions obtenues du chef d'un même agent est autorisé dans la limite de deux fois le minimum vital, avec application éventuelle des dispositions des deux derniers alinéas du paragraphe I du présent article.

III. — Le cumul d'une pension d'ayant cause avec une pension personnelle est soumis aux dispositions des deux derniers alinéas du paragraphe I du présent article, que les pensions procèdent d'un régime ou d'un autre.

Les prescriptions interdisant le cumul d'une solde d'activité et d'une pension militaire sont, d'autre part, suspendues pendant toute la durée de la mobilisation pour les retraités militaires rappelés à l'activité et touchant une solde journalière.

La pension est éventuellement revisée pour tenir compte des nouveaux services.

IV. — Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux pensions militaires d'invalidité pour lesquelles aucune modification n'est apportée aux règles en vigueur. Elles sont toutefois applicables en ce qui concerne le cumul d'une pension mixte, concédée au titre des articles 59 ou 60 de la loi du 31 mars 1919, avec une autre pension pour le total formé par cette dernière et la part rémunérant les services dans la pension mixte.

Art. 59. — I. — L'article 4 de l'ordonnance du 25 août 1944, modifié et complété par les ordonnances des 30 mai et 23 juillet 1945, est remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 4. — Les titulaires de pensions de veuve, de pensions mixtes attribuées en vertu de l'article 59 de la loi du 31 mars 1919 ou de pensions proportionnelles de sous-officiers peuvent cumuler intégralement le montant de leurs pensions avec celui des émoluments correspondant à l'emploi qui leur est confié.

« Les pensions et rentes viagères d'invalidité, autres que celles visées à l'alinéa qui précède, peuvent se cumuler avec les émoluments correspondant à un nouvel emploi dans la limite, soit des émoluments de base pris en compte pour la fixation de la pension, soit des émoluments afférents au nouvel emploi si cette rémunération excède lesdits émoluments de base. »

« Toutefois, aucune restriction n'est apportée au cumul lorsque le total des pensions ou rentes viagères ainsi que des émoluments afférents au nouvel emploi n'excède pas trois fois le minimum vital. »

II. — L'article 7 (alinéas 2 et 3) de l'ordonnance du 25 août 1944, modifié par l'ordonnance du 30 mai 1945, est remplacé par les dispositions suivantes:

« Les fonctionnaires civils dont la mise à la retraite n'a pas été prononcée par limite d'âge ont la possibilité, lorsqu'ils sont nommés à un nouvel emploi de l'Etat ou d'une des collectivités dont les agents sont tributaires, soit de la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales, soit de la caisse des retraites de l'Algérie, soit de la société de prévoyance des fonctionnaires tunisiens, soit de la caisse marocaine de retraites, soit de laa caisse intercoloniale de retraites, de renoncer à la faculté de cumuler leur pension avec leur traitement d'activité, en vue d'acquérir de nouveaux droits à pension au titre dudit emploi.

« La renonciation doit être expresse et formulée dans les trois mois de la notification aux intéressés de leur remise en activité. A défaut de renonciation ainsi exprimée, la faculté de cumul emporte affranchissement des retenues.

« Les régimes de retraites énumérés ci-dessus devront être modifiés en vue d'y inclure des dispositions analogues à l'égard de leurs tributaires. »

III. — L'article 12 de la loi du 30 avril 1920 portant modification de la législation des pensions civiles et militaires, modifié par l'article 12 de la loi du 3 juin 1941 et par l'article 2 de l'ordonnance du 23 juillet 1945, est à nouveau modifié comme suit:

« Les titulaires d'une pension civile de l'Etat ou d'une rente viagère d'invalidité venant à servir à titre militaire pendant une guerre peuvent cumuler cette pension ou cette rente avec la solde militaire, même mensuelle, afférente à leur grade dans les armées de terre, de mer ou de l'air. Le cumul n'est autorisé que jusqu'à concurrence de trois fois le minimum vital. La même disposition est applicable aux retraités bénéficiaires d'une pension concédée par l'une des collectivités ou entreprises énumérées à l'article 1er du décret-loi du 29 octobre 1936 relatif au cumul. »

IV. — En temps de guerre, les retraités militaires rappelés à l'activité reçoivent la solde d'activité et les accessoires de solde de leur grade. S'ils perçoivent une solde mensuelle, le payement de leur pension est suspendu jusqu'au moment où ils sont rendus à la vie civile.

Les prescriptions interdisant le cumul d'une solde d'activité et d'une pension militaire sont, d'autre part, suspendues pendant toute la durée de la mobilisation pour les retraités militaires rappelés à l'activité et touchant une solde journalière.

La pension est éventuellement revisée pour tenir compte des nouveaux services.

V. — Les militaires autres que ceux de l'armée active cumulent, en temps de paix, pendant les exercices ou manœuvres auxquels ils sont convoqués, la pension militaire dont ils jouissent avec la solde et les prestations militaires afférentes à leur grade, mais le temps passé sous les drapeaux dans ces conditions n'entre pas dans la supputation des services militaires donnant droit à pension ou à revision d'une telle pension.

VI. — Les indemnités allouées aux titulaires d'une pension à raison de l'exercice de fonctions militaires sont cumulables avec ladite pension dans les conditions fixées aux paragraphes I et III du présent article, mais les services qu'elles rémunèrent ne peuvent, en aucun cas, ouvrir de nouveaux droits à pension ou à revision d'une telle pension.

VII. — L'article 18 du décret du 29 octobre 1936 relatif au cumul modifié par l'article 4 de l'ordonnance du 30 mai 1945 est à nouveau modifié par les dispositions suivantes:

« *Art.* 18. — Dans tous les cas où la limite du cumul est atteinte, la réduction prévue est opérée sur la pension ou la rente.

« Pour les titulaires de pensions ou rentes servies par l'Etat, cette réduction est effectuée au vu d'un certificat de suspension de payement délivré par le ministre des finances et des affaires économiques.

« Pour les titulaires de pensions servies par d'autres collectivités, la réduction est effectuée au vu de certificats de suspension de payement établis par ces collectivités. »

VIII. — Les dispositions du présent article s'appliqueront à compter du 1er janvier 1948 aux retraités dont la pension aura été concédée ou revisée suivant les modalités prévues à la présente loi.

Titre XII. — Dispositions concernant les retraites concédées sous le régime de la loi du 14 avril 1924.

Art. 60. — I. — Après la fixation des nouvelles échelles de traitements et de soldes, les pensions de retraite concédées sous le régime de la loi du 14 avril 1924 feront l'objet, avec effet du 1er janvier 1948, d'une nouvelle liquidation sur la base desdits traitements et soldes, compte tenu des annuités qu'elles rémunèrent, des modifications opérées dans la structure, les appellations, la hiérarchie de leur catégorie et des modalités de calcul prévues au titre III de la présente loi, sous réserve des exceptions visées ci-après:

Les pensions, calculées sur le traitement ou solde du dernier emploi et classe ou grade et échelon occupé, lors de la cessation de l'activité, ou sur le traitement ou solde de l'emploi et classe ou grade et échelon supérieur seront, nonobstant les dispositions de l'article 17, paragraphe I, liquidées sur les mêmes émoluments et compte tenu des bonifications exceptionnellement accordées, s'il y a lieu, avec application des dispositions du paragraphe II du dernier article.

Les annuités pourront être modifiées pour la prise en compte éventuelle des bénéfices de campagne acquis, au cours d'expéditions déclarées campagnes de guerre, par les fonctionnaires civils anciens combattants.

II. — Les dispositions du titre V de la présente loi ne seront pas appliquées aux pensions attribuées au titre des articles 19, 21 et 22, paragraphe 1er, de la loi du 14 avril 1924 dont le montant sera revisé sur la base des règles prévues au paragraphe I ci-dessus.

III. — Les allocations complémentaires instituées par les articles 42 de la loi du 30 mars 1929 et 76 de la loi du 30 décembre 1928 seront revisées en appliquant à la liquidation des pensions sur lesquelles elles sont basées les règles prévues au paragraphe I ci-dessus.

Art. 61. — Les titulaires d'une rente viagère attribuée au titre de l'article 22, alinéa 2 de la loi du 14 avril 1924 recevront une allocation viagère annuelle calculée à raison de 2 p. 100 du minimum vital par année de service effectif à l'exclusion de toute bonification considérée comme tel.

La rente viagère sera déduite de cette allocation dans les conditions prévues par le décret du 13 novembre 1925.

II. — Les pensions de veuve concédées au titre des articles 22, alinéas 2 et 23 de la loi du 14 avril 1924 seront calculées à raison de 1 p. 100 du minimum vital par année de service effectif accompli par le mari, à l'exclusion de toute bonification considérée comme tel.

Les pensions temporaires d'orphelin seront, en l'espèce, fixées à 20 p. 100 de la pension de la veuve.

III. — Les allocations viagères accordées aux veuves visées à l'article 68 de la loi précitée seront calculées dans les conditions prévues au premier alinéa du paragraphe II ci-dessus.

IV. — Les pensions et allocations visées au présent article seront liquidées, concédées et payées dans les mêmes conditions que les pensions.

Art. 62. — I. — L'application des articles 60 et 61 ne pourra entraîner, en aucun cas, une diminution des émoluments perçus par les intéressés au 1er janvier 1948.

II. — Les veuves remariées ou vivant en état de concubinage notoire avant la date de promulgation de la présente loi percevront, sans augmentation ultérieure, la pension de réversion résultant de la nouvelle liquidation prévue à l'article 60.

Titre XIII. — Mesures d'application

Art. 63. — Les dispositions de la présente loi, sauf celles des titres XI et XII, ne sont applicables qu'aux fonctionnaires ou militaires ainsi qu'à leurs ayants cause dont les droits à pension se sont ouverts postérieurement à la date de sa promulgation.

Toutefois, par dérogation aux dispositions de l'article 32 ci-dessus:

a) La pension de réversion des ayants cause de fonctionnaires retraités au titre des articles 19, 21 ou 22, paragraphe 1er, de la loi du 14 avril 1924 sera basée sur la pension du mari ou du père, revisée conformément aux dispositions de l'article 60, paragraphe III.

b) La pension de réversion des ayants cause de retraités titulaires d'une rente viagère attribuée au titre de l'article 22, paragraphe 2 de la loi précitée, sera fixée conformément aux dispositions de l'article 61, paragraphe 2.

Art. 64. — En attendant la fixation du minimum vital prévu à l'article 32 de la loi du 19 octobre 1946 relative au statut général des fonctionnaires, ce minimum sera,

pour l'application de la présente loi, représenté par 80 p. 100 du traitement brut afférents à l'indice 100 prévu à l'article 1er du décret du 10 juillet 1918.

Art. 65. — Sont abrogées les dispositions de la loi du 14 avril 1924 et des textes y afférents concernant les pensions basées sur la durée des services, en ce qu'elles ont de contraire à la présente loi, et notamment les articles 1er à 9, 11 à 15, 17 à 35, 37 à 40, 42 à 67, 70, 73, 75 à 78 et 80 de la loi du 14 avril 1924.

Art. 66. — I. — Les dispositions générales relatives à la péréquation des pensions concédées seront applicables aux fonctionnaires et agents retraités de l'Etat et à leurs ayants cause régis par la législation locale en vigueur dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

II. — Les modalités de calcul propres au régime local de retraite ne subissent pas de modification.

III. — Toutefois, sont déclarées expressément applicables les règles d'arrondissement visées au paragraphe 4 de l'article 18 du titre III de la présente loi ainsi que les dispositions des paragraphes 5 et 6 du même article réglant les conditions d'ouverture du droit à la majoration pour enfants et aux avantages familiaux.

IV. — Dans un délai de six mois à partir de la publication du règlement d'administration publique prévu à l'article 68, les fonctionnaires du cadre local du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle auront le droit de renoncer au bénéfice du statut local pour être régis intégralement par les dispositions de la présente loi.

Art. 67. — Des décrets fixeront les règles applicables aux personnes qui ont été successivement ou simultanément soumises au régime autonome et particulier de pensions institué par la présente loi et au régime général ou à un autre régime particulier de sécurité sociale.

Art. 68. — Un règlement d'administration public déterminera, dans les deux mois de la promulgation de la présente loi, les mesures propres à en assurer l'exécution.

Art. 69. — Il est ouvert au ministre des finances et des affaires économiques, au titre du budget général de l'exercice 1948, en addition aux crédits ouverts par la loi n° 47-2407 du 31 décembre 1947 portant: 1° reconduction à l'exercice 1948 des crédits ouverts par la loi n° 47-1496 du 13 août 1947 au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires civiles) pour l'exercice 1947; 2° autorisation de percevoir les impôts, droits, produits et revenus publics pour l'exercice 1948, un crédit s'élevant à la somme totale de 3.025 millions de francs et réparti par chapitres du budget des finances ainsi qu'il suit:

Chap. 071 ePnsions militaires, 2.305 millions de francs.

Chap. 072. — Pensions civiles, 720 millions de francs.

Total égal, 3.025 millions de francs.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 6 août 1948.

Le président.

Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 864

(Session de 1948. — Séance du 18 août 1948.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la défense nationale sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à l'**érection d'un monument commémoratif au général Leclerc** et instituant une souscription nationale à cet effet, par M. Charles Amiot, conseiller de la République (1).

Mesdames, messieurs, le titre seul de la proposition de loi tendant à l'érection d'un monument commémoratif au général Leclerc et instituant une souscription nationale à cet effet me paraît devoir se passer de tout commentaire et le rapport dont j'ai l'honneur d'être chargé par la commission de la défense nationale me semble devoir rallier l'unanimité de cette Assemblée. Faut-il rappeler ici l'épopée du général Leclerc et de sa 2e D. B., retracer les étapes glorieuses de cette marche du Tchad à Strasbourg et au Tyrol, évoquer devant vous une campagne dont, tous, nous avons suivi le déroulement prestigieux ! Leclerc est entré dans la légende; n'est-il pas, plus encore, une grande figure de notre proche histoire, un des symboles les plus purs de cette France combattante qui a mêlé dans le même élan toutes les forces vives du pays ?

L'Assemblée nationale a voulu immortaliser son souvenir et fixer son exemple en décidant l'érection à Paris d'un monument au général Leclerc. Votre commission de la défense nationale, unanime, vous demande de vous associer à cet hommage en adoptant la proposition de loi suivante :

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Un monument à la mémoire du général Leclerc sera érigé à Paris par les soins du Gouvernement de la République sur un emplacement choisi en accord avec le conseil municipal de Paris.

Un concours entre artistes français sera institué à l'effet de déterminer les plans, projets et inscriptions relatifs à ce monument.

Art. 2. — Le coût de ce monument et les dépenses afférentes au projet et à l'installation seront couverts au moyen d'une souscription nationale ouverte par les soins du Gouvernement. Outre les souscriptions privées, pourront être recueillies celles de l'Etat, des départements et des communes.

Art. 3. — Un comité d'honneur sera chargé de promouvoir cette souscription nationale, sous la haute présidence du Président de la République. Un arrêté du chef du Gouvernement en nommera les membres.

Art. 4. — Un contrôleur financier nommé par arrêté du ministre des finances sera chargé du contrôle des opérations financières relatives à cette souscription nationale.

Art. 5. — La présente loi est applicable aux territoires d'outre-mer.

(1) Voir les nos : Assemblée nationale (1e législ.) : 4295, 4897 et in-8° 1162; Conseil de la République : 807 (année 1948).

ANNEXE N° 865

(Session de 1948. — Séance du 18 août 1948.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la marine et des pêches sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant organisation et statut de la **profession de mareyeur-expéditeur,** par M. Denvers, conseiller de la République (1).

Mesdames, messieurs, votre commission de la marine et des pêches a décidé de donner, à l'unanimité, un avis favorable à la proposition de loi sur le statut du mareyage que nous avons l'honneur de rapporter devant vous.

Ce faisant, nous nous garderons bien d'affirmer que l'adoption de ce texte réglera, du même coup et dans les conditions les plus favorables, les diverses questions qui se posent pour organiser le marché du poisson. Mais nous estimons qu'un des moyens nécessaires à sa normalisation et à son assainissement sera mis ainsi à la disposition des pouvoirs publics.

Convenait-il à votre commission de retenir comme exactes à ce jour les considérations formulées dans l'exposé des motifs par les auteurs et par le rapporteur de l'Assemblée nationale ?

Nous ne l'avons pas pensé, car, depuis le dépôt de la proposition de loi, la réglementation du marché du poisson a sensiblement évolué.

Quant à la profession de mareyeur-expéditeur, pouvons-nous soutenir qu'elle peut encore s'exercer aujourd'hui, avec le retour à la liberté, de la même façon qu'en période de répartition ?

Nous ne le croyons pas davantage. Cependant, il est dans l'exercice de cette profession des règles qu'il convient de fixer et auxquelles les professionnels se doivent de ne pas se dérober; il faut marquer d'un sceau le droit d'exercer la profession de mareyeur-expéditeur et ce n'est pas nécessairement aller vers le corporatisme.

Il convient, d'autre part, de noter un effet très heureux de la mesure législative soumise à votre approbation : c'est de placer le mareyage comme l'armement à la pêche et les industries de transformation du poisson sous l'égide d'une même administration, donc sous un même contrôle, qui sera celui du ministre chargé de la marine marchande.

Ainsi, l'ensemble du monde de la pêche, dont le mareyage fait partie intégrante, s'insérera désormais dans un cadre unique et pourra être guidé vers un même objectif : le développement de la pêche et la normalisation du marché du poisson au profit de tous.

Pour ces motifs, votre commission vous invite à donner un avis favorable à la proposition de loi telle qu'elle vous a été transmise par l'Assemblée nationale :

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Il est institué, dans les conditions définies ci-après, un contrôle de l'exercice de la profession de mareyeur-expéditeur.

Art. 2. — Ce contrôle est exercé, par délégation du ministre chargé de la marine marchande, par l'office scientifique et technique des pêches maritimes, en collaboration avec les services du ministère du travail et de la sécurité sociale.

Art. 3. — Nul ne peut exercer la profession de mareyeur-expéditeur s'il n'est titulaire d'une carte professionnelle délivrée par le ministre chargé de la marine marchande.

Art. 4. — Un décret contresigné par le ministre chargé de la marine marchande déterminera:

a) Les conditions de délivrance, de retrait et de suspension de la carte professionnelle;

b) Les conditions minima que devront posséder les installations de mareyage au point de vue outillage, hygiène et salubrité;

c) Les conditions de fonctionnement du contrôle prévu à l'article 2 ci-dessus.

Art. 5. — Les dépenses résultant de la délivrance des cartes professionnelles et du fonctionnement du contrôle visés aux articles précédents, seront à la charge des mareyeurs-expéditeurs.

Elles seront assimilées à celles des organismes constitués en application de l'ordonnance du 14 août 1945 portant réorganisation des pêches maritimes et couvertes dans les conditions prévues par l'article 18 de ladite ordonnance.

Art. 6. — Les infractions à la présente loi et au décret d'application seront sanctionnées d'une amende pénale de 10.000 à 500.000 F.

Elles seront recherchées et constatées par les officiers de police judiciaire, par les administrateurs de l'inscription maritime ainsi que par les fonctionnaires civils et militaires placés sous leurs ordres et par les agents de l'office scientifique et technique des pêches maritimes.

(1) Voir les nos : Assemblée nationale (1re législ.) : 1441, 4234, 4937 et in-8° 1167; Conseil de la République : 821 (année 1948).

ANNEXE N° 866

(Session de 1948. — Séance du 18 août 1948.)

PROPOSITION DE LOI tendant à modifier le taux des **redevances** perçues au titre de **l'extraction du minerai de fer,** présentée par MM. Georges Lacaze, Muller, Poincelot, Alcide Benoit et les membres du groupe communiste et apparentés, conseillers de la République et transmise au bureau de l'Assemblée nationale conformément à l'article 14 de la Constitution.

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, les localités minières des régions de l'Est (Meurthe-et-Moselle, Moselle, Meuse) connaissent, à l'heure actuelle, de sérieuses difficultés financières

Les causes en sont dues:

1° Au retard apporté au vote de la réforme du régime fiscal des collectivités locales, réforme indispensable pour assurer l'autonomie de ces collectivités prévue dans la Constitution;

2° Au fait que l'Etat a reporté sur les communes les charges étant de son ressort.

Mais pour les communes minières extrayant le minerai de fer la situation est encore plus paradoxale, et le sort qui leur est fait plus injuste.

Les sociétés minières exploitant le sous-sol réalisent des bénéfices considérables, tandis que les communes son privées d'importantes ressources.

Le taux actuel de la redevance minière n'est que de 1 F par tonne, somme vraiment insuffisante.

Pour mieux justifier l'augmentation de cette redevance, il est bon de poser le problème dans son ensemble.

Les sociétés minières ne sont qu'une partie des grandes sociétés sidérurgiques telles que les sociétés Les Petits-Fils de François de Wendel, de Wendel et Cie, Forges et aciéries de la marine et Homécourt, Aciéries de Longwy, etc...

Les mines de fer appartiennent à ces sociétés.

Les bénéfices déclarés par elles en 1948 font apparaître une augmentation de 2, 3 ou 4 fois supérieure à ceux de 1947.

En réalité ces bénéfices déclarés ne sont qu'une infime partie des bénéfices réels.

D'autre part, il est bon de souligner qu'en vertu de l'arrêté paru au *Journal officiel* du 6 novembre 1947, les frais nécessités par la formation professionnelle, les recherches techniques, rééquipement, modernisation, construction de logements, etc.,. sont payés par le consommateur et non prélevés sur les bénéfices croissant de ces sociétés.

Ce qui n'a pas empêché lors de la discussion des derniers aménagements fiscaux, en mai 1948, d'arguer de frais élevés nécessaires au rééquipement et à la modernisation, pour opérer des dégrèvements d'impôts considérables au titre des sociétés industrielles.

Ainsi le Gouvernement a été plein de sollicitude, en particulier pour les sociétés sidérurgiques.

Par contre les communes minières sont laissées de côté.

Or l'afflux de leur population, le développement rapide de celle-ci entraînent des charges de plus en plus lourdes.

Il est nécessaire d'ouvrir des écoles, de créer des dispensaires.

L'extension des voiries communales augmentent également les charges. L'affaissement du sous-sol oblige à la réfection des conduites d'eau.

Pour remédier à une telle situation nous pensons que le taux de la redevance minière doit être augmenté, et fixé en pourcentage de la valeur marchande.

Ceci pour adapter les ressources communales aux variations de bénéfices des sociétés, car chaque augmentation des prix entraîne une augmentation des bénéfices.

D'ailleurs si les ministères intéressés avaient respecté ou fait respecter l'article 336 *ter* de la loi du 13 avril 1937, lequel précise le taux de la redevance sur les autres substances minérales concédées est fixé par décret rendu après avis conforme du conseil général des mines et du conseil d'Etat compte tenu de la valeur de la substance minérale concédée », le taux actuel serait plus élevé.

C'est pourquoi nous vous demandons d'adopter la proposition de loi suivante:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Au titre de la redevance minière, il sera perçu, par tonne de minerai de fer extraite, une somme égale à 1,5 p. 100 du prix de vente.

Art. 2. — La présente loi aura effet de rétroactivité à partir du 1er janvier 1947.

Art. 3. — Ladite loi annule les dispositions antérieures.

ANNEXE N° 867

(Session de 1948. — Séance du 18 août 1948.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement: 1° A prévoir un crédit; 2° A constituer une commission pour l'**histoire** de la **Seconde République,** présentée par MM. Léo Hamon, La Gravière, Gilson et Ott, conseillers de la République. — (Renvoyée à la commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, à la séance du 27 novembre 1903, Jean Jaurès défendait devant la Chambre des députés une proposition de résolution ainsi conçue:

« La Chambre invite le Gouvernement à proposer dans le budget du futur exercice les crédits nécessaires pour commencer le classement et la publication des documents d'archives relatifs à la vie économique de la Révolution française (assignats, vente des biens d'Eglise et des biens des émigrés, subsistances maximum, manufactures, partage des communaux, etc.). » *Journal officiel*, p. 2956.

La proposition de résolution fut adoptée et le Gouvernement constitua effectivement une « commission Jaurès » qui contribua puissamment à fixer certains aspects de cette grande période de notre histoire révolutionnaire.

L'œuvre accomplie est trop connue pour qu'il soit besoin d'y insister.

Si, au début du siècle dernier, il paraissait nécessaire de jeter une lumière nouvelle sur l'arrière fond économique de la Révolution française, afin de faciliter l'intelligence de cette période, il n'est pas moins nécessaire aujourd'hui de mettre nos contemporains en mesure de mieux pénétrer l'époque de 1848.

Ce n'est pas seulement l'échéance d'un centenaire qui donne à l'étude de la IIe République toute son actualité.

Si la France économique, juridique, administrative contemporaine date de la Première République et du Premier Empire, la France politique contemporaine date, elle, de la IIe République.

L'ascension des classes populaires, les revendications ouvrières, les courants socialistes, le christianisme social, les résonances européennes du fait français, ses aspects d'outremer, l'affaiblissement de l'esprit républicain et le progrès des entreprises de dictature, les questions posées à la République démocratique par les exigences simultanées et souvent contradictoires de la classe ouvrière et les éléments de la bourgeoisie — autant de problèmes qui sont apparus avec une netteté particulière il y a cent ans et dont nul ne soutiendra sans doute qu'ils aient perdu de leur actualité.

Mieux connaître l'histoire de la IIe République, c'est peut-être pouvoir mieux comprendre et mieux défendre la IVe.

Il faut donc aujourd'hui encore et selon l'expression du grand tribun « faire une lumière de science qui puisse servir à tous ».

Certes, les travaux parlementaires, les dates des grands événements, l'histoire extérieure de la Seconde République sont connus. Mais, n'y a-t-il pas encore à faire, suivant les méthodes scientifiques modernes de la sociologie, toute une étude de la situation économique à l'époque, des différents niveaux de vie, des publications et organisations politiques ou sociales de toutes sortes et des courants d'opinion qui conduisirent de l'enthousiasme de février 1848 à l'acceptation du 2 décembre ?

L'initiative de quelques savants est ici insuffisantes; il appartient au Gouvernement de la République, pour commémorer dignement le centenaire, de coordonner les efforts, de mettre de nouvelles ressources à la disposition des chercheurs, et de faire le bilan des investigations.

Telles sont les raisons pour lesquelles nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement:

1° A proposer le crédit nécessaire pour entreprendre le classement et la publication de tous documents d'archives relatifs à la vie économique et sociale et aux différents courants d'opinion de la France de 1848 à 1852;

2° A constituer une commission scientifique d'historiens qui suscitera et coordonnera les recherches sur l'origine et l'évolution des différents courants d'opinion pendant ces années et dégagera de ses travaux les enseignements qu'ils comportent.

ANNEXE N° 868

(Session de 1948. — Séance du 19 août 1948.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale relatif à l'**élection** des **conseillers de la République,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement, et des pétitions.)

Paris, le 19 août 1948.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 18 août 1948, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi relatif à l'élection des conseillers de la République.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

TITRE Ier. — COMPOSITION DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

Art. 1er. — Le Conseil de la République comprend 320 membres:

1° 11 conseillers élus par l'Assemblée nationale;

2° 212 conseillers élus par les départements métropolitains et par les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion;

3° 14 conseillers élus par les départements algériens;

4° 43 conseillers élus par les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle;

5° 2 conseillers représentant les citoyens français résidant en Indochine.

6° 5 conseillers représentant les citoyens français résidant en Tunisie et au Maroc, 2 pour la Tunisie et 3 pour le Maroc;

7° 3 conseillers représentant les citoyens français résidant à l'étranger.

Art. 2. — Les membres du Conseil de la République sont élus pour six ans et renouvelables par moitié. A cet effet, avant la séparation du Conseil de la République actuellement en fonctions, il sera procédé au tirage au sort de deux séries A et B, chacune des séries devant correspondre, aussi exactement que possible, à un nombre égal de conseillers des diverses catégories spécifiées à l'article premier.

Art. 3. — La première élection des deux séries A et B sera effectuée le même jour.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 4491, 806, 2006, 4982, 4953, 5047 (nouvelles rédactions 1 et 2) et in-8° 1223.

Les mandats des conseillers figurant dans la série A seront renouvelables en 1951, ceux figurant dans la série B seront renouvelables en 1954

Art. 4. — Pour être candidat au Conseil de la République, il faut être âgé de trente-cinq ans. Les conditions d'inéligibilité et d'incompatibilité sont les mêmes que pour les élections à l'Assemblée nationale.

TITRE II. — ELECTION DES CONSEILLERS DE LA RÉPUBLIQUE REPRÉSENTANT LES DÉPARTEMENTS MÉTROPOLITAINS ET LES DÉPARTEMENTS DE LA GUADELOUPE, DE LA GUYANE, DE LA MARTINIQUE ET DE LA RÉUNION

CHAPITRE Ier. — *Dispositions générales.*

Art. 5. — Les 242 sièges des conseillers de la République représentant les départements métropolitains et les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion sont répartis conformément à la règle suivante:

Il est attribué à chaque département un siège de conseiller jusqu'à 150.000 habitants et ensuite un siège par 270.000 habitants ou fraction de 270.000.

Le nombre de sièges revenant à chaque département est fixé conformément au tableau n° 1 annexé à la présente loi.

Art. 6. — Les membres du Conseil de la République représentant les départements métropolitains et les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion sont élus dans chaque département par un collège électoral composé:

1° Des députés;

2° Des conseillers généraux;

3° Des délégués des conseils municipaux ou de leurs suppléants.

Art. 7. — Un décret pris sept semaines au moins avant la date des élections au Conseil de la République fixe le jour où doivent avoir lieu ces élections, ainsi que celui où doivent être choisis les délégués des conseils municipaux et leurs suppléants.

Il doit y avoir un intervalle de quatre semaines entre l'élection des délégués et celle des conseillers de la République.

CHAPITRE II — *Election des délégués des conseils municipaux.*

Art. 8. — Les conseils municipaux élisent:

1 délégué pour 11 conseillers municipaux;
3 délégués pour 13 conseillers municipaux;
5 délégués pour 17 conseillers municipaux;
7 délégués pour 21 conseillers municipaux;
15 délégués pour 23 conseillers municipaux.

A partir de 9.000 habitants, et dans toutes les communes de la Seine, tous les conseillers municipaux sont délégués de droit.

Dans les communes de plus de 45.000 habitants, les conseils municipaux élisent, en outre, des délégués supplémentaires, à raison de 1 pour 5.000 habitants ou par fraction de 5.000 au delà de 45.000.

En ce qui concerne les communes sinistrées, la population sera décomptée sur la base du recensement de 1936.

Art. 9. — Le nombre des suppléants est de 3, quand le nombre des titulaires est égal ou inférieur à 5. Il est ensuite augmenté de 2 par 5 titulaires ou fraction de 5.

Art. 10. — Dans les communes élisant moins de quinze délégués, l'élection des délégués et celle des suppléants ont lieu séparément dans les conditions prévues par l'article 51 de la loi du 5 avril 1884.

Dans les communes élisant deux suppléants ou plus, il est établi un ordre des suppléants d'après le nombre de voix qu'ils ont obtenu. En cas de refus ou d'empêchement d'un des délégués, c'est le suppléant qui a recueilli le plus grand nombre de voix ou, à égalité de voix, le plus âgé qui est appelé à le remplacer.

Art. 11. — Dans les communes élisant quinze délégués et plus, l'élection des délégués et des suppléants a lieu simultanément sur la même liste suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel; les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de délégués et de suppléants à pourvoir.

Chaque conseiller municipal ou groupe de conseillers municipaux peut présenter une liste de candidats aux fonctions de délégué et de suppléant.

Il est établi un ordre de ces suppléants d'après leur rang de présentation.

En cas de refus ou d'empêchement d'un délégué, c'est le suppléant de la même liste venant immédiatement après le dernier délégué élu de la liste qui est appelé à le remplacer

Les délégués de droit, députés ou conseillers généraux, qui auraient cependant été élus par un conseil municipal, sont obligatoirement remplacés par les suivants de la liste sur laquelle ils auraient été élus aux élections municipales.

Le vote par procuration est admis pour les députés et les conseillers généraux, pour des cas exceptionnels, qui seront fixés par règlement d'administration publique.

Art. 12. — Dans les communes où les fonctions du conseil municipal sont remplies par une délégation spéciale instituée en vertu de l'article 44 de la loi du 5 avril 1884, les délégués et suppléants sont nommés par l'ancien conseil convoqué à cet effet par le président de la délégation spéciale.

Art. 13. — Si les délégués n'ont pas été présents à l'élection, notification leur en sera faite dans les vingt-quatre heures par les soins du maire. En cas de non-acceptation, ils doivent faire parvenir au préfet, dans les cinq jours, l'avis de leur refus. En cas de refus, ils sont remplacés par les suppléants qui sont alors portés sur la liste comme délégués de la commune.

Art. 14. — Le procès-verbal de l'élection des délégués et des suppléants est transmis immédiatement au préfet par le maire.

Dans les conseils municipaux élus à la représentation proportionnelle, le procès-verbal doit indiquer la liste au titre de laquelle les délégués et suppléants ont été désignés.

Le procès-verbal doit mentionner l'acceptation ou le refus des délégués ou suppléants, ainsi que les protestations élevées contre la régularité de l'élection par un ou plusieurs membres du conseil municipal.

Une copie du procès-verbal est affichée à la porte de la mairie.

Art. 15. — Tout électeur de la commune peut, dans un délai de trois jours, adresser directement au préfet une protestation contre la régularité de l'élection. Le préfet la transmet aussitôt au conseil de préfecture interdépartemental.

Si le préfet estime que les opérations ont été irrégulières, il a le droit d'en demander l'annulation.

Art. 16. — Les protestations relatives à l'élection des délégués sont jugées, sauf recours devant le conseil d'Etat qui statue d'urgence et sans frais, par le conseil de préfecture interdépartemental qui rend sa décision dans les trois jours.

Les recours devant le conseil d'Etat doivent être formés dans les quarante-huit heures.

En cas d'annulation de l'élection d'un délégué ou d'un suppléant, comme en cas de refus ou de décès, il est procédé à de nouvelles élections par le conseil municipal au jour fixé par un arrêté du préfet.

Art. 17. — Un tableau des résultats de l'élection des délégués et suppléants est dressé dans la huitaine par le préfet. Ce tableau est communiqué à tout requérant. Il peut être recopié et publié. Le jour de l'élection des conseillers de la République, il est mis à la disposition du bureau de vote.

Des recours contre l'établissement du tableau ci-dessus peuvent être présentés dans les trois jours par tout membre du collège électoral chargé d'élire les conseillers de la République

Ces recours sont jugés dans les conditions prévues à l'article 16 de la présente loi.

Art. 18. — Les députés et les membres du conseil général qui ont été proclamés par les commissions de recensement, mais dont les pouvoirs n'ont pas été vérifiés, ou dont l'élection est contestée, sont inscrits sur la liste des électeurs et peuvent prendre part au vote.

Art. 19. — Les délégués qui auront pris part au scrutin recevront sur les fonds de l'Etat, s'ils le requièrent, et sur présentation de leur lettre de convocation visée par le président du collège électoral, une indemnité de déplacement, dont le taux et le mode de perception seront déterminés par un règlement d'administration publique.

Les dispositions du présent article sont applicables aux électeurs de droit, qui ne reçoivent pas au titre de leur mandat une indemnité annuelle.

Tout délégué qui, sans cause légitime, n'aura pas pris part au scrutin, sera condamné à une amende de 5.000 F par le tribunal civil du chef-lieu, sur les réquisitions du ministère public.

La même peine peut être appliquée au délégué suppléant qui, averti par lettre, dépêche télégraphique ou avis à lui personnellement délivré en temps utile, n'aura pas pris part aux opérations électorales.

CHAPITRE III. — *Presentation des candidats au Conseil de la République.*

Art. 20. — Dans les départements, où il y a quatre sièges de conseillers et plus à pourvoir et où s'appliquent les dispositions de l'article 28, les candidats d'une liste sont tenus de faire une déclaration revêtue de leur signature dûment légalisée. La liste doit comporter autant de noms qu'il y a de sièges à pourvoir.

La déclaration doit indiquer le titre de la liste, les nom, prénoms, date et lieu de naissance des candidats et leur ordre de présentation.

La déclaration peut être faite collectivement pour chaque liste, par un mandataire de celle-ci. Tout candidat peut compléter la déclaration collective non signée de lui, par une déclaration individuelle faite dans le délai prévu par l'article 22 de la présente loi et revêtue de sa signature légalisée.

Aucun retrait de candidature ne sera admis après la date limite de dépôt des candidatures.

En cas de décès de l'un des candidats d'une liste au cours de la campagne électorale, les candidats qui ont présenté la liste auront le droit de le remplacer, jusqu'à l'ouverture du scrutin, par un nouveau candidat au rang qui leur conviendra.

Art. 21. — Les candidatures multiples sont interdites: nul ne peut être candidat dans une même circonscription sur plusieurs listes, ni dans plusieurs circonscriptions.

Tout candidat doit faire une déclaration de candidature qui sera signée par lui et remise à la préfecture du département, pour le premier tour s'il s'agit d'un scrutin majoritaire, ou pour le tour unique, s'il s'agit d'un scrutin proportionnel, avant le mercredi précédant le scrutin à vingt-quatre heures. Un récépissé provisoire sera remis au déposant et le récépissé définitif lui sera délivré après vérification.

Toute candidature présentée entre le premier et le second tour dans les départements où s'applique le scrutin majoritaire doit faire l'objet d'une déclaration signée du candidat.

Au cas où, en violation des interdictions précédentes, une candidature multiple aurait été déposée, l'élection du candidat sera annulée par le Conseil de la République sur toutes les listes et dans tous les départements.

Art. 22. — La déclaration prescrite par l'article 20 doit être déposée à la préfecture du département au plus tard le mercredi précédant le scrutin à vingt-quatre heures.

Il est donné au déposant un récépissé de la déclaration.

CHAPITRE IV. — *Operations électorales et attribution des sièges.*

Art. 23. — L'élection des conseillers de la République, dans les départements métropolitains et dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, est soumise aux règles prévues ci-dessous.

Art. 24. — Le collège électoral se réunit au chef-lieu du département. Il est présidé par le président du tribunal civil assisté de deux juges audit tribunal, désignés par le premier président de la cour d'appel et des deux conseillers généraux les plus âgés présents à l'ouverture du scrutin et non candidats.

En cas d'empêchement, le premier président de la cour d'appel ou le préfet désignera respectivement des suppléants.

Art. 25. — Le bureau répartit les électeurs en sections de vote comprenant au moins 100 électeurs.

Il nomme le président de chacune de ces sections. Il statue sur toutes les difficultés et contestations qui peuvent s'élever au cours de l'élection.

Un représentant de chacun des candidats ou de chacune des listes de candidats est habilité à assister aux opérations de vote, de dépouillement et de recensement.

Art. 26. — Dans les départements qui ont droit à moins de quatre sièges de conseillers, l'élection a lieu au scrutin majoritaire à deux tours.

Nul n'est élu conseiller de la République au premier tour de scrutin, s'il ne réunit:

1° La majorité absolue des suffrages exprimés;

2° Un nombre de voix égal au quart des électeurs inscrits.

Au second tour de scrutin, la majorité relative suffit, et, en cas d'égalité des suffrages, le plus âgé est proclamé élu.

Art. 27. — Le premier scrutin est ouvert à 8 heures et clos à 10 heures, le second est ouvert à 15 heures et clos à 16 h. 30.

Les résultats des scrutins sont recensés par le bureau et proclamés immédiatement par le président du collège électoral.

Art 28. — Dans les départements qui ont droit à quatre conseillers de la République et plus, l'élection a lieu à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne sans panachage, ni vote préférentiel.

Art. 29. — Le recensement des suffrages exprimés est opéré par le bureau tel qu'il est défini à l'article 24.

Sur chaque liste, les sièges sont attribués aux candidats d'après l'ordre de présentation.

Art. 30. — . . . . . .

CHAPITRE V. — *Remplacement des conseillers de la République décédés, démissionnaires ou invalidés.*

Art. 31. — En cas de décès, de démission ou d'invalidation d'un conseiller de la République élu dans la métropole ou dans l'un des départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, il est pourvu à la vacance dans le délai de deux mois et dans les conditions suivantes.

Art. 32. — Si le département compte moins de quatre sièges de conseillers de la République, une nouvelle élection devra être faite et le siège sera attribué au candidat qui aura obtenu soit la majorité absolue des suffrages exprimés et un nombre de voix égal au quart des électeurs inscrits au premier tour de scrutin, soit la majorité relative au second tour de scrutin.

Art. 32 *bis*. — Si le département compte quatre sièges de conseillers et plus, le bureau de recensement proclame élu le candidat figurant sur la même liste que le conseiller à remplacer et venant immédiatement après le dernier élu de cette liste.

Art. 33. — . . . . . .

Art. 34. — Il ne sera pas pourvu aux vacances qui viendront à se produire dans les six mois précédant le renouvellement d'une série du Conseil de la République lorsque le siège vacant appartient à cette série.

CHAPITRE VI. — *De la propagande électorale.*

Art. 35. — Les réunions électorales pour les nominations des conseillers de la République pourront être tenues depuis le jour de la promulgation du décret de convocation des électeurs jusqu'au jour du vote

Les députés et conseillers généraux du département, les délégués des conseils municipaux et les suppléants peuvent, seuls, assister à ces réunions.

Art. 36. — L'autorité municipale veillera à ce que nulle autre personne ne s'y introduise.

Les délégués et suppléants justifieront de leur qualité par un certificat du maire de la commune à laquelle ils appartiennent.

Art. 37. — Pour l'élection des conseillers de la République, chaque candidat ou chaque liste aura droit à une circulaire et à trois bulletins de vote par membre du collège électoral.

L'administration remettra l'un de ces bulletins au candidat lui-même cinq jours avant le jour du scrutin, enverra le deuxième bulletin avec la circulaire à chaque membre du collège électoral et déposera le troisième bulletin à l'entrée de chaque bureau de vote.

Les frais d'impression et de distribution des circulaires et des bulletins et le coût du papier sont à la charge de l'Etat.

Chaque candidat ou liste de candidats qui désire bénéficier des dispositions des alinéas précédents, devra en faire la déclaration à la préfecture douze jours francs avant le jour de l'élection, et verser entre les mains du trésorier-payeur général agissant en qualité de préposé à la caisse des dépôts et consignations, un cautionnement de 10.000 F.

Le cautionnement sera remboursé aux candidats ou aux listes de candidats qui auront recueilli, à l'un des tours de scrutin, au moins 5 p. 100 des suffrages exprimés, ou qui auront eu un élu.

Le candidat qui ne jouit pas des avantages subordonnés au dépôt du cautionnement peut déposer lui-même ou par son mandataire, à l'entrée du bureau de vote, et au début de chaque tour, autant de bulletins qu'il y a d'électeurs inscrits dans chaque collège. Le format des bulletins est celui prévu pour les élections à l'Assemblée nationale.

Art. 38. — Un règlement d'administration publique déterminera les modalités d'application du présent titre.

TITRE III. — ELECTION DES CONSEILLERS DE LA RÉPUBLIQUE REPRÉSENTANT LES DÉPARTEMENTS ALGÉRIENS

Art. 39. — Les dispositions des titres I et II s'appliquent à l'élection des conseillers de la République représentant les départements algériens, sous réserve des dispositions particulières prévues aux articles suivants.

Art. 40. — Les quatorze sièges attribués aux départements algériens sont ainsi répartis:

Représentants du 1er collège: 7.
Circonscription d'Alger: 3;
Circonscription d'Oran: 2;
Circonscription de Constantine: 2.
Représentants du 2e collège: 7.
Circonscription d'Alger: 2;
Circonscription d'Oran: 2;
Circonscription de Constantine: 3.

Les circonscriptions sont déterminées, pour chaque collège, conformément au tableau n° 2 annexé à la présente loi.

CHAPITRE Ier. — *Composition des collèges électoraux et désignation des délégués et des délégués suppléants.*

Art. 41. — Les membres du Conseil de la République élus par les départements algériens sont désignés par deux collèges composés comme suit:

Art. 41 *bis*. — Le premier collège se compose:

1° Des députés de la circonscription représentant le premier collège;

2° Des membres de l'assemblée algérienne élus au titre du premier collège dans la circonscription, le délégué représentant les territoires du Sud étant rattaché à la circonscription d'Alger;

3° Des conseillers généraux représentant le premier collège;

4° Des délégués élus, à raison d'un jusqu'à 500 électeurs inscrits sur les listes du premier collège et, en outre, un délégué par fraction supplémentaire de 500 électeurs, par les représentants élus de ce collège, dans les conseils municipaux et les commissions municipales des communes mixtes du département et des territoires du Sud.

5° A titre transitoire et jusqu'à l'intervention de la loi prévue à l'article 50, alinéa 2, de la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie, de délégués des communes indigènes des territoires du Sud représentant les électeurs inscrits sur les listes électorales du premier collège de ces communes désignés par les électeurs à raison d'un délégué jusqu'à 500 électeurs inscrits et, en outre, un délégué par fraction supplémentaire de 500 électeurs dans des conditions qui seront précisées par un règlement d'administration publique.

Art. 41 *ter*. — Le 2e collège se compose:

1° Des députés de la circonscription représentant le 2e collège;

2° Des membres de l'Assemblée algérienne élus au titre du 2e collège dans la circonscription;

3° Des conseillers généraux représentant le 2e collège;

4° De délégués élus à raison d'un jusqu'à 500 électeurs inscrits sur les listes électorales du 2e collège et, en outre, un délégué par fraction supplémentaire de 500 électeurs par les représentants élus de ce collège, dans les conseils municipaux, les djemaas des douars, des communes mixtes et les djemaas des communes indigènes des territoires du Sud;

5° A titre transitoire et jusqu'à l'intervention de la loi prévue à l'article 50, alinéa 2, de la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie, de délégués des communes indigènes des territoires du Sud, représentant les électeurs inscrits sur les listes électorales du 2e collège de ces communes, désignés par les électeurs à raison d'un délégué jusqu'à 500 électeurs et, en outre, un délégué par fraction supplémentaire de 500 électeurs dans des conditions qui seront précisées par un règlement d'administration publique.

Art. 42. — Sous réserve des dispositions prévues à l'article 41 ci-dessus les délégués et les délégués suppléants sont désignés dans les conditions prévues par le titre II de la présente loi.

Le nombre des suppléants est fixé, pour chaque collège, conformément au tableau n° 3 annexé à la présente loi.

Art. 43. — Le nombre de délégués et de délégués suppléants à élire par chaque commune ou centre municipal est précisé par arrêté préfectoral, sur la base des listes électorales arrêtées au 31 mars de l'année de l'élection.

Au cas où une élection aurait lieu avant le 31 mars, les listes électorales closes au 31 mars de l'année précédente seront utilisées.

Art. 44. — Les djemaas des centres municipaux réunies sous la présidence du président de la djemaa procèdent à l'élection des délégués et des délégués suppléants dans les conditions prévues par l'article 51 de la loi du 5 avril 1884.

Art. 45. — Le choix des conseils municipaux et des djemaas ne peut porter sur un membre de l'Assemblée algérienne.

CHAPITRE II. — *Elections des conseillers de la République.*

Art. 46. — En ce qui concerne la présentation des candidats et le déroulement des opérations électorales, les règles applicables en Algérie, pour chaque collège, sont celles fixées au titre II de la présente loi pour les départements qui ont droit à moins de quatre sièges de conseillers de la République, sous réserve, toutefois, des dispositions particulières prévues aux articles ci-après.

Art. 47. — Tout électeur inscrit sur les listes électorales et remplissant les conditions requises pour être élu conseiller de la République peut faire acte de candidature, indifféremment pour la représentation de l'un ou de l'autre collège.

Art. 48. — Le gouverneur général peut, pour tenir compte des particularités locales, fixer par arrêté des heures d'ouverture et de fermeture de scrutin différentes de celles prévues à l'article 27 ci-dessus.

Art. 49. — Jusqu'à l'intervention de la loi prévue à l'article 50, alinéa 2, de la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie, le gouverneur général exercera, dans les territoires du Sud de l'Algérie, les fonctions dévolues aux préfets par la présente loi.

CHAPITRE III. — *Dispositions diverses.*

Art. 50. — En vue de l'application des dispositions contenues aux articles 2 et 3 de la présente loi les circonscriptions algériennes, tant pour le premier que pour le deuxième collège, sont réparties en deux groupes: circonscription d'Alger, d'une part, circonscriptions d'Oran et de Constantine, d'autre part. Ces deux groupes seront répartis, par tirage au sort, entre les séries A et B prévues à l'article 2 ci-dessus.

TITRE IV. — ELECTION DES CONSEILLERS DE LA RÉPUBLIQUE REPRÉSENTANT LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER ET LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE

Art. 51. — Dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle, les conseillers sont désignés par les assemblées territoriales ou provinciales, ou par les sections de ces assem-

blées ainsi que par les députés représentant les territoires intéressés.

Lorsque le nombre des conseillers à élire par une assemblée territoriale ou provinciale votant au collège unique, ou par une section de ces assemblées, est inférieur à trois, l'élection a lieu au scrutin majoritaire à deux tours. Au premier tour, la majorité absolue est exigée. Au second tour, la majorité relative suffit.

Lorsque le nombre des conseillers à élire par une assemblée territoriale ou provinciale votant au collège unique, ou par une section de ces assemblées, est supérieur à deux, l'élection a lieu à la représentation proportionnelle suivant la règle du plus fort reste, sans panachage, ni vote préférentiel.

Les 43 conseillers représentant les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle sont répartis conformément au tableau n° 4 annexé à la présente loi.

Les députés élus au titre de plusieurs territoires ou d'un collège unique devront faire connaître, quinze jours au moins avant la date du scrutin, au nom de quel territoire ou de quelle section ils désirent exercer leur droit de vote.

Art. 52. — Les membres des assemblées territoriales et les députés absents du territoire ou du groupe de territoires formant la circonscription électorale, le jour de l'élection, peuvent, sur leur demande et à titre exceptionnel, exercer leur droit de vote par procuration.

Art. 53. — En cas de décès, démission ou invalidation des conseillers de la République élus dans un territoire d'oure-mer ou des territoires sous tutelle, il est pourvu à la vacance par l'élection, dans un délai de deux mois, dans les mêmes conditions, que dans la métropole. Les dates des élections partielles sont fixées par décret rendu sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer.

Art. 54. — Il ne sera pas pourvu aux vacances qui viendront à se produire dans les six mois précédant le renouvellement d'une série du Conseil de la République, lorsque le siège vacant appartient à cette série.

TITRE V. — ELECTION DES CONSEILLERS REPRÉSENTANT LES CITOYENS FRANÇAIS RÉSIDANT EN TUNISIE, AU MAROC OU EN INDOCHINE

Art. 55. — Les citoyens français résidant en Tunisie, au Maroc ou en Indochine, sont représentés respectivement par 2, 3 et 2 conseillers de la République.

Art. 56. — Les conseillers de la République représentant des Français de Tunisie sont élus au scrutin majoritaire à deux tours par les membres français du Grand conseil de la Tunisie et les membres français des conseils municipaux de Tunisie élus au suffrage universel.

L'élection a lieu au vote par correspondance spécialement organisé le jour fixé pour les élections dans la métropole.

Le dépouillement du scrutin et la proclamation des élus ont lieu à Paris par les soins d'une commission spécialement désignée.

Si un résultat n'est pas acquis au premier tour à la majorité absolue, un second tour a lieu quinze jours plus tard dans les mêmes conditions. A l'issue de ce second tour le résultat est acquis à la majorité relative.

Art. 57. — Les trois conseillers de la République représentant les citoyens résidant au Maroc sont élus par l'Assemblée nationale sur présentation soit des Français membres du conseil du Gouvernement, soit des groupes parlementaires ayant eu des élus qui représentaient au Conseil de la République les citoyens français résidant au Maroc.

L'élection de ces conseillers a lieu en séance publique, au scrutin majoritaire à deux tours, dans la semaine qui suit la désignation des candidats.

Art. 58. — . . . . . .

Art. 59. — Les citoyens français résidant en Indochine élisent directement les deux conseillers de la République les représentant. Ils sont convoqués au siège du haut commissariat, au jour fixé pour les élections dans la métropole. L'élection a lieu au scrutin majoritaire à deux tours. Le vote par correspondance est admis.

TITRE VI. — ELECTION DES CONSEILLERS REPRÉSENTANT LES CITOYENS FRANÇAIS RÉSIDANT A L'ÉTRANGER

Art. 60. — Des candidats en nombre triple du nombre des sièges à pourvoir sont présentés à l'Assemblée nationale par les groupements suivants: union des Français à l'étranger, fédération des professeurs français résidant à l'étranger, union des chambres de commerce françaises à l'étranger, fédération nationale des anciens combattants résidant à l'étranger

Art. 61. — L'Assemblée nationale élit les trois conseillers représentant les Français résidant à l'étranger, en séance publique, au scrutin majoritaire à deux tours, dans la semaine qui suit la désignation des candidats.

Art. 62. — En cas de vacance de l'un des sièges visés au titre V et au présent titre, par invalidation, démission ou décès, il est procédé à une nouvelle élection dans les conditions fixées aux articles ci-dessus, à moins que cette vacance ne se produise moins de six mois avant le renouvellement normal de ce siège.

Art. 63. — Un règlement d'administration publique fixera les conditions d'application des titres IV, V et VI de la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 18 août 1948.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

TABLEAU N° 1. — *Nombre de conseillers par département.*

Ain: 2; Aisne: 3; Allier: 2; Alpes (Basses-): 1; Alpes (Hautes-): 1; Alpes-Maritimes: 3; Ardèche: 2; Ardennes: 2; Ariège: 1; Aube: 2; Aude: 2; Aveyron: 2; Belfort (territoire de): 1; Bouches-du-Rhône: 5; Calvados: 2; Cantal: 2; Charente: 2; Charente-Maritime: 2; Cher: 2; Corrèze: 2; Corse: 2; Côte-d'Or: 2; Côtes-du-Nord: 3; Creuse: 2; Dordogne: 2; Doubs: 2; Drôme: 2; Eure: 2; Eure-et-Loir: 2; Finistère: 4; Gard: 2; Garonne (Haute-): 3; Gers: 2; Gironde: 4; Hérault: 3; Ille-et-Vilaine: 3; Indre: 2; Indre-et-Loire: 2; Isère: 3; Jura: 2; Landes: 2; Loir-et-Cher: 2; Loire: 3; Loire (Haute-): 2; Loire-Inférieure: 3; Loiret: 2; Lot: 2; Lot-et-Garonne: 2; Lozère: 1; Maine-et-Loire: 3; Manche: 3; Marne: 2; Marne (Haute-): 2; Mayenne: 2; Meurthe-et-Moselle: 3; Meuse: 2; Morbihan: 3; Moselle: 3; Nièvre: 2; Nord: 8; Oise: 2; Orne: 2; Pas-de-Calais: 5; Puy-de-Dôme: 3; Pyrénées (Basses-): 2; Pyrénées (Hautes-): 2; Pyrénées-Orientales: 2; Rhin (Bas-): 3; Rhin (Haut-): 3; Rhône: 4; Saône (Haute-): 2; Saône-et-Loire: 3; Sarthe: 2; Savoie: 2; Savoie (Haute-): 2; Seine: 19; Seine-Inférieure: 4; Seine-et-Marne: 2; Seine-et-Oise: 6; Sèvres (Deux-): 2; Somme: 3; Tarn: 2; Tarn-et-Garonne: 2; Var: 2; Vaucluse: 2; Vendée: 2; Vienne: 2; Vienne (Haute-): 2; Vosges: 2; Yonne: 2; Guadeloupe: 2; Guyane: 1; Martinique: 2; Réunion: 2.

TABLEAU N° 2. — *Circonscriptions d'Algérie.*

1re circonscription.

Département d'Alger auquel est rattaché le territoire de Ghardaïa.

2e circonscription.

Département d'Oran auquel est rattaché le territoire d'Aïn-Sefra.

3e circonscription.

Département de Constantine auquel sont rattachés les territoires de Touggourt et le territoire des Oasis.

TABLEAU N° 3. — *Nombre de suppléants à désigner en Algérie.*

De 1 à 5 délégués: 1 suppléant correspondant.

De 6 à 12 délégués: 2 suppléants correspondants.

De 13 à 20 délégués: 3 suppléants correspondants.

De 21 à 30 délégués: 4 suppléants correspondants.

De 31 à 40 délégués: 5 suppléants correspondants.

De 41 à 50 délégués: 6 suppléants correspondants.

De 51 à 70 délégués: 7 suppléants correspondants.

De 71 à 85 délégués: 8 suppléants correspondants.

De 86 à 100 délégués: 9 suppléant correspondants.

Au delà de 100 délégués: 10 suppléants correspondants.

TABLEAU N° 4. — *Nombre de conseillers par territoire d'outre-mer ou territoire sous tutelle.*

I. — Territoires d'outre-mer.

Côte d'Ivoire. — Conseil général: 1re section, 1; 2e section, 2.

Sénégal. — Conseil général: collège unique, 3.

Soudan. — Conseil général: 1re section, 1; 2e section 2.

Haute-Volta. — Conseil général: 1re section, 1; 2e section, 2.

Niger. — Conseil général: 1re section, 1; 2e section, 1.

Guinée. — Conseil général: 1re section, 1; 2e section, 1.

Dahomey. — Conseil général: 1re section, 1; 2e section, 1.

Mauritanie. — Collège unique, 1.

Tchad. — Conseil représentatif: 1re section, 1; 2e section, 1.

Gabon. — Conseil représentatif: 1re section, 1; 2e section, 1.

Moyen-Congo. — Conseil représentatif: 1re section, 1; 2e section, 1.

Oubangui-Chari. — Conseil représentatif: 1re section, 1; 2e section, 1.

Madagascar. — Assemblées provinciales: 1re section, 2; 2e section, 3.

Comores. — Conseil général: collège unique, 1.

Côte des Somalis. — Conseil représentatif: collège unique, 1.

Etablissements français dans l'Inde. — Assemblée représentative: collège unique, 1.

Nouvelle-Calédonie. — Conseil général: collège unique, 1.

Etablissements français de l'Océanie. — Assemblée représentative: collège unique, 1.

Saint-Pierre et Miquelon. — Conseil général: collège unique, 1.

II. — Territoires sous tutelle.

Cameroun. — Assemblée représentative: 1re section, 1; 2 section, 2.

Togo. — Assemblée représentative: 1re section, 1; 2e section, 1.

ANNEXE N° 869

(Session de 1948. — Séance du 19 août 1948.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture de **crédit** au ministre de l'éducation nationale au titre de la célébration du **centenaire de la mort de Chateaubriand,** par M. Janton, conseiller de la République (1).

Mesdames, messieurs, dans sa séance du 23 juin 1948, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant ouverture de crédits au ministre de l'éducation nationale en vue de la célébration du centenaire de la mort de Chateaubriand.

Ce projet de loi a été transmis au Conseil de la République le 1er juillet dernier. Il prévoit un certain nombre de dépenses, dont les premières ont été effectuées le 4 juillet, date anniversaire de la mort de Chateaubriand.

Le crédit primitivement prévu était de 7.854.000 F, somme qui fut ramenée, par compression des prévisions, à 6 millions de francs.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 4258, 4605 et in-8° 1052; Conseil de la République, 610 (année 1948).

La commission des finances de l'Assemblée nationale ayant donné un avis favorable à ce projet le 12 juin dernier, M. le ministre des finances autorisait immédiatement un engagement de crédits de 3 millions, anticipant ainsi sur le vote de la loi par le Parlement.

On peut regretter, une fois de plus, que les crédits en question aient été engagés avant que le Parlement se soit prononcé.

Le projet de loi fut déposé par le Gouvernement sur le bureau de l'Assemblée nationale, le 19 mai, et le rapport de la commission des finances est annexé au procès-verbal de la séance du 17 juin.

Si les crédits n'ont pas été votés en temps voulu, la faute en incombe donc à la fois à l'Assemblée nationale et au Gouvernement lui-même, mais ce retard nous aura au moins permis d'avoir des précisions plus détaillées sur l'utilisation de ces crédits.

Outre la cérémonie du 4 juillet à la Vallée-aux-Loups, pour laquelle il n'a guère été utilisé que 36 000 F, la commémoration du centenaire en Bretagne aura entraîné une dépense plus importante, se répartissant à peu près ainsi:

Subvention à la ville de Rennes, 350.000 F.
Subvention à la ville de Dinan, 500.000 F.
Subvention à la ville de Combourg, 500.000 F.
Subvention à la ville de Saint-Malo, 1 million 900.000 F.

Dans cette dernière subvention on peut remarquer que la somme d'un million de francs a été consacrée à l'embrasement des remparts de Saint-Malo, le reste étant consacré principalement à l'accueil des personnalités et à une soirée artistique en l'honneur de Chateaubriand.

Ces manifestations se sont déroulées les 16, 17 et 18 juillet dernier.

La commémoration de ce centenaire doit se poursuivre à Paris par une cérémonie en Sorbonne, pour laquelle on a prévu un crédit de 600.000 F et pour une série de conférences qui seront données à la Sorbonne du 12 au 17 novembre. Enfin, un buste de Chateaubriand doit être érigé à Paris dans le square des missions étrangères.

L'examen du détail de ces dépenses appelle quelques réflexions:

On peut regretter, tout d'abord, qu'une somme de 1 million ait été consacrée à l'embrasement des ruines de Saint-Malo, dépense qui apparut excessive à l'ensemble de la commission des finances et dont le besoin ne se faisait pas sentir.

D'autre part, on relève sur 6 millions de crédits une somme voisine de 300.000 F de frais de secrétariat, soit 5 p. 100 de la dépense totale, ce qui paraît encore légèrement excessif.

Néanmoins ces dépenses étant actuellement engagées — sinon effectuées — il n'est pas apparu possible à votre commission des finances de demander une diminution de ces crédits, mais elle a jugé bon de faire, une fois de plus, toutes réserves sur le retard avec lequel notre Assemblée est amenée à délibérer, retard qui aboutit pratiquement à mettre notre Conseil devant le fait accompli.

Sous le bénéfice de ces observations, votre commission des finances vous demande d'adopter le projet de loi suivant:

PROJET DE LOI

Article unique. — Il est ouvert au ministre de l'éducation nationale, au titre de l'exercice 1948, en addition aux crédits accordés par la loi n° 47-2407 du 31 décembre 1947 et par des textes spéciaux, un crédit de 6 millions de francs applicable au chapitre 6091 (nouveau): « Célébration du centenaire de la mort de Chateaubriand ».

ANNEXE N° 870

(Session de 1948. — Séance du 20 août 1948.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) sur la proposition de loi, déposée au Conseil de la République, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à rendre applicable dans les départements du **Haut-Rhin,** du **Bas-Rhin** et de la **Moselle** l'ordonnance n° 45-2707 du 2 novembre 1945, relative à la **réglementation des marchés de communes,** de syndicats de communes et des établissements communaux de bienfaisance ou d'assistance, par M. Hocquard, conseiller de la République (1).

Mesdames, messieurs, nos collègues alsaciens et mosellois du Conseil de la République, MM. Pflieger, Rausch, Ch. Amiot et moi-même avions déposé, en mars 1948, une proposition de loi (n° 173) tendant à rendre applicable aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle les dispositions de l'ordonnance n° 45-2707 du 2 novembre 1945, relative à la réglementation des marchés de communes, de syndicats de communes et des établissements communaux.

En effet, la réglementation existante à cet égard, et dont l'origine remonte à l'ordonnance royale du 19 novembre 1837, avait été codifiée par l'ordonnance du Gouvernement provisoire de la République, en date du 2 novembre 1945, modifiée elle-même par la loi du 15 septembre 1947, mais elle n'était pas applicable à nos trois départements d'Alsace et de Lorraine, soumis à la loi municipale locale du 6 juin 1895.

Dans l'exposé des motifs du texte que nous avions déposé alors, étaient indiquées les causes pour lesquelles nous pensions que l'unification législative était sur ce point nécessaire, comme l'envisageait, également, un projet de loi mis au point par le ministère de l'intérieur, mais qui n'a jamais été déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale.

Celle-ci, dans sa séance du 18 juillet dernier, sur le rapport de M. Schaff (n° 4448 A. N.), a partagé le point de vue de nos collègues en adoptant le texte qui lui était soumis par sa commission de l'intérieur. Néanmoins, elle a ajouté à la proposition originale, ne comportant qu'un article unique, un second article, précisant que « les dispositions contraires de la loi communale du 6 juin 1895 sont abrogées ».

Nous pensons, également, que cette précision était nécessaire et nous vous proposons de donner un avis conforme au texte adopté par la première Assemblée et dont la teneur est la suivante:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — L'ordonnance n° 45-2707 du 2 novembre 1945 relative à la réglementation des marchés des communes, des syndicats de communes et des établissements communaux de bienfaisance ou d'assistance, ainsi que les textes qui l'ont modifiée ou complétée, sont déclarés applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle dans un délai de huit jours à compter de la date de promulgation de la présente loi.

Art. 2. — Les dispositions contraires de la loi communale locale du 6 juin 1895 sont abrogées.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 3636, 4118 et in-8° 1136; Conseil de la République: 173 et 716 (année 1948).

ANNEXE N° 871

(Session de 1948. — Séance du 20 août 1948.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale relatif à certaines **dispositions financières** à prendre pour l'application de l'**accord de coopération économique** conclu entre la **République française et les Etats-Unis d'Amérique,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (2). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 19 août 1948.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 19 août 1948, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi relatif à certaines dispositions financières à prendre pour l'application de l'accord de coopération économique conclu entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: Edouard Herriot.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Le ministre des finances et des affaires économiques est autorisé à contracter auprès de l'Export-Import Bank de Washington, à concurrence d'un montant total maximum de 250 millions de dollars, un ou plusieurs emprunts en dollars correspondant à la part de l'aide américaine qui doit être consentie sous forme de prêt au titre de la période commencée le 3 avril 1948, dans le cadre de l'accord bilatéral de coopération économique entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des Etats-Unis signé à Paris le 28 juin 1948.

Art. 2. — Les comptes spéciaux ci-après seront ouverts dans les écritures du Trésor et gérés par le ministre des finances pour l'application de l'accord visé à l'article premier ci-dessus.

1° Aide consentie par le gouvernement des Etats-Unis;

2° Prélèvements sur le compte spécial prévu à l'article 4 de l'accord bilatéral des sommes visées au paragraphe 3 dudit article.

Ces deux comptes seront suivis et contrôlés conformément aux dispositions de l'article 44 de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948 concernant les comptes de règlement avec des gouvernements étrangers. Le solde créditeur du compte « Aide consentie par le gouvernement des Etats-Unis » sera placé au Crédit national;

3° Réception et vente des marchandises de l'aide américaine.

Ce compte sera suivi et contrôlé conformément aux dispositions de l'article 41 de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948 concernant les comptes de commerce. Son découvert maximum sera fixé par la loi prévue par l'article 46 de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948.

Art. 3. — Chaque année, pendant la durée d'application du programme de relèvement européen et de la convention de coopération économique européenne, il est créé, tant à l'Assemblée nationale qu'au Conseil de la République, une sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération économique européennne et du programme de relèvement européen tant en ce qui concerne la destination et l'utilisation des matières premières, moyens d'équipement, produits fabriqués et denrées alimentaires provenant de l'aide américaine que l'emploi des sommes inscrites au compte spécial ouvert au Crédit national pour l'application du programme de relèvement européen et l'apurement des comptes spéciaux prévus à l'article précédent.

Chaque sous-commission ainsi créée se composera de dix-sept membres: trois choisis parmi les membres de la commission des finances, trois parmi ceux de la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, trois parmi ceux de la commission des affaires étrangères, deux parmi ceux de la commission de la production industrielle, deux parmi ceux de la commission de l'agriculture, deux parmi ceux de la commission des territoires d'outre-mer, un parmi ceux de la commission du travail et de la sécurité sociale et un parmi ceux de la commission de la reconstruction et des dommages de guerre de chacune des assemblées parlementaires.

Tous les renseignements et moyens matériels de nature à faciliter la mission de ces sous-commissions devront leur être fournis.

(2) Voir les nos: Assemblée nationale: (1re législ.): 4750, 5084 et in-8° 1225.

Elles seront dotées des pouvoirs d'enquête parlementaire. Chaque année, elles établiront un rapport qui sera distribué au Parlement.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 19 août 1948.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 872

(Session de 1948. — Séance du 20 août 1948.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Président de la République à ratifier l'**accord franco-italien** relatif aux modalités d'application **de l'article 79 du traité de paix,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des affaires étrangères.)

Paris, le 20 août 1948.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 20 août 1948, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord franco-italien relatif aux modalités d'application de l'article 79 du traité de paix.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Article unique. — Le Président de la République est autorisé à ratifier l'accord franco-italien du 29 novembre 1947 relatif aux modalités d'application de l'article 79 du traité de paix.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 20 août 1948.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 873

(Session de 1948. — Séance du 20 août 1948.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, concernant la **liquidation de biens, droits et intérêts italiens en Tunisie,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (2). — (Renvoyé à la commission des affaires étrangères.)

Paris, le 20 août 1948.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 20 août 1948, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi concernant la liquidation de biens, droits et intérêts italiens en Tunisie.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 3942, 4672, 5016 et in-8° 1228.

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 3913, 4676, 5050 et in-8° 1229.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Il est procédé, sous l'autorité du résident général de France à Tunis, à la liquidation des biens, droits et intérêts italiens en Tunisie prévue à l'article 79 du traité de paix avec l'Italie, dans la limite déterminée par l'accord franco-italien du 29 novembre 1947 et dans les conditions fixées par la présente loi.

Art. 2. — Les administrateurs séquestres des patrimoines sont dessaisis à la requête du ministère public, par le président du tribunal civil. Le service chargé de la liquidation des biens italiens en Tunisie, représenté par le chef de ce service, est substitué, pour chaque patrimoine, à l'administrateur séquestre par la même ordonnance qui est publiée par extrait à la diligence du ministère public, au *Journal officiel* tunisien et au *Journal officiel* de la République française.

Art. 3. — L'administrateur séquestre remet aussitôt au service chargé de la liquidation des biens italiens en Tunisie, suivant procès-verbal établi contradictoirement, les biens soumis à la liquidation. Dans les deux mois de la publication au *Journal officiel* tunisien de l'ordonnnace visée à l'article 2, l'administrateur séquestre soumet son compte de gestion à l'homologation du président du tribunal civil, qui intervient sur requête du ministère public et après avis du service chargé de la liquidation des biens italiens en Tunisie. Une copie de ce compte est adressée au chef de ce service.

Art. 4. — Si le patrimoine soumis à la liquidation comprend des droits indivis, le séquestre pourra être maintenu sur l'objet de l'indivision jusqu'à la liquidation des droits visés ci-dessus par l'ordonnance du président du tribunal civil du lieu où sont situés les biens indivis

Cette ordonnance sera rendue en la forme des référés, à la requête du ministère public, sur le rapport du chef du service chargé de la liquidation des biens italiens, exprimant les motifs pour lesquels le maintien du séquestre est nécessaire.

Ce service pourra, lorsque le partage en nature se sera révélé impossible, procéder à la vente des biens indivis en vertu d'une ordonnance du président du tribunal civil rendue dans les mêmes formes. Les coindivisaires bénéficiant de l'article 77 du code foncier tunisien pourront participer à cette adjudication et exercer leur droit de préemption sous réserve qu'ils n'auront pas acquis à titre onéreux postérieurement au 1er avril 1948 les droits indivis qu'ils possèdent Par ailleurs, seule la fraction du prix d'adjudication afférente à la part indivise faisant l'objet de la mesure de liquidation entre dans le champ d'application de la présente loi.

Art. 5. — Le passif des patrimoines italiens mis en liquidation est réglé, conformement aux règles du droit commun en Tunisie, sur le produit de la liquidation correspondante à concurrence de ce produit.

Art. 6. — En ce qui concerne les créances chirographaires, seules sont prises en considération celles qui, nées en France ou sur un territoire se trouvant à la date de la promulgation de la présente loi soumis à la juridiction française, résultent, soit d'obligations non contractuelles, soit d'obligations contractuelles antérieures au 8 mai 1943.

En ce qui concerne les obligations contractuelles, la preuve est rapportée suivant tous modes de preuves admis par la législation applicable en Tunisie.

Les titulaires des créances chirographaires visées au premier alinéa du présent article doivent, à peine de forclusion, faire valoir leurs droits dans un délai de trois mois à dater de la publication au *Journal officiel* de la République française de l'ordonnance visée à l'article 2.

La déclaration du créancier est faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et adressée au chef de service chargé de la liquidation des biens italiens.

Art. 7. — Les créances assorties de sûretés réelles grevant des avoirs italiens sont remboursées sur le produit de la liquidation de ces avoirs, à condition que la déclaration du créancier intervienne avant l'expiration du délai prévu à l'alinéa 3 de l'article précédent.

Art. 8. — Les créanciers, chirographaires, hypothécaires ou privilégiés peuvent être remboursés avant l'exigibilité de leurs créances, nonobstant toutes clauses contraires.

Art. 9. — Est nul tout acte à titre onéreux ou gratuit entre vifs ou testamentaires accompli, soit directement, soit par personne interposée, ou tout autre moyen indirect, ayant pour but de soustraire des biens aux mesures de liquidation prescrites par la présente loi.

Est présumé avoir été accompli en vue de soustraire les biens aux mesures de liquidation, tout acte de disposition et d'administration, qui n'a pas acquis date certaine avant le 9 novembre 1942, s'il n'a pas été effectué avec l'accord du résident général de France à Tunis.

Dans le cas de contrat à titre onéreux, le prix n'est restitué que dans la mesure où il a été effectivement versé et se retrouve parmi les biens à liquider, sans préjudice des sanctions prévues par d'autres dispositions législatives.

L'annulation est prononcée par ordonnance du président du tribunal civil, statuant dans la forme des référés, à la requête du ministère public, sur le rapport du chef du service chargé de la liquidation des biens italiens en Tunisie.

Les infractions et tentatives d'infractions aux dispositions qui précèdent sont punies d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 6.000 à 6 millions de francs ou de l'une de ces deux peines seulement, celles-ci pouvant être doublées en cas de récidive. Il y a récidive quand une seconde infraction aux dispositions de la présente loi est commise dans l'année qui suit la première condamnation.

Sont punis des mêmes peines ceux qui, ayant connaissance des biens visés par la présente loi, ont, par un moyen quelconque facilité ou tenté de faciliter la soustraction de ces biens aux mesures de liquidation, ou participé à cette soustraction.

Art. 10. — Lorsque les droits liquidés en application de la présente loi sont représentés par des titres négociables qui n'ont pu être appréhendés par le service chargé de la liquidation des biens italiens en Tunisie, cette administration fait opposition, tant auprès de l'établissement émetteur que du syndicat des agents de change de Paris, dans les conditions fixées par le décret du 26 mai 1940.

Nonobstant toutes dispositions contraires dudit décret et de la loi du 15 juin 1872, l'établissement émetteur est tenu d'émettre immédiatement, en remplacement du titre frappé d'opposition, un titre nouveau portant un numéro différent et conférant au porteur tous les droits attachés aux titres de la même catégorie.

Les porteurs éventuels de titres frappés d'opposition en application de la présente loi, qui les ont acquis antérieurement à l'insertion au *Bulletin des oppositions* et qui entendent faire valoir les droits attachés à cette possession, ont à justifier des conditions de leur acquisition auprès du service chargé de la liquidation des biens italiens en Tunisie dans le délai de deux ans à compter de la date d'opposition; passé ce délai, les tiers porteurs sont déchus de tous leurs droits.

Le service chargé de la liquidation des biens italiens en Tunisie a le choix pour indemniser les ayants droit, entre la remise d'un nombre égal de titres de remplacement et le payement d'une indemnité d'un montant égal à la valeur des titres disparus à la date de la publication de l'opposition au *Bulletin des oppositions.*

Art. 11. — L'aliénation des biens, droits et intérêts italiens à liquider est effectuée dans les formes prévues pour les biens domaniaux sans qu'il y ait lieu à autorisation préalable.

Un cahier des charges, établi par arrêté conjoint du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre des affaires étrangères fixe les conditions générales d'aliénation des biens immobiliers.

Art. 12. — Par dérogation aux dispositions ci-dessus l'Etat français a la faculté de céder certains biens immeubles ruraux à liquider, à l'Etat tunisien, à charge pour ce dernier de procéder à leur attribution au profit d'anciens combattants français et tunisiens, dans le cadre de la législation tunisienne régissant l'aliénation des biens domaniaux.

A cet effet, une commission siégeant à Paris, et dont la composition et le fonctionnement seront fixés par décret pris sur le rapport du ministre des affaires étrangères et du ministre des finances et des affaires économiques, sera chargée, d'une part de déterminer l'étendue des biens ruraux qui feront l'objet de la cession amiable à l'Etat tunisien, d'autre part, de fixer les conditions auxquelles cette cession sera consentie.

Cette commission devra se réunir dans les trois mois suivant la promulgation de la présente loi.

Art. 13. — . . . . . .

Art. 14. — Dans les huit jours qui suivent l'adjudication, l'Etat français peut effectuer la reprise des biens en vue de leur utilisation par ses services, à charge par le service affectataire de créditer le compte de la liquidation d'une somme égale à la valeur des biens.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application du présent article.

Art. 15. — Le produit des liquidations, net d'impôts arriérés, privilèges, frais de gestions, prélèvements prévus à l'article suivant ou de toutes autres charges est encaissé par le Trésor français et pris en recette au compte du budget général.

Art. 16. — Le service chargé de la liquidation des biens italiens en Tunisie est autorisé à percevoir, sur le produit brut des liquidations, des frais de régie au taux de 8 p. 100.

Dans le cas où l'administration continue, au cours de la période de liquidation, l'exploitation de certaines entreprises commerciales, industrielles ou agricoles, les frais de régie sont calculés sur le produit brut de l'exploitation et d'après le tarif dégressif ci-après:

1 p. 100 pour la tranche comprise entre 0 et 1 million de francs;

0,75 p. 100 pour la tranche comprise entre 1.000.001 et 3 millions de francs;

0,50 p. 100 pour la tranche comprise entre 3.000.001 et 5 millions de francs.

0,25 p. 100 pour la tranche supérieure à 5 millions de francs.

Art. 17. — Il est créé, à titre temporaire et pour une durée de quatre ans, un service métropolitain chargé de la liquidation des biens italiens en Tunisie.

Pour le fonctionnement de ce service, sont autorisées les transformations d'emplois ci-après à l'administration de l'enregistrement des domaines et du timbre:

Emplois anciens:

9 inspecteurs;

8 inspecteurs adjoints.

Emplois nouveaux:

1 directeur départemental;

4 inspecteurs principaux;

6 inspecteurs vérificateurs;

1 receveur central.

Les transformations d'emplois ainsi autorisées cesseront d'avoir effet à la date de la liquidation du service.

Le personnel du service créé par le premier alinéa du présent article continue à bénéficier du régime de traitement et des accessoires de traitement prévus en faveur des fonctionnaires de même grade en service dans la métropole. Il a droit en outre à la majoration tunisienne.

Les dépenses de ce service seront imputées au budget du ministère des finances. A cet effet, il est ouvert aux chapitres ci-après de ce budget pour l'exercice 1948, en sus des dotations déjà inscrites, des crédits se répartissant de la manière suivante:

Chap. 141. — Traitements et indemnités complémentaires du personnel départemental de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, 950.000 F.

Chap. 337. — Remboursement des frais de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, 2.724.000 F.

Par dérogation aux dispositions de l'article 3 de la loi n° 47-2407 du 31 décembre 1947, l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre est autorisée à recruter 30 agents contractuels dans la limite des effectifs du personnel de cette catégorie actuellement attribué à cette administration.

Art. 18. — Il est ouvert dans les écritures du Trésor, un compte spécial intitulé « Liquidation des biens italiens en Tunisie ».

Ce compte, géré par le ministre des finances, est alimenté en recettes par le produit des prélèvements prévus à l'article 16 ci-dessus; il comprend en dépenses, les frais entraînés par la liquidation des biens italiens en Tunisie, ainsi que les frais de fonctionnement du service chargé de cette liquidation, ces derniers frais comprenant notamment en exécution de l'article 41 de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948, la somme à verser au budget général pour couvrir les dépenses de traitements et indemnités des fonctionnaires et agents de l'administration des domaines affectés au service de liquidation.

Le compte spécial pourra être provisoirement débiteur dans la limite maximum de 15 millions de francs; ce découvert devra être progressivement et entièrement résorbé par la constatation et recettes du produit des prélèvements prévus à l'article 16, pour le 31 décembre 1949 au plus tard.

Art. 19. — Lorsque les opérations de liquidation d'un patrimoine sont terminées, le service chargé de la liquidation des biens italiens en Tunisie provoque du président du tribunal civil une ordonnance de clôture de ces opérations.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 20 août 1948.

Le président.
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 874

(Session de 1948. — Séance du 20 août 1948.)

PROPOSITION DE LOI, adoptée par l'Assemblée nationale, ayant pour objet de modifier l'article 13 de la loi du 22 juillet 1867 et d'**interdire** que désormais soit prononcée la **contrainte par corps contre des mineurs âgés de moins de 18 ans** accomplis à l'époque des faits qui ont motivé la poursuite, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.)

Paris, le 20 août 1948.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 6 août 1948, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 13 de la loi du 22 juillet 1867 et d'interdire que désormais soit prononcée la contrainte par corps contre des mineurs âgés de moins de 18 ans accomplis à l'époque des faits qui ont motivé la poursuite.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — L'article 13 de la loi du 22 juillet 1867 est ainsi modifié:

« *Art. 13.* — Les tribunaux ne peuvent prononcer la contrainte par corps contre les mineurs âgés de moins de 18 ans accomplis à l'époque des faits qui ont motivé la poursuite. »

Délibéré en séance publique à Paris, le 6 août 1948.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les n°s: Assemblée nationale (1re législ.), 3915, 4963, 5109 et in-8° 1193.

ANNEXE N° 875

(Session de 1948. — Séance du 20 août 1948.)

RAPPORT fait au nom de la commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression) sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant **réforme du régime des pensions civiles et militaires et ouverture de crédits** pour la mise en application de cette réforme, par M. Jean-Marie Thomas, conseiller de la République (1).

Mesdames, messieurs, la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 (statut de la fonction publique) prévoyait, dans son article 140, une réforme de la législation en vigueur des pensions civiles et militaires. Cette refonte de la loi du 14 avril 1924 sera satisfaite par le projet n° 4393 soumis par le Gouvernement à l'Assemblée nationale, adopté en séance du 6 août dernier, actuellement soumis à vos délibérations.

Ce projet présente un caractère d'urgence indiscutable.

Les fonctionnaires en activité restent en effet, soumis à un régime qui, outre les critiques nombreuses qu'il motive, présenterait maintenant cette anomalie singulière de maintenir le calcul des pensions sur des émoluments ne tenant aucun compte des sensibles augmentations effectuées depuis le 1er janvier 1948 dans la perception des retenues pour la retraite; — de leur côté les titulaires de pensions concédées ne disposent pas, malgré l'ajustement partiel qui résulte de l'attribution d'acomptes provisionnels, des revenus qu'établirait une corrélation logique de leurs retraites avec les rémunérations correspondantes d'activité.

Veut-on quelques brefs exemples?

L'instituteur rangé en classe exceptionnelle perçoit un traitement soumis à retenues s'élevant à 223.000 F; sa retraite resterait cependant calculée, comme en 1947 où son traitement était de 96.000 F, bien qu'on lui impose annuellement une retenue supplémentaire de 8.220 F (6 p. 100 sur 233.000 — 96.000 = 137.000).

Le garde des eaux et forêts de 6e classe, en exercice dans une localité de zone 15 p. 100 bénéficie du traitement de début de 36.000 + 78.500, son collègue retraité au maximum normal des trois quarts sur le traitement de 1930 est parvenu après trente-sept ans et demi de services en fin de carrière à un total de 66.937 francs (pension 8925 assortie d'un acompte provisionnel).

L'inspecteur primaire au traitement de 42.000 F en 1930 reçoit aujourd'hui 230.625 F, indemnité comprise, alors que son subordonné instituteur, dont le traitement correspondant aurait été 19.000 F, parvient actuellement à 233.000 F comme traitement au 1er janvier 1948.

Ces différences ne peuvent se prolonger davantage.

Par ailleurs, les pensions concédées en 1930 n'ont bénéficié d'aucune autre péréquation que celle de 1937 et cette situation crée, entre agents de même ancienneté et de même mérite professionnel des différences choquantes qu'il serait injuste de laisser subsister.

Le texte qui vous est soumis mettra fin à ces injustices et à ces anomalies.

Au surplus il établira de nouvelles règles de liquidation souples, claires, rapides; il apportera des innovations intéressantes, en harmonie avec les prescriptions du statut de la fonction publique et la législation de la sécurité sociale; en bref, il réalisera la réforme prévue par la loi du 19 octobre 1946.

Cette loi n'est pas une improvisation. Elle a fait l'objet d'études approfondies de la part de deux services techniques des finances, elle a recueilli les observations du conseil d'Etat et celles des divers départements ministériels. La commission des pensions de l'Assemblée a consacré plusieurs séances à un examen attentif des dispositions proposées, et son travail a été si scrupuleusement poussé qu'il a suffi d'une séance publique pour aboutir au vote de l'ensemble, après confrontation des

(1) Voir les n°s: Assemblée nationale (1re législ.): 4393, 5104 et in-8° 1203; Conseil de la République: 863 (année 1948).

points de vue sur les dernières suggestions présentées par amendements.

La tâche de votre commission s'en est trouvée considérablement facilitée. Après un examen sérieux et objectif, elle considère possible l'adoption définitive du texte, compte tenu des légères retouches exposées d'autre part. Elle s'associe cependant au vœu de l'Assemblée en demandant aux pouvoirs publics la réalisation rapide d'une modification indispensable susceptible de répondre au désir des retraités, qui réclament avec insistance la substitution du payement mensuel au règlement trimestriel en vigueur.

Votre vote va permettre la promulgation de la nouvelle charte des pensions avant la fin de la présente session et la mise en application rapide d'une réforme attendue par tous les intéressés, comme par les tributaires d'autres régimes dont le statut s'adaptera à celui des agents de l'État.

EXAMEN DES ARTICLES

En raison du nombre très réduit des modifications apportées au texte adopté par l'Assemblée nationale, nous ne reproduisons ici que les seuls articles susceptibles d'être examinés à cet égard.

Article 3.

Texte proposé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 4393:

I. — Les agents visés à l'article 1er supportent une retenue de 6 p. 100 sur les sommes payées à titre de traitement fixe ou éventuel, de solde et accessoires de solde, de préciput, de suppléments définitifs de traitement ou solde, de remises proportionnelles, de commissions ou constituant un émolument personnel faisant corps avec le traitement ou la solde.

Ne sont pas soumises à la retenue de 6 pour 100 les allocations accordées à titre de gratification, les indemnités pour travaux supplémentaires et pour cherté de vie, les indemnités de résidence, les avantages familiaux de toute nature, ainsi que les indemnités allouées pour l'exécution de travaux n'entrant pas dans les attributions normales des agents, les subventions obligatoires ou facultatives de diverses collectivités et les indemnités spéciales ou représentatives de dépenses.

En cas de perception d'un traitement réduit pour cause de congé, d'absence ou par mesures disciplinaires, la retenue est perçue sur le traitement entier.

II. — Pour les agents rétribués en totalité ou en partie par des remises, produits d'vers ou salaires variables, un décret contresigné par le ministre des finances et des affaires économiques, détermine les modalités suivant lesquelles est effectuée la retenue.

Texte adopté par l'Assemblée nationale:

I. — Les agents visés à l'article 1er supportent une retenue de 6 p. 100 sur les sommes payées à titre de traitement fixe ou éventuel, de solde et accessoires de solde, y compris l'indemnité de résidence, de préciput... (le reste sans changement).

(Le reste sans changement.)

Texte proposé par la commission des pensions du Conseil de la République:

Conforme au texte proposé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 4393.

(Le reste sans changement.)

L'amendement retenu par l'Assemblée nationale entraînerait l'entrée en compte de l'indemnité de résidence dans les émoluments « soumis à retenue », prévus à l'article 17 pour la liquidation des pensions. Il convient d'observer tout d'abord que l'adjonction adoptée aurait dû entraîner modification du second alinéa de l'article 3, qui prévoit précisément que les indemnités de résidence « ne sont pas soumises à la retenue de 6 p. 100 ».

Mais, sur le principe même que pose cette disposition, il y a lieu de faire observer que la pension de retraite doit fixer les conditions générales applicables à l'ensemble des fonctionnaires de même catégorie et n'a pas à retenir les accessoires attachés à des conditions particulières dépendant de situations de famille, de résidence, d'ailleurs sujettes à modifications au cours des dernières années d'activité.

C'est le cas de l'indemnité de résidence, subordonnée dans sa fixation au nombre d'enfants « à charge » et au lieu où s'exercent les fonctions. Ainsi que l'a d'ailleurs fait remarquer le rapporteur de la commission des pensions (débats parlementaires, Assemblée nationale, *Journal officiel* du 7 août 1948, p. 5176) « l'adoption définitive de cette disposition soulèverait certaines difficultés dans la liquidation des pensions et surtout dans leur revalorisation future ». On peut ajouter qu'elle serait d'une application difficile dans les périphéries lointaines, qu'elle établirait entre agents de même situation administrative des différences injustifiables — du fait des changements de résidence des intéressés — et qu'elle consacrerait un système de rémunération dont beaucoup des intéressés contestent le bien fondé et l'équité.

Article 6.

Texte proposé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 4393:

I. — Le droit à la pension d'ancienneté est acquis lorsque se trouve remplie, à la cessation de l'activité, la double condition de 60 ans d'âge et de trente années accomplies de services effectifs.

Il suffit de 55 ans d'âge et de vingt-cinq années de services pour les fonctionnaires qui ont effectivement accompli quinze années au moins dans un emploi de la partie active ou de la catégorie B.

Est dispensé de la condition d'âge fixée ci-dessus l'agent qui est reconnu par le ministre, après avis de la commission de réforme prévue à l'article 25 de la présente loi, hors d'état de continuer ses fonctions.

II. — En vue d'une mise à la retraite anticipée, ces âges et durées de services sont réduits d'un temps égal à la moitié des périodes ouvrant droit:

1° Pour les fonctionnaires anciens combattants, au bénéfice de campagne double au cours d'une guerre ou d'une expédition déclarée campagne de guerre;

2° Pour les fonctionnaires visés aux deux avant-derniers alinéas de l'article 79 de la loi du 14 avril 1924, modifiés par les articles 193 de la loi du 13 juillet 1925 et 10 de la loi du 30 novembre 1941, à la bonification prévue par ces textes.

La pension qui est alors attribuée est calculée proportionnellement à la durée des services.

III. — Le droit à la pension proportionnelle est acquis:

1° Sans condition d'âge ni de durée de services, aux fonctionnaires mis à la retraite dans les conditions visées à l'article 25 de la présente loi;

2° Sans condition d'âge ni de durée de services, aux fonctionnaires mis à la retraite dans les conditions visées à l'article 26 de la présente loi;

3° Sans condition de durée de services, aux fonctionnaires qui, se trouvant dans une position valable pour la retraite, atteignent la limite d'âge de leur emploi sans pouvoir prétendre à une pension d'ancienneté;

4° Si elles ont effectivement accompli au moins quinze années de services, aux femmes fonctionnaires mariées ou mères de famille.

Texte adopté par l'Assemblée nationale:

Texte conforme.

Texte proposé par la commission des pensions du Conseil de la République:

Texte conforme.

Remplacer le 3° du paragraphe III par le texte suivant:

3° Sans condition d'âge ni de durée de services, aux fonctionnaires qui, se trouvant dans une position valable pour la retraite, atteignent la limite d'âge de leur emploi sans pouvoir prétendre à une pension d'ancienneté, le droit à pension proportionnelle restant cependant garanti à partir de l'âge de 60 ans pour les bénéficiaires de la loi du 31 mars 1919, les anciens combattants, les résistants définis par l'ordonnance n° 45-322 du 3 mars 1945 et les déportés politiques définis par l'ordonnance n° 45-918 du 11 mai 1945.

M. Giauque a déposé un amendement ayant pour but de préserver les droits des anciens combattants et victimes de la guerre entrés tardivement dans l'administration.

Le rapporteur propose que ces dispositions soient étendues aux résistants et déportés, et suggère une légère modification de forme.

L'amendement ainsi modifié devient le 3e alinéa du paragraphe 3.

Article 12.

Texte proposé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 4393:

Art. 12. — Les bénéfices de campagne attribués aux militaires de tous grades de l'armée de terre, de mer et de l'air, qui réunissent les conditions voulues pour obtenir une pension sont décomptés selon les règles fixées à l'article 36 de la loi du 14 avril 1924.

Texte adopté par l'Assemblée nationale:

Texte conforme.

Texte proposé par la commission des pensions du Conseil de la République:

Ajouter l'alinéa suivant:

En dehors des opérations de guerre des armées françaises et des armées alliées prévues à l'article 36 de la loi du 14 avril 1924, les services accomplis par les militaires français dans le cadre de la charte des Nations Unies et des accords internationaux peuvent donner lieu à des bonifications pouvant aller du simple au double, en vue de la durée effective desdits services.

Des décrets contresignés par le ou les ministres intéressés et par le ministre des finances déterminent suivant la nature des services effectués, les bonifications auxquelles ces services donnent droit.

Sur proposition du rapporteur, il a paru équitable à votre commission de prendre un certain nombre de mesures particulières en faveur des officiers détachés en qualité d'observateurs dans le cadre de la charte des Nations Unies.

Article 35.

Certains collègues avaient l'intention de déposer un amendement stipulant que les pensions déjà liquidées au profit des femmes divorcées à leur profit et des veuves bénéficieraient du régime antérieur (50 p. 100 de la pension de reversion à la femme divorcée, 50 p. 100 à la veuve).

Il nous a semblé que — les lois ne pouvant avoir d'effet rétroactif — cette précision était superflue.

Article 36.

Texte proposé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 4393:

La veuve ou la femme divorcée à son profit qui, en se remariant, perd ses droits à la pension, obtient le versement immédiat d'un capital représentant trois années d'arrérages de la pension définie à l'article 32, paragraphe I, dont elle bénéficiait. Si le défunt a laissé des enfants mineurs, il est fait application des dispositions de l'article 32, paragraphe V.

NOTA. — Ce texte a été abandonné par le Gouvernement, par suite de l'adoption des modifications apportées au premier alinéa de l'article 32, et de l'adjonction d'un paragraphe X audit article.

Texte adopté par l'Assemblée nationale:

I. — Nonobstant la condition d'antériorité prévue au paragraphe II de l'article 32, ainsi qu'à l'article 37, et si le mariage antérieur ou postérieur à la cessation de l'activité a duré au moins six années, le droit à pension de veuve est reconnu lorsque le mari a obtenu ou pouvait obtenir au moment de son décès une pension d'ancienneté. L'entrée en jouissance de la pension est éventuellement différée jusqu'à l'époque où la veuve atteindra l'âge de 55 ans.

Au cas d'existence, au moment du décès du mari, d'un ou plusieurs enfants issus du mariage, le droit à pension de veuve est acquis après une durée de trois années seulement de ce mariage, et la jouissance de la pension est immédiate.

II. — Nonobstant la condition d'antériorité prévue au paragraphe VIII de l'article 32, le droit à pension d'orphelins est reconnu aux enfants légitimes issus du mariage contracté dans les conditions visées au paragraphe I.

III. — Le conjoint survivant d'une femme fonctionnaire peut prétendre à une pension égale à 50 p. 100 de la pension d'ancienneté ou proportionnelle obtenue par elle ou qu'elle aurait obtenue le jour de son décès et augmentée, le cas échéant, de la moitié de la rente d'invalidité dont elle bénéficiait ou aurait pu bénéficier, si se trouve remplie la condition d'antériorité de mariage prévue au paragraphe III de l'article 32 et s'il est justifié,

dans les formes fixées à l'article 28, qu'au décès de sa femme, l'intéressé est atteint d'une infirmité ou maladie incurable le rendant définitivement incapable de travailler.

Cette pension ne peut, en s'ajoutant aux ressources propres du bénéficiaire, porter celles-ci au delà du minimum vital. Elle cesse d'être servie, en cas de remariage du veuf, ou s'il vit en état de concubinage notoire.

Texte proposé par la commission des pensions du Conseil de la République :

I. — Conforme; suppression des mots : « on pouvait obtenir; II. — Nonobstant la condition d'antériorité prévue au paragraphe VIII de l'article 32, le droit à pension d'orphelins est reconnu aux enfants légitimes issus du mariage contracté dans les conditions visées au paragraphe I, quelles qu'en aient été la date et la durée; III. — Conforme.

Dans la rédaction qu'elle a proposée — et qui a été adoptée — la commission des pensions de l'Assemblée nationale a eu le souci d'assurer à la veuve et aux orphelins la jouissance immédiate des avantages que leur reconnait le texte. Le rapporteur l'a d'ailleurs nettement spécifié dans son intervention au cours de la discussion générale (débats parlementaires Assemblée nationale, *Journal officiel* du 7 août 1948, page 5472 « Votre commission a voulu que, même pour un seul enfant né du mariage, la veuve ait droit à la pension de reversion avec jouissance immédiate ».

La comumission des pensions a voulu, évidemment, que la reversion s'opère au profit des orphelins.

Ce principe serait donc explicitement consacré par l'addition proposée au paragraphe de l'article 36.

On peut objecter que le second alinéa du paragraphe I subordonne la concession de la pension de reversion à une durée de trois années du mariage, alors que l'addition proposée ne retient aucune condition semblable. C'est que l'on peut estimer, en tout état de cause, que l'assistance aux orphelins ne souffre aucun délai et qu'il serait inhumain de mesurer aux ayants cause le bénéfice d'une disposition ayant pour objet d'aider la veuve à subvenir à leurs besoins.

Article 37.

Texte proposé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 4393:

Sont applicables aux veuves et orphelins des militaires et marins dont les droits ne se trouvent pas régis par la législation spéciale des pensions militaires d'invalidité les dispositions du chapitre premier du présent titre à l'exception de celles visées aux deux premiers alinéas du paragraphe III de l'article 32 qui sont remplacées par les suivantes:

Le droit à pension de veuve est subordonné à la condition:

Que le mariage ait été contracté deux ans au moins avant la cessation de l'activité du mari, sauf si un ou plusieurs enfants sont issus du mariage antérieur à ladite cessation, lorsque le mari a obtenu ou pouvait obtenir, soit une pension d'ancienneté, soit une pension proportionnelle accordée dans les cas prévus à l'article 9, paragraphe III, 1°, 2°, 3° *b* et 4° *a*;

Que le mariage ait été contracté avant l'événement qui a amené la radiation des cadres ou la mort du mari:

1° Lorsque le mari a obtenu ou pouvait obtenir une pension proportionnelle accordée dans les cas prévus à l'article 9, paragraphe III, 3° *a* et 4° *b*;

2° Lorsque la veuve est susceptible de prétendre à la pension prévue au deuxième alinéa de l'article 38 ou du paragraphe II de l'article 39.

La pension des veuves de maréchaux de France et amiraux de France est fixée à 75 p. 100 des émoluments de base servant au calcul de la solde de réserve d'un général de division au deuxième échelon.

Texte adopté par l'Assemblée nationale: Conforme.

Texte proposé par la commission des pensions du Conseil de la République:

Sont applicables aux veuves et orphelins des militaires et marins dont les droits ne se trouvent pas régis par la législation spéciale des pensions militaires d'invalidité les dispositions du chapitre premier du présent titre à l'exception de celles visées aux deux premiers alinéas du paragraphe III de l'article 32 qui sont remplacées par les suivantes:

Le droit à pension de veuve est subordonné à la condition:

Que le mariage ait été contracté deux ans au moins avant la cessation de l'activité du mari, sauf si un ou plusieurs enfants sont issus du mariage antérieur à ladite cessation, lorsque le mari a obtenu ou pouvait obtenir, soit une pension d'ancienneté, soit une pension proportionnelle accordée dans les cas prévus à l'article 9, paragraphe III, 1°, 2°, 3° *b* et 4° *a*;

Que le mariage ait été contracté avant l'événement qui a amené la radiation des cadres ou la mort du mari:

1° Lorsque le mari a obtenu ou pouvait obtenir une pension proportionnelle accordée dans les cas prévus à l'article 9, paragraphe III, 3° *a* et 4° *b*;

2° Lorsque la veuve est susceptible de prétendre à la pension prévue au deuxième alinéa de l'article 38 ou du paragraphe II de l'article 39.

La pension des veuves de maréchaux de France et amiraux de France est fixée à 75 p. 100 des émoluments de base servant au calcul de la solde de réserve d'un général de division au deuxième échelon.

M. Vittori a déposé un amendement tendant à faire bénéficier d'une pension les veuves de militaires qui — n'ayant pas l'antériorité du mariage de deux ans avant la mise à la retraite — avaient vécu au moins six ans avec leur mari. Le premier alinéa de l'article 36, portant référence à l'article 37, semble régler la question d'une façon précise. Cependant, votre commission propose d'adjoindre au milieu de la première phrase du deuxième alinéa, les mots: « ou si les conditions prévues au premier alinéa de l'article 36 sont satisfaites » pour qu'aucun doute ne soit possible.

Article 58.

Texte proposé par le Gouvernement dans le projet de loi n° 4393:

I. — Le cumul de deux ou plusieurs pensions basées sur la durée des services n'est permis que lorsque lesdites pensions sont fondées sur des services effectués dans des emplois successifs, aucun fonctionnaire ou militaire ne pouvant acquérir des droits à pension dans deux emplois concomitants, qu'ils soient exercés pour le compte d'une ou de plusieurs des collectivités ou entreprises énumérées à l'article premier du décret-loi du 29 octobre 1936 relatif au cumul d'emplois publics, de rémunérations et de retraites. En aucun cas, le temps décompté pour la liquidation d'une pension ne peut intervenir dans la liquidation d'une autre pension.

Lorsque le cumul est autorisé, le total des émoluments perçus ne peut excéder la limite de trois fois le minimum vital.

Si cette limite est dépassée, l'excédent est retenu sur la pension et, le cas échéant, la rente viagère d'invalidité servie par l'Etat ou, à défaut, sur les arrérages servis par la collectivité qui alloue la pension la plus ancienne. Toutefois, si l'une au moins des pensions excède cette limite, l'intéressé peut en conserver le bénéfice à l'exclusion des autres.

II. — Le cumul par une veuve ou un orphelin de plusieurs pensions obtenues du chef d'agents différents, soit au titre de la présente loi, soit au titre de l'un des régimes particuliers de retraites des collectivités ou entreprises énumérées à l'article premier du décret du 29 octobre 1936, est interdit.

Le cumul de ces pensions obtenues du chef d'un même agent est autorisé dans la limite d'une fois et demie le minimum vital, avec application éventuelle des dispositions des deux derniers alinéas du paragraphe I^er^ du présent article.

III. — Le cumul d'une pension d'ayant cause avec une pension personnelle est soumis aux dispositions des trois derniers alinéas du paragraphe I^er^ du présent article, que les pensions procèdent d'un régime ou d'un autre.

Les prescriptions interdisant le cumul d'une solde d'activité et d'une pension militaire sont, d'autre part, suspendues pendant toute la durée de la mobilisation pour les retraités militaires rappelés à l'activité et touchant une solde journalière.

La pension est éventuellement revisée pour tenir compte des nouveaux services.

IV. — Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux pensions militaires d'invalidité pour lesquelles aucune modification n'est apportée aux règles en vigueur. Elles sont, toutefois, applicables, en ce qui concerne le cumul d'une pension mixte concédée au titre des articles 59 ou 60 de la loi du 31 mars 1919 avec une autre pension pour le total formé par cette dernière et la part rémunérant les services dans la pension mixte.

Texte adopté par l'Assemblée nationale:

§ I^er^, 1^er^ alinéa. — Conforme.

2^e^ alinéa: remplacer: « trois fois par quatre fois. »

§ II, 2^e^ alinéa. — Conforme.

5^e^ alinéa: remplacer: « d'une fois et demie par de deux fois. »

Lettre rectificative: III. — Remplacer: « trois par deux. »

IV. — Conforme.

Texte proposé par la commission des pensions du Conseil de la République.

A la fin du paragraphe II, remplacer les mots: « aux deux derniers alinéas du paragraphe I^er^ du présent article par au dernier alinéa du paragraphe 1^er^ du présent article. »

Lettre rectificative du 13 août 1948:

Supprimer le 3^e^ alinéa du paragraphe III, ces dispositions étant reproduites à l'article 59, paragraphe IV où elles ont leur place.

§ IV. — Supprimer la dernière phrase qui commence par ces mots: Elles sont toutefois applicables... etc.

Les titulaires de pensions mixtes concédées au titre des articles 59 et 60 de la loi du 31 mars 1919 peuvent cumuler intégralement la fraction de la pension mixte rémunérant l'invalidité avec une autre pension dans la liquidation de laquelle pourront être pris en compte les services entrant dans le calcul de la pension mixte, dans la limite des maxima d'annuités prévus aux paragraphes premier et 2 de l'article 16 de la présente loi.

M. Glauque a déposé un amendement tendant à permettre aux titulaires de pensions mixtes entrés par la suite dans l'administration d'obtenir une pension calculée sur la totalité de leurs services (militaires et civils), à laquelle s'ajouterait la pension d'invalidité qui leur était précédemment consentie.

Article 59.

Texte adopté par le Gouvernement dans le projet de loi n° 4393:

I. — L'article 4 de l'ordonnance du 25 août 1944 modifié et complété par les ordonnances des 30 mai et 23 juillet 1945 est remplacé par les dispositions suivantes:

Art. 4. — « Les titulaires de pensions de veuve, de pensions mixtes attribuées en vertu de l'article 59 de la loi du 31 mars 1919 ou de pensions proportionnelles de sous-officiers peuvent cumuler intégralement le montant de leurs pensions avec celui des émoluments correspondant à l'emploi qui leur est confié.

« Les pensions et rentes viagères d'invalidité autres que celles visées à l'alinéa qui précède ne peuvent se cumuler avec les émoluments correspondant à un nouvel emploi que dans la limite de trois fois le minimum vital. »

II. — L'article 7 (alinéas 2 et 3) de l'ordonnance du 25 août 1944, modifié par l'ordonnance du 30 mai 1945 est remplacé par les dispositions suivantes:

« Les fonctionnaires civils dont la mise à la retraite n'a pas été prononcée par limite d'âge ont la possibilité, lorsqu'ils sont nommés à un nouvel emploi de l'Etat ou d'une des collectivités dont les agents sont tributaires, soit de la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales, soit de la caisse des retraites de l'Algérie, soit de la société de prévoyance des fonctionnaires tunisiens, soit de la caisse marocaine de retraites, soit de la caisse intercoloniale de retraites de renoncer à la faculté de cumuler leur pension avec leur traitement d'activité, en vue d'acquérir, de nouveaux droits à pension au titre dudit emploi.

« La renonciation doit être expresse et formulée dans les trois mois de la notification aux intéressés de leur remise en activité. A défaut de renonciation ainsi exprimée,

la faculté de cumul emporte affranchissement des retenues.

« Les régimes de retraites énumérés ci-dessus devront être modifiés en vue d'y inclure des dispositions analogues à l'égard de leurs tributaires. »

Paragraphe III à VIII.

Texte adopté par l'Assemblée nationale:

§ I. — 1er et 2e alinéas, conformes.

Dernier paragraphe: les pensions et rentes viagères d'invalidité, autres que celles visées à l'alinéa qui précède, peuvent se cumuler à un nouvel emploi dans la limite, soit des émoluments de base pris en compte pour la fixation de la pension, soit des émoluments afférents afférents au nouvel emploi si cette rémunération excède lesdits émoluments de base.

Toutefois, aucune restriction n'est apportée au cumul lorsque le total des pensions ou rentes viagères ainsi que des émoluments afférents au nouvel emploi n'excède pas trois fois le minimum vital.

II. — Conforme.

Texte proposé par la commission des finances du Conseil de la République:

Conforme au texte de l'Assemblée nationale.

Entre le 3e et le 4e alinéa du § II insérer le paragraphe suivant:

« Toutefois les fonctionnaires et employés civils de l'Etat qui, après avoir été admis au bénéfice d'une pension d'invalidité au titre des articles 20 et 21 de la loi du 14 avril 1924 auront été autorisées à réintégrer leur administration d'origine, pourront, s'ils en font la demande dans les trois mois suivant la promulgation de la présente loi, acquérir de nouveaux droits à pension au titre des services accomplis après cette réintégration. Les bénéficiaires de cette disposition seront astreints au versement des retenues prévues aux articles 3 et 4 de la présente loi, à partir de la date de leur retour à l'activité.

Cet amendement, déposé par M. Giauque, vise les fonctionnaires qui, ayant repris leur activité après une mise à la retraite pour invalidité, n'ont pas opté dans les trois mois prévus par la loi du 3 février 1912 afin que leurs services leur ouvrent de nouveaux droits à pension.

Cette disposition leur donnerait un nouveau délai pour régulariser leur situation.

Article 61.

Mme Cardot a déposé un amendement qui tendait à faire bénéficier les veuves de fonctionnaires décédés avant 1924, des dispositions favorables contenues dans la présente loi concernant la revision de la loi de 1924.

Il n'a pas paru possible à votre commission de prendre cet amendement en considération.

PROJET DE LOI

Dispositions générales.

Art. 1er. — Ont droit au bénéfice des dispositions de la présente loi:

Les fonctionnaires civils titularisés dans les cadres permanents d'une administration centrale de l'Etat, des services extérieurs en dépendant ainsi que des établissements publics de l'Etat ne présentant pas un caractère industriel ou commercial, y compris les magistrats de l'ordre judiciaire;

Les militaires et marins de tous grades des armées de terre, de mer et de l'air possédant le statut de militaires de carrière ou servant au delà de la durée légale en vertu d'un contrat;

Ainsi que leurs veuves et leurs orphelins.

Art. 2. — I. — Les fonctionnaires civils ne peuvent prétendre à pension au titre de la présente loi qu'après avoir été préalablement admis à faire valoir leurs droits à la retraite, soit sur demande, soit d'office.

Les fonctionnaires civils ne peuvent être mis à la retraite d'office pour ancienneté de services avant la date à laquelle ils atteignent la limite d'âge qui leur est applicable, sauf s'il est reconnu par le ministre que l'intérêt du service exige leur cessation de fonctions.

L'admission à la retraite d'office, en ce cas, ne peut être prononcée que dans les conditions ci-après;

1° Si l'incapacité de servir est le résultat de l'invalidité du fonctionnaire, après avis de la commission de réforme prévue à l'article 28 de la présente loi;

2° Si le fonctionnaire fait preuve d'insuffisance professionnelle, conformément aux dispositions de l'article 135 de la loi du 19 octobre 1946, relative au statut général des fonctionnaires.

II. — Les militaires sont admis à la retraite en conformité des textes qui les régissent.

III. — Les services accomplis postérieurement à la limite d'âge ne peuvent être pris en compte dans une pension, sauf dans les cas exceptionnels prévus par une loi.

TITRE Ier. — RETENUES POUR PENSIONS

Art. 3. — I. — Les agents visés à l'article 1er supportent une retenue de 6 p. 100 sur les sommes payées à titre de traitement fixe ou éventuel, de solde et accessoires de solde, de prélèvement, de suppléments définitifs de traitement ou solde, de remises proportionnelles, de commissions ou constituant un émolument personnel faisant corps avec le traitement ou la solde.

Ne sont pas soumises à la retenue de 6 p. 100 les allocations accordées à titre de gratification, les indemnités pour travaux supplémentaires et pour cherté de vie, les indemnités de résidence, les avantages familiaux de toute nature, ainsi que les indemnités allouées pour l'exécution de travaux n'entrant pas dans les attributions normales des agents, les subventions obligatoires ou facultatives de diverses collectivités et les indemnités spéciales ou représentatives de dépenses.

En cas de perception d'un traitement réduit pour cause de congé, d'absence ou par mesures disciplinaires, la retenue est perçue sur le traitement entier.

II. — Pour les agents rétribués en totalité ou en partie par des remises, produits divers ou salaires variables, un décret contresigné par le ministre des finances et des affaires économiques détermine les modalités suivant lesquelles est effectuée la retenue.

Art. 4. — Sauf dispositions législatives contraires, toute perception d'un traitement ou solde d'activité est soumise au prélèvement de la retenue visée à l'article précédent même si les services ainsi rémunérés ne sont pas susceptibles d'être pris en compte pour la constitution du droit ou pour la liquidation de la pension.

Aucune pension ne peut être concédée si le versement des retenues exigibles n'a pas été effectué.

Art. 5. — Les retenues légalement perçues ne peuvent être répétées. Celles qui ont été irrégulièrement prélevées n'ouvrent aucun droit à pension, mais peuvent être remboursées sans intérêt sur la demande des ayants droit.

TITRE II. — CONSTITUTION DU DROIT A LA PENSION D'ANCIENNETÉ OU PROPORTIONNELLE OU A LA SOLDE DE RÉFORME

CHAPITRE Ier. — *Fonctionnaires civils.*

Section I. — *Généralités.*

Art. 6. — I. — Le droit à la pension d'ancienneté est acquis lorsque se trouve remplie, à la cessation de l'activité, la double condition de soixante ans d'âge et de trente années accomplies de services effectifs.

Il suffit de cinquante-cinq ans d'âge et de vingt-cinq années de services pour les fonctionnaires qui ont effectivement accompli quinze années au moins dans un emploi de la partie active ou de la catégorie B.

Est dispensé de la condition d'âge fixée ci-dessus l'agent qui est reconnu par le ministre, après avis de la commission de réforme prévue à l'article 28 de la présente loi, hors d'état de continuer ses fonctions.

II. — En vue d'une mise à la retraite anticipée, ces âges et durées de services sont réduits d'un temps égal à la moitié des périodes ouvrant droit:

1° Pour les fonctionnaires anciens combattants, au bénéfice de campagne double au cours d'une guerre ou d'une expédition déclarée campagne de guerre;

2° Pour les fonctionnaires visés aux deux avant-derniers alinéas de l'article 79 de la loi du 14 avril 1924, modifiés par les articles 193 de la loi du 13 juillet 1925 et 10 de la loi du 30 novembre 1941, à la bonification prévue par ces textes.

La pension qui est alors attribuée est calculée proportionnellement à la durée des services.

III. — Le droit à la pension proportionnelle est acquis:

1° Sans condition d'âge ni de durée de services aux fonctionnaires mis à la retraite dans les conditions visées à l'article 25 de la présente loi;

2° Sans condition d'âge ni de durée de services, aux fonctionnaires mis à la retraite dans les conditions visées à l'article 26 de la présente loi;

3° Sans condition d'âge ni de durée de service, aux fonctionnaires qui, se trouvant dans une position valable pour la retraite, atteignent la limite d'âge de leur emploi sans pouvoir prétendre à une pension d'ancienneté, le droit à pension proportionnelle restant cependant garanti à partir de l'âge de soixante ans pour les bénéficiaires de la loi du 31 mars 1919, les anciens combattants, les résistants définis par l'ordonnance n° 45-322 du 3 mars 1945 et les déportés politiques définis par l'ordonnance n° 45-918 du 11 mai 1945;

4° Si elles ont effectivement accompli au moins quinze années de services, aux femmes fonctionnaires mariées ou mères de famille.

Section II. — *Eléments constitutifs.*

A. — Age.

Art. 7. — L'âge exigé pour le droit à la pension d'ancienneté est réduit:

1° D'un an pour chaque période, soit de trois années de services sédentaires ou de la catégorie A, soit de deux années de services actifs ou de la catégorie B accomplis hors d'Europe;

2° D'un an pour chaque période de deux années de services aériens exécutés par le personnel civil et donnant droit à des bonifications telles qu'elles sont déterminées par les dispositions de l'article 13 de la présente loi;

3° Pour les femmes fonctionnaires, d'un an pour chacun des enfants qu'elles ont eus.

B. — Services et bonifications.

Art. 8. — I. — Les services pris en compte dans la constitution du droit à une pension d'ancienneté ou proportionnelle sont:

1° Les services accomplis en qualité de fonctionnaire titulaire à partir de l'âge de dix-huit ans;

2° Les services de stage ou de surnumérariat rendus à partir de l'âge de dix-huit ans;

3° Les services auxiliaires, temporaires, d'aides ou contractuels dûment validés, accomplis dans les différents établissements et administrations de l'Etat à partir de l'âge de dix-huit ans, sous réserve du versement rétroactif, lors de l'admission définitive dans les cadres, de la retenue légale calculée sur les émoluments attachés au premier emploi de fonctionnaire titulaire ou de militaire.

La validation doit être demandée dans le délai d'un an suivant la nomination à un emploi comportant affiliation au présent régime ou, pour les services dont la validation ne sera autorisée que postérieurement à cette date, dans le délai d'un an suivant la publication des arrêtés qui, contresignés par le ministre des finances et des affaires économiques, interviendront à cet effet dans chaque ministère;

4° Les services militaires accomplis dans les armées de terre, de mer et de l'air, à l'exclusion de ceux effectués avant l'âge de seize ans;

5° Les services accomplis dans les cadres permanents des administrations des départements, des communes et des établissements publics départementaux et communaux;

6° Les services rendus dans les cadres locaux permanents des administrations de l'Algérie, des territoires d'outre-mer et autres territoires et pays de l'Union française.

II. — Le temps passé dans toute position ne comportant pas l'accomplissement de services effectifs ne peut entrer en compte dans la constitution du droit à pension.

Il ne peut être dérogé à cette règle que dans les cas exceptionnels prévus par une loi ou déterminés par règlement d'administration publique conformément aux dispositions de l'article 86 de la loi du 23 février 1933.

III. — Les services effectifs peuvent également être bonifiés comme suit:

1° Les services civils rendus hors d'Europe sont comptés pour un tiers en sus de leur durée effective.

Ils sont comptés pour un quart seulement dans les services sédentaires ou de la catégorie A rendus dans les territoires civils de l'Afrique du Nord;

2° Les femmes fonctionnaires obtiennent une bonification de service d'une année pour chacun des enfants qu'elles ont eus.

La prise en compte de ces bonifications et de celle prévue à l'article 20 de la loi du 30 juin 1930 ne peut avoir pour effet de réduire de plus d'un cinquième la durée des services normalement exigée pour prétendre à une pension d'ancienneté

CHAPITRE II. — *Militaires.*

Section I. — *Généralités.*

Art. 9. — I. — Le droit à la pension d'ancienneté est acquis:

Pour les officiers des armées de terre, de mer et de l'air, après trente années de services civils et militaires effectifs;

Pour les militaires non officiers, après vingt-cinq ans de services civils et militaires effectifs

II. — Ce droit est, toutefois, acquis après vingt-cinq ans de services pour les officiers de toutes armes, de tous corps ou services remplissant une des conditions suivantes:

1° Comptant six années de services accomplis hors d'Europe;

Est également compté comme temps de séjour hors d'Europe la moitié de la durée effective des périodes pendant lesquelles les officiers servant hors d'Europe ont été, au cours d'une guerre, appelés à servir sur un théâtre européen d'opérations;

2° Comptant six années de navigation au service de l'Etat accomplies dans les conditions fixées par le règlement d'administration publique du 4 février 1925.

Est également compté comme services de navigation:

a) La totalité de la durée des fonctions remplies par les officiers des armées de l'air et de mer appartenant aux personnels volants ou navigants de l'aéronautique, sous la réserve qu'ils justifient durant quatre ans de services aériens exécutés dans les conditions fixées à l'article 13 ci-après;

b) La moitié de la durée effective du temps passé à terre, au cours d'une guerre sur l'un quelconque des théâtres d'opérations, par les officiers des corps de la marine, qu'ils aient appartenu à une unité de l'armée de terre, de l'air ou de mer;

3° Ne comptant pas les six années de la nature définie aux paragraphes 1° et 2° ci-dessus, mais qui ont été placés en non activité pour infirmité temporaire et reconnus, par un conseil d'enquête, non susceptibles d'être rappelés à l'activité.

III. — Le droit à la pension proportionnelle est acquis:

1° Aux officiers de tous grades et de tous les corps, sur demande, après quinze années accomplies de services militaires effectifs et trente-trois ans d'âge.

Le nombre de ces pensions proportionnelles à accorder chaque année est déterminé annuellement par la loi de finances;

2° Sans conditions de durée de services, aux officiers qui, se trouvant dans une position valable pour la retraite, atteignent la limite d'âge sans pouvoir prétendre à une pension d'ancienneté;

3° S'ils comptent au moins quinze années de services à l'Etat, aux officiers placés en position de réforme:

a) Pour infirmités incurables dans les conditions fixées par la loi du 19 mai 1834 sur l'état des officiers et pour infirmités non imputables au service;

b) Par mesure disciplinaire:

4° Aux militaires et marins non officiers:

a) Sur demande, après quinze années accomplies de services militaires effectifs et trente-trois ans d'âge;

b) D'office, en cas de radiation des cadres par suite d'infirmités, après quinze années accomplies de services militaires effectifs.

IV. — Le droit à la solde de réforme est acquis:

1° S'ils comptent moins de quinze années de services à l'Etat, aux officiers placés en position de réforme dans les conditions définies au paragraphe III, 3°, ci-dessus;

2° S'ils ont servi pendant cinq années au-delà de la durée légale, aux militaires et marins non officiers qui sont réformés sans avoir acquis des droits soit à une pension proportionnelle, soit à une pension d'invalidité.

Section II. — *Eléments constitutifs.*

Services et bonifications.

Art. 10. — I. — Les services pris en compte dans la constitution du droit à une pension militaire d'ancienneté sont:

1° Les services, tant civils que militaires, énumérés à l'article 8 précédent;

2° Les services effectifs accomplis après l'âge de seize ans par les élèves admis dans les grandes écoles militaires, navales et aériennes avant tout engagement militaire, lesdits services se décomptant du jour de l'entrée à l'école;

3° Les bénéfices d'études préliminaires actuellement attribués aux militaires, marins et assimilés ainsi que le temps passé à l'école nationale de la France d'outre-mer.

II. — Les services pris en compte dans la constitution du droit à une pension proportionnelle sont uniquement les services militaires visés à l'article 8, paragraphe I, 4°, ci-dessus.

A titre exceptionnel, les bénéfices d'études préliminaires définis par les lois des 11 et 18 avril 1831 (art. 5) sont pris en compte dans la constitution du droit à la pension proportionnelle prévue à l'article 9, paragraphe III, 3° *a*.

TITRE III. — LIQUIDATION DE LA PENSION D'ANCIENNETÉ OU PROPORTIONNELLE

CHAPITRE Ier. — *Services et bonifications valables.*

Art. 11. — I. — Les services pris en compte dans la liquidation d'une pension d'ancienneté ou proportionnelle sont:

1° Pour les fonctionnaires civils:

Les services et bonifications énumérés à l'article 8, exception faite de ceux visés au paragraphe I, 4°, s'ils sont déjà rémunérés, soit par une pension, soit par une solde de réforme et de ceux visés au paragraphe I, 5°, accomplis auprès des collectivités dont les agents ne sont pas affiliés à la caisse nationale des retraites des agents des collectivités locales;

2° Pour les militaires et marins:

Les services et bonifications énumérés aux articles 8 et 10.

Toutefois, il n'est pas fait état dans la liquidation, quelle que soit la nature de la pension, des services visés à l'article 8, paragraphe I, 5°, accomplis auprès des collectivités dont les agents ne sont pas affiliés à la caisse nationale des retraites des agents des collectivités locales et, pour les pensions proportionnelles seulement, ses services et bonifications visés à l'article 10, paragraphe I, 2° et 3°.

II. — Sont également prises en compte les bonifications ci-après:

1° Une année supplémentaire pour chaque année de services accomplis par les fonctionnaires visés à l'article 6, paragraphe II, 2°, ci-dessus;

2° Les bénéfices de campagne supputés dans les conditions précisées à l'article suivant qui s'ajoutent éventuellement aux services militaires.

Toutefois, en ce qui concerne les fonctionnaires civils, il n'est fait état que des bénéfices de campagne acquis au cours d'une guerre ou d'une expédition déclarée campagne de guerre et en faveur des seuls intéressés qui possèdent la qualité d'anciens combattants, c'est-à-dire qui, à un moment quelconque de leur mobilisation ou d'une expédition déclarée campagne de guerre, se sont trouvés dans une situation de nature à leur ouvrir droit au bénéfice de campagne double;

3° Les bonifications spéciales prévues à l'article 13 de la présente loi qui s'ajoutent aux services aériens exécutés par les fonctionnaires civils ou, en dehors d'opérations de guerre, par les militaires.

Art. 12. — Les bénéfices de campagne attribués aux militaires de tous grades de l'armée de terre, de mer et de l'air, qui réunissent les conditions voulues pour obtenir une pension sont décomptés selon les règles fixées à l'article 36 de la loi du 14 avril 1924.

En dehors des opérations de guerre des armées françaises et des armées alliées prévues à l'article 36 de la loi du 14 avril 1924, les services accomplis par les militaires français dans le cadre de la charte des Nations unies et des accords internationaux peuvent donner lieu à des bonifications pouvant aller du simple au double, en sus de la durée effective desdits services.

Des décrets contresignés par le ou les ministres intéressés et par le ministre des finances déterminent, suivant la nature des services effectués, les bonifications auxquelles ces services donnent droit.

Art. 13. — En dehors des opérations de guerre, l'exécution d'un service aérien donne droit à des bonifications dans la limite maximum du double en sus de la durée effective dudit service à l'Etat.

Des décrets rendus sur la proposition du ministre des forces armées ou des ministres disposant de personnel exécutant des services aériens, contresignés par le ministre des finances et des affaires économiques, déterminent les conditions dans lesquelles le service aérien doit être exécuté pour donner droit à des bonifications et en fixent la quotité.

En aucun cas, celles-ci ne peuvent, par période de douze mois consécutifs, dépasser deux ans.

Art. 14. — Les bénéfices de campagne sont calculés sur la durée des services qu'ils rémunèrent. Toutefois, lorsqu'un nombre impair de jours de services effectifs donne lieu à bonification de moitié en sus, cette bonification est complétée à un nombre entier de jours.

Quand les services effectifs sont de nature à donner à la fois des droits à plusieurs des bonifications prévues aux articles 12 et 13 ci-dessus, les bonifications ainsi allouées s'additionnent sans que la période supplémentaire fictive, accordée comme bonification, puisse jamais dépasser le double de la durée effective du service auquel elle se rapporte.

Art. 15. — Le mode de détermination des bénéfices de campagne établi par la présente loi est applicable quelle que soit la date à laquelle les services donnant lieu à bonification ont été accomplis.

CHAPITRE II. — *Décompte des annuités liquidables.*

Art. 16. — I. — Dans la liquidation d'une pension d'ancienneté ou proportionnelle sont comptés:

a) Pour leur durée effective:

1° Les services civils actifs ou de la catégorie B ainsi que les bonifications prévues à l'article 8, paragraphe III s'y rapportant, à l'exclusion de ceux visés au paragraphe *b*, 2°, ci-dessous.

2° Les services militaires, à l'exclusion de ceux visés au paragraphe *b*, 2°, ci-dessous;

3° Les bonifications prévues à l'article 11, paragraphe II;

4° Les services civils sédentaires ou de la catégorie A et, éventuellement, les bonifications prévues à l'article 8, paragraphe III s'y rapportant, lorsqu'ils complètent les vingt-cinq premières années de services valables dans la liquidation d'une pension d'ancienneté pour les fonctionnaires ou militaires dont le droit à une telle pension est acquis après vingt-cinq années de services.

b) Pour les cinq sixièmes seulement de leur durée effective;

1° Les services civils sédentaires ou de la catégorie A et les bonifications prévues à l'article 8, paragraphe III s'y rapportant, à l'exclusion de ceux visés au paragraphe *a*, 4°, ci-dessus;

2° Les services civils actifs ou de la catégorie B et éventuellement les bonifications prévues à l'article 8, paragraphe III, s'y rapportant, de même que les services militaires, lorsqu'ils constituent ou complètent les trente premières années de services valables dans la liquidation d'une pension d'ancienneté pour les fonctionnaires ou militaires dont le droit à

une telle pension est acquis après trente ans de services.

II. — Dans le décompte final des annuités liquidables, la fraction de semestre égale ou supérieure à trois mois est comptée pour six mois. La fraction de semestre inférieure à trois mois est négligée.

III. — Le maximum des annuités liquidables dans la pension d'ancienneté civile ou militaire est fixé à trente-sept annuités et demie.

Il peut être porté à quarante annuités:

a) Pour la pension civile, du chef des bonifications pour services hors d'Europe ou pour services aériens, de la bonification prévue à l'article 11, paragraphe II, 1°, et des bénéfices de campagne double acquis dans les conditions visées à l'article 11, paragraphe II, 2°;

b) Pour la pension militaire, du chef des bonifications pour services hors d'Europe ou pour services aériens, de la bonification prévue à l'article 11, paragraphe II, 1°, et des bénéfices de campagne quels qu'ils soient.

IV. — Le maximum des annuités liquidables dans la pension proportionnelle civile ou militaire est fixé à vingt-cinq annuités.

Il peut être porté:

a) Pour la pensoin civile,

A trente-sept annuités et demie, du chef des bénéfices de campagne simple acquis dans les conditions visées à l'article 11, paragraphe II, 2°;

A quarante annuités du chef des avantages visés au paragraphe III, *b*, ci-dessus.

b) Pour la pension militaire,

A quarante annuités du chef des avantages visés au paragraphe III, *b*, ci-dessus.

Chapitre III. — *Emoluments de base.*

Art. 17. — I. — La pension est basée sur les derniers émoluments soumis à retenue afférents à l'emploi et classe ou grade et échelon occupés effectivement depuis six mois au moins par le fonctionnaire ou militaire au moment de son admission à la retraite ou, dans le cas contraire, sauf s'il y a eu rétrogradation pour faute professionnelle des émoluments soumis à retenue afférents à l'emploi et classe ou au grade et échelon antérieurement occupés.

Ce délai ne sera pas opposé lorsque la mise hors de service ou le décès d'un fonctionnaire ou militaire se sera produit par suite d'un accident survenu en service ou à l'occasion du service.

Pour les emplois et classes ou grades et échelons supprimés, des décrets en conseil d'Etat contresignés par le ministre intéressé et le ministre des finances et des affaires économiques régleront, dans chaque cas, leur assimilation avec les catégories existantes.

II. — Lorsque les émoluments définis au paragraphe précédent excèdent six fois le minimum vital, la portion dépassant cette limite n'est comptée que pour moitié.

Chapitre IV. — *Calcul de la pension d'ancienneté ou proportionnelle.*

Art. 18. — I. — La pension d'ancienneté ou proportionnelle est fixée à 2 p. 100 des émoluments de base par annuité liquidable.

II. — La rémunération de l'ensemble des annuités liquidées conformément aux dispositions du paragraphe I ci-dessus ne peut être inférieure:

a) Dans une pension basée sur vingt-cinq annuités liquidables au moins de services effectifs ou de bonifications considérées comme tels, au minimum vital;

b) Dans une pension basée sur moins de vingt-cinq annuités liquidables de services effectifs ou de bonifications considérées comme tels, au montant de la pension calculée à raison de 4 p. 100 du minimum vital par annuité liquidable de ces seuls services ou bonifications.

III. — En aucun cas la pension d'ancienneté ou proportionnelle allouée à un militaire au titre de la durée des services ne peut être inférieure à celle qu'il aurait obtenue s'il n'avait pas été promu à un grade supérieur.

IV. — Si le montant définitif de la pension n'est pas un multiple de 4, il est porté à celui de ces multiples immédiatement supérieur.

V. — La pension d'ancienneté, est majorée, en ce qui concerne les titulaires ayant élevé au moins trois enfants jusqu'à l'âge de seize ans, de 10 p. 100 de son montant pour les trois premiers enfants et de 5 p. 100 par enfant au delà du troisième, sans que le total de la pension majorée puisse excéder le montant des émoluments de base déterminés à l'article 17.

Entreront en compte les enfants décédés par faits de guerre.

VI. — A la pension d'ancienneté ou à la pension proportionnelle visée à l'article 6, paragraphe III, 1° et 2°, s'ajoutent, le cas échéant, les avantages familiaux servis aux agents en activité, à l'exclusion des suppléments rattachés tant aux traitements ou soldes qu'à l'indemnité de résidence.

Chapitre V. — *Règles particulières de liquidation.*

Art. 19 — Les bénéfices de campagne ne peuvent entrer en compte dans la liquidation de la pension militaire proportionnelle prévue à l'article 9, paragraphe III, 3° *b*.

Art. 20. — I. — Le solde de réiorme prévue à l'article 9, paragraphe IV, 1°, est fixée au tiers des émoluments de base. Ce taux est ramené au quart lorsque la réforme est prononcée par mesure disciplinaire.

II. — La solde de réforme prévue à l'article 9, paragraphe IV 2°, est fixée à 30 p. 100 des émoluments de base.

III. — La solde de réforme visée au paragraphe I précédent ne peut être inférieure aux deux tiers et à la moitié, selon le cas, du minimum vital. Celle visée au paragraphe II ci-dessus ne peut être inférieure à 60 p. 100 dudit minimum.

Art. 21. — La pension d'ancienneté ou proportionnelle des caporaux-chefs, caporaux, soldats et de tous les militaires de rang correspondant des armées de terre, de mer et de l'air ne peut être inférieure à 90 p. 100 pour les caporaux-chefs et quartiers-maîtres de 1re classe, à 80 p. 100 pour les caporaux et quartiers-maîtres de 2e classe et à 75 p. 100 pour les soldats et matelots, de la pension d'ancienneté ou proportionnelle qui serait obtenue par un sergent ou un second maître de 2e classe comptant le même nombre d'années de services et de bonifications.

Les dispositions du paragraphe II de l'article 18 sont éventuellement applicables pour la fixation définitive desdiles pensions.

Art. 22. — La pension des militaires non officiers de la gendarmerie est augmentée, dans les conditions actuellement en vigueur, du supplément prévu à l'article 41 de la loi du 14 avril 1924 et des texfes qui l'ont modifié.

Art. 23. — La pension des militaires officiers et non officiers du régiment de sapeurs-pompiers de Paris est augmentée du supplément prévu par l'ordonnance n° 45-2242 du 4 octobre 1945, dans les conditions fixées par ce texte.

Titre IV. — Jouissance de la pension d'ancienneté ou proportionnelle ou de la solde de réforme

Art. 24. — I. — La jouissance de la pension civile d'ancienneté ou proportionnelle est immédiate dans les cas visés à l'article 6, paragraphe I, II et III, 1°, 2° et 3°, ainsi qu'à l'article 56, paragraphe I, premier alinéa.

La jouissance de la pension civile proportionnelle, pour les femmes fonctionnaires visées à l'article 6, paragraphe III, 4°, est différée jusqu'à l'époque où elles auraient acquis le droit à pension d'ancienneté ou auraient été atteintes par la limite d'âge si elles étaient restées en fonction. Toutefois, elle est immédiate lorsque les intéressées sont mères de trois enfants vivants ou décédés par faits de guerre, ou, lorsqu'il est justifié, dans les formes prévues à l'article 28, qu'elles-mêmes ou leur conjoint sont atteints d'une infirmité ou maladie incurable les plaçant dans l'impossibilité d'exercer leurs fonctions.

II — La jouissance de la pension militaire d'ancienneté ou proportionnelle est immédiate dans les cas visés à l'article 9, paragraphe I, II et III, 2°, 3°, 4°.

Pour les officiers visés à l'article 9, paragraphe III, 1°, la jouissance de la pension militaire proportionnelle est différée jusqu'au jour où les intéressés auraient eu droit à une pension d'ancienneté ou auraient été atteints par la limite d'âge s'ils étaient restés en service.

III. — La jouissance de la solde de réforme est immédiate. Toutefois cette solde n'est perçue que pendant un temps égal à la durée des services effectivement accomplis par son bénéficiaire.

IV. — La jouissance de la pension de retraite ou de la solde de réforme ne peut être antérieure à la date de la décision d'admission à la retraite ou de radiation des cadres du titulaire.

Titre V. — Invalidité

Chapitre Ier. — *Fonctionnaires civils.*

Section I. — *Invalidité résultant de l'exercice des fonctions.*

Art. 25. — I. — Le fonctionnaire civil qui a été mis dans l'impossibilité définitive et absolue de continuer ses fonctions par suite d'infirmité résultant de blessures ou de maladies contractées ou aggravées, soit en service, soit en accomplissant un acte de dévouement dans un intérêt public, soit en exposant ses jours pour sauver la vie d'une ou plusieurs personnes, peut être admis à la retraite, sur sa demande, ou mis à la retraite, à l'expiration d'un délai de douze mois à compter de sa mise en congé si cette dernière a été prononcée en application de l'article 92 de la loi du 19 octobre 1946, ou le cas échéant, d'un délai de soixante-six mois à compter de sa mise en congé si cette dernière a été prononcée en application de l'article 93, paragraphe 2, de ladite loi. Il a droit, dans ce cas, à une rente viagère d'invalidité cumulable avec la pension proportionnelle prévue à l'article 6, paragraphe III, 1° ou, le cas échéant, avec la pension d'ancienneté.

II. — Le montant de la rente d'invalidité est fixé à la fraction du minimum vital égale au pourcentage d'invalidité. Toutefois, dans le cas d'aggravation d'infirmités préexistantes, le taux d'invalidité à prendre en considération doit être apprécié par rapport à la validité restante du fonctionnaire.

III. — La rente d'invalidité ajoutée à la pension cumulable ne peut faire bénéficier le titulaire d'émoluments totaux supérieurs aux émoluments de base visés à l'article 17. Elle est liquidée, concédée et payée dans les mêmes conditions et suivant les mêmes modalités que la pension

IV. — Le taux d'invalidité est déterminé compte tenu d'un barème indicatif fixé par décret.

V. — Le total de la pension pronortionnelle ou, s'il y a lieu, de la pension d'ancienneté et de la rente d'invalidité est élevé au montant de la pension basée sur 37 annuités 1/2 liquidables, lorsque le fonctionnaire civil est mis à la retraite à la suite d'un attentat ou d'une lutte dans l'exercice de ses fonctions et qu'il est atteint d'un taux d'invalidité rémunérable au moins égal à celui exigé dans le régime général des assurances sociales pour l'attribution d'une pension d'invalidité dudit régime.

Section II. — *Invalidité ne résultant pas de l'exercice des fonctions.*

Art. 26. — Le fonctionnaire civil qui a été mis dans l'impossibilité définitive et absolue de continuer ses fonctions par suite d'une invalidité ne résultant pas de blessures ou de maladies contractées ou aggravées en service peut être admis à la retraite sur sa demande ou mis à la retraite à l'expiration d'un délai de douze mois à compter de sa mise en congé si cette dernière a été prononcée en application de l'article 92 de la loi du 19 octobre 1946 ou, le cas échéant, d'un délai de quarante-deux mois à compter de sa mise en congé si cette dernière a été prononcée en application de l'article 93, alinéa premier de ladite loi. Toutefois, les blessures ou les maladies doivent avoir été contractées au cours d'une période durant laquelle l'intéressé acquérait des droits à pension.

Il a droit, en ce cas, à la pension proportionnelle prévue à l'article 6, paragraphe III, 2°.

Section III. — *Dispositions communes.*

Art. 27. — I. — Le total des prestations prévues à l'article 25 ou le montant de la pension proportionnelle visée à l'article 26 peut être porté, le cas échéant, au montant de la

pension d'invalidité attribuée au titre du régime général des assurances sociales, si se trouvent remplies toutes les conditions exigées à cet effet par ledit régime. Pour l'application, en l'espèce, du taux d'invalidité, il sera fait état, dans le cas d'aggravation d'infirmités préexistantes, de celui apprécié par rapport à la validité restante du fonctionnaire.

II. — Lorsque la cause d'une infirmité est imputable à un tiers, l'Etat est subrogé de plein droit à la victime ou à ses ayants droit dans leur action contre le tiers responsable pour le remboursement des prestations versées.

Art. 28. — La réalité des infirmités invoquées, leur imputabilité au service, les conséquences ainsi que le taux d'invalidité qu'elles entraînent sont appréciés par une commission de réforme selon des modalités qui seront fixées par le règlement d'administration publique prévu à l'article 68.

Le pouvoir de décision appartient, dans tous les cas, au ministre dont relève l'agent et au ministre des finances et des affaires économiques.

Art. 29. — Les fonctionnaires en service détaché bénéficient des dispositions de l'article 26. Toutefois, pourront éventuellement prétendre aux avantages visés à l'article 25 ceux qui auront été détachés, soit dans les conditions prévues à l'article 99, 1° et 5° de la loi du 19 octobre 1946 relative au statut général des fonctionnaires, soit, dans les autres cas prévus audit article, auprès de collectivités et établissements publics, s'ils appartiennent à des corps dont les statuts font obligation à l'Etat de pourvoir par des fonctionnaires de ses administrations à la constitution des cadres administratifs de ces collectivités ou établissements publics.

CHAPITRE II. — *Militaires.*

Art. 30. — Les militaires et marins restent soumis aux règles fixées par la législation spéciale sur les pensions militaires d'invalidité pour toutes les invalidités contractées ou aggravées par le fait et à l'occasion du service.

Art. 31. — L'article 59 de la loi du 31 mars 1919 est applicable à tous les cas où l'infirmité est attribuable à un service accompli en opérations de guerre.

En aucun cas, la pension d'invalidité accordée à un militaire mis à la retraite pour infirmité le rendant définitivement incapable d'accomplir son service ne pourra être inférieure à la pension fixée à 50 p. 100 des émoluments de base augmentée de la liquidation des annuités pour campagnes acquises par l'intéressé, ni au minimum vital.

TITRE VI. — PENSIONS DES VEUVES ET ORPHELINS

CHAPITRE Ier. — *Fonctionnaires civils.*

Art. 32. — I. — Les veuves des fonctionnaires civils ont droit à une pension égale à 50 p. 100 de la pension d'ancienneté ou proportionnelle obtenue par le mari ou qu'il aurait obtenue le jour de son décès et augmentée, le cas échéant, de la moitié de la rente d'invalidité dont il bénéficiait ou aurait pu bénéficier.

II. — A la pension de la veuve correspondant à une pension d'ancienneté du mari, s'ajoute éventuellement, lorsque la veuve est la mère des enfants ouvrant droit à la majoration prévue à l'article 18, paragraphe V, la moitié de ladite majoration.

III. — Le droit à pension de veuve est subordonné à la condition:

Si le mari a obtenu ou pouvait obtenir, soit une pension d'ancienneté, soit une pension proportionnelle accordée dans le cas prévu à l'article 6, paragraphe III, 3°, que le mariage ait été contracté deux ans au moins avant la cessation de l'activité du mari, sauf si un ou plusieurs enfants sont issus du mariage antérieur à ladite cessation;

Si le mari a obtenu ou pouvait obtenir une pension proportionnelle accordée dans les cas prévus à l'article 6, paragraphe III, 1° et 2°, que le mariage soit antérieur à l'événement qui a amené la mise à la retraite ou la mort du mari,

Toutefois, au cas de mise à la retraite d'office par suite de l'abaissement des limites d'âge, il suffit que le mariage soit antérieur à la mise à la retraite et ait été contracté deux ans au moins avant, soit la limite d'âge fixée par la législation en vigueur au moment où il a été contracté, soit le décès du mari si ce décès survient antérieurement à ladite limite d'âge.

IV. — Chaque orphelin a droit jusqu'à l'âge de vingt et un ans, et sans condition d'âge s'il est atteint d'une maladie incurable ou d'une infirmité le rendant inapte à tout travail rémunéré, à une pension égale à 10 p. 100 de la pension d'ancienneté ou proportionnelle obtenue par le père ou qu'il aurait obtenue le jour de son décès et augmentée, le cas échéant, de 10 p. 100 de la rente d'invalidité dont il bénéficiait ou aurait pu bénéficier, sans que le total des émoluments attribués à la mère et aux orphelins puisse excéder le montant de la pension, et, éventuellement, de la rente d'invalidité attribuées ou qui auraient été attribuées au père. S'il y a excédent, il est procédé à la réduction temporaire des pensions des orphelins.

V. — Au cas de décès de la mère ou si celle-ci est inhabile à obtenir une pension ou déchue de ses droits, les droits définis au paragraphe I du présent article passent aux enfants âgés de moins de vingt et un ans et la pension de 10 p. 100 est maintenue, à partir du deuxième, à chaque enfant mineur dans la limite du maximum fixé à l'alinéa précédent.

Les enfants atteints d'une infirmité incurable les mettant dans l'impossibilité de gagner leur vie et en état d'être hospitalisés sont assimilés aux enfants mineurs.

VI. — Les pensions attribuées aux enfants ne peuvent pas, au total, être inférieures au montant des avantages familiaux dont aurait bénéficié le père en exécution de l'article 18, paragraphe VI, s'il avait été retraité.

VII. — Les enfants naturels reconnus et les enfants adoptifs sont assimilés aux orphelins de père et de mère.

VIII. — Le droit à pension d'orphelin est subordonné à la condition que la mise à la retraite ou la radiation des cadres de leur père soit postérieure:

Pour les enfants légitimes, au mariage dont ils sont issus ou à leur conception;

Pour les enfants naturels reconnus, à leur conception;

Pour les orphelins adoptés, à l'acte d'adoption ou au jugement de légitimation adoptive. Dans ce cas, les conditions d'antériorité prévues au paragraphe III ci-dessus pour le mariage sont exigées au regard de l'acte ou du jugement.

IX. — Est interdit, du chef d'un même enfant, le cumul de plusieurs accessoires de traitement, solde, salaire et pension servis par l'Etat, les collectivités publiques et les organismes de prévoyance collectifs ou obligatoires aux intéressés ou à leur conjoint dans les conditions prévues à l'article 26 de la loi du 22 août 1946.

X. — Les veuves remariées ou vivant en état de concubinage notoire percevront, sans augmentation de taux, les émoluments dont elles bénéficiaient antérieurement à leur nouvel état.

Art. 33. — Lorsqu'il existe une veuve et des enfants mineurs de deux ou plusieurs lits par suite d'un ou plusieurs mariages antérieurs du fonctionnaire, la pension de la veuve est maintenue au taux de 50 p. 100, celle des orphelins est fixée pour chacun d'eux à 10 p. 100 dans les conditions prévues au paragraphe IV de l'article 32.

Lorsque les enfants mineurs issus de divers lits sont orphelins de père et de mère, la pension qui aurait été attribuée à la veuve au titre de l'article 32, paragraphe I, se partage par parties égales entre chaque groupe d'orphelins, la pension de 10 p. 100 des enfants étant, dans ce cas, attribuée dans les conditions prévues au paragraphe V du même article.

Art. 34. — Les orphelins mineurs d'une femme fonctionnaire décédée en jouissance d'une pension ou d'une rente d'invalidité ou en possession de droits à une telle pension ou rente par application des dispositions de la présente loi ont droit au cas de prédécès du père à une pension ou rente dans les conditions prévues aux paragraphes I et V de l'article 32.

Si le père est vivant, les enfants mineurs ont droit à une pension réglée pour chacun d'eux, à raison de 10 p. 100 du montant de la pension et, le cas échéant, de la rente d'invalidité attribuées ou qui auraient été attribuées à la mère.

Il peut être fait, en l'espèce, application des dispositions de l'article 32, paragraphe VI.

Art. 35. — I. — La femme, séparée de corps ou divorcée, lorsque le jugement n'a pas été prononcé exclusivement en sa faveur, ne peut prétendre à la pension de veuve; les enfants, le cas échéant, sont considérés comme orphelins de père et de mère et ont droit à la pension déterminée à l'article 32, paragraphe V.

II. — En cas de divorce prononcé au profit exclusif de la femme, celle-ci a droit, ainsi que les enfants mineurs, à la pension définie à l'article 32, paragraphe I.

Toutefois, la femme divorcée qui se remarie ou qui vit en état de concubinage notoire percevra, sans augmentation de taux, les émoluments dont elle bénéficiait antérieurement à son nouvel état.

La femme divorcée qui s'est remariée avant le décès de son premier mari perd son droit à pension.

III. — En cas de remariage du mari, si celui-ci a laissé une veuve ayant droit à la pension définie à l'article 32, paragraphe I, cette pension est répartie entre la veuve et la femme divorcée — sauf renonciation volontaire de sa part — au prorata de la durée totale des années de mariage.

Au décès de l'épouse divorcée, sa part accroîtra celle de la veuve, sauf réversion du droit au profit des enfants mineurs.

Art. 36. — I. — Nonobstant la condition d'antériorité prévue au paragraphe III de l'article 32 ainsi qu'à l'article 37, et si le mariage antérieur ou postérieur à la cessation de l'activité a duré au moins six années, le droit à pension de veuve est reconnu lorsque le mari a obtenu au moment de son décès une pension d'ancienneté. L'entrée en jouissance de la pension est éventuellement différée jusqu'à l'époque où la veuve atteindra l'âge de 55 ans.

Au cas d'existence, au moment du décès du mari, d'un ou plusieurs enfants issus du mariage, le droit à pension de veuve est acquis après une durée de trois années seulement de ce mariage, et la jouissance de la pension est immédiate.

II. — Nonobstant la condition d'antériorité prévue au paragraphe VIII de l'article 32, le droit à pension d'orphelin est reconnu aux enfants légitimes issus du mariage contracté dans les conditions visées au paragraphe I, quelles qu'en aient été la date et la durée.

III. — Le conjoint survivant d'une femme fonctionnaire peut prétendre à une pension égale de 50 p. 100 de la pension d'ancienneté ou proportionnelle obtenue par elle ou qu'elle aurait obtenue le jour de son décès et augmentée, le cas échéant, de la moitié de la rente d'invalidité dont elle bénéficiait ou aurait pu bénéficier si se trouve remplie la condition d'antériorité de mariage prévue au paragraphe III de l'article 32 et s'il est justifié, dans les formes fixées à l'article 28, qu'au décès de sa femme, l'intéressé est atteint d'une infirmité ou maladie incurable le rendant définitivement incapable de travailler.

Cette pension ne peut, en s'ajoutant aux ressources propres du bénéficiaire, porter celles-ci au delà du minimum vital. Elle cesse d'être servie en cas de remariage du veuf ou s'il vit en état de concubinage notoire.

CHAPITRE II. — *Militaires.*

Art. 37. — Sont applicables aux veuves et orphelins des militaires et marins dont les droits ne se trouvent pas régis par la législation spéciale des pensions militaires d'invalidité, les dispositions du chapitre Ier du présent titre, à l'exception de celles visées aux deux premiers alinéas du paragraphe III de l'article 32 qui sont remplacés par les suivantes:

Le droit à pension de veuve est subordonné à la condition:

Que le mariage ait été contracté deux ans au moins avant la cessation de l'activité du mari, sauf si un ou plusieurs enfants sont issus du mariage antérieur à ladite cessation, ou si les conditions prévues au premier alinéa de l'article 36 sont satisfaites, lorsque le mari a obtenu ou pouvait obtenir soit une pension d'ancienneté, soit une pension pro-

portionnelle accordée dans les cas prévus à l'article 9, paragraphe III, 1°, 2° 3° *b* et 4° *a*;

Que le mariage ait été contracté avant l'événement qui a amené la radiation des cadres ou la mort du mari;

1° Lorsque le mari a obtenu ou pouvait obtenir une pension proportionnelle accordée dans les cas prévus à l'article 9, paragraphe III, 3° *a* et 4° *b*;

2° Lorsque la veuve est susceptible de prétendre à la pension prévue au deuxième alinéa de l'article 38 ou au paragraphe II de l'article 39.

La pension des veuves de maréchaux de France et amiraux de France est fixée à 75 p. 100 des émoluments de base servant au calcul de la solde de réserve d'un général de division au 2e échelon.

Art. 38. — La pension des ayants cause des militaires et marins titulaires d'une pension proportionnelle est calculée en prenant pour base le taux de cette pension.

Les ayants cause des militaires des armées de terre, de mer et de l'air décédés en activité de service après quinze ans de services effectifs à l'Etat reçoivent une pension proportionnelle à laquelle aurait pu prétendre le militaire décédé, que celui-ci ait ou non demandé le bénéfice de la pension prévue à l'article 9, § III, 1° et 4°.

Art. 39. — I. — Les droits à pension des ayants cause des militaires et marins décédés titulaires d'une pension militaire d'invalidité ou décédés en activité des suites de blessures ou de maladies aggravées ou contractées en service sont fixées par la législation spéciale sur les pensions militaires d'invalidité.

Lorsque les dispositions de l'article 40 ne leur sont pas applicables, la pension qui leur est dévolue ne peut être inférieure à celle qui leur reviendrait en prenant pour base la pension prévue au dernier alinéa de l'article 31.

II. — La veuve et les orphelins des militaires et marins décédés par suite d'une invalidité non contractée en service avant d'avoir accompli quinze ans de services, ont droit à 50 p. 100 d'une pension proportionnelle calculée dans les conditions fixées à l'article 26 de la présente loi.

Art. 40. — Lorsqu'un militaire ou marin, réunissant les conditions requises pour l'obtention d'une pension fondée sur la durée des services, vient à décéder par le fait ou à l'occasion du service, en possession d'une pension militaire d'invalidité réversible ou de droits à une pension de cette nature, ses ayants cause peuvent opter pour la pension fixée par les tarifs de la loi spéciale aux pensions militaires d'invalidité ou pour la pension fixée par la présente loi, à l'exclusion de la rente viagère d'invalidité.

Dans ce cas, cette dernière pension est augmentée de la pension à laquelle la veuve ou les orphelins d'un soldat décédé en possession de droits à une pension de cette nature et dans les conditions spécifiées ci-dessus pourraient prétendre en vertu de la loi spéciale aux pensions militaires d'invalidité.

Titre VII. — Dispositions spéciales

Art. 41. — I. — Les inspecteurs des colonies ainsi que leurs ayants cause sont soumis aux dispositions et à l'application des règles tracées par la présente loi pour les militaires des armées de terre, de mer et de l'air.

Les surveillants militaires des établissements pénitentiaires coloniaux ainsi que leurs ayants cause sont soumis aux mêmes dispositions.

II. — Les officiers généraux placés dans la deuxième section de l'état-major général reçoivent une solde de réserve égale au taux de la pension à laquelle ils auraient droit s'ils étaient retraités.

Art. 42. — I. — Les militaires français musulmans d'Algérie ont les mêmes droits que les militaires métropolitains. Les droits à pension de leurs ayants cause seront fixés par le règlement d'administration publique visé à l'article 68, dans les termes mêmes de la présente loi et par application de l'article 2 de la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie.

II. — Les militaires autochtones du Maroc, de la Tunisie et des territoires d'outre-mer recrutés par voie d'engagement ou d'appel individuel acquièrent des droits à pension d'ancienneté ou proportionnelle ou à solde de réforme dans les mêmes conditions que les militaires français. Les taux et les règles d'allocation desdites pensions ou soldes de réforme pour les militaires autochtones non officiers sont fixés par des règlements d'administration publique.

Les droits des ayants cause de ces militaires sont déterminés par les mêmes règlements.

III. — Les militaires servant ou ayant servi à titre étranger ont les mêmes droits que les militaires servant ou ayant servi à titre français, sauf dans le cas où ils participeraient à un acte d'hostilité contre la France. La pension de veuve ou d'orphelin ne peut éventuellement être attribuée que si l'intéressé a épousé une Française, à moins que lui-même ne soit Français.

IV. — Les fonctionnaires civils français musulmans d'Algérie, leurs veuves et orphelins, acquièrent des droits à pension dans les mêmes conditions que les fonctionnaires civils métropolitains et leurs veuves et orphelins. Les mesures propres à assurer l'exécution de cette disposition sont fixées par le règlement d'administration publique visé à l'article 68.

Art. 43. — Les services rendus dans les cadres des administrations des départements, des communes et des établissements publics départementaux et communaux dont les fonctionnaires sont affiliés à la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales sont admissibles pour l'établissement du droit à pension de la présente loi et pour sa liquidation.

Lorsqu'un fonctionnaire provenant d'un de ces cadres passe au service de l'Etat, la pension, tout en étant liquidée sur l'ensemble des services, incombe pour partie à la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales.

La pension est concédée dans les formes prévues par la présente loi et servie par l'Etat, sauf reversement à ce dernier par la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales de la portion des arrérages mise à sa charge par l'arrêté de concession.

Ladite caisse devra prévoir des mesures analogues en vue de régler les droits à la retraite des agents passant du service de l'Etat dans les cadres départementaux et communaux.

Les modalités d'application du présent article seront déterminées par le règlement d'administration publique prévu à l'article 68.

Titre VIII. — Dispositions diverses communes aux pensions et aux rentes viagères d'invalidité

Art. 44. — Les pensions et les rentes viagères d'invalidité instituées par la présente loi sont incessibles et insaisissables sauf en cas de débet envers l'Etat, les départements, communes ou établissements publics, l'Algérie, les services locaux des territoires d'outre-mer et de l'Union française, ou pour les créances privilégiées aux termes de l'article 2101 du code civil et dans les circonstances prévues par les articles 203, 205, 206, 207 et 214 du même code.

Les débets envers l'Etat, ainsi que ceux contractés envers les diverses autres collectivités publiques visées au précédent alinéa, rendent les pensions et les rentes viagères d'invalidité passibles de retenues jusqu'à concurrence d'un cinquième de leur montant. Il en est de même pour les créances privilégiées de l'article 2101. Dans les autres cas prévus au précédent alinéa, la retenue peut s'élever jusqu'au tiers du montant de la pension ou de la rente viagère d'invalidité.

La retenue du cinquième et du tiers peut s'exercer simultanément.

En cas de débets simultanés envers l'Etat et autres collectivités publiques, les retenues devront être effectuées en premier lieu au profit de l'Etat.

Art. 45. — Lorsqu'un bénéficiaire de la présente loi, titulaire d'une pension ou d'une rente viagère d'invalidité, a disparu de son domicile et que plus d'un an s'est écoulé sans qu'il ait réclamé les arrérages de sa pension ou de sa rente viagère d'invalidité, sa femme ou les enfants mineurs qu'il a laissés peuvent obtenir, à titre provisoire, la liquidation des droits à la pension qui leur seraient ouverts par les dispositions de la présente loi.

La même règle peut être suivie à l'égard des orphelins lorsque la mère bénéficiaire d'une pension ou d'une rente d'invalidité ou en possession de droits à une telle pension ou rente a disparu depuis plus d'un an.

Une pension peut être également attribuée, à titre provisoire, à la femme et aux enfants mineurs d'un bénéficiaire de la présente loi, disparu, lorsque celui-ci était en possession de droits à pension au jour de sa disparition et qu'il s'est écoulé au moins un an depuis ce jour.

La pension provisoire est convertie en pension définitive lorsque le décès est officiellement établi ou que l'absence a été déclarée par jugement passé en force de chose jugée.

Art. 46. — Le droit à l'obtention ou à la jouissance de la pension ou de la rente viagère d'invalidité est suspendu:

Par la révocation avec suspension des droits à pension;

Par la condamnation à la destitution prononcée par application du code de justice militaire ou maritime;

Par la condamnation à une peine afflictive ou infamante, pendant la durée de la peine;

Par les circonstances qui font perdre la qualité de Français, durant la privation de cette qualité;

Par la déchéance de la puissance paternelle pour les veuves et les femmes divorcées.

S'il y a lieu, par la suite, à la liquidation ou au rétablissement de la pension ou de la rente d'invalidité, aucun rappel pour les arrérages antérieurs n'est dû.

Art. 47. — La suspension prévue à l'article précédent n'est que partielle si le titulaire a une femme ou des enfants mineurs; en ce cas, la femme ou les enfants mineurs reçoivent, pendant la durée de la suspension, une pension fixée à 50 p. 100 de la pension ou de la rente d'invalidité dont bénéficiait ou aurait bénéficié effectivement le mari.

Dans le cas où le fonctionnaire ou militaire n'est pas effectivement en jouissance d'une pension ou d'une rente d'invalidité au moment où doit jouer la suspension, la femme ou les enfants mineurs peuvent obtenir la pension définie à l'alinéa précédent si leur auteur remplit, à ce moment, la condition de durée de services exigée pour l'attribution d'une pension d'ancienneté.

Les frais de justice résultant de la condamnation du titulaire ne peuvent être prélevés sur la portion des arrérages ainsi réservés au profit de la femme et des enfants.

Art. 48. — Tout bénéficiaire de la présente loi qui est exclu définitivement des cadres:

Pour avoir été reconnu coupable de détournement, soit de deniers de l'Etat, des départements, des communes ou établissements publics, soit de dépôts de fonds particuliers versés à sa caisse ou de matières reçues et dont il doit compte;

Pour avoir été convaincu de malversations relatives à son service;

Pour s'être démis de ses fonctions à prix d'argent ou à des conditions équivalant à une rémunération en argent ou avoir été complice d'une telle démission;

Peut être déchu de ses droits à pension ainsi qu'à rente viagère d'invalidité.

Dans le cas où la découverte du détournement, des malversations ou de la démission n'a lieu qu'après la cessation d'activité, la même disposition est applicable au fonctionnaire civil ou au militaire retraité ou réformé, si les agissements qui lui sont reprochés auraient été de nature à motiver son exclusion définitive des cadres, alors même que sa pension ou sa rente d'invalidité aurait déjà été concédée.

La déchéance édictée au présent article, et sur laquelle l'organisme disciplinaire compétent est toujours expressément appelé à donner son avis, est prononcée par arrêté conjoint du ministre dont relève ou relevait l'intéressé et du ministre des finances et des affaires économiques.

Titre IX. — Dispositions d'ordre et de comptabilité

Art. 49. — Toute demande de pension ou de rente viagère d'invalidité est adressée au ministre du département auquel appartient ou appartenait le fonctionnaire ou le militaire. Cette demande doit, à peine de déchéance, être présentée dans le délai de cinq ans à partir, pour le titulaire, du jour où il a été admis à faire valoir ses droits à la retraite ou radié des cadres et, pour la veuve ou les orphelins, du jour du décès du fonctionnaire ou du militaire.

Art. 50. — I. — Le payement du traitement ou solde d'activité augmenté éventuel-

lement des avantages familiaux et du supplément familial de traitement ou solde, à l'exclusion de toutes autres indemnités ou allocations, est continué jusqu'à la fin du mois civil au cours duquel le fonctionnaire ou militaire est, soit admis à la retraite ou radié des cadres, soit décédé en activité, et le payement de la pension de l'intéressé ou de celle de ses ayants droit commence au premier jour du mois suivant.

II. — Le payement d'une pension à jouissance différée prend effet du premier jour du mois civil suivant celui de l'entrée en jouissance.

III. — En cas de décès d'un fonctionnaire ou d'un militaire retraité, la pension ou la rente viagère d'invalidité est payée à la veuve ou aux orphelins réunissant les conditions exigées aux articles 32, paragraphes III et VIII, et 37, jusqu'à la fin du mois civil au cours duquel le fonctionnaire ou militaire est décédé et le payement de la pension des ayants droit commence au premier jour du mois suivant.

IV. — En cas de décès d'un fonctionnaire ou d'un militaire titulaire d'une pension à jouissance différée, le payement de la pension de veuve ou d'orphelin prend effet du premier jour du mois civil suivant celui du décès.

V. — Les rappels d'arrérages sont réglés conformément aux dispositions de l'article 85 de la loi du 23 février 1933.

Art. 51. — La liquidation de la pension et de la rente viagère d'invalidité incombe au ministre dont relève ou relevait le fonctionnaire ou le militaire. La concession en est effectuée par arrêté conjoint du même ministre et du ministre des finances et des affaires économiques.

L'administration est tenue de notifier à chaque intéressé le décompte détaillé de la liquidation en même temps que la décision portant concession de la pension.

Art 52. — La pension et la rente viagère d'invalidité sont payées trimestriellement dans les conditions qui seront déterminées par le règlement d'administration publique prévu à l'article 68.

La mise en payement, portant rappel du jour de l'entrée en jouissance, doit être obligatoirement effectuée à la fin du premier trimestre suivant le mois de cessation de l'activité

Art. 53 — La pension et la rente viagère d'invalidité peuvent être revisées à tout moment en cas d'erreur ou d'omission quelle que soit la nature de celles-ci. Elles peuvent être modifiées ou supprimées si la concession en a été faite dans des conditions contraires aux prescriptions de la présente loi.

La restitution des sommes payées indûment ne peut être exigée que si l'intéressé était de mauvaise foi. Cette restitution est poursuivie par l'agent judiciaire du Trésor.

Art. 54. — Tout pourvoi contre le rejet d'une demande de pension et d'une rente viagère d'invalidité ou contre leur liquidation doit être formé, à peine de déchéance, dans un délai de trois mois à dater de la notification de la décision qui a prononcé le rejet ou de l'arrêté qui a concédé la pension et, le cas échéant, la rente viagère d'invalidité.

Titre X. — Remboursement des retenues

Art. 55. — I. — Le fonctionnaire civil ou militaire qui vient à quitter le service, pour quelque cause que ce soit, avant de pouvoir obtenir une pension, une rente viagère d'invalidité ou une solde de réforme, perd ses droits auxdites pensions, rentes ou soldes.

Il peut prétendre, sauf dans les hypothèses visées à l'article 48 de la présente loi, au remboursement direct et immédiat de la retenue subie d'une manière effective sur son traitement ou solde sous réserve, le cas échéant, de la compensation avec les sommes dont il peut être redevable du chef des débets prévus à l'article 44 et des versements éventuels à opérer aux organismes de sécurité sociale.

A cet effet, une demande personnelle doit être déposée dans les conditions et délais prévus à l'article 49 ci-dessus.

II. — Le fonctionnaire civil ou militaire qui, ayant quitté le service, a été remis en activité, soit dans une administration publique, soit dans l'armée, bénéficie, pour la retraite, de la totalité des services qu'il a rendus à l'Etat, à condition que, sur demande expresse formulée par lui dans un délai de trois mois à compter de sa remise en activité, il reverse au Trésor le montant des retenues qui lui auraient été éventuellement remboursées.

Art. 56. — I. — Le fonctionnaire révoqué sans suspension des droits à pension peut obtenir une pension s'il remplit la seule condition de durée de services exigée pour le droit à pension d'ancienneté.

Dans le cas contraire, les dispositions des deuxième et troisième alinéas du paragraphe Ier de l'article 55 lui sont applicables.

II. — Le fonctionnaire révoqué avec suspension des droits à pension peut prétendre au remboursement des retenues dans les conditions fixées au deuxième alinéa du paragraphe Ier de l'article 55 sous réserve que les dispositions de l'article 47 ne soient pas applicables.

Art. 57. — Les femmes fonctionnaires, mères de trois enfants vivants, qui viennent à quitter leurs fonctions sans avoir droit à une pension peuvent obtenir le remboursement immédiat de leurs retenues, au montant desquelles s'ajoute une bonification de 10 p. 100 de l'Etat, à la condition que la radiation des cadres n'ait pas été prononcée par mesure disciplinaire.

Titre XI. — Cumuls de pensions avec des rémunérations publiques ou d'autres pensions

Art. 58. — I. — Le cumul de deux ou plusieurs pensions basées sur la durée des services n'est permis que lorsque lesdites pensions sont fondées sur des services effectués dans des emplois successifs, aucun fonctionnaire ou militaire ne pouvant acquérir des droits à pension dans deux emplois concomitants qu'ils soient exercés pour le compte d'une ou de plusieurs des collectivités ou entreprises énumérées à l'article 1er du décret-loi du 29 octobre 1936 relatif au cumul d'emplois publics, de rémunérations et de retraites. En aucun cas, le temps décompté pour la liquidation d'une pension ne peut intervenir dans la liquidation d'une autre pension.

Lorsque le cumul est autorisé, le total des émoluments perçus ne peut excéder la limite de quatre fois le minimum vital.

Si cette limite est dépassée, l'excédent est retenu sur la pension et, le cas échéant, la rente viagère d'invalidité servie par l'Etat ou, à défaut, sur les arrérages servis par la collectivité qui alloue la pension la plus ancienne. Toutefois, si l'une au moins des pensions excède cette limite, l'intéressé peut en conserver le bénéfice à l'exclusion des autres.

II. — Le cumul par une veuve ou un orphelin de plusieurs pensions obtenues du chef d'agents différents, soit au titre de la présente loi, soit au titre de l'un des régimes particuliers de retraites des collectivités ou entreprises énumérées à l'article 1er du décret du 29 octobre 1936, est interdit.

Le cumul de ces pensions obtenues du chef d'un même agent est autorié dans la limite de deux fois le minimum vital, avec application éventuelle des dispositions du dernier alinéa du paragraphe I du présent article.

III. — Le cumul d'une pension d'ayant cause avec une pension personnelle est soumis aux dispositions des deux derniers alinéas du paragraphe I du présent article, que les pensions procèdent d'un régime ou d'un autre.

Les prescriptions interdisant le cumul d'une solde d'activité et d'une pension militaire sont, d'autre part, suspendues pendant toute la durée de la mobilisation pour les retraités militaires rappelés à l'activité et touchant une solde journalière.

IV. — Les dispositions du présent article ne sont applicables aux pensions militaires d'invalidité pour lesquelles aucune modification n'est apportée aux règles en vigueur.

Les titulaires de pension mixtes concédées au titre des articles 59 et 60 de la loi du 31 mars 1919 peuvent cumuler intégralement la fraction de la pension mixte rémunérant l'invalidité avec une autre pension dans la liquidation de laquelle pourront être pris en compte es services entrant dans le calcul de a pension mixte, dans la limite des maxima d'annuités prévus aux paragraphes I et II de l'article 16 de la présente loi.

Art. 59. — I. — L'article 4 de l'ordonnance du 25 août 1944, modifié et complété par les ordonnances des 30 mai et 23 juillet 1945, est remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 4. — Les titulaires de pensions de veuve, de pensions mixtes attribuées en vertu de l'article 59 de la loi du 31 mars 1919 ou de pensions proportionnelles de sous-officiers peuvent cumuler intégralement le montant de leurs pensions avec celui des émoluments correspondant à l'emploi qui leur est confié.

« Les pensions et rentes viagères d'invalidité, autres que celles visées à l'alinéa qui précède, peuvent se cumuler avec les émoluments correspondant à un nouvel emploi dans la limite, soit des émoluments de base pris en compte pour la fixation de la pension, soit des émoluments afférents au nouvel emploi si cette rémunération excède lesdits émoluments de base.

« Toutefois, aucune restriction n'est apportée au cumul lorsque le total des pensions ou rentes viagères ainsi que des émoluments afférents au nouvel emploi n'excède pas trois fois le minimum vital. »

II. — L'article 7 (alinéas 2 et 3) de l'ordonnance du 25 août 1944, modifié par l'ordonnance du 30 mai 1945, est remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 7. — Les fonctionnaires civils dont la mise à la retraite n'a pas été prononcée par limite d'âge ont la possibilité, lorsqu'ils sont nommés à un nouvel emploi de l'Etat ou d'une des collectivités dont les agents sont tributaires, soit de la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales, soit de la caisse des retraites de l'Algérie, soit de la société de prévoyance des fonctionnaires tunisiens, soit de la caisse marocaine de retraites, soit de la caisse intercoloniale de retraites, de renoncer à la faculté de cumuler leur pension avec leur traitement d'activité, en vue d'acquérir de nouveaux droits à pension au titre dudit emploi

« La renonciation doit être expresse et formulée dans les trois mois de la notification aux intéressés de leur remise en activité. A défaut de renonciation ainsi exprimée, la faculté de cumul emporte affranchissement des retenues.

Toutefois, les fonctionnaires et employés civils de l'Etat qui après avoir été admis au bénéfice d'une pension d'invalidité au titre des articles 20 et 21 de la loi du 14 avril 1924 auront été autorisés à réintégrer leur administration d'origine, pourront, s'ils en font la demande dans les trois mois suivant la promulgation de la présente loi, acquérir de nouveaux droits à pension au titre des services accomplis après cette réintégration. Les bénéficiaires de cette disposition seront astreints au versement des retenues prévues aux articles 3 et 4 de la présente loi, à partir de leur retour à l'activité.

« Les régimes de retraites énumérés ci-dessus devront être modifiés en vue d'y inclure des dispositions analogues à l'égard de leurs tributaires. »

III. — L'article 12 de la loi du 30 avril 1920 portant modification de la législation des pensions civiles et militaires, remplacé par l'article 12 de la loi du 3 juin 1941 et modifié par l'article 2 de l'ordonnance du 23 juillet 1945, est à nouveau modifié comme suit:

« Les titulaires d'une pension civile de l'Etat ou d'une rente viagère d'invalidité venant à servir à titre militaire pendant une guerre peuvent cumuler cette pension ou cette rente avec la solde militaire, même mensuelle, afférente à leur grade dans les armées de terre, de mer ou de l'air. Le cumul n'est autorisé que jusqu'à concurrence de trois fois le minimum vital. La même disposition est applicable aux retraités bénéficiaires d'une pension concédée par l'une des collectivités ou entreprises énumérées à l'article premier du décret-loi du 29 octobre 1936 relatif au cumul. »

IV. — En temps de guerre, les retraités militaires rappelés à l'activité reçoivent la solde d'activité et les accessoires de solde de leur grade. S'ils perçoivent une solde mensuelle, le payement de leur pension est suspendu jusqu'au moment où ils sont rendus à la vie civile.

Les prescriptions interdisant le cumul d'une solde d'activité et d'une pension militaire sont, d'autre part, suspendues pendant toute la durée de la mobilisation pour les retraités militaires rappelés à l'activité et touchant une solde journalière.

La pension est éventuellement revisée pour tenir compte des nouveaux services.

V. — Les militaires autres que ceux de l'armée active cumulent, en temps de paix, pendant les exercices ou manœuvres auxquels ils sont convoqués, la pension militaire dont ils jouissent avec la solde et les prestations militaires afférentes à leur grade, mais le temps passé sous les drapeaux dans ces conditions n'entre pas dans la supputation des services militaires donnant droit à pension ou à revision d'une telle pension.

VI. — Les indemnités allouées aux titulaires d'une pension à raison de l'exercice de fonctions militaires sont cumulables avec ladite pension dans les conditions fixées aux paragraphes I et III du présent article, mais les services qu'elles rémunèrent ne peuvent, en aucun cas, ouvrir de nouveaux droits à pension ou à revision d'une telle pension.

VII. — L'article 18 du décret du 29 octobre 1936 relatif au cumul remplacé par l'article 4 de l'ordonnance du 30 mai 1945 est à nouveau remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 18. — Dans tous les cas où la limite du cumul est atteinte, la réduction prévue est opérée sur la pension ou la rente.

« Pour les titulaires de pensions ou rentes servies par l'Etat, cette réduction est effectuée au vu d'un certificat de suspension délivré par le ministre des finances et des affaires économiques.

« Pour les titulaires de pensions servies par d'autres collectivités, la réduction est effectuée au vu de certificats de suspension de payement établis par ces collectivités. »

VIII. — Les dispositions du présent titre s'appliqueront à compter du 1er janvier 1948 aux retraités dont la pension aura été concédée ou revisée suivant les modalités prévues à la présente loi.

TITRE XII. — DISPOSITIONS CONCERNANT LES RETRAITES CONCÉDÉES SOUS LE RÉGIME DE LA LOI DU 14 AVRIL 1924

Art. 60. — I. — Après la fixation des nouvelles échelles de traitements et de soldes, les pensions de retraite concédées sous le régime de la loi du 14 avril 1924 feront l'objet, avec effet du 1er janvier 1948, d'une nouvelle liquidation sur la base desdits traitements et soldes, compte tenu des annuités qu'elles rémunèrent, des modifications opérées dans la structure, les appellations, la hiérarchie de leur catégorie et des modalités de calcul prévues au titre III de la présente loi, sous réserve des exceptions visées ci-après:

Les pensions, calculées sur le traitement ou solde du dernier emploi et classe ou grade et échelon occupé, lors de la cessation de l'activité, ou sur le traitement ou soldo de l'emploi et classe ou grade et échelon supérieur seront, nonobstant les dispositions de l'article 17, paragraphe I, liquidées sur les mêmes émoluments et compte tenu des bonifications exceptionnellement accordées, s'il y a lieu, avec application des dispositions du paragraphe II du même article.

Les annuités pourront être modifiées pour la prise en compte éventuelle des bénéfices de campagne acquis, au cours d'expéditions déclarées campagnes de guerre, par les fonctionnaires civils anciens combattants.

II. — Les dispositions du titre V de la présente loi ne seront pas appliquées aux pensions attribuées au titre des articles 19, 21 et 22, paragraphe premier de la loi du 14 avril 1924 dont le montant sera revisé sur la base des règles prévues au paragraphe I ci-dessus.

III. — Les allocations complémentaires instituées par les articles 42 de la loi du 30 mars 1929 et 76 de la loi du 30 décembre 1928 seront revisées en appliquant à la liquidation des pensions sur lesquelles elles sont basées les règles prévues au paragraphe I ci-dessus.

Art. 61. — I. — Les titulaires d'une rente viagère attribuée au titre de l'article 22, paragraphe 2 de la loi du 14 avril 1924 recevront une allocation viagère annuelle calculée à raison de 2 p. 100 du minimum vital par année de service effectif à l'exclusion de toute bonification considérée comme tel.

La rente viagère sera déduite de cette allocation dans les conditions prévues par le décret du 13 novembre 1925.

II. — Les pensions de veuve concédées au titre des articles 22, alinéas 2 et 23 de la loi du 14 avril 1924 seront calculées à raison de 1 p. 100 du minimum vital par année de service effectif accompli par le mari, à l'exclusion de toute bonification considérée comme tel.

Les pensions temporaires d'orphelin seront, en l'espèce, fixées à 20 p. 100 de la pension de la veuve.

III. — Les allocations viagères accordées aux veuves visées à l'article 68 de la loi précitée seront calculées dans les conditions prévues au premier alinéa du paragraphe II ci-dessus.

IV. — Les pensions et allocations visées au présent article seront liquidées, concédées et payées dans les mêmes conditions que les pensions.

Art. 62. — I. — L'application des articles 60 et 61 ne pourra entraîner, en aucun cas, une diminution des émoluments perçus par les intéressés au 1er janvier 1948.

II. — Les veuves remariées ou vivant en état de concubinage notoire avant la date de promulgation de la présente loi percevront, sans augmentation ultérieure, la pension de réversion résultant de la nouvelle liquidation prévue à l'article 60.

TITRE XIII. — MESURES D'APPLICATION

Art. 63. — Les dispositions de la présente loi, sauf celles des titres XI et XII, ne sont applicables qu'aux fonctionnaires ou militaires ainsi qu'à leurs ayants cause dont les droits à pension se sont ouverts postérieurement à la date de sa promulgation.

Toutefois, par dérogation aux dispositions de l'article 32 ci-dessus:

a) La pension de réversion des ayants cause de fonctionnaires retraités au titre des articles 19, 21 ou 22, paragraphe 1er, de la loi du 14 avril 1924 sera basée sur la pension du mari ou du père, revisée conformément aux dispositions de l'article 60, paragraphe III,

b) La pension de réversion des ayants cause de retraités titulaires d'une rente viagère attribuée au titre de l'article 22, paragraphe 2, de la loi précitée sera fixée conformément aux dispositions de l'article 60, paragraphe II.

Art. 64. — En attendant la fixation du minimum vital prévu à l'article 32 de la loi du 19 octobre 1946 relative au statut général des fonctionnaires, ce minimum sera, pour l'application de la présente loi, représenté par 80 p. 100 du traitement brut afférents à l'indice 100 prévu à l'article 1er du décret du 10 juillet 1948.

Art. 65. — Sont abrogées les dispositions de la loi du 14 avril 1924 et des textes y afférents concernant les pensions basées sur la durée des services, en ce qu'elles ont de contraire à la présente loi, et notamment les articles 1er à 9, 11 à 15, 17 à 35, 37 à 40, 42 à 67, 70, 73, 75 à 78 et 80 de la loi du 14 avril 1924.

Art. 66. — I. — Les dispositions générales relatives à la péréquation des pensions concédées seront applicables aux fonctionnaires et agents retraités de l'Etat et à leurs ayants cause régis par la législation locale en vigueur dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

II. — Les modalités de calcul propres au régime local de retraite ne subissent pas de modification.

III. — Toutefois, sont déclarées expressément applicables les règles d'arrondissement visées au paragraphe IV de l'article 18 du titre III de la présente loi ainsi que les dispositions des paragraphes V et VI du même article réglant les conditions d'ouverture du droit à la majoration pour enfants et aux avantages familiaux.

IV. — Dans un délai de six mois à partir de la publication du règlement d'administration publique prévu à l'article 68, les fonctionnaires du cadre local du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle auront le droit de renoncer au bénéfice du statut local pour être régis intégralement par les dispositions de la présente loi.

Art. 67. — Des décrets fixeront les règles applicables aux personnes qui ont été successivement ou simultanément soumises au régime autonome et particulier de pensions institué par la présente loi et au régime général ou à un autre régime particulier de sécurité sociale.

Art. 68. — Un règlement d'administration publique déterminera, dans les deux mois de la promulgation de la présente loi, les mesures propres à en assurer l'exécution.

Art. 69. — Il est ouvert au ministre des finances et des affaires économiques, au titre du budget général de l'exercice 1948, en addition aux crédits ouverts par la loi n° 47-2107 du 31 décembre 1947 portant: 1° reconduction à l'exercice 1948 des crédits ouverts par la loi n° 47-1496 du 13 août 1947 au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires civiles) pour l'exercice 1947; 2° autorisation de percevoir les impôts, droits, produits et revenus publics pour l'exercice 1948, un crédit s'élevant à la somme totale de 3.025 millions de francs et réparti par chapitres du budget des finances ainsi qu'il suit:

Chap. 071. — Pensions militaires, 2 milliards 305 millions de francs.

Chap. 072. — Pensions civiles, 720 millions de francs.

Total égal, 3 milliards 25 millions de francs.

ANNEXE N° 876

(Session de 1948. — Séance du 20 août 1948.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale relatif à l'exercice de certaines fonctions dans les entreprises nationalisées, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.)

Paris, le 20 août 1948.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 20 août 1948, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi relatif à l'exercice de certaines fonctions dans les entreprises nationalisées.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé : EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Les dispositions de l'article 88-III, premier alinéa de la loi du 30 décembre 1928, portant fixation du budget général de l'exercice 1929, sont modifiées comme suit:

« III. — Sont également incompatibles avec le mandat législatif, les fonctions de directeur, administrateur, membre du conseil de surveillance, gérant ou représentant dans les sociétés, entreprises et établissements jouissant, à titre spécial, sous forme de garantie d'intérêt, de subventions ou autres équivalents, d'avantages assurés par l'Etat, ainsi que dans les entreprises nationalisées. »

Art. 2. — L'article 88-III de la loi du 30 décembre 1928 est complété par le dernier alinéa ainsi conçu:

« Toute personne ayant eu la qualité de membre du gouvernement ne peut être nommée administrateur d'une entreprise nationalisée si elle n'a pas cessé ses fonctions gouvernementales depuis cinq ans au moins. »

Art. 3. — . . . . . .

Délibéré en séance publique, à Paris le 20 août 1948.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.) 4559, 4812 et in-8° 1230.

ANNEXE N° 877

(Session de 1948. — Séance du 20 août 1948.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 10 de la loi validée n° 11, du 8 juin 1944, instituant un **fonds de garantie des risques de guerre** sur stocks de **céréales** et de **farines,** par M. Paumelle, conseiller de la République (1).

Mesdames, messieurs, le texte qui vous est soumis tend à permettre aux organismes stokeurs de céréales d'être indemnisés par une caisse spéciale ayant ses propres ressources.

L'acte dit « loi du 8 juin 1944 » instituant, au profit des organisations stockeurs, des meuniers et de certains organismes administratifs, un « fonds de garantie » des risques de guerre sur stocks de céréales, de farine et de sacherie, est applicable à compter du 21 juillet 1943.

Ce « fonds » alimenté principalement par des cotisations versées par les organismes stockeurs eux-mêmes et par une participation financière de l'Etat, présente le sérieux avantage de dédommager rapidement les coopératives sinistrées, sans pour cela grever lourdement les finances publiques.

Malheureusement, les dommages supportés sur les mêmes marchandises avant la date précitée ne font l'objet d'aucune indemnisation en dehors de celle prévue par la législation générale en matière de dommages de guerre.

Or, il est bien certain qu'en raison des faibles sommes que peut consacrer chaque année la nation à la réparation des dommages de guerre, il y a peu d'espoir que les coopératives agricoles de céréales, négociants agréés, meuniers et administrations comme l'office national interprofessionnel des céréales, reçoivent dans un court délai une fraction même réduite des réparations auxquelles ils ont droit. Cet espoir est d'autant plus faible que l'indemnisation, au titre de la loi du 28 octobre 1946 est assujettie à un ordre de priorité qui exclut actuellement les pertes de céréales.

Aussi s'avère-t-il utile que le fonds de garantie soit autorisé à indemniser non seulement les dommages postérieurs au 21 juillet 1943 mais également tous ceux qui sont survenus depuis le commencement des hostilités.

On conçoit aisément que les organismes qui concourent à la circulation des céréales ne puissent subir impunément des pertes imprévisibles comme celles résultant de la guerre. Aussi, indépendamment de l'acte dit loi du 8 juin 1944, a-t-on tenté de venir à leur aide.

C'est dans cet esprit que l'office national interprofessionnel des céréales a cautionné des avances faites par le crédit agricole et a renoncé provisoirement à exiger le remboursement des effets impayés des campagnes 1939-1940 jusqu'à concurrence d'un montant égal aux pertes de guerre subies en matière de blé.

Cependant, le maintien de ces expédients n'est pas sans inconvénients. Les prêts consentis, même à taux réduit, finissent par constituer des charges relativement lourdes pour ces organismes.

C'est pourquoi, il semble qu'une solution assez satisfaisante à ce grave problème pourrait être trouvée dans l'extension du champ d'application de la loi du 8 juin 1944 aux pertes de guerre antérieures au 21 juillet 1943.

La dépense supplémentaire qui résulterait de la mesure prévue serait de l'ordre de 205 millions se répartissant comme suit:

Coopératives de céréales, 100 millions de francs.
Meunerie, 35 millions de francs.
Négociants, 20 millions de francs.
Administration, 50 millions de francs.
Total, 205 millions de francs.

Or, actuellement, la situation de « fonds de garantie » est la suivante:

Recettes, 211 millions de francs.
Dépenses ordonnances, 113 millions de francs.
Prévisions de dépenses, 45 millions de francs.

En déduisant de ces 211 millions recueillis par le « fonds », les 113 millions qu'il a versés aux intéressés et les 45 millions restant à verser, le « fonds » aura un excédent de 23 millions. Si, à ces 23 millions, on ajoutait, ainsi que l'a décidé l'Assemblée nationale par le texte qu'elle vient d'adopter, les quelques 60 millions que représente le « reliquat » de la caisse de garantie prévue par l'article 26 de la loi du 15 août 1936, et dont l'activité a été supprimée par le décret-loi du 29 janvier 1939, on atteindrait le chiffre de 83 millions, ce qui porterait les recettes à trouver à 122 millions de francs.

Pour recueillir ces 122 millions, il suffirait de maintenir pendant trois ans la cotisation des organismes stockeurs au « fonds de garantie » sur les bases en vigueur pendant la campagne 1945-1946.

Ces cotisations perçues par les organismes stockeurs s'élèvent par quintal à 0,80 F pour le blé, 0,20 F pour le seigle et 1,60 F pour les autres céréales.

Les sommes payées par le « fonds de garantie » viendraient en déduction de celles que l'Etat est tenu de verser au titre de la loi du 28 octobre 1946.

Votre commission a, toutefois, fait des réserves sur le principe de cette proposition de loi qui déroge au principe général de la réparation des dommages de guerre selon un ordre de priorité national prévu par la loi du 28 octobre 1946. Elle pense que l'extension de régimes spéciaux d'indemnisation n'est pas souhaitable car elle crée, au profit de certains sinistrés, des avantages leur permettant d'échapper aux règles de priorité.

Néanmoins, devant l'avantage que présente la participation des professionnels au financement au fonds de garantie, soulageant pour autant les finances de l'Etat, votre commission a décidé de donner un avis favorable à la proposition de loi, mais elle demande que les dossiers des bénéficiaires de ce texte soient très sévèrement contrôlés.

C'est sous le bénéfice de ces observations que votre commission vous demande d'adopter le texte suivant:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — L'article 10 de la loi validée n° 11 du 8 juin 1944 est ainsi modifié:

« Le fonds de garantie couvre l'ensemble des risques visés à l'article 4, survenus depuis l'ouverture des hostilités. »

Art. 2. — Le reliquat de la caisse de garantie prévue par l'article 24 de la loi du 15 août 1936, et dont l'activité a été supprimée par le décret du 29 juillet 1939, est affecté au fonds de garantie institué par la loi du 8 juin 1944.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 2051, 2867 et in-8° 1067; Conseil de la République, 658 (année 1948).

ANNEXE N°. 878

(Session de 1948. — Séance du 20 août 1948.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale tendant à accorder aux **sociétés coopératives de commerçants** un **délai** pour l'accomplissement des **formalités** prévues par la **loi du 10 septembre 1947** portant **statut de la coopération,** transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales.)

Paris, le 20 août 1948.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 20 août 1948, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à accorder aux sociétés coopératives de commerçants un délai pour l'accomplissement des formalités prévues par la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — Insérer entre les alinéas premier et 2 de l'article 28 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 l'alinéa suivant:

« Pour les sociétés coopératives de commerçants, le délai d'un an prévu ci-dessus ne commencera à courir qu'à partir de la date de promulgation de la loi portant statut de la coopération commerciale. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 20 août 1948.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 4678, 5190 et in-8° 1232.

ANNEXE N° 879

(Session de 1948. — Séance du 20 août 1948.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale tendant à modifier les **articles 237, 238, 239, 240, 241, 245 et 247 du code pénal,** la loi validée du 21 juillet 1942 réprimant l'**évasion** de la **main-d'œuvre** employée dans les **établissements pénitentiaires** et la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.)

Paris, le 20 août 1948.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 20 août 1948, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi tendant à modifier les articles 237, 238, 239, 240, 241, 245 et 247 du code pénal, la loi validée du 21 juillet 1942 réprimant l'évasion de la main-d'œuvre employée dans les établissements pénitentiaires et la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — L'intitulé du paragraphe 4 de la section IV du livre III, titre Ier, du code pénal est ainsi modifié:

« § 4. — Evasion de détenus ou de prisonniers de guerre. »

Art. 2. — Les articles 237, 238, 239, 240 et 241 du code pénal sont modifiés comme il suit:

« *Art.* 237. — Toutes les fois qu'une évasion de détenus ou de prisonniers de guerre aura lieu, les huissiers, les commandants en chef ou en sous-ordre, soit de la gendarmerie, soit de la force armée servant d'escorte ou garnissant les postes, les concierges, gardiens, geôliers et tous autres préposés à la

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 2624, 2781, 3580, 4621 et in-8° 1236.

conduite, au transport ou à la garde des détenus ou prisonniers seront punis ainsi qu'il est prévu aux articles suivants.

« Les peines portées pour le cas de connivence seront également encourues si les personnes désignées à l'alinéa qui précède ont tenté de procurer ou de faciliter une évasion, même si celle-ci n'a été ni consommée ni tentée, et quand bien même les préparatifs auraient été menés à l'insu du détenu ou du prisonnier. Elles seront également encourues, lorsque l'aide à l'évasion n'aura consisté qu'en une abstention volontaire.

« *Art.* 238. — Si le détenu était prévenu de délits de police ou de crimes simplement infamants, ou condamné pour l'une de ces infractions, ou si c'était un prisonnier de guerre, les préposés à sa garde ou conduite seront punis en cas de négligence, d'un emprisonnement de onze jours à six mois et d'une amende de 6.000 F à 20.000 F et, en cas de connivence, d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 10.000 F à 250.000 F.

« Ceux qui, même n'étant pas chargés de la garde ou de la conduite du détenu ou prisonnier de guerre auront procuré, facilité ou tenté de procurer ou de faciliter son évasion ou sa fuite une fois l'évasion réalisée, seront punis d'un emprisonnement de un mois à deux ans et d'une amende de 10.000 F à 200.000 F.

« *Art.* 239. — Si les détenus ou l'un d'eux étaient prévenus ou accusés d'un crime de nature à entraîner une peine afflictive à temps ou condamnés pour un tel crime, la peine sera, contre les préposés à la garde ou conduite, en cas de négligence, un emprisonnement de deux mois à dix-huit mois et une amende de 6.000 F à 50.000 F; en cas de connivence, la réclusion.

« Ceux qui, même n'étant pas chargés de la garde ou de la conduite du détenu, auront procuré, facilité ou tenté de procurer ou de faciliter son évasion ou sa fuite une fois l'évasion réalisée seront punis d'un emprisonnement de deux mois à trois ans et d'une amende de 20.000 F à 250.000 F.

« *Art.* 240. — Si les détenus, ou l'un d'eux, sont prévenus ou accusés de crimes de nature à entraîner la peine de mort ou des peines perpétuelles ou s'ils sont condamnés à l'une de ces peines, leurs conducteurs ou gardiens seront punis d'un an à trois ans d'emprisonnement et de 10.000 F à 100.000 F d'amende en cas de négligence, des travaux forcés à temps, en cas de connivence.

« Ceux qui, même n'étant pas chargés de la garde ou de la conduite du détenu auront procuré, facilité ou tenté de procurer ou de faciliter son évasion, ou sa fuite, une fois l'évasion réalisée, seront punis d'un emprisonnement d'un au moins et de cinq ans au plus et d'une amende de 50.000 F au moins et de 300.000 F au plus.

« *Art.* 241. - Si l'évasion a eu lieu ou a été tentée avec violence ou bris de prison, les peines contre ceux qui l'auront favorisée en fournissant des instruments propres à l'opérer, seront:

« Si le détenu se trouvait dans le cas prévu par l'article 238, trois mois à trois ans d'emprisonnement et une amende de 10.000 F à 200.000 F; au cas de l'article 239, un an à quatre ans d'emprisonnement et 20.000 F à 300.000 F d'amende et au cas de l'article 240, deux ans à dix ans d'emprisonnement et 50.000 F à 500.000 F d'amende, le tout sans préjudice des peines plus fortes prévues aux articles précédents.

« Dans le dernier cas, les coupables pourront, en outre, être privés des droits mentionnés en l'article 42 du présent code pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine. »

Art. 3. — L'article 245 du code pénal est modifié comme suit:

« Les détenus qui se seront évadés, ou qui auront tenté de s'évader, par bris de prison ou par violence, seront, pour ce seul fait, punis d'un emprisonnement de six mois au moins, lequel pourra être élevé jusqu'à une peine égale à celle à raison de laquelle ils étaient détenus, ou, s'ils étaient détenus préventivement, à celle attachée par la loi à l'inculpation qui motivait la détention, sans qu'elle puisse, dans l'un ni l'autre cas, excéder dix années d'emprisonnement; le tout sans préjudice des plus fortes peines qu'ils auraient pu encourir pour d'autres crimes ou délits qu'ils auraient commis dans leurs violences.

« Ils subiront cette peine immédiatement après l'expiration de celle qu'ils auront encourue pour le crime ou délit à raison duquel ils étaient détenus ou immédiatement après l'arrêt ou le jugement qui les aura acquittés ou renvoyés absous dudit crime ou délit.

« Sera puni de la même peine... »

(La suite sans changement.)

Art. 4. — L'article du code pénal est complété par la disposition suivante:

« Aucune poursuite n'aura lieu contre ceux qui auront tenté de procurer ou faciliter une évasion si, avant que celle-ci ait été réalisée, ils ont donné connaissance du projet aux autorités administratives ou judiciaire, et leur en ont révélé les auteurs. »

Art. 5. — L'article 14 de la loi du 27 mai 1885 est modifié comme suit:

« Le relégué qui, à partir de l'expiration de la peine, se sera rendu coupable d'évasion ou de tentative d'évasion, celui qui, sans autorisation, sera rentré en France ou aura quitté le territoire de relégation, celui qui aura outrepassé le temps fixé par l'autorisation, sera traduit devant le tribunal correctionnel du lieu de son arrestation ou devant celui du lieu de relégation, et après connaissance de son identité, sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans. »

Art. 6. — La loi validée du 21 juillet 1942 est modifiée comme suit:

Tout condamné qui se sera évadé, ou aura tenté de s'évader du lieu où il était employé en application des dispositions de la loi du 4 juin 1941, sera puni de la peine prévue à l'article 245 du code pénal, qui sera subie dans les conditions énoncées audit article. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 20 août 1948.

Le président,

Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 880

(Session de 1948. — Séance du 20 août 1948.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale relatif à la validation de **décisions d'assemblées** tenues par des **sociétés** pendant la période de suspension générale des délais, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.)

Paris, le 20 août 1948.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 20 août 1948, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi relatif à la validation de décisions d'assemblées tenues par des sociétés pendant la période de suspension générale des délais.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,

Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Les décisions adoptées par les assemblées de quelque nature que ce soit, tant d'actionnaires que d'obligataires, de porteurs de parts bénéficiaires ou de tous autres titres, réunies par des sociétés civiles ou commerciales du 6 juin au 31 décembre 1944, période d'application de l'ordonnance du 22 août 1944 relative à la suspension des délais, sont soumises aux dispositions ci-après.

Art. 2. — Dans les trois mois de la publication de la présente loi, les personnes qui n'ont pu assister ou être représentées à une assemblée à laquelle elles eussent été en droit de prendre part, pourront faire opposition par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, au siège de la société. Ces personnes devront préciser chacun des points sur lesquels porte leur opposition, ainsi que le nombre de voix dont elles auraient disposé lors de l'assemblée en question, avec toutes justifications utiles à l'appui.

Ces oppositions ne produiront effet que si, dans le délai fixé à l'alinéa précédent, copie sur papier libre en a été déposée au greffe du tribunal de commerce du siège social de la société, ou, le cas échéant, au greffe du tribunal civil, et si le total des voix dont aurait disposé l'ensemble de leurs auteurs lors de l'assemblée en question est tel qu'au cas de vote contraire de leur part, les décisions n'auraient pu être prises. Le greffier en délivrera reçu à chaque opposant.

Art. 3. — A l'expiration du délai prévu à l'article précédent, le greffier du tribunal de commerce ou, le cas échéant, le greffier du tribunal civil remettra à la société un certificat contenant le relevé des oppositions avec indication du nombre de voix que chaque opposant a déclaré lui avoir appartenu lors de l'assemblée en question ou, sur la demande de la société, un certificat constatant le défaut d'opposition.

Art. 4. — Les contestations relatives à la validité ou à l'effet des oppositions prévues par la présente loi seront portées devant le président du tribunal de commerce ou, le cas échéant, le président du tribunal civil et jugées comme en matière de référé.

Art. 5. — Lorsqu'il aura été reconnu ou jugé que les oppositions présentent les conditions requises pour produire effet, les décisions prises par une assemblée réunie pendant la période de suspension des délais édictée par l'ordonnance du 22 août 1944 devront, pour être valables, être confirmées par une nouvelle assemblée de même nature régulièrement convoquée.

Art. 6. — A défaut d'opposition de nature à produire effet dans les conditions fixées aux articles ci-dessus, la suspension des délais édictée par l'ordonnance du 22 août 1944 ne pourra être invoquée pour contester la validité des décisions prises par les assemblées visées à l'article 1er de la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 20 août 1948.

Le président,

Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 881

(Session de 1948. — Séance du 23 août 1948.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale autorisant le Président de la République à ratifier les **accords** relatifs à la **sécurité sociale** signés par la **France** le 17 janvier 1948 avec la **Belgique,** le 31 mars 1948 avec l'**Italie,** le 9 juin 1948 avec la **Pologne** et le 11 juin 1948 avec le **Royaume-Uni,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission du travail et de la sécurité sociale.)

Paris, le 20 août 1948

Monsieur le président,

Dans sa séance du 20 août 1948, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les accords relatifs à la sécurité sociale signés par la France le 17 janvier 1948 avec la Belgique, le 31 mars 1948 avec l'Italie, le 9 juin 1948 avec la Pologne et le 11 juin 1948 avec le Royaume-Uni.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législature): 1169, 3843 et in-8° 1231.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale: (1re législ.): 3820, 4116, 5233, 5234, 5256 et in-8° 1240.

bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,

Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Article unique. — Le Président de la République est autorisé à ratifier:

1° *a*) La convention générale sur la sécurité sociale;

b) L'accord complémentaire relatif au régime de sécurité sociale applicable aux travailleurs frontaliers et saisonniers;

c) L'accord complémentaire relatif au régime de sécurité sociale applicable aux travailleurs des mines et établissements assimilés conclus le 17 janvier 1948 entre la France et la Belgique;

2° La convention générale entre la France et l'Italie tendant à coordonner l'application aux ressortissants des deux pays de la législation française sur la sécurité sociale et de la législation italienne sur les assurances sociales et les prestations familiales conclue le 31 mars 1948;

3° *a*) La convention générale sur la sécurité sociale;

b) L'accord complémentaire à la convention générale susvisée relatif au régime de sécurité sociale applicable aux travailleurs des mines et assimilés;

c) L'accord complémentaire sur les modalités de transfert; conclus le 9 juin 1948 entre la France et la Pologne.

4° La convention générale sur la sécurité sociale conclue à Paris entre la France et le Royaume-Uni le 11 juin 1948.

Un exemplaire de chacun de ces textes sera annexé à la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 20 août 1948.

Le président,

Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 882

(Session de 1948. — Séance du 23 août 1948.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, fixant l'évaluation des **voies et moyens** du budget général pour l'**exercice 1948** et relatif à diverses **dispositions d'ordre financier**, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 21 août 1948.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 20 août 1948, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général pour l'exercice 1948 et relatif à diverses dispositions d'ordre financier.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,

Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les n°s: Assemblée nationale (1re législ.), 5155, 5289, 5287 et in-8° n° 1241.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

TITRE Ier. — DISPOSITIONS RELATIVES AUX RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL

§ 1er. — *Evaluation des voies et moyens.*

Art. 1er. — Les voies et moyens applicables au budget général de l'exercice 1948 sont évaluées, conformément à l'état annexé à la présente loi, à la somme de 924.833.058.000 F.

§ 2. — *Dispositions relatives aux recettes fiscales et domaniales.*

Art. 2. — Le paragraphe 2 de l'article 110 du code général des impôts directs est modifié comme suit:

... « 2° Les intérêts des bons émis par le Trésor à l'échéance de cinq ans au plus »...

Art. 3. — . . . . . .

Art. 4. — Le code du timbre est complété par un article 74 *bis* ainsi conçu:

« *Art.* 74 bis, § 1er. — Les photocopies et toutes autres reproductions obtenues par un moyen photographique, établies pour tenir lieu des expéditions, extraits ou copies visés aux articles 66, 73 et 74, sont soumises à un droit de timbre égal à celui perçu sur les écrits reproduits.

« § 2. — Le droit est acquitté par l'apposition de timbres mobiles. Sauf ce qui est dit à l'article 64, ces timbres sont apposés et oblitérés, comme en matière de timbre des quittances par l'officier ou le fonctionnaire public, à la date où il revêt la pièce d'une mention d'authentification.

« § 3. — Les minutes et originaux des actes destinés à être reproduits par photocopie peuvent être établis sur une seule face du papier, l'autre face étant annulée par un procédé indélébile autorisé par arrêté du ministre des finances; dans ce cas, le droit de timbre est réduit de moitié lorsque la minute ou l'original comporte plus d'une page. »

Art. 5. — L'article 76 (3°) du code du timbre est modifié comme suit:

« 3° Pour chaque acte public ou expédition écrit sur papier non timbré et pour contravention aux articles 69 et 74 *bis* par les officiers et fonctionnaires publics. »

Art. 6. — . . . . . .

Art. 7. — Le code fiscal des valeurs mobilières est complété par un article 154 *ter* ainsi conçu:

« *Art.* 154 ter. — L'exonération prévue à l'article précédent est applicable, sous les mêmes conditions, aux sociétés françaises par actions, dont la constitution a été approuvée par arrêté du ministre des finances et du ministre de l'industrie et du commerce, ayant pour objet exclusif de financer, sous quelque forme que ce soit, les organismes de recherches de produits pétroliers, en France, dans les départements et territoires d'outre-mer et dans les territoires et Etats associés, pour les produits distribués retirés de ce financement. »

Art. 8. — L'article 4 du code général des impôts directs est complété par un paragraphe 20 ainsi conçu:

« § 20. — Les sociétés françaises par actions, dont la constitution a été approuvée par arrêté du ministre des finances et du ministre de l'industrie et du commerce et qui ont pour unique objet de financer, sous quelque forme que ce soit, les organismes de recherches de produits pétroliers, en France, dans les départements et territoires d'outre-mer et dans les territoires et Etats associés, pour la partie de leurs bénéfices réinvestis dans ces organismes suivant des conditions fixées par arrêté ministériel ».

Art. 9. — . . . . . .

Art. 10. — . . . . . .

Art. 11. — . . . . . .

Art. 12. — Les divers droits de communication prévus au bénéfice des administrations fiscales peuvent être exercés, dans tous les cas, par les inspecteurs adjoints et contrôleurs adjoints appartenant à ces administrations ainsi que par les officiers des douanes.

Art. 13. — Il est ajouté au code des douanes un article 254 libellé comme suit:

« *Art.* 254. — 1. Les hydrocarbures d'origine nationale ou étrangère destinés à servir de matières premières dans la fabrication de produits chimiques de synthèse peuvent être admis en exemption totale ou partielle de la taxe intérieure de consommation prévue par l'article 250 ci-dessus;

« 2. Le montant de l'exonération applicable aux hydrocarbures ainsi que les conditions de mise en œuvre de ces produits sont fixés par décret pris en forme de règlement d'administration publique après avis d'une commission spéciale.

« Cette commission, dont la composition est fixée par décret, a en outre, pour attribution d'émettre des avis sur toutes les questions relatives à l'application du présent article. »

Art. 14. — L'avant-dernier alinéa de l'article 475 du code des contributions indirectes est complété ainsi qu'il suit:

« Pour les exploitants des établissements visés au premier alinéa du présent article, cette déclaration ne peut être reçue que si lesdits exploitants présentent une caution solvable qui s'engage, solidairement avec eux, à payer les droits et pénalités constatés à leur charge par l'administration des contributions indirectes. Toutefois, les exploitants qui justifient de la possession de biens ou de ressources suffisantes pour la garantie de ces impôts peuvent être dispensés de l'obligation ci-dessus. »

Art. 15. — Dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, les taux visés à l'article 1er, alinéa 1°, du code des taxes sur le chiffre d'affaires sont réduits de 20 p. 100. La réduction est portée à 50 p. 100 en ce qui concerne les opérations définies à l'article 11 du même code. Les taux ainsi réduits sont arrondis au franc le plus voisin.

Art. 16. — L'article 1er de la loi du 1er juin 1864, modifié par l'article 1er du décret-loi du 21 décembre 1926 et par l'article 47 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947, est à nouveau modifié ainsi qu'il suit:

« Continueront à être vendus aux enchères publiques, dans les formes déterminées par les lois des 15-16 floréal an X, 5 ventôse an XII et 18 mai 1850, les immeubles domaniaux autres que ceux dont l'aliénation est régie par des lois spéciales. Toutefois, l'immeuble qui, en totalité, est d'une valeur estimative supérieure à 10 et au plus égale à 50 millions de francs, ne pourra être aliéné, même partiellement ou par lots, qu'en vertu d'un décret pris sur la proposition du ministre des finances et des affaires économiques.

« Si l'immeuble a une valeur estimative supérieure à ce dernier chiffre, son aliénation, même partielle ou par lots, devra être autorisée par une loi. »

Art. 16 *bis.* — L'article 199 du code du timbre est modifié comme suit:

« La délivrance des permis de chasse donne lieu au payement d'un droit de timbre de 1.400 F au profit de l'Etat et d'une somme de 300 F au profit de la commune dont le maire a donné l'avis énoncé par l'article 5 de la loi du 3 mai 1844 modifié, s'il s'agit d'un permis général valable pour tout le territoire français.

« Pour les permis départementaux, utilisables seulement dans le département où le permis a été délivré et dans les arrondissements limitrophes, le droit de timbre au profit de l'Etat est réduit à 400 F, la perception communale demeurant fixée à 300 F.

« D'autre part, le montant de la cotisation des porteurs de permis de chasse en tant que membres d'une société départementale de chasseurs, fixé en dernier lieu à 100 F par l'article 2 de la loi n° 46-1822 du 19 août 1946, est porté à 300 F.

« Les dispositions du présent article auront effet pour la période de chasse comprise entre le 1er juillet 1948 et le 30 juin 1949 et pour les périodes subséquentes. »

Art. 16 *ter.* — Les droits de quai perçus en France et en Algérie, en vertu de la loi du 28 mars 1928 et des textes subséquents, notamment de l'article 113 de la loi de finances du 7 octobre 1946, sur les navires, les marchandises et les passagers sont majorés de 45 p. 100 par rapport aux taux actuellement en vigueur.

Les nouvelles quotités seront arrondies au décime supérieur pour celles inférieures à 10 F et au franc supérieur pour celles égales ou supérieures à cette même somme. Elles seront applicables aux navires qui entreront dans les ports de la métropole ou de l'Algérie

ou qui sortiront d'un port de la métropole à partir de la date de la promulgation de la présente loi.

Art. 16 *quater*. — Les articles 382 et 385 du code des douanes sont modifiés et rédigés comme suit:

« *Art.* 382. — Il est perçu par tonneau de jauge nette, dans chaque port, une taxe calculée ainsi qu'il suit:

« 1° Navires en provenance ou à destination du long cours:

« A l'entrée, 25 F;

« A la sortie, 25 F.

« 2° Navires en provenance ou à destination des ports compris dans les limites du cabotage international, autres que ceux de France ou d'Algérie: la taxe est fixée à la moitié des chiffres ci-dessus:

« A l'entrée, pour les navires qui, au cours de leur voyage, n'ont embarqué des marchandises ou des passagers que dans les ports situés dans les limites du cabotage international;

« A la sortie, pour les navires qui n'embarquent que des voyageurs ou des marchandises à destination de ports situés dans les mêmes limites.

« Pour les navires faisant des escales successives exclusivement dans les ports de France ou d'Algérie, les taxes ci-dessus sont perçes, s'il y a lieu, à l'entrée dans le premier port et à la sortie du dernier. Toutes les autres entrées ou sorties donnent lieu à la perception d'une taxe de 4 F.

« Pour les navires faisant le service des lignes régulières mises à la disposition du public, suivant des itinéraires et à des dates fixées à l'avance, ayant leur tête de ligne en France, les taxes ci-dessus sont perçues, s'il y a lieu, à l'entrée dans le port de tête de ligne et à la sortie de ce port. La taxe à percevoir dans les ports d'escale est réduite à 2 F pour chaque entrée ou sortie.

« Art. 385. — Il est perçu sur chaque navire, d'après le tonnage des marchandises embarquées ou débarquées, une taxe calculée ainsi qu'il suit:

« 1° Marchandises en provenance ou à destination du long cours (par tonne métrique ou fraction de tonne):

« Au débarquement, 1re catégorie, 68 F; 2e catégorie, 34 F.

« A l'embarquement, 1re catégorie, 24 F; 2e catégorie, 12 F;

« 2° Marchandises en provenance ou à destination des ports compris dans la limite du cabotage international autres que ceux de France et d'Algérie (par tonne métrique ou fraction de tonne):

« Au débarquement, 1re catégorie, 34 F; 2e catégorie, 17 F.

« A l'embarquement, 1re catégorie, 12 F; 2e catégorie, 6 F;

« 3° Marchandises en provenance ou à destination des ports compris dans les limites du cabotage national:

« Exemption:

« La première catégorie comprend... ».

(Le reste de l'article sans changement.)

Art. 16 *quinquies*. — Les nouvelles quotités seront applicables aux navires qui entreront dans les ports de la métropole ou de l'Algérie ou qui sortiront d'un port de la métropole à l'expiration d'un délai de vingt jours francs à compter de la date de promulgation de la présente loi.

Art 16 *sexies*. — Des dérogations pourront être apportées à ces droits de quai, pour certains ports sinistrés, par arrêtés conjoints des ministres des finances et des affaires économiques et des travaux publics, des transports et du tourisme.

Art. 16 *septies*. — Un décret fixera ultérieurement, dans la limite des quotités prévues à l'article 16 *quater* ci-dessus, le taux des droits de quai exigibles dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion.

Art. 16 *octies*. — Les paragraphes 2 des alinéas C des articles 802 et 803 du code de l'enregistrement sont abrogés.

Art. 16 *nonies*. — Le paragraphe 3 de l'article 3 de la loi n° 48-809 du 13 mai 1948 ne sera applicable qu'aux gains exceptionnels réalisés après promulgation de ladite loi.

Art. 16 *décies* (nouveau). — . . . . . .

Art. 17. — Le deuxième alinéa de l'article 2 de l'ordonnance n° 45-1224 du 9 juin 1945 relative à la nullité des actes de spoliation est modifié et rédigé comme suit:

« Ce magistrat statue en la forme des référés. Il est saisi, soit par le ministère public, soit par la victime de la spoliation. L'action de la victime ou sa renonciation ne peut préjudicier aux droits du ministère public, qui peuvent être exercés jusqu'au 1er mars 1949. La demande en nullité de la victime ou du ministère public ne sera plus recevable après cette même date. »

§ 3. — *Dispositions diverses.*

Art. 18. — Les frais de répartition des moyens de production indispensables aux agriculteurs seront couverts par des taxes sur les produits et matériels répartis — perçues à la production ou à l'importation — dont le taux, les modalités de perception et le contrôle du recouvrement seront fixés par arrêté du ministre de l'agriculture et du ministre des finances et des affaires économiques. Cet arrêté sera pris après consultation des organisations agricoles les plus représentatives.

Le produit de ces taxes sera versé au Trésor à titre de fonds de concours et rattaché comme tel au budget de l'agriculture.

Art. 18 *bis*. — L'article 45 du code des taxes sur le chiffre d'affaires est complété ainsi qu'il suit:

« Pour les coopératives agricoles d'approvisionnement agissant sur commandes préalables, la taxe est calculée d'après le taux en vigueur dans les communes où sont installés les établissements de l'espèce et assise sur le montant cumulé de leurs rémunérations et des prix facturés par leurs fournisseurs. »

Art. 19. — La part incombant aux usagers dans les dépenses de remises en état du canal d'irrigation de Pierrelatte sera couverte par des surtaxes exceptionnelles aux taxes d'arrosage dont le montant sera fixé et le recouvrement effectué dans les conditions prévues pour les taxes d'arrosage par la loi n° 47-1335 du 19 juillet 1947.

Le produit de ces surtaxes sera rattaché au budget de l'agriculture suivant la procédure des fonds de concours pour dépenses d'intérêt public.

Art. 20. — Les candidats au brevet d'études du premier cycle de l'enseignement du second degré, institué par le décret du 20 octobre 1947, sont assujettis à un droit d'examen de 100 F dont les modalités de recouvrement seront fixées par arrêté du ministre de l'éducation nationale et du ministre des finances et des affaires économiques. Les élèves boursiers sont exemptés de ce droit.

Art. 21. — L'article 26 de la loi provisoirement applicable du 26 août 1943 est abrogé et remplacé par le texte suivant:

« *Art.* 26. — Les droits afférents aux examens et concours d'entrée ou de sortie aux écoles d'enseignement technique ci-après désignées sont fixés comme suit:

« Ecole centrale des arts et manufactures, concours d'entrée, 800 F;

« Ecoles nationales d'arts et métiers, 150 F;

« Ecoles nationales supérieures de céramique de Sèvres, 150 F;

« Ecoles supérieures de commerce, concours d'entrée, 100 F;

« Ecoles supérieures de commerce, examen de sortie, 250 F;

« Ecole nationale d'arts et industries textiles de Roubaix, 150 F;

« Ecoles nationales professionnelles, 80 F;

« Ecoles nationales d'horlogerie; 80 F.

« Les réductions et dispenses prévues par les troisième et quatrième alinéas de l'article 109 de la loi de finances du 13 juillet 1925 s'appliquent à ces droits d'inscription. »

Art. 22. — L'article 7 du décret du 26 mars 1935 est abrogé et remplacé par le texte suivant:

« *Art.* 7. — Les bénéficiaires de l'article 8 de la loi du 10 juillet 1934 verseront au profit du Trésor public, des droits d'examen et de diplôme ainsi fixés:

« Droit d'examen, 1.000 F;

« Droit de diplôme, 500 F. »

Art. 23. — Les candidats au diplôme de monitrice et au diplôme de professeur d'enseignement ménager familial, institués par la loi provisoirement applicable du 18 mars 1942, sont assujetties à un droit d'examen et de diplôme dont les modalités de recouvrement seront fixées par arrêté du ministre de l'éducation nationale et du ministre des finances et des affaires économiques.

Le taux en est fixé comme suit:

Droit d'examen:

Examen de professeur d'enseignement ménager familial, 400 F;

Examen de monitrice d'enseignement ménager familial, 300 F.

Droits de diplôme:

Diplôme de professeur d'enseignement ménager familial, 100 F;

Diplôme de monitrice d'enseignement ménager familial, 50 F.

Art. 24. — Il est perçu au profit du Trésor, pour les concours d'entrée et les examens de sortie des écoles supérieures de commerce, des droits d'inscription dont le taux est fixé comme suit:

Concours d'entrée, 100 F;

Examen de sortie, 250 F.

Art. 25. — Les droits scolaires de l'école du Louvre sont fixés ainsi qu'il suit:

A compter du 1er octobre 1947:

Droit annuel d'inscription aux cours organiques, 800 F.

Droit annuel d'inscription limitée au cours d'histoire générale de l'art (pour les trois cours du cycle professés simultanément chaque année, 400 F.

Droit annuel d'inscription au cours de muséographie (pour les élèves autres que les élèves agréés), 200 F.

Droit d'examen (par cours), 100 F.

Droit de fin d'études, 200 F.

Droit de thèse et de mémoire, 500 F.

Droit annuel de bibliothèque, 400 F.

Droit annuel d'inscription aux conférences publiques d'histoire de l'art (fondation Rachel-Boyer), 50 F.

A compter du 1er octobre 1948:

Droit annuel d'inscription au cours de muséographie (pour les élèves autres que les élèves agréés), 600 F.

Art. 26. — Le montant des droits d'inscription des élèves titulaires et des auditeurs libres du cours supérieur de l'histoire, de la construction, de la construction et de la conservation des monuments anciens de la France et le montant des droits d'examen pour l'obtention du diplôme d'études supérieures pour la connaissance et la conservation des monuments anciens, perçus au profit du Trésor, sont fixés comme suit:

Droit d'inscription des élèves titulaires: 500 F;

Droit d'inscription des auditeurs libres: 300 F;

Droit d'inscription à l'examen de fin d'études: 150 F.

Art. 27. — L'article 125 de la loi n° 45-0195 du 31 décembre 1945 est modifié comme il suit:

« *Art.* 125. — Les droits d'expédition ou d'extrait authentique des pièces conservées dans les dépôts d'archives de l'Etat, des départements et des communes sont fixés ainsi qu'il suit, non compris le coût du papier timbré, à compter du 1er janvier 1947:

« 100 F par rôle pour les actes antérieurs au 6 novembre 1789;

« 50 F pour les actes postérieurs à cette date.

« Le droit de visa perçu pour certifier authentiques les copies des plans conservés dans lesdites archives, exécutées à la même échelle que les originaux à la diligence des intéressés, est fixé ainsi qu'il suit, à compter du 1er janvier 1948:

« 30 F (non compris le coût du timbre) pour le moyen papier;

« 50 F pour les formats supérieurs au moyen papier ».

Art. 28. — L'article 126 de la loi n° 45-0195 du 31 décembre 1945 est modifié comme il suit:

« *Art.* 126. — Le tarif des épreuves de sceaux (cire, plâtre, soufre) délivrées par l'atelier de moulage des archives nationales est fixé, à compter du 1er janvier 1948, à:

« 150 F par sceau de 10 centimètres de diamètre et au-dessus;

« 100 F par sceau de 5 à 9 centimètres de diamètre;

« 50 F par sceau de moins de 5 centimètres de diamètre ».

Art. 29. — A compter du 1er janvier 1948, l'excédent net des ressources de la caisse autonome d'amortissement sur ses charges sera

versé à l'Etat au cours de chaque exercice et pris en recette au budget général.

Art. 30. — A compter du 1er novembre 1948, le tarif de l'impôt progressif institué par l'article 14 de la loi de finances du 19 décembre 1926 sur le produit brut des jeux dans les casinos régis par la loi du 15 juin 1907 s'établit comme suit:

10 p. 100 jusqu'à 500.000 F.
15 p. 100 de 500.001 jusqu'à 1.250.000 F.
25 p. 10 de 1.250.001 jusqu'à 2.500.000 F
35 p. 100 de 2.500.001 jusqu'à 7.500.000 F.
45 p. 100 de 7.500.001 jusqu'à 15 millions de francs.
55 p. 100 de 15.000.001 jusqu'à 25 millions de francs
60 p. 100 de 25.000.001 jusqu'à 75 millions de francs.
65 p. 100 de 75.000.001 jusqu'à 125 millions de francs.
70 p. 100 de 125.000.001 jusqu'à 175 millions de francs.
80 p. 100 au-dessus de 175 millions de francs.

Les dispositions des premier et dernier alinéas de l'article 53 de la loi n° 45-0195 du 31 décembre 1945, de l'article 44 de la loi n° 46-854 du 27 avril 1946 et de l'article 59 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947 demeurent en vigueur.

Toutefois, l'avis conforme du conseil municipal du lieu de l'établissement dont dépend l'autorisation de jeux, prévue par les articles 1er et 2 de la loi du 15 juin 1907 et délivrée par le ministre de l'intérieur, doit être renouvelé chaque année avant le 31 décembre. Cet avis devra constater qu'il a été fait, par le casino intéressé, un effort artistique de qualité suffisante dans le cours de l'année écoulée. Il sera communiqué au ministre de l'éducation nationale qui disposera d'un délai de deux mois pour faire opposition auprès du ministre de l'intérieur.

Art. 31. — Le prélèvement annuel autorisé par l'article 12 de la loi du 20 juillet 1895 sur le fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne prévu par l'article 6 de ladite loi est porté à 6 millions de francs.

Art. 31 *bis* (nouveau). — En vue de limiter l'appel du contingent aux effectifs budgétaires, certaines catégories de jeunes gens peuvent bénéficier d'allégements des obligations du service actif dans des conditions déterminées par décret pris en conseil des ministres, le comité de défense nationale entendu. Ces catégories sont fixées en fonction de la situation familiale des intéressés.

Les jeunes gens qui bénéficient de l'allégement du service actif, conformément aux dispositions ci-dessus, peuvent, s'ils en font la demande, effectuer la totalité de leur service actif.

Art. 31 *ter* (nouveau). — Le statut des sous-officiers de carrière des armées de terre et de l'air, fixé par la loi du 30 mars 1928, est provisoirement rétabli.

Dans les six mois qui suivront la promulgation de la présente loi, le Gouvernement déposera sur le bureau de l'Assemblée nationale un projet de loi fixant le statut définitif des sous-officiers des forces armées.

Art. 32. — La contribution des territoires d'outre-mer aux dépenses administratives de la caisse intercoloniale de retraites est fixée, pour l'exercice 1948, à la somme de 10 millions 160.000 F, ainsi répartie par territoire:

Indochine, 4.576.500 F.
Afrique occidentale française, 2.263.500 F.
Afrique équatoriale française, 1.156.890 F.
Madagascar, 1.156.890 F.
Nouvelle-Calédonie, 231.380 F.
Océanie, 57.850 F.
Saint-Pierre et Miquelon, 23.060 F.
Côte des Somalis, 46.270 F.
Togo, 289.080 F.
Cameroun, 358.580 F.
Total égal, 10.160.000 F.

Cette somme sera inscrite en recette au budget général de l'exercice 1948: « Produits divers » (France d'outre-mer).

Art. 33. — Est approuvé l'avenant à la convention du 8 mars 1909 passé le 12 décembre 1947 entre le ministre de la France d'outre-mer, le ministre des finances et des affaires économiques ainsi que le ministre des affaires étrangères agissant au nom de l'Etat et la compagnie du chemin de fer franco-éthiopien.

Art. 34. — La contribution du budget du chemin de fer et du port de la Réunion aux dépenses d'entretien du contrôle de cet organisme à Paris est fixée, pour l'année 1948, à la somme de 82.000 F.

La contribution des territoires d'outre-mer aux dépenses du commissariat de l'office central des chemins de fer est fixée, pour l'exercice 1948, à la somme de 202.200 F, ainsi répartie:

Afrique occidentale française, 81.000 F.
Indochine, 81.000 F.
Madagascar, 16.200 F.
Afrique équatoriale française, 9.000 F.
Cameroun, 10.000 F.
Togo, 5.000 F.
Total, 202.200 F.

La contribution de la compagnie du chemin de fer franco-éthiopien aux dépenses du contrôle est fixée, pour l'année 1948, à 1 million 566.512 F.

Le montant de ces contributions sera inscrit en recettes au budget général de l'exercice 1948, paragraphe 4 « Produits divers » (France d'outre-mer).

Art. 35. — Les dépenses d'information et de documentation des services relevant du ministère de la France d'outre-mer sont, à compter du 1er janvier 1948, partagées par moitié entre l'Etat et les différents territoires d'outre-mer

Des arrêtés du ministre de la France d'outre-mer répartiront, chaque année, après le vote de la loi de finances, entre les territoires ou groupes de territoires intéressés, la quote-part leur incombant, proportionnellement au montant du budget ordinaire de chacun d'eux; dans les groupes de territoires la dépense sera supportée par le budget général.

Les contributions des territoires seront rattachées au budget de l'Etat et donneront lieu à l'ouverture, suivant la procédure des fonds de concours, de crédits d'égal montant au chapitre intéressé du budget de la France d'outre-mer.

Art. 36. — Les sommes correspondant aux frais résultant de la publication des mesures restrictives d'activité professionnelle prononcées en application de l'ordonnance n° 45-511 du 29 mars 1945 seront rattachées au budget de l'industrie et du commerce, selon la procédure des fonds de concours pour dépenses d'intérêt public.

Art. 37. — La vérification par le service des mines des véhicules automobiles effectuée par types ou par unités isolées dans les conditions prévues par l'article 26 du décret du 31 décembre 1922, portant règlement général sur la police de la circulation et du roulage, dit code de la route, est subordonnée au versement préalable d'un droit dont le montant est fixé comme suit:

Réception des véhicules automobiles par type, 1.500 F.
Réception des véhicules automobiles à titre isolé, 500 F.
Réception des motocyclettes par type, 750 F.
Réception des motocyclettes à titre isolé, 250 F.

Le montant des droits versés, qui sont acquittés par apposition de timbres fiscaux, de la série unique sur les demandes de réception reste définitivement acquis au Trésor, que le véhicule ait ou non donné lieu par la suite à la délivrance d'un procès-verbal de réception.

Art. 38. — Les droits d'épreuves applicables en vertu de la loi n° 172 du 25 mars 1943, validée et modifiée par l'ordonnance n° 45-2406 du 18 octobre 1945, aux appareils à vapeur autres que ceux situés dans l'enceinte des chemins de fer d'intérêt général et d'intérêt local, ainsi qu'aux récipients à gaz comprimés, liquéfiés ou dissous destinés au transport par fer, sont fixés ainsi qu'il suit:

a) Epreuve d'une chaudière ou partie de chaudière, selon l'étendue de la surface de chauffe de la pièce éprouvée (les réchauffeurs d'eau sous pression, les sécheurs et les surchauffeurs de vapeur étant considérés comme chaudières ou parties de chaudières):

Jusqu'à 20 m² de surface de chauffe, 360 F.
Au-dessus de 20 m² jusqu'à 100 m², 720 F.
Au-dessus de 100 m² jusqu'à 400 m², 1.500 F.
Au-dessus de 400 m², 3.000 F.

b) Epreuve d'un récipient de vapeur, selon le volume de la capacité de vapeur et d'eau ou de matières en contact avec la vapeur:

Au-dessus de 100 l de capacité jusqu'à 1.000 l, 180 F.
Au-dessus de 1.000 l de capacité, 360 F.

c) Epreuve ou vérification d'un récipient à gaz comprimé, liquéfié ou dissous, selon le volume de sa capacité:

Jusqu'à 30 l de capacité, 30 F.
Au-dessus de 30 l jusqu'à 100 l, 60 F.
Au-dessus de 100 l jusqu'à 1.000 l, 180 F.
Au-dessus de 1.000 l de capacité, 360 F.

Toutefois, lorsque plus de cinquante récipients d'un même type seront soumis à l'épreuve, le même jour, dans un même établissement, le droit d'épreuve sera réduit des trois quarts pour tous les récipients éprouvés ce même jour par le même agent, au delà du cinquantième.

Art. 39. — Le prix de vente des publications de la carte géologique, que le concessionnaire de la vente est tenu, en vertu du cahier des charges du 20 juillet 1888, de verser au Trésor, sera rattaché, selon la procédure des fonds de concours, au budget de l'industrie et du commerce.

Seront rattachées dans les mêmes conditions les sommes qui pourraient éventuellement être versées par les organismes ou les sociétés intéressées à l'étude géologique de certaines régions, à titre de contribution à l'impression des cartes géologiques correspondantes.

Art. 40. — Le taux de la contribution prévue par l'article 18 de la loi n° 47-1853 du 20 septembre 1947 pour la participation de l'Algérie aux dépenses militaires et de sécurité assumées sur son territoire par le budget de l'Etat est fixée à 3 p. 100 du montant des produits et revenus ordinaires du budget de l'Algérie.

Art. 41. — La légalisation par les préfets de la signature des agents consulaires étrangers qui ont juridiction sur leurs départements respectifs est soumise aux droits applicables en vertu des textes en vigueur pour la légalisation par le ministère des affaires étrangères de la signature des agents diplomatiques et consulaires étrangers en résidence à Paris.

Art. 42. — Donneront lieu à rétablissement de crédits:

Le produit de la cession ou de la location au public du matériel de propagande réalisé par les services du tourisme ou pour leur compte;

Le produit des ventes et abonnements des publications éditées par la section des instructions aéronautiques de l'aviation civile et commerciale.

Art. 43. — . . . . . .
Art. 44. — . . . . . .

Art. 45. — Les services rendus par les avions photogranhes du secrétariat général à l'aviation civile et commerciale, aux collectivités publiques et aux organismes privés d'intérêt général donnent lieu à remboursement.

Les taux de ces remboursements sont fixés par arrêté du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme.

Les sommes versées à ce titre sont rattachées au budget des travaux publics, des transports et du tourisme (secrétariat général à l'aviation civile et commerciale) selon la procédure des fonds de concours pour dépenses d'intérêt public.

TITRE II. — DISPOSITIONS RELATIVES AU TRÉSOR

Art. 46. — Les articles 46 et 47 de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948 sont abrogés et remplacés par les dispositions ci-après:

« *Art.* 46. — La loi de finances de l'exercice 1949 fixera, pour la première fois, les prévisions de recettes et de dépenses sur comptes spéciaux du Trésor, ainsi que les découverts autorisés sur les mêmes comptes spéciaux.

Elle prononcera la suppression ou l'apurement définitif des comptes dont le fonctionnement n'aura pu être organisé, conformément aux dispositions des articles 37 à 45 ci-dessus. ».

Art. 47. — Est expressément constatée la nullité de l'acte dit loi n° 1122 du 31 décembre 1942 portant création d'un fonds spécial de garantie contre les risques de guerre du matériel en construction.

Cette nullité ne porte pas atteinte aux effets résultant de l'application dudit acte antérieurs à la présente loi, dans la mesure où ils ont consisté en versements effectifs d'indemnités ou avances sur indemnités.

Le compte spécial intitulé « fonds spécial de garantie contre les risques de guerre du ma-

tériel en construction » ouvert dans les écritures du Trésor en application de l'acte précité, est clos à la date du 31 décembre 1947, et son solde créditeur à cette date est viré au budget général de l'exercice 1948.

Art. 48. — A partir du 1er janvier 1948, les dépenses et les recettes rattachées au compte spécial institué par l'article 76 de la loi n° 46-2914 du 23 décembre 1946 feront l'objet de prévisions et d'autorisations annuelles, dans les conditions fixées par ledit article.

Art. 49. — Devront être, sous peine de forclusion, formulées avant le 31 décembre 1948, toutes réclamations, quelles qu'elles soient, relatives aux cargaisons déroutées ou arrêtées et liquidées dans les conditions prévues par la loi du 17 septembre 1940.

Les cargaisons pour lesquelles aucune réclamation ne sera intervenue à la date du 31 décembre 1948 seront liquidées et le produit consigné à la caisse des dépôts et consignations.

Art. 50. — La date de clôture du compte spécial n° 15603 « Avances en couverture d'achats intéressant l'approvisionnement de la métropole », fixé au dernier jour du mois de la promulgation de la loi portant aménagement des dotations de 1947 reconduites à 1948, par l'article 38 de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948, est reportée au 31 décembre 1948.

Art. 51. — Il est ouvert dans les écritures du Trésor un compte spécial auquel sont imputées les dépenses et les recettes résultant du jeu des contrats de garantie de prix dont peuvent être assorties les opérations d'exportation.

Le ministre des finances et des affaires économiques est chargé des fonctions d'ordonnateur à l'égard de ce compte spécial dont les opérations seront soumises au contrôle prévu par le décret-loi du 25 octobre 1935 et les textes subséquents.

Le découvert maximum pouvant résulter en 1948 des engagements retracés dans le compte spécial visé aux alinéas précédents est fixé à sept milliards de francs.

Art. 52. — La date de clôture du compte spécial ouvert dans les écritures du Trésor en application de l'article 2, alinéa 3, de la loi du 15 novembre 1947, relative à l'introduction du franc en Sarre, qui avait été fixée au 30 juin 1948 par le même article de ladite loi est reportée au 31 décembre 1949.

Art. 53. — Est fixé à 50 millions de francs le montant maximum des garanties que le ministre des finances et des affaires économiques est autorisé à accorder jusqu'au 31 décembre 1948 dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 de la loi du 13 août 1947, pour l'exportation des films français à l'étranger.

Art. 54. — Le montant maximum des avances instituées par l'article 1er de la loi validée du 19 mai 1941, relative au régime des avances à l'industrie cinématographique, modifiée par la loi validée du 6 juin 1942, l'ordonnance du 28 août 1945, la loi du 27 avril 1946, la loi du 8 août 1947, et la loi n° 48-466 du 21 mars 1948, est porté de 800 millions à 1 milliard de francs.

Le ministre des finances est autorisé à mettre à la disposition du Crédit national sur les ressources de la trésorerie une somme de 200 millions de francs.

Art. 55. — Le premier alinéa de l'article 6 de l'ordonnance n° 45-2695 du 2 novembre 1945, relative à la création de commissions de reclassement et de caisse de solidarité dans les professions libérales, modifié par l'article 40 de la loi n° 46-854 du 27 avril 1946, l'article 80 de la loi n° 46-2914 du 23 décembre 1946 et l'article 73 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947 est à nouveau modifié ainsi qu'il suit:

« Le ministre des finances est autorisé à consentir jusqu'au 31 décembre 1948 sur les ressources du Trésor des avances aux caisses de solidarité instituées en vertu de la présente ordonnance à concurrence d'un montant maximum de 350 millions de francs ».

Art. 56. — .....

Art. 57. — La dotation de la caisse centrale de la France d'outre-mer est portée de 1 milliard à 3 milliards de francs.

Art. 58. — Le montant maximum des avances à long terme que la caisse centrale de la France d'outre-mer est autorisée à consentir aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, dans les conditions prévues aux articles 2 et 3 de la loi n° 46-860 du 30 avril 1946, tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution des plans d'équipement et de développement des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, est fixé à 20 milliards de francs.

Art. 59. — Le montant maximum des avances que le ministre des finances et des affaires économiques est autorisé à accorder à la ville de Marseille sur les ressources du Trésor en application de l'article 1er de la loi n° 47-1678 du 3 septembre 1947 est porté de 350 millions à 500 millions de francs.

Art. 60. — Le ministre des finances et des affaires économiques est autorisé à consentir des avances du Trésor à la comagnie française d'assurance pour le commerce extérieur dans le cas où les ressources de son compte A, retraçant les opérations qu'elle effectue pour le compte de l'Etat sont insuffisantes.

Ces avances seront remboursées suivant des conditions qui seront fixées par un arrêté du ministre des finances et des affaires économiques grâce aux recettes ultérieures du compte A, et, si celles-ci ne le permettent pas, au moyen de crédits budgétaires spécialement ouverts à cet effet.

Art. 61. — La limite des engagements qui peuvent être assumés pour le compte de l'Etat dans les conditions prévues par les décrets n° 46-1332 et n° 46-1333 des 1er et 2 juin 1946 est fixé à 50 milliards de francs y compris le montant des indemnités versées et non récupérées.

Sont abrogées les dispositions de la loi n° 48-901 du 2 juin 1948 ainsi que celles de l'article 10 de la loi du 22 août 1936 modifiée par la loi du 9 mars 1944.

Art. 62. — En cas de calamités publiques survenues, dans les zones et pour les périodes délimitées par arrêté du ministre de l'intérieur, des prêts pourront être accordés aux entreprises industrielles et commerciales sinistrées du fait de ces calamités, pour la reconstitution de leur matériel et stocks lorsque ces matériels ou stocks auront été atteints à 25 p. 100 au moins.

Ces prêts ne pourront excéder le montant des dégâts subis ni deux millions de francs par bénéficiaire.

Ils seront consentis par l'intermédiaire de la caisse centrale de crédit hôtelier, commercial et industriel dans des conditions analogues à celles qui sont prévues par l'ordonnance n° 45-1524 du 11 juillet 1945, relative à l'octroi de prêts aux industriels, commerçants et artisans alsaciens et lorrains.

Les demandes de prêts seront reçues par la banque populaire dans la circonscription de laquelle est établi l'emprunteur.

Le ministre des finances et des affaires économiques est autorisé à mettre à la disposition de la caisse centrale de crédit hôtelier, commercial et industriel, sur les ressources de la trésorerie et dans la limite d'un montant de 600 millions de francs, les sommes nécessaires à la réalisation de ces opérations.

Art. 63. — En cas de calamités publiques survenues dans les zones ,et pour les périodes délimitées par arrêté du ministre de l'intérieur, des prêts à moyen terme spéciaux pourront être accordés aux agriculteurs victimes de ces calamités par les caisses de crédit agricole mutuel pour la réparation des dégâts causés à leurs récoltes, cultures et cheptel mort ou vif, lorsque ces dégâts atteindront 25 p. 100 au moins de la valeur des récoltes, cultures ou cheptel. Ces prêts seront consentis dans les conditions prévues par l'article 66 de l'annexe jointe au décret du 29 avril 1940, portant codification des dispositions législatives régissant le crédit mutuel et la coopération agricole, à concurrence d'une somme équivalant au maximum du montant des dégâts.

Le ministre des finances et des affaires économiques est autorisé à mettre à la disposition de la caisse de crédit agricole, sur les ressources de la trésorerie, et dans la limite d'un montant maximum de 600 millions de francs, les sommes nécessaires à la réalisation de ces opérations.

Art. 64. — Le montant maximum des avances que le ministre des finances et des affaires économiques est autorisé, conformément aux dispositions de l'article 164 de la loi de finances du 30 juin 1923 et de l'article 67 de la loi du 19 mars 1928, à accorder, au cours de l'année 1948, au chemin de fer et au port de la Réunion, pour couvrir les dépenses de travaux complémentaires de premier établissement et les acquisitions de matériel roulant complémentaire, est fixé à 10 millions de francs.

Art. 65. — La compagnie de chemin de fer franco-éthiopien est autorisée à émettre, jusqu'au 31 décembre 1948, des obligations garanties dans la limite d'un maximum de 200 millions de francs.

Art. 66. — Lorsque les droits transférés à l'Etat en exécution des articles 3 et 4 de l'ordonnance du 9 juin 1945 sont représentés par des titres négociables qui n'ont pu être matériellement remis à l'Etat, le ministre des finances fera opposition tant auprès de l'établissement émetteur que du syndicat des agents de change de Paris, dans les conditions qui avaient été prévues par le décret du 26 mai 1940.

Nonobstant toutes dispositions contraires dudit décret et de la loi du 15 juin 1872, l'établissement émetteur est tenu d'émettre immédiatement en remplacement du titre frappé d'opposition, un titre nouveau portant un numéro différent et conférant au porteur tous les droits attachés aux titres de la même catégorie.

Les porteurs éventuels de titres frappés d'opposition en application de la présente loi, qui les auraient acquis antérieurement à l'insertion au *Bulletin des oppositions* et qui entendraient faire valoir les droits attachés à cette possession, auront à justifier des conditions de leur acquisition auprès du ministre des finances, dans le délai de deux ans à compter de la date d'opposition. Passé ce délai, les tiers porteurs seront déchus de tous leurs droits.

Le ministre des finances aura le choix pour indemniser les ayants droit, entre la remise d'un nombre égal de titres de remplacement et le payement d'une indemnité dont le montant sera égal à la valeur des titres disparus à la date de la publication de l'opposition au *Bulletin des oppositions*.

Art. 67. — Est approuvée la convention intervenue le 8 janvier 1948 entre le ministre des finances et des affaires économiques et la caisse autonome d'amortissement.

Art. 68. — L'alinéa 2° de l'article 48 de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948 est modifié comme suit:

« 2° A des émissions de rentes perpétuelles et de titres à long, moyen et court terme pour couvrir les avances que le Trésor consentira en conformité des lois et ordonnances en vigueur ainsi que les autres charges de la trésorerie. »

TITRE III. — DISPOSITIONS RELATIVES AUX COLLECTIVITÉS LOCALES, COLLECTIVITÉS PUBLIQUES ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Art. 69. — Le troisième paragraphe de l'article 476 *quinquiès* du code des contributions indirectes est modifié ainsi qu'il suit:

« Une délibération du conseil municipal, approuvée par le préfet ou le sous-préfet lorsque celui-ci règle le budget, détermine dans chaque commune celui des quatre tarifs prévus par l'article 474 qui doit être appliqué. »

(Le reste sans changement.)

Art. 70. — .....

Art. 71. — Le deuxième alinéa de l'article 23 du 11 décembre 1926 est modifié ainsi qu'il suit:

« Elle ne peut excéder par jour la somme de 15 F si les objets offerts à la vente sont transportés par voiture et la somme de 5 F si lesdits objets sont transportés à dos d'homme. »

Art. 71 *bis* (nouveau). — L'article 34 du code des taxes sur le chiffre d'affaires est rédigé comme suit:

« Les communes sur le territoire desquelles sont situées des sources d'eau minérale peuvent être autorisées à percevoir une surtaxe dans la limite de cinquante centimes par litre ou fraction de litre. »

Art. 72. — L'article 11 de l'ordonnance n° 45-2512 du 27 octobre 1945 est abrogé.

Art. 73. — Les dispositions du paragraphe 1er et de l'alinéa 1er du paragraphe 2 de l'article 345 du code général des impôts directs et taxes assimilées, fixées par la loi n° 47-520 du 21 mars 1947 (art. 61) sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes:

« § 1er. — Il est pourvu, à partir du 1er janvier 1948, aux dépenses ordinaires des chambres de métiers au moyen d'une taxe annuelle de 150 F acquittée par les artisans maîtres ressortissant à chaque chambre de métiers.

« § 2. — En cas d'insuffisance du produit de la taxe, les chambres de métiers peuvent voter des décimes additionnels dans la limite de 40 au maximum. »

Art. 74. — . . . . . .

Art. 75. — Le deuxième alinéa de l'article 89 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947 est modifié comme suit:

« D'autre part, à titre transitoire pour la période s'étendant du début de l'exercice 1945 à la clôture de l'exercice 1947... »

(Le reste de l'alinéa sans changement.)

Art. 76. — L'article 1er de la loi n° 196 du 16 avril 1943, modifiant le décret-loi du 30 octobre 1935, relatif à la comptabilité des bureaux de bienfaisance et d'assistance, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 1er. — A partir de l'exercice 1948, il ne sera plus établi de budgets et de comptes distincts pour les bureaux de bienfaisance et d'assistance, dont les recettes ordinaires n'excèdent pas 50.000 F. »

Art. 77. — Les conseils généraux et les conseils municipaux votent des centimes ordinaires, des centimes pour service de la dette et des centimes pour dépenses extraordinaires, additionnels aux quatre contributions directes.

Aucune autre catégorie de centimes additionnels ne sera mise en recouvrement à partir du 1er janvir 1949.

Art. 78. — . . . . . .

Art. 79. — . . . . . .

Art. 80. — . . . . . .

Art. 81. — . . . . . .

Art. 82. — Les articles 1er, 2 et 3 de la loi du 21 juillet 1927, permettant la réduction des charges des fondations dans les établissements hospitaliers sont modifiés comme suit:

« *Art.* 1er. — La réduction des charges résultant d'une libéralité faite au profit d'un département, d'une commune ou d'un établissement public ou d'assistance ou de bienfaisance, autre que ceux visés par la loi provisoirement applicable du 21 décembre 1941, peut être prononcée par mesure administrative, lorsqu'il est établi que les revenus provenant de cette libéralité sont insuffisants pour assurer l'exécution intégrale des charges imposées.

« *Art.* 2. — S'il y a désaccord entre la collectivité ou l'établissement gratifié et les auteurs de la libéralité ou leurs ayants droit ou si l'établissement a le caractère national, la réduction ne peut être autorisée que par décret pris sur l'avis conforme du conseil d'Etat et, s'il s'agit d'une libéralité affectée à une œuvre charitable, après consultation de la commission départementale d'assistance publique et de bienfaisance privée. »

« *Art.* 3. — Dans tous les autres cas, la réduction peut être autorisée par arrêté préfectoral. »

Art. 83. — Les alinéas 2, 3 et 4 de l'article 145 de la loi du 5 avril 1884, modifié par les décrets des 5 novembre 1926, 23 octobre 1935, 22 août 1937 et 12 novembre 1938 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes:

« Toutefois, lorsque les recettes ordinaires d'une commune atteignent 25 millions de francs, le budget est réglé par le préfet.

« Le budget d'une commune est réputé atteindre 25 millions de francs, lorsque les recettes ordinaires constatées dans les comptes se sont élevées à cette somme pendant les trois dernières années.

« Il n'est réputé être descendu au-dessous de 25 millions de francs que lorsque pendant les trois dernières années les recettes ordinaires sont restées inférieures à cette somme ».

Art. 84. — Le maximum du droit d'entrée institué par l'article 118 du 31 décembre 1921, modifié par des textes ultérieurs et porté en dernier lieu à 16 F par l'article 57 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947 pour la visite des musées, collections et monuments appartenant à l'Etat, est porté à 30 F. Dans la limite de ce maximum, le tarif applicable à chaque musée, collection ou monument est fixé par arrêté du ministre intéressé. Le dimanche, le tarif est réduit de moitié, exception faite pour le musée du Louvre et le musée d'art moderne pour lesquels la visite reste gratuite ce jour.

Le demi-tarif ou le quart de tarif du droit d'entrée comportant des centimes est arrondi au franc inférieur.

Art. 85. — L'énumération des ressources de la réunion des musées nationaux et leur affectation, fixées respectivement par les articles 54 et 55 de la loi de finances du 16 avril 1895, modifiés par l'article 74 de la loi de finances du 31 mars 1903 et le décret du 3 décembre 1926 pourront être complétées ou modifiées par le décret contresigné par le ministre chargé des arts et le ministre des finances et des affaires économiques.

Art. 86. — L'autorisation accordée à l'administration des beaux arts par l'article 97 de la loi de finances du 26 mars 1927 de procéder à certaines opérations commerciales au bénéfice de la caisse nationale des monuments historiques est étendue aux opérations suivantes:

1° Vente de guides, publications, cartes postales, photographies, etc., soit dans les monuments appartenant à l'Etat et dont la direction de l'architecture est affectataire, soit dans les autres monuments lorsqu'un accord est intervenu avec les propriétaires ou affectataires;

2° Editions et ventes d'albums photographiques et de publications se rapportant aux monuments, aux objets d'art ou aux sites;

3° Acquisition ou exécution et exploitation de projections fixes ou de films cinématographiques d'enseignement ou de propagande relatifs aux mêmes sujets;

4° Exécution et exploitation d'épreuves photographiques tirées des collections, plans ou clichés appartenant à la direction de l'architecture, des collections ou clichés qui lui sont confiés ou dont l'usage fréquent est nécessaire pour la vente;

5° Toutes autres opérations commerciales présentant un intérêt d'enseignement ou de propagande, effectuées dans le cadre de la mission incombant à la direction de l'architecture.

Art. 87. — Le bénéfice de l'article 2 de la loi de finances du 26 février 1887, de l'article 12 de la loi de finances du 30 mars 1888 et de l'article 150 de la loi de finances du 29 avril 1926 est étendu aux élèves de l'école nationale d'administration.

Art. 88. — Est autorisée la perception, en 1948, des six centimes additionnels au principal de la contribution foncière des propriétés non bâties, prévus par l'article 337 du code général des impôts directs.

Le produit de ces centimes, les frais d'assiette et non valeurs et les frais de perception sont calculés et recouvrés comme en matière de centimes départementaux et communaux.

L'emploi des ressources perçues en application du présent article est fixé ainsi qu'il suit:

1° Frais de gestion des biens des chambres d'agriculture créées par la loi du 3 janvier 1924 et de l'assemblée permanente des présidents des chambres d'agriculture créée par le décret-loi du 30 octobre 1935: 72 p. 100;

2° Participation aux frais de fonctionnement des offices régionaux des transports et des postes, télégraphes et téléphones et de leur union: 28 p. 100.

Un arrêté interministériel fixera les modalités d'attribution aux organismes bénéficiaires, visés aux alinéas 1er et 2 ci-dessus, des ressources ainsi réparties.

Art. 89. — Le recouvrement de la taxe sur les viandes nettes issues des animaux de boucherie abattus en vue de la vente, instituée au profit du fonds national de solidarité agricole par l'article 3, paragraphe premier, de la loi validée du 8 février 1942, modifiée par l'article 26 de la loi du 27 avril 1946, est assuré par l'administration des contributions indirectes.

Si le redevable de la taxe, tel qu'il est défini à l'article 26 précité, premier et deuxième paragraphe, n'est pas commerçant et s'il fait effectuer l'abatage par un commerçant, ce dernier est, solidairement avec lui, redevable du payement de la taxe.

La taxe est acquittée mensuellement, sur déclaration remise aux contributions indirectes dans les conditions prévues pour le règlement des taxes sur le chiffre d'affaires.

Les infractions aux dispositions du présent article sont constatées et poursuivies comme en matière de taxe à la production et sont assorties des pénalités prévues pour cette dernière.

Art. 89 *bis*. — Le ministre des finances et des affaires économiques est autorisé à engager, au titre du budget général, des dépenses globales s'élevant à la somme de 2.800 millions de francs applicables:

Pour 1.104 millions de francs au chapitre 903: « Investissements de l'Etat dans les départements d'outre-mer »;

Pour 1.696 millions de francs au chapitre 904: « Participation de l'Etat aux dépenses d'investissement pour le développement économique et social des départements d'outre-mer ».

Art. 89 *ter*. — Il est ouvert au ministre des finances et des affaires économiques, en addition aux crédits ouverts par la loi n° 48-466 du 21 mars 1948, au titre des dépenses de reconstruction et d'équipement de l'exercice 1948, des crédits s'élevant à la somme globale de 1.479 millions de francs applicables:

Pour 724 millions de francs au chapitre 903: « Investissement de l'Etat dans les départements d'outre-mer »;

Pour 755 millions de francs au chapitre 904: Participation de l'Etat aux dépenses d'investissement pour le développement économique et social des départements d'outre-mer ».

Art. 90. — Le financement du plan de progrès social de l'Algérie est assuré, à compter du 1er janvier 1947, par un fonds spécial alimenté en recettes:

a) Par une dotation du budget de l'Etat dont le montant sera inscrit chaque année au budget de l'intérieur;

b) Par une dotation de l'Algérie, votée chaque année par l'assemblée algérienne, prélevée sur les ressources permanentes ou extraordinaires de l'Algérie provenant, soit des impôts et taxes, soit du fonds de réserve, soit de toute autre source de revenus à l'exclusion des emprunts;

c) Par le versement des trois quarts au moins du produit de la contribution de l'Algérie aux dépenses militaires et de sécurité assumées sur son territoire par le budget de l'Etat.

Le fonds spécial peut recevoir des avances à long terme du Trésor dans la limite des plafonds fixés chaque année par la loi de finances.

Le fonds spécial comporte, en dépenses:

a) Les annuités de remboursement des avances consenties par le Trésor;

b) Les dépenses d'investissement du plan de progrès social de l'Algérie.

Le fonds spécial pour le financement du plan de progrès social de l'Algérie est géré conformément aux instructions et sous le contrôle d'un comité directeur, dont la composition et les attributions seront fixées par décret rendu sur la proposition du ministre de l'intérieur et du ministre des finances et des affaires économiques.

Les modalités de fonctionnement du fonds spécial, les conditions d'attribution et de remboursement des avances du Trésor seront fixées dans la même forme.

Art. 91. — Le montant des avances à long terme du Trésor destinées à couvrir les dépenses du fonds spécial pour le financement du plan de progrès social de l'Algérie effectuées au titre de l'exercice de 1947 est fixé à 2.257 millions de francs.

Titre IV. — Dispositions diverses

Art. 92. — Le plafond fixé pour l'émission des pièces de 5 F par l'article 2 de l'ordonnance du 2 février 1945 est porté de 1.500 millions à 3 milliards de francs.

Art. 93. — Le premier alinéa de l'article 1er de la loi validée du 22 octobre 1940, relative aux règlements par chèques et virements, modifié par l'article 7 de la loi validée du 1er février 1943, par l'ordonnance n° 45-2528 du 26 octobre 1945 et par l'article 162 de la loi de finances du 7 octobre 1946, est remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 1er — Doivent être opérés soit par chèques barrés, soit par virements en banque ou à un compte courant postal;

« 1° Les règlements effectués en payement de loyers, transports, services, fournitures, travaux, ou afférents à des acquisitions sous quelque forme que ce soit d'immeubles ou d'objets mobiliers lorsqu'ils dépassent la somme de 20.000 F ou ont pour objet le payement par fractions d'une dette globale supérieure à ce chiffre;

« 2° Les règlements effectués en payement des produits de tous titres nominatifs émis par les collectivités publiques ou privées

lorsqu'ils dépassent la somme de 10.000 F par certificat et par échéance;

« 3° Les règlements effectués en payement de traitements ou salaires lorsque le traitement ou salaire excède 50.000 F pour un mois entier. »

Art. 94. — . . . . . .

Art. 95. — L'article 3 de la loi validée du 22 octobre 1940, relative aux règlements par chèques et virements, est remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 3. — Les infractions aux dispositions de l'article 1er de la présente loi sont punies d'une amende fiscale dont le montant est fixé à 5 p. 100 des sommes indûment réglées en numéraire. Cette amende, qui est recouvrée comme en matière de timbre, incombe pour moitié au débiteur et au créancier; mais chacun d'eux est solidairement tenu d'en assurer le règlement total. Un arrêté du ministre des finances et des affaires économiques désigne les agents qualifiés pour constater les contraventions. »

Art. 96. — Les frais de toute nature résultant du fonctionnement de l'école nationale d'assurance, créée par l'article 22 de la loi du 25 avril 1946, relative à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances et à l'industrie des assurances en France, sont couverts au moyen:

1° D'une contribution proportionnelle au montant des primes ou cotisations perçues par les entreprises soumises au contrôle et à la surveillance de l'Etat en matière d'assurances, ces primes étant calculées comme il est dit à l'article 11 de l'ordonnance du 29 septembre 1945, portant suppression du comité d'organisation des assurances et complétant le décret-loi du 14 juin 1938, relatif au contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurances de toute nature; les sommes versées par les entreprises d'assurances au titre de cette contribution viendront en déduction de celles qui seraient éventuellement dues au titre de la taxe d'apprentissage;

2° Des dons, legs et subventions faits au conservatoire des arts et métiers en faveur de ladite école, notamment par les entreprises d'assurances ainsi que par les fédérations et syndicats nationaux groupant les entreprises, les agents et les courtiers d'assurances.

Le montant de la contribution due par chaque entreprise d'assurances, en application du paragraphe 1er ci-dessus est fixé chaque année par arrêté du ministre des finances et des affaires économiques sur proposition du conseil national des assurances.

Les dispositions du présent article entrent en vigueur à compter du 1er janvier 1949.

Art. 97. — Pour l'application, en 1948, de l'article 2, paragraphe 3, de la loi du 28 avril 1920, on a modifié temporairement les articles 14, 17, 26 et 27 de la loi du 31 juillet 1913, relative aux voies ferrées d'intérêt local, le taux pour la transformation en annuité de la part supplémentaire de subvention donnée par le département ou la commune est maintenu à 5 p. 100.

En ce qui concerne les exercices postérieurs, ce taux sera, par dérogation aux dispositions de l'article 2 (§ 3), de la loi du 28 avril 1920, fixé par décret contresigné par le ministre des finances et des affaires économiques et par le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme.

Art. 98. — Sont prescrits et acquis au Trésor public, dans le délai d'un an à dater de leur dépôt, les cautionnements versés à la caisse des dépôts et consignations par les candidats aux élections à l'Assemblée nationale, au Conseil de la République et aux conseils municipaux, en application des lois nos 46-2151 du 5 octobre 1946 (art. 29), 46-2383 du 27 octobre 1946 (art. 10) et 47-1732 du 5 septembre 1947 (art. 26).

Pour les élections auxquelles il a été procédé avant le 31 décembre 1947, pour les assemblées visées au paragraphe précédent, la prescription sera accomplie le premier jour du mois suivant celui de la promulgation de la présente loi.

Art. 99. — Seront fixées par décret contresigné du ministre de l'intérieur et du ministre des finances et des affaires économiques les limites dans lesquelles les dérogations à l'article 1er de la loi du 21 mai 1936 prévues par d'article 5 du même texte pourront être accordées, soit par arrêtés contresignés du ministre de l'intérieur et du ministre des finances et des affaires économiques, soit par arrêtés du minsitre de l'intérieur, soit par décisions des autorités préfectorales.

Sont abrogées les dispositions de l'article 75 de la loi de finances du 31 décembre 1936.

Art. 100. — Les dispositions de l'article 73 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947, concernant les emprunts contractés par les associations syndicales autorisées, par les association forcées ou par les groupements antérieurs à la loi du 21 juin 1865, sont applicables aux unions d'associations.

Art. 101. — Le délai prévu à l'article 1er et à l'article 3 de la loi n° 47-1682 du 3 septembre 1947 régularisant la situation des entreprises placées sous réquisition, est porté à un an. Ce délai pourra en outre être prorogé en tant que de besoin, par décret pris sur proposition du ministre de tutelle de l'entreprise intéressée et du ministre des finances et des affaires économiques.

Art 102. — Le plan définitif de regroupement des administrations publiques devra être communiqué aux commissions des finances du Parlement avant le 1er juillet 1949.

Sont provisoirement suspendus:

1° Les acquisitions d'immeubles, de droits immobiliers et de fonds de commerce;

2° La passation des baux, accords amiables et conventions quelconques ayant pour objet l'occupation d'immeubles de toute nature;

3° Le renouvellement des mêmes baux et conventions conclus après le 1er septembre 1939 dans les villes de plus de 100.000 habitants,

au profit des services civils ou militaires, établissements publics et services d'intérêt public, offices, entreprises nationalisées et tous organismes qui ont fait ou font appel au concours financier de l'Etat.

Ils ne peuvent être autorisés, à titre exceptionnel, que par la commission interministérielle de contrôle des opérations immobilières instituée par le décret du 2 novembre 1945, qui pourra, dans les départements autres que la Seine, déléguer ses pouvoirs à la commission départementale instituée par l'article 6 dudit décret.

Art. 103. — L'article 30 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre est modifié comme suit:

« *Art.* 30. — L'Etat prend en charge la restauration des parties classées monuments historiques des immeubles endommagés appartenant aux bénéficiaires de la présente loi. Il peut également prendre en charge la restauration des parties non classées desdits immeubles et la restauration des immeubles inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

« Le ministre de l'éducation nationale détermine l'étendue des travaux qui sont exécutés par l'administration chargée des monuments historiques et il en arrête le programme avec l'accord du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme. Les indemnités que les propriétaires auraient perçues en application de la présente loi, s'ils avaient exécuté eux-mêmes les travaux, seront versées à l'administration chargée des monuments historiques. »

Art. 104. — La disposition suivante est insérée entre les deux derniers alinéas de l'article 6 de la loi du 20 juillet 1895, modifié par l'article 3 de la loi validée du 18 décembre 1940:

« 3 *bis.* — Les frais de déplacement et de séjour des membres titulaires de la commission paritaire chargée, par la loi du 26 mars 1937, d'établir le statut des caisses d'épargne ordinaires et des membres titulaires des commissions paritaires instituées par ce statut ainsi que, en cas d'empêchement, les frais de déplacement et de séjour des membres suppléants les ayant effectivement remplacés ».

Art. 105. — L'article 6 de la loi du 11 avril 1924 comportant approbation et faculté de cession d'une convention en vue de la fabrication de l'ammoniac synthétique est remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 6. — L'Office national industriel de l'azote est autorisé à contracter des emprunts, dans les limites, et selon les modalités qui seront fixées par des arrêtés contresignés par le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre de l'industrie et du commerce, en vue de faire face aux dépenses des programmes d'immobilisation, d'assurer le fonds de roulement nécessaire à la marche et au développement de l'entreprise et de couvrir, le cas échéant, les avances de l'Etat.

« Le service de l'intérêt et de l'amortissement de ces emprunts est garanti par l'Etat français.

« Dans le cas d'émission d'obligations, celles-ci pourront être affectées aux remplois et placements spécifiés par l'article 29 de la loi du 16 septembre 1871 ».

Art. 105 *bis.* — Le second alinéa de l'article 9 de l'ordonnance n° 45-68 du 16 janvier 1945 portant nationalisation des usines Renault est modifié comme suit:

« Elle est assujettie au contrôle économique et financier dans les conditions prévues par l'ordonnance du 23 novembre 1944 ».

Art. 106. — . . . . . .

Art. 107. — Les travaux de construction et d'amélioration des ports maritimes de commerce et de pêches placés ou non sous le régime de l'autonomie sont autorisés et déclarés d'utilité publique:

Par une loi, lorsque la part des dépenses à la charge de l'Etat est égale ou supérieure à 2 milliards de francs.

Par un décret en conseil d'Etat, pris après enquête, lorsque la part des dépenses à la charge de l'Etat est comprise entre 300 millions et 2 milliards de francs;

Par une décision du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme lorsque la part des dépenses à la charge de l'Etat est égale ou inférieure à 300 millions de francs.

L'article 2 du titre Ier de l'acte dit loi du 17 mai 1941, concernant les outillages dans les ports maritimes, sur les voies de navigation intérieure et sur le domaine public, maritime et fluvial, est modifié ainsi qu'il suit:

« Les concessions d'outillage public sont accordées:

« Lorsqu'il y a lieu à déclaration d'utilité publique de la concession ou lorsque la dépense d'établissement des installations projetées dépasse 300 millions de francs par un décret en conseil d'Etat qui sera revêtu du contreseing du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme et du ministre de qui relève la collectivité locale ou l'établissement public intéressé;

« Lorsque cette dépense est égale ou inférieure à 300 millions de francs, la concession est accordée:

« Par un arrêté du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme;

« Si la concession est accordée à une collectivité publique ou à un établissement public relevant d'un autre ministre, par arrêté interministériel signé par ce ministre et par le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme ».

Art. 108. — Est approuvée la convention fiscale et budgétaire franco-sarroise rendue provisoirement exécutoire par le décret n° 48-105 du 13 janvier 1948.

Art. 108 *bis.* — Pour tenir compte de la situation de famille, les traitements ou salaires des fonctionnaires et agents civils de l'Etat, à l'exception des personnels dont la rémunération est fixée en fonction des salaires pratiqués dans le commerce et l'industrie, ainsi que les soldes des militaires à solde mensuelle, en service sur le territoire de la France métropolitaine sont, pour compter du 1er janvier 1948 et sur les bases indiquées ci-après, majorés de 3 p. 100 pour deux enfants à charge, de 9 p. 100 pour trois enfants à charge, avec augmentation de 6 p. 100 par enfant à charge en sus du troisième, la notion d'enfant à charge étant celle retenue en matière de prestations familiales par la loi du 22 août 1946 et le règlement d'administration publique du 10 décembre 1946.

Pour le calcul de ce pourcentage, le traitement, solde ou salaire est compté:

Pour la totalité en ce qui concerne la tranche allant jusqu'à 150.000 francs;

Pour la moitié en ce qui concerne la tranche comprise entre 150.001 et 300.000 F;

Pour le quart en ce qui concerne la tranche comprise entre 300.001 et 600.000 F;

Et pour un huitième en ce qui concerne la tranche comprise entre 600.001 et 900.000 F.

Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles du présent article et notamment le décret du 24 juillet 1947, portant majoration provisoire du supplément familial de traitement.

Art. 108 *ter.* — . . . . . .

Art. 108 *quater*. — Le ministre de la défense nationale exerce les attributions antérieurement dévolues au ministre de l'industrie et du commerce, en ce qui concerne:

1° La résiliation et la liquidation des marchés passés par l'Etat pour les besoins de la défense nationale;

2° La liquidation, et éventuellement la poursuite, des marchés et commandes passés par les puissances ennemies ou ex-ennemies ou pour leur compte;

3° La résiliation et la liquidation des marchés de toute nature passés par l'Etat pour la conduite de la guerre et l'aide aux forces alliées;

4° La constatation régulière, pour le compte de l'Office des biens et intérêts privés, de la prise en charge, par leurs propriétaires, des matériels industriels restitués en provenance d'Europe centrale;

5° L'étude et la rédaction de certains marchés pour le compte d'autres ministères, la surveillance des fabrications et la réception provisoire des produits fabriqués au titre de ces marchés, le payement des fournitures.

Sont transférés du budget de l'industrie et du commerce au budget de la défense nationale des crédits s'élevant à la somme globale de 99.257.000 F répartis, par service et par chapitre, conformément aux états I et J annexés à la présente loi.

Une autorisation d'engagement d'un montant de 14.873.000 F est également transférée du chapitre 907 « Contrats de fourniture, d'équipement et d'entretien d'usines non résiliés en exécution de la loi du 20 juillet 1940 » du budget de l'industrie et du commerce au chapitre 9032 (nouveau) « Contrats de fourniture, d'équipement et d'entretien d'usines non résiliés en exécution de la loi du 20 juillet 1940 » du budget des forces armées, section commune.

Art. 108 *quinquies* (nouveau). — Est abrogé, en tant qu'il concerne les industries de presse, l'article 3 — n° 55 — de la loi n° 48-1116 du 13 juillet 1948, instituant une caisse de compensation des charges exceptionnelles résultant de l'emploi de travailleurs frontaliers domiciliés en Belgique et au Luxembourg.

Art. 108 *sexies* (nouveau). — Les emplois permanents créés au ministère de la reconstruction et de l'urbanisme, pour l'application de la législation en vigueur en matière d'urbanisme et d'habitation, sont définis à l'état I ci-annexé.

Des règlements d'administration publique, dont les dispositions prendront effet du 1er janvier 1949, détermineront les statuts applicables aux différents corps de fonctionnaires intéressés, ainsi que les conditions auxquelles les agents en fonctions au ministère de la reconstruction et de l'urbanisme pourront être titularisés dans ces corps.

Art. 108 *septies* (nouveau). — Dans la limite des effectifs fixés à l'état J ci-annexé, les agents temporaires et contractuels du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme, qui étaient en fonctions au 1er janvier 1947, pourront bénéficier, à titre personnel, des dispositions de la loi du 19 octobre 1946, relative au statut général des fonctionnaires.

Des règlements d'administration publique, dont les dispositions prendront effet du 1er janvier 1949, fixeront les règles de carrière applicables à ces agents.

Les agents du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme, qui ne bénéficieront d'aucune des dispositions prévues au présent article et à l'article précédent, continueront d'être soumis aux statuts particuliers qui les régissent.

Art. 108 *octies* (nouveau). — Les dispositions de l'article 56 de l'ordonnance du 31 mars 1945 et de l'article 20 du décret du 2 novembre 1946, modifiées par la loi du 1er mars 1946, article 19, relatives au règlement des créances sur l'Etat, antérieures au 25 juin 1940, dont les titulaires sont domiciliés dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, sont prorogées jusqu'à la clôture de l'exercice 1948.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 20 août 1948.

Le président,

Signé: Edouard Herriot.

Etat. — *Tableau des voies et moyens applicables au budget général de l'exercice 1948.*

I. — Produits recouvrables en France.

§ 1er. — IMPOTS ET MONOPOLES

1° Produits des contributions directes

Ligne 1. — Contributions directes, centimes d'Etat et taxes assimilées aux contributions directes, 164.826 millions de francs.

Ligne 2. — Impôts cédulaires (retenue à la source), 85 milliards de francs.

Total, 249.826 millions de francs.

2° Produits de l'enregistrement

Mutations:

Mutations à titre onéreux:

Meubles:

Ligne 3. — Créances, rentes, prix d'offices, 160 millions de francs.

Ligne 4. — Fonds de commerce, 1.700 millions de francs.

Ligne 5. — Meubles corporels, 1.100 millions de francs.

Ligne 6. — Immeubles et droits immobiliers, 8 milliards de francs.

Mutations à titre gratuit:

Ligne 7. — Entre vifs (donations), 1.200 millions de francs.

Ligne 8. — Par décès, 15.500 millions de francs.

Ligne 9. — Taxe représentative du droit d'accroissement, 903.000 francs.

Ligne 10. — Autres conventions et actes civils, administratifs et de l'état civil, 7.250 millions de francs.

Ligne 11. — Actes judiciaires et extrajudiciaires, 700 millions de francs.

Ligne 12. — Hypothèques, 700 millions de francs.

Ligne 13. — Taxe spéciale sur les conventions d'assurances, 5.500 millions de francs.

Ligne 14. — Pénalités (droits et demi-droits en sus, amendes), 200 millions de francs.

Ligne 15. — Recettes diverses, 350 millions de francs.

Total, 42.360.903.000 F.

3° Produits du timbre

Ligne 16. — Timbre unique, 4.460.560.000 F.

Ligne 17. — Actes et écrits sujets au timbre de dimension, 950 millions de francs.

Ligne 18. — Affiches, 22.974.000 F.

Ligne 19. — Contrats de capitalisation et d'épargne, 200 millions de francs.

Ligne 20. — Contrats de transports, 170 millions de francs.

Ligne 21. — Permis de conduire et récépissés de mise en circulation des automobiles, 263.530.000 F.

Ligne 22. — Passeports et visas des passeports, 500 millions de francs.

Ligne 23. — Permis de chasse, 600 millions de francs.

Ligne 24. — Billets de banque, 30 millions de francs.

Ligne 25. — Valeurs mobilières, 890 millions de francs.

Ligne 26 — Pénalités (amendes de contravention), 6.841.000 F.

Ligne 27. — Recettes diverses, 25.751.000 F.

Total, 8.059.656.000 F.

4° Produits de l'impot sur les opérations de bourse

Ligne 28. — Impôts sur les opérations traitées dans les bourses de valeurs et pénalités, 2.600 millions de francs.

Ligne 29. — Impôt sur les opérations traitées dans les bourses de commerce, mémoire.

Total, 2.600 millions de francs.

5° Produits de l'impot sur le revenu capitaux mobiliers

Ligne 30. — Revenus des valeurs mobilières etc, 19 millions de francs.

Ligne 31. — Revenus des créances, dépôts et cautionnement, 1.100 millions de francs.

Total, 20.100 millions de francs.

6° Produits de l'impot de solidarité nationale

Personnes physiques:

Ligne 32. — Prélèvement sur le capital, 4.480 millions de francs.

Ligne 33. — Contribution sur l'enrichissement, 2.200 millions de francs.

Personnes morales:

Ligne 34. — Sociétés ayant leur siège en France, 20 millions de francs.

Ligne 35. — Sociétés ayant leur siège hors de France, 98 millions de francs.

Ligne 36. — Personnes morales autres que les sociétés, 1 million de francs.

Ligne 37. — Pénalités, 1.200 millions de francs.

Ligne 38. — Produits de la débite, 1 million de francs.

Ligne 39. — Majoration de 25 p. 100 de l'impôt de solidarité nationale, 10 milliards de francs.

Total, 18 milliards de francs.

7° Produits des douanes

Ligne 40. — Droits à l'importation, 47 milliards 123.854.000 F.

Ligne 41. — Droits de sortie, 177.000 F.

Ligne 42. — Droits de navigation, 653.258.000 francs.

Ligne 43 — Autres droits et recettes accessoires, 507.215.000 F.

Ligne 44. — Amendes et confiscations, 288.294.000 F.

Total, 48.572.768.000 F.

8° Produits des contributions indirectes

Droits sur les boissons:

Ligne 45. — Vins, cidres, poirés et hydromels, 4.110 millions de francs.

Ligne 46. — Droits sur les alcools, 30 milliards de francs.

Ligne 47. — Taxe exceptionnelle sur les eaux-de-vie de cognac ou d'armagnac, 18 millions de francs.

Ligne 48. — Taxes spéciales sur les vins de liqueurs et eaux-de-vie à appellation d'origine contrôlée ou réglementée, 35 millions de francs.

Ligne 49. — Taxe sur les vélocipèdes, 400 millions de francs.

Ligne 50. — Taxe à la mouture et taxe additionnelle de la taxe à la mouture, 87.117.000 F.

Droits divers de recettes à différents titres:

Ligne 51. — Droits divers de licences 122.100.000 F.

Ligne 52. — Garanties des matières d'or et d'argent, 400 millions de francs.

Ligne 53. — Amendes, confiscations et droits sur acquits non rentrés, 450.000.000 F.

Ligne 54. — Autres droits et recettes à différents titres, 827 millions de francs.

Total, 36.824.217.000 F.

9° Produit de la taxe sur le chiffre d'affaires

Ligne 55. — Taxe à la production, 255 milliards de francs.

Ligne 56. — Pénalités, 700 millions de francs.

Total, 255.700 millions de francs.

10° Produit de la taxe sur les transactions

Ligne 57. — Taxe sur les transactions, 85 milliards de francs.

11° Produits du monopole des poudres a feu

Ligne 58. — Produit de la vente des poudres, 2.2000 milions de francs.

Récapitulation du § 1er

1° Contributions directes et taxes assimilées, 249.826 millions de francs.

2° Produits de l'enregistrement, 42.360 millions 903.000 F.

3° Produits du timbre, 8.059.656.000 F.

4° Impôt sur les opérations de Bourse, 2.600 millions de francs.

5° Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, 20.100 millions de francs.

6° Produits de l'impôt de solidarité nationale, 18 milliards de francs.

7° Produits des douanes, 48.572.768.000 F.

8° Produits des contributions indirectes, 36.824.217.000 F.

9° Taxe sur le chiffre d'affaires, 255.700 millions de francs.

10° Taxe sur les transactions, 85 milliards de francs.

11° Produits du monopole des poudres à feu, 2.200 millions de francs.

Total, 519.417.544.000 F.

Total pour le paragraphe 1er, 769.213 millions 544.000 F.

§ 2. — EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES

Ligne 59. — Reversement par la caisse autonome d'amortissement du produit net de l'exploitation du service des allumettes, 370 millions de francs.

Ligne 60. — Versement au budget général de l'excédent net des ressources affectées de la caisse autonome d'amortissement sur les charges de cet établissement, 60 milliards de francs.

Ligne 61. — Bénéfice résultant de la frappe des monnaies et excédent des recettes sur les dépenses de la fabrication des médailles, 4.454.307.000 F.

Ligne 62. — Excédent des recettes sur les dépenses de l'Imprimerie nationale, 34 millions 353.000 F.

Ligne 63. — Produit brut de l'exploitation des manufactures nationales des Gobelins et de Sèvres, 5.250.000 F.

Ligne 64. — Bénéfices nets de l'exploitation des postes, télégraphes et téléphones affectés aux recettes du budget général, mémoire.

Ligne 65. — Bénéfices de l'exploitations de chemins de fer en régie, 3 millions de francs.

Ligne 66. — Produits bruts de l'exploitation en régie des journaux officiels, 275.910.000 F.

Ligne 67. — Produit net de l'exploitation des mines de potasse d'Alsace, 50 millions de francs.

Ligne 68 — Produit brut du service des eaux de Versailles et de Marly, 50.500.000 F.

Ligne 69. — Excédent des recettes sur les dépenses du service des essences, 1 milliard de francs.

Ligne 70. — Excédent des recettes sur les dépenses du service industriel des poudreries nationales, mémoire.

Ligne 71. — Excédent des recettes sur les dépenses du service des constructions aéronautiques, mémoire.

Ligne 72. — Excédent des recettes sur les dépenses du service des constructions et armes navales, mémoire.

Ligne 73. — Excédent des recettes sur les dépenses du service des fabrications d'armement, mémoire.

Total pour le paragraphe 2, 65.943 millions 320.000 F.

§ 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ETAT

Ligne 74. — Produits et revenus du domaine encaissés par les receveurs des domaines, 5.200 millions de francs.

Ligne 75. — Produit de la liquidation de biens ayant appartenu à des Etats ou à des ressortissants ennemis et attribués à l'Etat français, 1 milliard de francs.

Ligne 76. — Produits et revenus de titres ou valeurs appartenant à l'Etat du chef de ses participations financières, 180 millions de francs.

Ligne 77. — Produits des forêts encaissés par les trésoriers-payeurs généraux. — Coupes de bois et exploitations accidentelles vendues en bloc sur pied avec précomptage sur la possibilité; bois de chauffage fourni au service forestier, 1.700 millions de francs.

Ligne 78. — Produits des forêts encaissés par les receveurs des domaines. — Chasse, menus produits, etc., 1.100 millions de francs.

Total pour le paragraphe 3, 9.480 millions de francs.

§ 4. — PRODUITS DIVERS

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Ligne 1. — Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires, 300 millions de francs.

Ligne 2. — Contribution aux dépenses militaires de la métropole, mémoire.

AGRICULTURE

Ligne 3. — Droits de visite et d'inspection du bétail et des viandes, 50 millions de francs.

Ligne 4. — Contribution des départements, communes et établissements publics aux frais de garderie et administration des forêts soumises au régime forestier, 160 millions de francs.

Ligne 5. — Taxe sur les déclarations d'appellation d'origine, 50.000 F.

Ligne 6. — Produits des analyses et travaux scientifiques de la direction de la répression des fraudes, 1.800.000 F.

Ligne 7. — Recettes à provenir de l'application de l'ordonnance du 2 novembre 1945 organisant la protection des végétaux, 140 millions de francs.

Ligne 8. — Remboursement des dépenses exposées pour l'approvisionnement en bois et en produits forestiers, 45 millions de francs.

Ligne 9. — Frais d'adjudication des produits en bois encaissés tant par les trésoriers-payeurs généraux que par les receveurs des domaines, 50 millions de francs.

Ligne 10. — Taxe supplémentaire sur les adjudications de coupes de bois, 70 millions de francs.

Ligne 11. — Remboursement par la caisse nationale de crédit agricole et par l'office national interprofessionnel des céréales des dépenses mises à leur charge par le décret-loi du 17 juin 1938, 12.343.000 F.

SERVICES DU RAVITAILLEMENT

Ligne 12. — Redevances perçues en application des lois relatives à la fixation du prix légal du blé, mémoire.

Ligne 13. — Redevances sur cartes professionnelles et sur cartes d'acheteurs, 50 millions de francs.

ANCIENS COMBATTANTS

Ligne 14. — Remboursement des appareils de prothèse livrés aux mutilés du travail par les centres d'appareillage des mutilés dépendant des services des anciens combattants, 40 millions de francs.

EDUCATION NATIONALE

Ligne 15. — Produits des droits d'examens et redevances collégiales, 16.800.000 F.

Ligne 16. — Droit de vérification des alcoomètres, densimètres et thermomètres médicaux, 25 millions de francs.

FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES

I. — *Finances.*

Ligne 17. — Participation des communes pour les dépenses de réfection du cadastre et recettes diverses du service du cadastre, 29.750.000 F.

Ligne 18. — Versements des collectivités locales, des organismes publics et des particuliers pour frais de confection des rôles et exécution de travaux accessoires par le service des contributions directes, 700 millions de francs.

Ligne 19. — Recettes diverses des receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre, 750 millions de francs.

Ligne 20 Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques en vertu du décret du 27 mai 1946, 100 millions de francs.

Ligne 21. — Recouvrements de frais de justice, de frais de poursuites et d'instance, 80 millions de francs.

Ligne 22. — Recettes diverses des receveurs des douanes, 51.500.000 F.

Ligne 23. — Recettes diverses des receveurs des contributions indirectes, 716 millions de francs.

Ligne 24. — Redevances versées par les receveurs-buralistes, 180 millions de francs.

Ligne 25. — Versement au budget des bénéfices du service des alcools, mémoire.

Ligne 26. — Reversement effectué par le service des alcools sur le prix de cession, 1.500 millions de francs.

Ligne 27. — Remboursement par la Sarre des dépenses d'administration, de contrôle et de sécurité effectuées par la France en territoire sarrois, 1 milliard de francs.

Ligne 28. — Remboursement par la Sarre des dépenses à sa charge imputées au budget français et de la part lui incombant sur les dépenses communes, 200 millions de francs.

Ligne 29. — Produit de la loterie nationale, 2.300 millions de francs.

Ligne 30. — Recettes en atténuation des frais de trésorerie, 80 millions de francs.

Ligne 31. — Recettes en atténuation des dépenses de la dette flottante, 746.200.000 F.

Ligne 32. — Remboursement par la Société nationale des chemins de fer français de la part lui incombant dans la charge des emprunts contractés par le Trésor en application du décret du 28 août 1937, 608.025.600 F.

Ligne 33. — Part de l'Etat dans les intérêts des avances effectuées par la Crédit national (art. 2 de la convention approuvée par la loi du 10 octobre 1919 et de la convention approuvée par l'article 64 de la loi de finances du 31 décembre 1937) et dans les bénéfices réalisés par cet établissement (art. 14 de la convention du 7 juillet 1919, ratifiée par la loi du 10 octobre 1919), 5 millions de francs.

Ligne 34. — Produits ordinaires des recettes des finances, 10 millions de francs.

Ligne 35. — Produits des amendes et condamnations pécuniaires, 1.500 millions de francs.

Ligne 36. — Taxe spéciale sur les dépôts de devises et de valeurs mobilières étrangères et sur les conversions d'avoir à l'étranger, mémoire.

Ligne 37. — Remboursement par divers gouvernements étrangers, par l'Algérie et les colonies des frais de confection et d'expédition de papiers timbrés et de timbres mobiles, 2.500.000 F.

Ligne 38. — Impôt progressif sur le produit brut des jeux dans les casinos régis par la loi du 15 juin 1907, 850 millions de francs.

Ligne 39 — Prélèvement sur le pari mutuel, 635 millions de francs.

Ligne 40. — Recettes diverses des services extérieurs du Trésor, 2 millions de francs.

Ligne 41. — Produit de la majoration édictée, en matière de contributions directes, pour les versements d'acomptes effectués en retard, 45 millions de francs.

Ligne 42. — Produit de la taxe prévue par l'article 3 de la loi, provisoirement applicable, du 12 juillet 1941, relative au payement des pensions de l'Etat par mandat-carte postal ou par virement de compte, 4.500.000 F.

Ligne 43. — Recettes diverses recouvrées au titre de l'apurement et de la liquidation des dommages de la guerre 1914-1918, 1 million de francs.

Ligne 44. — Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor. — Recettes sur débets non compris dans l'actif de l'administration des finances, 135 millions de francs.

Ligne 45. — Récupération et mobilisation des créances de l'Etat, 1.400 millions de francs.

Ligne 46. — Revision des marchés de guerre, 10 millions de francs.

Ligne 47. — Contribution de diverses administrations au fonds spécial de retraites des ouvriers des établissements industriels de l'Etat, 166.480.000 F.

Ligne 48. — Remboursement par la caisse autonome de dépenses faites pour son compte, 278.339.000 F.

Ligne 49. — Annuités et intérêts reversés par la caisse des dépôts et consignations pour les avances faites par son intermédiaire pour le financement des travaux entrepris pour lutter contre le chômage, 90.600.000 F.

Ligne 50. — Part de la caisse d'amortissement dans le service des rentes 3 1/2 p. 100 1942 et 3 p. 100 1945 émises pour la conversion des rentes 4 1/2 p. 100 1932 (tranche B), 307.372.000 F.

Ligne 51. — Part de la caisse autonome dans l'amortissement de la dette des grands réseaux de chemins de fer (application de la convention du 12 novembre 1938), 1.600 millions de francs.

Ligne 52. — Reversement par la caisse autonome du montant des coupons des titres de l'emprunt 7 p. 100 1924-1949 détenus par elle, 25 millions de francs.

Ligne 53. — Bénéfices réalisés par la caisse des dépôts et consignations, mémoire.

Ligne 54. — Versement au budget général de l'excédent du fonds de réserve des caisses d'épargne, mémoire.

Ligne 55. — Contribution aux frais de contrôle et de surveillance de l'Etat en matière d'assurances (application de l'ordonnance du 29 septembre 1945) et aux frais de fonctionnement du conseil national des assurances, 65.891 000 F.

Ligne 56. — Annuités à verser par les sociétés de crédit immobilier, les caisses régionales de crédit agricole, les sociétés et offices pu-

blics d'habitation à bon marché pour l'amortissement des prêts consentis pour le compte de l'Etat par la caisse des dépôts et consignations en application des lois des 5 décembre 1922, 13 juillet 1928 et du décret du 15 mai 1937, 500 millions de francs.

Ligne 57. — Annuités à verser par les sociétés de crédit immobilier, les caisses régionales de crédit agricole, les sociétés et offices publics d'habitations à bon marché pour l'amortissement des prêts consentis en application de la loi du 27 juillet 1934, 5 millions de francs.

Ligne 58. — Annuités et intérêts à verser par la caisse nationale de crédit agricole pour les avances mises à sa disposition par l'Etat pour faciliter l'établissement et l'exploitation de réseaux ruraux d'électricité (loi du 2 août 1923) 32 millions de francs.

Ligne 59. — Annuités à verser par la caisse nationale de crédit agricole pour les avances mises à sa disposition en application des lois des 15 juillet 1928, 30 mars 1931 et 20 juillet 1932, 12 millions de francs.

Ligne 60. — Annuités à verser par la caisse nationale de crédit agricole pour les avances mises à sa disposition en application des lois des 4 août 1929 et 22 juillet 1932, 22 millions de francs.

Ligne 61. — Annuités à verser par divers pour les avances consenties en application des lois des 8 et 16 avril 193, 170.000 F.

Ligne 62. — Annuités à verser par la caisse nationale de crédit agricole pour les avances mises à sa disposition en application de la loi du 16 avril 1935, 275.000 F.

Ligne 63. — Annuités à verser par la caisse nationale de crédit agricole pour les avances mises à sa disposition par l'Etat en application du décret du 24 mai 1938 relatif à l'amélioration du logement rural, 11.700.000 F.

Ligne 64. — Annuités à verser par la caisse nationale de crédit agricole pour les avances mises à sa disposition par l'Etat en application du décret du 17 juin 1938 relatif aux travaux d'équipement rural, 7.800.000 F.

Ligne 65. — Remboursements effectués par les départements pour les prêts à eux consentis en application des articles 142 et 143 de la loi de finances du 30 décembre 1928, 36 millions de francs.

Ligne 66. — Part de l'Etat dans les bénéfices de l'exploitation de la Compagnie franco-espagnole des chemins de fer de Tanger à Fez, 15 millions de francs.

Ligne 67. — Annuités versées par la caisse des dépôts et consignations pour les prêts faits par son intermédiaire en vue du financement des travaux de circonstance (ordonnance du 1er mai 1945), 22.400.000 F.

Ligne 68. — Annuités à verser par la caisse nationale de crédit agricole pour les avances mises à sa disposition par l'Etat en application de la loi du 24 mai 1946 relative à l'attribution de prêts d'installation aux jeunes agriculteurs, 1 million de francs.

Ligne 69. — Annuités à verser par la caisse de crédit agricole pour les avances mises à la disposition de cet établissement en vue de l'attribution de prêts destinés à permettre aux agriculteurs et artisans ruraux anciens prisonniers et anciens déportés d'accéder à l'exploitation agricole ou à l'exploitation artisanale rurale, 30 millions de francs.

Ligne 70. — Annuités à verser par la chambre syndicale des banques populaires pour les avances mises à sa disposition par l'Etat en application de l'ordonnance du 5 octobre 1945 relative à des prêts aux anciens prisonniers et aux anciens déportés, 100 millions de francs.

Ligne 71. — Bénéfices réalisés par les banques nationalisées, mémoire.

Ligne 72. — Remboursement de divers frais de gestion et de contrôle, 17 millions de francs.

Ligne 73. — Annuités diverses, 7.479.000 F.

Ligne 74. — Participation des services financièrement autonomes aux dépenses de fonctionnement des cités administratives, mémoire.

Ligne 75. — Récupération en cours d'enquête de crédits sur la gestion de la D. G. E. R., 20.750.000 F.

Ligne 76. — Versement au budget du solde créditeur du fonds spécial de garantie contre les risques de guerre du matériel en construction, 2.832.891.000 F.

II. — *Affaires économiques.*

Ligne 77. — Contribution des offices et établissements publics de l'Etat dotés de l'autonomie financière et des compagnies de navigation subventionnées, sociétés d'économie mixte, entreprises de toute nature ayant fait appel au concours financier de l'Etat, 3 millions de francs.

Ligne 78. — Produits des pénalités infligées à la diligence des services du contrôle des prix pour infractions à la législation des prix et du ravitaillement, 1 milliard de francs.

Ligne 79. — Prélèvements sur les primes encaissées par le service de l'assurance-crédit pour les dépenses de fonctionnement de ce service, 4 millions de francs.

Ligne 80. — Produits des renseignements de notoriété fournis par les services des renseignements du commerce extérieur, 1 million de francs.

FORCES ARMÉES

Ligne 81. — Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires et recouvrement de frais de poursuites, 1 million 500.000 F.

Ligne 82. — Produit des droits d'entrée et recettes diverses du musée de la marine, 2 millions de francs.

Ligne 83. — Recettes des transports aériens par moyens militaires, 150 millions de francs.

FRANCE D'OUTRE-MER

Ligne 84. — Retenues sur la solde du personnel militaire et assimilé pour frais de traitement dans les hôpitaux, 4.010.000 F.

Ligne 85. — Contribution des territoires d'outre-mer aux dépenses militaires de la métropole et aux dépenses de l'aéronautique militaire aux territoires d'outre-mer, mémoire.

Ligne 86. — Remboursement forfaitaire par les territoires d'outre-mer des dépenses de relève des officiers du corps de santé et des infirmiers placés hors cadre pour être mis à la disposition des services locaux, 30 millions 472.000 F.

Ligne 87. — Remboursement par les territoires d'outre-mer et pays sous mandat des dépenses administratives de la caisse intercoloniale des retraites, 15 millions de francs.

Ligne 88. — Contribution des territoires d'outre-mer aux dépenses du service social colonial, mémoire.

Ligne 89. — Recettes du service de la main-d'œuvre indigène (travailleurs indochinois), 657 millions de francs.

Ligne 90. — Contribution de solidarité à la réparation des dommages de guerre subis par l'ensemble de l'Union française, 208.002.000 F.

INDUSTRIE ET COMMERCE

Ligne 91. — Avances aux sociétés coopératives d'artisans, aux banques populaires et aux unions artisanales de crédit, mémoire.

Ligne 92. — Taxe sur les dépôts de dessins et modèles, 1.470.000 F.

Ligne 93. — Taxe d'enregistrement international des marques de fabrique et de commerce, 8.750.000 F.

Ligne 94. — Taxes d'immatriculation au registre du commerce, au registre des sociétés et au registre des métiers, 15 millions de francs.

Ligne 95. — Droit de vérification primitive et périodique des instruments de mesure, 200 millions de francs.

Ligne 96. — Taxes diverses perçues par le service de la propriété industrielle en rémunération de services rendus au public, 4 millions de francs.

Ligne 97. — Redevances pour vérification, contrôle sur place et travaux de jaugeage effectués hors de leurs bureaux par les agents du service des poids et mesures sur la demande de particuliers, 20 millions de francs.

Ligne 98. — Taxe des brevets d'invention, 75 millions de francs.

Ligne 99. — Redevances pour frais de contrôle des chemins de fer miniers, 400.000 F.

Ligne 100. — Remboursement des subvention accordées à des exploitations minières en application du décret-loi du 6 mai 1939 modifié par la loi provisoirement applicable du 15 novembre 1940 et de la loi provisoirement applicable du 31 décembre 1940, 2 millions de francs.

Ligne 101. — Redevances pour frais de contrôle des distributions d'énergie électrique et des concessions de forces hydrauliques, 21 millions de francs.

Ligne 102. — Redevances pour frais de contrôle de la production, du transport et de la distribution du gaz, 5.700.000 F.

Ligne 103. — Remboursement d'annuités et avances par la société Electricité de France et par diverses sociétés de production d'énergie hydroélectrique, 5.867.000 F.

Ligne 104. — Remboursement des avances consenties à la régie autonome des pétroles, mémoire.

Ligne 105. — Redevances annuelles et remboursement d'avances consenties par l'Etat en vertu de contrats d'équipement et d'entretien d'usines, 26 millions de francs.

Ligne 106. — Redevances pour licences de fabrication de matériel dont la propriété industrielle appartient à l'Etat, mémoire.

Ligne 107. — Produit des amendes administratives prononcées en matière de répartition de produits industriels (loi provisoirement applicable du 29 juillet 1943), mémoire.

Ligne 108. — Recettes à provenir des pénalités perçues pour dépassement des maxima de consommation de gaz et d'électricité, 10 millions de francs.

Ligne 109. — Bénéfice d'exploitation des bassins houillers de l'Aquitaine et des Cévennes pendant la période de réquisition, mémoire.

Ligne 110. — Taxes d'épreuves d'appareils à pression de vapeur ou de gaz, 6 millions de francs.

INTÉRIEUR

Ligne 111. — Contingents des départements et des communes dans les dépenses faites pour leur police, 69 millions de francs.

Ligne 112. — Contribution de l'Algérie aux dépenses militaires de sécurité, 125 millions de francs.

JUSTICE

Ligne 113. — Produit des établissements pénitentiaires et d'éducation surveillée, 500 millions de francs.

Ligne 114. — Produits consommés en nature dans les services pénitentiaires et d'éducation surveillée, 90 millions de francs.

Ligne 115. — Produit résultant de l'application de l'article 15 de la loi du 17 avril 1919 sur la réparation des dommages de guerre causés aux offices publics et ministériels, 500.000 F.

RADIODIFFUSION FRANÇAISE

Ligne 116. — Droits d'usage sur les installations réceptrices de radiodiffusion, 3.750 millions de francs.

Ligne 117. — Contribution forfaitaire de la radiodiffusion aux charges de pension du personnel, 100.000 F.

RECONSTRUCTION ET URBANISME

Ligne 118. — Produit de la revision des marchés opérée en application de l'article 105 de la loi du 7 octobre 1946, 600 millions de francs.

SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION

Ligne 119. — Produit du droit fixe de visa des spécialités pharmaceutiques, 7.200.000 F.

Ligne 120. — Revenus des lazarets et établissements sanitaires, 21 millions de francs.

Ligne 121. — Remboursement, par les caisses d'assurances sociales, des frais engagés par l'Etat au titre des prisonniers et déportés assurés sociaux, en application de l'ordonnance du 26 mai 1945 instituant une aide médicale temporaire en faveur des prisonniers et déportés, 20 millions de francs.

Ligne 122. — Remboursements partiels par les réfugiés des fournitures distribuées, 100 millions de francs.

Ligne 123. — Remboursement par l'organisation internationale des réfugiés des frais de transport de personnes déplacées et de leur famille, mémoire.

TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Ligne 124. — Redevances pour la rétribution des délégués mineurs et remboursement par les exploitants de mines des primes d'assurances en cas d'accidents, des indemnités d'incapacité temporaire et des frais médicaux

et pharmaceutiques supportés par le Trésor, en exécution de la loi du 13 décembre 1942, 250 millions de francs.

Ligne 125. — Remboursement par la caisse nationale de sécurité sociale des frais d'administration de la direction générale et des services régionaux des assurances sociales, 710.332.000 F.

Ligne 126. — Redevance pour l'emploi obligatoire des mutilés, 11.500.000 F.

Ligne 127. — Recettes du service de la main-d'œuvre indigène (travailleurs nord-africains), 36 millions de francs.

Ligne 128. — Versements des employeurs pour emploi de prisonniers de guerre, 6 milliards de francs.

Ligne 129. — Contribution des employeurs aux frais de voyage des travailleurs anciens prisonniers de guerre bénéficiaires d'un congé en Allemagne, 42.500.000 F.

Ligne 130. — Versement de la contrepartie en francs des marks remis aux prisonniers de guerre transformés, 24 millions de francs.

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS

Ligne 131. — Redevances pour frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en France, 73.400.000 F.

Ligne 132. — Redevances et remboursements divers dus par les compagnies de chemins de fer d'intérêt local et entreprises similaires, 1 million de francs.

Ligne 133. — Reversements divers effectués par les compagnies de chemins de fer et par la Société nationale des chemins de fer français, 40 millions de francs.

Ligne 134. — Produit des droits afférents aux formalités de réception des automobiles, motocyclettes et remorques d'automobiles, 15 millions de francs.

Ligne 135. — Versement au Trésor de l'annuité représentative des charges de capital d'établissement du réseau d'Alsace et de Lorraine pour les dépenses effectuées de 1871 à 1921, 53.832.000 F.

Ligne 136. — Part revenant à l'Etat dans le produit net d'exploitation du chemin de fer de Somain à Anzin et à la frontière belge, mémoire.

Ligne 137. — Taxe additionnelle à la taxe de séjour, 12 millions de francs.

Ligne 138. — Versement de la ville de Paris sur les bénéfices ou redevances de la compagnie du chemin de fer métropolitain, mémoire.

Ligne 139. — Taxe d'atterrissage et droits d'usage perçus sur les aérodromes de l'Etat, produits de locations de hangars et remboursements divers par les compagnies de navigation aérienne subventionnées, 85 millions de francs.

MARINE MARCHANDE

Ligne 140. — Droit de visite de sécurité de la navigation maritime, 10 millions de francs.

Ligne 141. — Remboursement des dépenses administratives du service des transports maritimes, 82.837.000 F.

Ligne 142. — Produites de l'exploitation des navires de la flotte en gérance acquis avant le 1er septembre 1944, 25 millions de francs.

Ligne 143. — Recettes antérieurement affectées au compte spécial de reconstitution de la flotte de commerce et de pêche, 8.414 millions de francs.

CAISSE NATIONALE D'EPARGNE

Ligne 144. — Excédent des recettes sur les dépenses du budget annexe de la caisse nationale d'épargne, 222.364.000 F.

POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

Ligne 145. — Contribution de l'administration des postes, télégraphes et téléphones aux retraites de son personnel soumis au régime général des pensions civiles, 1.850 millions de francs.

Ligne 146. — Remboursement par l'administration des postes, télégraphes et téléphones des charges d'amortissement de ses bons et obligations amortissables, 446.500.000 F.

DIVERS SERVICES

Ligne 147. — Retenues pour pensions civiles et militaires, 10 milliards de francs.

Ligne 148. — Remboursement de frais de scolarité, de pensions et de trousseaux par les anciens élèves des écoles du Gouvernement qui quittent prématurément le service de l'Etat, 1.700.000 F.

Ligne 149. — Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement, 10 millions de francs.

Ligne 150. — Droits d'inscription pour les examens, de diplômes et de scolarité perçus dans différentes écoles du Gouvernement, 3 millions de francs.

Ligne 151. — Produit de la vente des publications du Gouvernement, 10 millions de francs.

Ligne 152. — Recettes à provenir de conférences et expositions, mémoire.

Ligne 153. — Retenues de logements effectuées sur les émoluments de fonctionnaires et officiers logés dans des immeubles appartenant à l'Etat ou loués par l'Etat, 14 millions de francs.

Ligne 154. — Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits, 4 milliards de francs.

Ligne 155. — Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public, mémoire.

Ligne 156. — Produits de legs et de donations attribués à l'Etat ou à diverses administrations publiques, mémoire.

Ligne 157. — Recettes accidentelles à différents titres, 10 milliards de francs.

Ligne 158. — Recettes diverses, 16 millions de francs.

Ligne 159. — Réintégration au budget général des recettes des établissements dont l'autonomie a été supprimée par le décret du 20 mars 1939, 14.000.000 F.

Ligne 160. — Reversement des sommes perçues par les représentants de l'Etat dans les organismes publics et d'économie mixte ainsi que dans les commissions, 1 million de francs.

Ligne 161. — Recettes à provenir de l'application de la loi du 13 août 1940 et des lois subséquentes, mémoire.

Ligne 162. — Versement au Trésor des produits visés par l'article 5, dernier alinéa, de l'ordonnance n° 45-14 du 6 janvier 1945, 1.400 millions de francs.

Ligne 163. — Ressources à provenir de l'application des règles relatives aux cumuls des rémunérations d'activité, 10 millions de francs.

Total pour le paragraphe 4, 72.455 millions 191.000 F.

§ 5. — RESSOURCES EXCEPTIONNELLES

Produit de la vente des biens attribués à la France par l'agence interalliée des réparations, 4 milliards de francs.

Ligne 165. — Sommes à provenir de l'application du traité de paix avec l'Italie, 500 millions de francs.

Ligne 166. — Sommes à provenir de l'application de l'accord franco-italien du 29 novembre 1947, mémoire.

Total pour le paragraphe 5, 4.500 millions de francs.

II. — Produits recouvrables en Algérie.

§ 1er. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ETAT

PRODUITS DU DOMAINE AUTRES QUE LE DOMAINE FORESTIER

Ligne 167. — Produits du domaine autres que le domaine forestier, 35 millions de francs.

Ligne 168. — Aliénations d'objets mobiliers (provenant des services de la guerre, de la marine et des manufactures de l'Etat), 130 millions de francs.

Ligne 169. — Aliénations d'immeubles (provenant des services de la guerre, de la marine, des poudreries nationales et des manufactures de l'Etat), 700.000 F.

Total pour le paragraphe 1er, 165.700.000 F.

§ 2. — PRODUITS DIVERS

Ligne 170. — Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires en Algérie, 300.000 F.

Ligne 171. — Retenues et autres produits recouvrés en vertu de la loi du 14 avril 1924 en Algérie, 45 millions de francs.

Total pour le paragraphe 2, 45.300.000 F.

Total pour les produits en Algérie, 211 millions de francs.

III. — Produits recouvrables dans les départements d'outre-mer.

Ligne 172. — Produits recouvrables dans les départements d'outre-mer, 3 milliards de francs.

RÉCAPITULATION

I. — Produits recouvrables en France:
§ 1er. — Impôts et monopoles, 769.243 millions 544 000 F.
§ 2. — Exploitations industrielles, 65.943 millions 320.000 F.
§ 3. — Produits et revenus du domaine de l'Etat, 9.480 millions de francs.
§ 4. — Produits divers, 72.455.194.000 F
§ 5. — Ressources exceptionnelles, 4.500 millions de francs.

II. — Produits recouvrables en Algérie, 211 millions de francs.

III. — Produits recouvrables dans les départements d'outre-mer, 3 milliards de francs.

Total pour les voies et moyens applicables au budget général de l'exercice 1948, 924.833.058.000 F.

Crédits relatifs au fonctionnement du service des fabrications à la production industrielle transférés du budget de l'industrie et du commerce au budget des forces armées.

TABLEAU I. — *Crédits annulés au titre du budget de l'industrie et du commerce.*

TITRE Ier. — DÉPENSES ORDINAIRES

4e partie. — Personnel.

Chap. 111. — Service des fabrications de la production industrielle. — Traitements, 4 millions 536.000 F.

Chap. 115. — Service des fabrications de la production industrielle. — Indemnités et allocations diverses, 139.000 F.

Chap. 122. — Personnel des cadres complémentaires. — Traitements, 1.626.000 F.

Chap. 123. — Personnel des cadres complémentaires. — Indemnités et allocations diverses, 114.000 F.

Chap. 124. — Personnel sur contrat. — Emoluments, 33.302.000 F.

Chap. 126. — Personnel auxiliaire temporaire. — Salaires, 12.612.000 F.

Chap. 127. — Personnel auxiliaire temporaire. — Indemnités et allocations diverses, 1.150.000 F.

Chap. 128. — Salaire du personnel ouvrier, 7.752.000 F.

Chap. 129. — Indemnité de résidence, 6.050.000 F.

Chap. 130. — Supplément familial de traitement, 1.039.000 F.

Chap. 131. — Indemnités administratives dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, 220.000 F.

Total pour la 4e partie, 68.540.000 F.

5e partie. — Matériel. — Fonctionnement des services et travaux d'entretien.

Chap. 307. — Services des fabrications de la production industrielle, 3.500.000 F.

Chap. 312. — Payements à l'administration des postes, télégraphes et téléphones, 2 millions 200.000 F.

Chap. 316. — Entretien et fonctionnement du matériel automobile, 875.000 F.

Chap. 317. — Loyer et indemnité de réquisition, 245.000 F.

Chap. 318. — Indemnité pour difficultés exceptionnelles d'existence, 615.000 F.

Chap. 319. — Frais de déplacement. — Remboursement de frais, 4.500.000 F.

Chap. 330. — Travaux d'entretien de l'administration centrale et des services extérieurs, 51.000 F.

Total pour la 5e partie, 11.986.000 F.

6e *partie. — Charges sociales.*

Chap. 400. — Allocations familiales, 3 millions 858.000 F.

8e *partie. — Dépenses diverses.*

Chap. 602. — Payements à l'industrie privée, mémoire.
Total pour le titre Ier, 84.384.000 F.

TITRE II. — LIQUIDATION DE DÉPENSES RÉSULTANT DES HOSTILITÉS

Chap. 708. — Liquidation de contrats de fournitures. — Fabrications et travaux, mémoire.
Chap. 711. — Poursuite pour compte français de commandes allemandes résiliées, mémoire.
Total pour le titre II, néant.

TITRE III. — DÉPENSES DE RECONSTRUCTION ET D'ÉQUIPEMENT

ÉQUIPEMENT

Chap. 907. — Contrats de fournitures d'équipement et d'entretien d'usines non résiliés en exécution de la loi du 20 juillet 1940, 14.873.000 F.
Total général, 99.257.000 F.

TABLEAU J. — *Crédits ouverts au titre du budget des forces armées (section commune).*

Forces armées

(SECTION COMMUNE)

I. — *Dépenses ordinaires.*

TITRE II. — LIQUIDATION DES DÉPENSES RÉSULTANT DES HOSTILITÉS

Chap. 7062. — Soldes et indemnités des personnels de liquidation, 68.540.000 F.
Chap. 7082. — Dépenses diverses résultant des hostilités, 11.986.000 F.
Total pour les dépenses ordinaires, 84 millions 384.000 F.

II. — *Dépenses de reconstruction et d'équipement.*

Chap. 9032. — Contrats de fournitures, d'équipement et d'entretien nouveau d'usines non résiliés en exécution de la loi du 20 juillet 1940, 14.873.000 F.
Total général, 99.257.000 F.

ANNEXE N° 883.

(Session de 1948. — Séance du 23 août 1948.)

PROPOSITION DE LOI modifiant l'article 18 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux professions non agricoles, en vue d'assurer un **meilleur remboursement** des **frais d'hospitalisation** engagés par les **assurés sociaux,** présentée par MM. Bernard Lafay et Teyssandier, conseillers de la République et transmise au bureau de l'Assemblée nationale conformément à l'article 14 de la Constitution.

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, parmi les anomalies assez nombreuses qu'offre la législation relative à la sécurité sociale, l'une des plus frappantes et des plus préjudiciales à l'intérêt des assurés sociaux est certainement constituée par les modalités du remboursement des soins dans les établissements privés d'hospitalisation.

L'examen de la législation décèle en effet une inégalité de régime flagrante entre le remboursement des soins dispensés dans les hôpitaux publics et dans les établissements privés. Sans que l'on puisse dire pourquoi, cette inégalité se fait au profit exclusif des premiers, ce qui désavantage l'assuré qui préfère la maison de santé ou la clinique, et décourage par ailleurs une importante branche du corps sanitaire français.

Ajoutons que le fait de favoriser exagérément l'hôpital public au détriment de l'hôpital privé est en contradiction formelle avec le principe du libre choix du praticien, formulé par l'article 8 de l'ordonnance du 19 octobre 1945. Comment, en effet, assurer effectivement ce « libre choix » puisque, par le jeu de remboursements préférentiels, le malade est canalisé à peu près inéluctablement vers les établissements publics, où seuls opèrent certains médecins et chirurgiens ?

Voyons les faits.

L'article 16 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 s'exprime ainsi : « Les assurés sociaux sont hospitalisés dans les établissements hospitaliers publics au tarif prévu pour les malades payants de la catégorie à laquelle ils appartiennent. Le tarif de responsabilité des caisses est égal à ce tarif ». Ainsi, le tarif de responsabilité des caisses est — comme on le voit — bel et bien « aligné » automatiquement sur le prix de journée de l'hôpital public.

Par contre, l'article 18, relatif au remboursement des frais d'hospitalisation dans les établissements privés, s'exprime ainsi :

« Des conventions conclues entre les caisses de sécurité sociale et les établissements visés à l'article 17 fixent les tarifs d'hospitalisations auxquels sont soignés les assurés sociaux dans lesdits établissements ainsi que les tarifs de responsabilité des caisses qui ne peuvent être supérieurs aux tarifs des établissements publics de même nature les plus proches. Ces tarifs sont homologués par les commissions prévues audit article.

« A défaut de convention ou si les tarifs conventionnels n'ont pas été homologués, les caisses fixent un tarif de responsabilité applicable aux établissements visés à l'alinéa précédent. »

Ainsi, les dispositions de ces deux articles créent bien deux poids, deux mesures, selon qu'il s'agit d'un établissement public ou d'un établissement privé, et ceci sans qu'il soit tenu compte de l'installation matérielle et du degré de perfectionnement technique de l'établissement. Alors que, dans le premier cas, le tarif de remboursement de la caisse est « aligné » d'autorité sur le prix de journée, dans le second, les caisses se retrouvent maîtresses souveraines de leur tarif de remboursement, puisqu'elles ont la faculté de le fixer unilatéralement en cas d'absence de convention.

Les conséquences d'une telle inégalité de régime sont faciles à imaginer. C'est le drainage forcé des malades vers les établissements publics, au mépris du droit et du désir de nombreux assurés de s'assurer des conditions d'hospitalisation plus « individuelles » que celles offertes par nombre de ces établissements. Et c'est — par voie de conséquence — la négation du libre choix solennellement reconnu par l'article 8 de la même ordonnance du 19 octobre 1945.

L'exemple le plus frappant de cette inégalité de traitement est fourni par le cas de Paris. Pour un malade hospitalisé en salle commune dans les hôpitaux de l'assistance publique, le tarif de responsabilité des caisses est égal aux prix de journée, soit 1.150 F par jour en médecine et 1.250 F par jour en chirurgie, tarif qui va être porté incessamment à 1.800 et à 2.000 F par jour. Le malade est donc assuré d'un remboursement intégral de ses frais — si l'on excepte le « ticket modérateur » légalement à sa charge.

Par contre, si notre malade a éprouvé le désir d'être hospitalisé dans un établissement privé régulièrement agréé par la sécurité sociale (on sait qu'il s'agit là d'un agrément technique, destiné, dit l'article 17 de l'ordonnance du 19 octobre 1945, à s'assurer que l'établissement présente des conditions d'installation au moins égales à celles offertes par les établissements publics de même nature) et que l'établissement n'ait pas passé convention avec les caisses — c'est-à-dire en fait, n'ait pas voulu ou pu passer par les fourches caudines de celles-ci — son remboursement ne sera que de 450 F. Or, et nous insistons ici sur ce point, il est à Paris quantité d'établissements privés, placés dans cette situation, et qui présentent des conditions d'installation et de confort au moins égales — sinon supérieures — à celles de l'assistance publique de Paris.

Autre anomalie, résultant de l'actuelle rédaction de l'article 18, et dont les assurés sociaux font, en fin de compte, trop souvent les frais :

La loi prévoit, en effet, qu'en cas d'hospitalisation dans un établissement privé, la participation de la caisse aux frais de séjour ne pourra être supérieure au tarif des établissements publics de même nature les plus proches.

Or, des inégalités importantes dans une même région, voire dans un même département, existent entre les prix des hôpitaux publics. Ces différences, qui peuvent aller parfois du simple au double, trouvent leur explication, soit dans la diversité d'équipement, soit dans la diversité du personnel soignant (congrégations ou infirmières laïques), soit enfin dans l'existence pour certains hôpitaux de revenus importants provenant de dons ou de fondations charitables. Ces différences existent même parfois dans la même ville, où le taux légal des salaires, et par conséquent les cotisations versées à la sécurité sociale par salariés et employeurs, sont identiques.

Pour remédier à ces inégalités choquantes, une circulaire du ministre du travail, en date du 10 avril 1947, avait déjà conseillé aux caisses de tenir compte de ces éléments qui faussent la fixation du prix réel de journée à l'hôpital public. Mais cette circulaire ministérielle n'a malheureusement qu'une valeur indicative, et ne s'impose pas aux caisses qui peuvent n'en pas tenir compte.

Il convenait donc de remédier à cette situation et d'élargir le terme de comparaison en ce qui concerne le taux maximum du tarif de responsabilité.

Dernière anomalie enfin, qu'il est urgent de corriger : la situation faite aux maisons de repos ou de convalescence. A l'heure actuelle, la sécurité sociale les ignore pratiquement, sans qu'il nous ait été possible de déterminer les raisons profondes de cette attitude. Ce qui est certain, c'est que la caisse régionale de Paris — pour ne citer qu'elle — refuse l'agrément (et par suite le remboursement) aux maisons de repos ou de convalescence dont le prix de journée dépasse 500 F par jour.

Le résultat ? L'opéré, par exemple, pour qui eût été nécessaire une convalescence, de 15 jours un ou mois, dans une maison de repos des environs de Paris, demeure à l'hôpital jusqu'à ce que son état lui permette de reprendre le travail. Il se trouve ainsi privé des bienfaits de la cure. Il encombre en même temps l'hôpital, alors que d'autres malades attendent pour se faire admettre. Il coûte enfin beaucoup plus cher à la sécurité sociale, qui se voit obligée de payer très cher (1150 et 1250 F à l'assistance publique de Paris) pour n'avoir pas voulu accepter de payer un prix raisonnable.

La proposition que nous avons l'honneur de soumettre à votre examen apporte un remède équitable à ces diverses situations.

Tout d'abord, il prévoit que les tarifs de responsabilité en matière de soins dans un établissement privé seront fixés soit par convention, soit — à défaut — par une « commission régionale de l'hospitalisation », avec appel possible devant la commission nationale des tarifs prévue par l'article 10 de l'ordonnance du 19 octobre 1945, et qui est déjà chargée de trancher les différends survenus en matière de tarifs médicaux et paramédicaux.

Autre innovation introduite par le nouveau texte : le taux maximum des tarifs de responsabilité des caisses sera égal au tarif le plus élevé pratiqué dans les établissements publics du département.

Une disposition nouvelle est enfin introduite en faveur des maisons de repos et de convalescene : le taux des tarifs de responsabilité des caisses sera fixé soit par convention, soit par la commission régionale de l'hospitalisation, avec possibilité d'appel devant la commission régionale des tarifs. Cette disposition, qui comble une lacune de la législation, va permettre aux malades et convalescents d'obtenir un remboursement honorable de leurs frais de séjour dans ces établissements. Elle permettra d'autre part à la sécurité sociale de réaliser des économies substantielles, provenant de la réduction de la durée d'hospitalisation dans les établissements médicaux ou chirurgicaux, dont les prix de

journée sont toujours très supérieurs à ceux des maisons de repos et de convalescence. Enfin, elle permettra de décongestionner les établissements de soins, ce qui s'avère extrêmement souhaitable.

Comme on le voit, ces diverses mesures vont permettre d'améliorer fortement le fonctionnement des assurances sociales, au bénéfice des assurés sociaux actuellement condamnés à consentir d'importants sacrifices pécuniaires lorsqu'ils veulent être soignés dans des conditions correspondant à leurs besoins et à leurs légitimes aspirations.

Pour ces raisons, nous vous demandons d'adopter la proposition de loi suivante, qui ne peut manquer de recevoir l'agrément de tous les vrais amis de la sécurité sociale.

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — L'article 18 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux professions non agricoles, est modifié comme suit:

« *Art.* 18. — Des conventions conclues entre les caisses de sécurité sociale et les établissements visés à l'article 17 fixent les tarifs, autres que ceux relatifs aux honoraires médicaux, auxquels sont assujettis les assurés sociaux dans lesdits établissements, ainsi que les tarifs de responsabilité des caisses qui ne peuvent être supérieurs aux tarifs les plus élevés pratiqués dans l'établissement public de même nature situé dans le même département. Ces tarifs sont homologués; ils sont éventuellement fixés par les commissions prévues à l'alinéa suivant.

« A défaut de convention, ou si les tarifs conventionnels n'ont pas été homologués, les tarifs de responsabilité des caisses de sécurité sociale, sont fixés, dans chaque région, par une « commission régionale de l'hospitalisation » composée pour un tiers des représentants des organismes d'assurances sociales, pour un tiers des représentants des organisations professionnelles intéressées, et pour un tiers des représentants des ministères du travail, de la santé publique et de l'économie nationale. Appel des décisions de cette commission peut être fait devant la commission nationale prévue à l'article 10 ci-dessus.

« Les tarifs de responsabilité des caisses de sécurité sociale, en ce qui concerne les frais de séjour des malades et convalescents dans les maisons de repos ou de convalescence, sont fixés par convention entre les caisses et les établissements. Ils sont homologués et éventuellement fixés dans les conditions prévues à l'alinéa précédent. »

ANNEXE N° 884

(Session de 1948. — Séance du 23 août 1948.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, portant **ouverture de crédits** au titre du budget du ministère de la **production industrielle** pour l'**exercice 1947,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 23 août 1948.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 23 août 1948, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant ouverture de crédits au titre du budget du ministère de la production industrielle pour 1947.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: Edouard Herriot.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 4153, 5306 et in-8° 1243.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Il est ouvert au ministre de l'industrie et du commerce au titre du budget ordinaire (services civils) pour l'exercice 1947, en addition aux crédits alloués par la loi de finances n° 47-1196 du 13 août 1947 et par des textes spéciaux, un crédit de 4.719 millions de francs applicable au chapitre 7093 « compensation des prix des combustibles minéraux solides » du budget de la production industrielle.

Art. 2. — Il est ouvert au ministre de l'industrie et du commerce au titre du budget ordinaire (services civils) pour l'exercice 1947, en addition aux crédits alloués par la loi de finances n° 47-1196 du 13 août 1947, un crédit de 315 millions de francs applicable au chapitre nouveau 7094 « compensation des prix du charbon sarrois » du budget de la production industrielle.

Art. 3. — Il est ouvert au ministre de l'industrie et du commerce au titre du budget ordinaire (services civils) pour l'exercice 1947, en addition aux crédits alloués par la loi de finances n° 47-1196 du 13 août 1947, un crédit de 5.200 millions de francs applicable au chapitre nouveau 7095 « couverture du déficit résultant de la diminution du prix de vente de l'électricité et du gaz » du budget de la production industrielle.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 août 1948.

Le président,
Signé: Edouard Herriot.

ANNEXE N° 885

(Session de 1948. — Séance du 23 août 1948.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale portant **ouverture** de **crédits** et **autorisation d'engagement** de **dépenses** (dépenses civiles de reconstruction et d'équipement) en vue du **regroupement** des **services administratifs,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 23 août 1948.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 23 août 1948, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses (dépenses civiles de reconstruction et d'équipement) en vue du rgroupement des services administratifs.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: Edouard Herriot.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme est autorisé à engager, au titre du budget général, des dépenses s'élevant à la somme totale de 2.783 millions de francs et applicable au chapitre 900 « Regroupement des services administratifs ».

Cette autorisation de programme sera couverte, tant par les crédits ouverts par la présente loi que par de nouveaux crédits à ouvrir ultérieurement.

Il est ouvert au ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, au titre des dépenses de reconstruction et d'équipement de l'exercice 1948, des crédits s'élevant à la somme de 600 millions de francs applicable au chapitre 900 « Regroupement des services administratifs ».

Art. 1er *bis.* — L'utilisation et la répartition des crédits ouverts à l'article précédent devront faire l'objet d'un avis préalable de la commission interministérielle de contrôle des opérations immobilières instituée par le décret du 2 novembre 1945, relatif au contrôle des opérations immobilières poursuivies par les services publics et d'intérêt public.

Art. 2. — Est annulée, à concurrence de 42 millions de francs, l'autorisation de programme accordée au président du conseil des ministres par la loi n° 47-580 du 30 mars 1947 portant fixation du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947, au titre du chapitre 904 « Service de documentation extérieure et de contre-espionnage. — Travaux d'équipement ».

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 août 1948.

Le président,
Signé: Edouard Herriot.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 4990, 5319 et in-8° 1242.

ANNEXE N° 886

(Session de 1948. — Séance du 23 août 1948.)

PROPOSITION DE LOI tendant à obtenir l'attribution de la **médaille militaire** aux anciens militaires de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1939-1945, **réformés pour maladie** contractée dans une unité combattante et ayant une invalidité permanente au moins égale à 85 p. 100, présentée par M. Jean-Marie Thomas, et les membres du groupe socialiste S. F. I. O., conseillers de la République, et transmise au bureau de l'Assemblée nationale conformément à l'article 14 de la Constitution.

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, la loi du 3 août 1936 permet d'attribuer la Légion d'honneur ou la médaille militaire aux officiers, sous-officiers et hommes de troupes retraités ou réformés pour blessure de guerre reçue au cours de la campagne 1914-1918 ou sur les théâtres d'opérations extérieurs ayant entraîné une invalidité permanente correspondant à la perte de l'usage absolu d'un membre, soit de 65 p. 100, etc., qui n'ont pas déjà obtenu la croix de la Légion d'honneur ou la médaille militaire avec traitement postérieurement à leurs blessures.

Les dispositions ci-dessus sont réservées uniquement aux anciens militaires réformés définitifs pour blessures de guerre et nous demandons l'élargissement de ces avantages aux anciens militaires réformés pour maladie à 85 p. 100 et plus, ayant contracté leur maladie dans une unité combattante avec justification d'évacuation.

On rendrait de ce fait justice à ceux qui ont combattu et souffert pour la défense du pays.

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Il est mis annuellement à la disposition du ministre des forces armées, pendant un délai de 5 ans à compter du 1er janvier suivant la promulgation de la présente loi, le contingent spécial de croix de la Légion d'honneur et de la médaille militaire ci-après:

Croix de chevalier de la Légion d'honneur, 500;

Médailles militaires, 6.000.

Art. 2. — Les croix et médailles militaires sont destinées à récompenser les officiers, sous-officiers et hommes de troupes retraités ou réformés pour maladie contractée dans une unité combattante et ayant fait l'objet d'une évacuation lorsque l'invalidité permanente est égale ou supérieure à 85 p. 100.

ANNEXE N° 887

(Session de 1948. — Séance du 23 août 1948.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale portant **ouverture** de **crédits** au titre du **budget ordinaire** de l'exercice **1948** (services civils), transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 23 août 1948.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 23 août 1948, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant ouverture de crédits au titre du budget ordinaire de l'exercice 1948 (services civils).

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Article unique. — Il est ouvert aux ministres, en addition aux crédits ouverts au titre du budget ordinaire (services publics) pour l'exercice 1948, des crédits s'élevant à la somme totale de 38.008.500.000 F et répartis conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 août 1948.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

Etat A.

Agriculture.

II. — SERVICES DU RAVITAILLEMENT

TITRE Ier. — DÉPENSES ORDINAIRES

Chap. 6002. — Subvention aux groupements d'achat des produits oléagineux, du cacao et du café, 18.760 millions de francs.

Chap. 6003. — Couverture du déficit résultant de l'importation de produits destinés à l'alimentation du bétail, 5.515 millions de francs.

Total pour l'agriculture, 24.275 millions de francs.

Industrie et commerce.

TITRE II. — LIQUIDATION DES DÉPENSES RÉSULTANT DES HOSTILITÉS

Chap. 709. — Couverture du déficit résultant de l'importation de produits industriels, 13.160 millions de francs.

Travaux publics et transports.

TITRE Ier. — DÉPENSES ORDINAIRES

Chap. 5082. — Subvention exceptionnelle à la Société nationale des chemins de fer français, à titre d'indemnité compensatrice des pertes de recettes résultant de la baisse de certains tarifs (application de la convention du 31 août 1937), 573.500.000 F.

Total général, 38.008.500.000 F.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 5263, 5333 et in-8° 1246.

ANNEXE N° 888

(Session de 1948. — Séance du 23 août 1948.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale reconduisant l'**allocation temporaire aux vieux** pour le **troisième trimestre** de l'**année 1948,** majorant le taux de l'allocation temporaire et de l'allocation à domicile, unifiant le taux minimum de la majoration pour conjoint à charge et modifiant l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission du travail et de la sécurité sociale.)

Paris, le 23 août 1948.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 23 août 1948, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi reconduisant l'allocation temporaire aux vieux pour le troisième trimestre de l'année 1948, majorant le taux de l'allocation temporaire et de l'allocation à domicile, unifiant le taux minimum de la majoration pour conjoint à charge et modifiant l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

TITRE Ier

Reconduction de l'allocation temporaire aux vieux.

Art. 1er. — L'allocation temporaire instituée par les articles 2 et suivants de la loi n° 46-1990 du 13 septembre 1946, et dont les conditions d'attribution sont fixées à l'article 4 de la loi n° 47-1706 du 4 septembre 1947 et au deuxième alinéa de l'article 1er de la loi n° 48-35 du 7 janvier 1948, continuera d'être servie à partir du 1er juillet 1948 pour le troisième trimestre de l'année en cours.

Art. 2. — Le financement des allocations prévues à l'article précédent sera assuré par une avance du Trésor recouvrable sur les caisses qui seront créées, en vue de servir des allocations vieillesse, dans le cadre des organisations autonomes prévues par la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948 instituant une allocation vieillesse pour les personnes non salariées.

Le remboursement de ces avances devra intervenir dans le délai fixé par l'article 2 de la loi n° 48-471 du 21 mars 1948.

Art. 3. — Le bénéfice de l'allocation temporaire est accordé avec effet du premier jour du trimestre civil au cours duquel le requérant a déposé sa demande au maire de la commune de sa résidence, sous réserve qu'il remplisse les conditions légales avant le premier jour de ce trimestre civil.

Les dispositions du présent article sont applicables pour le payement des échéances du 1er juillet 1948, 1er octobre 1948 et, éventuellement, des échéances suivantes.

Art. 4. — Le taux de l'allocation temporaire aux vieux instituée par la loi du 13 septembre 1946 est porté à 1.200 F par mois.

TITRE II

Dispositions diverses.

Art. 5. — Les chiffres maxima prévus à l'article 2, alinéa 3, de la loi n° 46-1990 du 13 septembre 1946, sont portés respectivement de 45.000 F à 75.000 F et de 60.000 F à 100.000 F.

Art. 6. — L'alinéa *a*) du paragraphe 2 de l'article 3 de l'ordonnance n° 45-170 du 2 février 1945 modifiée, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« Une majoration de 5.000 F par an pour le conjoint à charge qui n'est pas bénéficiaire d'un avantage au titre d'une législation de sécurité sociale; lorsque le conjoint à charge atteint l'âge de 65 ans, ou de 60 ans en cas d'inaptitude au travail, cette majoration est portée à une somme égale à la moitié du taux de l'allocation aux vieux travailleurs salariés des villes de plus de 5.000 habitants. »

Le troisième paragraphe de l'article 20 de la loi du 14 juillet 1905, modifié par l'article 22 de la loi n° 47-1127 du 25 juin 1947, fixant le taux de l'allocation à domicile, est modifié comme suit:

« Les taux sont portés à 960 et 1.200 F pour les infirmes et incurables âgés de moins de 60 ans. »

Art. 7. — Les dispositions des articles 4, 5 et 6 ci-dessus prennent effet à dater du 1er juillet 1948.

Art. 8 nouveau). — Le premier alinéa de l'article 32 de l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale est complété comme suit:

« A partir du 1er juillet 1948, les personnes seules, âgées de plus de 70 ans, bénéficiant d'une pension, rente, secours ou allocation servi en application de la législation des assurances sociales, de l'ordonnance n° 45-170 du 2 février 1945, des lois n° 46-1990 du 13 septembre 1946 ou n° 48-101 du 17 janvier 1948, se trouvant dans l'obligation d'avoir recours à l'assistance d'une tierce personne, sont dispensées, sur leur demande, de toute cotisation aux caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales comme employeur de cette personne. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 août 1948.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législature): 5230, 5900, 5323 et in-8° 1214.

ANNEXE N° 889

(Session de 1948. — Séance du 23 août 1948.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale portant **ouverture** de **crédits** et autorisation d'**engagement** de **dépenses** sur l'exercice **1948,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 23 août 1948.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 23 août 1948, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses sur l'exercice 1948.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

TITRE Ier. — BUDGET GÉNÉRAL

Art. 1er. — Il est ouvert aux ministres en addition aux crédits ouverts au titre du budget général par la loi n° 47-2407 du 31 décembre 1947 et par des textes spéciaux des crédits s'élevant à la somme globale de 11.719.955.000 F. Ces crédits seront répartis par service et par chapitre conformément à l'état A annexé à la présente loi.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 5154, 5312 et in-8° 1245.

Art. 2. — Les ministres sont autorisés à engager au titre du budget général, en addition aux crédits ouverts par la loi n° 48-466 du 21 mars 1948 et par des textes spéciaux, des dépenses s'élevant à la somme totale de 1.809.416.000 F. Elles seront couvertes tant par des crédits ouverts par la présente loi que par de nouveaux crédits à ouvrir ultérieurement.

Il est ouvert aux ministres au titre du budget de reconstruction et d'équipement de l'exercice 1948 en addition aux crédits ouverts par la loi n° 48 466 du 21 mars 1948 et par des textes spéciaux, des crédits s'élevant à la somme totale de 1.197.816.000 F.

Les autorisations de programmes ou de promesses de subventions ainsi que les crédits qui sont applicables aux dépenses de l'exercice 1948 seront répartis par service et par chapitre conformément à l'état B annexé à la présente loi.

TITRE II. — BUDGETS ANNEXES

Art. 3. — Il est ouvert aux ministres en addition aux crédits ouverts au titre des budgets annexes par la loi n° 47-2407 du 31 décembre 1947 et par des textes spéciaux des crédits s'élevant à la somme globale de 410.236.000 F. Ces crédits seront répartis par service et par chapitre conformément à l'état C annexé à la présente loi.

Art. 4. — Les évaluations de recettes du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones, rattaché pour ordre au budget général de l'exercice 1948 sont augmentées d'une somme globale de 2.030 millions de francs applicables aux lignes ci-après:

1re SECTION. — *Recettes ordinaires.*

1. — Recettes postales, 1.328.500.000 F.
2. — Recettes télégraphiques et radiotélégraphiques, 200 millions de francs.
3. — Recettes téléphoniques, 500 millions de francs.
4. — Recettes des services financiers, 1.500.000 F.

Total égal, 2.030 millions de francs.

Art. 5. — Les ministres sont autorisés à engager au titre des budgets annexes rattachés pour ordre au budget général de l'exercice 1948 en addition aux crédits ouverts par la loi n° 48-466 du 21 mars 1948 et par des textes spéciaux, des dépenses s'élevant à la somme totale de 211.087.000 F et applicables aux chapitres ci-après:

Caisse nationale d'épargne.

2e SECTION

700. — Equipement. — Matériel et outillage, 7.087.000 F.

Postes, télégraphes et téléphones.

2e SECTION

901. — Equipement. — Matériel postal, 160 millions de francs.
902. — Equipement. — Matériel électrique et radioélectrique, 44 millions de francs.

Total égal, 211.087.000 F.

Il est ouvert aux ministres pour les dépenses d'investissement au titre des budgets annexes rattachés pour ordre au budget général de l'exercice 1948 en addition aux crédits ouverts par la loi n° 48-466 du 21 mars 1948 et par des textes spéciaux, des crédits s'élevant à la somme totale de 211.974.000 F. Ces crédits sont applicables aux chapitres ci-après:

Caisse nationale d'épargne.

2e SECTION

700. — Equipement. — Matériel et outillage, 7.087.000 F.

Postes, télégraphes et téléphones.

2e SECTION

801 — Reconstruction. — Bâtiments, 1 million 520.000 F.
806. — Reconstruction. — Matériel électrique et radioélectrique, 134.000 F.
900. — Equipement. — Bâtiments, 240.000 F.
901. — Equipement. — Matériel postal, 159.638.000 F.
902. — Equipement. — Matériel électrique et radioélectrique, 43.355.000 F.

Total égal, 211.974.000 F.

TITRE III. — DISPOSITIONS SPÉCIALES

Art. 6. — Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme est autorisé à engager au titre de la reconstitution de la flotte de commerce et de pêche et de la flotte rhénane, en sus des autorisations déjà accordées, des dépenses s'élevant à la somme totale de 10.195 millions de francs applicables:

Pour 9.365 millions de francs à la reconstitution de la flotte de commerce et de pêche;

Pour 830 millions de francs à la reconstitution de la flotte rhénane.

Art. 7. — Il est ouvert au ministre des travaux publics, des transports et du tourisme en addition aux crédits ouverts par la loi n° 47-2406 du 31 décembre 1947 un crédit de 830 millions de francs applicable au chapitre B. — Reconstitution de la flotte rhénane.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 23 août 1948.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 890

(Session de 1948. — Séance du 25 août 1948.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à autoriser le ministre de la santé publique et de la population à statuer sur les **demandes de naturalisation** qui ont été formulées conformément à la loi du 3 février 1939, par M. Colardeau, conseiller de la République (1).

Mesdames, messieurs, la loi du 3 février 1939 permettait aux protégés et anciens protégés français d'être naturalisés sans condition de résidence, mais sous la double réserve que les demandes aient été formulées dans le délai de deux ans et que les décrets de naturalisation aient été pris dans le délai de trois ans à compter de la promulgation de la loi.

Un certain nombre de demandes, régulièrement introduites, n'ont pu cependant, du fait des circonstances de guerre, recevoir leur solution en temps voulu. Il serait injuste que les intéressés, à qui aucune négligence ne peut être reprochée, fussent ainsi écartés du bénéfice de la loi.

Il convient donc d'accorder au Gouvernement un nouveau délai, qui lui permettra de statuer sur les demandes dont il est déjà saisi. Ce délai devra être calculé de manière à donner le temps, non seulement de reprendre et de compléter par les enquêtes indispensables les dossiers restés en souffrance, mais aussi de reconstituer ceux qui ont disparu en 1940.

Il y a lieu de noter que le délai fixé pour l'introduction des demandes n'est point prorogé et demeure clos.

Votre commission de la justice et de législation considère que le projet de loi qui vous est soumis est opportun et vous demande, en conséquence, d'adopter le texte suivant:

PROJET DE LOI

Article unique. — Le ministre de la santé publique et de la population pourra, jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, statuer sur les demandes de naturalisation qui ont été formulées dans les délais et conditions prévus par la loi du 3 février 1939.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 3797, 4947 et in-8° 1166; Conseil de la République: 801 (année 1948).

ANNEXE N° 891

(Session de 1948. — Séance du 25 août 1948.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant **création de postes de magistrats détachés au tribunal de la Seine** et modifiant le décret du 25 juin 1934 relatif à l'organisation judiciaire, par M. Bardon-Damarzid, conseiller de la République (1).

Mesdames, messieurs, de nombreux magistrats ont été distraits de leurs occupations ordinaires et détachés dans les cours de justice pour en assurer le fonctionnement.

Ce prélèvement opéré dans le personnel judiciaire a entraîné un sérieux retard dans l'évacuation des affaires de droit commun. C'est surtout au tribunal de la Seine que la situation est la plus difficile. Elle le sera encore durant une certaine période, car la réduction du nombre des cours de justice qui doit s'opérer à compter du 1er octobre prochain apportera à celle de Paris de nouveaux dossiers provenant de juridictions supprimées.

Pour pallier ces difficultés, la loi portant fixation du budget ordinaire de l'exercice 1947 a ouvert les crédits nécessaires à la création de trente-cinq postes de magistrats détachés au tribunal de la Seine. Le présent projet de loi a pour objet de créer ces postes, qui pourront être supprimés par décret, lorsque la situation redeviendra normale.

En conséquence, votre commission de la justice vous demande de bien vouloir adopter le texte suivant:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — L'article 2 du décret du 25 juin 1934 relatif à l'organisation judiciaire est complété ainsi qu'il suit:

« Le tribunal de première instance de la Seine comprend en outre trente-cinq postes de « magistrats détachés », soit:

« Cinq postes de juges d'instruction de 1re classe;

« Neuf postes de juge d'instruction de 2e classe;

« Six postes de juge d'instruction de 3e classe;

« Cinq postes de substitut de 1re classe;

« Dix postes de substitut de 2e classe ».

Art. 2. — La suppression de ces postes, créés pour des nécessités temporaires, sera prononcée par décret pris sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice.

ANNEXE N° 892

(Session de 1948. — Séance du 25 août 1948.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale sur la proposition de loi, déposée au Conseil de la République, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à **modifier** l'article 49 de la loi du 24 juillet 1867 sur les **sociétés**, par M. Carcassonne, conseiller de la République (2).

Mesdames, messieurs, la loi du 24 juillet 1867, dans son titre III, a prévu que les sociétés à capital variable — dont le capital social est susceptible d'être augmenté par des versements successifs faits par les associés ou l'admission d'associés nouveaux, ou diminué par la reprise des apports effectués — seraient soumises à des dispositions spéciales.

En particulier, l'article 49 de la loi précitée a spécifié, d'une part, que le capital originaire ne pouvait être porté par les statuts constitutifs de la société au-dessus de 200.000 F et, d'autre part, que chaque augmentation annuelle ne pouvait, en aucun cas, être supérieure à cette même somme.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législature): 4027, 4586 et in-8° 1085; Conseil de la République: 704 (année 1948).

(2) Voir les nos: Conseil de la République: 279 (année 1947), 657 (année 1948); Assemblée nationale (1re législ.): 1559, 3816 et in-8° 1063.

Une loi du 2 mars 1918 a élevé ce double plafond à 1 million de francs.

Par suite de la dépréciation de la monnaie, la limite est actuellement trop faible et c'est pour la porter de 1 million à 10 millions de francs que notre collègue M. Duclercq a déposé la proposition de loi qui vous est soumise. Votre commission, à l'unanimité, a reconnu la nécessité de la modification proposée et c'est pourquoi elle vous prie de bien vouloir adopter sans modification le texte, transmis par l'Assemblée nationale, dont la teneur suit.

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — L'article 49 de la loi du 24 juillet 1867 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 49. — Le capital social ne pourra être porté par les statuts constitutifs de la société au-dessus de la somme de 10 millions de francs.

« Il pourra être augmenté par des délibérations de l'assemblée générale prises d'année en année; chacune des augmentations ne pourra être supérieure à 10 millions de francs ».

ANNEXE N° 893

(Session de 1918. — Séance du 25 août 1918.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale sur la proposition de loi, déposée au Conseil de la République, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'alinéa 2 de l'**article 1953 du code civil,** par M. Chaumel, conseiller de la République (1).

Mesdames, messieurs, la proposition de loi qui vous est soumise a été adoptée par l'Assemblée nationale telle qu'elle avait été formulée par notre éminent collègue M. Georges Pernot, et semble pouvoir être approuvée sans débat par le Conseil de la République, comme elle a été votée sans débat par l'Assemblée nationale.

Il s'agit en effet, purement et simplement, de relever le taux limite, fixé le 8 avril 1911, de la responsabilité des hôteliers en ce qui concerne les espèces monnayées, les valeurs, les titres, les bijoux et les objets précieux de toute nature introduits dans les hôtels par les voyageurs et non déposés réellement entre les mains des hôteliers.

Le principe même de cette responsabilité, aussi bien que la limitation prévue ne sont pas en cause. La réévaluation envisagée ne paraît pas discutable; elle se justifie par la seule comparaison de la valeur de notre monnaie en 1911 et en 1918. Et c'est ainsi que le chiffre de 20.000 F paraît bien, en toute équité, devoir être substitué au chiffre de 1.000 F.

Aussi, votre commission vous propose d'adopter le texte suivant:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — L'alinéa 2 de l'article 1953 du code civil est modifié ainsi qu'il suit:

« Cette responsabilité est limitée à 20.000 F pour les espèces monnayées, les valeurs, les titres, les bijoux et les objets précieux de toute nature non déposés réellement entre les mains des aubergistes ou hôteliers ».

ANNEXE N° 894

(Session de 1918. — Séance du 25 août 1918.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale portant création d'un **centre national du tourisme,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale et M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des moyens de communication et des transports (postes, télégraphes et téléphones, chemins de fer, lignes aériennes, etc.).]

Paris, le 25 août 1918.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 25 août 1918, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant création d'un centre national du tourisme.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Article unique. — Il est institué, sous l'autorité du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, un centre national du tourisme, organe d'exécution et de gestion, chargé de favoriser le développement du tourisme en France et dans l'Union française.

Ce centre est un établissement placé sous le régime des fondations. Sa dotation est constituée par le solde provenant des opérations de liquidation du centre national d'expansion du tourisme du thermalisme et du climatisme créé par le décret-loi du 23 juillet 1935 et supprimé par l'acte dit loi du 15 octobre 1940.

Son budget comprend notamment en recettes une subvention allouée chaque année par l'Etat dans la limite des crédits ouverts à cet effet.

Les statuts du centre national du tourisme seront approuvés par décret pris en la forme de règlement d'administration publique sur la proposition du ministre des travaux publics des transports et du tourisme.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 25 août 1918.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 895

(Session de 1918. — Séance du 25 août 1918.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la **formation du conseil général** et aux **élections cantonales,** transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (2). — (Renvoyée à la commission de l'intérieur [administration générale, départementale et communale, Algérie].)

Paris, le 25 août 1918.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 25 août 1918, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi relative à la formation du conseil général et aux élections cantonales.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Election des conseillers généraux.

Art. 1er. — Chaque canton du département élit un ou plusieurs membres du conseil général.

L'élection se fait dans chaque commune au suffrage universel.

Art. 2. — Les conseillers généraux sont nommés pour six ans et sont rééligibles. Le conseil général est renouvelé intégralement tous les six ans.

Les élections ont lieu au mois d'octobre. Dans tous les départements, les collèges électoraux sont convoqués le même jour.

Art. 2 *bis.* — . . . . . .

Art. 3. — En cas de vacance par décès, option, démission, par une des causes énumérées aux articles 15, 20, 21 et 22 ou pour tout autre cause, les électeurs doivent être réunis dans un délai de trois mois.

Toutefois, si le renouvellement du conseil doit avoir lieu avant la date de la prochaine session ordinaire, il n'est pas procédé à l'élection partielle.

Art. 4. — Les collèges électoraux sont convoqués par décret. Toutefois, pour les élections partielles, le collège électoral est convoqué par arrêté préfectoral, sauf le cas prévu à l'alinéa 2 du précédent article.

Il doit y avoir un intervalle de quinze jours francs entre la date de la convocation et le jour de l'élection, qui est toujours un dimanche. Le scrutin est ouvert à huit heures et clos le même jour à dix-huit heures; le dépouillement a lieu immédiatement.

Lorsqu'un second tour de scrutin est nécessaire, il y est procédé le dimanche suivant.

Art. 5. — Après avis du maire, le préfet peut, par un arrêté publié dix jours au moins avant le scrutin, diviser en bureaux de vote les communes, quelle que soit leur population.

Art. 6. — Immédiatement après le dépouillement du scrutin, les procès-verbaux de chaque commune, arrêtés et signés, sont portés au chef-lieu de canton par deux membres du bureau; le recensement général des votes est fait par le bureau du chef-lieu et le résultat est proclamé par son président qui adresse tous les procès-verbaux et les pièces au préfet.

Nul ne peut se présenter s'il est frappé d'indignité nationale. Tout candidat devra avoir déposé à la préfecture une déclaration de candidature avant la fin du mercredi qui précède le premier ou le second tour; les bulletins au nom d'un candidat frappé d'indignité seront déclarés nuls et le candidat ne pourra être proclamé élu.

Conditions d'éligibilité.

Art. 7. — Sous réserve des inéligibilités d'ordre général et des inéligibilités prévues aux articles 9 et 9 ci-après, sont éligibles au conseil général tous les citoyens qui remplissent les conditions suivantes:

1° Etre inscrits sur la liste électorale d'une commune ou justifier qu'ils devaient y être inscrits avant le jour de l'élection;

2° Etre âgés de vingt-trois ans accomplis;

3° Soit être domiciliés dans le département, soit, s'ils n'y sont pas domiciliés, être inscrits au rôle d'une des contributions directes au 1er janvier de l'année de l'élection ou justifier qu'ils devaient y être inscrits à ce jour, ou encore avoir hérité, depuis la même époque, d'une propriété foncière dans le département.

Les députés à l'Assemblée nationale et les conseillers de la République élus sur le plan départemental sont éligibles au conseil général dans tous les cantons du département où ils ont été candidats.

Toutefois, le nombre des conseillers généraux non domiciliés dans le département ne peut dépasser le quart du nombre total dont le conseil doit être composé.

(1) Voir les nos: Conseil de la République: 312 et 717 (année 1918); Assemblée nationale (1re législ.): 4137, 4780 et in-8° 1137.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 4981, 5222, 5296, 5325 et in-8° 1251.

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 5235, 5334 et in-8° 1252.

Inéligibilité.

Art. 8. — Ne peuvent être élus membres du conseil général, avant l'expiration d'un délai de six mois après la cessation de leurs fonctions:

1° Les officiers des armées de terre, de mer, de l'air dotés d'un commandement ou d'un service territorial, dans l'étendue de toute circonscription comprise dans le ressort de leur commandement ou service;

2° Les préfets, sous-préfets, secrétaires généraux et chefs de cabinet de préfet dans les départements où ils exercent leurs fonctions;

3° Les premiers présidents, présidents de chambre, conseillers à la cour d'appel, procureurs généraux, avocats généraux et substituts du procureur général dans l'étendue du ressort de la cour, les présidents, vice-présidents, juges titulaires, juges suppléants rétribués, juges d'instruction et membres du parquet des tribunaux de première instance dans le ressort du tribunal; les juges de paix dans leur ressort, les membres des conseils de préfecture dans l'étendue du ressort du conseil;

4° Les commissaires et agents de police dans les cantons de leur ressort;

5° Les ingénieurs en chef des ponts et chaussées du département, les ingénieurs ordinaires d'arrondissement et les ingénieurs des travaux publics de l'Etat du service ordinaire des ponts et chaussées dans le département où ils exercent leurs fonctions; les ingénieurs du service ordinaire des mines, dans les cantons de leur ressort;

6° Les recteurs d'académie dans le ressort de l'académie, les inspecteurs d'académie et les inspecteurs de l'enseignement primaire, dans le département où ils exercent leurs fonctions, les inspecteurs principaux et inspecteurs de l'enseignement technique dans les départements où ils exercent leurs fonctions;

7° Les agents et les comptables de tout ordre, employés à l'assiette, à la perception ou au recouvrement des contributions directes ou indirectes, ou au payement des dépenses publiques de toute nature, dans le département où ils exercent leurs fonctions;

8° Les directeurs généraux des postes, télégraphes et téléphones dans l'étendue de leur circonscription, les directeurs et inspecteurs des postes, télégraphes et téléphones dans le département où ils exercent leurs fonctions;

9° Les directeurs des manufactures de tabacs, dans le département où ils exercent leurs fonctions;

10° Les vérificateurs des poids et mesures dans les cantons de leur ressort;

11° Les ingénieurs en chef, directeurs des services agricoles et les ingénieurs des services agricoles, l'ingénieur en chef et les ingénieurs du génie rural, les directeurs des services vétérinaires dans le département où ils exercent leurs fonctions, les conservateurs, inspecteurs et autres agents des eaux et forêts dans les cantons de leur ressort, les contrôleurs des lois sociales en agriculture dans les départements où ils exercent leurs fonctions;

12° Les inspecteurs de l'économie nationale, les directeurs départementaux et les agents du contrôle économique, les directeurs départementaux du ravitaillement général dans l'étendue du département, les inspecteurs des fraudes dans les circonscriptions de leur ressort; les délégués départementaux de la production industrielle, les délégués départementaux et les délégués départementaux adjoints à la reconstruction et à l'urbanisme dans l'étendue du département;

13° Les secrétaires généraux des offices départementaux des anciens combattants et victimes de la guerre et les directeurs départementaux des anciens combattants et victimes de la guerre dans l'étendue du département;

14° Les directeurs départementaux de la population et les directeurs départementaux de la santé dans l'étendue du département;

15° Les directeurs régionaux de la sécurité sociale dans l'étendue de leur circonscription, le directeur départemental du travail, les inspecteurs divisionnaires et les inspecteurs du travail dans l'étendue du département;

16° Les directeurs départementaux de l'éducation physique et des sports, les inspecteurs des mouvements de jeunesse et de l'éducation populaire dans l'étendue du département.

Art. 9. — Les conseillers généraux qui, dans les conditions prévues aux articles 34 et 91 de la loi du 10 août 1871, ont été condamnés par application de l'article 258 du code pénal et exclus du conseil général, sont inéligibles au conseil général pendant les trois années qui suivent sa condamnation.

Les conseillers généraux, déclarés démissionnaires d'office par application de l'article 22 ci-après, sont inéligibles pendant une année au conseil général.

Incompatibilités.

Art. 10. — Le mandat de conseiller général est incompatible, d'une façon générale, avec les fonctions énumérées aux paragraphes 2° et 4° de l'article 8 et avec celles des militaires de carrière ou assimilés en activité de service ou servant au delà de la durée légale.

Art. 11. — Les fonctions de conseiller général sont incompatibles avec celles de directeur ou comptable d'un service public départemental, interdépartemental, communal ou intercommunal à caractère industriel ou commercial.

Art. 12. — Le mandat de conseiller général est incompatible dans le département avec les emplois d'architecte départemental, de fonctionnaire et agent du cadre des préfectures, des fonctionnaires et agents des cadres extérieurs de la santé publique et de la population ainsi qu'avec ceux de tous les agents salariés ou subventionnés sur les fonds départementaux.

La même incompatibilité existe à l'égard des directeurs des établissements hospitaliers publics ainsi que des entrepreneurs des services départementaux.

Ne sont pas considérés comme salariés et compris dans les cas spécifiés au premier alinéa ci-dessus, les médecins de service de l'assistance médicale gratuite, les médecins chargés, dans leur canton ou les cantons voisins, des services de la protection maternelle et infantile et des pupilles de l'Etat ou des services des épidémies, de la vaccination ou de tout autre service analogue ayant un caractère de philanthropie, les vétérinaires chargés, dans les mêmes conditions, des services des épizooties et les aumôniers des établissements départementaux.

Art. 13. — Toute personne appartenant à l'une des catégories énumérées aux articles 11 et 12 qui serait élue membre d'un conseil général aura, à partir de la proclamation du résultat du scrutin, un délai de dix jours pour opter entre l'acceptation du mandat et la conservation de son emploi.

A défaut de déclaration adressée dans ce délai au président du conseil général et, le cas échéant, à ses supérieurs hiérarchiques, il sera réputé avoir opté pour la conservation dudit emploi.

Art. 14. — Nul ne peut être membre de plusieurs conseils généraux.

Art. 15. — Nul ne peut se présenter dans plusieurs cantons du même département et de départements différents.

Lorsque le nombre de conseillers non domiciliés dans le département dépasse le quart du conseil, le conseil général désigne, en séance publique et par la voie du sort, celui ou ceux dont l'élection doit être annulée. Si une question préjudicielle s'élève sur le domicile, le conseil sursoit et le tirage au sort est fait par la commission départementale pendant l'intervalle des sessions.

En cas de division d'un canton, le conseiller général représentant le canton divisé a le droit d'opter pour l'une des nouvelles circonscriptions créées à l'intérieur de l'ancien canton dans les dix jours qui suivront la promulgation du décret.

Contentieux électoral.

Art. 16. — Les élections peuvent être arguées de nullité par tout électeur du canton, par les candidats et par les membres du conseil général.

Lorsque la protestation a été consignée dans le procès-verbal des opérations électorales, ce procès-verbal doit être transmis, dès sa réception, par le préfet au greffe du conseil de préfecture. Les protestations peuvent également être déposées audit greffe, au greffe du bureau annexe du département, au secrétariat de la mairie de chef-lieu de canton, à la sous-préfecture, ou à la préfecture dans les cinq jours qui suivent l'élection.

Un recours peut également être formé par le préfet, mais seulement pour inobservation des conditions et formalités prescrites par la loi. Il doit être déposé au greffe du conseil de préfecture dans les quinze jours qui suivent l'élection.

Notification est faite par les soins du président du conseil de préfecture dans les trois jours de l'enregistrement de la protestation, au conseiller proclamé élu qui est avisé en même temps qu'il a cinq jours pour tout délai à l'effet de déposer sa défense au greffe du conseil de préfecture et de faire connaître s'il entend ou non user du droit de présenter des observations orales.

Il est donné récépissé tant des protestations que des défenses.

Art. 17. — Le conseil de préfecture prononce sa décision dans le délai d'un mois, à compter de l'enregistrement de la réclamation au bureau central du greffe et le président fait notifier ladite décision dans la huitaine de sa date aux parties intéressées et au préfet.

S'il intervient une décision ordonnant une preuve, le conseil de préfecture doit statuer définitivement dans le mois à partir de cette décision.

Lorsqu'une réclamation implique la solution d'une question préjudicielle, le conseil de préfecture renvoie les parties à se pourvoir devant les juges compétents, et la partie doit justifier de ses diligences dans le délai de quinzaine; à défaut de cette justification, il sera passé outre et la décision du conseil de préfecture devra intervenir dans le mois à partir de l'expiration de ce délai de quinzaine. Le conseil de préfecture doit statuer dans le délai d'un mois, à dater du jour où le jugement sur la question préjudicielle est devenu définitif.

Art. 18. — Le recours au conseil d'Etat contre la décision du conseil de préfecture est ouvert soit au préfet, soit aux parties intéressées. Il doit, à peine de nullité, être déposé au secrétariat de la sous-préfecture ou de la préfecture dans le délai d'un mois à partir de la notification de la décision.

Le préfet donne immédiatement par la voie administrative connaissance du recours aux parties intéressées, en les prévenant qu'elles ont quinze jours pour tout délai à l'effet de déposer leurs défenses au secrétariat de la sous-préfecture ou de la préfecture.

Aussitôt ce nouveau délai expiré, le préfet transmet au conseil d'Etat, le recours, les défenses s'il y a lieu, les procès-verbaux des opérations électorales, les listes qui ont servi aux émargements, une expédition de l'arrêté attaqué, et toutes les autres pièces visées dans ledit arrêté. Il y joint son avis motivé.

Si le conseil de préfecture n'a pas statué dans les délais fixés à l'article précédent, la réclamation est considérée comme rejetée et les parties peuvent porter leurs recours devant le conseil d'Etat.

Le recours ne sera plus recevable s'il est formé plus de cinq jours après la notification du dessaisissement du conseil de préfecture à laquelle le commissaire du Gouvernement près le conseil de préfecture doit faire procéder sans délai par les soins du préfet.

Art. 19. — Les recours sont examinés au conseil d'Etat suivant les formes adoptées pour le jugement des affaires contentieuses. Ils sont jugés sans frais, dispensés du timbre et du ministère des avocats au conseil d'Etat; ils sont jugés dans le délai de trois mois à partir de l'arrivée des pièces au secrétariat du conseil d'Etat.

Les délais pour la constitution éventuelle d'un avocat et pour la communication au ministère de l'intérieur sont d'un mois pour chacune de ces opérations.

Lorsqu'il y a lieu à renvoi devant les tribunaux, le délai de trois mois ne court que du jour où la décision judiciaire est devenue définitive.

Le débat ne peut porter que sur les griefs relevés dans les réclamations, à l'exception des moyens d'ordre public qui peuvent être produits en tout état de cause.

Lorsqu'une réclamation implique une question préjudicielle, le conseil d'Etat surseoit à statuer jusqu'à ce que la question préjudicielle ait été jugée par les tribunaux compétents et fixe un délai d'un mois dans lequel la partie qui a élevé la question préjudicielle doit justifier de ses diligences.

S'il y a appel, l'acte d'appel doit, sous peine de nullité, être notifié à la partie dans les dix jours du jugement, quelle que soit la distance des lieux.

Les questions préjudicielles sont jugées sommairement par les tribunaux et conformément au paragraphe 4 de l'article 33 de la loi du 19 avril 1831.

Le conseiller général proclamé élu reste en fonctions jusqu'à ce qu'il ait été définitivement statué sur la réclamation.

Démission d'office. — Démission volontaire.

Art. 20. — Tout conseiller général qui, pour une cause survenue postérieurement à son élection, est frappé d'une des incapacités qui font perdre la qualité d'électeur ou se trouve dans un des cas d'inéligibilité ou d'incompatibilité prévue par la loi est déclaré démissionnaire par le conseil général, soit d'office, soit sur la réclamation de tout électeur.

Art. 21. — Lorsqu'un conseiller général a manqué à une session ordinaire sans excuse légitime admise par le conseil, il est déclaré démissionnaire par le conseil général dans la dernière séance de la session.

Art. 22. — Lorsqu'un membre du conseil général a, sans excuse valable, refusé de remplir une des fonctions qui lui sont dévolues par les lois, il est déclaré démissionnaire par le conseil d'Etat.

Le refus résulte soit d'une déclaration expresse adressée au président du conseil général ou rendue publique par son auteur, soit de l'abstention persistante, après avertissement de l'autorité chargée de la convocation.

Le membre ainsi démissionnaire ne peut être réélu avant le délai d'un an.

Pour l'application de ces dispositions, le ministre de l'intérieur saisit le conseil d'Etat dans le délai de trois mois à compter du refus. L'affaire est instruite et jugée sans frais dans le délai de trois mois.

Art. 23. — Lorsqu'un conseiller général donne sa démission, il l'adresse au président du conseil général, qui en donne immédiatement avis au préfet.

Réglementation de la propagande électorale.

Art. 24. — Les dispositions contenues dans les articles 9 à 14 de l'ordonnance n° 45-1838 du 17 août 1945 portant réglementation de la propagande électorale sont applicables aux élections cantonales sous les réserves édictées dans les articles ci-après.

Art. 25. — Les circulaires ne pourront dépasser le format 21×27 cm.

Les bulletins de vote ne pourront dépasser le format 8,5×6,3 cm.

Art. 26. — Des commissions, dont la composition et le fonctionnement seront fixés par décret, seront chargées dans les cantons de:

a) Fournir les enveloppes nécessaires à l'expédition des circulaires et des bulletins de vote, faire préparer leur libellé et en assurer l'envoi aux électeurs;

b) Faire remettre aux mairies en temps voulu les bulletins de vote de chaque candidat, qui doivent être mis à la disposition des électeurs le jour du vote;

c) Prendre les dispositions nécessaires pour assurer le vote par correspondance prévu à l'article 31 de la présente loi.

Chaque candidat désirant bénéficier des dispositions ci-dessus ou son représentant devra verser avant les élections, entre les mains du trésorier-payeur général ou du receveur particulier des finances, agissant en qualité de préposé de la caisse des dépôts et consignations, un cautionnement de 5.000 F.

Ce cautionnement sera remboursé aux candidats qui auront recueilli au moins 5 p. 100 des suffrages exprimés.

Art. 27. — L'Etat prend à sa charge le coût du papier attribué aux candidats, des enveloppes, de l'impression des affiches, bulletins de vote et circulaires, ainsi que les frais nécessités par l'envoi de circulaires. Les frais d'affichage restent à la charge des candidats.

Art. 28. — L'article 1er de la loi du 20 mars 1914 réglementant l'affichage électoral est complété ainsi qu'il suit:

« Tout affichage, même par affiche timbrée, sur l'emplacement réservé à un candidat, est interdit en sus du nombre des affiches autorisées pour l'élection considérée par les textes réglementant la propagande électorale.

« Toute infraction aux dispositions du présent article sera punie d'une amende de 180.000 F à 600.000 F et d'un emprisonnement de six jours à un an.

« En outre, tout affichage sans timbre, en sus du nombre d'affiches autorisées, que ces affiches aient été apposées sur les emplacements spéciaux ou en dehors, exposera le contrevenant à l'amende fiscale prévue par la loi ».

Art. 29. — L'alinéa 5 de l'article 3 de la loi du 20 mars 1914 est abrogé.

Contrôle de l'identité des électeurs.

Art. 30. — Les électeurs des communes de 5.000 habitants et plus devront présenter au président du bureau électoral, au moment du vote, en même temps que la carte d'électeur, une pièce d'identité.

La liste des pièces d'identité sera établie par arrêté du ministre de l'intérieur.

Vote par correspondance des réfugiés.

Art. 31. — Demeurent en application les dispositions de la loi n° 46-1846 du 24 août 1946 instituant le vote par correspondance des réfugiés, pour les élections municipales et cantonales,

Art. 32. . . . . .

Art. 32 *bis*. — Chaque candidat a droit à la présence en permanence, dans chaque bureau de vote, d'un délégué habilité à contrôler les opérations électorales.

Ces délégués ne pourront être expulsés.

En cas de désordre provoqué par ce délégué ou de flagrant délit justifiant son arrestation, il sera immédiatement fait appel à un délégué suppléant. Les noms des délégués titulaires et suppléants devront être notifiés au maire au moins vingt-quatre heures avant l'ouverture du scrutin.

Les maires délivreront un récépissé de cette déclaration.

Ce récépissé servira de titre et garantira les droits attachés à la qualité de mandataire du candidat.

Art. 32 *bis* A (nouveau). — La date des élections cantonales sera la même pour l'Algérie que pour la France métropolitaine. Une loi ultérieure étendra les dispositions de la présente loi aux départements algériens.

Art. 32 *ter*. — Sont abrogées les dispositions contraires à la présente loi et notamment les articles 4 à 13 et 15 à 22 de la loi du 10 août 1871.

Art. 32 *quater* (nouveau). — Le premier renouvellement aura lieu dans les trois mois qui suivront la promulgation de la loi relative à l'organisation départementale.

Art. 33. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 25 août 1948.

Le président.

Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 896

(Session de 1948. — Séance du 26 août 1948.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'**exercice de certaines fonctions** dans les **entreprises nationalisées**, par M. Carles, conseiller de la République (1).

Mesdames, messieurs, la question des incompatibilités parlementaires que ce projet de loi remet à l'ordre du jour n'avait jamais été réglée par un texte d'ensemble avant la loi du 30 décembre 1928, loi de finances dans laquelle fut introduit un article 88 ayant pour but de modifier les articles 8 et 9 de la loi organique du 20 novembre 1875 sur l'élection des députés.

Cette loi organique du 20 novembre 1875 ne contenait, en effet, qu'une disposition d'une portée restreinte: l'incompatibilité du mandat parlementaire avec l'exercice d'une fonction publique rétribuée sur les fonds de l'Etat.

L'histoire politique et financière de la troisième République devait bientôt faire apparaître l'insuffisance d'une telle disposition.

Une série de lois particulières étendit le régime des incompatibilités:

Loi du 20 novembre 1883 qui, dans son article 5, édicte que tout parlementaire qui accepterait les fonctions d'administrateur d'une compagnie de chemins de fer serait, par ce seul fait, considéré comme démissionnaire;

Loi du 10 juin 1883 concernant l'exploitation des services postaux de New-York, des Antilles et du Mexique;

Loi du 13 juillet 1911 sur les chemins de fer de l'Etat;

Lois des 27 et 30 décembre 1911 sur les sociétés concessionnaires de services postaux;

Loi du 10 octobre 1919 sur la composition du conseil d'administration du Crédit national.

Cette énumération incomplète démontre que le législateur ne se préoccupa que du statut de certaines entreprises contrôlées par l'Etat, et sans doute ces dispositions n'étaient-elles pas suffisantes puisque le Gouvernement fut contraint d'envisager un texte d'une portée plus générale à la suite d'ailleurs de l'émotion causée par le scandale de la *Gazette du Franc*.

La loi de 1928 pose un double principe:

Dans son article 88-III, elle établit une incompatibilité entre le mandat parlementaire et les fonctions de directeurs, administrateurs, membres du conseil de surveillance, gérants ou représentants dans les sociétés, entreprises et établissements jouissant, à titre spécial, sous forme de garanties d'intérêts, de subventions ou autres équivalents, d'avantages assurés par l'Etat.

Dans son article 88 IV, l'incompatibilité est étendue aux mêmes fonctions qui attacheraient le parlementaire à une société par actions ayant exclusivement un objet financier et faisan appel publiquement au crédit et à l'épargne.

On avait bien proposé de viser également les fonctions de dirigeants dans toute société industrielle ou commerciale, mais le Parlement estima, à juste titre, semble-t-il, que de telles dispositions aboutissaient à des conséquences injustes en finissant par contraindre le parlementaire à cesser toute activité professionnelle qui, le plus souvent, reste la garantie de son indépendance politique.

Le présent projet de loi vise un but très simple: depuis la loi de 1928, une nouvelle forme de sociétés est venue s'ajouter à la liste de celles qui, par les moyens que j'ai énoncés, jouissent de subventions ou autres avantages accordés par l'Etat.

Si la remise en ordre des sociétés nationalisées leur permet de vivre un jour sur leurs seules ressources, il n'en reste pas moins évident que dans ces sociétés, comme l'a si bien souligné M. J.-M. Louvel, rapporteur pour avis de la commission de la production industrielle de l'Assemblée nationale, il est bon d'éviter toute intrusion de la politique.

Une telle extension du régime des incompatibilités aux entreprises nationales devrait, semble-t-il, faire l'unanimité du Parlement puisqu'aussi bien, par deux lois, celle du 2 décembre 1945 relative à la nationalisation des banques et celle du 25 avril 1946, relative aux sociétés d'assurances, l'unanimité des législateurs s'est déjà manifestés dans le même sens.

Il s'agit maintenant d'affirmer un principe valable pour toutes les sociétés nationalisées.

Le présent projet de loi reproduit une incompatibilité nouvelle, édictée par les deux lois précitées des 2 décembre 1945 et 25 avril 1946, qui n'existait dans aucune loi antérieure: la qualité d'ancien membre du Gouvernement, à la condition que cette fonction ait cessé depuis moins de cinq ans.

Nul ne saurait sérieusement discuter le bien fondé d'une telle disposition. On ne saurait d'ailleurs trouver meilleur argument qu'en se reportant aux débats parlementaires sur l'article 9 de la loi du 2 décembre 1945 qui constatent une touchante unanimité.

Il a été soutenu devant l'Assemblée nationale que cette loi était une loi de circonstance. A dire vrai cet argument, s'il était exact, ne serait pas déterminant. Il n'est pas possible de soutenir sérieusement que des compensations puissent être offertes à certains parlementaires qui voudraient, à la faveur du moment, s'installer dans des situa-

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 4559, 4812 et in-8° 1230; Conseil de la République: 878 (année 1948).

dons plus confortables, utilisant ainsi l'influence qu'ils ont pu avoir lorsqu'ils étaient dans les conseils du Gouvernement.

C'est pour cette raison que l'un des membres de votre commission a suggéré l'idée de compléter l'article 2 du projet en spécifiant que l'interdiction faite aux anciens ministres pendant cinq ans, serait étendue à tous les anciens parlementaires. La commission s'est montrée favorable à cette suggestion, mais a estimé que l'admission de cette nouvelle incompatibilité à propos des seules entreprises nationalisées conduirait à un texte incomplet et, par suite, qu'il était préférable, sur ce point, de déposer une proposition de loi.

Il reste à bien préciser la portée du projet de loi.

S'étend-il aux conseillers de la République et aux conseillers de l'Union française ?

Pour les premiers, la réponse n'est pas douteuse, puisque l'article 68 de la loi du 20 décembre 1928 vise les députés et les sénateurs. Le texte actuel maintient le terme très général de mandat législatif.

Pour les seconds, il semble que l'on ait voulu les exclure et à dire vrai, les raisons données jusqu'ici ne sont pas décisives.

M. le garde des sceaux a notamment soutenu devant l'Assemblée nationale qu'il ne s'agissait pas de refaire une loi générale sur les incompatibilités.

Il ne faut pas oublier cependant que le projet actuel complète la loi de 1928 qui est une loi générale sur les incompatibilités et il n'est pas douteux que si, à cette époque, l'Assemblée de l'Union française avait existé, on lui aurait appliqué les mêmes règles. Au surplus si, constitutionnellement, cette assemblée ne fait pas partie du Parlement, la loi organique du 27 octobre 1946 stipule, dans son article 13, que les inéligibilités et incompatibilités sont les mêmes que celles prévues pour les élections à l'Assemblée nationale.

En définitive, le texte de l'Assemblée nationale demande à être complété sur un point: les incompatibilités doivent être étendues aux conseillers de l'Union française.

Votre commission, en vous proposant d'adopter le texte ainsi modifié et dont la teneur suit, a le sentiment de poursuivre une œuvre d'assainissement nécessaire au moment où le régime parlementaire est soumis à tant de critiques.

Mais il n'en reste pas moins qu'en dehors de ce texte, il appartient à chacun des membres du Parlement de ne pas oublier le sage conseil donné par M. Poincaré, modèle d'intégrité parlementaire, qui déclarait en 1928:

« ...quand un homme politique use de son mandat pour occuper une fonction d'administrateur, de commissaire aux comptes ou de conseiller appointé, il va à l'encontre de son devoir de parlementaire et compromet son mandat. »

Il appartient à chacun de veiller à ce que l'exercice de son mandat ne lui procure d'autre avantage que celui de bien servir son pays.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Les dispositions de l'article 88-III, premier alinéa de la loi du 30 décembre 1928, portant fixation du budget général de l'exercice 1929, sont modifiées comme suit:

« III. — Sont également incompatibles avec le mandat législatif et le mandat de conseiller de l'Union française, les fonctions de directeur, administrateur, membre du conseil de surveillance, gérant ou représentant dans les sociétés, entreprises et établissements jouissant, à titre spécial, sous forme de garantie d'intérêt, de subventions ou autres équivalents, d'avantages assurés par l'Etat, ainsi que dans les entreprises nationalisées. »

Art. 2. — L'article 68-III de la loi du 30 décembre 1928 est complété par un dernier alinéa ainsi conçu:

« Toute personne ayant eu la qualité de membre du Gouvernement ne peut être nommée administrateur d'une entreprise nationalisée si elle n'a pas cessé ses fonctions gouvernementales depuis cinq ans au moins. »

Art. 3. — .....

ANNEXE N° 897

(Session de 1948. — Séance du 26 août 1948.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la **garantie** des **titres néerlandais** circulant en France, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 26 août 1948.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 26 août 1948, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi relatif à la garantie des titres néerlandais circulant en France.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Les titres néerlandais régulièrement déclarés, circulant en France et admis à la cote d'un marché de Bourse en France, sont soumis obligatoirement à une procédure de validation.

Art. 2. — Il est institué un fonds de garantie destiné à assurer la couverture des risques résultant de la validation des titres visés à l'article 1er qui ont été régulièrement acquis. Ce fonds est alimenté par une taxe de validation et une taxe de participation.

Le taux de chacune de ces taxes est fixé à 3 p. 100.

Art. 3. — La taxe de validation s'applique à la valeur des titres, calculée d'après les cours cotés à la Bourse d'Amsterdam.

Elle doit être réglée dans le mois qui suit la notification au détenteur des titres que ses titres remplissent les conditions nécessaires pour être validés, et pourra donner lieu, après ce délai, aux intérêts moratoires légaux.

Art. 4. — La taxe de participation est perçue à l'occasion de la participation des titres néerlandais, détenus à l'étranger, à des opérations d'augmentation de capital par l'intermédiaire d'un établissement de banque en France.

Elle porte sur la valeur nominale des attributions diverses dont ces titres sont appelés à bénéficier. Elle n'est pas due si les titres en cause ont déjà acquitté la taxe de validation.

Art. 5. — .....

Art. 6. — Au cas où un titre, déjà validé comme régulièrement acquis en Bourse, serait ultérieurement l'objet d'une revendication reconnue fondée, le vendeur qui ne pourrait justifier d'une acquisition régulière ou l'intermédiaire qui ne pourrait, par sa faute, permettre l'identification du vendeur, serait responsable vis-à-vis du fonds de garantie de la valeur du titre que celui-ci devait remettre en indemnisation à la partie lésée.

Art. 7. — Les conditions d'application de la présente loi, et en particulier celles des articles 1er, 2 et 3, seront fixées par arrêté du ministre des finances.

Art. 8. — La présente loi est applicable aux territoires d'outre-mer.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 26 août 1948.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 3923, 5331, 5377 et in-8° 1261.

ANNEXE N° 898

(Session de 1948. — Séance du 26 août 1948.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'**utilisation des fonds d'emprunts des groupements de sinistrés,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 26 août 1948.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 26 août 1948, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi relatif à l'utilisation des fonds d'emprunts des groupements de sinistrés.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Le deuxième alinéa de l'article 1er de la loi n° 47-2406 du 31 décembre 1947 est supprimé.

Art. 2. — Il est ajouté à la loi n° 47-2406 du 31 décembre 1947 un article 1er *bis*, ainsi conçu:

« *Art.* 1er bis. — Les autorisations de payement afférentes aux indemnités de reconstitution qui figurent à l'état A annexé à la présente loi, seront majorés en cours d'exercice du produit des emprunts émis par les groupements de sinistrés constitués en application de l'article 44 de la loi n° 47-580 du 30 mars 1947, dans la mesure où ce produit ne provient pas de la reprise de titres de l'emprunt libératoire du prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation.

« Les groupements de sinistrés fixeront la proportion dans laquelle ces majorations seront consacrées:

« *a*) Soit à compléter le financement de reconstitutions déjà admises à l'ordre de priorité de 1948 et qui se trouveraient insuffisamment dotées;

« *b*) Soit à couvrir tout ou partie de la fraction des indemnités afférentes aux reconstitutions admises ou à admettre à l'ordre de priorité de 1948, et dont le payement est différé en exécution de l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946;

« *c*) Soit à entreprendre le financement de reconstitutions non encore admises audit ordre de priorité et qui feront l'objet d'un ordre de priorité supplémentaire.

« Ils auront la faculté de décider qu'une partie de ces majorations pourra être utilisée pour le financement de la part différée de reconstruction entreprise antérieurement à 1948, sous réserve qu'elles aient été légalement autorisées et qu'il soit démontré que les travaux de reconstitution sont ou risquent d'être arrêtés faute de trésorerie.

« Les autorisations de programme seront affectées de la même majoration que les autorisations de payement; elles seront affectées d'une majoration double dans la mesure où les fonds d'emprunts recevront l'utilisation prévue à l'alinéa *c* du deuxième paragraphe du présent article.

« Le rattachement des majorations des autorisations de programme et des autorisations de payement aux lignes intéressées de l'état A annexé à la présente loi sera effectué trimestriellement par arrêté du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme et du mi-

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 4783, 5185, 5209 et in-8° 1256.

nistre des finances et des affaires économiques, pris dans la forme des arrêtés de rattachement des fonds de concours pour dépenses d'intérêt public ».

Délibéré en séance publique, à Paris, le 26 août 1948.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 899

(Session de 1948. — Séance du 26 août 1948.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, portant **retrait** du **privilège d'émission** de la **Banque de l'Indochine,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de la France d'outre-mer.)

Paris, le 26 août 1948.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 26 août 1948, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant retrait du privilège d'émission de la Banque de l'Indochine.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — La loi du 31 mars 1931 portant renouvellement du privilège d'émission concédé à la Banque de l'Indochine pour une durée de vingt-cinq années, à compter du 1er avril 1931, en Indochine, dans les établissements français de l'Océanie, la Nouvelle-Calédonie et dépendances, les établissements français de l'Inde et la Côte française des Somalis est abrogée.

La date à laquelle le service de l'émission cessera d'être assuré par la Banque de l'Indochine sera fixée, pour chacun des territoires précédemment énumérés, par des décrets pris sur la proposition du ministre des finances et du ministre de la France d'outre-mer.

Jusqu'aux dates prévues au paragraphe précédent, la Banque de l'Indochine est tenue d'assurer le service de l'émission dans les conditions fixées par la convention visée à l'article 2 ci-après.

Art. 2. — Est approuvée la convention ci-annexée conclue entre le Gouvernement de la République française, d'une part, et la Banque de l'Indochine, d'autre part, à l'effet de régler les modalités de retrait anticipé du privilège d'émission concédé à cet établissement, sous réserve des dispositions du premier alinéa de l'article 7 de ladite convention définissant le prix du rachat, par la Banque de l'Indochine, des actions de l'Etat.

Le ministre des finances et le ministre de la France d'outre-mer sont habilités à conclure, sur ce point, avec la Banque de l'Indochine, un accord comportant un prix égal à la moyenne des cours moyens de l'action de la Banque de l'Indochine à la Bourse de Paris, pendant la période commençant six mois avant la date de la signature de ladite convention et se terminant à la date de la signature du présent projet de loi.

Art. 2 *bis.* — Par dérogation à l'article 11 de la loi du 2 décembre 1945 et en attendant l'organisation du contrôle des banques exerçant leurs principales activités dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, le commissaire du Gouvernement prévu par ledit article sera désigné par arrêté conjoint du ministre de la France d'outre-mer et du ministre des finances et des affaires économiques.

Art. 3. — Tous actes et conventions qui interviendront en exécution de la présente loi et de la convention ci-annexée, ainsi que ladite convention elle-même et les nouveaux statuts adoptés par la banque, seront exonérés de tous droits de timbre et d'enregistrement, et ce tant en France que dans les territoires d'outre-mer où la banque possède actuellement le privilège d'émission.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 26 août 1948.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 2532, 5354 et in-8° 1262.

ANNEXE N° 900

(Session de 1948. — Séance du 26 août 1948.)

AVIS présenté au nom de la commission des finances sur la proposition de résolution de M. Durand-Réville, tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux **agents européens** des **services publics** dans les territoires relevant du ministère de la **France d'outre-mer,** à l'exception de l'Indochine, les diverses mesures intervenues ou à intervenir dans la métropole et portant **relèvement** du **traitement** des fonctionnaires, par M. Vieljeux, conseiller de la République (1).

Mesdames, messieurs, on ne peut qu'être d'accord sur le principe dont s'inspire la proposition de résolution, à savoir l'égalité de situation à réaliser entre les fonctionnaires en service dans la métropole et ceux en service dans les territoires d'outre-mer. Toute la question est de s'entendre sur l'application de ce principe.

Il est bien évident qu'il n'est ni suffisant, ni nécessaire, pour assurer cette égalité, d'établir les soldes et traitements sur des bases identiques, et de distribuer les mêmes augmentations aux fonctionnaires de grades similaires en service dans la métropole et les divers territoires d'outre-mer. L'uniformité ainsi établie conduirait à une fausse égalité, puisqu'on ne tiendrait aucun compte de multiples différences bien réelles, telles que:

Les différences de structures dans les carrières;

Les conditions de vie particulières aux régions tropicales;

Enfin et surtout, la disparité de pouvoirs d'achat entre la monnaie métropolitaine et les monnaies locales.

Cette disparité est devenue sensible au cours des années 1940-1945, la monnaie métropolitaine s'étant dégradée dans une proportion plus considérable que les monnaies locales du fait de l'occupation. Elle a été sanctionnée, lors de la dévaluation de décembre 1945, par la fixation de nouveaux rapports de change (1 franc C. F. A. = 1 franc 70 métropolitain; 1 franc C. F. P. = 2 francs 40 métropolitains).

La proposition de résolution de M. Durand-Réville s'est fait l'écho d'un certain mécontentement des fonctionnaires d'outre-mer, motivée par le fait qu'une majoration de traitement de 25 p. 100, accordée dans la métropole en juillet 1946, n'a pas été étendue aux territoires d'outre-mer.

A ce sujet, il faut remarquer:

1° Que l'indemnité visée est une indemnité de cherté de vie, qui n'a fait que compenser partiellement la hausse des prix enregistrée à l'époque dans la métropole. Cette majoration n'a eu à aucun moment, contrairement au sentiment de l'auteur de la proposition, le caractère d'une revalorisation de la fonction publique.

Or, du fait de la modification des parités monétaires en décembre 1945, et des conditions économiques différentes dans la métropole et dans les territoires d'outre-mer, la hausse des prix dans ces territoires n'a nullement été comparable, en 1946, à celle que l'on enregistrait dans la métropole à cette époque.

2° La modification des parités monétaires que nous venons d'évoquer a eu pour effet de majorer de 70 p. 100, fin 1945, les soldes et traitements des fonctionnaires d'outre-mer, exprimés en francs métropolitains.

En interprétant, pour les besoins de leur cause, le principe d'égalité des traitements, les fonctionnaires de la métropole auraient pu réclamer le bénéfice de cette majoration de 70 p. 100, avec autant de raison que les fonctionnaires d'outre-mer demandent le bénéfice de l'indemnité de 25 p. 100 accordée dans la métropole en juillet 1946;

3° Il semble résulter de ce qui précède, qu'il n'est pas possible de préconiser l'application automatique et sans discernement dans les territoires d'outre-mer des mesures prises dans la métropole, et d'accorder, entre autres, les mêmes indemnités de cherté de vie, alors que les monnaies n'ont plus le même pouvoir d'achat du fait de l'évolution différente des prix;

4° Au demeurant, l'exemple de l'indemnité de 25 p. 100 de juillet 1946 est demeuré isolé; les autres suppléments accordés dans la métropole depuis lors: indemnité provisionnelle de janvier 1947, allocation forfaitaire de juillet 1947, acompte de 20 p. 100 de janvier 1948, ont été étendus aux fonctionnaires en service outre-mer;

5° D'autre part, les départements ministériels intéressés: ministère de la France d'outre-mer et ministère des finances, poursuivent activement les études préliminaires à la réalisation intégrale du reclassement de la fonction publique dans les divers territoires de l'Union française.

C'est ainsi que, par une circulaire du 15 mai 1948, les chefs de territoires ont été appelés à donner leur avis et à formuler leurs observations sur un projet de décret extrêmement complet, destiné à fixer le régime des soldes, traitements et indemnités dans les territoires en question.

Il ressort des dispositions de cette circulaire, que le Gouvernement s'inspire des mêmes préoccupations que l'auteur de la proposition de résolution, c'est-à-dire qu'il s'emploie à assurer à tous les agents de la fonction publique en service outre-mer, à qualification professionnelle égale, un niveau de vie équivalent à celui de leurs collègues de la métropole, compte tenu des conditions économiques et sociales locales.

Ainsi, comme M. Durand-Reville se plaît à le constater dans son rapport n° 568 sur sa propre proposition de résolution, ses suggestions ont, d'ores et déjà, été suivies d'effet.

Dans ces conditions, l'adoption de la proposition de résolution constituera simplement une invitation, pour le Gouvernement, à poursuivre ses efforts dans la voie où il s'est déjà engagé

Sur le texte même de la proposition, on peut faire les remarques suivantes:

a) La commission des finances ne saurait qu'être pleinement d'accord sur la nécessité de réduire le nombre excessif des fonctionnaires des cadres administratifs en service outre-mer: les budgets locaux, dont les ressources et l'élasticité sont limitées, ne peuvent pas réussir à rémunérer mieux des fonctionnaires en trop grand nombre: moins de fonctionnaires, mieux payés et travaillant davantage, telle semble être le principe qui devrait être unanimement reconnu valable, aussi bien d'ailleurs dans la métropole qu'outre-mer;

b) Par contre, il paraît difficile d'établir une liaison directe — comme semble le faire l'auteur de la proposition de résolution — entre le montant des économies réalisées et l'amélioration de la fonction publique.

Une telle liaison conduirait, dans chaque territoire, à faire dépendre la revalorisation des traitements du dégonflement d'effectifs qu'il aura été possible de réaliser. Or, l'importance de ce dégonflement dépend en partie des excès de recrutement antérieurs. C'est dire que le degré de revalorisation serait fonction de la mauvaise gestion antérieure du territoire. Il y a là une conséquence difficilement admissible.

Sous réserve de cette remarque, qu'elle n'a pas cru devoir traduire par une demande de modification du texte de la proposition, afin de permettre le vote sans débat de cette dernière, votre commission des finances émet un avis favorable à l'adoption de la présente résolution.

(1) Voir les nos: Conseil de la République: 301 et 568 (année 1948).

ANNEXE N° 901

(Session de 1948. — Séance du 26 août 1948.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la **création** d'un **institut d'émission de l'Indochine,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de la France d'outre-mer.)

Paris, le 26 août 1948.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 26 août 1948, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi relatif à la création d'un institut d'émission de l'Indochine.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Le privilège de l'émission des billets au porteur dans les territoires des Etats associés de l'Indochine est conféré à l'institut d'émission de l'Indochine, établissement public placé sous l'autorité du haut commissaire de France.

Art. 2. — Les billets émis par l'institut d'émission de l'Indochine, libellés en piastres indochinoises, sont reçus comme monnaie légale, avec un pouvoir libératoire illimité, par les caisses publiques et par les particuliers, dans toute l'étendue des territoires des Etats associés de l'Indochine.

Art. 3. — Sont approuvés les statuts dont le texte est annexé à la présente loi.

L'institut d'émision de l'Indochine ne peut émettre des billets que dans les conditions et en contre-partie des opérations définies par ses statuts.

Il ne peut traiter d'autres opérations que celles prévues par ses statuts.

Art. 4. — Le ministre des finances et le ministre de la France d'outre-mer sont autorisés à passer une convention avec l'institut d'émission de l'Indochine, en vue de lui attribuer les éléments d'actif et de passif nécessaires à son fonctionnement.

Ladite convention sera dispensée des droits de timbre et d'enregistrement.

Art. 5. — La date à laquelle l'institut d'émission de l'indochine commencera ses opérations sera fixée par un décret pris sur la proposition du ministre des finances et du ministre de la France d'outre-mer.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 26 août 1948.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 2533, 5355 et in-8° 1263.

ANNEXE N° 902

(Session de 1948. — Séance du 27 août 1948.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale portant **modification** des autorisations d'engagement de **dépenses** et des **crédits** accordés par la **loi n° 48-466 du 21 mars 1948,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 27 août 1948.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 27 août 1948, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant modification des autorisations d'engagement de dépenses et des crédits accordés par la loi n° 48-466 du 21 mars 1948.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Les dispositions de l'article 9 de la loi n° 48-32 du 7 janvier 1948 et de l'article 9 de la loi n° 48-466 du 21 mars 1948 sont applicables aux entreprises nationalisées désignées ci-après:

Electricité et gaz d'Algérie.
Houillères du Sud-Oranais.

Art. 2. — L'article 9 de la loi n° 48-466 du 21 mars 1948 est modifié ainsi qu'il suit:

« A compter de l'année 1949.... »
(Le reste sans changement.)

Art. 3. — L'article 10 de la loi n° 48-466 du 21 mars 1948 est remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 10. — Le montant maximum des dépenses de travaux neufs que les entreprises nationalisées désignées ci-après sont autorisées à payer, au titre de l'année 1948, est fixé comme suit:

« A. — Electricité de France:

« Equipement hydroélectrique, 39.900.000.000 francs.

« Centrales thermiques, 13 milliards de francs.

« Transport, 7.200 millions de francs.

« Distributions, 7 milliards de francs.

« Total, 67.100 millions de francs.

« B. — Gaz de France, 3.400 millions de francs

« C. — Electricité et gaz d'Algérie, 8.500 millions de francs.

« D. — Charbonnages de France et houillères de bassin:

« Grands ensembles, 12.000 millions de francs.

« Travaux techniques courants, 14.500 millions de francs.

« Maisons, œuvres sociales et enseignement technique, 11.400 millions de francs.

« Industrie de la houille, 13.700 millions de francs.

Total, 52.200 millions de francs.

« E. — Houillères du Sud-Oranais, 300 millions de francs.

« Ces entreprises ou, en tant que de besoin, la caisse d'équipement de l'électricité et du gaz, sont autorisées à émettre des emprunts pour compléter, dans les limites fixées ci-dessus, les ressources qu'elles pourront affecter à la couverture de leurs dépenses de travaux neufs. Les modalités d'émission de ces emprunts seront déterminées par arrêté du ministre des finances.

« En attendant la réalisation de ces emprunts, le ministre des finances est autorisé à accorder à ces entreprises, sur les ressources du fonds de modernisation et d'équipement et dans les conditions prévues à l'article 12 de la loi n° 48-466 du 21 mars 1948 ou, en cas d'insuffisance, sur les ressources du Trésor, des avances remboursables sur le produit de ces emprunts. »

Art. 4. — L'article 11 de la loi n° 48-466 du 21 mars 1948 est remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 11. — Le montant maximum des dépenses d'établissement et de reconstitution que la Société nationale des chemins de fer français est autorisée à payer au titre de l'année 1948 est fixé à la somme de 61 milliards 500 millions de francs, se décomposant comme suit:

« Matériel roulant. — Reconstitution, 24 milliards 400 millions de francs; établissement, 900 millions de francs;

« Installations fixes. — Reconstitution, 7.800 millions de francs; établissement, 5.900 millions de francs.

« Bâtiments divers, logements et dépenses de caractère social. — Reconstitution, 4 milliards 700 millions de francs; établissement, 2.300 millions de francs.

« Electrification. — Etablissement, 8 milliards 100 millions de francs.

« Mobilier, outillage et divers. — Reconstitution, 1.500 millions de francs; établissement, 900 millions de francs.

« Frais généraux. — Reconstitution, 3 milliards 300 millions; établissement, 1.700 millions de francs.

« Total. — Reconstitution, 41.700 millions de francs; établissement, 19.800 millions de francs.

« Le montant des acomptes que le ministre des finances est autorisé à verser à la Société nationale des chemins de fer français pour la couverture des dépenses de reconstitution, en application de l'article 46 de la loi du 27 avril 1946, est fixé à 33.300 millions de francs.

« La Société nationale des chemins de fer français est autorisée à émettre des emprunts pour compléter, dans les limites fixées ci-dessus, les ressources qu'elle pourra affecter à la couverture de ses dépenses d'établissement et de reconstitution. Les modalités d'émission de ces emprunts seront approuvées par arrêté du ministre des finances.

« En attendant la réalisation de ces emprunts, le ministre des finances est autorisé à accorder à la Société nationale des chemins de fer français, sur les ressources du fonds de modernisation et d'équipement et dans les conditions prévues à l'article 12 de la loi n° 48-466 du 21 mars 1948 ou, en cas d'insuffisance, sur les ressources du Trésor, des avances remboursables sur le produit de ces emprunts. »

Art. 4 *bis* (nouveau). — Dans la limite des crédits de payement autorisés par la loi, les crédits non utilisés à la fin du semestre pourront être employés sans nouvelle disposition législative durant les semestres suivants.

Art. 5. — Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme et le ministre des finances pourront passer des conventions avec les offices et sociétés d'habitations à bon marché en vue de l'aménagement de locaux d'habitation dans des immeubles domaniaux civils et militaires.

Ces conventions pourront prévoir la location aux offices et sociétés des immeubles dont il s'agit moyennant un loyer récognitif, et fixer les conditions de gestion de ces immeubles.

Pour financer les frais d'aménagement, des prêts spéciaux pourront être consentis aux offices et sociétés, sur les autorisations ouvertes pour l'application de la législation sur les habitations à bon marché; ces prêts pourront être égaux au coût total des opérations sans que soit exigée la garantie d'un département ou d'une commune; les modalités en seront fixées par les conventions prévues aux alinéas précédents.

Art. 6. — L'article 26 de la loi n° 48-466 du 21 mars 1948 est remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 26. — Le montant du programme de construction d'habitations à bon marché, au titre duquel le Gouvernement est autorisé à consentir des prêts aux organismes d'habitations à bon marché et de crédit immobilier, est fixé, pour l'année 1948, à 21 milliards de francs. La partie de l'autorisation d'engagement accordée par l'article 37 de la loi du 30 mars 1947, non utilisée à la date du 21 mars 1948, est annulée.

« Ces prêts pourront être consentis dans les conditions fixées aux articles 1er et 2 de la loi n° 47-1686 du 3 septembre 1947, modifiant la législation des habitations à bon marché et instituant un régime transitoire de prêts.

« Le montant des versements qui pourront être effectués au cours de l'année 1948 aux organismes bénéficiaires de prêts accordés tant au titre du programme de 1947 qu'au

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 4958, 5297, 5311 et in-8° 1272.

titre du programme de 1948 est fixé à 10 milliards de francs. »

Art. 7. — Est porté de 1.400 millions de francs à 2.600 millions de francs le montant maximum des avances pouvant être consenties par l'Etat à la caisse nationale de crédit agricole en vertu de la loi du 2 août 1923 facilitant par des avances de l'Etat la distribution de l'énergie électrique dans les campagnes.

Art. 8. — L'article 57 et l'article 58, 3e alinéa, du texte annexé au décret du 29 avril 1940 portant codification des dispositions législatives régissant le crédit mutuel et la coopération agricole, modifié par l'article 1er de la loi du 24 mai 1946, sont remplacés par les textes suivants:

« *Art.* 57. — Le montant de ces prêts est de 700.000 F au maximum ».

« *Art.* 58 (3e alinéa). — Cette bonification est due à partir du deuxième enfant et ne pourra en aucun cas excéder 10.000 F ».

Il est ajouté un article 134 *bis* au texte susvisé:

« *Art.* 134 bis. — Est porté à 3.500 millions de francs le montant maximum des avances pouvant être consenties par l'Etat à la caisse nationale de crédit agricole en vertu de l'article 134 ».

Art. 9. — L'article 40 du texte annexé au décret du 29 avril 1940 portant codification des dispositions législatives régissant le crédit mutuel et la coopération agricole est remplacé par le texte suivant:

« *Art.* 40. — Pour la réalisation des prêts à court terme, les caisses de crédit agricole mutuel escomptent les effets souscrits par leurs sociétaires.

« Elles peuvent également consentir des prêts sous forme d'ouvertures de crédit en compte courant, ces ouvertures de crédit étant garanties par un dépôt de bons émis par la caisse nationale de crédit agricole ».

Art. 10. — Le Gouvernement est autorisé à prendre toutes mesures ayant pour objet de hâter le recouvrement de la taxe à la production, notamment par voie de modification ou de suppression du régime de suspension de taxe institué par les articles 9 et suivants du code des taxes sur le chiffre d'affaires.

Des décrets contresignés par le ministre des finances et des affaires économiques détermineront les modalités d'application de cette disposition.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 27 août 1948.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 903

(Session de 1948. — 2e séance du 27 août 1948.)

RAPPORT fait au nom de la commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'**élection des conseillers de la République**, par M. Avinin, conseiller de la République (1).

Mesdames, messieurs, votre commission du suffrage universel a l'honneur de vous proposer le projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers de la République qu'elle a mis au point.

Ce texte est directement inspiré par celui voté par l'Assemblée nationale, sous le n° 868, et auquel votre commission n'a apporté que des modifications de détail ou de forme.

Il lui était d'ailleurs difficile de modifier profondément les propositions de l'Assemblée nationale. Le Conseil de la République, en effet, est tenu par les prescriptions constitutionnelles visant l'élection du Conseil de la République, et qui sont essentiellement les suivantes:

1° Le Conseil de la République est rééligible par moitié;

2° Il ne peut comprendre plus de trois cent vingt membres;

3° Il est la représentation des collectivités locales et régionales.

Le texte présenté par l'Assemblée nationale, qui marque un véritable effort pour doter la IVe République d'une loi organique, donne satisfaction dans l'ensemble. Néanmoins, votre commission du suffrage universel a apporté sur certains points des modifications qui, sans troubler l'économie du système proposé, peuvent apparaître comme portant innovation.

La première et la plus importante de ces modifications est la suppression des conseillers de la République nommés directement par l'Assemblée nationale sans référence extérieure. Certes, nous avons maintenu les trois représentants des Français à l'étranger et six représentants des Français résidant au Maroc, en Tunisie et en Indochine qui sont organiquement désignés par l'Assemblée nationale. Mais, en ce qui concerne le problème des onze sièges répartis par cette haute Assemblée, votre commission du suffrage universel a fait les observations suivantes:

1° Les départements métropolitains, dans leur représentation, sans aucune référence au Sénat de la IIIe République, peuvent, pour beaucoup d'entre eux, évoquer des regrets; ils aperçoivent que, dans le texte de l'Assemblée nationale, restent seulement deux cent trente-cinq conseillers désignés pour représenter les départemnts de la France métropolitaine, alors qu'en 1937 ces mêmes départements envoyaient au Luxembourg trois cents représentants. Si vous ajoutez que des départements à grande population, comme la Seine, le Nord, le Pas-de-Calais, la Seine-et-Oise en particulier, disposent de plus de quinze sièges supplémentaires, cet état de fait diminue la représentation des départements métropolitains, petits, moyens et au-dessus de la moyenne, de quatre-vingts sièges environ par rapports à 1937.

D'autre part, les onze conseillers élus par l'Assemblée nationale ne peuvent, en aucune manière, représenter les groupes ayant un effectif inférieur au onzième des sièges de celle-ci, c'est-à-dire que quatre groupes au moins, peut-être cinq, sont privés de toute représentation à ce titre particulier.

En réalité, pour assurer la représentation des groupes de l'Assemblée nationale au sein du Conseil de la République, il aurait été nécessaires de porter à 41 le nombre des conseillers élus directement par cette Assemblée, ce chiffre représentant très exactement le nombre des délégués des différents groupes du Palais Bourbon dans les grandes commissions. Par surcroît, en ajoutant à ce chiffre les 9 sièges des Français de l'étranger et des Français du Maroc, de Tunisie et d'Indochine, on arrivait au total de 53 conseillers, représentant très exactement le sixième des 320 conseillers de la République, limite maxima de la désignation permise à l'Assemblée nationale par le texte constitutionnel.

Dès lors, votre commission a dû choisir entre la responsabilité de ramener à 202 la représentation des départements métropolitains, en tenant compte de l'augmentation nécessaire de ceux d'entre eux à grande population, c'est-à-dire imposer à toute la série des petits, moyens et grands départements métropolitains une réelle diminution de 120 sièges, eu égard à la représentation départementale d'avant guerre et le maintien des conseillers désignés par l'Assemblée nationale.

Elle a décidé de supprimer ceux-ci et de les répartir dans les diverses catégories de départements métropolitains, ceci afin de marquer une volonté de justice élémentaire.

2° D'autre part, et sur un autre problème, il est bien évident que la mission que votre commission tient de la Constitution, d'assurer la représentaion de toutes les collectivités locales et départementales, risque de s'opposer à une volonté de justice sommaire dans la distribution des sièges.

La Constitution en effet nous oblige à accorder un siège à la Guyane qui compte 30.000 habitants et à quatre départements ou territoires métropolitains dont la population varie de 82 à 90.000 habitants. Cette obligation empêche toute utilisation d'une proportionnelle mathématique, c'est pourquoi nous avons exclu cette idée dans l'établissement du tableau que nous allons vous soumettre sous le n° 1, annexé à la présente loi.

Il en est de même pour la représentation des collectivités locales à l'intérieur des départements. A partir du moment où la commune, quelle qu'elle soit, même si sa population n'excède pas cinquante habitants, a droit à un représentant, toute idée de distribution mathématique est viciée par cet impératif catégorique. Ceci a conduit votre commission à accepter la représentation des collectivités locales dans les termes de l'article 8 voté par l'Assemblée nationale.

3° En ce qui concerne la composition même du corps électoral départemental, la présence des délégués, élus ou de droit, des conseils municipaux et des conseils généraux, voire de leurs suppléants, est déterminée par la Constitution. La présence par surcroît dans ce collège départemental de députés peut sembler une référence à des pratiques anciennes; elles est justifiée, dans la mesure où l'Assemblée nationale n'élit pas directement de conseillers de la République; dans le cas contraire, elle ferait des députés des personnages votant plusieurs fois pour la même Assemblée.

Pour le problème de la désignation des délégués des conseils municipaux, l'Assemblée nationale, admettant le vote majoritaire jusqu'à 3.500 habitants de population, a été suivie par votre commission du suffrage universel. Certains auraient, par référence à la loi municipale, préféré que ce chiffre fût porté à 9.000 habitants; la majorité de la commission a décidé de maintenir le plafond majoritaire à 3.500. Pour la représentation des grandes collectivités locales, au-dessus de 45.000 habitants, leurs conseils municipaux auront droit à un délégué supplémentaire par 5.000 habitants et bien que ceci puisse paraître choquant si l'on considère que 31 conseillers d'une commune de 45.000 habitants représentent moins de 1.500 habitants chacun, votre commission a maintenu les chiffres de l'Assemblée nationale dans un esprit de bonne volonté, afin que cette instance suprême du Parlement français accepte les propositions du Conseil de la République.

Touchant les quatre départements d'outre-mer, de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, votre commission du suffrage universel n'a pu accepter des propositions tendant à leur donner un régime différent de celui des départements métropolitains.

4° Dans le même esprit de justice et de clarté, la commission a tenu à nettement affirmer sa volonté de condamnation d'un quelconque vote plural en réglant le problème des députés qui sont, en même temps, conseillers généraux et qui peuvent être délégués, élus ou de droit, de leurs conseils municipaux.

La commission du suffrage universel du Conseil de la République a tenu à ajouter aux documents de l'Assemblée nationale la composition même des tableaux de renouvellement du Conseil de la République. Il suffira d'un simple tirage au sort organisé par le futur bureau du Conseil de la République pour déterminer, dès le lendemain de son installation, quels sont les conseillers élus pour trois ans et ceux qui le seront pour six ans. Unanime, votre commission n'a pu se rallier au principe d'une désignation anticipée de ces deux catégories (pour de simples raisons de préséance et de moralité, que vous comprendrez facilement).

En ce qui concerne la présentation des candidats au Conseil de la République, nous avons tenu, dans un esprit de fidélité aux grandes traditions républicaines, à condamner toute pratique de candidatures multiples. Votre commission a donc aggravé les sanctions à l'égard de telles candidatures, tout en prenant les dispositions nécessaires pour empêcher une manœuvre intéressée utilisant notre texte pour discréditer des adversaires dangereux et gênants.

Dans le cadre des départements ayant à procéder à une élection majoritaire à deux tours de scrutin, votre commission a jugé utile d'élargir les délais entre l'un et l'autre de ceux-ci; elle a, de plus, imposé la déclaration des candidatures nouvelles au deuxième tour et la confirmation du maintien de celles du premier, dans un esprit de logique et de justice.

Visant l'élection elle-même, nous avons estimé que le chiffre minimum de quatre conseillers à élire était nécessaire et suffisant pour

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 4491, 806, 2006, 4982, 4953, 5047 (nouvelles rédactions 1 et 2) et in-8° 1223; Conseil de la République, 868 (année 1948).

déterminer l'application de la proportionnelle dans les conditions mêmes votées par l'Assemblée nationale. En effet, au-dessous de ce chiffre, il est très difficile de faire jouer une proportionnelle, agrémentée de la règle de la plus forte moyenne, sans risquer d'établir un véritable régime de majorité parfois très relative.

Le souci de l'unité de l'Union française nous a conduits à maintenir ce plafond de quatre pour tous les départements, territoires et collèges d'outre-mer, afin d'affirmer une fois de plus qu'à nos yeux la République était une et indivisible.

Le projet de loi organique que nous vous soumettons donne à la fois les satisfactions nécessaires à l'ensemble des départements métropolitains, il maintient la totalité des droits acquis par les départements d'outre-mer, il assure l'élection des conseillers de la République des départements algériens dans le nombre et dans les conditions qui furent celles de l'élection de 1946. Il confirme l'intégralité de la présence dans le prochain Conseil de la République des quarante-quatre représentants des territoires d'outre-mer ou sous tutelle, il organise la représentation normale et, à juste titre, des Français de Tunisie, du Maroc, de l'Indochine ainsi que celle des citoyens français résidant à l'étranger.

Votre commission du suffrage universel n'a pas voulu innover outre mesure; elle a tenu ainsi à ne pas s'opposer au texte voté par l'Assemblée nationale.

Le projet que nous vous présentons, qui sera l'un des derniers textes votés par le Conseil de la République provisoire, a été accepté par votre commission du suffrage universel par vingt-deux voix contre huit. Il marque un effort réel et soutenu de conciliation, de coordination et de justice. Il restera, nous l'espérons, dans les années à venir, l'une des grandes lois organiques de la IVe République.

Grande loi organique, parce que ce texte répond à la fois aux désirs des populations de retrouver leur représentation particulière dans un esprit de justice que le passé avait trop souvent ignoré.

Grande loi organique parce que les citoyens de la totalité de l'Union française sont traités sur le même plan, quels que soient leur territoire, leur latitude ou leur couleur.

Loi essentielle, car, nous l'espérons, elle assurera, au prochain Conseil de la République, la stabilité et l'autorité dont le pays a besoin et qu'il réclame.

Le Conseil de la République, dans l'esprit même de la Constitution, demeurera ainsi la représentation légitime et légale des territoires et des départements métropolitains et d'outre-mer grâce à sa stabilité et aux contacts permanents qu'il établira avec les conseils généraux et les municipalités qui l'auront désigné. Il redeviendra, pour le pays et pour la République, le grand conseil des communes et des collectivités de la métropole et de l'Union française.

C'est pourquoi, sans orgueil, sans prétention, votre commission du suffrage universel vous invite à adopter, avec une majorité plus grande encore, le projet qu'elle vous soumet.

Dans quelques semaines les uns et les autres reviendront, ou ne reviendront pas, dans cette maison. Ils pourront, les uns comme les autres, être légitimement fiers de la loi nécessaire et indispensable que le Conseil de la République aura donnée à la nation. Ils demeureront les auteurs d'une des grandes lois organiques de la République, ils rejoindront, au travers des décades de l'histoire, les hommes qui, en 1875, légiférèrent pour faire à la fois la République et les institutions qui assurèrent à la France tant d'années de bonheur et de prospérité.

Le tableau comparatif suivant vous permettra de mieux apprécier les modifications apportées par la commission du suffrage universel au texte voté par l'Assemblée nationale.

TABLEAU COMPARATIF

Texte voté par l'Assemblée nationale:

TITRE Ier. — COMPOSITION DU CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

Art. 1er. — Le Conseil de la République comprend 320 membres:

1° 11 conseillers élus par l'Assemblée nationale;

2° 242 conseillers élus par les départements métropolitains et par les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion;

3° 14 conseillers élus par les départements algériens;

4° 43 conseillers élus par les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle;

5° 2 conseillers représentant les citoyens français résidant en Indochine;

6° 5 conseillers représentant les citoyens français résidant en Tunisie et au Maroc, 2 pour la Tunisie et 3 pour le Maroc.

Art. 2. — Les membres du Conseil de la République sont élus pour six ans et renouvelables par moitié. A cet effet, avant la séparation du Conseil de la République actuellement en fonctions, il sera procédé au tirage au sort de deux séries A et B, chacune des séries devant correspondre, aussi exactement que possible, à un nombre égal de conseillers des diverses catégories spécifiées à l'article 1er.

Art. 3. — La première élection des deux séries A et B sera effectuée le même jour.

Les mandats des conseillers figurant dans la série A seront renouvelables en 1951, ceux figurant dans la série B seront renouvelables en 1954.

Art. 4. — Pour être candidat au Conseil de la République, il faut être âgé de 35 ans. Les conditions d'inéligibilité et d'incompatibilité sont les mêmes que pour les élections à l'Assemblée nationale.

TITRE II. — ELECTION DES CONSEILLERS DE LA RÉPUBLIQUE REPRÉSENTANT LES DÉPARTEMENTS MÉTROPOLITAINS ET LES DÉPARTEMENTS DE LA GUADELOUPE, DE LA GUYANE, DE LA MARTINIQUE ET DE LA RÉUNION

CHAPITRE Ier. — *Dispositions générales.*

Art. 5. — Les 242 sièges des conseillers de la République représentant les départements métropolitains et les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, sont répartis conformément à la règle suivante:

Il est attribué à chaque département un siège de conseiller jusqu'à 150.000 habitants et ensuite un siège par 270.000 habitants ou fraction de 270.000.

Le nombre de sièges revenant à chaque département est fixé conformément au tableau n° 1 annexé à la présente loi.

Art. 6. — Les membres du Conseil de la République représentant les départements métropolitains et les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion sont élus dans chaque département par un collège électoral composé:

1° Des députés;

2° Des conseillers généraux;

3° Des délégués des conseils municipaux ou de leurs suppléants.

Art. 7. — Un décret pris sept semaines au moins avant la date des élections au Conseil de la République fixe le jour où doivent avoir lieu ces élections, ainsi que celui où doivent être choisis les délégués des conseils municipaux et leurs suppléants.

Il doit y avoir un intervalle de quatre semaines entre l'élection des délégués et celle des conseillers de la République.

CHAPITRE II. — *Election des délégués des conseils municipaux.*

Art. 8. — Les conseils municipaux élisent:

1 délégué pour 11 conseillers municipaux;
3 délégués pour 13 conseillers municipaux;
5 délégués pour 17 conseillers municipaux;
7 délégués pour 21 conseillers municipaux;
15 délégués pour 23 conseillers municipaux.

A partir de 9.000 habitants, et dans toutes les communes de la Seine, tous les conseillers municipaux sont délégués de droit.

Dans les communes de plus de 45.000 habitants, les conseillers municipaux élisent, en outre, des délégués supplémentaires, à raison de 1 pour 5.000 habitants ou par fraction de 5.000 au delà de 45.000.

En ce qui concerne les communes sinistrées, la population sera décomptée sur la base du recensement de 1936.

Art. 9. — Le nombre des suppléants est de 3 quand le nombre des titulaires est égal ou inférieur à 5. Il est ensuite augmenté de 2 par 5 titulaires ou fraction de 5.

Art. 10. — Dans les communes élisant moins de 15 délégués, l'élection des délégués et celle des suppléants ont lieu séparément dans les conditions prévues par l'article 51 de la loi du 5 avril 1884.

Dans les communes élisant 2 suppléants ou plus, il est établi un ordre des suppléants d'après le nombre de voix qu'ils ont obtenu. En cas de refus ou d'empêchement d'un des délégués, c'est le suppléant qui a recueilli le plus grand nombre de voix ou, à égalité de voix, le plus âgé qui est appelé à le remplacer.

Art. 11. — Dans les communes élisant quinze délégués et plus, l'élection des délégués et des suppléants a lieu simultanément sur la même liste suivant le système de la représentation prpoortionnelle avec application de la règle du plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel; les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de délégués et de sièges de suppléants à pourvoir.

Chaque conseiller municipal ou groupe de conseillers municipaux peut présenter une liste de candidats aux fonctions de délégués et de suppléants.

Il est établi un ordre de ces suppléants d'après leur rang de présentation.

En cas de refus ou d'empêchement d'un délégué, c'est le suppléant de la même liste venant immédiatement après le dernier délégué élu de la liste qui est appelé à le remplacer.

Les délégués de droit, députés ou conseillers généraux, qui auraient cependant été élus par un conseil municipal, sont obligatoirement remplacés par les suivants de la liste sur laquelle ils auraient été élus aux élections municipales; le vote par procuration est admis pour les députés et conseillers généraux, pour des cas exceptionnels qui seront fixés par règlements d'administration publique.

Art. 12. — Dans les communes où les fonctions du conseil municipal sont remplies par une délégation spéciale instituée en vertu de l'article 44 de la loi du 5 avril 1884, les délégués et suppléants sont nommés par l'ancien conseil convoqué à cet effet par le président de la délégation spéciale.

Art. 13. — Si les délégués n'ont pas été présents à l'élection, notification leur en sera faite dans les vingt-quatre heures par les soins du maire. En cas de non-acceptation, ils doivent faire parvenir au préfet, dans les cinq jours, l'avis de leur refus. En cas de refus, ils sont remplacés par les suppléants qui sont alors portés sur la liste comme délégués de la commune.

Art. 14. — Le procès-verbal de l'élection des délégués et des suppléants est transmis immédiatement au préfet par le maire.

Dans les conseils municipaux élus à la représentation proportionnelle, le procès-verbal doit indiquer la liste au titre de laquelle les délégués et suppléants ont été désignés.

Le procès-verbal doit mentionner l'acceptation ou le refus des délégués ou suppléants, ainsi que les protestations élevées contre la régularité de l'élection par un ou plusieurs membres du conseil municipal.

Une copie du procès-verbal est affichée à la porte de la mairie.

Art. 15. — Tout électeur de la commune peut, dans un délai de trois jours, adresser directement au préfet une protestation contre la régularité de l'élection. Le préfet la transmet aussitôt au conseil de préfecture interdépartemental.

Si le préfet estime que les opérations ont été irrégulières, il a le droit d'en demander l'annulation.

Art. 16. — Les protestations relatives à l'élection des délégués sont jugées, sauf recours devant le conseil d'Etat qui statue d'urgence et sans frais, par le conseil de préfecture interdépartemental qui rend sa décision dans les trois jours.

Les secours devant le conseil d'Etat doivent être formés dans les quarante-huit heures.

En cas d'annulation de l'élection d'un délégué ou d'un suppléant, comme en cas de refus ou de décès, il est procédé à de nouvelles élections par le conseil municipal au jour fixé par un arrêté du préfet.

Art. 17. — Un tableau des résultats de l'élection des délégués et suppléants est dressé dans la huitaine par le préfet. Ce tableau est communiqué à tout requérant. Il peut être recopié et publié. Le jour de l'élec-

tion des conseillers de la République, il est mis à la disposition du bureau de vote.

Des recours contre l'établissement du tableau ci-dessus peuvent être présentés dans les trois jours, par tout membre du collège électoral chargé d'élire les conseillers de la République.

Ces recours sont jugés dans les conditions prévues à l'article 16 de la présente loi.

Art. 18. — Les députés et les membres du conseil général qui ont été proclamés par les commissions de recensement, mais dont les pouvoirs n'ont pas été vérifiés, ou dont l'élection est contestée, sont inscrits sur la liste des électeurs et peuvent prendre part au vote.

Art. 19. — Les délégués qui auront pris part au scrutin recevront sur les fonds de l'Etat, s'ils le requièrent, et sur présentation de leur lettre de convocation visée par le président du collège électoral, une indemnité de déplacement, dont le taux et le mode de perception seront déterminés par un règlement d'administration publique.

Les dispositions du présent article sont applicables aux électeurs de droit, qui ne reçoivent pas au titre de leur mandat une indemnité annuelle.

Tout délégué qui, sans cause légitime, n'aura pas pris part au scrutin, sera condamné à une amende de 5.000 F par le tribunal civil du chef-lieu, sur les réquisitions du ministère public.

La même peine peut être appliquée au délégué suppléant qui, averti par lettre, dépêche télégraphique ou avis à lui personnellement délivré en temps utile, n'aura pas pris part aux opérations électorales.

CHAPITRE III. — *Présentation des candidats au Conseil de la République.*

Art. 20. — Dans les départements où il y a quatre sièges de conseillers et plus à pourvoir et où s'appliquent les dispositions de l'article 28, les candidats d'une liste sont tenus de faire une déclaration revêtue de leur signature dûment légalisée. La liste doit comporter autant de noms qu'il y a de sièges à pourvoir.

La déclaration doit indiquer le titre de la liste, les noms, prénoms, date et lieu de naissance des candidats et leur ordre de présentation.

La déclaration peut être faite collectivement pour chaque liste, par un mandataire de celle-ci. Tout candidat peut compléter la déclaration collective non signée de lui par une déclaration individuelle faite dans le délai prévu par l'article 22 de la présente loi et revêtue de sa signature légalisée.

Aucun retrait de candidature ne sera admis après la date limite de dépôt des candidatures.

En cas de décès de l'un des candidats d'une liste au cours de la campagne électorale, les candidats qui ont présenté la liste auront le droit de le remplacer, jusqu'à l'ouverture du scrutin, par un nouveau candidat au rang qui leur conviendra.

Art. 21. — Les candidatures multiples sont interdites: nul ne peut être candidat dans une même circonscription sur plusieurs listes, ni dans plusieurs circonscriptions.

Tout candidat doit faire une déclaration de candidature qui sera signée par lui et remise à la préfecture du département pour le premier tour s'il s'agit d'un scrutin majoritaire, ou pour le tour unique, s'il s'agit d'un scrutin proportionnel, avant le mercredi précédant le scrutin à 24 heures. Un récépissé provisoire sera remis au déposant et le récépissé définitif lui sera délivré après vérification.

Toute candidature présentée entre le premier et le second tour dans les départements où s'applique le scrutin majoritaire doit faire l'objet d'une déclaration signée du candidat.

Au cas où, en violation des interdictions précédentes, une candidature multiple aurait été déposée, l'élection du candidat sera annulée par le Conseil de la République sur toutes les listes et dans tous les départements.

Art. 22. — La déclaration prescrite par l'article 20 doit être déposée à la préfecture du département au plus tard le mercredi précédant le scrutin à 24 heures.

Il est donné au déposant un récépissé de la déclaration.

CHAPITRE IV. — *Opérations électorales et attribution des sièges.*

Art. 23. — L'élection des conseillers de la République, dans les départements métropolitains et dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, est soumise aux règles prévues ci-dessous.

Art. 24. — Le collège électoral se réunit au chef-lieu du département. Il est présidé par le président du tribunal civil assisté de deux juges audit tribunal, désignés par le premier président de la cour d'appel et des deux conseillers généraux les plus âgés présents à l'ouverture du scrutin et non candidats.

En cas d'empêchement, le premier président de la cour d'appel désignera des suppléants.

Art. 25. — Le bureau répartit les électeurs en sections de vote comprenant au moins 100 électeurs.

Il nomme le président de chacune de ces sections. Il statue sur toutes les difficultés et contestations qui peuvent s'élever au cours de l'élection.

Un représentant de chacun des candidats est habilité à assister aux opérations de vote, de dépouillement et de recensement.

Art. 26. — Dans les départements qui ont droit à moins de quatre sièges de conseillers, l'élection a lieu au scrutin majoritaire à deux tours.

Nul n'est élu conseiller de la République au premier tour de scrutin, s'il ne réunit:

1° La majorité absolue des suffrages exprimés;

2° Un nombre de voix égal au quart des électeurs inscrits.

Au second tour de scrutin, la majorité relative suffit, et, en cas d'égalité des suffrages, le plus âgé est proclamé élu.

Art. 27. — Le premier scrutin est ouvert à 8 heures et clos à 10 heures, le second est ouvert à 15 heures et clos à 16 heures 30.

Les résultats des scrutins sont recensés par le bureau et proclamés immédiatement par le président du collège électoral.

Art. 28. — Dans les départements qui ont droit à quatre conseillers de la République et plus, l'élection a lieu à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne, sans panachage, ni vote préférentiel.

Art. 29. — Le recensement des suffrages exprimés est opéré par le bureau tel qu'il est défini à l'article 24.

Sur chaque liste, les sièges sont attribués aux candidats d'après l'ordre de présentation.

Art. 30. — . . . . . .

CHAPITRE V. — *Remplacement des conseillers de la République décédés, démissionnaires ou invalidés.*

Art. 31. — En cas de décès, de démission ou d'invalidation d'un conseiller de la République élu dans la métropole ou dans l'un des départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, il est pourvu à la vacance dans le délai de deux mois et dans les conditions suivantes.

Art. 32. — Si le département compte moins de quatre sièges de conseillers de la République, une nouvelle élection devra être faite et le siège sera attribué au candidat qui aura obtenu soit la majorité absolue des suffrages exprimés et un nombre de voix égal au quart des électeurs inscrits au premier tour de scrutin soit la majorité relative au second tour de scrutin.

Art. 32 *bis*. — Si le département compte quatre sièges de conseillers et plus, le bureau de recensement proclame élu le candidat figurant sur la même liste que le conseiller à remplacer et venant immédiatement après le dernier élu de cette liste.

Art. 33. — . . . . . .

Art. 34. — Il ne sera pas pourvu aux vacances qui viendront à se produire dans les six mois précédant le renouvellement d'une série du Conseil de la République lorsque le siège vacant appartient à cette série.

CHAPITRE VI. — *De la propagande électorale.*

Art. 35. — Les réunions électorales pour les nominations des conseillers de la République pourront être tenues depuis le jour de la promulgation du décret de convocation des électeurs jusqu'au jour du vote.

Les députés et conseillers généraux du département, les délégués des conseils municipaux et les suppléants peuvent, seuls, assister à ces réunions.

Art. 36. — L'autorité municipale veillera à ce que nulle autre personne ne s'y introduise.

Les délégués et suppléants justifieront de leur qualité par un certificat du maire de la commune à laquelle ils appartiennent.

Art. 37. — Pour l'élection des conseillers de la République, chaque candidat ou chaque liste aura droit à une circulaire et à trois bulletins de vote par membre du collège électoral.

L'administration remettra l'un de ces bulletins au candidat lui-même cinq jours avant le jour du scrutin, enverra le deuxième bulletin avec la circulaire à chaque membre du collège électoral et déposera le troisième bulletin à l'entrée de chaque bureau de vote.

Les frais d'impression et de distribution des circulaires et des bulletins et le coût du papier sont à la charge de l'Etat.

Chaque candidat ou liste de candidats qui désire bénéficier des dispositions des alinéas précédents, devra en faire la déclaration à la préfecture douze jours francs avant le jour de l'élection, et verser entre les mains du trésorier-payeur général agissant en qualité de préposé de la caisse des dépôts et consignations, un cautionnement de 10.000 F.

Le cautionnement sera remboursé aux candidats ou aux listes de candidats qui auront recueilli, à l'un des tours de scrutin, au moins 5 p. 100 des suffrages exprimés, ou qui auront eu un élu.

Le candidat qui ne jouit pas des avantages subordonnés au dépôt du cautionnement peut déposer lui-même ou par son mandataire, à l'entrée du bureau de vote, et au début de chaque tour, autant de bulletins qu'il y a d'électeurs inscrits dans chaque collège. Le format des bulletins est celui prévu pour les élections à l'Assemblée nationale.

Art. 38. — Un règlement d'administration publique déterminera les modalités d'application du présent titre.

TITRE III. — ELECTION DES CONSEILLERS DE LA RÉPUBLIQUE REPRÉSENTANT LES DÉPARTEMENTS ALGÉRIENS

Art. 39. — Les dispositions des titres Ier et II s'appliquent à l'élection des conseillers de la République représentant les départements algériens, sous réserve des dispositions particulières prévues aux articles suivants.

Art. 40. — Les quatorze sièges attribués aux départements algériens sont ainsi répartis:

Représentants du premier collège: 7.
Circonscription d'Alger: 3;
Circonscription d'Oran: 2;
Circonscription de Constantine: 2.
Représentants du deuxième collège: 7.
Circonscription d'Alger: 2;
Circonscription d'Oran: 2;
Circonscription de Constantine: 3.

Les circonscriptions sont déterminées, pour chaque collège, conformément au tableau n° 2 annexé à la présente loi.

CHAPITRE Ier. — *Composition des collèges électoraux et désignation des délégués et des délégués suppléants.*

Art. 41. — Les membres du Conseil de la République élus par les départements algériens sont désignés par deux collèges composés comme suit:

Art. 41 *bis*. — Le premier collège se compose:

1° Des députés de la circonscription représentant le premier collège;

2° Des membres de l'assemblée algérienne élus au titre du premier collège dans la circonscription, le délégué représentant les territoires du Sud étant rattaché à la circonscription d'Alger;

3° Des conseillers généraux représentant le premier collège;

4° Des délégués élus à raison d'un jusqu'à 500 électeurs inscrits sur les listes du premier collège et, en outre, un délégué par fraction supplémentaire de 500 électeurs, par les représentants élus de ce collège, dans les conseils municipaux et les commissions municipales des communes mixtes du département et des territoires du Sud;

5° A titre transitoire et jusqu'à l'intervention de la loi prévue à l'article 50, alinéa 2, de la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie, de délégués des communes indigènes des territoires du Sud représentant les électeurs inscrits sur les listes électorales du premier collège de ces communes, désignés par les électeurs à raison d'un délégué jusqu'à 500 électeurs inscrits et, en outre, un délégué par fraction supplémentaire de 500 électeurs dans des conditions qui seront précisées par un règlement d'administration publique.

Art. 41 *ter*. — Le deuxième collège se compose:

1° Des députés de la circonscription représentant le deuxième collège;

2° Des membres de l'assemblée algérienne élus au titre du deuxième collège dans la circonscription;

3° Des conseillers généraux représentant le 2e collège;

4° De délégués élus à raison d'un jusqu'à 500 électeurs inscrits sur les listes électorales du 2e collège et, en outre, un délégué par fraction supplémentaire de 500 électeurs, par les représentants élus de ce collège, dans les conseils municipaux, les djemaas des douars des communes mixtes et les djemaas des communes indigènes des territoires du Sud;

5° A titre transitoire et jusqu'à l'intervention de la loi prévue à l'article 50, alinéa 2, de la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie, de délégués des communes indigènes des territoires du Sud, représentant les électeurs inscrits sur les listes électorales du 2e collège de ces communes, désignés par les électeurs à raison d'un délégué jusqu'à 500 électeurs et, en outre, un délégué par fraction supplémentaire de 500 électeurs dans les conditions qui seront précisées par un règlement d'administration publique.

Art. 42. — Sous réserve des dispositions prévues à l'article 41 ci-dessus, les délégués et les délégués suppléants sont désignés dans les conditions prévues par le titre II de la présente loi.

Le nombre des suppléants est fixé, pour chaque collège, conformément au tableau n° 3 annexé à la présente loi.

Art. 43. — Le nombre de délégués et de délégués suppléants à élire par chaque commune ou centre municipal est précisé par arrêté préfectoral, sur la base des listes électorales arrêtées au 31 mars de l'année de l'élection.

Au cas où une élection aurait lieu avant le 31 mars, les listes électorales closes ou 31 mars de l'année précédente seront utilisées.

Art. 44. — Les djemaas des centres municipaux réunies sous la présidence du président de la djemaa procèdent à l'élection des délégués et des délégués suppléants dans les conditions prévues par l'article 51 de la loi du 5 avril 1884.

Art. 45. — Le choix des conseils municipaux et des djemaas ne peut porter sur un membre de l'assemblée algérienne.

CHAPITRE II. — *Election des conseillers de la République.*

Art. 46. — En ce qui concerne la présentation des candidats et le déroulement des opérations électorales, les règles applicables en Algérie, pour chaque collège, sont celles fixées au titre II de la présente loi pour les départements qui ont droit à moins de quatre sièges de conseillers de la République, sous réserve, toutefois, des dispositions particulières prévues aux articles ci-après.

Art. 47. — Tout électeur inscrit sur les listes électorales et remplissant les conditions requises pour être élu conseiller de la République peut faire acte de candidature, indifféremment pour la représentation de l'un ou de l'autre collège.

Art. 48. — Le gouverneur général peut, pour tenir compte des particularités locales, fixer par arrêté des heures d'ouverture et de fermeture de scrutin différentes de celles prévues à l'article 28 ci-dessus.

Art. 49. — Jusqu'à l'intervention de la loi prévue à l'article 50, alinéa 2, de la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie, le gouverneur général exercera, dans les territoires du sud de l'Algérie, les fonctions dévolues aux préfets par la présente loi.

CHAPITRE III. — *Dispositions diverses.*

Art. 50. — En vue de l'application des dispositions contenues aux articles 2 et 3 de la présente loi, les circonscriptions algériennes, tant pour le premier que pour le deuxième collège, sont réparties en deux groupes: circonscription d'Alger, d'une part, circonscriptions d'Oran et de Constantine, d'autre part. Ces deux groupes seront répartis, par tirage au sort, entre les séries A et B prévues à l'article 2 ci-dessus.

TITRE IV. — ELECTION DES CONSEILLERS DE LA REPUBLIQUE REPRÉSENTANT LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER ET LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE

Art. 51. — Dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle, les conseillers sont désignés par les assemblées territoriales ou provinciales, ou par les sections de ces assemblées ainsi que par les députés représentant les territoires intéressés.

Lorsque le nombre des conseillers à élire par une assemblée territoriale ou provinciale votant au collège unique, ou par une section de ces assemblées, est inférieur à trois, l'élection a lieu au scrutin majoritaire à deux tours. Au premier tour, la majorité absolue est exigée. Au deuxième tour, la majorité relative suffit.

Lorsque le nombre des conseillers à élire par une assemblée territoriale ou provinciale votant au collège unique, ou par une section de ces assemblées, est supérieur à deux, l'élection a lieu à la représentation proportionnelle suivant la règle du plus fort reste, sans panachage, ni vote préférentiel.

Les 43 conseillers représentant les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle sont répartis conformément au tableau n° 4, annexé à la présente loi.

Les députés élus au titre de plusieurs territoires ou d'un collège unique devront faire connaître, quinze jours au moins avant la date du scrutin, au nom de quel territoire ou de quelle section ils désirent exercer leur droit de vote.

Art. 52. — Les membres des assemblées territoriales et les députés absents du territoire ou du groupe de territoires formant la circonscription électorale, le jour de l'élection, peuvent, sur leur demande et à titre exceptionnel, exercer leur droit de vote par procuration.

Art. 53. — En cas de décès, démission ou invalidation des conseillers de la République élus dans un territoire d'outre-mer ou des territoires sous tutelle, il est pourvu à la vacance par l'élection dans un délai de deux mois, dans les mêmes conditions que dans la métropole. Les dates des élections partielles sont fixées par décret rendu sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer.

Art. 54. — Il ne sera pas pourvu aux vacances qui viendront à se produire dans les six mois précédant le renouvellement d'une série du Conseil de la République, lorsque le siège vacant appartient à cette série.

TITRE V. — ELECTION DES CONSEILLERS REPRÉSENTANT LES CITOYENS FRANÇAIS RÉSIDANT EN TUNISIE, AU MAROC OU EN INDOCHINE

Art. 55. — Les citoyens français résidant en Tunisie, au Maroc ou en Indochine, sont représentés respectivement par deux, trois et deux conseillers de la République.

Art. 56. — Les conseillers de la République représentant les Français de Tunisie sont élus au scrutin majoritaire à deux tours par les membres français du grand conseil de la Tunisie et les membres français des conseils municipaux de Tunisie élus au suffrage universel.

L'élection a lieu au vote par correspondance spécialement organisé le jour fixé pour les élections dans la métropole.

Le dépouillement du scrutin et la proclamation des élus ont lieu à Paris par les soins d'une commission spécialement désignée.

Si un résultat n'est pas acquis au premier tour à la majorité absolue, un second tour a lieu quinze jours plus tard dans les mêmes conditions; à l'issue de ce second tour, le résultat est acquis à la majorité relative.

Art. 57. — Les trois conseillers de la République représentant les citoyens résidant au Maroc sont élus par l'Assemblée nationale sur présentation, soit des Français, membres du conseil du Gouvernement, soit des groupes parlementaires ayant eu des élus qui représentaient au Conseil de la République les citoyens français résidant au Maroc.

L'élection de ces conseillers a lieu en séance publique, au scrutin majoritaire à deux tours, dans la semaine qui suit la désignation des candidats.

Art. 58. — . . . . . .

Art. 59. — Les citoyens français résidant en Indochine élisent directement les deux conseillers de la République les représentant. Ils sont convoqués au siège du haut commissariat, au jour fixé pour les élections dans la métropole. L'élection a lieu au scrutin majoritaire à deux tours. Le vote par correspondance est admis.

TITRE VI. — ELECTION DES CONSEILLERS REPRÉSENTANT LES CITOYENS FRANÇAIS RÉSIDANT A L'ÉTRANGER

Art. 60. — Des candidats en nombre triple du nombre des sièges à pourvoir sont présentés à l'Assemblée nationale par les groupements suivants: union des Français à l'étranger, fédération des professeurs français résidant à l'étranger, union des chambres de commerce françaises à l'étranger, fédération nationale des anciens combattants résidant à l'étranger.

Art. 61. — L'Assemblée nationale élit les trois conseillers représentant les Français résidant à l'étranger, en séance publique, au scrutin majoritaire à deux tours, dans la semaine qui suit la désignation des candidats.

Art. 62. — En cas de vacance de l'un des sièges visés au titre V et au présent titre, par invalidation, démission ou décès, il est procédé à une nouvelle élection dans les conditions fixées aux articles ci-dessus, à moins que cette vacance ne se produise moins de six mois avant le renouvellement normal de ce siège.

Art. 63. — Un règlement d'administration publique fixera les conditions d'application des titres IV, V et VI de la présente loi.

Texte proposé par votre commission:

TITRE Ier. — COMPOSITION DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

Art. 1er. — Le Conseil de la République comprend 320 membres:

1° 253 conseillers élus par les départements métropolitains et par les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion;

2° 14 conseillers élus par les départements algériens;

3° 44 conseillers élus par les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle;

4° 1 conseiller représentant les citoyens français résidant en Indochine;

5° 5 conseillers représentant les citoyens français résidant en Tunisie et au Maroc, 2 pour la Tunisie et 3 pour le Maroc;

6° 3 conseillers représentant les citoyens français résidant à l'étranger.

Art. 2. — Les membres du Conseil de la République sont élus pour six ans.

Le Conseil est renouvelable par moitié. A cet effet, les conseillers de la République sont répartis en deux séries A et B d'égale importance, suivant le tableau n° 5 annexé à la présente loi.

Le bureau procédera, en séance publique, dans le mois qui suivra son installation, au tirage au sort de la série qui sera renouvelée la première.

Art. 3. — Le Conseil de la République sera intégralement renouvelé en 1948.

Exceptionnellement, les mandats des conseillers figurant dans la première série sortante seront renouvelables en mai 1952; ceux figurant dans l'autre série seront renouvelables en mai 1955.

Art. 4. — Nul ne peut être élu conseiller de la République s'il n'est âgé de trente cinq ans révolus. Les causes d'inéligibilité et d'incompatibilité sont les mêmes que pour les élections à l'Assemblée nationale.

TITRE II. — ELECTION DES CONSEILLERS DE LA RÉPUBLIQUE REPRÉSENTANT LES DÉPARTEMENTS MÉTROPOLITAINS ET LES DÉPARTEMENTS DE LA GUADELOUPE, DE LA GUYANE, DE LA MARTINIQUE ET DE LA RÉUNION

CHAPITRE Ier. — *Dispositions générales.*

Art. 5. — Les 253 sièges des conseillers de la République représentant les départements métropolitains et les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion sont répartis conformément au tableau n° 1 annexé à la présente loi.

Art. 6. — Conforme.

Art. 7. — Un décret publié six semaines, au moins, à l'avance, fixe la date des élections au Conseil de la République ainsi que celle à laquelle doivent être choisis les délégués des conseils municipaux et leurs suppléants.

Il doit y avoir un intervalle de quatre semaines entre l'élection des délégués et celle des conseillers de la République.

CHAPITRE II. — *Election des délégués des conseils municipaux.*

Art. 8. — Les conseils municipaux élisent, dans les communes de moins de 9.000 habitants:

Un délégué pour les conseils municipaux de onze membres;

Trois délégués pour les conseils municipaux de treize membres;

Cinq délégués pour les conseils municipaux de dix-sept membres;

Sept délégués pour les conseils municipaux de vingt et un membres;

Quinze délégués pour les conseils municipaux de vingt-trois membres.

Dans les communes de 9.000 habitants et plus, ainsi que dans toutes les communes de la Seine, tous les conseillers municipaux sont délégués de droit.

D'autre part, dans les communes de plus de 45.000 habitants, les conseils municipaux élisent des délégués supplémentaires à raison de un pour 5.000 habitants ou par fraction de 5.000 au delà de 45.000.

La population des communes sinistrées sera décomptée sur la base du recensement de 1936.

Art. 8 *bis* (nouveau). — Le choix des conseils municipaux ne peut porter, ni sur un député à l'Assemblée nationale, ni sur un conseiller général.

Au cas où un député à l'Assemblée nationale ou un conseiller général serait délégué de droit comme conseiller municipal, un suppléant lui sera désigné par le conseil municipal, sur sa présentation.

Art. 9. — Le nombre des suppléants est de 3, quand le nombre des titulaires est égal ou inférieur à 5. Il est ensuite augmenté de 2 par 5 titulaires ou fraction de 5.

Le nombre des suppléants ne pourra, néanmoins, jamais être supérieur au nombre des titulaires ni inférieur au nombre des conseillers municipaux décédés, démissionnaires, membres de l'Assemblée nationale ou du conseil général.

Dans le cas où un conseiller général est membre de l'Assemblée nationale, un suppléant lui est désigné, sur sa présentation, par le président du conseil général.

Art. 10. — Dans les communes élisant moins de 15 délégués, les élections des délégués et celles des suppléants ont lieu séparément dans les conditions prévues par l'article 51 de la loi du 5 avril 1884.

L'ordre des suppléants est déterminé par le nombre de voix qu'ils ont obtenu; à égalité de voix, la préséance appartient au plus âgé.

Art. 11. — Dans les communes élisant 15 délégués et plus, l'élection des délégués et celle des suppléants ont lieu séparément sur des listes distinctes à la représentation proportionnelle avec application de la règle de la plus forte moyenne, sans panachage ni vote préférentiel.

Chaque conseiller municipal ou groupe de conseillers municipaux peut présenter des listes de candidats aux fonctions de délégués et de suppléants.

Chacune de ces listes peut comprendre moins de noms qu'il y a de sièges de délégués et de suppléants à pourvoir.

Chaque conseiller ne peut voter que pour une seule liste de délégués et de suppléants.

L'ordre des suppléants résulte de leur rang de présentation.

Le vote par procuration est admis pour les députés et les conseillers généraux, pour des cas exceptionnels qui seront fixés par règlements d'administration publique.

Art. 12. — Conforme.

Art. 13. — Le procès-verbal de l'élection des délégués et des suppléants est transmis immédiatement au préfet par le maire.

Dans les communes où la désignation des délégués a lieu à la représentation proportionnelle, le procès-verbal doit indiquer la liste au titre de laquelle les délégués et suppléants ont été élus.

Le procès-verbal mentionne l'acceptation ou le refus des délégués ou suppléants présents, ainsi que les protestations qui seraient élevées contre la régularité de l'élection par un ou plusieurs membres du conseil municipal.

Une copie du procès-verbal est affichée à la porte de la mairie.

Art. 14. — Les délégués titulaires ou suppléants qui n'étaient pas présents seront avisés de leur élection dans les vingt-quatre heures par les soins du maire. S'ils refusent ces fonctions, ils doivent en aviser le préfet, par lettre recommandée, dans les cinq jours à compter de la notification. Ils sont remplacés par les suppléants, qui sont alors portés sur la liste comme délégués de la commune.

Art. 15. — Tout électeur de la commune peut, dans un délai de trois jours, adresser directement au préfet une protestation contre la régularité de l'élection. Le préfet la transmet aussitôt au conseil de préfecture.

Le préfet peut exercer le même recours, dans un délai de cinq jours à compter de la réception du procès-verbal.

Art. 16. — Les protestations relatives à l'élection des délégués sont jugées par le conseil de préfecture, qui rend sa décision dans les trois jours. Cette décision, dans le délai de quarante-huit heures à partir de son prononcé, est susceptible d'appel devant le conseil d'Etat, qui statue d'urgence et sans frais.

En cas d'annulation de l'élection d'un délégué ou d'un suppléant, il est procédé à de nouvelles élections par le conseil municipal au jour fixé par un arrêté du préfet.

Art. 17. — Un tableau des résultats de l'élection des délégués et suppléants est dressé dans la huitaine par le préfet. Ce tableau est communiqué à toute personne qui en fait la demande. Il peut être recopié et publié. Le jour de l'élection des conseillers de la République, il est mis à la disposition du bureau de vote.

Art. 18. — Conforme.

Art. 19. — Les délégués qui auront pris part au scrutin recevront sur les fonds de l'Etat, sur présentation de leur lettre de convocation visée par le président du collège électoral, une indemnité de déplacement, dont le taux et le mode de perception seront déterminés par un règlement d'administration publique.

Les dispositions du présent article sont applicables aux électeurs de droit, qui ne reçoivent pas au titre de leur mandat une indemnité annuelle.

Tout membre du collège électoral qui, sans cause légitime, n'aura pas pris part au scrutin, sera condamné à une amende de 3.000 F par le tribunal civil du chef-lieu, sur les réquisitions du ministère public.

La même peine peut être appliquée dans les mêmes conditions au délégué suppléant qui, averti par lettre recommandée, dépêche télégraphique ou avis à lui personnellement délivré en temps utile, n'aura pas pris part aux opérations électorales.

CHAPITRE III. — *Présentation des candidats au Conseil de la République.*

Art. 20. — Dans les départements, où il y a quatre sièges de conseillers et plus à pourvoir et où s'appliquent les dispositions de l'article 27, les candidats d'une liste sont tenus de faire une déclaration revêtue de leur signature dûment légalisée. La liste doit comporter autant de noms qu'il y a de sièges à pourvoir.

La déclaration doit indiquer le titre de la liste, les noms, prénoms, date et lieu de naissance des candidats et leur ordre de présentation.

Une déclaration collective pour chaque liste peut être faite par un mandataire de celle-ci. Tout candidat peut compléter la déclaration collective non signée de lui, par une déclaration individuelle faite dans le délai prévu par l'article 22 de la présente loi et revêtue de sa signature légalisée.

Aucun retrait de candidature ne sera admis après l'ouverture de la campagne électorale.

En cas de décès de l'un des candidats d'une liste au cours de la campagne électorale, les candidats qui ont présenté la liste auront le droit de le remplacer, jusqu'à l'ouverture du scrutin, par un nouveau candidat au rang qui leur conviendra.

Art. 21. — Tout candidat doit faire une déclaration de candidature qui sera signée par lui et remise à la préfecture du département, pour le premier tour s'il s'agit d'un scrutin majoritaire, ou pour le tour unique et dans les conditions prévues à l'article 20, s'il s'agit d'un scrutin proportionnel, au plus tard le mercredi précédant le scrutin à 24 heures. Le récépissé provisoire sera remis au déposant et le récépissé définitif lui sera délivré après vérification.

Toute candidature présentée ou maintenue, entre le premier et le second tour, dans les départements où s'applique le scrutin majoritaire, doit faire l'objet d'une déclaration signée du candidat.

Art. 21 *bis* (nouveau). — Les candidatures multiples sont interdites: nul ne peut être candidat dans une même circonscription sur plusieurs listes, ni dans plusieurs circonscriptions.

Toute déclaration de candidature faite en violation des précédentes dispositions est nulle et irrecevable.

Les bulletins, comportant le nom d'un citoyen ayant fait acte de candidature sur plusieurs listes ou dans plusieurs circonscriptions, n'entrent pas en ligne de compte dans le résultat du dépouillement.

Art. 22. — Disjoint.

CHAPITRE IV. — *Opérations électorales et attribution des sièges.*

Art. 23. — Conforme.

Art. 24. — Conforme.

Art. 25. — Le bureau répartit les électeurs en sections de vote comprenant au moins 100 électeurs.

Il nomme le président de chacune de ces sections. Il statue sur toutes les difficultés et contestations qui peuvent s'élever au cours de l'élection.

Un représentant de chacun des candidats ou de chacune des listes de candidats est habilité, dans les conditions fixées par l'article 15 de la loi du 5 septembre 1947, à assister aux opérations de vote, de dépouillement et de recensement.

Art. 26. — Conforme.

Art. 27. — Dans les départements qui ont droit à quatre conseillers de la République et plus, l'élection a lieu à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne, sans panachage ni vote préférentiel.

Sur chaque liste, les sièges sont attribués aux candidats d'après l'ordre de présentation.

Art. 28. — Dans les départements où il n'y a qu'un seul tour de scrutin, celui-ci a lieu de 9 heures à 15 heures.

Dans les autres départements où il n'y a qu'un seul tour de scrutin, celui-ci a lieu de 9 heures à 15 heures.

Dans les autres départements, le premier scrutin est ouvert à 8 heures 30 et clos à 11 heures, le second est ouvert à 15 heures 30 et clos à 17 heures 30.

Le recensement des suffrages est opéré par le bureau prévu à l'article 24 et les résultats du scrutin sont immédiatement proclamés par le président du collège électoral.

Art. 29. — Disjoint.

Art. 30. — . . . . . .

CHAPITRE V. — *Remplacement des conseillers de la République décédés, démissionnaires ou invalidés.*

Art 31. — Conforme.

Art. 32. — Si le département compte moins de quatre sièges de conseillers de la République, une nouvelle élection devra être faite

et le siège sera attribué au candidat qui aura obtenu, ou la majorité absolue des suffrages exprimés et un nombre de voix égal au quart des électeurs inscrits au premier tour de scrutin, ou la majorité relative au second tour de scrutin.

Art. 32 *bis*. — Si le département compte quatre sièges de conseillers et plus, le bureau de recensement proclame élu le candidat ayant figuré sur la même liste que le conseiller à remplacer et venant immédiatement après le dernier élu de cette liste.

Si, par suite d'élection, de refus, de démission, ou de toute autre circonstance, il ne reste plus de candidats sur la liste, l'Assemblée nationale proclame élu le délégué au collège électoral du département appartenant au même parti ou organisation politique que le conseiller à remplacer et désigné, au choix de l'Assemblée, par ce parti ou par cette organisation.

Art. 33. — . . . . . .

Art. 34. — Il ne sera pourvu à la vacance qui viendrait à se produire dans les six mois précédant le renouvellement d'une série du Conseil de la République lorsque la vacance portera sur un siège appartenant à cette série

CHAPITRE VI. — *De la propagande électorale.*

Art. 35. — Des réunions électorales pour l'élection des conseillers de la République pourront être tenues à partir de la promulgation du décret de convocation des électeurs.

Les députés, conseillers de la République et conseillers généraux du département, les délégués des conseils municipaux et les suppléants, ainsi que les candidats, peuvent, seuls, assister à ces réunions, s'il s'agit de l'audition et de la présentation des candidats.

Art. 36. — Conforme.

Art 37. — Pour l'élection des conseillers de la République, chaque candidat ou chaque liste n'aura droit qu'à une circulaire et à trois bulletins de vote par membre du collège électoral.

Les frais d'impression et de distribution des circulaires et des bulletins et le coût du papier sont à la charge de l'Etat pour les candidats remplissant les formalités prévues à l'alinéa suivant.

Chaque candidat ou chaque liste de candidats qui désire bénéficier des dispositions de l'alinéa précédent devra en faire la déclaration à la préfecture douze jours francs avant le jour de l'élection et verser entre les mains du trésorier-payeur général agissant en qualité de préposé de la caisse des dépôts et consignations, un cautionnement de 10.000 F.

L'administration remettra l'un des bulletins au candidat lui-même et enverra le deuxième bulletin, avec la circulaire, à chaque membre du collège électoral cinq jours au moins avant le jour du scrutin. Elle déposera le troisième bulletin à l'entrée de chaque bureau de vote.

Le cautionnement sera remboursé aux candidats ou aux listes de candidats qui auront recueilli, à l'un des tours du scrutin, au moins 5 p. 100 des suffrages exprimés.

Le candidat qui ne jouit pas des avantages subordonnés au dépôt du cautionnement peut déposer lui-même ou par son mandataire, à l'entrée du bureau de vote et au début de chaque tour, autant de bulletins qu'il y a d'électeurs inscrits dans chaque collège. Le format des bulletins est celui prévu pour les élections à l'Assemblée nationale.

Art. 38. — Conforme.

TITRE III. — ELECTION DES CONSEILLERS DE LA RÉPUBLIQUE REPRÉSENTANT LES DÉPARTEMENTS ALGÉRIENS

Art. 39. — Conforme.
Art. 40. — Conforme.

CHAPITRE Ier. — *Composition des collèges électoraux et désignation des délégués et des délégués suppléants.*

Art. 41. — Conforme.
Art. 41 *bis*. — Conforme.
Art. 41 *ter*. — Le 2e collège se compose:
1° Conforme.
2° Conforme.
3° Conforme.
4° De délégués élus à raison d'un jusqu'à 500 électeurs inscrits sur les listes électorales du 2e collège et, en outre, un délégué par fraction supplémentaire de 500 électeurs par les représentants élus de ce collège, dans les conseils municipaux, les djemaas des douars des centres municipaux, les djemaas des douars des communes mixtes du département et des territoires du Sud.
5° Conforme.

Art. 41 *quater* (nouveau). — Dans le cas où un conseiller général est membre de l'Assemblée algérienne, un suppléant lui est désigné sur sa présentation par le président du conseil général.

Art. 42. — Sous réserve des dispositions prévues à l'article 41 ci-dessus, les délégués et les délégués suppléants sont désignés dans les conditions prévues par le titre II de la présente loi, en ayant soin de prendre toujours, comme base, la notion d'électeur au lieu de celle d'habitant.

Art. 43. — Le nombre de délégués et de délégués suppléants à élire par chaque commune ou djemaa, est précisé par arrêté préfectoral sur la base des dernières listes électorales arrêtées.

Art. 44. — Les djemaas réunies sous la présidence du président de la djemaa, procèdent à l'élection des délégués et des délégués suppléants dans les conditions prévues par l'article 51 de la loi du 5 avril 1884.

Art. 45. — Le choix des conseils municipaux et des djemaas ne peut porter sur un délégué à l'Assemblée algérienne, non plus que sur les élus visés à l'article 8 *bis*.

CHAPITRE II. — *Election des conseillers de la République.*

Art. 46 — Pour chaque collège, les règles appliquées en Algérie à la présentation des candidats et au déroulement des opérations électorales sont celles fixées au titre II de la présente loi pour les départements qui ont droit à moins de quatre sièges de conseillers de la République, sous réserve, toutefois, des dispositions particulières prévues aux articles ci-après.

Art. 47. — Tout citoyen remplissant les conditions fixées à l'article 4, peut faire acte de candidature, indifféremment, pour la représentation de l'un ou de l'autre collège.

Art. 48. — Conforme.
Art. 49. — Conforme.

CHAPITRE III. — *Dispositions diverses.*

Art. 50. — Disjoint.

TITRE IV. — ELECTION DES CONSEILLERS DE LA RÉPUBLIQUE REPRÉSENTANT LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER ET LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE

Art. 51. — Dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle, les conseillers sont élus par les assemblées territoriales ou provinciales ou par les sections de ces assemblées ainsi que par les députés représentant les territoires intéressés.

L'élection a lieu au scrutin majoritaire à deux tours. Au premier tour, la majorité absolue est exigée; au deuxième tour, la majorité relative suffit.

En ce qui concerne Madagascar, les cinq assemblées territoriales constitueront un corps électoral unique à deux sections.

Le vote aura lieu le même jour, un dimanche, au siège de chaque assemblée.

Le second tour, s'il est nécessaire, aura lieu le dimanche suivant.

Les 41 conseillers représentant les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle sont répartis conformément au tableau n° 4, annexé à la présente loi.

Les députés élus au titre de plusieurs territoires devront faire connaître, quinze jours au moins avant la date du scrutin, au nom de quel territoire ils désirent exercer leur droit de vote.

Les députés élus dans un ou plusieurs territoires où les conseillers de la République sont désignés au double collège, exercent leur droit de vote dans la section qui correspond au collège qui les a élus. S'ils ont été élus au collège unique, ils exercent leur droit de vote dans la section de leur choix.

Art. 52. — Sont applicables aux élections prévues au présent titre les dispositions des articles 11, 32 et 34 de la présente loi.

Art. 53. — Disjoint.
Art. 54. — Disjoint.

TITRE V. — ELECTION DES CONSEILLERS REPRÉSENTANT LES CITOYENS FRANÇAIS RÉSIDANT EN TUNISIE, AU MAROC OU EN INDOCHINE

Art. 55. — Disjoint.
Art. 56. — Conforme.

Art. 57. — A titre transitoire, les trois conseillers de la République représentant les citoyens résidant au Maroc sont élus par l'Assemblée nationale sur présentation des groupes parlementaires ayant eu des élus qui représentaient au Conseil de la République les citoyens français résidant au Maroc.

L'élection de ces conseillers a lieu en séance publique, au scrutin majoritaire à deux tours, dans la première semaine de la session que l'Assemblée nationale tiendra après les élections dans la métropole.

Art. 58. — . . . . . .

Art. 59. — Les citoyens français résidant en Indochine élisent directement le conseiller de la République les représentant. Ils sont convoqués au siège du haut-commissariat, au jour fixé pour les élections dans la métropole. L'élection a lieu au scrutin majoritaire à deux tours. Le vote par correspondance est admis.

TITRE VI. — ELECTION DES CONSEILLERS REPRÉSENTANT LES CITOYENS FRANÇAIS RÉSIDANT A L'ETRANGER

Art. 60. — Des candidats en nombre triple au maximum, du nombre des sièges à pourvoir sont présentés à l'Assemblée nationale par les groupements suivants: union des Français à l'étranger, fédération des professeurs français résidant à l'étranger, union des chambres de commerce françaises à l'étranger, fédération nationale des anciens combattants résidant à l'étranger.

Ces candidatures devront parvenir au président de l'Assemblée nationale dans le délai prévu par l'article 21 pour les candidatures dans la métropole.

Art. 61. — L'Assemblée nationale élit les trois conseillers représentant les Français résidant à l'étranger, en séance publique, au scrutin majoritaire à deux tour, dans la première semaine de la session qu'elle tiendra après les élections dans la métropole.

Art. 62. — En cas de vacance de l'un des sièges visés au titre V et au présent titre, par invalidation, démission, ou tout autre circonstance.

(Le reste sans changement.)

Art. 63. — Conforme.

Votre commission vous demande d'adopter, en tenant compte des observations présentées et des modifications qu'elle vous propose, le projet de loi relatif à l'élection des conseillers de la République qui vous est soumis dans la rédaction suivante:

PROJET DE LOI

TITRE Ier. — COMPOSITION DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

Art. 1er. — Le Conseil de la République comprend 320 membres:

1° 253 conseillers élus par les départements métropolitains et par les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion;

2° 14 conseillers élus par les départements algériens;

3° 44 conseillers élus par les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle;

4° 1 conseiller représentant les citoyens français résidant en Indochine;

5° 5 conseillers représentant les citoyens français résidant en Tunisie et au Maroc, 2 pour la Tunisie et 3 pour le Maroc;

6° 3 conseillers représentant les citoyens français résidant à l'étranger.

Art. 2. — Les membres du Conseil de la République sont élus pour six ans.

Le Conseil est renouvelable par moitié. A cet effet, les conseillers de la République sont répartis en deux séries A et B d'égale importance, suivant le tableau n° 5 annexé à la présente loi.

Le bureau procédera, en séance publique, dans le mois qui suivra son installation, au tirage au sort de la série qui sera renouvelée la première.

Art. 3. — Le Conseil de la République sera intégralement renouvelé en 1948

Exceptionnellement, les mandats des conseillers figurant dans la première série sortante seront renouvelables en mai 1952; ceux figurant dans l'autre série seront renouvelables en mai 1955.

Art. 4. — Nul ne peut être élu conseiller de la République s'il n'est âgé de trente-cinq ans révolus. Les causes d'inéligibilité et d'incompatibilité sont les mêmes que pour les élections à l'Assemblée nationale.

TITRE II. — ELECTION DES CONSEILLERS DE LA RÉPUBLIQUE REPRÉSENTANT LES DÉPARTEMENTS MÉTROPOLITAINS ET LES DÉPARTEMENTS DE LA GUADELOUPE, DE LA GUYANE, DE LA MARTINIQUE ET DE LA RÉUNION

CHAPITRE Ier. — *Dispositions générales.*

Art. 5. — Les 253 sièges des conseillers de la République représentant les départements de la métropole et les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion sont répartis conformément au tableau n° 1 annexé à la présente loi.

Art. 6. — Les membres du Conseil de la République représentant les départements métropolitains et les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion sont élus dans chaque département par un collège électoral composé:

1° Des députés;

2° Des conseillers généraux;

3° Des délégués des conseils municipaux ou de leurs suppléants.

Art. 7. — Un décret publié six semaines au moins à l'avance, fixe la date des élections au Conseil de la République ainsi que celle à laquelle doivent être choisis les délégués des conseils municipaux et leurs suppléants.

Il doit y avoir un intervalle de quatre semaines entre l'élection des délégués et celle des conseillers de la République.

CHAPITRE II. — *Election des délégués des conseils municipaux.*

Art. 8. — Les conseils municipaux élisent, dans les communes de moins de 9.000 habitants:

Un délégué pour les conseils municipaux de onze membres;

Trois délégués pour les conseils municipaux de treize membres;

Cinq délégués pour les conseils municipaux de dix-sept membres;

Sept délégués pour les conseils municipaux de vingt-et-un membres;

Quinze délégués pour les conseils municipaux de vingt-trois membres.

Dans les communes de 9.000 habitants et plus, ainsi que dans toutes les communes de la Seine, tous les conseillers municipaux sont délégués de droit.

D'autre part, dans les communes de plus de 45.000 habitants, les conseils municipaux élisent des délégués supplémentaires à raison de un pour 5.000 habitants ou par fraction de 5.000 au delà de 45.000.

La population des communes sinistrées sera décomptée sur la base du recensement de 1936.

Art. 8 *bis* (nouveau). — Le choix des conseils municipaux ne peut porter ni sur un député à l'Assemblée nationale, ni sur un conseiller général

Au cas où un député à l'Assemblée nationale ou un conseiller général serait délégué de droit comme conseiller municipal, un suppléant lui sera désigné par le conseil municipal, sur sa présentation.

Art. 9. — Le nombre des suppléants est de trois, quand le nombre des titulaires est égal ou inférieur à cinq. Il est ensuite augmenté de deux par cinq titulaires ou fraction de cinq.

Le nombre des suppléants ne pourra, néanmoins, jamais être supérieur au nombre des titulaires, ni inférieur au nombre des conseillers municipaux décédés, démissionnaires, membres de l'Assemblée nationale ou du conseil général.

Dans le cas où un conseiller général est membre de l'Assemblée nationale, un suppléant lui est désigné sur sa présentation par le président du conseil général.

Art. 10. — Dans les communes élisant moins de quinze délégués, les élections des délégués et celles des suppléants ont lieu séparément dans les conditions prévues par l'article 51 de la loi du 5 avril 1884.

L'ordre des suppléants est déterminé par le nombre de voix qu'ils ont obtenu; à égalité de voix, la préséance appartient au plus âgé.

Art. 11. — Dans les communes élisant quinze délégués et plus, l'élection des délégués et celle des suppléants ont lieu séparément, sur des listes distinctes, à la représentation proportionnelle avec application de la règle de la plus forte moyenne, sans panachage ni vote préférentiel.

Chaque conseiller municipal ou groupe de conseillers municipaux peut présenter des listes de candidats aux fonctions de délégués et de suppléants.

Chacune de ces listes peut comprendre moins de noms qu'il y a de sièges de délégués et de suppléants à pourvoir.

Chaque conseiller ne peut voter que pour une seule liste de délégués et de suppléants.

L'ordre des suppléants résulte de leur rang de présentation.

Le vote par procuration est admis pour les députés et les conseillers généraux, pour des cas exceptionnels, qui seront fixés par règlements d'administration publique.

Art. 12. — Dans les communes où les fonctions du conseil municipal sont remplies par une délégation spéciale instituée en vertu de l'article 44 de la loi du 5 avril 1884, les délégués et suppléants sont nommés par l'ancien conseil convoqué à cet effet par le président de la délégation spéciale.

Art. 13. — Le procès-verbal de l'élection des délégués et des suppléants est transmis immédiatement au préfet par le maire.

Dans les communes où la désignation des délégués a lieu à la représentation proportionnelle, le procès-verbal doit indiquer la liste au titre de laquelle les délégués et suppléants ont été élus.

Le procès-verbal mentionne l'acceptation ou le refus des délégués ou suppléants présents, ainsi que les protestations qui seraient élevées contre la régularité de l'élection par un ou plusieurs membres du conseil municipal.

Une copie du procès-verbal est affichée à la porte de la mairie.

Art. 14. — Les délégués titulaires ou suppléants qui n'étaient pas présents seront avisés de leur élection dans les vingt-quatre heures par les soins du maire. S'ils refusent ces fonctions, ils doivent en aviser le préfet par lettre recommandée dans les cinq jours à compter de la notification. Ils sont remplacés par les suppléants qui sont alors portés sur la liste comme délégués de la commune.

Art. 15. — Tout électeur de la commune peut, dans un délai de trois jours, adresser directement au préfet une protestation contre la régularité de l'élection. Le préfet le transmet aussitôt au conseil de préfecture.

Le préfet peut exercer le même recours dans un délai de cinq jours à compter de la réception du procès-verbal.

Art. 16. — Les protestations relatives à l'élection des délégués sont jugées par le conseil de préfecture qui rend sa décision dans les trois jours. Cette décision, dans le délai de quarante-huit heures, à partir de son prononcé, est susceptible d'appel devant le conseil d'Etat qui statue d'urgence et sans frais.

En cas d'annulation de l'élection d'un délégué ou d'un suppléant, il est procédé à de nouvelles élections par le conseil municipal au jour fixé par un arrêté du préfet.

Art. 17. — Un tableau des résultats de l'élection des délégués et suppléants est dressé dans la huitaine par le préfet. Ce tableau est communiqué à toute personne qui en fait la demande. Il peut être recopié et publié. Le jour de l'élection des conseillers de la République, il est mis à la disposition du bureau de vote.

Art. 18. — Les députés et les membres du conseil général qui ont été proclamés par les commissions de recensement, mais dont les pouvoirs n'ont pas été vérifiés, ou dont l'élection est contestée, sont inscrits sur la liste des électeurs et peuvent prendre part au vote.

Art. 19. — Les délégués qui auront pris part au scrutin recevront sur les fonds de l'Etat, sur présentation de leur lettre de convocation visée par le président du collège électoral, une indemnité de déplacement dont le taux et le mode de perception seront déterminés par un règlement d'administration publique.

Les dispositions du présent article sont applicables aux électeurs de droit, qui ne reçoivent pas au titre de leur mandat une indemnité annuelle.

Tout membre du collège électoral qui, sans cause légitime, n'aura pas pris part au scrutin, sera condamné à une amende de 3.000 F par le tribunal civil du chef-lieu, sur les réquisitions du ministère public.

La même peine peut être appliquée dans les mêmes conditions au délégué suppléant qui, averti par lettre recommandée, dépêche télégraphique ou avis à lui personnellement délivré en temps utile, n'aura pas pris part aux opérations électorales.

CHAPITRE III. — *Présentation des candidats au Conseil de la République.*

Art. 20. — Dans les départements, où il y a quatre sièges de conseillers et plus à pourvoir où s'appliquent les dispositions de l'article 27, les candidats d'une liste sont tenus de faire une déclaration revêtue de leur signature dûment légalisée. La liste doit comporter autant de noms qu'il y a de sièges à pourvoir.

La déclaration doit indiquer le titre de la liste, les nom, prénoms, date et lieu de naissance des candidats et leur ordre de présentation.

Une déclaration collective pour chaque liste peut être faite par un mandataire de celle-ci. Tout candidat peut compléter la déclaration collective non signée de lui, par une déclaration individuelle faite dans le délai prévu par l'article 22 de la présente loi et revêtue de sa signature légalisée.

Aucun retrait de candidature ne sera admis après l'ouverture de la campagne électorale

En cas de décès de l'un des candidats d'une liste au cours de la campagne électorale, les candidats qui ont présenté la liste auront le droit de le remplacer, jusqu'à l'ouverture du scrutin, par un nouveau candidat au rang qui leur conviendra.

Art. 21. — Tout candidat doit faire une déclaration de candidature qui sera signée par lui et remise à la préfecture du département, pour le premier tour s'il s'agit d'un scrutin majoritaire, ou pour le tour unique et dans les conditions prévues à l'article 20, s'il s'agit d'un scrutin proportionnel, au plus tard, le mercredi précédant le scrutin à vingt-quatre heures. Un récépissé provisoire sera remis au déposant et le récépissé définitif lui sera délivré après vérification.

Toute candidature présentée ou maintenue, entre le premier et le second tour, dans les départements où s'applique le scrutin majoritaire doit faire l'objet d'une déclaration signée du candidat.

Art. 21 *bis* (nouveau). — Les candidatures multiples sont interdites: nul ne peut être candidat dans une même circonscription sur plusieurs listes, ni dans plusieurs circonscriptions.

Toute déclaration de candidature faite en violation des précédentes dispositions est nulle et irrecevable.

Les bulletins, comportant le nom d'un citoyen ayant fait acte de candidature sur plusieurs listes ou dans plusieurs circonscriptions, n'entrent pas en ligne de compte dans le résultat du dépouillement.

Art. 22. — . . . . . .

CHAPITRE IV. — *Opérations électorales et attributions des sièges.*

Art. 23. — L'élection des conseillers de la République, dans les départements métropolitains et dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, est soumise aux règles prévues ci-dessous.

Art. 24. — Le collège électoral se réunit au chef-lieu du département. Il est présidé par le président du tribunal civil assisté de deux juges audit tribunal, désignés par le premier président de la cour d'appel et des deux conseillers généraux les plus âgés présents à l'ouverture du scrutin et non candidats.

En cas d'empêchement, le premier président de la cour d'appel désignera des suppléants.

Art. 25. — Le bureau répartit les électeurs en sections de vote comprenant au moins 400 électeurs.

Il nomme le président de chacune de ces sections. Il statue sur toutes les difficultés et contestations qui peuvent s'élever au cours de l'élection.

Un représentant de chacun des candidats ou de chacune des listes de candidats est habilité, dans les conditions fixées par l'article 15 de la loi du 5 septembre 1947, à assister aux opérations de vote, de dépouillement et de recensement.

Art. 26. — Dans les départements qui ont droit à moins de quatre sièges de conseillers, l'élection a lieu au scrutin majoritaire à deux tours.

Nul n'est élu conseiller de la République au premier tour de scrutin, s'il ne réunit:

1° La majorité absolue des suffrages exprimés;

2° Un nombre de voix égal au quart des électeurs inscrits.

Au second tour de scrutin, la majorité relative suffit, et, en cas d'égalité des suffrages, le plus âgé est proclamé élu.

Art. 27. — Dans les départements qui ont droit à quatre conseillers de la République et plus, l'élection a lieu à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne, sans panachage ni vote préférentiel.

Sur chaque liste, les sièges sont attribués aux candidats d'après l'ordre de présentation.

Art. 28. — Dans les départements où il n'y a qu'un seul tour de scrutin, celui-ci a lieu de neuf heures à quinze heures.

Dans les autres départements, le premier scrutin est ouvert à 8 heures 30 et clos à 11 heures, le second est ouvert à 15 heures 30 et clos à 17 heures 30.

Le recensement des suffrages est opéré par le bureau prévu à l'article 24 et les résultats du scrutin sont immédiatement proclamés par le président du collège électoral.

Art. 29. — . . . . . .

Art. 30. — . . . . . .

CHAPITRE V. — *Remplacement des conseillers de la République décédés, démissionnaires ou invalidés.*

Art. 31. — En cas de décès, de démission ou d'invalidation d'un conseiller de la République élu dans la métropole ou dans l'un des départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, il est pourvu à la vacance dans le délai de deux mois et dans les conditions suivantes.

Art. 32. — Si le département compte moins de quatre sièges de conseillers de la République, une nouvelle élection devra être faite et le siège sera attribué au candidat qui aura obtenu, ou la majorité absolue des suffrages exprimés et un nombre de voix égal au quart des électeurs inscrits au premier tour de scrutin, ou la majorité relative au second tour de scrutin.

Art. 32 *bis*. — Si le département compte quatre sièges de conseillers et plus, le bureau de recensement proclame élu le candidat ayant figuré sur la même liste que le conseiller à remplacer et venant immédiatement après le dernier élu de cette liste.

Si, par suite d'élection, de refus, de démission, ou de tout autre circonstance, il ne reste plus de candidats sur la liste, l'Assemblée nationale proclame élu le délégué au collège électoral du département appartenant au même parti ou organisation politique que le conseiller à remplacer et désigné, au choix de l'Assemblée, par ce parti ou par cette organisation.

Art. 33. — . . . . . .

Art. 34. — Il ne sera pas pourvu à la vacance qui viendrait à se produire dans les six mois précédant le renouvellement d'une série du Conseil de la République lorsque la vacance portera sur un siège appartenant à cette série.

CHAPITRE VI. — *De la propagande électorale.*

Art. 35. — Des réunions électorales pour l'élection des conseillers de la République pourront être tenues à partir de la promulgation du décret de convocation des électeurs.

Les députés, conseillers de la République et conseillers généraux du département, les délégués des conseils municipaux et les suppléants, ainsi que les candidats, peuvent, seuls, assister à ces réunions, s'il s'agit de l'audition et de la présentation des candidats.

Art. 36. — L'autorité municipale veillera à ce que nulle autre personne ne s'y introduise.

Les délégués et suppléants justifieront de leur qualité par un certificat du maire de la commune à laquelle ils appartiennent.

Art. 37. — Pour l'élection des conseillers de la République, chaque candidat ou chaque liste n'aura droit qu'à une circulaire et à trois bulletins de vote par membre du collège électoral.

Les frais d'impression et de distribution des circulaires et des bulletins et le coût du papier sont à la charge de l'Etat pour les candidats remplissant les formalités prévues à l'alinéa suivant.

Chaque candidat ou chaque liste de candidats qui désire bénéficier des dispositions de l'alinéa précédent devra en faire la déclaration à la préfecture douze jours francs avant le jour de l'élection, et verser entre les mains du trésorier-payeur général agissant en qualité de préposé de la caisse des dépôts et consignations, un cautionnement de 10.000 F.

L'administration remettra l'un des bulletins au candidat lui-même et enverra le deuxième bulletin avec la circulaire, à chaque membre du collège électoral, cinq jours au moins avant le jour du scrutin. Elle déposera le troisième bulletin à l'entrée de chaque bureau de vote.

Le cautionnement sera remboursé aux candidats ou aux listes de candidats qui auront recueilli, à l'un des tours de scrutin, au moins 5 p. 100 des suffrages exprimés.

Le candidat qui ne jouit pas des avantages subordonnés au dépôt du cautionnement peut déposer lui-même ou par son mandataire, à l'entrée du bureau de vote, et au début de chaque tour, autant de bulletins qu'il y a d'électeurs inscrits dans chaque collège. Le format des bulletins est celui prévu pour les élections à l'Assemblée nationale.

Art. 38. — Un règlement d'administration publique déterminera les modalités d'application du présent titre.

TITRE III. — ELECTION DES CONSEILLERS DE LA RÉPUBLIQUE REPRÉSENTANT LES DÉPARTEMENTS ALGÉRIENS

Art. 39. — Les dispositions des titres I et II s'appliquent à l'élection des conseillers de la République représentant les départements algériens, sous réserve des dispositions particulières prévues aux articles suivants.

Art. 40. — Les quatorze sièges attribués aux départements algériens sont ainsi répartis:

Représentants du premier collège: 7.
Circonscription d'Alger, 3.
Circonscription d'Oran, 2.
Circonscription de Constantine, 2.
Représentants du deuxième collège: 7.
Circonscription d'Alger, 2.
Circonscription d'Oran, 2.
Circonscription de Constantine, 3.

Les circonscriptions sont déterminées, pour chaque collège, conformément au tableau n° 2 annexé à la présente loi.

CHAPITRE Ier. — *Composition des collèges électoraux et désignation des délégués et des délégués suppléants.*

Art. 41. — Les membres du Conseil de la République élus par les départements algériens sont désignés par deux collèges composés comme suit.

Art. 41 *bis*. — Le premier collège se compose:

1° Des députés de la circonscription représentant le premier collège;

2° Des membres de l'Assemblée algérienne élus au titre du premier collège dans la circonscription, le délégué représentant les territoires du Sud étant rattaché à la circonscription d'Alger;

3° Des conseillers généraux représentant le premier collège;

4° Des délégués élus à raison d'un jusqu'à 500 électeurs inscrits sur les listes du premier collège et, en outre, un délégué par fraction supplémentaire de 500 électeurs, par les représentants élus de ce collège, dans les conseils municipaux et les commissions municipales des communes mixtes du département et des territoires du Sud;

5° A titre transitoire et jusqu'à l'intervention de la loi prévue à l'article 50, alinéa 2, de la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie, de délégués des communes indigènes des territoires du Sud représentant les électeurs inscrits sur les listes électorales du premier collège de ces communes, désignés par les électeurs à raison d'un délégué jusqu'à 500 électeurs inscrits et, en outre, un délégué par fraction supplémentaire de 500 électeurs dans des conditions qui seront précisées par un règlement d'administration publique.

Art. 41 *ter*. — Le deuxième collège se compose:

1° Des députés de la circonscription représentant le deuxième collège.

2° Des membres de l'Assemblée algérienne élus au titre du deuxième collège dans la circonscription;

3° Des conseillers généraux représentant le deuxième collège;

4° De délégués élus à raison d'un jusqu'à 500 électeurs inscrits sur les listes électorales du deuxième collège et, en outre, un délégué par fraction supplémentaire de 500 électeurs, par les représentants élus de ce collège, dans les conseils municipaux, les djemaas des douars des centres municipaux, les djemaas des douars des communes mixtes du département et des territoires du Sud;

5° A titre transitoire et jusqu'à l'intervention de la loi prévue à l'article 50, alinéa 2, de la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie, de délégués des communes indigènes des territoires du Sud, représentant les électeurs inscrits sur les listes électorales du deuxième collège de ces communes, désignés par les électeurs à raison d'un délégué jusqu'à 500 électeurs et, en outre, un délégué par fraction supplémentaire de 500 électeurs dans des conditions qui seront précisées par un règlement d'administration publique.

Art. 41 *quater* (nouveau). — Dans le cas où un conseiller général est membre de l'Assemblée algérienne, un suppléant lui est désigné sur sa présentation par le président du conseil général.

Art. 42. — Sous réserve des dispositions prévues à l'article 41 ci-dessus, les délégués et les délégués suppléants sont désignés dans les conditions prévues par le titre II de la présente loi, en ayant soin de prendre toujours comme base la notion d'électeur au lieu de celle d'habitant.

Art. 43. — Le nombre de délégués et de délégués suppléants à élire par chaque commune ou djemaa, est précisé par arrêté préfectoral, sur la base des dernières listes électorales arrêtées.

Art. 44. — Les djemaas réunies sous la présidence du président de la djemaa, procèdent à l'élection des délégués et des délégués suppléants dans les conditions prévues par l'article 51 de la loi du 5 avril 1884.

Art. 45. — Le choix des conseils municipaux et des djemaas ne peut porter sur un délégué à l'Assemblée algérienne, non plus que sur les élus visés à l'article 8 *bis*.

CHAPITRE II. — *Elections des conseillers de la République.*

Art. 46. — Pour chaque collège, les règles appliquées en Algérie à la présentation des candidats et au déroulement des opérations électorales sont celles fixées au titre II de la présente loi pour les départements qui ont droit à moins de quatre sièges de conseillers de la République, sous réserve, toutefois, des dispositions particulières prévues aux articles ci-après.

Art. 47. — Tout citoyen remplissant les conditions fixées à l'article 4 peut faire acte de candidature, indifféremment, pour la représentation de l'un ou de l'autre collège.

Art. 48. — Le gouverneur général peut, pour tenir compte des particularités locales, fixer par arrêté des heures d'ouverture et de fermeture de scrutin différentes de celles prévues à l'article 28 ci-dessus.

Art 49. — Jusqu'à l'intervention de la loi prévue à l'article 50, alinéa 2, de la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie, le gouverneur général exercera, dans les territoires du Sud de l'Algérie, les fonctions dévolues aux préfets par la présente loi.

CHAPITRE III. — *Dispositions diverses.*

Art. 50. — . . . . . .

TITRE IV. — ELECTION DES CONSEILLERS DE LA RÉPUBLIQUE REPRÉSENTANT LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER ET LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE

Art. 51. — Dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle, les conseillers sont élus par les assemblées territoriales ou provinciales ou par les sections de ces assemblées, ainsi que par les députés représentant les territoires intéressés.

L'élection a lieu au scrutin majoritaire à deux tours. Au premier tour, la majorité absolue est exigée; au deuxième tour, la majorité relative suffit.

En ce qui concerne Madagascar, les cinq assemblées territoriales constitueront un corps électoral unique à deux sections.

Le vote aura lieu le même jour, un dimanche, au siège de chaque assemblée.

Le second tour, s'il est nécessaire, aura lieu le dimanche suivant.

Les quarante-quatre conseillers représentant les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle sont répartis conformément au tableau n° 4 annexé à la présente loi.

Les députés élus au titre de plusieurs territoires devront faire connaître, quinze jours au moins avant la date du scrutin, au nom de quel territoire ils désirent exercer leur droit de vote.

Les députés élus dans un ou plusieurs territoires où les conseillers de la République sont désignés au double collège exercent leur droit de vote dans la section qui correspond au collège qui les a élus. S'ils ont été élus au collège unique, ils exercent leur droit de vote dans la section de leur choix.

Art. 52. — Sont applicables aux élections prévues au présent titre, les dispositions des articles 11, 32 et 34 de la présente loi.

Art. 53. — . . . . . .

Art. 54. — . . . . . .

TITRE V. — ELECTION DES CONSEILLERS REPRÉSENTANT LES CITOYENS FRANÇAIS RÉSIDANT EN TUNISIE, AU MAROC OU EN INDOCHINE

Art. 55. — . . . . . .

Art. 56. — Les conseillers de la République représentant les Français de Tunisie sont élus au scrutin majoritaire à deux tours par les membres français du grand conseil de la Tunisie et les membres français des conseils municipaux de Tunisie élus au suffrage universel.

L'élection a lieu au vote par correspondance, spécialement organisé, le jour fixé pour les élections dans la métropole.

Le dépouillement du scrutin et la proclamation des élus ont lieu à Paris par les soins d'une commission spécialement désignée.

Si un résultat n'est pas acquis au premier tour à la majorité absolue, un second tour a lieu quinze jours plus tard dans les mêmes conditions. A l'issue de ce second tour le résultat est acquis à la majorité relative.

Art. 57. — A titre transitoire, les trois conseillers de la République représentant les citoyens résidant au Maroc sont élus par l'Assemblée nationale sur présentation des groupes parlementaires ayant eu des élus qui représentaient au Conseil de la République les citoyens français résidant au Maroc.

L'élection de ces conseillers a lieu en séance publique, au scrutin majoritaire à deux tours, dans la première semaine de la session que l'Assemblée nationale tiendra après les élections dans la métropole.

Art. 58. — . . . . . .

Art. 59. — Les citoyens français résidant en Indochine élisent directement le conseiller de la République les représentant. Ils sont convoqués au siège du haut commissariat, au jour fixé pour les élections dans la métropole. L'élection a lieu au scrutin majoritaire à deux tours. Le vote par correspondance est admis.

TITRE VI. — ELECTION DES CONSEILLERS REPRÉSENTANT LES CITOYENS FRANÇAIS RÉSIDANT A L'ÉTRANGER

Art. 60. — Des candidats en nombre triple, au maximum, du nombre des sièges à pourvoir sont présentés à l'Assemblée nationale par les groupements suivants: union des Français à l'étranger, fédération des professeurs français résidant à l'étranger, union des chambres de commerce françaises à l'étranger, fédération nationale des anciens combattants résidant à l'étranger.

Ces candidatures devront parvenir au président de l'Assemblée nationale dans le délai prévu par l'article 21 pour les candidatures dans la métropole.

Art. 61. — L'Assemblée nationale élit les trois conseillers représentant les Français résidant à l'étranger, en séance publique, au scrutin majoritaire à deux tours, dans la première semaine de la session qu'elle tiendra après les élections dans la métropole.

Art. 62. — En cas de vacance de l'un des sièges visés au titre V et au présent titre, par invalidation, démission ou toute autre circonstance, il est procédé à une nouvelle élection dans les conditions fixées aux articles ci-dessus, à moins que cette vacance ne se produise moins de six mois avant le renouvellement normal de ce siège.

Art. 63. — Un règlement d'administration publique fixera les conditions d'application des titres IV, V et VI de la présente loi.

TABLEAU N° 1. — *Nombre de conseillers par département.*

Ain, 2; Aisne, 3; Allier, 2; Alpes (Basses-), 1; Alpes (Hautes), 1; Alpes-Maritimes, 3; Ardèche, 2; Ardennes, 2; Ariège, 2; Aube, 2; Aude, 2; Aveyron, 2; Belfort (territoire de), 1; Bouches-du-Rhône, 5; Calvados, 3; Cantal, 2; Charente, 2; Charente-Maritime, 3; Cher, 2; Corrèze, 2; Corse, 2; Côte-d'Or, 2; Côtes-du-Nord, 3; Creuse, 2; Dordogne, 2; Doubs, 2; Drôme, 2; Eure, 2; Eure-et-Loir, 2; Finistère, 4; Gard, 2; Garonne (Haute-), 3; Gers, 2; Gironde, 4; Hérault, 3; Ille-et-Vilaine, 3; Indre, 2; Indre-et-Loire, 2; Isère, 3; Jura, 2; Landes, 2; Loir-et-Cher, 2; Loire, 3; Loire (Haute-), 2; Loire-Inférieure, 4; Loiret, 2; Lot, 2; Lot-et-Garonne, 2; Lozère, 1; Maine-et-Loire, 3; Manche, 3; Marne, 2; Marne (Haute-), 2; Mayenne, 2; Meurthe-et-Moselle, 3; Meuse, 2; Morbihan, 3; Moselle, 3; Nièvre, 2; Nord, 8; Oise, 2; Orne, 2; Pas-de-Calais, 6; Puy-de-Dôme, 3; Pyrénées (Basses-), 3; Pyrénées (Hautes-), 2; Pyrénées-Orientales, 2; Rhin (Bas-), 4; Rhin (Haut-), 3; Rhône, 5; Saône (Haute-), 2; Saône-et-Loire, 3; Sarthe, 3; Savoie, 2; Savoie (Haute-), 2; Seine, 19; Seine-Inférieure, 4; Seine-et-Marne, 3; Seine-et-Oise, 7; Sèvres (Deux-), 2; Somme, 3; Tarn, 2; Tarn-et-Garonne, 2; Var, 2; Vaucluse, 2; Vendée, 2; Vienne, 2; Vienne (Haute-), 2; Vosges, 2; Yonne, 2; Guadeloupe, 2; Guyane, 1; Martinique, 2; Réunion, 2.

TABLEAU N° 2. — *Circonscriptions d'Algérie.*

1re circonscription.

Département d'Alger auquel est rattaché le territoire de Ghardaïa.

2e circonscription.

Département d'Oran auquel est rattaché le territoire d'Aïn-Sefra.

3e circonscription.

Département de Constantine auquel sont rattachés les territoires de Touggourt et le territoire des Oasis.

TABLEAU N° 3. — *Nombre de suppléants à désigner en Algérie.*

« . . . . . »

TABLEAU N° 4. — *Nombre de conseillers par territoire d'outre-mer ou territoire sous tutelle.*

I. — Territoires d'outre-mer.

Côte d'Ivoire. — Conseil général: collège unique, néant; 1re section, 1; 2e section, 2.

Sénégal. — Conseil général: collège unique, 3; 1re section, néant; 2e section, néant.

Soudan. — Conseil général: collège unique, néant; 1re section, 1; 2e section, 3.

Haute-Volta. — Conseil général: collège unique, néant; 1re section, 1; 2e section, 2.

Niger. — Conseil général: collège unique, néant; 1re section, 1; 2e section, 1.

Guinée. — Conseil général: collège unique, néant; 1re section, 1; 2e section, 1.

Dahomey. — Conseil général: collège unique, néant; 1re section, 1; 2e section, 1.

Mauritanie. — Conseil général: collège unique, 1; 1re section, néant; 2e section, néant.

Tchad. — Conseil représentatif: collège unique, néant; 1re section, 1; 2e section, 1.

Gabon. — Conseil représentatif: collège unique, néant; 1re section, 1; 2e section, 1.

Moyen-Congo. — Conseil représentatif collège unique, néant; 1re section, 1; 2e section, 1.

Oubangui-Chari.— Conseil représentatif: collège unique, néant; 1re section, 1; 2e section, 1.

Madagascar. — Assemblées provinciales: collège unique, néant; 1re section, 2; 2e section, 3.

Comores. — Conseil général: collège unique, 1; 1re section, néant; 2e section, néant.

Côte des Somalis. — Conseil représentatif: collège unique, 1; 1re section, néant; 2e section, néant.

Etablissements français dans l'Inde. — Assemblée représentative: collège unique, 1; 1re section, néant; 2e section, néant.

Nouvelle-Calédonie. — Conseil général: collège unique, 1; 1re section, néant; 2e section, néant.

Etablissements français de l'Océanie. — Assemblée représentative: collège unique, 1; 1re section, néant; 2e section, néant.

Saint-Pierre-et-Miquelon. — Conseil général: collège unique, 1; 1re section, néant; 2e section, néant.

II. — Territoires sous tutelle.

Cameroun. — Assemblée représentative: collège unique, néant; 1re section, 1; 2e section, 2.

Togo. — Assemblée représentative: collège unique, néant; 1re section, 1; 2e section, 1.

TABLEAU N° 5. — *Répartition des sièges, pour le renouvellement par moitié du Conseil de la République.*

Série A.

Représentants des citoyens français du Maroc: 3.
Représentants des citoyens français résidant à l'étranger: 3.
Alger: 5.
Côte d'Ivoire: 3.
Soudan. 4.
Guinée: 2.
Mauritanie: 1.
Tchad: 2.
Moyen Congo: 2.
Comores: 1.
Etablissements français de l'Inde: 1.
Nouvelle-Calédonie: 1.
Cameroun: 3.
Dahomey: 2.
Martinique: 2.
Réunion: 2.
Ain à Haute-Marne: 123.

Série B.

Représentants des citoyens français de Tunisie: 2.
Représentant des citoyens français d'Indochine: 1.
Oran: 4.
Constantine: 5.
Sénégal: 3.
Haute Volta: 3.
Niger: 2.
Gabon: 2.
Oubangui-Chari: 2.
Madagascar: 5.
Côte des Somalis: 1.
Etablissements français de l'Océanie: 1.
Togo: 2.
Saint-Pierre et Miquelon: 1.
Guyane: 1.
Guadeloupe: 2.
Mayenne à Yonne: 123.

ANNEXE N° 904

(Session de 1948. — Séance du 27 août 1948.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, ayant pour objet la **réparation** des **dégâts** causés sur différents points du territoire par des **crues** et **orages**, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 27 août 1948.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 27 août 1948, l'Assemblée nationale a adopté, après déclaration d'urgence, un projet de loi ayant pour objet la réparation des dégâts causés sur différents points du territoire par des crues et orages.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Article unique. — Un crédit prévisionnel de 4 milliard de francs est ouvert en vue de la réparation des dommages à caractère exceptionnel causés aux particuliers, à l'Etat, aux départements, aux communes et aux établissements publics par les calamités publiques.

Un arrêté interministériel déterminera les modalités d'utilisation et fixera la répartition de ce crédit.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 27 août 1948.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 905

(Session de 1948. — Séance du 27 août 1948.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant réforme du régime des **pensions** des **marins français** du **commerce** et de la **pêche**, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (2). — (Renvoyé à la commission de la marine et des pêches.)

Paris, le 27 août 1948.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 27 août 1948, l'Assemblée nationale a adopté, après déclaration d'urgence, un projet de loi portant réforme du régime des pensions des marins français du commerce et de la pêche.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 5339, 5379 et in-8° 1273.

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 5300, 5371, 5382 et in-8° 1274.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

TITRE Ier

Caisse de retraite des marins.

Art. 1er. — L'article 4 de la loi du 12 avril 1941, modifié par l'ordonnance du 8 septembre 1945, est remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 4. — I. — Le droit à la pension d'ancienneté est acquis lorsque se trouve remplie la double condition de cinquante ans d'âge et de vingt-cinq années de services accomplis dans les conditions indiquées aux articles 7 à 11 ci-après.

« Toutefois, si le marin continue, après l'âge de cinquante ans, à naviguer ou à accomplir des services valables pour la pension, l'entrée en jouissance de celle-ci est reportée à l'âge de cinquante-cinq ans ou à la cessation de l'activité.

« Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas aux marins qui, après avoir accompli au moins cent quatre-vingt mois de navigation hauturière, naviguent, après l'âge de cinquante ans, exclusivement à la pêche en première zone ou à la navigation côtière, non plus qu'aux pêcheurs embarqués sur les bateaux armés à Saint-Pierre et Miquelon.

« II. — Le droit à la pension proportionnelle est aquise après quinze années accomplies de services et cinquante ans d'âge, mais la jouissance en est différée jusqu'à ce que l'intéressé ait atteint l'âge de cinquante-cinq ans.

« Les marins qui ont cessé de naviguer avant la promulgation de la présente loi, devront, en outre, justifier de dix-huit mois de services dans les dix années précédant le dépôt de leur demande ou dans les trois années précédant le 2 septembre 1939.

« III. — Est dispensé de la condition d'âge le marin reconnu atteint d'infirmités le mettant dans l'impossibilité absolue et définitive de continuer l'exercice de la navigation. Cet état est constaté par des commissions médicales dans des conditions fixées par arrêté du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme.

« La pension d'ancienneté ou proportionnelle concédée par anticipation est supprimée si l'intéressé reprend, avant l'âge de cinquante-cinq ans, l'exercice de la navigation professionnelle ».

Art. 2. — L'article 6 de la loi du 12 avril 1941 est complété comme suit:

« Les marins étrangers autorisés à embarquer sous pavillon français pourront concourir à pension dans les conditions prévues par les conventions internationales dûment ratifiées par le gouvernement français ».

Art. 3. — L'article 7 de la loi du 12 avril 1941 est modifié comme suit:

« Les services militaires dans l'active et, en cas de mobilisation, dans la réserve, »...

(Le reste sans changement.)

Art. 4. — Les articles 12, 13, 14 et 15 de la loi du 12 avril 1941, modifiés par l'ordonnance du 8 septembre 1945, sont remplacés par les articles 12, 13 et 14 ci-après:

« *Art.* 12. — La pension d'ancienneté, proportionnelle ou exceptionnelle, est calculée en fonction du salaire annuel forfaitaire correspondant, en application de l'article 55 ci-après, à la catégorie dans laquelle l'intéressé s'est trouvé classé en dernier lieu avant la liquidation de la pension.

« Toutefois:

« 1° Si l'intéressé a cotisé moins d'un an au taux de cette catégorie, la pension est calculée sur la base du salaire de la catégorie immédiatement inférieure.

« 2° Si, au cours de sa carrière, l'intéressé a occupé pendant cinq ans au moins des fonctions supérieures à celles de sa dernière activité et s'il apporte la preuve que cette situation est due à des circonstances indépendantes de sa volonté, et sauf le cas où elle aurait été due à une mesure disciplinaire, la pension est calculée sur la base du salaire de la catégorie correspondant auxdites fonctions;

« 3° Lorsque le salaire ainsi défini excède six fois le minimum vital, calculé comme en matière de pensions civiles et militaires, la portion dépassant cette limite n'est comptée que pour moitié.

« *Art.* 13. — Dans le décompte final des services entrant en compte pour la pension, la fraction de semestre égale ou supérieure à trois mois est comptée pour six mois; la fraction de semestre inférieure à trois mois est négligée.

« *Art.* 14. — La pension d'ancienneté dont le marin demande la liquidation avant l'âge de cinquante-cinq ans est égale à 2 p. 100 du salaire annuel défini à l'article 12 par année de service, sans que le nombre des annuités liquidables puisse dépasser 25.

« La pension proportionnelle est égale à 2 p. 100 du salaire annuel par année de service.

« La pension liquidée à cinquante-cinq ans, ou avant cet âge en cas d'invalidité reconnue dans les conditions prévues au paragraphe III de l'article 4 ci-dessus, est égale à 2 p. 100 du salaire annuel par année de service, sans que le nombre des annuités liquidables puisse dépasser 37 1/2.

« Si le marin qui a demandé sa pension avant l'âge de cinquante-cinq ans reprend la navigation avant cet âge et s'il ne se trouve pas dans le cas prévu au troisième alinéa du paragraphe Ier de l'article 4 ci-dessus, le payement de sa pension est suspendu jusqu'à la cessation de l'activité ou jusqu'à ce que l'intéressé ait atteint cinquante-cinq ans, et elle n'est plus susceptible de revision du fait des nouveaux services accomplis ».

L'article 18 de la loi du 12 avril 1941 est abrogé.

Art. 5. — Le premier alinéa de l'article 19 de la loi du 12 avril 1941 est modifié comme suit:

« Les veuves de marins ont droit: à l'âge de quarante ans, à une pension égale à 50 pour 100 de la pension et des bonifications dont le mari était titulaire ou, s'il est décédé avant d'être pensionné, à 50 p. 100 de la pension et des bonifications qu'il aurait obtenues à cinquante-cinq ans en raison de ses services effectifs. Toutefois, la veuve est dispensée de la condition d'âge s'il existe un ou plusieurs enfants issus du mariage avec le marin et elle conserve ses droits, même en cas de décès de ces enfants ».

Art. 6. — Il est inséré, à la suite de l'article 22 de la loi du 12 avril 1941, un article 22 *bis* nouveau, ainsi conçu:

« *Art.* 22 bis. — Si la veuve se remarie ou vit en état de concubinage notoire, elle continue à percevoir, sans augmentation de taux, les émoluments dont elle bénéficiait antérieurement à son nouvel état ».

Les veuves remariées avant la promulgation de la présente loi continueront à percevoir, sans nouvelle augmentation de taux, les émoluments dont elles bénéficiaient en application de la loi n° 47-1683 du 3 septembre 1947, majorés de 20 p. 100.

Art. 7. — Le premier alinéa de l'article 23 de la loi du 12 avril 1941, modifié par l'ordonnance du 8 septembre 1945, est remplacé par les dispositions suivantes:

« Les veuves de marins français morts après quinze ans de services valables pour la pension sur la caisse de retraites des marins ont droit, si elles ne bénéficient pas d'une pension sur cette caisse, d'une pension de l'Etat ou de la caisse générale de prévoyance, à une allocation annuelle égale à la moitié de la pension prévue au premier alinéa de l'article 19 ».

Art. 8. — Les articles 24 et 25 de la loi du 12 avril 1941 sont remplacés par l'article 24 ci-après:

« *Art.* 24. — Les marins, titulaires d'une pension d'ancienneté ou d'une pension proportionnelle accordée pour cause d'invalidité, en application de l'article 4 (§ III), ayant des enfants à charge au sens des lois sur les prestations familiales, recevront de la caisse lesdites prestations s'ils ne sont pas en droit de les obtenir, par priorité, d'un autre organisme, dans les conditions prévues par les lois régissant ces prestations.

« Les orphelins auront droit aux mêmes avantages dans la mesure où ils excéderont le montant des pensions accordées en application de l'article 19 ».

Art. 9. — Le deuxième alinéa de l'article 31 de la loi du 12 avril 1941 est abrogé.

L'article 32 de la loi du 12 avril 1941 est remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 32. — Les retraités de la caisse des retraites des marins sont soumis aux dispositions du décret du 29 octobre 1936 et des

textes modificatifs, concernant le cumul de pensions, de rémunérations et de fonctions, ainsi qu'à celles du décret du 30 juin 1934 concernant le cumul de deux ou plusieurs pensions.

« Toutefois, les titulaires de pensions proportionnelles attribuées au titre de certaines catégories déterminées par le décret prévu à l'article 55 peuvent cumuler intégralement le montant de leur pension avec les émoluments correspondant à un nouvel emploi ».

Art. 10. — Les articles 35, 43, 44 et 45 de la loi du 12 avril 1941, sont abrogés.

Les services accomplis par les agents du service général avant le 1er janvier 1930 entrent en compte pour la pension au même titre que les services postérieurs, lorsque le droit à pension est ouvert après la promulgation de la présente loi.

Dans ce cas, il est fait déduction du montant de la rente servie aux intéressés par la caisse nationale des retraites pour la vieillesse en raison des versements effectués au titre des services antérieurs à 1930 et l'allocation supplémentaire prévue par l'article 52 de la loi du 12 avril 1941 modifié n'est pas due.

Art. 11. — Les articles 47, 48, 49, 50 et 53 de la loi du 12 avril 1941 sont abrogés.

Art. 12. — L'article 51 de la loi du 12 avril 1941, modifié par l'ordonnance du 8 septembre 1945, est remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 51. — Les pensions et allocations déjà concédées seront revisées sur la base des dispositions prévues ci-dessus pour les nouvelles liquidations et en faisant état du nombre des annuités acquises lors de la liquidation initiale.

« En aucun cas cette revision ne pourra avoir pour effet de majorer la pension de moins de 60 p. 100 des émoluments globaux antérieurement servis à l'intéressé.

« Si le pensionné, âgé de moins de cinquante-cinq ans, continue à naviguer et ne se trouve pas dans le cas prévu au troisième alinéa du paragraphe I de l'article 4 ou, s'il est titulaire d'une pension proportionnelle, il recevra jusqu'à cinquante-cinq ans, ou éventuellement jusqu'à la constatation de son invalidité, les émoluments dont il bénéficiait en application de la loi n° 47-1683 du 3 septembre 1947, majorés de 20 p. 100. Sa pension sera revisée dans les conditions prévues au premier alinéa lorsqu'il aura atteint l'âge de cinquante-cinq ans ou avant cet âge en cas d'invalidité dans les conditions prévues à l'article 4, paragraphe III.

« Toutefois, le pensionné visé à l'alinéa précédent pourra, en renonçant au bénéfice de sa pension actuelle et en reversant à la caisse le montant des arrérages reçus depuis la concession initiale, bénéficier à cinquante-cinq ans, ou avant cet âge en cas d'invalidité reconnue, de tous les avantages prévus à l'article 14 ci-dessus.

« Le classement des pensionnés titulaires de grades supprimés ou ayant accompli des fonctions ne figurant pas dans le tableau prévu par l'article 55 sera effectué par assimilation, par arrêté du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme et du ministre des finances et des affaires économiques. Il en sera de même pour le classement des pilotes antérieurement retraités.

« En cas de modification du tableau des salaires prévus par l'article 55, ci-après, les pensions feront l'objet d'une revision avec effet d'une date qui sera fixée par le décret prévu au dernier alinéa dudit article ».

Art. 13. — Le montant de l'allocation minima prévue en faveur des anciens agents du service général par l'article 52 de la loi du 12 avril 1941 modifié par la loi n° 46-2240 du 16 octobre 1946 est porté, pour chaque annuité liquidable, à 0,75 p. 100 du salaire forfaitaire correspondant, en application des articles 12 et 55 modifiés de la loi du 12 avril 1941, aux fonctions occupées par l'intéressé avant la cessation de ses services.

Art. 14. — L'article 55 de la loi du 12 avril 1941, modifié par l'article 4 de la loi du 16 octobre 1946 et par l'article 3 de la loi du 3 septembre 1947, est remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 55. — Les cotisations des marins et les contributions des armateurs sont fixées en fonction d'un salaire forfaitaire déterminé, par décret contresigné par le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme et par le ministre des finances et des affaires économiques, en tenant compte des fonctions remplies par les intéressés et du salaire moyen correspondant à ces fonctions, en application des règlements en vigueur ou des conventions collectives.

« Pour la détermination de ce salaire forfaitaire, les marins sont classés par catégories fixant les équivalences de fonctions reconnues pour l'application de la présente loi.

« En cas de modification générale des salaires dépassant 5 p. 100 par rapport aux taux antérieurs, il sera, dans les mêmes formes, procédé à la revision des salaires forfaitaires ».

Art. 15. — Le barème figurant au paragraphe 2 de l'article 56 de la loi du 12 avril 1941 est modifié comme suit:

SITUATION DES MARINS	CONTRIBUTION patronale.	COTISATION des marins.	TOTAL
Marins et agents du service général..... Etrangers admis à concourir à pension..... Autochtones des territoires d'outre-mer et autres territoires et pays de l'Union française	6,25	6	12,25
	6,25	0	6,25
Etrangers non admis à concourir à pension..	12,25	0	12,25

Art. 16. — L'article 57 de la loi du 12 avril 1941 est modifié comme suit:

« *Art.* 57. — Tout marin français, propriétaire pour la totalité d'un ou plusieurs bateaux armés à la pêche en première ou deuxième zone ou à la navigation côtière est exonéré, pour l'équipage du bateau sur lequel il est embarqué, de la contribution patronale à la caisse de retraites des marins dans les conditions ci-après:

« De la totalité, si la jauge brute des bateaux armés simultanément dont le marin est propriétaire ne dépasse pas ou égale 10 tonneaux.

« Dans la proportion de moitié, si cette jauge brute totale est supérieure à 10 tonneaux, mais inférieure ou égale à 30 tonneaux.

« Les marins copropriétaires pour la totalité d'un ou plusieurs bateaux bénéficient des réductions prévues ci-dessus pour les propriétaires uniques, à condition d'être tous embarqués sur l'un ou sur l'autre des bateaux leur appartenant.

« Le bénéfice de la réduction est continué au marin propriétaire qui est dans l'obligation d'abandonner la navigation en raison d'une invalidité définitive ou temporaire donnant droit aux indemnités ou pensions servies sur la caisse générale de prévoyance ou lorsqu'il est convoqué pour une période de service militaire.

« Il est également continué aux marins copropriétaires lorsque celui ou ceux d'entre eux qui ont abandonné la navigation se trouvent dans le cas prévu à l'alinéa précédent.

« Si le marin propriétaire ou copropriétaire vient à décéder, sa veuve ou ses orphelins continuent à bénéficier des réductions auxquelles il avait droit de son vivant. Cet avantage n'est toutefois acquis aux orphelins que jusqu'à que le plus jeune ait atteint l'âge limite prévu par le dernier alinéa de l'article 19 ci-dessus. »

TITRE II

Caisse générale de prévoyance des marins.

Art. 17. — L'article 8 du décret du 17 juin 1948 est remplacé par le suivant:

« *Art.* 8. — Pour le calcul des allocations et pensions prévues par le présent décret, le salaire annuel s'entend du salaire forfaitaire du marin blessé, malade ou décédé, correspondant à sa dernière activité professionnelle antérieure à l'accident ou à la première constatation médicale de la maladie et ayant servi de base au calcul de ses cotisations à l'établissement national des invalides de la marine, par application de l'article 55 de la loi du 12 avril 1941, modifié.

« Ce salaire est réduit, le cas échéant, dans les conditions prévues à l'alinéa 3e de l'article 12 modifié de la loi du 12 avril 1941.

« Il ne peut, en aucun cas, être inférieur à 90.000 F

« Le salaire journalier s'entend du quotient obtenu en divisant le salaire annuel par 360 ».

Art. 18. — L'article 9 du décret du 17 juin 1938 est complété comme suit:

« Est assimilé à l'accident professionnel maritime l'accident survenu au marin ou à l'agent du service général dans l'une des circonstances suivantes:

« *a*) Par le fait ou à l'occasion d'un travail effectué à terre ou sur un navire, pour le compte de l'armateur, par le marin bénéficiaire de l'article 8, paragraphe 2°, de la loi du 12 avril 1941 ou de la convention collective du 17 juillet 1947;

« *b*) Par le fait ou à l'occasion de son service par le marin bénéficiaire des dispositions des alinéas 13° et 14° de l'article 9 de la loi du 12 avril 1941;

« *c*) Au cours d'un stage de perfectionnement ou de spécialisation professionnelle organisé par l'armateur;

« *d*) Pendant le trajet de la résidence de l'intéressé au lieu de l'embarquement ou du travail et *vice versa*, dans la mesure où le parcours n'a pas été interrompu ou détourné pour un motif dicté par l'intérêt personnel ou indépendant de l'exercice de l'emploi;

« *e*) Au cours d'un stage de réadaptation fonctionnelle ou de rééducation professionnelle aux frais de l'établissement national des invalides de la marine et du fait ou à l'occasion de la réadaptation ou de la rééducation.

« Pendant les périodes d'emploi du marin dans les conditions indiquées aux alinéas *a*, *b* et *c* ci-dessus, le taux de la contribution de l'armateur ou de l'organisme employeur est le même que pour les périodes où le marin est embarqué ».

Art. 19. — Le dernier alinéa de l'article 17 du décret du 17 juin 1938 est modifié comme suit:

« Dans le cas où l'incapacité permanente est totale et oblige la victime, pour effectuer les actes ordinaires de la vie, à avoir recours à l'assistance d'une tierce personne, le montant de la rente, calculée comme il est dit ci-dessus, est majoré d'une somme de 25.000 F ».

Art. 20. — Les articles 19 et 20 du décret du 17 juin 1938 sont remplacés par l'article 19 ci-après:

« *Art.* 19. — Si l'accident professionnelle est suivi de mort, une pension est servie aux personnes désignées ci-après, à partir du jour du décès, dans les conditions suivantes:

« *a*) A la veuve non divorcée ni séparée de corps, une rente viagère égale à 25 p. 100 du salaire forfaitaire de la victime résultant, au moment de l'accident, de l'application de l'article 55 de la loi du 12 avril 1941, modifié, à la condition que le mariage ait été contracté avant l'accident.

« Dans le cas où la veuve, divorcée ou séparée de corps, a obtenu une pension alimentaire, la rente viagère est due, mais elle est ramenée au montant de cette pension sans pouvoir dépasser 20 p. 100 du salaire de la victime et sans que, s'il existe un nouveau conjoint, celui-ci puisse garder moins de la moitié de la rente viagère de 25 p. 100.

« La veuve déchue de la puissance paternelle perd son droit à la rente viagère sauf à être réintégrée dans ce droit, si elle est restituée dans la puissance paternelle. Ses droits sont transférés sur la tête des enfants ou descendants visés aux paragraphe *b* et *c* du présent article.

« Si la veuve se remarie ou vit en état de concubinage notoire, elle continue à percevoir, sans augmentation de taux, les émolu-

ments dont elle bénéficiait antérieurement à son nouvel état;

« *b*) Aux enfants qui auraient été considérés comme à charge, par application de l'article 13 ci-dessus:

« 15 p. 100 du salaire de la victime s'il n'y a qu'un enfant;

« 30 p. 100 s'il y en a deux;

« 40 p. 100 s'il y en a trois, et ainsi de suite, la rente étant majorée de 10 p. 100 par enfant.

« Pour les enfants orphelins de père et de mère au moment de l'accident ou postérieurement à celui-ci, la rente est portée pour chacun d'eux à 20 p. 100 du salaire;

c) Les descendants de la victime et les enfants recueillis par elle avant l'accident, si les uns et les autres sont privés de leurs soutiens naturels et tombés de ce fait à sa charge, bénéficient des mêmes avantages que les enfants visés au paragraphe *b*;

« *d*) Si la victime n'a ni conjoint ni enfants, chacun des ascendants reçoit une rente viagère égale à 10 p. 100 du salaire de la victime s'il prouve qu'il aurait pu obtenir de celle-ci une pension alimentaire. Chacun des ascendants qui, au moment de l'accident, était à la charge de la victime, même si celle-ci a conjoint ou enfants, reçoit la rente viagère de 10 p. 100 prévue ci-dessus. Le total des rentes ainsi allouées ne doit pas dépasser 30 p. 100 du salaire de la victime. Si cette quotité était dépassée, la rente de chacun des ayants droit serait réduite proportionnellement.

« Le bénéfice des dispositions de l'alinéa qui précède ne peut être accordé à l'ascendant qui a été reconnu coupable d'abandon de famille ou qui a été déchu de la puissance paternelle;

« *e*) En aucun cas, l'ensemble des rentes allouées aux différents ayants droit de la victime ne peut dépasser 75 p. 100 du salaire de celle-ci. Si leur total dépassait 75 p. 100, les rentes revenant à chaque catégorie d'ayants droit feraient l'objet d'une réduction proportionnelle.

Art. 21. — Le deuxième alinéa de l'article 48 du décret du 17 juin 1938 est modifié comme suit:

« En cas d'hospitalisation, cette pension est réduite dans les conditions de l'article 34 sans que, toutefois, son montant puisse être inférieur au minimum prévu dans les mêmes circonstances pour la pension d'invalidité du régime général de sécurité sociale ».

Art. 22. — Les pensions et indemnités en cours de payement concédées sur la caisse générale de prévoyance des marins français, par suite d'accident professionnel, seront revisées, pour compter de la date d'application de la présente loi, sur la base du salaire forfaitaire correspondant, aux termes de l'article 55 de la loi du 12 avril 1941, modifié par l'article 14 ci-dessus, aux fonctions remplies par la victime à la date de l'accident et en appliquant les règles de calcul prévues au titre II du décret du 17 juin 1938 modifié.

Les pensions, allocations et indemnités en cours de payement, concédées par suite de maladie, seront revisées, pour compter de la même date, sur la base des salaires forfaitaires correspondant, aux termes de l'article 55 modifié de la loi du 12 avril 1941, aux fonctions remplies avant la première constatation médicale de la maladie, et en appliquant les règles de calcul prévues au titre IV du décret du 17 juin 1938 modifié.

En cas de modification générale des salaires dépassant 50 p. 100 des taux antérieurs, les pensions visées aux deux alinéas précédents seront revisés dans les mêmes conditions que les pensions sur la caisse de retraites des marins.

Les pensions concédées sous le régime de la loi du 29 décembre 1905 ou de la loi du 1er janvier 1930, par suite de maladies n'entraînant qu'une invalidité inférieure à 60 p. 100, ne feront pas l'objet de la revision prévue au deuxième alinéa ci-dessus, mais seront majorées forfaitairement de 50 p. 100 de leur montant actuel, indemnités exceptionnelle et provisionnelle comprises.

Art. 23. — Le bénéfice des dispositions de l'article 55 *bis* du décret du 17 juin 1938 est étendu aux titulaires de pensions, secours d'orphelins, ou secours viagers d'ascendants sur la caisse générale de prévoyance des marins.

TITRE III

Dispositions diverses.

Art. 24. — En cas de cumul d'une pension sur la caisse de retraites des marins et d'une pension sur la caisse de prévoyance, dans les conditions prévues par le décret du 17 juin 1938, le montant total des émoluments dus à l'intéressé ne pourra dépasser celui du salaire ayant servi de base au calcul de la pension concédée en dernier lieu. La réduction portera, le cas échéant, sur cette pension.

Un nouveau délai de six mois, à partir de la promulgation de la présente loi, est ouvert aux anciens marins, victimes d'accidents professionnels, pour faire valoir leurs droits au bénéfice des dispositions de l'article 63, paragraphe 2, du décret du 17 juin 1938 et du décret du 20 décembre 1938.

Art. 25. — En aucun cas, le montant des émoluments totaux servis aux pensionnés de la caisse de retraites des marins ou de la caisse générale de prévoyance des marins avant la mise en vigueur de la présente loi ne pourra être réduit.

Art. 26. — L'article 78 du décret du 17 juin 1938 est modifié comme suit:

« *Art.* 78. — Le prix de vente des feuilles de rôle d'équipage est fixé à 30 F par feuille de rôle et à 15 F par feuille de couverture. Le recouvrement en est effectué en même temps que celui des droits exigibles à la suite du désarmement et compris dans le montant de ces droits. »

Art. 27. — L'article 69 de la loi de finances du 31 décembre 1921 est modifié comme suit:

« *Art.* 69. — Une redevance de cent francs est perçue au profit de l'établissement national des invalides de la marine pour chaque duplicatum de livret professionnel maritime délivré en remplacement d'un livret adiré. »

Art. 28. — La présente loi est applicable en Algérie et dans les départements et territoires d'outre-mer où existe le régime de l'inscription maritime.

Art. 29. — Les dispositions de la présente loi auront effet pour compter du 1er janvier 1948, sauf en ce qui concerne les articles 14 et 17 qui seront applicables à compter du 1er juillet 1948 pour l'armement à la pêche et du 1er octobre 1948 pour l'armement au commerce.

Pour la période du 1er janvier au 1er juillet 1948, le salaire minimum taxable au profit de l'établissement national des invalides de la marine est fixé à 12 p. 100 du salaire prévu à l'article 3 de la loi du 3 septembre 1947.

Art. 30. — L'article 119 de la loi du 31 décembre 1938 et les textes qui l'ont modifié, les articles 1er, 2 et 3 de la loi n° 47-1683 du 3 septembre 1947 sont abrogés.

Art. 31. — Il est ouvert au ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, au titre du budget ordinaire (services civils) de l'exercice 1948, en addition aux crédits ouverts par la loi n° 47-2407 du 31 décembre 1947 et par les textes spéciaux, un crédit de 1.630 millions de francs applicable au chapitre 403: « Subvention à l'établissement national des invalides de la marine », du budget de la marine marchande.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 27 août 1948.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 906

(Session de 1948. — Séance du 27 août 1948.)

RAPPORT fait au nom de la commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, étendant certaines dispositions du **Code du travail** aux départements du **Haut-Rhin**, du **Bas-Rhin** et de la **Moselle**, par M. Caspary, conseiller de la République (1).

Mesdames, messieurs, le projet de loi qui est soumis à votre examen a pour objet d'étendre aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle les dispositions des articles 61 à 73 *bis* inclus du livre 1er et 88, 89, 90 du livre II du code du travail.

Ces textes concernent, d'une part, la procédure en matière de saisie-arrêt sur les salaires et traitements (art. 61 à 73 *bis*) et, d'autre part, l'application des prescriptions du code du travail relativement à l'emploi d'enfants de moins de 18 ans (délivrance gratuite par les maires d'un livret, avec inscription par l'employeur de la date d'entrée et de celle de sortie du titulaire et tenue par l'employeur d'un registre reproduisant les mentions portées sur ledit livret)

Ce projet de loi s'insère donc dans le cadre de la politique générale d'unification de la législation française et de la législation locale d'Alsace et de Lorraine et votre commission, unanime, vous propose de l'adopter tel que l'a voté l'Assemblée nationale.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Les dispositions des articles 61 à 73 *bis* inclus du livre 1er, 88, 89 et 90 du livre II du code du travail sont applicables aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

Art. 2. — Les dispositions des articles 107 à 112 du code local sur les professions ainsi que toutes dispositions de la législation locale contraires à celles des articles du code du travail rendus applicables par la présente loi sont abrogées.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 698, 3969, 5015 et in-8° 1173; Conseil de la République: 806 (année 1948).

ANNEXE N° 907

(Sess. de 1948. — Séance du 1er septembre 1948.)

RAPPORT fait au nom de la commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Président de la République à ratifier les **accords** relatifs à la **sécurité sociale** signés par la **France** le 17 janvier 1948 avec la **Belgique**, le 31 mars 1948 avec l'**Italie**, le 9 juin 1948 avec la **Pologne** et le 11 juin 1948 avec le **Royaume-Uni**, par Mme Brisset, conseiller de la République (1).

Mesdames, messieurs, le projet de loi qui est soumis à votre approbation tend à permettre la ratification de divers accords conclus depuis le début de l'année avec plusieurs pays et qui ont tous trait à la sécurité sociale.

Il s'agit:

1° Des accords relatifs à la sécurité sociale intervenus entre la France et la Pologne, le 9 juin 1948;

2° De la convention générale, conclue le 31 mars 1948 entre la France et l'Italie qui tend à coordonner l'application aux ressortissants des deux pays de la législation française sur la sécurité sociale et de la législation italienne sur les assurances sociales et les prestations familiales;

3° Des accords sur la sécurité sociale intervenus le 17 janvier 1948 entre la France et la Belgique;

4° De la convention générale entre la France et le Royaume-Uni sur la sécurité sociale conclue le 11 juin 1948.

La France est, en effet, depuis bien longtemps, un pays qui a besoin de main-d'œuvre et il est normal que l'on cherche à conclure avec les pays d'émigration des accords de réciprocité en matière de législation du travail.

Mais, bien qu'il reste encore beaucoup à faire, la législation sociale a largement évolué depuis un demi-siècle et il faut souvent reviser les traités conclus.

Il faut que les travailleurs étrangers, qui contribuent à la mise en valeur de notre pays et qui enrichissent notre économie, bénéficient d'un régime qui se rapproche le plus possible de celui que nos efforts tendent à assurer aux travailleurs français. Mais, en revanche, nos compatriotes, que les circonstances amènent à travailler à l'étranger, doivent être protégés et on peut espérer que, par le jeu d'accords

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 3820, 4116, 5233, 5234, 5256 et in-8° 1210; Conseil de la République: 881 (année 1948).

internationaux, les innovations heureuses et les réformes avantageuses se propageront pour le grand bien de tous.

C'est pourquoi votre commission, unanime, vous demande d'adopter le projet de loi suivant:

PROJET DE LOI

Article unique — Le Président de la République est autorisé à ratifier:

1° *a*) La convention générale sur la sécurité sociale;

b) L'accord complémentaire relatif au régime de sécurité sociale applicable aux travailleurs frontaliers et saisonniers;

c) L'accord complémentaire relatif au régime de sécurité sociale applicable aux travailleurs des mines et établissements assimilés;

conclus le 17 janvier 1948 entre la France et la Belgique;

2° La convention générale entre la France et l'Italie tendant à coordonner l'application aux ressortissants des deux pays de la législation française sur la sécurité sociale et de la législation italienne sur les assurances sociales et les prestations familiales conclue le 31 mars 1948;

3° *a*) La convention générale sur la sécurité sociale;

b) L'accord complémentaire à la convention générale susvisée relatif au régime de sécurité sociale applicable aux travailleurs des mines et assimilés;

c) L'accord complémentaire sur les modalités de transfert;

conclus le 9 juin 1948 entre la France et la Pologne;

4° La convention générale sur la sécurité sociale conclue à Paris entre la France et le Royaume-Uni le 11 juin 1948.

Un exemplaire de chacun de ces textes sera annexé à la présente loi.

ANNEXE N° 908

(Sess. de 1948. — Séance du 1er septembre 1948.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale après nouvelle délibération demandée par M. le Président de la République et après déclaration d'urgence, portant modification et codification de la législation relative aux **rapports** des **bailleurs** et **locataires** ou occupants de **locaux d'habitation** ou **à usage professionnel** et instituant des **allocations de logement,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.)

Paris, le 31 août 1948.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 31 août 1948, l'Assemblée nationale a adopté, après déclaration d'urgence, un projet de loi portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement. (Nouvelle délibération, art. 36, alinéa 2 de la Constitution.)

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: Edouard Herriot.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

Nouvelle délibération
sur les articles 17, 78, 84 et 85 du
(Application de l'article 36, alinéa 2, de la Constitution.)

PROJET DE LOI

. . . . . .

Art. 17. — Sous réserve des dispositions de l'article 5, le maintien dans les lieux est un droit exclusivement attaché à la personne et non transmissible.

. . . . . .

Art. 78. — A dater de la publication de la présente loi, par dérogation à l'article 1717 du code civil, le preneur n'a le droit ni de sous-louer ni de céder son bail sauf clause contraire du bail ou accord du bailleur.

Toutefois, par dérogation à l'alinéa précédent et nonobstant toutes clauses contraires, le locataire principal a toujours la faculté de sous-louer ou de céder une pièce lorsque le local loué comporte plus d'une pièce.

L'occupant maintenu dans les lieux pourra sous-louer une pièce dans les conditions prévues à l'article 10 (§ 7°) ci-dessus.

. . . . . .

Art. 84. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles de la présente loi et notamment:

1° La loi du 9 mars 1918 modifiée, relative aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre;

2° Le titre Ier de la loi du 31 mars 1922, portant fixation définitive de la législation sur les loyers;

3° La loi du 6 juillet 1925, autorisant la revision des prix des baux à longue durée;

4° La loi du 1er avril 1926 modifiée, réglant, à partir du 1er avril 1926, les rapports des bailleurs et des locataires de locaux d'habitation;

5° L'article 7 du décret du 21 avril 1939 tendant à la reprise du bâtiment;

6° Les arrêtés du commissaire régional de la République à Strasbourg, en date des 8 mars et 8 juin 1945 et du préfet de la Moselle, en date du 7 avril 1945, portant fixation à titre transitoire, pour les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, des loyers des locaux d'habitation ou à usage professionnel et qui ont reçu force d'ordonnance par l'ordonnance du 28 juin 1945;

7° Les articles 10, 11, 21 et 30 de l'ordonnance du 11 octobre 1945, instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement;

8° L'article 107 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946, portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946;

9° La loi n° 46-2007 du 17 septembre 1946, relative à l'application des majorations de loyer édictées par l'ordonnance du 28 juin 1945;

10° L'article 105 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947 relative à certaines dispositions d'ordre financier;

11° L'article 6 de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948, relative à diverses dispositions d'ordre budgétaire pour l'exercice 1948 et portant création de ressources nouvelles.

Art. 85. — Les effets de la loi n° 48-1035 du 29 juin 1948 sont prorogés jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente loi.

Les dispositions des articles 2 à 9 de l'ordonnance du 28 juin 1945 sont abrogées. Les loyers dus depuis le 1er septembre 1948 jusqu'au 31 décembre 1948, seront ceux exigibles à la date du 31 août 1948.

. . . . . .

Délibéré en séance publique, à Paris, le 31 août 1948.

Le président,
Signé: Edouard Herriot.

TEXTE

DE LA DEMANDE DE NOUVELLE DÉLIBÉRATION FORMULÉE PAR M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Paris, le 27 août 1948.

Monsieur le Président de la République à M. le président de l'Assemblée nationale.

Monsieur le président,

Conformément à l'article 36, alinéa 2, de la Constitution, j'ai l'honneur de demander à l'Assemblée nationale et au Conseil de la République de délibérer à nouveau sur les articles 17, 78, 84 et 85 de la loi portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement.

Je constate en effet, d'une part, que l'article 84 abroge immédiatement les lois des 28 mars, 30 juillet et 27 décembre 1947 qui avaient modifié l'ordonnance du 28 juin 1945 et, d'autre part, qu'aux termes de l'article 85 les dispositions des articles 2 à 9 de ladite ordonnance cesseront de recevoir application à dater du 1er janvier 1949.

Il y a une évidente contradiction entre ces deux textes et les conséquences juridiques inévitables de telles dispositions sont contraires à l'intention du législateur telle qu'elle résulte des travaux préparatoires; il me paraît aussi que les articles 17 et 18 doivent être mis en harmonie.

Je vous prie de vouloir bien agréer, monsieur le président, l'expression de mes sentiments de haute considération.

Signé: Vincent Auriol.

Par le Président de la République:

Le président du conseil des ministres,
Signé: André Marie.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Signé: Robert Lecourt.

ANNEXE N° 909

(Session de 1948. — Séance du 7 septembre 1948.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la défense nationale sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, fixant les taux de compétence applicables aux **réclamations** concernant les **indemnités de réquisition,** par M. Boivin-Champeaux, conseiller de la République (1).

Mesdames, messieurs, l'article 23 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre détermine les règles qui devront présider au calcul des indemnités de réquisition.

L'autorité requérante, dit cet article, fixe le montant de l'indemnité allouée, « sauf recours du prestataire devant la juridiction de droit commun ».

Le décret du 29 novembre 1939 (*Journal officiel* du 7 décembre 1939, p. 13749. — *Duvergier*, p. 1429) a cru devoir fixer la règle de compétence. La décision de l'autorité requérante peut faire l'objet d'un recours qui sera porté devant le juge de paix, en dernier ressort jusqu'à une valeur de 2.000 F inclusivement, et en premier ressort jusqu'à 12 000 F inclusivement. Au delà de ce chiffre, l'affaire est portée devant le tribunal de première instance. Toutefois, ajoute le décret, si la réquisition affecte un immeuble dont la valeur apparaît supérieure à 500.000 F ou une exploitation ou une entreprise, quelle qu'en soit la valeur, l'affaire est portée directement devant le tribunal de première instance, qui

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 779, 22, 23, 57, 92, 95, 509, 633, 974, 992, 1514, 1832, 1833, 270, 1996 (nouvelles rédactions 1 à 16), 1101, 2075 et nouvelle rédaction, 2643, 2869, 3396, 4105, 4256, 5406 et in-8° 1056 et 1280; Conseil de la République: 609, 716, 767, 777, 789, 813, 814 (année 1948) et in-8° 267.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 4230, 5013 et in-8° 1191; Conseil de la République: 858 (année 1948).

statue en dernier ressort jusqu'à une valeur de 7.500 F et à charge d'appel au delà de ce chiffre.

Il est certain que ces différents taux sont actuellement beaucoup trop bas. Ils sont très inférieurs, notamment, aux taux de compétence du droit commun, tels qu'ils résultent de l'ordonnance du 30 octobre 1945.

Leur modification s'imposait. C'est l'objet de la loi.

Dans un souci de simplification, et pour éviter éventuellement un nouveau décalage entre les taux de compétence en matière d'indemnité de réquisition et les taux de compétence du droit commun, il a paru préférable de ne pas chiffrer les taux de compétence et de renvoyer purement et simplement, tant pour le juge de paix que pour le tribunal civil et le droit d'appel, aux taux du droit commun.

Pour ce qui est du chiffre de 500.000 F porté au décret de 1939, il a fallu également le modifier. Il est porté à 3 millions de francs.

L'article 2 précise que les procédures commencées resteront soumises aux dispositions législatives antérieures.

C'est dans ces conditions que nous vous proposons de donner un avis favorable au texte suivant:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — L'alinéa 5 de l'article 23 de la loi du 11 juillet 1938, sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre, déjà modifié par le décret du 29 novembre 1939, est à nouveau modifié comme il suit:

« L'autorité requérante, sur la proposition de la commission visée au troisième alinéa du présent article, fixe le montant de l'indemnité allouée. Sa décision peut faire l'objet d'un recours sur lequel il est statué par le juge de paix dans les limites de sa compétence en matière personnelle ou mobilière, ou par le tribunal civil quand le juge est incompétent. Toutefois, si la réquisition affecte un immeuble dont la valeur apparaît supérieure à 3 millions de francs, ou une exploitation ou une entreprise, quelle qu'en soit la valeur, l'affaire est portée, dans tous les cas, directement devant le tribunal de première instance. »

Art. 2. — Les procédures commencées avant la promulgation de la présente loi resteront soumises, en ce qui concerne le taux de la compétence et les degrés de juridiction, aux dispositions législatives antérieures.

ANNEXE N° 910

(Sess. de 1948. — Séance du 1er Septembre 1948.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après nouvelle délibération demandée par M. le Président de la République et après déclaration d'urgence, portant modification et codification de la législation relative aux **rapports** des **bailleurs** et **locataires** ou occupants de **locaux d'habitation** ou **à usage professionnel** et instituant des **allocations de logement**, par M. Chaumel, conseiller de la République (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 2 septembre 1948. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 1er septembre 1948, p. 2928, 1re colonne).

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 779, 22, 23, 57, 92, 95, 509, 633, 974, 992, 1514, 1832, 1833, 270, 1996 (nouvelles rédactions 1 à 16), 1101, 2075 et nouvelle rédaction, 2613, 2869, 3396, 4105, 4256, 5406 et in-8° 1056 et 1280; Conseil de la République: 609, 116, 767, 777 et 789, 813, 814, 908 (année 1948) et in-8° 267.

ANNEXE N° 911

(Session de 1948. — Séance du 7 septembre 1948.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant **ouverture** de **crédits** et autorisation d'**engagement** de **dépenses** sur l'**exercice 1948** (*a*), par M. Dorey, conseiller de la République, rapporteur général (1).

Mesdames, messieurs, les modifications apportées aux taux de change, à compter du 26 janvier 1948, et l'institution d'un marché libre pour certaines devises conduisent à majorer les crédits de dépenses faites à l'étranger, si l'on veut maintenir à ces crédits l'importance relative qu'ils possédaient antérieurement dans le cadre du budget.

Le Gouvernement n'a pas inclu ces modifications dans le collectif d'aménagement des dotations de 1948 que nous avons récemment voté, mais en a fait l'objet du présent texte. Il a sagement agi, d'abord parce qu'il a réduit d'autant le volume des lettres rectificatives au collectif susvisé et évité ainsi de compliquer un peu plus des documents déjà trop embrouillés, ensuite parce que les augmentations consécutives à la dévaluation doivent être calculées, par rapport aux dotations primitives, suivant le pourcentage même de valorisation des devises étrangères dans lesquelles sont effectuées les dépenses.

Ce pourcentage est différent suivant les devises. De 80 p. 100 pour les principales d'entre elles, comme chacun sait, il n'est que de 20 p. 100 pour la peseta, mais de 760 p. 100 pour le dinar. L'exposé des motifs présenté par le Gouvernement (document n° 5154) ainsi que le rapport fait au nom de la commission des finances de l'Assemblée nationale par mon distingué collègue M. Barangé (n° 5312) fournissent à cet égard toutes précisions utiles. Je crois superflu de les reproduire ici.

Les mêmes exposés font ressortir que, dans certains cas particuliers, il a fallu tenir compte, non seulement de la variation des devises, mais également de la nature des dépenses: charges financières des emprunts, règlements d'achats effectués sur contrat à l'étranger.

Mais il n'a pas échappé à votre commission que l'administration avait également, sans l'expliciter aussi clairement, tenu compte d'autres considérations.

C'est ainsi qu'au titre du chapitre 346 du budget des travaux publics et des transports, elle a été amenée à préciser qu'elle demandait la compensation non seulement de la dévaluation du franc par rapport au dollar, mais également de la hausse des prix intérieurs aux U. S. A. En bonne règle, l'incidence de cette dernière mesure eût trouvé plutôt place dans un collectif ordinaire. Votre commission n'insistera toutefois pas pour obtenir de modification à cet égard.

En revanche il lui semble indispensable de traduire sur le présent collectif les mesures de réduction de crédits opérées, tant par l'Assemblée nationale que par le Conseil de la République, lors de la discussion des dotations budgétaires de 1948. Il serait en effet illogique d'accorder ici une majoration au titre de crédits qu'il a été jugé bon de supprimer.

Les modifications ainsi opérées sont récapitulées dans le tableau suivant. Nous vous proposons, sous le bénéfice de ces rectifications, d'approuver le projet de loi dont la teneur est donnée ci-après.

PROJET DE LOI

TITRE Ier. — BUDGET GÉNÉRAL

Art. 1er. — Il est ouvert aux ministres, en addition aux crédits ouverts au titre du budget général par la loi n° 47-2407 du 31 décembre 1947 et par des textes spéciaux, des crédits s'élevant à la somme globale de 11 milliards 706.875.000 F. Ces crédits seront répartis par service et par chapitre conformément à l'Etat A annexé à la présente loi.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 5154, 5312 et in-8° 1245; Conseil de la République: 889 (année 1948).

(*a*) Collectif de dévaluation.

Art. 2. — Les ministres sont autorisés à engager au titre du budget général, en addition aux crédits ouverts par la loi n° 48-466 du 21 mars 1948 et par des textes spéciaux, des dépenses s'élevant à la somme totale de 1.889.416.000 F. Elles seront couvertes tant par des crédits ouverts par la présente loi que par de nouveaux crédits à ouvrir ultérieurement.

Il est ouvert aux ministres, au titre du budget de reconstruction et d'équipement de l'exercice 1948, en addition aux crédits ouverts par la loi n° 48-466 du 21 mars 1948 et par des textes spéciaux, des crédits s'élevant à la somme totale de 1.197.816.000 F.

Les autorisations de programmes ou de promesses de subventions ainsi que les crédits qui sont applicables aux dépenses de l'exercice 1948 seront répartis par service et par chapitre conformément à l'état B annexé à la présente loi.

TITRE II. — BUDGETS ANNEXES

Art. 3 — Il est ouvert aux ministres, en addition aux crédits ouverts au titre des budgets annexes par la loi n° 47-2407 du 31 décembre 1947 et par des textes spéciaux, des crédits s'élevant à la somme globale de 440.286.000 F. Ces crédits seront répartis par service et par chapitre conformément à l'Etat C annexé à la présente loi.

Art. 4. — Les évaluations de recettes du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones, rattaché pour ordre au budget général de l'exercice 1948 sont augmentées d'une somme globale de 2.030 millions de francs applicable aux lignes ci-après:

1re section. — Recettes ordinaires.

1. — Recettes postales, 1.328.500.000 F.

2. — Recettes télégraphiques et radiotélégraphique, 200 millions de francs.

3. — Recettes téléphoniques, 500 millions de francs.

4. — Recettes des services financiers, 1 million 500.000 F.

Total égal, 2.030 millions de francs.

Art. 5. — Les ministres sont autorisés à engager au titre des budgets annexes rattachés pour ordre au budget général de l'exercice 1948, en addition aux crédits ouverts par la loi n° 48-466 du 21 mars 1948 et par des textes spéciaux, des dépenses s'élevant à la somme totale de 211.087.000 F et applicables aux chapitres ci-après:

Caisse nationale d'épargne.

2e section.

900. — Equipement. — Matériel et outillage, 7.087.000 F.

Postes, télégraphes et téléphones.

2e section.

901. — Equipement. — Matériel postal, 160 millions de francs.

902. — Equipement. — Matériel électrique et radioélectrique, 44 millions de francs.

Total égal, 211.087.000 F.

Il est ouvert aux ministres pour les dépenses d'investissement au titre des budgets annexes rattachés pour ordre au budget général de l'exercice 1948, en addition aux crédits ouverts par la loi n° 48-466 du 21 mars 1948 et par des textes spéciaux, des crédits s'élevant à la somme totale de 211.974.000 F. Ces crédits sont applicables aux chapitres ci-après:

Caisse nationale d'épargne.

2e section.

900. — Equipement. — Matériel et outillage, 7.087.000 F.

Postes, télégraphes et téléphones.

2e *section.*

804. — Reconstruction. — Bâtiments, 1.520 millions de francs.

806. — Reconstruction. — Matériel électrique et radioélectrique, 134.000 F.

900. — Equipement. — Bâtiments, 240.000 F.

901. — Equipement. — Matériel postal, 159.638.000 F

902. — Equipement — Matériel électrique et radioélectrique, 43.355.000 F.

Total égal, 211.974.000 F.

TITRE III. — DISPOSITIONS SPÉCIALES

Art. 6. — Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme est autorisé à engager au titre de la reconstitution de la flotte de commerce et de pêche et de la flotte rhenane, en sus des autorisations déjà accordées, des dépenses s'élevant à la somme totale de 10.195 millions de francs applicables:

Pour 9.365 millions de francs à la reconstitution de la flotte de commerce et de pêche;

Pour 830 millions de francs à la reconstitution de la flotte rhénane.

Art. 7 .— Il est ouvert au ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, en addition aux crédits ouverts par la loi n° 47-2406 du 31 décembre 1947, un crédit de 830 millions de francs applicable au chapitre B. — Reconstitution de la flotte rhénane.

ETAT A

BUDGET GÉNÉRAL (DÉPENSES ORDINAIRES)

Tableau, par service et par chapitre, des crédits supplémentaires demandés pour l'exercice 1948.

Affaires étrangères.

I. — SERVICES DES AFFAIRES ETRANGÈRES

TITRE Ier. — DÉPENSES ORDINAIRES

4e partie. — Personnel.

Chap. 105. — Services à l'étranger. — Rétribution des agents diplomatiques et consulaires, 690.548.000 F.

Chap. 106. — Services à l'étranger. — Rétribution de concours auxiliaires, 243.551.000 F.

Chap. 107. — Services à l'étranger. — Indemnités et allocations diverses, 144.599.000 francs.

Chap. 108. — Délégation temporaire française auprès du conseil de coopération économique entre la France, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg. — Traitements, 1 million 336.000 F.

Chap. 109. — Délégation temporaire française auprès du conseil de coopération économique entre la France, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg. — Indemnités, 733.000 francs.

Chap. 110. — Délégation française auprès du conseil de l'organisation de l'aviation civile internationale. — Personnel, 4.662.000 F.

Chap. 111. — Représentation de la France au conseil international de la crise alimentaire. — Personnel, 1.145.000 F.

Total pour la 4e partie, 1.086.574.000 F.

5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.

Chap. 306. — Remboursement à diverses administrations, 44.800.000 F.

Chap. 308. — Services à l'étranger. — Dépenses de matériel et diverses, 327.477.000 F.

Chap. 309. — Délégation temporaire française auprès du conseil de coopération économique entre la France, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg. — Matériel, 720.000 F.

Chap. 310. — Délégation française auprès du conseil de l'organisation provisoire de l'aviation civile internationale. — Matériel, 1.600.000 F.

Chap. 312. — Frais de correspondance, de courriers et de valises, 52.200.000 F.

Chap. 313. — Frais de voyage, 33 millions de francs

Chap. 314. — Missions. — Participation aux conférences internationales, 63.273.000 F.

Chap. 315. — Archives. — Bibliothèque et documentation. — Publication de documents diplomatiques. — Fonctionnement de l'atelier de microphotographie, 300.000 F.

Chap. 316. — Information et presse. — Documentation. — Impressions de bulletins et recueils de presse étrangère, 1 million de francs.

Total pour la 5e partie, 521.370.000 F.

6e partie. — Charges sociales.

Chap. 403. — Secours, 2.027.000 F.

7e partie. — Subventions.

Chap. 500. — Œuvres françaises à l'étranger. — Dépenses à l'étranger, 917 millions de francs.

Chap. 501. — Œuvres françaises à l'étranger. — Dépenses en France, 41.678.000 F.

Chap. 502. — Œuvres françaises à l'étranger. — Entretien d'immeubles, 13.680.000 F.

Chap. 503. — Œuvres françaises à l'étranger. — Service des emprunts, 8.586.000 F.

Chap. 505. — Subventions à des organismes internationaux, 927.000 F.

Chap. 506. — Allocations à la famille d'Abd-El-Kader, 2.900.000 F.

Total pour la 7e partie, 984.771.000 F.

8e partie. — Dépenses diverses.

Chap. 600. — Frais de rapatriement et d'assistance, 28.800.000 F.

Chap. 603. — Participation de la France à des dépenses internationales, 679.118.000 F.

Chap. 606. — Drois supplémentaires de vacations appliqués dans les chancelleries, 1 million 600.000 F.

Total pour la 8e partie, 709.518.000 F.

RÉCAPITULATION

4e partie. — Personnel, 1.086.574.000 F.
5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien, 524.370.000 F.
6e partie. — Charges sociales, 2.027.000 F.
7e partie. — Subventions, 984.771.000 F.
8e partie. — Dépenses diverses, 709.518.000 francs.

Total pour le titre Ier, 3.307.260.000 F.

TITRE II. — LIQUIDATION DES DÉPENSES RÉSULTANT DES HOSTILITÉS

Chap. 700. — Service technique des conférences internationales. — Personnel, 1 million 222.000 F.

Chap. 702. — Délégation française à l'agence interalliée des réparations. — Personnel, 13.158.000 F.

Chap. 703. — Délégation française à l'agence interalliée des réparations. — Matériel, 2 millions 852.000 F.

Total pour le titre II, 17.232.000 F.

Total pour les affaires étrangères, 3 milliards 324.492.000 F.

Affaires allemandes et autrichiennes.

TITRE Ier. — DÉPENSES ORDINAIRES

A. — *Administration centrale.*

5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.

Chap. 303. — Matériel, 200.000 F.
Chap. 305. — Remboursement à diverses administrations, 4.120.000 F.
Total pour l'administration centrale, 4 millions 320.000 F.

B. — *Allemagne.*

5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.

« Chap. 311. — Entretien du matériel automobile, 43.350.000 F.
Chap. 312. — Remboursements à diverses administrations, 12.900.000 F.
Total pour l'Allemagne. 56.250.000 F.

C. — *Autriche.*

5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.

Chap. 317. — Entretien du matériel automobile, 9.600.000 F.

D. — *Missions et services rattachés.*

8e partie. — Dépenses diverses.

Chap. 614. — Postes de contrôle de circulation à l'étranger, 3 millions de francs.

RÉCAPITULATION

A. — Administration centrale, 4.320.000 F.
B. — Allemagne, 56.250.000 F.
C. — Autriche, 9.600.000 F.
D. — Missions et services rattachés, 3 millions de francs.

Total pour les affaires allemandes et autrichiennes, 73.170.000 F.

Agriculture.

I. — SERVICES DE L'AGRICULTURE

TITRE Ier. — DÉPENSES ORDINAIRES

7e partie. — Subventions.

Chap. 501. — Participation de la France aux dépenses de fonctionnement de divers organismes internationaux, 332.000 F.

Total pour l'agriculture, 332.000 F.

Anciens combattants et victimes de la guerre.

TITRE Ier. — DÉPENSES ORDINAIRES

5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.

Chap. 304. — Dépenses diverses des services de l'état civil des successions et des sépultures militaires, 3.508.000 F.

Chap. 305. — Construction et aménagement de cimetières militaires français en Italie, 5.461.000 F.

Total pour le titre Ier, 8.969.000 F.

TITRE II. — LIQUIDATION DES DÉENSES RÉSULTANT DES HOSTILITÉS

Chap. 700. — Corps des assimilés spéciaux. — Soldes et accessoires de soldes, 3 millions de francs.

Chap. 701. — Centre de rapatriement et d'étrangers. — Personnel auxiliaire, 2 millions de francs.

Chap. 703. — Corps des assimilés spéciaux. — Centres de rapatriement et d'étrangers. Matériel, 320.000 F.

Chap. 711. — Transfert des corps. — Matériel et dépenses diverses, 32.301.000 F.

Total pour le titre II, 37.621.000 F.

Total pour les anciens combattants et victimes de la guerre, 46.593.000 F.

Education nationale.

TITRE Ier. — DÉPENSES ORDINAIRES

4e partie. — Personnel.

Chap. 127. — Ecole française de Rome. — Traitements du personnel titulaire, 1.647.000 F.

Chap. 129. — Ecole française de Rome. Salaires du personnel auxiliaire, 120.000 F.

Chap. 130. — Ecole française de Rome. Indemnités, 1.506.000 F.

Chap. 187. — Académie de France à Rome. — Traitements du personnel titulaire, 601.000 francs.

Chap. 189. — Académie de France à Rome. — Salaires du personnel auxiliaire, 1.155.000 F.

Chap. 190. — Académie de France à Rome. — Indemnités, 449.000 F.

Total pour la 4e partie, 5.478.000 F.

5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.

Chap. 309. — Expansion universitaire. — Matériel, 40.000 F.

Chap. 310. — Inspection générale de l'enseignement. — Frais de déplacements et de missions, 166.000 F.

Chap. 317. — Ecole française de Rome. — Matériel, 570.000 F.

Chap. 325. — Enseignement du second degré. Bourses de voyage, 693.000 F.

Chap. 336. — Enseignement du premier degré. — Bourses de voyage, 1.872.000 F.

Chap. 349. — Enseignement technique. — Bourses de voyage, 559.000 F.

Chap. 3631. — Jeunesse et sports. — Frais de déplacements et de missions, 390.000 F.

Chap. 3741. — Frais de stages sportifs, 705.000 F.

Chap. 373. — Arts et lettres. — Frais de déplacements et de missions, 1.597.000 F.

Chap. 381. — Académie de France à Rome. — Matériel, 820.000 F.

Chap. 387. — Manufacture nationale de Sèvres. — Matériel, 1.500.000 F.

Chap. 390. — Bibliothèques des universités. — Matériel et achats de livres, 3.724.000 F.

Chap. 391. — Bibliothèque de l'Institut et bibliothèque Mazarine. — Matériel et achat de livres, 400.000 F.

Chap. 3994. — Immeubles diplomatiques et consulaires. — Travaux, 28.570.000 F.

Chap. 3997. — Services de l'architecture. — Frais de déplacements et de missions, 96.000 francs.

Total pour la 5e partie, 41.702.000 F.

6e partie. — Charges sociales.

Chap. 403. — Bourses de l'enseignement supérieur, 7.158.000 F.

Chap. 416. — Arts et lettres. — Bourses, 5.078.000 F.

Total pour la 6e partie, 12.236.000 F.

7e partie. — Subventions.

Chap. 500. — Centre national de la recherche scientifique, 33.420.000 F.

Chap. 503. — Subvention à la Casa Velasquez, 650.000 F.

Chap. 504. — Subvention à l'école française d'archéologie d'Athènes, 31.517.000 F

Chap. 504t. — Subvention à l'institut français d'archéologie orientale du Caire, 16 millions 996.000 F.

Chap. 529. — Subvention à la réunion des bibliothèques nationales, 5.435.000 F.

Chap. 530. — Expansion universitaire. — Subventions, 756.000 F.

Total pour la 7e partie, 88.816.000 F.

8e partie. — Dépenses diverses.

Chap. 601. — Congrès et missions en France et à l'étranger, 2.332.000 F.

RÉCAPITULATION

4e partie. — Personnel, 5.478.000 F.
5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien, 41.702.000 F.
6e partie. — Charges sociales, 12.236.000 F.
7e partie. — Subventions, 88.816.000 F
8e partie. — Dépenses diverses, 2.332.000 F.
Total pour l'éducation nationale, 150 millions 564.000 F

Finances et affaires économiques.

I. — FINANCES

TITRE Ier. — DÉPENSES ORDINAIRES

1re partie. — Dette publique.

Chap. 016. — Remboursement à la Société nationale des chemins de fer français des charges des emprunts émis en couverture des insuffisances d'exploitation, 46.984.000 F.

Chap. 017. — Annuités dues à la Société nationale des chemins de fer français en remboursement des travaux exécutés par elle ou par les anciens réseaux pour construction de lignes nouvelles (conventions approuvées par les lois des 29 novembre 1883 et 29 octobre 1921) et pour le dédoublement de voies ainsi qu'au titre des dépenses remboursables à l'administration des chemins de fer de l'Etat, 23.649.000 F.

Chap. 061. — Service de l'emprunt contracté aux Etats-Unis en 1921, 95 millions de francs.

Chap. 062. — Service des emprunts contractés auprès des gouvernements étrangers de l'Export-import bank et de la banque internationale de la reconstruction depuis 1944, 4.462.165.000 F.

Chap. 063. — Service des emprunts contractés aux Pays-Bas et en Suisse, 316 millions de francs.

Total pour la 1re partie, 4.973.738.000 F.

4e partie. — Personnel.

Chap. 121. — Agences financières à l'étranger. — Traitements, 29.359.000 F.

Chap. 122. — Agences financières à l'étranger. — Indemnités, 11.017.000 F.

Chap. 123. — Services financiers et services de liquidation en Grande-Bretagne. — Traitements, 11.075.000 F.

Chap. 124. — Services financiers aux Etats-Unis. — Traitements. 13.520.000 F.

Chap. 150. — Traitements du personnel des bureaux de l'administration des douanes, 4.628.000 F.

Chap. 151. — Traitements du personnel des brigades des douanes, 4.113.000 F.

Chap. 153. — Indemnités du personnel de l'administration des douanes, 1.250.000 F.

Total pour la 4e partie, 71.992.000 F.

5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.

Chap. 317. — Agences financières à l'étranger. — Matériel, 6.531.000 F.

Chap. 318. — Services financiers et services de liquidation en Grande-Bretagne. — Frais de missions et de déplacements, 363.000 F.

Chap. 319. — Services financiers et services de liquidation en Grande-Bretagne. — Frais de fonctionnement, 10.400 000 F.

Chap. 320. — Services financiers aux Etats-Unis. — Frais de missions et de déplacements, 303.000 F.

Chap. 321. — Services financiers aux Etats-Unis. — Frais de fonctionnement, 4 millions de francs.

Chap. 345. — Remboursement de frais de l'administration des douanes, 4.700.000 F.

Total pour la 5e partie, 26.297.000 F.

7e partie. — Subventions.

Chap. 500. — Subventions au budget annexe de la radiodiffusion française, 40.361.000 F.

8e partie. — Dépenses diverses.

Chap. 601. — Missions temporaires à l'étranger, 33.600.000 F.

Chap. 6012. — Contrôle financier des missions à l'étranger, 17.156.000 F.

Total pour la 8e partie, 50.756.000 F.

RÉCAPITULATION

1re partie. — Dette publique, 4.973.738.000 F.
4e partie. — Personnel, 71.992.000 F.
5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien, 26.297.000 F.
7e partie. — Subventions, 40.361.000 F.
8e partie. — Dépenses diverses, 50.756.000 F.
Total pour les finances, 5.166.117.000 F.

II. — AFFAIRES ECONOMIQUES

TITRE Ier. — DÉPENSES ORDINAIRES

4e partie. — Personnel.

Chap. 109. — Service de l'expansion économique à l'étranger. — Traitements, 41.070.000 francs.

Chap. 1092. — Service de l'expansion économique à l'étranger. — Salaires, 107.484.000 francs.

Chap. 110. — Service de l'expansion économique. — Indemnités, 78.802.000 F.

Chap. 126. — Délégation de la commission des approvisionnements en Grande-Bretagne. — Dépenses de personnel, 8.800.000 F.

Chap. 127. — Délégation de la commission des approvisionnements aux Etats-Unis. — Dépenses de personnel, 93.718.000 F.

Chap. 128. — Délégation de la commission des approvisionnements au Canada. — Dépenses de personnel, 16 millions de francs.

Chap. 1282. — Représentation commerciale française en Allemagne. — Dépenses de personnel, 3.200.000 F.

Total pour la 4e partie, 349.074.000 F.

5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.

Chap. 306. — Service de l'expansion économique à l'étranger. — Frais de fonctionnement, 77.011.000 F.

Chap. 318. — Délégation de la commission des approvisionnements aux Etats-Unis. — Frais de mission et de déplacements, 6 millions 251.000 F.

Chap. 319 — Délégation de la commission des approvisionnements aux Etats-Unis. — Frais de fonctionnement, 38.365.000 F.

Chap. 320. — Délégués de la commission des approvisionnements au Canada. — Frais de missions et de déplacements, 4.400.000 F.

Chap. 321. — Délégués de la commission des approvisionnements au Canada. — Frais de fonctionnement, 4.960.000 F.

Total pour la 5e partie, 131.023.000 F

7e partie. — Subventions.

Chap. 500. — Part contributive de la France dans les dépenses du bureau international des douanes, 222.000 F.

Chap. 501. — Dépenses relatives aux foires à l'étranger, 19.200.000 F.

Chap. 502. — Subventions aux chambres de commerce françaises à l'étranger, 5.600.000 F.

Chap. 504. — Subvention à l'office permanent de l'institut international des statistiques, 70.000 F.

Total pour la 7e partie, 25.092.000 F.

8e partie. — Dépenses diverses

Chap. 607. — Développement des études économiques françaises en Grande-Bretagne, 1.440.000 F.

RÉCAPITULATION

4e partie. — Personnel, 349.074.000 F.
5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien, 131.023.000 F.
7e partie. — Subventions, 25.092.000 F.
8e partie. — Dépenses diverses, 1.440.000 F.
Total pour les affaires économiques, 506.629.000 F.

France d'outre-mer.

I. — DEPENSES CIVILES

TITRE Ier. — DÉPENSES ORDINAIRES

4e partie. — Personnel.

Chap. 104. — Contrôle du chemin de fer franco-éthiopien. — Traitements, 168.000 F.

Chap. 105. — Contrôle du chemin de fer franco-éthiopien. — Indemnités et allocations diverses, 552.000 F.

Total pour la 4e partie, 720.000 F.

5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.

Chap. 301. — Missions temporaires à l'étranger et collaboration technique avec les puissances étrangères, 3.980.000 F.

Chap. 302 — Remboursement à l'administration des postes, télégraphes et téléphones, 11.400.000 F.

Chap. 308. — Contrôle du chemin de fer franco-éthiopien. — Matériel, 54.000 F.

Total pour la 5e partie, 15.434.000 F.

7e partie. — Subventions.

Chap. 500. — Subvention au budget du protectorat des îles Wallis et Futuna, 2.720.000 francs.

Chap. 501. — Subvention au budget spécial des Nouvelles-Hébrides, 18.400.000 F.

Chap. 502. — Subvention à l'office de la recherche scientifique coloniale, 3.230.000 F.

Total pour la 7e partie, 24.350.000 F.

RÉCAPITULATION

4e partie. — Personnel, 720.000 F.
5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien, 15.434.000 francs.

7e partie. — Subventions, 24.350.000 francs.

Total pour la France d'outre-mer, 40.504.000 francs.

Industrie et commerce.

TITRE Ier. — DÉPENSES ORDINAIRES

5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.

Chap. 321. — Frais de représentation aux congrès, 148.000 F.

7e partie. — Subventions

Chap. 501. — Part contributive de la France dans les dépenses de divers bureaux internationaux, 1.362.000 F.
Total pour l'industrie et le commerce, 2.010.000 F

Intérieur.

TITRE Ier. — DÉPENSES ORDINAIRES

5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.

Chap. 302. — Administration centrale. — Conseils. — Comités. — Commissions, 8.057.000 francs.

7e partie. — Subventions.

Chap. 501. — Participation de la France aux frais de fonctionnement de la commission internationale de police criminelle, 308.000 F.
Total pour l'intérieur, 8.365.000 F.

Justice.

TITRE Ier. — DÉPENSES ORDINAIRES

5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.

Chap. 300. — Administration centrale. — Matériel, 543.000 F.

7e partie. — Subventions.

Chap. 500. — Services judiciaires et pénitentiaires. — Subventions diverses, 150.00 F.
Total pour la justice, 693.000 F

Présidence du conseil.

I. — SERVICES ADMINISTRATIFS DE LA PRESIDENCE DU CONSEIL

TITRE Ier. — DÉPENSES ORDINAIRES

8e partie. — Dépenses diverses.

Chap. 600. — Fonds spéciaux, 320 millions de francs.

IV. — SERVICES DE LA DEFENSE NATIONALE

A. — *Etat-major de la défense nationale.*

TITRE Ier. — DÉPENSES ORDINAIRES

5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.

Chap. 3072. — Missions, 237.263.000 F.

C. — *Groupement des contrôles radioélectriques.*

TITRE Ier. — DÉPENSES ORDINAIRES

4e partie. — Personnel.

Chap. 109. — Services des territoires d'outre-mer. — Salaires, 593.000 F.

5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.

Chap. 3002. — Services des territoires d'outre-mer. — Dépenses de fonctionnement des services, 30.000 F.

Chap. 3022. — Services des territoires d'outre-mer. — Entretien et fonctionnement du matériel automobile, 132.000 F.
Chap. 3032 — Services des territoires d'outre-mer. — Loyers et indemnités de réquisition, 17.000 F.
Chap. 3042. — Services des territoires d'outre-mer. — Fonctionnement des ateliers techniques et transport du matériel technique, 63.000 F.
Chap. 3062. — Services des territoires d'outre-mer. — Remboursement à l'administration des postes, télégraphes et téléphones, 216.000 F.
Chap. 3012. — Services des territoires d'outre-mer. — Entretien et aménagements des locaux et bâtiments, 264.000 F.
Total pour la 5e partie, 722.000 F.
Total pour le groupement des contrôles radioélectriques, 1.315.000 F.

RÉCAPITULATION

Services administratifs de la présidence du conseil, 320 millions de francs.
Services de la défense nationale:
Etat-major de la défense nationale, 237.263.000 F.
Groupement des contrôles radioélectriques, 1.315.000 F.
Total pour la présidence du conseil, 558.578.000 F.

Travail et sécurité sociale.

TITRE Ier. — DÉPENSES ORDINAIRES

4e partie. — Personnel.

Chap. 1103. — Rémunération des attachés du travail, 2.003.000 F.

7e partie. — Subventions.

Chap. 500. — Participation de la France au fonctionnement de l'organisation internationale du travail, 41.221.000 F.
Total pour le titre Ier, 43.221.000 F.

TITRE II. — LIQUIDATION DES DÉPENSES RÉSULTANT DES HOSTILITÉS

Chap. 703. — Renforcement des services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre. — Frais de déplacements, 761.000 F.
Chap. 7052. — Dépenses entraînées par la mise en congé exceptionnel en Allemagne, pour une durée d'un mois, des anciens prisonniers de guerre allemands transformés en travailleurs libres, 59.020.000 F.
Total pour le titre II, 59.781.000 F.
Total pour le travail et la sécurité sociale, 103.008.000 F.

Travaux publics et transports.

I. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS

TITRE Ier. — DÉPENSES ORDINAIRES

5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.

Chap. 343. — Congrès et missions à l'étranger, 600.000 F.
Chap. 346. — Routes et ponts. — Entretien et réparations ordinaires, 1.600 millions de francs.
Chap. 351. — Fonctionnement et réparations ordinaires des établissements de signalisation maritimes des territoires d'outre-mer, 1 million de francs.
Total pour la 5e partie, 1.601.600.000 F.

7e partie. — Subventions.

Chap. 501. — Participation de la France aux dépenses d'organismes internationaux intéressant le ministère des travaux publics et des transports, 1.707.000 F.
Chap. 505. — Subvention pour le fonctionnement des organismes de tourisme, 60 millions de francs.
Total pour la 7e partie, 61.707.000 F.
Total pour la section I. — Travaux publics et transports, 1.663.307.000 F.

II. — MARINE MARCHANDE

TITRE Ier. — DÉPENSES ORDINAIRES

5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.

Chap. 315. — Dépenses diverses pour la sécurité de la navigation maritime et l'hygiène, 3.360.000 F.
Total pour la section II. — Marine marchande, 3.360.000 F.

III. — AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE

TITRE Ier. — DÉPENSES ORDINAIRES

4e partie. — Personnel.

Chap. 137. — Ports aériens et circulation aérienne. — Traitements du personnel spécialiste, 3.800.000 F.
Chap. 140. — Ports aériens et circulation aérienne. — Indemnités, 1.128.000 F.
Chap. 144. — Météorologie nationale. — Traitements du personnel spécialiste 2.744.000 F.
Chap. 146. — Météorologie nationale. — Indemnités, 549.000 F.
Total pour la 4e partie, 8.221.000 F.

5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.

Chap. 318. — Remboursement de frais de déplacements et de missions, 936.000 F.
Chap. 320. — Service de l'aviation légère et sportive. — Matériel et dépenses de fonctionnement, 480.000 F.
Chap. 321. — Ports aériens et circulation aérienne. — Matériel et frais de fonctionnement, 1.818.000 F.
Chap. 322. — Télécommunications et signalisations. — Matériel et frais de fonctionnement, 1.486.000 F.
Chap. 323. — Météorologie nationale. — Matériel et frais de fonctionnement, 42.664.000 F
Chap. 343. — Congrès et missions à l'étranger, 3.518.000 F.
Total pour la 5e partie, 50.902.000 F.
Total pour la section III. — Aviation civile et commerciale, 59.123.000 F.

RÉCAPITULATION

I. — Travaux publics et transports, 1.663.307.000 F.
II. — Marine marchande, 3.360.000 F.
III. — Aviation civile et commerciale, 59.123.000 F.
Total pour les travaux publics et transports, 1.725.790.000 F.

RÉCAPITULATION

Affaires étrangères:
Affaires étrangères, 3.324.492.000 F.
Affaires allemandes et autrichiennes, 73.170.000 F.
Agriculture, 332.000 F.
Anciens combattants et victimes de la guerre, 46.593.000 F.
Education nationale, 150.564.000 F.
Finances et affaires économiques:
Finances, 5.166.147.000 F.
Affaires économiques, 506.629.000 F.
France d'outre-mer, 40.504.000 F.
Industrie et commerce, 2.010.000 F
Intérieur, 8.365.000 F.
Justice, 693.000 F.
Présidence du conseil:
Services administratifs, 320 millions de francs.
Etat-major de la défense nationale, 237.263.000 F.
Groupement des contrôles radioélectriques, 1.315.000 F.
Travail et sécurité sociale, 103.008.000 F.
Travaux publics et transports:
Travaux publics, 1.663.307.000 F.
Marine marchande, 3.360.000 F.
Aviation civile et commerciale, 59.123.000 F.
Total pour le budget général 11.706.875.000 F.

ETAT B

BUDGET GÉNÉRAL (DÉPENSES DE RECONSTRUCTION ET D'ÉQUIPEMENT)

Tableau, par service et par chapitre, des autorisations de programme ou de promesse et des crédits de payement supplémentaires demandés.

Affaires étrangères.

I. — SERVICES DES AFFAIRES ETRANGERES

Chap. 901. — Œuvres françaises à l'étranger. — Acquisitions immobilières. — Constructions et grosses réparations d'immeubles appartenant à l'Etat. — Autorisations de programme, 55.680.000 F; crédit demandé, 16 millions de francs.

Chap. 902. — Œuvres françaises à l'étranger. — Participation à des acquisitions ou à des constructions d'immeubles. — Autorisations de programme, 42 millions de francs; crédit demandé, 15.680.000 F.

Totaux pour les affaires étrangères. — Autorisations de programme, 97 millions 680.000 F; crédit demandé, 31 millions 80.000 F.

Industrie et commerce.

Chap. 800. — Reconstruction du barrage de Kembs sur le Rhin. — Autorisations de programme, 7.046.000 F; crédit demandé, 7 millions 46.000 F.

Chap. 905. — Subvention du bureau de recherches des pétroles. — Autorisations de programme, 1.240 millions de francs; crédit demandé, 615 millions de francs.

Totaux pour l'industrie et le commerce. — Autorisations de programme, 1 milliard 247.046.000 F; crédit demandé, 622.046.000 F.

Travaux publics et transports.

I. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS

Chap. 805. — Ports maritimes. — Travaux de déblaiement et de remise en état. — Autorisations de programme, 386 millions de francs; crédit demandé, 386 millions de francs.

Chap. 909 — Ports maritimes. — Equipement. — Autorisations de programme, 50 millions de francs; crédit demandé, 50 millions de francs.

Chap. 914. — Phares, balises et signaux divers. — Amélioration, extension et restauration des établissements de signalisation maritime des territoires d'outre-mer. — Autorisations de programme, 1.600.000 F; crédit demandé, 1.600.000 F.

Totaux pour la section I. — Travaux publics et transports. — Autorisations de programme, 437.600.000 F; crédit demandé, 437.600.000 F.

III. — AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE

Chap. 915. — Matériel aéronautique. — Autorisations de programme, 8 millions de francs; crédit demandé, 8 millions de francs.

Chap. 916. — Equipement technique de l'aviation civile et commerciale. — Autorisations de programme, 99.090.000 F; crédit demandé, 99.090.000 F.

Totaux pour la section III. — Aviation civile et commerciale. — Autorisations de programme, 107.090.000 F; crédit demandé, 107.090.000 F.

Totaux pour les travaux publics et transports. — Autorisations de programme, 544.690.000 F; crédit demandé, 544 millions 690.000 F.

RÉCAPITULATION

Affaires étrangères. — Autorisations de programme, 97.680.000 F; crédit demandé, 31 millions 80.000 F.

Industrie et commerce. — Autorisations de programme, 1.247.046.000 F; crédit demandé, 622.046.000 F.

Travaux publics et transports:

Travaux publics et transports. — Autorisations de programme, 437.600.000 F; crédit demandé, 437.600.000 F.

Aviation civile et commerciale. — Autorisations de programme, 107.090.000 F; crédit demandé, 107.090.000 F.

Totaux pour l'état B. — Autorisations de programme, 1.889.416.000 F; crédit demandé, 1.197.816.000 F.

ETAT C

BUDGETS ANNEXES (DÉPENSES ORDINAIRES)

Tableau, par service et par chapitre, des crédits supplémentaires demandés pour l'exercice 1948.

Postes, télégraphes et téléphones.

1re SECTION

Chap. 111. — Services techniques spécialisés, 3.456.000 F

Chap. 117. — Indemnités éventuelles et spéciales, 5.347.000 F.

Chap. 118. — Primes de rendement des fonctionnaires des postes, télégraphes et téléphones, 240.000 F.

Chap. 122. — Services extérieurs. — Rétribution du personnel auxiliaire et contractuel, 2.491.000 F.

Chap. 303. — Services extérieurs. — Chauffage et éclairage. — Mobiliers. — Fournitures, 680.000 F.

Chap. 307. — Matériel électrique et radioélectrique, 11.091.000 F.

Chap. 308. — Dépenses de fonctionnement du centre national d'études des télécommunications, 1.408.000 F.

Chap. 310. — Transport des correspondances, du matériel et du personnel, 372 millions 923.000 F.

Chap. 400. — Allocations familiales du personnel titulaire, 301.000 F.

Chap. 401. — Allocations familiales des personnels auxiliaire et contractuel, 159.000 F.

Chap. 601. — Service médical, 16.000 F.

Chap. 604. — Conférences et organismes internationaux, 1.810.000 F.

Total pour la 1re section, 399.922.000 F.

Radiodiffusion française.

Chap. 103. — Services administratifs et techniques. — Indemnités, 96.000 F.

Chap. 109. — Emissions artistiques. — Indemnités, 70.000 F.

Chap. 112. — Emissions d'informations. — Services des relations extérieures, 13 millions 498.000 F.

Chap. 113. — Emissions d'informations. — Indemnités, 240.000 F.

Chap. 300. — Dépenses d'entretien et de fonctionnement des services, 456.000 F.

Chap. 301. — Matériel d'exploitation technique et d'expérimentation, 10.808.000 F.

Chap. 302. — Emissions artistiques. — Dépenses de matériel, 2.248.000 F.

Chap. 303. — Emissions d'information. — Dépenses de matériel, 600.000 F.

Chap. 601. — Conférences et organismes internationaux, 4.369.000 F.

Chap. 602. — Participation de la radiodiffusion française à des entreprises annexes et contribution à divers organismes étrangers de radiodiffusion, 7.279.000 F.

Total, 40.364.000 F.

RÉCAPITULATION

Postes, télégraphes et téléphones, 399 millions 922.000 F.

Radiodiffusion française, 40.364.000 F.

Total pour l'état C, 440.286.000 F.

ANNEXE N° 912

(Session de 1948. — Séance du 7 septembre 1948.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la marine et des pêches sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant réforme du régime des **pensions** des **marins français** du **commerce** et de la **pêche,** par M. Bocher, conseiller de la République (1).

Mesdames, messieurs, ce projet de loi n° 905, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, institue une réforme complète du régime des pensions des marins français du commerce et de la pêche et s'inspire dans ses grandes lignes de la loi sur les pensions civiles et militaires, récemment votée par les deux Assemblées. Il est incontestable que le projet qui vous est soumis apporte de sérieuses améliorations à la situation actuelle des pensionnés de la marine marchande et votre commission les enregistre avec satisfaction

Tout d'abord la notion de la demi-solde si longtemps en vigueur dans le passé est rétablie.

Le marin réunissant la double condition de cinquante ans d'âge et de vingt-cinq années de navigation, aura droit à une pension égale à la moitié du salaire de la dernière fonction qu'il occupait lors de la liquidation de sa pension. Cependant, en principe, s'il continue à naviguer, la jouissance de sa retraite sera différée jusqu'à l'âge de cinquante-cinq ans; des bonifications importantes pourront porter jusqu'à 75 p. 100 du salaire forfaitaire de sa catégorie le montant de sa pension.

Une modification importante a été apportée sur ce point particulier au texte primitif du gouvernement qui permet le cumul de la pension et du salaire pour les marins qui continuent à naviguer, à condition qu'ils aient accompli quinze années de navigation au large, et qu'ils n'exercent plus que la pêche en première zone ou la navigation côtière. Cette modification permettra au marin fatigué par un métier périlleux et difficile, de goûter un peu la vie de famille et de compléter par les ressources qu'il pourra tirer de l'exercice d'une occupation moins pénible le montant d'une pension qui, quoique nettement améliorée, ne pourrait suffire à ses besoins et à ceux de sa famille.

Le rapport très complet présenté par la commission de la marine et des pêches de l'Assemblée nationale (n° 5371) et qui vous a été distribué, indique d'une façon très claire les différences qui existent entre le système actuel et le projet qui vous est soumis et il ne nous paraît par utile d'en reprendre la démonstration.

Cependant, l'attention de la commission a été attirée par le fait que pour la première fois il est porté atteinte au droit absolu du marin de bénéficier de sa pension lorsqu'il remplissait la double condition d'âge et de services indiquée à l'article 1er.

Sauf pour ceux qui réuniront les quinze années de navigation au large, les marins ne pourront continuer à naviguer de cinquante à cinquante-cinq ans s'ils demandent à cinquante ans la liquidation de leur pension. Ainsi, le droit acquis et consacré depuis Colbert se trouve atteint et la clause de l'article 1er (§ 2e) aboutit en fait à reporter à cinquante-cinq ans l'âge de la liquidation de la pension. Nous eussions préféré que le droit d'option fût laissé aux marins entre la liquidation définitive à cinquante ans sur la base de la demi-solde ou le report à cinquante-cinq ans avec les avantages y afférents qui, nous le reconnaissons, ne sont pas négligeables.

Nous savons combien les marins sont attachés à ce droit et nous regrettons qu'il n'ait pas été intégralement maintenu. La commission ne considère pas cette situation comme définitive et elle espère que, par la suite, l'expérience faite, il sera possible de reconsidérer la question.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 5300, 5371, 5382 et in-8° 1274; Conseil de la République: 905 (année 1948).

Les vieux marins, les veuves, les orphelins, dont la situation misérable est à peine concevable, attendent depuis longtemps une amélioration à leur sort et votre commission, malgré l'importante réserve qu'elle a formulée, vous demande néanmoins de voter le projet qui vous est soumis:

PROJET DE LOI

TITRE Ier

Caisse de retraite des marins.

Art. 1er. — L'article 4 de la loi du 12 avril 1941, modifié par l'ordonnance du 8 septembre 1945, est remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 4. — I. — Le droit à la pension d'ancienneté est acquis lorsque se trouve remplie la double condition de cinquante ans d'âge et de vingt-cinq années de services accomplis dans les conditions indiquées aux articles 7 et 11 ci-après.

« Toutefois si le marin continue, après l'âge de 50 ans, à naviguer ou à accomplir des services valables pour la pension, l'entrée en jouissance de celle-ci est reportée à l'âge de cinquante-cinq ans ou à la cessation de l'activité.

« Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas aux marins qui, après avoir accompli au moins 180 mois de navigation hauturière, naviguent, après l'âge de cinquante ans, exclusivement à la pêche en première zone ou à la navigation côtière, non plus qu'aux pêcheurs embarqués sur les bateaux armés à Saint-Pierre et Miquelon.

« II. — Le droit à la pension proportionnelle est acquis après quinze années accomplies de services et cinquante ans d'âge, mais la jouissance en est différée jusqu'à ce que l'intéressé ait atteint l'âge de cinquante-cinq ans.

« Les marins qui ont cessé de naviguer avant la promulgation de la présente loi devront, en outre, justifier de dix-huit mois de services dans les dix années précédant le dépôt de leur demande ou dans les trois années précédant le 2 septembre 1939.

« III. — Est dispensé de la condition d'âge le marin reconnu atteint d'infirmités le mettant dans l'impossibilité absolue et définitive de continuer l'exercice de la navigation. Cet état est constaté par des commissions médicales dans des conditions fixées par arrêté du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme.

« La pension d'ancienneté ou proportionnelle concédée par anticipation est supprimée si l'intéressé reprend, avant l'âge de cinquante-cinq ans, l'exercice de la navigation professionnelle. »

Art. 2. — L'article 6 de la loi du 12 avril 1941 est complété comme suit:

« Les marins étrangers autorisés à embarquer sous pavillon français pourront concourir à pension dans les conditions prévues par les conventions internationales dûment ratifiées par le gouvernement français ».

Art. 3. — L'article 7 de la loi du 12 avril 1941 est modifié comme suit:

« Les services militaires dans l'active et, en cas de mobilisation, dans la réserve, »...

(Le reste sans changement.)

Art. 4. — Les articles 12, 13, 14 et 15 de la loi du 12 avril 1941, modifiés par l'ordonnance du 8 septembre 1945, sont remplacés par les articles 12, 13 et 14 ci-après:

« *Art.* 12. — La pension d'ancienneté, proportionnelle ou exceptionnelle, est calculée en fonction du salaire annuel forfaitaire correspondant, en application de l'article 55 ci-après, à la catégorie dans laquelle l'intéressé s'est trouvé classé en dernier lieu avant la liquidation de la pension.

« Toutefois:

« 1° Si l'intéressé a cotisé moins d'un an au taux de cette catégorie, la pension est calculée sur la base du salaire de la catégorie immédiatement inférieure.

« 2° Si, au cours de sa carrière, l'intéressé a occupé pendant cinq ans au moins des fonctions supérieures à celles de sa dernière activité et s'il apporte la preuve que cette situation est due à des circonstances indépendantes de sa volonté et sauf le cas où elle aurait été due à une mesure disciplinaire, la pension est calculée sur la base du salaire de la catégorie correspondant auxdites fonctions;

« 3° Lorsque le salaire ainsi défini excède six fois le minimum vital calculé en matière de pensions civiles et militaires, la portion dépassant cette limite n'est comptée que pour moitié.

« *Art.* 13. — Dans le décompte final des services entrant en compte pour la pension, la fraction de semestre égale ou supérieure à trois mois est comptée pour six mois; la fraction de semestre inférieure à trois mois est négligée.

« *Art.* 14. — La pension d'ancienneté dont le marin demande la liquidation avant l'âge de cinquante-cinq ans est égale à 2 p. 100 du salaire annuel défini à l'article 12 par année de service, sans que le nombre des annuités liquidables puisse dépasser 25.

« La pension proportionnelle est égale à 2 p. 100 du salaire annuel par année de service.

« La pension liquidée à cinquante-cinq ans, ou avant cet âge en cas d'invalidité reconnue dans les conditions prévues au paragraphe III de l'article 4 ci-dessus, est égale à 2 p. 100 du salaire annuel par année de service, sans que le nombre d'annuités liquidables puisse dépasser 37 1/2.

« Si le marin qui a demandé sa pension avant l'âge de cinquante-cinq ans reprend la navigation avant cet âge et s'il ne se trouve pas dans le cas prévu au troisième alinéa du paragraphe I de l'article 4 ci-dessus, le payement de sa pension est suspendu jusqu'à la cessation de l'activité ou jusqu'à ce que l'intéressé ait atteint cinquante-cinq ans, et elle n'est plus susceptible de revision du fait des nouveaux services accomplis. »

L'article 18 de la loi du 12 avril 1941 est abrogé.

Art. 5. — Le premier alinéa de l'article 19 de la loi du 12 avril 1941 est modifié comme suit:

« Les veuves de marins ont droit: à l'âge de quarante ans, à une pension égale à 50 p. 100 de la pension et des bonifications dont le mari était titulaire ou, s'il est décédé avant d'être pensionné, à 50 p. 100 de la pension et des bonifications qu'il aurait obtenues à cinquante-cinq ans en raison de ses services effectifs. Toutefois, la veuve est dispensée de la condition d'âge s'il existe un ou plusieurs enfants issus du mariage avec le marin et elle conserve ses droits même en cas de décès de ces enfants. »

Art. 6. — Il est inséré, à la suite de l'article 22 de la loi du 12 avril 1941, un article 22 *bis* nouveau, ainsi conçu:

« *Art.* 22 bis. — Si la veuve se remarie ou vit en état de concubinage notoire, elle continue à percevoir, sans augmentation de taux, les émoluments dont elle bénéficiait antérieurement à son nouvel état ».

Les veuves remariées avant la promulgation de la présente loi continueront à percevoir, sans nouvelle augmentation de taux, les émoluments dont elles bénéficiaient en application de la loi n° 47-1683 du 3 septembre 1947, majorés de 20 p. 100.

Art. 7. — Le premier alinéa de l'article 23 de la loi du 12 avril 1941, modifié par l'ordonnance du 8 septembre 1945, est remplacé par les dispositions suivantes:

« Les veuves de marins français morts après quinze ans de services valables pour la pension sur la caisse de retraites des marins, ont droit, si elles ne bénéficient pas d'une pension sur cette caisse, d'une pension de l'Etat ou de la caisse générale de prévoyance, à une allocation annuelle égale à la moitié de la pension prévue au premier alinéa de l'article 19. »

Art. 8. — Les articles 24 et 25 de la loi du 12 avril 1941 sont remplacés par l'article 24 ci-après:

« *Art.* 24. — Les marins, titulaires d'une pension d'ancienneté ou d'une pension proportionnelle accordée pour cause d'invalidité, en application de l'article 4, paragraphe III, ayant des enfants à charge au sens des lois sur les prestations familiales, recevront de la caisse lesdites prestations s'ils ne sont pas en droit de les obtenir, par priorité, d'un autre organisme, dans les conditions prévues par les lois régissant ces prestations.

« Les orphelins auront droit aux mêmes avantages dans la mesure où ils excéderont le montant des pensions accordées en application de l'article 19. »

Art. 9. — Le deuxième alinéa de l'article 31 de la loi du 12 avril 1941 est abrogé.

L'article 32 de la loi du 12 avril 1941 est remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 32. — Les retraités de la caisse des retraites des marins sont soumis aux dispositions du décret du 29 octobre 1936 et des textes modificatifs, concernant le cumul de pensions, de rémunérations et de fonctions, ainsi qu'à celles du décret du 30 juin 1934 concernant le cumul de deux ou plusieurs pensions.

« Toutefois, les titulaires de pensions proportionnelles attribuées au titre de certaines catégories déterminées par le décret prévu à l'article 55 peuvent cumuler intégralement le montant de leur pension avec les émoluments correspondant à un nouvel emploi. »

Art. 10. — Les articles 35, 43, 44 et 45 de la loi du 12 avril 1941 sont abrogés.

Les services accomplis par les agents du service général avant le 1er janvier 1930 entrent en compte pour la pension au même titre que les services postérieurs, lorsque le droit à pension est ouvert après la promulgation de la présente loi.

Dans ce cas, il est fait déduction du montant de la rente servie aux intéressés par la caisse nationale des retraites pour la vieillesse en raison des versements effectués au titre des services antérieurs à 1930 et l'allocation supplémentaire prévue par l'article 52 de la loi du 12 avril 1941 modifié n'est pas due.

Art. 11. — Les articles 47, 48, 49, 50 et 53 de la loi du 12 avril 1941 sont abrogés.

Art. 12. — L'article 51 de la loi du 12 avril 1941, modifié par l'ordonnance du 8 septembre 1945, est remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 51. — Les pensions et allocations déjà concédées seront revisées sur la base des dispositions prévues ci-dessus pour les nouvelles liquidations et en faisant état du nombre des annuités acquises lors de la liquidation initiale.

« En aucun cas cette revision ne pourra avoir pour effet de majorer la pension de moins de 60 p. 100 des émoluments globaux antérieurement servis à l'intéressé.

« Si le pensionné, âgé de moins de cinquante-cinq ans, continue à naviguer et ne se trouve pas dans le cas prévu au troisième alinéa du paragraphe I de l'article 4 ou, s'il est titulaire d'une pension proportionnelle, il recevra jusqu'à cinquante-cinq ans, ou éventuellement jusqu'à la constatation de son invalidité, les émoluments dont il bénéficiait en application de la loi n° 47-1683 du 3 septembre 1947, majorés de 20 p. 100. Sa pension sera revisée dans les conditions prévues au premier alinéa lorsu'il aura atteint l'âge de cinquante-cinq ans ou avant cet âge, en cas d'invalidité reconnue dans les conditions prévues à l'article 4, paragraphe III.

« Toutefois, le pensionné visé à l'alinéa précédent pourra, en renonçant au bénéfice de sa pension actuelle et en reversant à la caisse le montant des arrérages reçus depuis la concession initiale, bénéficier à cinquante-cinq ans, ou avant cet âge en cas d'invalidité reconnue, de tous les avantages prévus à l'article 14 ci-dessus.

« Le classement des pensionnés titulaires de grades supprimés ou ayant accompli des fonctions ne figurant pas dans le tableau prévu par l'article 55 sera effectué par assimilation, par arrêté du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme et du ministre des finances et des affaires économiques. Il en sera de même pour le classement des pilotes antérieurement retraités.

« En cas de modification du tableau des salaires prévus par l'article 55 ci-après, les pensions feront l'objet d'une revision avec effet d'une date qui sera fixée par le décret prévu au dernier alinéa dudit article ».

Art. 13. — Le montant de l'allocation minima prévue en faveur des anciens agents du service général par l'article 52 de la loi du 12 avril 1941 modifié par la loi n° 46-2210 du

16 octobre 1946 est porté, pour chaque annuité liquidable, à 0,75 p. 100 du salaire forfaitaire correspondant, en application des articles 12 et 55 modifiés de la loi du 12 avril 1941, aux fonctions occupées par l'intéressé avant la cessation de ses services.

Art. 14. — L'article 55 de la loi du 12 avril 1941, modifié par l'article 4 de la loi du 16 octobre 1946 et par l'article 3 de la loi du 3 septembre 1947, est remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 55. — Les cotisations des marins et les contributions des armateurs sont fixées en fonction d'un salaire forfaitaire déterminé, par décret contresigné par le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme et par le ministre des finances et des affaires économiques, en tenant compte des fonctions remplies par les intéressés et du salaire moyen correspondant à ces fonctions, en application des règlements en vigueur ou des conventions collectives.

« Pour la détermination de ce salaire forfaitaire, les marins sont classés par catégories fixant les équivalences de fonctions reconnues pour l'application de la présente loi.

« En cas de modification générale des salaires dépassant 5 p. 100 par rapport aux taux antérieurs, il sera, dans les mêmes formes, procédé à la revision des salaires forfaitaires ».

Art. 15. — Le barème figurant au paragraphe 2 de l'article 56 de la loi du 12 avril 1941 est modifié commme suit:

SITUATION DES MARINS	CONTRIBUTION patronale.	COTISATION des marins.	TOTAL
Marins et agents du service général.....	6,25	6	12,25
Etrangers admis à concourir à pension.....			
Autochtones des territoires d'outre-mer et autres territoires et pays de l'Union française	6,25	0	6,25
Etrangers non admis à concourir à pension..	12,25	0	12,25

Art. 16. — L'article 57 de la loi du 12 avril 1941 est modifié comme suit:

« *Art.* 57. — Tout marin français propriétaire pour la totalité d'un ou plusieurs bateaux armés à la pêche en première ou deuxième zone ou à la navigation côtière est exonéré, pour l'équipage du bateau sur lequel il est embarqué, de la contribution patronale à la caisse de retraites des marins dans les conditions ci-après:

« De la totalité, si la jauge brute des bateaux armés simultanément dont le marin est propriétaire ne dépasse pas ou égale 10 tonneaux.

« Dans la proportion de moitié si cette jauge brute totale est supérieure à 10 tonneaux, mais inférieure ou égale à 30 tonneaux.

« Les marins co-propriétaires pour la totalité d'un ou plusieurs bateaux bénéficient des réductions prévues ci-dessus pour les propriétaires uniques, à condition d'être tous embarqués sur l'un ou sur l'autre des bateaux leur appartenant.

« Le bénéfice de la réduction est continué au marin propriétaire qui est dans l'obligation d'abandonner la navigation en raison d'une invalidité définitive ou temporaire donnant droit aux indemnités ou pensions servies par la caisse générale de prévoyance ou lorsqu'il est convoqué pour une période de service militaire.

« Il est également continué aux marins co-propriétaires lorsque celui ou ceux d'entre eux qui ont abaandonné la navigation se trouvent dans le cas prévu à l'alinéa précédent.

« Si le marin propriétaire ou co-propriétaire vient à décéder, sa veuve ou ses orphelins continuent à bénéficier des réductions auxquelles il avait droit de son vivant. Cet avantage n'est toutefois acquis aux orphelins que jusqua ce que le plus jeune ait atteint l'âge limite prévu par le dernier alinéa de l'article 19 ci-dessus ». »

TITRE II

Caisse générale de prévoyance des marins.

Art. 17. — L'article 8 du décret du 17 juin 1938 est remplacé par le suivant:

« *Art.* 8. — Pour le calcul des allocations et pensions prévues par le présent décret, le salaire annuel sentend du salaire forfaitaire du marin blessé, malade ou décédé, correspondant à sa dernière activité professionnelle antérieure à l'accident ou à la première constatation médicale de la maladie et ayant servi de base au calcul de ses cotisations à l'établissement national des invalides de la marine, par application de l'article 55 de la loi du 12 avril 1941, modifié,

« Ce salaire est réduit, le cas échéant, dans les conditions prévues à l'alinéa 3° de l'article 12 modifié de la loi du 12 avril 1941.

« Il ne peut, en aucun cas, être inférieur à 90.000 F.

« Le salaire journalier s'entend du quotient obtenu en divisant le salaire annuel par 360 ».

Art. 18. — L'article 9 du décret du 17 juin 1938 est complété comme suit:

« Est assimilé à l'accident professionnel maritime l'accident survenu au marin ou à l'agent du service général dans l'une des circonstances suivantes:

« *a*) Par le fait ou à l'occasion d'un travail effectué à terre ou sur un navire, pour le compte de l'armateur, par le marin bénéficiaire de l'article 8, § 2°, de la loi du 12 avril 1941 ou de la convention collective du 17 juillet 1947;

« *b*) Par le fait ou à l'occasion de son service par le marin bénéficiaire des dispositions des alinéas 13° et 14° de l'article 9 de la loi du 12 avril 1941;

« *c*) Au cours d'un stage de perfectionnement ou de spécialisation professionnelle ordonné par l'armateur;

« *d*) Pendant le trajet de la résidence de l'intéressé au lieu de l'embarquement ou du travail et vice versa, dans la mesure où le parcours n'a pas été interrompu ou détourné pour un motif dicté par l'intérêt personnel ou indépendant de l'exercice de l'emploi;

« *e*) Au cours d'un stage de réadaptation fonctionnelle ou de rééducation professionnelle aux frais de l'établissement national des invalides de la marine et du fait ou à l'occasion de la réadaptation ou de la rééducation.

« Pendant les périodes d'emploi du marin dans les conditions indiquées aux alinéas *a*, *b* et *c* ci-dessus, le taux de la contribution de l'armateur ou de l'organisme employeur est le même que pour les périodes où le marin est embarqué ».

Art. 19. — Le dernier alinéa de l'article 17 du décret du 17 juin 1938 est modifié comme suit:

« Dans le cas où l'incapacité permanente est totale et oblige la victime, pour effectuer les actes ordinaires de la vie, à avoir recours à l'assistance d'une tierce personne, le montant de la rente, calculée comme il est dit ci-dssus, est majoré d'une somme de 25.000 F. ».

Art. 20. — Les articles 19 et 20 du décret du 17 juin 1938 sont remplacés par l'article 19 ci-après:

« *Art.* 19. — Si l'accident professionnel est suivi de mort, une pension est servie aux personnes désignées ci-après, à partir du jour du décès, dans les conditions suivantes:

« *a*) A la veuve non divorcée ni séparée de corps, une rente viagère égale à 25 p. 100 du salaire forfaitaire de la victime résultant, au moment de l'accident, de l'application de l'article 55 de la loi du 12 avril 1941, modifié, à la condition que le mariage ait été contracté avant l'accident.

« Dans le cas où la veuve, divorcée ou séparée de corps, a obtenu une pension alimentaire, la rente viagère est due, mais elle est ramenée au montant de cette pension sans pouvoir dépasser 20 p. 100 du salaire de la victime et sans que, s'il existe un nouveau conjoint, celui-ci puisse garder moins de la moitié de la rente viagère de 25 p. 100.

« La veuve déchue de la puissance paternelle perd son droit à la rente viagère sauf à être réintégrée dans ce droit, si elle est restituée dans la puissance paternelle. Ses droits sont transférés sur la tête des enfants ou descendants visés aux paragraphes *b* et *c* du présent article.

« Si la veuve se remarie ou vit en état de concubinage notoire, elle continue à percevoir, sans augmentation de taux, les émoluments dont elle bénéficiait antérieurement à son nouvel état;

« *b*) Aux enfants qui auraient été considérés comme à charge, par application de l'article 13 ci-dessus:

« 15 p. 100 du salaire de la victime s'il n'y a qu'un enfant;

« 30 p. 100 s'il y en a deux;

« 40 p. 100 s'il y en a trois, et ainsi de suite, la rente étant majorée de 10 p. 100 par enfant.

« Pour les enfants orphelins de père et de mère au moment de l'accident ou postérieurement à celui-ci, la rente est portée pour chacun d'eux à 20 p. 100 du salaire;

« *c*) Les descendants de la victime et les enfants recueillis par elle avant l'accident, si les uns et les autres sont privés de leurs soutiens naturels et tombés de ce fait à sa charge, bénéficient des mêmes avantages que les enfants visés au paragraphe *b*);

« *d*) Si la victime n'a ni conjoint ni enfants, chacun des ascendants reçoit une rente viagère égale à 10 p. 100 du salaire de la victime s'il prouve qu'il aurait pu obtenir de celle-ci une pension alimentaire. Chacun des ascendants qui, au moment de l'accident, était à la charge de la victime, même si celle-ci a conjoint ou enfants, reçoit la rente viagère de 10 p. 100 prévue ci-dessus. Le total des rentes ainsi allouées ne doit pas dépasser 30 p. 100 du salaire de la victime. Si cette quotité était dépassée, la rente de chacun des ayants droits serait réduite proportionnellement.

« Le bénéfice des dispositions de l'alinéa qui précède ne peut être accordé à l'ascendant qui a été reconnu coupable d'abandon de famille ou qui a été déchu de la puissance paternelle.

« *e*) En aucun cas, l'ensemble des rentes allouées aux différents ayants droit de la victime ne peut dépasser 75 p. 100 du salaire de celle-ci. Si leur total dépassait 75 p. 100, les rentes revenant à chaque catégorie d'ayants droit feraient l'objet d'une réduction proportionnelle.

Art. 21. — Le deuxième alinéa de l'article 48 du décret du 17 juin 1938 est modifié comme suit:

« En cas d'hospitalisation, cette pension est réduite dans les conditions de l'article 34 sans que, toutefois, son montant puisse être inférieur au minimum prévu dans les mêmes circonstances pour la pension d'invalidité du régime général de sécurité sociale. »

Art. 22. — Les pensions et indemnités en cours de payement concédées sur la caisse générale de prévoyance des marins français, par suite d'accident professionnel, seront révisées, pour compter de la date d'application de la présnte loi, sur la base du salaire forfaitaire correspondant, aux termes de l'article 55 de la loi du 12 avril 1941, modifié par l'article 14 ci-dessus, aux fonctions remplies par la victime à la date de l'accident et en appliquant les règles de calcul prévues au titre II du décret du 17 juin 1938 modifié.

Les pensions, allocations et indemnités en cours de payement, concédées par suite de maladie, seront révisées, pour compter de la même date, sur la base des salaires forfaitaires correspondant, aux termes de l'article 55 modifié de la loi du 12 avril 1941, aux fonc-

tions remplies avant la première constatation médicale de la maladie, et en appliquant les règles de calcul prévues au titre IV du décret du 17 juin 1938 modifié.

En cas de modification générale des salaires dépassant 50 p. 100 des taux antérieurs, les pensions visées aux deux alinéas précédents seront revisés dans les mêmes conditions que les pensions sur la caisse de retraite des marins.

Les pensions concédées sous le régime de la loi du 29 décembre 1905 ou de la loi du 1er janvier 1930, par suite de maladies n'entraînant qu'une invalidité inférieure à 60 p. 100, ne feront pas l'objet de la révision prévue au deuxième alinéa ci-dessus, mais seront majorées forfaitairement de 50 p. 100 de leur montant actuel, indemnités exceptionnelle et provisionnelle comprises.

Art. 23. — Le bénéfice des dispositions de l'article 55 *bis* du décret du 17 juin 1938 est étendu aux titulaires de pensions, secours d'orphelins, ou secours viagers d'ascendants sur la caisse générale de prévoyance des marins.

TITRE III

Dispositions diverses.

Art. 24. — En cas de cumul d'une pension sur la caisse de retraite des marins et d'une pension sur la caisse de prévoyance, dans les conditions prévues par le décret du 17 juin 1938, le montant total des émoluments dus à l'intéressé ne pourra dépasser celui du salaire ayant servi de base au calcul de la pension concédée en dernier lieu. La réduction portera, le cas échéant, sur cette pension.

Un nouveau délai de six mois, à partir de la promulgation de la présente loi, est ouvert aux anciens marins, victimes d'accidents professionnels, pour faire valoir leurs droits au bénéfice des dispositions de l'article 63, paragraphe 2, du décret du 17 juin 1938 et du décret du 20 décembre 1938.

Art 25. — En aucun cas, le montant des émoluments totaux servis aux pensionnés de la caisse de retraites des marins ou de la caisse générale de prévoyance des marins avant la mise en vigueur de la présente loi ne pourra être réduit.

Art. 26. — L'article 78 du décret du 17 juin 1938 est modifié comme suit:

« *Art.* 78. — Le prix de vente des feuilles de rôle d'équipage est fixé à 30 F par feuille de rôle et à 15 F par feuille de couverture. Le recouvrement en est effectué en même temps que celui des droits exigibles à la suite du désarmement et compris dans le montant de ces droits ».

Art. 27. — L'article 69 de la loi de finances du 31 décembre 1921 est modifié comme suit:

« *Art.* 69. — Une redevance de 100 F est perçue au profit de l'établissement national des invalides de la marine pour chaque duplicatum de livret professionnel maritime délivré en remplacement d'un livret adiré ».

Art. 28. — La présente loi est applicable en Algérie et dans les départements et territoires d'outre-mer où existe le régime de l'inscription maritime.

Art. 29. — Les dispositions de la présente loi auront effet pour compter du 1er janvier 1948, sauf en ce qui concerne les articles 14 et 17 et qui seront applicables à compter du 1er juillet 1948 pour l'armement à la pêche et du 1er octobre 1948 pour l'armement au commerce.

Pour la période du 1er janvier au 1er juillet 1948, le salaire minimum taxable au profit de l'Etablissement national des invalides de la marine est fixé 12 p 100 du salaire prévu à l'article 3 de la loi du 3 septembre 1947.

Art. 30. — L'article 119 de la loi du 31 décembre 1938 et les textes qui l'ont modifié, les articles 1er, 2 et 3 de la loi n° 47-1683 du 3 septembre 1947 sont abrogés.

Art. 31. — Il est ouvert au ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, au titre du budget ordinaire (services civils) de l'exercice 1948, en addition aux crédits ouverts par la loi n° 47-2407 du 31 décembre 1947 et par les textes spéciaux, un crédit de 1.630 millions de francs applicable au chapitre 403: « Subvention à l'Etablissement national des invalides de la marine », du budget de la marine marchande.

ANNEXE N° 913

(Session de 1948. — Séance du 7 septembre 1948.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à certaines **dispositions financières** à prendre pour l'application de l'**accord** de **coopération économique** conclu entre la **République française** et les **Etats-Unis d'Amérique**, par M. Janton, conseiller de la République (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 8 septembre 1948. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 7 septembre 1948, page 2938, 2e colonne.)

ANNEXE N° 914

(Session de 1948. — Séance du 7 septembre 1948.)

AVIS présenté au nom de la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à certaines **dispositions financières** à prendre pour l'application de l'**accord** de **coopération économique** conclu entre la **République française** et les **Etats-Unis d'Amérique**, par M. Longchambon, conseiller de la République (2).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 8 septembre 1948. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 7 septembre 1948, page 2939, 1re colonne).

ANNEXE N° 915

(Session de 1948. — Séance du 7 septembre 1948.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la **garantie** des **titres néerlandais** circulant en France, par M. Monnet, conseiller de la République (3).

Mesdames, messieurs, il a paru inutile à votre rapporteur de paraphraser le rapport très complet présenté par la commission des finances de l'Assemblée nationale, par M. Barangé, sous le n° 5331, qui donne tous renseignements utiles sur l'historique du projet et son dispositif.

Votre commission des finances n'a pu que constater la nécessité, dans l'état actuel, de la question du fonds de garantie prévu au projet et qui assurera la couverture des risques résultant de la validation des titres néerlandais visés à l'article 1er du projet de loi.

Nous avons néanmoins considéré que le projet de loi tranchait implicitement une grave question: celle de savoir pourquoi c'est l'Etat français et non pas le compte de réparations sur l'Allemagne qui devait en dernière analyse supporter le résultat des déprédations allemandes dans les Pays-Bas. Le Gouvernement et le Parlement s'ils ne cherchaient pas à imputer aux réparations les risques de l'opération, devaient, en effet, pour ne pas créer un risque budgétaire, demander aux porteurs français de titres néerlandais de créer le fonds de garantie.

La commission des finances du Conseil de la République, sans s'opposer au projet, recommande au Gouvernement de poursuivre des négociations tendant à imputer finalement aux réparations les charges résultant de la validation des titres néerlandais. Si cette négociation aboutissait il deviendrait possible d'établir une liquidation du fonds.

En ce qui concerne les articles du projet, votre commission a plus particulièrement étudié l'article 5 disjoint par l'Assemblée.

Elle a confirmé la disjonction considérant que l'exonération du porteur visé par l'article 5 si elle était défendable, en équité, devait s'étendre à d'autres catégories de porteurs de bonne foi, ce qui conduirait à des majorations trop élevées des autres taux ou à une trop grande complexité du mécanisme.

C'est dans ces conditions que la commission des finances conclut à l'adoption du projet de loi ci-dessous:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Les titres néerlandais régulièrement déclarés, circulant en France et admis à la cote d'un marché de Bourse en France, sont soumis obligatoirement à une procédure de validation.

Art. 2. — Il est institué un fonds de garantie destiné à assurer la couverture des risques résultant de la validation des titres visés à l'article 1er qui ont été régulièrement acquis. Ce fonds est alimenté par une taxe de validation et une taxe de participation.

Le taux de chacune de ces taxes est fixé à 3 p. 100.

Art. 3. — La taxe de validation s'applique à la valeur des titres, calculée d'après les cours cotés à la Bourse d'Amsterdam.

Elle doit être réglée dans le mois qui suit la notification au détenteur des titres que ses titres remplissent les conditions nécessaires pour être validés, et pourra donner lieu, après ce délai, aux intérêts moratoires légaux.

Art. 4. — La taxe de participation est perçue à l'occasion de la participation des titres néerlandais, détenus à l'étranger, à des opérations d'augmentation de capital par l'intermédiaire d'un établissement de banque en France.

Elle porte sur la valeur nominale des attributions diverses dont ces titres sont appelés à bénéficier. Elle n'est pas due si les titres en cause ont déjà acquitté la taxe de validation.

Art. 5. — . . . . . .

Art. 6. — Au cas où un titre, déjà validé comme régulièrement acquis en Bourse, serait ultérieurement l'objet d'une revendication reconnue fondée, le vendeur qui ne pourrait justifier d'une acquisition régulière ou l'intermédiaire qui ne pourrait, par sa faute, permettre l'identification du vendeur, serait responsable vis-à-vis du fonds de garantie de la valeur du titre que celui-ci devait remettre en indemnisation à la partie lésée.

Art. 7. — Les conditions d'application de la présente loi, et, en particulier, celles des articles 1er, 2 et 3 seront fixées par arrêté du ministre des finances.

Art. 8. — La présente loi est applicable aux territoires d'outre-mer.

ANNEXE N° 916

(Session de 1948. — Séance du 7 septembre 1948.)

RAPPORT fait au nom de la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à accorder aux **sociétés coopératives de commerçants** un **délai** pour l'accomplissement des **formalités** prévues par la **loi du 10 septembre 1947** portant **statut de la coopération**, par M. Siaut, conseiller de la République (1).

Mesdames, messieurs, la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération stipule, à son article 28, que les organismes qui se qualifient coopératives disposent d'un délai d'un an pour apporter à leur organisation et

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 4750, 5084, et in-8° 1225; Conseil de la République: 871 (année 1948).

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 4750, 5084, et in-8° 1225; Conseil de la République: 871 et 913 (année 1948).

(3) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 3923, 5331, 5377 et in-8° 1261; Conseil de la République: 897 (année 1948).

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 4678, 5190 et in-8° 1232; Conseil de la République: 878 (année 1948).

à leurs statuts les modifications nécessaires. Par ailleurs, l'article 2 de la même loi prévoit que « les coopératives sont régies par la présente loi et par des lois particulières à chaque catégorie d'entre elles, dans la mesure où ces lois n'y contredisent pas. »

Il résulte de ces dispositions, d'une part, que le délai de régularisation prévu à l'article 28 de la loi du 10 septembre 1947 expire le 11 septembre 1948 pour toutes les sociétés coopératives, d'autre part, que certaines lois particulières peuvent intervenir pour certaines catégories de coopératives. Il en est ainsi notamment de la coopération commerciale pour laquelle la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale avait inscrit à l'ordre du jour de ses travaux l'élaboration d'un statut propre.

La proposition de loi (n° 18 A. N.), déposée dans ce but le 12 décembre 1946 par M. Jean Cayeux, n'ayant pas encore fait l'objet d'un vote par l'Assemblée, il a semblé utile au signataire de ce premier texte de demander la promulgation du délai susvisé en faveur des sociétés coopératives de commerçants qui doivent être réorganisées.

Tout en reconnaissant le bien fondé de cette initiative à laquelle elle a donné son adhésion, votre commission des affaires économiques a cru devoir limiter dans le temps d'une façon plus précise la prorogation demandée.

L'adoption pure et simple du texte voté par l'Assemblée nationale risquerait notamment de permettre trop longtemps en toute impunité à certaines sociétés l'emploi abusif du terme coopérative ou de toute expression susceptible de prêter à confusion, alors que la loi du 10 septembre s'était, à juste titre, attachée à supprimer ces abus.

Pour ces raisons, votre commission vous propose de compléter l'article unique par les mots: « En tout état de cause, ce délai expirera le 31 décembre 1949. »

Sous réserve de cette modification, votre commission des affaires économiques vous demande d'adopter la proposition de loi qui vous est soumise:

PROPOSITION DE LOI

Article unique — Insérer entre les alinéas 1er et 2 de l'article 28 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 l'alinéa suivant:

« Pour les sociétés coopératives de commerçants, le délai d'un an prévu ci-dessus ne commencera à courir qu'à partir de la date de promulgation de la loi portant statut de la coopération commerciale. En tout état de cause, ce délai expirera le 31 décembre 1949. »

ANNEXE N° 917

(Session de 1948. — Séance du 6 septembre 1948.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, fixant l'évaluation des **voies et moyens** du budget général pour l'**exercice 1948** et relatif à diverses **dispositions d'ordre financier,** par M. Dorey, conseiller de la République, rapporteur général (1).

Mesdames, messieurs, l'examen du présent projet de loi nous rapproche de la fin des travaux budgétaires de l'exercice 1948: après le budget civil reconduit et aménagé, après le budget militaire, voici la loi de recettes, qui fixe les « voies et moyens » applicables au budget général de 1948.

Il nous restera, pour en terminer, à examiner le projet de loi « modifiant les autorisations d'engagement de dépenses et les crédits accordés par la loi du 21 mars 1948 », lequel a essentiellement pour objet d'autoriser les dépenses d'équipement des grandes entreprises industrielles du secteur public pour le deuxième semestre de 1948.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 5155, 5287, 5289 et in-8° 1211; Conseil de la République, 882 (année 1948).

Le nombre des textes intervenus, leur échelonnement sur les neuf premiers mois de l'année, font que l'unité et l'antériorité budgétaires sont devenues un mythe. Pour vous en convaincre, il vous suffira de dresser la liste des diverses lois qui ont été ou seront nécessaires pour contenir la matière budgétaire de 1948.

Nous vous rappelons que le budget général de 1948 englobe:

Les crédits civils ordinaires;

Les crédits de reconstruction et d'équipement des services civils;

Les crédits militaires.

Cet ensemble de dépenses devait, en principe, être couvert par les recettes courants d'impôt; en fait, l'équilibre ainsi conçu n'est pas actuellement réalisé.

Le même budget général de 1948 laisse en dehors de ses prétentions à l'équilibre:

Les crédits de réparation des dommages de guerre privés;

Les crédits d'équipement du secteur industriel nationalisé (gaz et électricité, charbonnages, Société nationale des chemins de fer français).

Les autres avances à la charge du Trésor.

Ces divers éléments se sont matérialisés par les textes suivants:

I. — Budget général.

a) Les crédits civils ordinaires ont fait l'objet d'une reconduction de 1947 à 1948, en vertu de la loi n° 47-2407 du 31 décembre 1947. Mais il était indispensable de tenir compte des multiples modifications intervenues depuis l'année dernière, tant en ce qui concerne les dépenses de personnel qu'en ce qui touche aux dépenses de matériel. Tel a été le but du « collectif d'aménagement » que l'Assemblée nationale ne nous a transmis que le 6 août et dont vous avez achevé l'examen et le vote le 27 du même mois.

b) Les crédits de reconstruction et d'équipement des services civils ont fait l'objet de la loi n° 48-32 du 7 janvier 1948, qui a ouvert un dixième des crédits envisagés pour l'année, puis de la loi n° 48-466 du 21 mars 1948, ouvrant des crédits pour l'année entière.

c) Des crédits militaires provisionnels ont dû être ouverts pour les huit premiers mois de l'année, savoir:

Lois nos 47-2429 et 47-2430 du 31 décembre 1947, trois douzièmes pour janvier, février et mars.

Loi n° 48-472 du 21 mars 1948: deux douzièmes pour avril et mai.

Loi n° 48-888 du 29 mai 1948: un douzième pour juin.

Loi n° 48-1139 du 20 juillet 1948: deux douzièmes pour juillet et août.

Le budget militaire définitif, qui avait été déposé par le Gouvernement le 29 avril 1948, a été voté par l'Assemblée nationale le 6 août; le Conseil de la République en a terminé l'examen le 20 août. Il s'est matérialisé dans la loi n° 48-1347 du 27 août 1948.

d) Outre ces textes d'ordre général, un grand nombre de lois sont venues ou viendront ouvrir des crédits — d'un montant parfois considérable — pour des objets plus limités. Nous nous contenterons de citer, parmi les plus importants:

La loi du 27 février 1948, ouvrant des crédits pour le reclassement de la fonction publique;

La loi du 21 mars 1948, prévoyant la prise en charge par l'Etat de la rémunération de divers fonctionnaires d'autorité dans les territoires d'outre-mer;

La loi du 23 juillet 1948, ouvrant des crédits comme conséquence de l'érection en départements des quatre « vieilles colonies »;

Le projet de loi n° 4393 (A.N.) portant réforme des pensions civiles et militaires;

Le projet de loi n° 5154 (A.N.), ouvrant des crédits en conséquence de l'alignement monétaire de janvier 1948;

Le projet de loi n° 5263 (A.N.), ouvrant des crédits destinés à l'attribution de subventions économiques.

L'ensemble de ces dépenses devait en principe être couvert par les recettes budgétaires. Le présent projet de loi a justement pour premier objet d'évaluer ligne par ligne le montant de ces recettes.

III. — Opérations hors budget général.

a) Les crédits de réparation des dommages de guerre privés (y compris les dépenses de reconstruction de la flotte de commerce) ont été ouverts, pour l'année entière, par la loi n° 47-2406 du 31 décembre 1947;

b) Les crédits d'équipement industriel du secteur nationalisé — et les autres avances à la charge du Trésor ont fait l'objet:

De la loi n° 48-466 du 21 mars 1948, concernant essentiellement les les crédits du premier semestre de l'année;

Du projet de loi n° 4958 (A. N.), adopté par l'Assemblée nationale le 27 août dernier, fixant le montant définitif des crédits pour l'année entière.

Il n'est pas besoin d'insister longuement sur les conséquences regrettables d'une telle multiplicité et d'un tel retard dans le vote des textes financiers.

D'une part, la vue d'ensemble sur les charges publiques, pourtant si nécessaire, devient à peu près impossible: combien d'entre nous, mes chers collègues, seraient capables d'indiquer — même très approximativement — sans recherches préalables, le montant des dépenses que nous avons autorisées pour l'exercice 1948? Les bonnes volontés se perdent dans le labyrinthe des chiffres.

D'autre part, le rapprochement des dépenses autorisées et des recettes perçues, si facile dans un budget unique, est également rendu très malaisé. La connaissance exacte du déficit, et les efforts pourtant indispensables pour réduire ce déficit en sont fâcheusement affectés.

Enfin, les services publics, amenés à vivre au jour le jour au moyen de crédits provisoires pendant les deux tiers de l'année, sont empêchés de voir aussi large et aussi loin que le permettrait le cadre — pourtant modeste — d'un exercice budgétaire normal. Il en résulte, pour les dépenses de matériel, en particulier pour les marchés de fourniture et de travaux, un fractionnement générateur de dépenses supplémentaires et de gaspillages.

C'est dire combien il serait souhaitable qu'on en revienne pour 1949, comme se le proposait le précédent gouvernement, à un budget unique et voté en temps opportun, c'est-à-dire pour le 1er janvier.

Mais l'expérience de l'année 1948 permet de mesurer les efforts qui seront nécessaires pour parvenir à ce résultat.

Ce n'est pas sans mélancolie, en effet, que nous constatons que la procédure de reconduction mise en œuvre cette année, qui devait aboutir, pensions-nous, à supprimer en 1948 le retard considérable enregistré en 1947, n'a pas permis de rattraper la moindre parcelle de ce retard, puisqu'en ce début de septembre, les dotations définitives du budget civil ne sont pas encore à la disposition des administrations, alors que l'année dernière, le budget avait pu être promulgué le 13 août.

Tout en faisant la part des accidents ministériels dont nous avons été gratifiés depuis le mois de juillet, on aboutit à la conclusion qu'aucune procédure, si ingénieuse soit-elle, ne permet de voter le budget en temps opportun, si le Gouvernement et le Parlement ne consentent pas les efforts indispensables pour aboutir à ce résultat.

Le Gouvernement n'a déposé les cahiers d'aménagement des crédits civils qu'en décembre 1947, c'est-à-dire trop tard pour que le Parlement puisse envisager d'en terminer l'examen le 1er janvier suivant.

Ayant d'autre part été invité par l'Assemblée nationale à réaliser d'urgence des économies de l'ordre de 10 p. 100 sur ces dépenses, il n'a traduit les mesures prises qu'au moyen de multiples lettres rectificatives, envoyées au cours des mois d'avril à juillet.

Enfin, ayant promis un projet de budget militaire définitif pour le 1er mars, il n'a été en mesure de déposer ce document que fin avril, c'est-à-dire à un moment où l'on n'en est plus à un ou deux douzièmes près.

Quant à l'Assemblée nationale, il est bien certain qu'absorbée par d'autres tâches — dont il n'est pas question de méconnaître l'intérêt — elle n'a pas accordé aux discussions budgétaires la priorité nécessaire pour mener le travail à bien dans un délai raisonnable. C'est ainsi que l'aménagement du budget civil n'a commencé à être examiné que le 20 mai; à la cadence d'une ou deux séances par semaine, l'examen n'en a été mené à bien que le 6 août. D'autre part, le budget militaire, déposé le 29 avril, n'est venu en discussion que le 29 juin et le vote final en première lecture n'a pu intervenir que le 6 août.

Par ailleurs, le Parlement ayant interrompu sa session du 20 mars au 20 avril, au titre des vacances de Pâques, tous les projets en instance à l'époque se sont trouvés automatiquement retardés d'un mois.

Il est bien certain que si nous voulons arriver à un résultat moins déplorable pour le budget de 1949, il faudra prendre d'autres méthodes et s'astreindre à d'autres disciplines.

Nous en sommes encore au moment où, l'échéance apparaissant lointaine, on répète comme une choses entendue et allant de soi que le budget de 1949 sera voté pour le 31 décembre 1948. Nous ne demandons pas autre chose, mais il faut se rendre compte de l'effort extrême que demandera le respect de ce calendrier tant de la part des administrations publiques, qui ont à peine ébauché la préparation de leurs demandes de crédits, que de la part du Parlement qui, rentrant en novembre, ne disposera même pas de deux mois pour mener à bien tout le travail. On mesurera, alors, si les procédures parlementaires actuelles et le désir d'aboutir sont suffisants, ou si la IVe République entend placer dans ses usages permanents le vote des budgets au cours du second semestre de l'année à laquelle ils s'appliquent.

La multiplicité et le retard des budgets ne sont pas, hélas, les questions les plus graves que posent actuellement nos finances. L'étendue du déficit et les problèmes de financement des dépenses publiques devraient retenir de façon permanente toute notre attention. Il n'est pas possible de se prétendre partisan d'une monnaie solide, et d'oublier dans l'œuvre législative de chaque jour les contraintes et les sacrifices indispensables pour parvenir à ce résultat.

L'évolution de nos finances publiques depuis le début de 1948, et la situation qui en est résultée à la fin du premier semestre ont été analysées comme il convenait par notre distingué collègue de l'Assemblée nationale, M. Barangé, dans le rapport consacré au présent projet de loi. Nous vous invitons à vous reporter à ce document (1). Il vous fera mesurer l'extrême gravité des problèmes que posent le déséquilibre du budget et de la trésorerie et l'à-propos des mesures de facilité que certains jugent opportun de nous proposer tous les jours, avec un admirable détachement des contingences financières

C'est la tâche la plus urgente des prochains mois que de s'atteler à ce redressement financier que le pays souhaite ardemment, sans toujours être prêt à accepter les sacrifices qui en sont la condition nécessaire. Pour le mener à bien, le Gouvernement n'aura pas trop de toute son énergie.

EXAMEN DES ARTICLES

TITRE Ier

Dispositions relatives aux recettes du budget général.

§ 1er. — Evaluation des voies et moyens

Article 1er.

Evaluation des voies et moyens.

Texte proposé par le Gouvernement:

Les voies et moyens applicables au budget général de l'exercice 1948 sont évalués, conformément à l'état annexé à la présente loi ,à la somme de 924.254.281.000 F.

(1) Voir rapport 5287 A. N.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Les voies et moyens applicables au budget général de l'exercice 1948 sont évalués, conformément à l'état annexé à la présente loi à la somme de 924.833.058.000 F.

Texte proposé par votre commission:

Les voies et moyens applicables au budget général de l'exercice 1948 sont évalués conformément à l'état A annexé à la présente loi, à la somme de 924.632.937.000 F.

Exposé des motifs et commentaires. — Cet article fixe le total des voies et moyens applicables au budget général de l'exercice 1948, tel qu'il ressort des évaluations retenues par le Gouvernement, et dont le détail est fourni par l'état A ci-après annexé.

Votre commission s'est bornée à rectifier ces évaluations pour tenir compte de la modification des droits sur les permis de chasse (1) et de l'incidence des mesures prises au titre des budgets annexes; en ce qui concerne les autres recettes, elle s'est interdit, conformément à la tradition parlementaire, de modifier les prévisions qui lui étaient soumises.

§ 2. — *Dispositions relatives aux recettes fiscales et domaniales.*

Article 2.

Bons du Trésor. — Exonérations fiscales.

Texte proposé par le Gouvernement:

Le paragraphe 2 de l'article 110 du code général des impôts directs est modifié comme suit:

... « 2° Les intérêts des bons émis par le Trésor à l'échéance de cinq ans au plus »...

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Texte du gouvernement. — Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Texte du gouvernement. — Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — En vue de procurer des ressources complémentaires au fonds de modernisation et d'équipement prévu par l'article 1er de la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, le Gouvernement a l'intention d'émettre des bons à cinq ans d'échéance dénommés bons d'équipement, dont le produit sera affecté aux fonds susvisés.

Bien qu'ils comportent des caractéristiques particulières (durée, taux d'intérêt, modalités particulières de mobilisation) ces bons doivent être assimilés aux valeurs du Trésor à court terme et il convient notamment qu'ils bénéficient de toutes les exonérations fiscales dont jouissent ces valeurs.

Sans observations de la part de votre commission.

Article » (ancien 3).

Sociétés nationales d'investissement. Régime fiscal des apports de titres faits par l'Etat à ces sociétés.

Texte proposé par le Gouvernement:

Les apports purs et simples de titres faits par l'Etat aux sociétés nationales d'investissement dont la création est autorisée par l'article 1er de l'ordonnance n° 45-2710 du 2 novembre 1945 sont dispensés du droit proportionnel d'enregistrement prévu à l'article 445 du code de l'enregistrement.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Texte du Gouvernement. — Disjoint.

Texte proposé par votre commission:

Disjonction maintenue.

Exposé des motifs. — L'ordonnance n° 45-2710 du 2 novembre 1945 a autorisé le ministre des finances à provoquer la création de sociétés nationales d'investissement et prévu que l'Etat pourrait apporter ou céder à ces sociétés les valeurs mobilières entrées dans son patrimoine, notamment en règlement de l'impôt de solidarité nationale ou en application de la législation sur les profits illicites.

(1) L'Assemblée nationale avait évalué le produit de ces droits à 600 millions de francs; compte tenu de la diminution de tarifs que vous propose votre commission, la recette serait ramenée à 400 millions de francs.

Des difficultés se présentent actuellement pour réaliser la constitution de l'une de ces sociétés à laquelle l'Etat se propose, comme prévu, de faire apport d'un portefeuille important de titres acquis dans les circonstances susindiquées. Cette constitution est, en effet, susceptible d'entraîner des frais très élevés dont la majeure partie résulterait de l'application à la valeur de ces titres du droit proportionnel d'enregistrement auquel donnent ouverture les actes de formation de sociétés. Bien que ce droit soit d'un taux modique (1 p. 100), son payement exigerait en l'occurrence une mise de fonds considérable dont l'Etat, quasi-propriétaire de la totalité du capital de la société, ne pourrait obtenir le versement, sous forme de souscriptions en numéraire, des personnes morales de droit public qui seront ses co-associées.

Or, l'Etat lui-même ne saurait faire l'avance de l'impôt, en sorte que l'application du droit commun risquerait au cas particulier de s'opposer à la constitution de la société.

Il a paru, dans ces conditions, qu'il serait opportun, pour faciliter la mise en œuvre de l'ordonnance du 2 novembre 1945 précitée, de renoncer à soumettre à une perception fiscale les apports en nature faits par l'Etat aux sociétés nationales d'investissement régies par ce texte.

Commentaires. — Cet article a été disjoint par l'Assemblée nationale, celle-ci ayant estimé que l'exonération fiscale prévue par l'article ci-dessus pouvait être réalisée dans le cadre de la loi tendant au redressement économique et financier.

Articles 4 et 5.

Photocopie des actes judiciaires, des actes notariés et des exploits d'huissiers.

Texte proposé par le Gouvernement:

Art. 4. — Le code du timbre est complété par un article 74 *bis* ainsi conçu:

« *Art.* 74 bis. — § 1er. — Les photocopies et toutes autres reproductions obtenues par un moyen photographique, établies pour tenir lieu des expéditions, extraits ou copies visés aux articles 66, 73 et 74, sont soumises à un droit de timbre égal à deux fois celui perçu sur les écrits reproduits. Toutefois, ce droit est égal au droit perçu sur lesdits écrits lorsque ceux-ci constituent eux-mêmes des photocopies ou sont établis dans les conditions fixées par ces trois articles.

§ 2. — Le droit est acquitté par l'apposition de timbres mobiles. Sauf ce qui est dit à l'article 64, ces timbres sont apposés et oblitérés, comme en matière de timbre des quittances par l'officier ou le fonctionnaire public, à la date où il revêt la pièce d'une mention d'authentification.

§ 3. — Les minutes ou originaux des actes destinés à être reproduits par photocopie peuvent être établis sur une seule face du papier, l'autre face étant annulée par un procédé indélébile autorisé par arrêté du ministre des finances; dans ce cas, le droit de timbre est réduit de moitié lorsque la minute ou l'original comporte plus d'une page. »

Article 5.

L'article 76, 3° du code du timbre est modifié et complété comme suit:

« Pour chaque acte public ou expédition écrit sur papier non timbré et pour contravention aux articles 69 et 74 *bis* par les officiers et fonctionnaires publics. »

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Art. 4. — Conforme.

« *Art.* 74 bis. — § 1er. — Les photocopies et toutes autres reproductions obtenues par un moyen photographique, établies pour tenir lieu des expéditions, extraits ou copies visés aux articles 66, 73 et 74, sont soumises à un droit de timbre égal à celui perçu sur les écrits reproduits.

§ 2. — Conforme.

§ 3. — Conforme.

Art. 5. — L'article 76, 3° du code du timbre est modifié comme suit:

« 3° Pour chaque acte public ou expédition écrit sur papier non timbré et pour contravention aux articles 69 et 74 *bis* par les officiers et fonctionnaires publics. »

Texte proposé par votre commission:

Art. 4. — Conforme.

Art. 5. — Conforme.

Exposé des motifs. — L'utilité de reproduire les actes judiciaires par des procédés photographiques a été reconnue depuis longtemps déjà et à diverses reprises par la jurisprudence comme moyen de contrôle et de complète information.

Les progrès techniques réalisés en matière de photocopie donnent actuellement un intérêt plus général encore à cette méthode qui est susceptible de procurer une appréciable économie de main-d'œuvre et de temps et dont la chancellerie envisage de permettre l'utilisation par les notaires et les greffiers pour la délivrance des grosses et des expéditions des actes et des jugements et par les huissiers, pour la délivrance des copies d'exploits.

D'ar ailleurs, en vue de faciliter l'impression de ces expéditions et copies, la chancellerie se propose d'autoriser les officiers ministériels à employer pour la rédaction de leurs minutes des feuilles de papier utilisables sur une seule face.

Les articles ci-dessus ont pour objet d'adapter les dispositions du code du timbre régissant le timbrage des minutes, expéditions et copies des actes des notaires et huissiers et des jugements, en instituant, pour les papiers utilisés pour la photocopie, un régime fiscal approprié tendant, dans toute la mesure du possible, à les assujettir à des droits de timbre de dimension équivalents à ceux qui seraient acquittés sous l'empire de la réglementation actuelle.

Commentaires. — L'Assemblée nationale a admis le principe de l'application de la photocopie à la reproduction des actes judiciaires, des actes notariés et des exploits d'huissiers; mais elle a estimé, dans l'intérêt même d'une large diffusion de ce procédé, que le droit de timbre auquel seront soumises les photocopies ne devait pas dépasser celui normalement perçu sur les écrits reproduits. Elle a modifié l'article 4 en conséquence. Votre commission vous propose de l'adopter.

Article 6.

Dépôts de fonds au Trésor faits par des collectivités et des établissements public. — Exemption de l'impôt sur le revenu.

Texte proposé par le Gouvernement.

Le code fiscal des valeurs mobilières est complété par un article 129 *quinquies* ainsi conçu:

Dépôts au Trésor.

« *Art.* 129 quinquies. — Sont affranchis de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers établi par le chapitre 2 du titre III les intérêts et tous autres produits des dépôts de fonds effectués au Trésor par les collectivités et établissements publics. »

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Texte du Gouvernement. — Disjoint.

Texte proposé par votre commission:

Reprise du texte du Gouvernement.

Exposé des motifs. — En l'état des pratiques actuellement suivies, les dépôts de fonds au Trésor sont ou non assujettis à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, en vertu de l'article 38-2° de la loi du 31 juillet 1917 (art. 71-2° du code fiscal des valeurs mobilières), suivant qu'ils présentent un caractère facultatif ou obligatoire. A vrai dire, il s'agit, dans le second cas, d'une tolérance administrative justifiée tantôt par la circonstance que le déposant se comporte en l'occurrence comme le gérant légal des fonds qui lui sont confiés, tantôt par l'impossibilité de retirer les fonds déposés sans l'accomplissement de certaines formalités, mais qui trouve sans doute son fondement véritable dans le fait que l'obligation de dépôt est profitable au Trésor et qu'il est par conséquent équitable d'exonérer de l'impôt les intérêts produits par les sommes mises à sa disposition, lesquelles pourraient procurer aux collectivités et organismes propriétaires des revenus plus substantiels si le placement en était effectué librement.

Quoi qu'il en soit, les distinctions ainsi établies ne laissent pas d'être génératrices de traitements différents entre ces collectivités et organismes dont la cause n'est pas toujours exactement perçue par eux, comme aussi d'introduire dans le service des comptables du Trésor des éléments de complication qui en rendent l'exécution plus difficile et plus délicate.

Dans ces conditions, il a paru opportun de remédier à ces inconvénients en prononçant une exonération générale de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers en faveur des intérêts alloués aux dépôts de fonds effectués au Trésor, par les collectivités et établissements publics, sans qu'il y ait dorénavant à distinguer entre le caractère obligatoire ou facultatif de ces dépôts.

Aussi bien l'incidence budgétaire d'une telle mesure est-elle appelée à demeurer minime.

Rien ne s'opposerait d'ailleurs à ce que les effets en fussent entièrement neutralisés par une revision appropriée du taux de l'intérêt servi par le Trésor à ses déposants, dans le cas où le produit des fonds déposés aurait dû normalement être assujetti à l'impôt.

Commentaires. — Cet article a été disjoint par l'Assemblée nationale, qui a estimé que l'exonération fiscale prévue pouvait être réalisée dans le cadre de la loi tendant au redressement économique et financier.

Votre commission des finances estime pour sa part qu'il n'est pas nécessaire d'attendre l'élaboration des mesures que le Gouvernement pourra prendre en vertu de ce texte dans le domaine fiscal — élaboration qui demandera sans doute un certain délai — pour autoriser l'exonération proposée par le présent article. Cette mesure de simplification ne soulève d'ailleurs aucune question de principe qui fasse juger désirable de la replacer dans un plan d'ensemble.

Dans ces conditions, votre commission vous propose d'adopter le texte proposé par le Gouvernement.

Articles 7 et 8.

Régime fiscal des sociétés holdings de recherches de produits pétroliers.

Texte proposé par le Gouvernement:

Art. 7. — Le code fiscal des valeurs mobilières est complété par un article 154 *ter* ainsi conçu:

« *Art.* 154 ter. — L'exonération prévue à l'article précédent est applicable, sous les mêmes conditions, aux sociétés françaises par actions, dont la constitution a été approuvée par arrêté du ministre des finances et du ministre de l'industrie et du commerce, ayant pour objet exclusif de financer sous quelque forme que ce soit les organismes de recherches de produits pétroliers, en France, dans les départements et territoires d'outre-mer et dans les territoires et Etats associés, pour les produits distribués retirés de ce financement. »

Art. 8. — L'article 4 du code général des impôts directs est complété par un paragraphe 20 ainsi conçu:

« § 20. — Les sociétés françaises par actions, dont la constitution a été approuvée par arrêté du ministre des finances et du ministre de l'industrie et du commerce et qui ont pour unique objet de financer, sous quelque forme que ce soit, les organismes de recherches de produits pétroliers, en France, dans les départements et territoires d'outre-mer et dans les territoires et Etats associés, pour la partie de leurs bénéfices réinvestis dans ces organismes suivant des conditions fixées par arrêté ministériel. »

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Art. 7. — Conforme.

Art. 8. — Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Art. 7. — Conforme.

Art. 8. — Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — La commission de modernisation des carburants du plan Monnet a élaboré un programme de recherches de produits pétroliers en France métropolitaine et dans les divers territoires d'outre-mer, dont la réalisation est confiée, sous le contrôle du bureau de recherches des pétroles (B.R.P.), à la régie autonome des pétroles, à quatre sociétés d'économie mixte et à trois syndicats de recherches.

Si la régie autonome des pétroles dispose de ressources propres provenant en partie de ses recettes d'exploitation, il n'en est pas de même des sociétés d'économie mixte qui sont obligées de recourir soit à des avances ou à des emprunts consentis par le B.R.P., soit à des augmentations de capital.

Mais, lors des augmentations de capital, il a été donné de constater que les groupes privés éprouvent des difficultés de plus en plus grandes à maintenir leur participation.

Les ressources budgétaires dont dispose le B.R.P. ne permettant pas de financer dans sa totalité le programme de recherches, on se trouve devant le dilemme suivant: ou bien renoncer au programme, ou trouver une formule qui permette aux capitaux privés de financer en partie les travaux de recherches.

C'est cette dernière préoccupation qui a conduit à envisager la création d'une société holding qui contribuerait, sous les auspices du B. R. P. auquel une participation serait réservée, au financement des recherches des organismes dans lesquels elle acquerrait notamment des participations.

Il est bien évident qu'une telle formule ne peut être mise en œuvre que si les bénéfices éventuels réalisés par l'intermédiaire des sociétés de recherches ne sont pas frappés deux fois par l'impôt.

Le texte soumis à la sanction du Parlement, qui tend à exonérer de la double imposition à la cédule des bénéficiaires industriels et commerciaux et à celle des capitaux mobiliers les bénéfices en question, loin de revenir sur le principe de l'action prépondérante de l'Etat en matière de recherches de produits pétroliers, a essentiellement pour objet de permettre aux organismes de recherches de se procurer les moyens financiers qui leur sont indispensables pour mener à bien leurs travaux.

Les sociétés de recherches intéressées par les présentes dispositions sont actuellement les suivantes:

Métropole:

1° Société nationale des pétroles du Languedoc méditerranéen.
Part Etat B.R.P. environ 60 p. 100.
2° Société nationale des pétroles d'Aquitaine.
Part Etat B.R.P. environ 60 p. 100.

France d'outre-mer:

1° Société chérifienne des pétroles.
Part Etat français B. R. P. supérieure à 40 p. 100.
Protectorat Maroc 41 p. 100 environ.
2° Société nationale de recherche et d'exploitation du pétrole en Algérie.
Part B.R.P. 50 p. 100.
Gouvernement général de l'Algérie 50 p. 100.
3° Syndicat de recherche de pétrole en Tunisie.
4° Syndicat de recherche du pétrole en Afrique équatoriale française.
5° Syndicat de recherche de pétrole à Madagascar.

Dans ces trois derniers organismes, les parts de l'Etat, du B.R.P. et du territoire intéressé sont d'environ 60 p. 100.

Il est précisé que la société holding a pour but de réunir des capitaux français par l'intermédiaire des établissements bancaires nationalisés et d'autres banques françaises qui feront souscrire les actions dans le public.

Votre commission vous propose d'adopter ces articles.

Article 9.

Modification du taux de l'impôt sur les opérations de bourse.

Texte proposé par le Gouvernement:

Les taux prévus par les articles 173 et 173 *ter* du code fiscal des valeurs mobilières sont fixés comme suit:

Par 1.000 F ou fraction de 1.000 F:

Opérations d'achat ou de vente sur valeurs de toute nature, 4 F.

Opérations de report sur valeurs de toutes nature, 1 F.

Opérations d'achat ou de vente concernant des rentes sur l'Etat, 0 F 01.

Opérations de report concernant des rentes sur l'Etat, 0 F 005.

Cessions directes, 2 F.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Texte du Gouvernement. — Disjoint.

Texte proposé par votre commission:

Reprise du texte du Gouvernement.

Exposé des motifs. — Les lois des 11 février et 23 décembre 1946 qui ont porté le taux de l'impôt de bourse successivement de 1,50 à 3 puis à 6 F pour 1.000 F, ou fraction de 1.000 F, du montant des opérations, ont eu pour objet principal d'enrayer le fort mouvement de hausse qui s'était produit au cours de l'année 1946.

Depuis lors, l'activité du marché s'est très nettement ralentie: les préoccupations auxquelles avait répondu la double majoration de l'impôt de bourse ont aussi disparu, mais cette majoration constitue maintenant une gêne pour le marché financier.

Une réduction du taux de 6 p. 1000 serait donc justifiée dans les circonstances actuelles. Elle serait en outre opportune au moment où est envisagée la reprise des transactions à terme. Ces transactions, portant généralement sur des montants plus élevés que les opérations au comptant entraînent en effet un élargissement de la base d'assiette de l'impôt. Par contre, elles se soldent souvent par des différences assez faibles qui seraient absorbées par une lourde taxation du capital engagé. Maintenir le taux actuel de 6 p. 1000 conduirait à écarter du marché beaucoup d'opérations et parmi les plus saines, puisqu'il s'agirait de celles reposant sur la prévision de légères différences de cours.

Du point de vue du rendement, l'allègement de l'impôt de Bourse ne devrait pas se traduire par une baisse de recettes sensible pour le Trésor; le développement de la matière imposable qu'elle favoriserait compenserait sans doute assez vite la réduction du taux.

En tenant compte de ces diverses considérations, il parait justifié de réduire ce taux de 6 F à 4 F par 1.000 F ou fraction de 1.000 F.

Par contre, le tarif applicable aux opérations de report n'a pas subi les relèvements de 1946. Il est resté fixé depuis 1939 à 0 F 55 par 1.000 F.

Aussi paraît-il souhaitable de le porter à 1 F par 1.000 F, à la fois pour le mettre en harmonie avec l'impôt frappant les opérations d'achat et de vente et pour le fixer à un chiffre tel que les calculs d'assiette soient facilités.

Ce dernier motif conduit aussi à abaisser légèrement, de 0 F 0135 à 0 F 01 et de 0 F 00675 à 0 F 005 les taux des droits frappant respectivement les opérations d'achat ou de vente et les opérations de report concernant les rentes sur l'Etat.

Enfin, le droit perçu à l'occasion des cessions directes de valeurs cotées en Bourse est traditionnellement égal à la moitié de celui frappant les opérations de Bourse sur valeurs de toute nature. Il devrait donc être amené à 2 F par 1.000 F ou fraction de 1.000 F du prix ou de la valeur réelle des titres cédés.

Telles sont les dispositions faisant l'objet du présent projet d'article.

Commentaires. — L'Assemblée nationale a disjoint cet article, en estimant que la modification de tarif prévue pouvait être réalisée dans le cadre de la loi tendant au redressement économique et financier.

Votre commission vous propose de reprendre le texte du Gouvernement pour les raisons suivantes:

a) La loi du 17 août 1948 autorise seulement le Gouvernement à procéder par décret à des réductions d'impôts, et exclut toute majoration de taux. Or, l'article en cause prévoit l'augmentation de divers éléments de l'impôt sur les opérations de Bourse (taux applicable aux opérations de report);

b) L'élaboration des textes de réforme fiscale devant demander certainement un délai assez important, il ne paraît pas opportun de retarder l'adoption d'une mesure dont on attend des résultats favorables pour l'activité du marché des capitaux.

Articles 10 et 11.

Opérations de pensions sur effets publics ou privés entre banques. — Régime fiscal.

Texte proposé par le Gouvernement:

Art. 10. — Sont exonérés des taxes sur le chiffre d'affaires les intérêts des prêts de forme particulière, dénommés « pensions », garantis par des bons émis par le Trésor ou des acceptations du Crédit national, que concluent entre eux les banques et ceux des établissements financiers et des organismes publics ou semi-publics habilités à réaliser de telles opérations.

Art. 11. — Les dispositions des articles 257 du code du timbre et 537 du code de l'enregistrement sont applicables aux opérations de pensions réalisées dans les conditions prévues à l'article précédent et garanties par des effets privés.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Art. 10. — Disjoint.

Art. 11. — Disjoint.

Texte proposé par votre commission:

Art. 10. — Reprise du texte du Gouvernement.

Art. 11. — Reprise du texte du Gouvernement.

Exposé des motifs. — Les banques se consentent mutuellement, sur le marché monétaire, des prêts au jour le jour ou de très courte durée qui sont garantis par le transfert de bons du Trésor ou d'acceptations du Crédit national. Ces avances, effectuées à des taux généralement inférieurs à ceux de la Banque de France, portent le nom de pensions.

La nature juridique des opérations dont il s'agit prête à controverse. Mais, l'opinion qui a prévalu jusqu'ici consiste à considérer qu'elles s'analysent en un escompte au comptant des effets donnés en gage, accompagné d'un engagement ou d'une option de réescompte à terme.

Les agios de prise en pension sont, de fait, assimilés à des agios d'escompte et bénéficient, à ce titre, de l'exonération des taxes sur le chiffre d'affaires dont jouissent actuellement les profits de cette dernière catégorie provenant de la négociation des bons du Trésor et des traites émises en règlement de dépenses publiques.

En raison de l'intérêt essentiel qu'il y a, pour le Trésor, à faciliter au maximum cette négociation sur le marché monétaire, afin que les détenteurs de bons soient assurés de la liquidité absolue de ces placements et n'hésitent pas à investir en valeurs de cette nature la plus large fraction de leurs disponibilités, il a paru opportun de consacrer par une disposition spéciale le régime fiscal applicable, en matière de taxes sur le chiffre d'affaires, aux opérations de pensions sur effets publics.

L'exonération de ces taxes résultant désormais, sans contestations possibles d'un texte légal, ne pourra que favoriser de tels investissements, tout en permettant de réaliser, du point de vue de la technique bancaire, d'appréciables simplifications dans la constatation des opérations dont il s'agit.

Le premier des articles ci-dessus tend à cet objet.

Le second se propose de faire bénéficier les opérations de pensions garanties par des effets privés de la dispense des droits de timbre et d'enregistrement applicable en vertu des articles 257 du code du timbre et 537 du code de l'enregistrement aux avances sur valeurs émises par le Trésor, puisque aussi bien ces opérations, qui se présentent actuellement sous la forme d'escomptes et de réescomptes, échappent à ces impôts. Il a paru possible, dans ces conditions et sans qu'il doive en résulter une perte de recettes pour le Trésor, de soumettre, en ce domaine, lesdites opérations au même régime que celui des avances sur effets publics dont sont en mesure de profiter les pensions visées au premier des articles ci-dessus, en vue d'en faciliter la constatation matérielle et de permettre à cet égard l'amélioration de la technique du marché monétaire.

Bien entendu, les agios provenant des opérations de pensions sur effets privés resteront assujettis comme par le passé, aux taxes sur le chiffre d'affaires.

Commentaires. — L'Assemblée nationale a disjoint ces deux articles pour le motif indiqué à l'article 9.

Votre commission des finances vous propose de les reprendre: il ne paraît pas utile de retarder l'adoption de textes qui ne font que préciser un régime fiscal déjà appliqué en fait, qui ne soulèvent aucune objection de principe, et dont le Gouvernement attend des résultats favorables pour le placement des bons du Trésor.

Article 12.

Droit de communication des agents des administrations fiscales. — Mesures d'adaptation.

Txte proposé par le Gouvernement:

Les divers droits de communication prévus au bénéfice des administrations fiscales peuvent être exercés, dans tous les cas, par les inspecteurs adjoints et contrôleurs adjoints appartenant à ces administrations ainsi que par les officiers des douanes.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Texte du Gouvernement. — Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Texte du Gouvernement. — Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Le droit de communication que possèdent les administrations fiscales en vue de l'assiette et du contrôle de l'impôt résulte de divers textes qui désignent les agents habilités à l'exercer.

Des dispositions législatives et réglementaires récentes ayant, à l'occasion de certaines réorganisations administratives, apporté des modifications dans la qualification de ces agents, il est nécessaire d'adapter les textes régissant le droit de communication à ces changements.

Tel est simplement l'objet de l'article ci-dessus qui, par ailleurs, étend la portée du droit de communication dont disposent actuellement les officiers des douanes.

Ces derniers peuvent, dans l'état présent de la législation et en vertu de l'article 489-1 du code des douanes, obtenir la communication des documents de toute nature relatifs aux opérations qu'ils contrôlent chez les personnes ou sociétés se livrant à ces opérations. Le fait de conférer à ces officiers des pouvoirs analogues à ceux accordés aux autres agents de l'administration des douanes qui sont, à ce point de vue, placés sous le même régime que l'ensemble du personnel des diverses administrations fiscales, sera de nature à faciliter l'accomplissement des missions qui leur sont confiées et la répression de la contrebande dont les ramifications s'étendent souvent au delà du cercle des assujettis relevant directement de l'administration des douanes.

Sans observation de la part de votre commission.

Article 13.

Exonération de la taxe intérieure sur les produits pétroliers devant servir de matières premières pour la fabrication de produits chimiques de synthèse.

Texte proposé par le Gouvernement:

Il est ajouté au code des douanes un article 254 libellé comme suit:

« *Art.* 254. — 1° Les hydrocarbures d'origine nationale ou étrangère destinés à servir de matières premières dans la fabrication de

produits chimiques de synthèse peuvent être admis en exemption totale ou partielle de la taxe intérieure de consommation prévue par l'article 250 ci-dessus;

« 2° Le montant de l'exonération applicable aux hydrocarbures ainsi que les conditions de mise en œuvre de ces produits sont fixés par décret pris en forme de règlement d'administration publique, après avis d'une commission spéciale.

« Cette commission, dont la composition est fixée par décret a, en outre, pour attribution d'émettre des avis sur toutes les questions relatives à l'application du présent article. »

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Texte du Gouvernement. — Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Texte du Gouvernement. — Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Des procédés nouveaux permettent d'utiliser le pétrole et ses dérivés dans la fabrication des produits chimiques de synthèse

Ces fabrications ont pris un développement considérable aux Etats-Unis; la Grande-Bretagne, de son côté, se préoccupe de créer sur son territoire une industrie semblable.

La France se doit, elle aussi, de favoriser, sur son sol, l'établissement d'une telle industrie qui lui permettra de suppléer au manque actuel de savons, de détersifs, de solvants et d'engrais azotés.

Les produits du pétrole étant présentement soumis à une taxe intérieure de consommation très élevée, en raison de leur utilisation principale comme carburants, ce résultat ne peut être atteint que si les hydrocarbures destinés à servir de matière première dans la fabrication des produits chimiques de synthèse sont exonérés, en tout ou partie, de cette taxe.

Tel est l'objet du projet d'article ci-dessus, qui permet au Gouvernement de fixer le taux de l'exonération accordée à chaque industrie considérée ainsi que les modalités du contrôle indispensable pour éviter les fraudes.

Sans observations de la part de votre commission.

Article 14.

Obligation, pour les exploitants de cabarets avec dancing ou attractions, de fournir un cautionnement.

Texte proposé par le Gouvernement:

L'avant-dernier alinéa de l'article 475 du code des contributions indirectes est complété ainsi qu'il suit:

« Pour les exploitants des établissements visés au premier alinéa du présent article, cette déclaration ne peut être reçue que si lesdits exploitants présentent une caution solvable qui s'engage, solidairement avec eux, à payer les droits et pénalités constatés à leur charge par l'administration des contributions indirectes. Toutefois, les exploitants qui justifient de la possession de biens ou de ressources suffisantes pour la garantie de ces impôts peuvent être dispensés de l'obligation ci-dessus. »

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Texte du Gouvernement. — Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Texte du Gouvernement. — Conforme.

Exposé des motifs. — La pratique tend à se généraliser, de la part des propriétaires des établissements visés au premier paragraphe de l'article 475 du code des contributions indirectes (cabarets et bals notamment) de confier à des gérants libres l'exploitation de leur fonds. Il s'agit, dans la plupart des cas, de dispositions destinées à faire échec au recouvrement des taxes qui frappent les recettes des établissements en cause, les gérants étant alors choisis parmi des personnes insolvables ou apparemment telles, contre lesquelles toutes poursuites ne peuvent que demeurer inopérantes.

Il apparaît que le meilleur moyen d'assurer le recouvrement normal de l'impôt légalement exigible consiste à faire obligation aux exploitants des établissements susvisés de présenter une caution apte à garantir à la fois le payement des droits et, éventuellement, des pénalités encourues.

Commentaires. — Sans formuler d'objection sur le fond du présent article, votre commission considère que les dispositions prévues sont bien plus du domaine du règlement que du domaine de la loi Ce i prouverait, s'il en était besoin, que la question se pose de la remise en ordre des pouvoirs respectifs du Parlement et du Gouvernement.

Article 15.

Réduction du taux de la taxe à la production dans les départements d'outre-mer.

Texte proposé par le Gouvernement:

Dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, les taux visés à l'article 1er, alin a 1°, du code des taxes sur le chiffre d'affaires sont réduits de 20 p. 100. La réduction est portée à 50 pour 100 en ce qui concerne les opérations définies à l'article 11 du même code. Les taux ainsi réduits sont arrondis au franc le plus voisin.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Texte du Gouvernement. — Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Texte du Gouvernement. — Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Trois décrets en date du 30 mars 1948 ont rendu applicables, dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, la législation et la réglementation des taxes sur le chiffre d'affaires en vigueur dans la métropole, ces départements étant toutefois considérés, pour l'application desdites taxes, comme territoires d'exportation par rapport à la métropole.

Il suit de là que la valeur imposable servant de base au calcul des taxes en question est, en ce qui concerne les marchandises importées dans ces départements, celle que lesdites marchandises ont, dans le lieu et au moment où elles sont présentées à la douane, tous frais et taxes compris. Les frais de transport, de chargement et de déchargement, etc., sont ainsi retenus pour le calcul de l'impôt.

Comme la plupart des marchandises consommées dans ces territoires sont importées et proviennent soit de la métropole, soit de l'étranger, l'incorporation des frais de transport et des autres frais accessoires dans la valeur imposable rend plus lourd le poids de l'impôt sur l'économie de ces départements.

Pour pallier cet inconvénient, des représentants parlementaires des départements d'outre-mer avaient suggéré de déduire, pour le calcul de l'impôt, du prix de vente des marchandises importées de la métropole dans ces territoires, ou inversement, les divers droits et taxes ainsi que les frais de transport afférents auxdites marchandises. Adoptées par le Conseil de la République, ces propositions ont été rejetées par l'Assemblée nationale. L'application des dispositions proposées se serait heurtée à des difficultés; en outre, par le jeu des conventions commerciales internationales, le bénéfice de celles-ci aurait dû être étendu aux marchandises d'origine étrangère et cette circonstance aurait abouti à une sévère pénalisation des producteurs français.

Le but visé par les représentants des départements intéressés a paru pouvoir être atteint plus simplement par une réduction dans ces territoires des taux de la taxe à la production. La détermination de la quotité de la réduction ainsi envisagée ne peut qu'être approximative, tant il est vrai que l'incidence des frais de transport sur le prix des marchandises importées est essentiellement variable selon la nature et la provenance des marchandises.

Aussi a-t-il fallu adopter un coefficient de réduction moyen. L'abattement ainsi proposé est de 20 p. 100 pour le taux général (10 pour 100)); il est fixé à 50 p. 100 pour le taux de 4 p. 100, compte tenu du fait que ce dernier s'applique, notamment, aux charbons de terre et aux viandes congelées, produits pour lesquels les frais de transport sont très élevés par rapport à leur valeur.

Votre commission vous propose d'adopter cet article.

Article 16.

Aliénation des immeubles domaniaux par la voie des enchères.

Texte proposé par le Gouvernement:

L'article 1er de la loi du 1er juin 1864, modifié par l'article 1er du décret-loi du 21 décembre 1926 et par l'article 47 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947, est à nouveau modifié ainsi qu'il suit:

« Continueront à être vendus aux enchères publiques, dans les formes déterminées par les lois des 15-16 floréal an X, 5 ventôse an XII et 18 mai 1850, les immeubles domaniaux autres que ceux dont l'aliénation est régie par des lois spéciales. Toutefois, l'immeuble qui en totalité, est d'une valeur estimative supérieure à 10 et au plus égale à 50 millions de francs ne pourra être aliéné, même partiellement ou par lot, qu'en vertu d'un décret pris sur la proposition du ministre des finances et des affaires économiques.

« Si l'immeuble a une valeur estimative supérieure à ce dernier chiffre, son aliénation, même partielle ou par lot, devra être autorisée par une loi. »

Texte voté par l'Assemblée nationale.

Texte du Gouvernement. — Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Texte du Gouvernement. — Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Aux termes de l'article 1er de la loi du 1er juin 1864 les immeubles domaniaux autres que ceux dont l'aliénation est régie par des lois spéciales, d'une valeur estimative supérieure à 1 million, ne peuvent être aliénés, même partiellement ou par lots, qu'en vertu d'une loi.

Ce dernier chiffre a été porté à 3 millions par l'article 1er du décret-loi du 21 décembre 1926 et à 10 millions par l'article 47 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947.

En raison de l'évolution des conditions économiques un nombre appréciable d'immeubles domaniaux ont actuellement une valeur supérieure à 10 millions et, lorsque leur désaffectation a été prononcée, ne peuvent être aliénés aux enchères publiques qu'avec l'autorisation du Parlement.

Or cette procédure nécessite des délais relativement longs pendant lesquels l'Etat doit assurer, notamment le gardiennage de l'immeuble et son entretien. En outre, lorsqu'il s'agit d'établissements industriels il peut y avoir lieu de continuer à assurer l'exploitation afin d'éviter la mise en chômage des ouvriers.

Ces mesures conservatoires onéreuses pourraient être évitées dans une large mesure si le contrôle du législateur était délégué au Gouvernement pour les ventes aux enchères publiques d'immeubles domaniaux dont la valeur estimative est comprise entre 10 millions et 50 millions, chiffre au-dessus duquel la nécessité d'une loi serait maintenue; un décret simple autoriserait, dans ce cas, la mise en vente, par le domaine.

Tel est l'objet du projet d'article ci-dessus que votre commission vous propose de voter.

Article 16 *bis*.

Permis de chasse.

Texte proposé par le Gouvernement:

L'article 199 du code du timbre est modifié comme suit:

« La délivrance des permis de chasse donne lieu au payement d'un droit de timbre de 1.500 F au profit de l'Etat et d'une somme de 200 F au profit de la commune dont le maire a donné l'avis énoncé par l'article 5 de la loi du 3 mai 1844 modifié, s'il s'agit d'un permis général valable pour tout le territoire français.

« Pour les permis départementaux utilisables seulement dans le département où le permis a été délivré et dans les arrondissements limitrophes, le droit de timbre perçu au profit de l'Etat est réduit à 500 F, la perception communale demeurant fixée à 200 F.

« D'autre part, le montant de la cotisation des porteurs de permis de chasse en tant que membres d'une société départementale de chasseurs, fixé en dernier lieu à 100 F par

l'article 2 de la loi n° 46-1822 du 19 août 1946, est porté à 300 F.

« Les dispositions du présent article auront effet pour la période de chasse comprise entre le 1er juillet 1948 et le 30 juin 1949 et pour les périodes subséquentes. »

Texte voté par l'Assemblée nationale:

L'article 199 du code du timbre est modifié comme suit:

« La délivrance des permis de chasse donne lieu au payement d'un droit de timbre de 1.400 F au profit de l'Etat et d'une somme de 300 F au profit de la commune dont le maire a donné l'avis énoncé par l'article 5 de la loi du 3 mai 1844 modifié, s'il s'agit d'un permis général valable pour tout le territoire français.

« Pour les permis départementaux utilisables seulement dans le département où le permis a été délivré et dans les arrondissements limitrophes, le droit de timbre perçu au profit de l'Etat est réduit à 400 F, la perception communale demeurant fixée à 300 F.

4e alinéa. — Conforme.

5e alinéa. — Conforme.

Texte proposé par votre commission:

L'article 199 du code du timbre est modifié comme suit:

« La délivrance des permis de chasse donne lieu au payement d'un droit de timbre de 1.550 F au profit de l'Etat et d'une somme de 250 F au profit de la commune dont le maire a donné l'avis énoncé par l'article 5 de la loi du 3 mai 1844 modifié, s'il s'agit d'un permis général valable pour tout le territoire français.

« Pour les permis départementaux utilisables seulement dans le département où le permis a été délivré et dans les arrondissements limitrophes, le droit de timbre perçu au profit de l'Etat est réduit à 150 F, la perception communale demeurant fixée à 250 F.

« D'autre part, le montant de la cotisation des porteurs de permis de chasse en tant que membres d'une société départementale de chasseurs, fixé en dernier lieu à 100 F par l'article 2 de la loi n° 46-1822 du 19 août 1946, est porté à 200 F.

5e alinéa. — Conforme.

Alinéa ajouté:

« Un arrêté du ministre des finances et des affaires économiques fixera les conditions dans lesquelles les permis délivrés avant la promulgation de la présente loi seront validés. »

Exposé des motifs et commentaires. — 1° Les droits afférents à la délivrance du permis de chasse sont actuellement fixés comme suit:

Part de l'Etat. — Permis national, 875 F; permis départementale, 75 F.

Part de la commune. — Permis national, 125 F; permis départemental, 125 F.

Part des sociétés de chasseurs. — Permis national, 100 F; permis départemental, 100 F.

Total. — Permis national, 1.100 F; permis départemental, 300 F.

2° A l'occasion de la campagne de chasse 1948/1949, le Gouvernement a proposé de relever les tarifs « à un taux qui tienne compte de l'évolution de la conjoncture économique ».

Le Gouvernement proposait le prix de 2.000 F pour le permis national, et de 1.000 F pour le permis départemental, avec la décomposition suivante:

Part de l'Etat. — Permis national, 1.500 F; permis départemental, 500 F.

Part de la commune. — Permis national, 200 F; permis départemental, 200 F.

Part des sociétés de chasseurs. — Permis national, 300 F; permis départemental, 300 F.

Total. — Permis national, 2.000 F; permis départemental, 1.000 F.

3° L'Assemblée nationale a admis les chiffres proposés par le Gouvernement, mais a modifié la ventilation du produit entre les trois parties prenantes. Elle a retenu en définitive la répartition suivante:

Part de l'Etat. — Permis national, 1.400 F; permis départemental, 400 F.

Part de la commune. — Permis national, 300 F; permis départemental, 300 F.

Part des sociétés de chasseurs. — Permis national, 300 F; permis départemental, 300 F.

Total. — Permis national, 2.000 F; permis départemental, 1.000 F.

4° Votre commission des finances, après avoir entendu au sujet de cet article les arguments développés par notre collègue M. Verdeille, membre du conseil supérieur de la chasse, n'a pas modifié le prix du permis national, mais a ramené à 600 F le prix du permis départemental (soit le double du tarif actuel). La répartition des produits serait la suivante:

Part de l'Etat. — Permis national, 1.550 F; permis départemental, 150 F.

Part de la commune. — Permis national, 250 F; permis départemental, 250 F.

Part des sociétés de chasseurs. — Permis national, 200 F; permis départemental, 200 F.

Total. — Permis national, 2.000 F; permis départemental, 600 F.

Par ailleurs, le texte de l'article, tel qu'il a été adopté par l'Assemblée nationale, ayant effet pour la période de chasse comprise entre le 1er juillet 1948 et 30 juin 1949, il convient de prévoir la régularisation des permis d'ores et déjà délivrés à l'ancien tarif.

Tel est l'objet de l'alinéa ajouté au présent article par votre commission des finances; ce texte autorise le ministre des finances et des affaires économiques à fixer par arrêté les conditions dans lesquelles ces permis seront validés.

Article « ancien 16 *ter*. »

Relèvement des droits de quai dans les ports maritimes.

Texte proposé par le Gouvernement:

« Les droits de quai perçus en France et en Algérie, en vertu de la loi du 28 mars 1928 et des textes subséquents, notamment de l'article 113 de la loi de finances du 7 octobre 1946, sur les navires, les marchandises et les passagers sont majorés de 45 p. 100 par rapport aux taux actuellement en vigueur.

« Les nouvelles quotités seront arrondies au décime supérieur pour celles inférieures à 10 F et au franc supérieur pour celles égales ou supérieures à cette même somme. Elles seront applicables aux navires qui entreront dans les ports de la métropole ou de l'Algérie ou qui sortiront d'un port de la métropole à partir de la date de la promulgation de la présente loi. »

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Texte du Gouvernement. — Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Texte du Gouvernement. — Disjoint.

Exposé des motifs. — L'article 113 de la loi de finances du 7 octobre 1946 a majoré de 75 p. 100 le taux des droits de quai recouvrés par l'administration des douanes sur les navires, marchandises et les passagers, cette majoration ayant eu pour effet de porter au coefficient 7 le taux en vigueur en 1939.

L'application de ce coefficient qui, eu égard aux nouvelles hausses ayant affecté, depuis octobre 1946, tant les matières premières que les salaires, n'est plus en harmonie avec les conditions économiques, entraîne actuellement pour les budgets des ports autonomes de Bordeaux et du Havre à qui la perception des droits de quai a été abandonnée en vertu des textes institutifs de l'autonomie; en contrepartie des charges d'entretien des ouvrages portuaires, des déficits importants qui ne peuvent être compensés par un relèvement des subsides accordés par l'Etat à ces organismes. Il est apparu, dans ces conditions indispensable au Gouvernement, pour résorber ces déficits, de porter au coefficient 9 au minimum la majoration applicable aux tarifs de 1939. Tel était l'objet du présent article, étant d'ailleurs observé qu'étant donné l'incidence extrêmement faible du droit de quai sur le prix de revient des marchandises qui font l'objet du trafic portuaire, cette majoration, qui aurait procuré à l'Etat lui-même des ressources mieux adaptées aux charges sans cesse croissantes qui lui incombent au titre de l'entretien des ports non autonomes, ne paraissait aucunement de nature à affecter sensiblement le prix de revient des marchandises importées.

Commentaires. — Votre commission des finances a constaté que cet article faisait double emploi et, sur certains points, contredisait formellement les dispositions des articles suivants nos 16 *quater*, 16 *quinquies*, 16 *sexies* et 16 *septies*, relatifs au même objet:

1° Cet article prévoit une augmentation de 45 p. 100 du taux des droits de quai. Or, l'article 16 *quater*, qui fixe en valeur absolue les nouveaux taux de ces droits, prévoit, en fait, une augmentation plus importante puisque celle-ci est, en moyenne de l'ordre de 80 pour 100 (élévation de 7 à 13 environ par rapport à 1938 du coefficient de majoration).

2° Cet article fait également application de la majoration aux passagers, ce qui est parfaitement contraire aux vues du Gouvernement et de l'Assemblée nationale, qui ont voulu exclure les taxes perçues sur les passagers de l'augmentation pour ne pas gêner le tourisme.

3° Il prévoit des mesures d'arrondissement au décime ou au franc, selon le cas. Ceci est superfétatoire puisque, comme il est dit plus haut, l'article 16 *quater* fixe, en valeur absolue, les taux à percevoir.

4° Enfin, il prévoit une date d'entrée en vigueur de la majoration différente de celle fixée explicitement par l'article 16 *quinquies* (20 jours francs).

Dans ces conditions, votre commission vous propose la disjonction pure et simple de cet article 16 *ter* qui est absolument sans objet.

Articles 16 *quater* à 16 *septies* (nouveaux).

Relèvement des droits de quai applicables aux navires et aux marchandises.

Texte proposé par le Gouvernement:

Art. 16 *quater*. — Les articles 382 et 385 du code des douanes sont modifiés et rédigés comme suit:

« *Art.* 382. — Il est perçu par tonneau de jauge nette, dans chaque port, une taxe calculée ainsi qu'il suit:

« 1° Navires en provenance ou à destination du long cours:

« A l'entrée, 25 F;

« A la sortie, 25 F.

« 2° Navires en provenance ou à destination des ports compris dans les limites du cabotage international, autres que ceux de France ou d'Algérie, la taxe est fixée à la moitié des chiffres ci-dessus:

« A l'entrée, pour les navires qui, au cours de leur voyage, n'ont embarqué des marchandises ou des passagers que dans les ports situés dans les limites du cabotage international.

« A la sortie, pour les navires qui n'embarquent que des voyageurs ou des marchandises à destination de ports situés dans les mêmes limites.

« Pour les navires faisant des escales successives, exclusivement dans les ports de France ou d'Algérie, les taxes ci-dessus sont perçues, s'il y a lieu, à l'entrée dans le premier port et à la sortie du dernier. Toutes les autres entrées ou sorties donnent lieu à la perception d'une taxe de 4 F.

« Pour les navires faisant le service des lignes régulières mises à la disposition du public, suivant des itinéraires et à des dates fixées à l'avance, ayant leur tête de ligne en France, les taxes ci-dessus sont perçues, s'il y a lieu, à l'entrée dans le port de tête de ligne et à la sortie de ce port. La taxe à percevoir dans les ports d'escale est réduite à 2 F pour chaque entrée ou sortie.

« *Art.* 385. — Il est perçu sur chaque navire, d'après le tonnage des marchandises embarquées ou débarquées une taxe calculée ainsi qu'il suit:

« 1° Marchandises en provenance ou à destination du long cours (par tonne métrique ou fraction de tonne).

« Au débarquement: 1re catégorie, 68 F; 2e catégorie, 34 F.

« A l'embarquement: 1re catégorie, 24 F; 2e catégorie, 12 F.

« 2° Marchandises en provenance ou à destination des ports compris dans la limite du cabotage international, autres que ceux de France et d'Algérie (par tonne métrique ou fraction de tonne).

« Au débarquement: 1re catégorie, 34 F; 2e catégorie, 17 F.

« A l'embarquement: 1re catégorie, 12 F; 2e catégorie, 6 F.

« 3° Marchandises en provenance ou à destination ds ports compris dans les limites du sabotage national;

« Exemption:

« La 1re catégorie comprend...

(Le reste de l'article sans changement.)

« *Art.* 16 quinquies. — Les nouvelles quotités seront applicables aux navires qui entreront dans les ports de la métropole ou de l'Algérie ou qui sortiront d'un port de la métropole à l'expiration d'un délai de vingt jours francs à compter de la date de la promulgation de la présente loi. »

« *Art.* 16 sexies. — Des dérogations pourront être apportées à ces droits de quai, pour certains ports sinistrés, par arrêtés conjoints des ministres des finances et des affaires économiques et des travaux publics et des transports. »

« *Art.* 16 septies. — Un décret fixera ultérieurement, dans la limite des quotités prévues à l'article 16 *quater* ci-dessus, le taux des droits de quai exigibles dans les départements de la Guadeloupe de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion. »

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Art. 16 *quater.* — Conforme.

Art. 16 *quinquies.* — Conforme

Art. 16 *sexies.* — Des dérogations pourront être apportées à ces droits de quai, pour certains ports sinistrés, par arrêtés conjoints des ministres des finances et des affaires économiques et des travaux publics, des transports et du tourisme.

Art. 16 *septies.* — Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Art. 16 *quater.* — Conforme.

Art. 16 *quinquies.* — Conforme.

Art. 16 *sexies.* — Conforme.

Art. 16 *septies.* — Un décret pris sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme fixera ultérieurement, dans la limite des quotités prévues à l'article 16 *quater* ci-dessus, les taux des droits de quai exigibles dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion.

Exposé des motifs. — « Les droits de quai, actuellement perçus en vertu de la loi du 7 octobre 1946 sur les navires entrant dans les ports français, s'élèvent à 14 F par tonne à l'entrée, et à 14 F par tonne à la sortie, sur les navires en provenance et à destination du long cours.

« Le projet du Gouvernement propose d'élever la taxe à 25 F par tonne de jauge nette à l'entrée comme à la sortie, c'est-à-dire d'augmenter d'environ 80 p. 100 les droits actuels.

« En ce qui concerne les marchandises embarquées ou débarquées, la taxe est actuellement perçue sur une unité de 10 tonnes.

« Le projet de loi modifie l'assiette de la taxe, qui serait désormais perçue à la tonne ou fraction de tonne. Les droits actuels pour les marchandises en provenance ou à destination du long cours correspondent à 36,40 F au débarquement et 13,70 F à l'embarquement pour les marchandises de la première catégorie, à 18,20 F par tonne au débarquement et 6,90 F par tonne à l'embarquement pour les marchandises de la deuxième catégorie.

« Le projet propose de porter ces droits à 68 F au débarquement et 24 F à l'embarquement pour les marchandises de la première catégorie et à 34 F au débarquement et 12 F à l'embarquement pour les marchandises de la deuxième catégorie.

« En ce qui concerne les marchandises en provenance et à destination des ports compris dans la limite du cabotage international, autres que ceux de France et d'Algérie, la taxation actuelle est de 18,20 F au débarquement et de 6,90 F par tonne à l'embarquement pour les marchandises de la première catégorie et de 9,10 F au débarquement et 3,70 F à l'embarquement par tonne pour les marchandises de la deuxième catégorie.

« Le projet propose de porter ces droits à 34 F au débarquement et 12 F à l'embarquement par tonne à la première catégorie et 17 F au débarquement et 6 F à l'embarquement par tonne à la deuxième catégorie.

« Aucun changement des droits de qual n'est proposé en ce qui concerne les passagers, à la demande des services du tourisme, et parce qu'en vertu de la loi du 6 septembre 1947, un supplément à ces droits a déjà été institué au profit de l'établissement national des invalides qui paye les pensions de la marine marchande. »

Commentaires. — Votre commission des finances vous propose l'adoption de cette série d'articles, sous le seul bénéfice d'une modification de forme à l'article 16 *septies*; il apparaît utile d'indiquer les ministres qui devront contresigner le décret prévu par ce texte.

Article 16 *octies.*

Suppression de l'exonération de la taxe unique sur certains contrats d'assurance.

Texte proposé par le Gouvernement:

Néant.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Les paragraphes 2 des alinéas C des articles 802 et 803 du code de l'enregistrement sont abrogés.

Texte proposé par votre commission:

Les alinéas C des paragraphes 2 des articles 802 et 803 du code de l'enregistrement sont abrogés.

Exposé des motifs. — L'article 802, § 2, C, du code de l'enregistrement exonère de la taxe unique sur les assurances, à concurrence de 1.800 F de rente pour l'ensemble des rentes constituées sur une même tête, les rentes différées ainsi que les rentes souscrites avec effet immédiat par transferts de capitaux assurés à la caisse nationale d'assurance en cas de décès ou par prélèvement sur le fonds commun des sociétés de secours mutuels.

L'article 803, § 2, C, du code de l'enregistrement exonère à concurrence de 18.000 F pour l'ensemble des capitaux assurés sur une même tête, les contrats souscrits auprès de la caisse nationale d'assurance en cas de décès et des caisses autonomes mutualistes.

Le présent article, introduit par l'Assemblée nationale, tend à supprimer ces immunités qui sont apparues actuellement peu justifiées.

En effet, l'article 15 de la loi du 25 avril 1946 relative à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances et à l'industrie des assurances en France, prévoit que les assurés qui recourent aux caisses nationales d'assurances gérées par la caisse des dépôts et consignations, devront être soumis, pour les contrats nouveaux, aux mêmes impôts que les assurés qui s'adressent aux autres organismes d'assurances.

D'autre part, on ne saurait en aucun cas faire bénéficier d'un régime plus favorable les rentes constituées sur le fonds commun des sociétés de secours mutuels et les capitaux assurés par les caisses autonomes mutualistes, qui sont des organismes privés.

En effet, la clientèle des petits épargnants qui s'adresse plus spécialement à la caisse nationale d'assurances en cas de décès aurait intérêt, dorénavant, à s'adresser à des caisses autonomes mutualistes puisque celles-ci bénéficieraient d'un régime fiscal plus favorable. De ce fait, les opérations de la caisse nationale se trouveraient gravement entravées et son équilibre financier pourrait en être compromis.

Commentaires. — Votre commission des finances vous propose l'adoption de cet article, sous réserve d'une modification de forme indispensable dans la référence du texte abrogé.

Article 16 *nonies.*

Date d'application des dispositions de l'article 3, § 3, de la loi du 13 mai 1948.

Texte proposé par le Gouvernement:

Néant.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

« Le § 3 de l'article 3 de la loi n° 48-809 du 13 mai 1948 ne sera applicable qu'aux gains exceptionnels réalisés après promulgation de ladite loi. »

Texte proposé par votre commission:

Texte de l'Assemblée nationale.— Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Le présent article a pour objet de supprimer tout effet rétroactif aux dispositions de l'article 3, § 3, de la loi du 13 mai 1948 portant aménagement de certains impôts directs.

En dépit de la lettre de la loi, certains vendeurs de fonds de commerce ou cédants de stocks ou d'éléments de l'actif immobilisé s'étaient vus assujettis à l'imposition supplémentaire sur les gains exceptionnels réalisés avant la promulgation de ladite loi.

Le présent article additionnel a pour objet de réparer cette injustice en décidant que la loi du 13 mai 1948 ne pourra frapper que les gains exceptionnels réalisés après sa promulgation.

Sans observations.

Article 17.

Nullité des actes de spoliation. — Institution d'un délai.

Texte proposé par le Gouvernement:

Le deuxième alinéa de l'article 2 de l'ordonnance n° 45-1224 du 9 juin 1945, relative à la nullité des actes de spoliation, est modifié et rédigé comme suit:

« Ce magistrat statue en la forme des référés. Il est saisi, soit par le ministère public, soit par la victime de la spoliation. L'action de la victime ou sa renonciation ne peut préjudicier aux droits du ministère public qui peuvent être exercés jusqu'au 1er novembre 1948. La demande en nullité de la victime ou du ministère public ne sera plus recevable après cette même date. »

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Le deuxième alinéa de l'article 2 de l'ordonnance n° 45-1224 du 9 juin 1945, relative à la nullité des actes de spoliation, est modifié et rédigé comme suit:

« Ce magistrat statue en la forme des référés. Il est saisi, soit par le ministère public, soit par la victime de la spoliation. L'action de la victime ou sa renonciation ne peut préjudicier aux droits du ministère public qui peuvent être exercés jusqu'au 1er mars 1949. La demande en nullité de la victime ou du ministère public ne sera plus recevable après cette même date. »

Texte proposé par votre commission.

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — L'ordonnance n° 45-1224 du 9 juin 1945 portant troisième application de l'ordonnance du 12 novembre 1943 sur la nullité des actes de spoliation et édictant la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi à son profit n'a assigné aux spoliés aucun délai pour provoquer la constatation de la nullité affectant les actes par lesquels l'ennemi a acquis sous la contrainte des biens, droits ou intérêts appartenant à des personnes françaises et situés en France ou à l'étranger.

Cette situation est susceptible d'entraver la liquidation des biens, droits et intérêts allemands poursuivie par l'administration des domaines en application des articles 29 à 41 de la loi du 31 mars 1947 relative à diverses dispositions d'ordre financier.

De nombreux biens soumis à liquidation ont, en effet, été acquis par les Allemands au cours de l'occupation en vertu de contrats d'apparence légale et leur aliénation consentie actuellement par le service des domaines est, de ce fait, susceptible d'être annulée à tout moment par l'action de l'ancien propriétaire.

Il convient, en conséquence, de prendre une disposition qui limitera dans le temps l'action de la victime de la spoliation et mettra ainsi l'administration des domaines à l'abri de toute revendication. L'intervention d'une telle mesure permettra la liquidation de nombreux séquestres et procurera au budget des ressources importantes.

Dès lors, il a paru opportun de fixer au 1er novembre 1948 la date après laquelle l'action en nullité ne pourra plus être intentée par le spolié et, dans un souci d'uniformité, de reporter à la même date l'expiration du délai imparti au ministère public pour exercer les droits qui lui sont reconnus par le deuxième alinéa de l'article 2 de l'ordonnance du 9 juin 1945 (deux ans après la date de la cessation légale des hostilités).

Cet article disjoint pour la commission des finances de l'autre Assemblée a été repris en séance sous réserve d'une modification du délai reporté au 1er mars 1949.

Votre commission vous propose d'accepter

§ 3. — DISPOSITIONS DIVERSES

Article 18.

Financement de la répartition des produits et moyens de production nécessaires à l'agriculture.

Texte proposé par le Gouvernement:

La répartition des produits nécessaires à l'agriculture confiée provisoirement à l'Etat par ordonnance du 3 août 1944 relative au ravitaillement et à la production ainsi que la sous-répartition des contingents de moyens de production ouverts au ministère de l'agriculture agissant dans le cadre de la loi du 16 avril 1946 portant organisation pour la période transitoire de la répartition des produits industriels, pourront être déléguées aux conseils agricoles départementaux.

Pour l'exécution de leurs décisions, les conseils agricoles départementaux pourront faire appel aux concours des organisations professionnelles agricoles les plus repréentatives du département.

Ces organisations pourront être autorisées à l'occasion de chaque répartition, à prélever des taxes dont le taux et les modalités de recouvrement seront fixés par arrêté des ministres de l'agriculture, des finances et des affaires économiques.

Le produit de ces taxes sera versé au Trésor, à titre de fonds de concours, par les organisations professionnelles qui les auront collectées et rattaché au budget de l'agriculture à titre de participation aux dépenses de fonctionnement des conseils agricoles départementaux.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Les frais de répartition des moyens de production indispensables aux agriculteurs seront couverts par des taxes sur les produits et matériels répartis — perçues à la production ou à l'importation — dont le taux, les modalités de perception et le contrôle du recouvrement seront fixés par arrêté du ministre de l'agriculture et du ministre des finances et des affaires économiques. Cet arrêté sera pris après consultation des organisations agricoles les plus représentatives.

« Le produit de ces taxes sera versé au Trésor à titre de fonds de concours et rattaché comme tel au budget de l'agriculture. »

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs. — Conformément au désir exprimé par l'Assemblée nationale et aux conclusions du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics, le Gouvernement a mis à l'étude de nouvelles modalités de financement des dépenses de répartition des produits nécessaires à l'agriculture en vue de décharger l'Etat de ces dépenses et d'y faire participer les professionnels.

Jusqu'à présent, cette participation des intéressés s'effectue sous forme de taxes perçues par les organismes professionnels auxquels les conseils agricoles départementaux ont recours pour effectuer la répartition. Ces taxes n'ont pas de bases légales; au surplus, si dans beaucoup de départements les versements demandés aux agriculteurs restent dans des limites raisonnables, dans d'autres, au contraire, ils sont excessifs ou portent principalement — voire même uniquement — sur les seuls agriculteurs non syndiqués.

Il convient, donc de donner une base légale à ces taxes afin de les contrôler, d'en limiter le montant, d'en assurer l'égale répartition sur tous les agriculteurs. Les frais de répartition étant très inégaux selon les départements, l'institution de taxes doit rester une possibilité et non pas devenir une obligation. Au surplus, le taux des taxes doit être fixé par département.

Il convient, par la même occasion, de confirmer par un texte législatif les pouvoirs des conseils agricoles départementaux en matière de répartition, ces pouvoirs ne leur ayant été jusqu'à présent délégués que par arrêté alors que l'ordonnance du 3 août 1944 sur l'organisation de la production et du ravitaillement les avait provisoirement confiés à l'Etat.

Commentaires. — Les modifications apportées par l'Assemblée nationale au texte du Gouvernement ont pour objet:

a) De prévoir la consultation des organisations agricoles les plus représentatives pour la fixation du taux et des modalités de perception des taxes autorisées par le présent article.

b) De substituer à la perception à l'échelon départemental la perception à l'échelon national, pour éviter les abus qui se sont manifestés à ce jour en cette matière.

Votre commission vous demande d'adopter le texte de l'Assemblée nationale.

Article 18 *bis*.

Calcul de la taxe locale sur le chiffre d'affaires (coopératives agricoles).

Texte proposé par le Gouvernement:

Néant.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

L'article 45 du code des taxes sur le chiffre d'affaires est complété ainsi qu'il suit:

« Pour les coopératives agricoles d'approvisionnement agissant sur commandes préalables, la taxe est calculée d'après le taux en vigueur dans les communes où sont installés les établissements de l'espèce et assise sur le montant cumulé de leurs rémunérations et des prix facturés par leurs fournisseurs. »

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Cet article, introduit par l'Assemblée nationale, tend à préciser le lieu de règlement de la taxe locale sur le chiffre d'affaires, en ce qui concerne les opérations des coopératives agricoles d'approvisionnement. La solution de cette question a subi, dans le passé, de nombreuses fluctuations. Les coopératives agricoles sont ainsi placées, pour l'application de la taxe locale, sur le même pied que les négociants.

Sans observations de la part de votre commission des finances.

Article 19.

Couverture de la part incombant aux usagers dans les dépenses de remise en état du canal de Pierrelatte.

Texte proposé par le Gouvernement:

La part incombant aux usagers dans les dépenses de remise en état du canal d'irrigation de Pierrelatte sera couverte par des surtaxes exceptionnelles aux taxes d'arrosage dont le montant sera fixé et le recouvrement effectué dans les conditions prévues pour les taxes d'arrosage par la loi n° 47-1335 du 19 juillet 1947.

Le produit de ces surtaxes sera rattaché au budget de l'agriculture suivant la procédure des fonds de concours pour dépenses d'intérêt public.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Texte du Gouvernement. — Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Texte du Gouvernement. — Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — L'article 5 de la loi n° 47-1335 du 19 juillet 1947 relative à la reprise anticipée par l'Etat de la concession et des ouvrages du canal d'irrigation de Pierrelatte (Vaucluse et Drôme) a autorisé le ministre de l'agriculture à engager, pour la remise en état du canal de Pierrelatte, des dépenses s'élevant à la somme de 16 millions de francs, applicables au chapitre 9252 « Grosses réparations au canal de Pierrelatte et ses extensions » du budget de l'agriculture (reconstruction et équipement) pour l'exercice 1947.

Lors de la préparation de la loi précitée: le montant des travaux de remise en état du canal avait été évalué à 40 millions de francs et la somme de 16 millions prévue à l'article 5 de la loi du 19 juillet 1947 couvrait la participation définitive de l'Etat à ces travaux, soit 40 p. 100.

Mais l'exploitation du canal de Pierrelatte ne constitue pas une régie autonome et aucune collectivité locale n'est en mesure, en attendant la constitution des groupements qui auront ultérieurement la charge d'exploiter et d'entretenir les ouvrages, de faire d'avance des 60 p. 100 des dépenses laissées par l'Etat à la charge des usagers.

Dans ces conditions, en vue de couvrir la fraction des dépenses leur incombant, le Gouvernement propose de faire supporter aux usagers des surtaxes temporaires aux taxes d'arrosage dont le montant et le mode de recouvrement seront effectués dans les conditions prévues par la loi du 19 juillet 1947 pour les taxes d'arrosage.

Les sommes recouvrées au titre de ces surtaxes seront rattachées au budget selon la procédure des fonds de concours.

Sans observations.

Article 20.

Perception d'un droit d'examen.

Texte proposé par le Gouvernement:

Les candidats au brevet d'études du premier cycle de l'enseignement du second degré, institué par le décret du 20 octobre 1947 sont assujettis à un droit d'examen dont le montant et les modalités de recouvrement seront fixés par arrêté du ministre de l'éducation nationale et du ministre des finances et des affaires économiques. Les élèves boursiers sont exemptés de ce droit.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Les candidats au brevet d'études du premier cycle de l'enseignement du second degré, institué par le décret du 20 octobre 1947, sont assujettis à un droit d'examen de 100 F dont les modalités de recouvrement seront fixées par arrêté du ministre de l'éducation nationale et du ministre des finances et et des affaires économiques. Les élèves boursiers sont exemptés de ce droit.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Alinéa ajouté:

Le taux fixé au présent article pourra être revisé chaque année par arrêté du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre de l'éducation nationale.

Exposé des motifs et commentaires. — Le brevet d'études du premier cycle du second degré a été créé par le décret du 20 octobre 1947 qui prévoit que cet examen est substitué au brevet d'enseignement primaire supérieur et, dans certains cas, au brevet élémentaire.

Le brevet d'enseignement primaire supérieur donnait lieu à la perception d'un droit d'examen fixé à 10 F par la loi du 12 août 1919 qui étendait à cet examen les dispositions prévues pour le brevet élémentaire par la loi du 26 août 1887. En fait, ce taux de 10 F n'a donc pas varié depuis 1887.

Le texte présenté par le Gouvernement autorisait celui-ci à fixer par arrêté le montant du droit d'examen exigé des candidats au brevet d'études de l'enseignement du premier cycle du second degré.

Commentaire. — 1° L'Assemblée nationale, tout en admettant le principe de la création de ce droit d'examen, n'a pas cru devoir laisser au Gouvernement le soin d'en fixer le montant par arrêté; elle l'a fixé elle-même à 100 F.

2° Votre commission des finances pense que cet article soulève, sur un point particulier, la question du domaine respectif de la loi et du règlement. En vue de la remise en ordre des pouvoirs du Parlement et du Gouvernement, dont on a beaucoup parlé lors de la discussion de la loi du 17 août 1948 tendant au redressement économique et financier, elle pense qu'une fois fixé par la loi le tarif de droits ou taxes spécifiques à caractère accessoire, comme celui qui fait l'objet du présent article, le droit de modifier ce tarif pourrait être accordé au Gouvernement sans que les prérogatives du pouvoir législatif soient dangereusement menacées.

Elle fait remarquer à ce sujet:

Qu'il est peu logique d'exiger la voie légale pour fixer le tarif des photocopies d'actes judiciaires, les droits afférents à l'examen d'ingénieur autodidacte, ou les droits perçus par l'école du Louvre, etc., alors que le Par-

lement n'intervient pas dans la fixation d'autres prix ou d'autres taxes bien plus importants pour le pays: prix du blé, de l'essence ou du charbon, prix de vente des tabacs, etc. C'est en se dégageant des besognes subalternes que le Parlement retrouvera le temps nécessaire pour étudier comme il convient les problèmes vitaux;

Que le Parlement a déjà admis (cf. loi du 6 janvier 1948 relative à diverses dispositions d'ordre budgétaire) le principe de la revision par le Gouvernement de droits fixés par la loi. La loi susvisée a prévu, en effet, que des arrêtés du ministre des finances pourraient modifier chaque trimestre le tarif des droits de consommation sur l'alcool.

Votre commission croit pouvoir faire confiance au Gouvernement pour ne pas abuser de la faculté de revision qu'elle lui reconnaît et ne pas fixer ultérieurement des taux exorbitants pour le droit d'examen du brevet d'études de l'enseignement secondaire.

Article 21.

Relèvement des droits afférents aux examens de l'enseignement technique.

Texte proposé par le Gouvernement:

L'article 26 de la loi provisoirement applicable du 26 août 1943 est abrogé et remplacé par le texte suivant:

« Les droits afférents aux examens et concours d'entrée ou de sortie, aux écoles d'enseignement technique ci-après désignées sont fixés comme suit:

« Ecole centrale des arts et manufactures, concours d'entrée, 800 F.

« Ecoles nationales d'arts et métiers, 150 F.

« Ecole nationale supérieure de céramique de Sèvres, 150 F.

« Ecoles supérieures de commerce, concours d'entrée, 100 F.

« Ecoles supérieures de commerce, examen de sortie, 250 F.

« Ecole nationale d'arts et industries textiles de Roubaix, 150 F.

« Ecoles nationales professionnelles, 80 F.

« Ecoles nationales d'horlogerie, 80 F.

« Les réductions et dispenses prévues par les 3e et 4e alinéas de l'article 109 de la loi de finances du 13 juillet 1925 s'appliquent à ces droits d'inscription.

« Les taux fixés au présent article pourront être revisés chaque année par arrêté du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre de l'éducation nationale. »

Texte voté par l'Assemblée nationale:

1er alinéa. — Conforme.
« *Art.* 26. — Les droits...
11e alinéa. — Conforme.
12e alinéa. — Disjoint.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.
12e alinéa. — Reprise du texte du Gouvernement.

Exposé des motifs. — La majoration des frais de personnel et de matériel occasionnés par l'organisation des examens et concours d'entrée aux écoles d'enseignement technique nécessite un relèvement parallèle des droits afférents à ces examens.

La plupart de ces droits ayant été fixés en 1943, il est proposé de les tripler.

En ce qui concerne le droit relatif à l'école centrale des arts et manufactures récemment nationalisée, il convient d'en fixer le taux comparativement à ceux des concours d'entrée aux grandes écoles.

Enfin, il est souhaitable, pour éviter le recours à un texte législatif au cas où une évolution du niveau des prix nécessiterait une modification du tarif de ces droits, de prévoir une procédure de revision par arrêté.

Commentaires. — L'Assemblée nationale a adopté l'article présenté par le Gouvernement, en disjoignant néanmoins le dernier alinéa du texte qui laissait au Gouvernement la possibilité de modifier à l'avenir ces droits par simple arrêté.

Pour les motifs indiqués à l'article précédent, votre commission estime qu'une disposition de cette nature est susceptible d'alléger les lois de finances futures sans porter atteinte aux droits fondamentaux du pouvoir législatif. Aussi vous propose-t-elle de la réintroduire dans le texte.

Article 22.

Relèvement des droits afférents à l'examen d'ingénieur autodidacte.

Texte proposé par le Gouvernement:

L'article 7 du décret du 26 mars 1935 est abrogé et remplacé par le texte suivant:

« Les bénéficiaires de l'article 8 de la loi du 10 juillet 1934 verseront, au profit du Trésor public, des droits d'examen et de diplôme ainsi fixés:

« Droit d'examen, 1.500 F.

« Droit de diplôme, 500 F.

« Des arrêtés du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre de l'éducation nationale pourront, chaque année, modifier le tarif des droits visés au présent article. »

Texte voté par l'Assemblée nationale:

L'article 7 du décret du 26 mars 1935 est abrogé et remplacé par le texte suivant:

« Art. 7. — Les bénéficiaires...

. . . . . .

« Droit d'examen, 1.000 F.

« Droit de diplôme, 500 F. »

Dernier alinéa. — Disjoint.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Dernier alinéa. — Reprise du texte du Gouvernement.

Exposé des motifs et commentaires. — L'augmentation des frais de personnel et de matériel entraînés par l'organisation de l'examen d'ingénieur autodidacte rend indispensable un relèvement des droits afférents à cet examen.

Ceux-ci, qui avaient été fixés en 1935 à 50 F (droit d'examen) et à 100 F (droit de diplôme), seraient respectivement portés à 1.500 francs et 500 F.

Commentaire. — L'Assemblée nationale a cru devoir ramener de 1.500 à 1.000 F le montant du droit d'examen d'ingénieur autodidacte.

En outre, elle a disjoint le dernier alinéa de l'article proposé par le Gouvernement.

Pour les motifs déjà indiqués aux articles 20 et 21 ci-dessus, votre commission vous propose d'accorder au Gouvernement le droit de reviser ultérieurement ce tarif par voie réglementaire.

Article 23.

Droits d'inscription et de diplôme exigés des candidates à l'examen du professorat et du monitorat d'enseignement ménager familial.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Les candidates au diplôme de monitrice et au diplôme de professeur d'enseignement ménager familial, institués par la loi provisoirement applicable du 18 mars 1942 sont assujetties à un droit d'examen et de diplôme dont les modalités de recouvrement seront fixées par arrêté du ministre de l'éducation nationale et du ministre des finances et des affaires économiques.

Le taux en est fixé comme suit:

Droits d'examen:

Examen de professeur d'enseignement ménager familial, 400 F.

Examen de monitrice d'enseignement ménager familial, 300 F.

Droits de diplôme:

Diplôme de professeur d'enseignement ménager familial, 100 F.

Diplôme de monitrice d'enseignement ménager familial, 50 F.

Ce tarif pourra être revisé chaque année par arrêté du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre de l'éducation nationale.

Texte proposé par le Gouvernement:

Du 1er au 8e alinéa. — Conforme.
9e alinéa. — Disjoint.

Texte proposé par votre commission:

Du 1er au 8e alinéa. — Conforme.
9e alinéa. — Reprise du texte du Gouvernement.

Exposé des motifs. — La loi du 18 mars 1942, provisoirement applicable, portant organisation de l'enseignement ménager familial prévoit, dans son article 4, que des examens seront organisés en vue de la délivrance d'un diplôme de professeur et d'un diplôme de monitrice d'enseignement ménager familial.

Les arrêtés du 6 décembre 1943 et du 7 mai 1943 ont organisé ces examens. Il a été prévu que les candidates devraient « justifier du versement des droits d'examen et de diplôme » dans des conditions qui sont à déterminer.

Il est donc nécessaire de fixer le montant de ces droits qui seront acquittés pour les droits d'examen par l'apposition, sur la demande, d'un timbre mobile du modèle institué par le décret du 9 juin 1925, et pour les droits de diplôme par le versement du droit de diplôme à la caisse d'un comptable du Trésor.

Commentaires. — L'Assemblée nationale a disjoint le dernier alinéa du présent article.

Pour les motifs déjà indiqués ci-dessus, votre commission des finances vous propose de rétablir cette disposition, qui évitera le recours à un texte législatif au cas où l'évolution des prix ferait envisager une modification du tarif de ces droits.

Article 24.

Fixation du taux des droits d'inscription pour les concours d'entrée et examens de sortie des écoles supérieures de commerce.

Texte proposé par le Gouvernement:

Il est perçu au profit du Trésor, pour les concours d'entrée et les examens de sortie des écoles supérieures de commerce, des droits d'inscription dont le taux est fixé comme suit:

Concours d'entrée, 100 F.

Examen de sortie, 250 F.

Ces taux pourront être modifiés chaque année par arrêté du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre de l'éducation nationale.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Du 1er au 3e alinéa. — Conforme.
4e alinéa. — Disjoint.

Texte proposé par votre commission:

Du 1er au 3e alinéa. — Conforme.
4e alinéa. — Reprise du texte du Gouvernement.

Exposé des motifs. — En application du décret du 14 juin 1946, les concours d'entrée et les examens de sortie des écoles supérieures de commerce sont organisés par l'Etat sur le plan national et non plus pour chaque établissement.

Les droits d'inscription étaient jusqu'ici perçus par les établissements intéressés. Il convient de prévoir qu'ils seront désormais recouvrés au profit du Trésor et d'en arrêter les taux.

Commentaires. — Voir sous l'article 23 qui précède.

Article 25.

Relèvement des droits perçus à l'Ecole du Louvre.

Texte proposé par le Gouvernement:

Les droits scolaires de l'école du Louvre sont fixés ainsi qu'il suit:

A compter du 1er octobre 1947:

Droit annuel d'inscription aux cours organiques, 800 F.

Droit annuel d'inscription limitée au cours d'histoire générale de l'art (pour les trois cours du cycle professés simultanément chaque année), 400 F.

Droit annuel d'inscription au cours de muséographie (pour les élèves autres que les élèves agréés), 200 F.

Droit d'examen (par cours), 100 F.

Droit de fin d'études, 200 F.

Droit de thèse et de mémoire, 500 F.

Droit annuel de bibliothèque, 400 F.

Droit annuel d'inscription aux conférences publiques d'histoire de l'art (fondation Rachel Boyer), 50 F.

A compter du 1er octobre 1948:

Droit annuel d'inscription au cours de muséographie (pour les élèves autres que les élèves agréés), 600 F.

Des arrêtés du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre de

l'éducation nationale pourront modifier, chaque année, le tarif des droits visés au présent article.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Tout le texte conforme, sauf le dernier alinéa disjoint.

Texte proposé par votre commission:

Tout le texte conforme, sauf le dernier alinéa dont le texte du Gouvernement est repris.

Exposé des motifs. — Malgré le relèvement opéré par l'article 127 de la loi de finances du 31 décembre 1945, les droits d'études et d'examens perçus à l'école du Louvre n'ont pas suivi, par rapport aux taux en vigueur en 1939, une ascension proportionnée ni à celle des dépenses correspondantes (rétribution du corps enseignant et dépenses de matériel) ni à celle des droits perçus dans des établissements analogues de l'Etat.

Un rajustement de ces droits s'avère maintenant indispensable.

Par ailleurs les cours de muséographie ont été réorganisés. A la différence de ce qui existait sous le régime antérieur, les élèves du cours de muséographie autres que les élèves agréés ne sont plus astreints à d'autres obligations; ils n'ont pas à acquitter les droits généraux de scolarité. Dans ces conditions, il convient de mettre le tarif qui leur est applicable en harmonie avec celui qui est applicable aux autres élèves.

Commentaires. — Voir sous l'article 23. Il n'est pas normal que le Parlement perde son temps à fixer le tarif des droits qui n'ont aucune incidence notable sur la vie économique ou sociale du pays, et ne puisse pas concentrer son attention sur la solution des questions ayant une importance réelle.

Article 26.

Fixation par arrêté du montant des droits d'inscription au cours supérieur de l'histoire, de la construction et de la conservation des monuments anciens de France et du droit d'examen pour l'obtention du diplôme d'études supérieures pour la connaissance et la conservation des monuments anciens.

Texte proposé par le Gouvernement:

Le montant des droits d'inscription des élèves titulaires et des auditeurs libres du cours supérieur de l'histoire, de la construction et de la conservation des monuments anciens de France et le montant des droits d'examen pour l'obtention du diplôme d'études supérieures pour la connaissance et la conservation des monuments anciens, perçus au profit du Trésor, seront fixés par arrêté signé du ministre de l'éducation nationale et du ministre des finances et des affaires économiques.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Le montant des droits d'inscription des élèves titulaires et des auditeurs libres du cours supérieur de l'histoire, de la construction et de la conservation des monuments anciens de France et le montant des droits d'examen pour l'obtention du diplôme d'études supérieures pour la connaissance et la conservation des monuments anciens, perçus au profit du Trésor, sont fixés comme suit:

Droit d'inscription des élèves titulaires, 500 F.

Droit d'inscription des auditeurs libres, 300 F.

Droit d'inscription à l'examen de fin d'études, 150 F.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Texte ajouté *in fine*:

Des arrêtés du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre de l'éducation nationale pourront modifier, chaque année, le tarif des droits visés au présent article.

Exposé des motifs. — Aux termes d'une convention intervenue en 1935 et renouvelée en 1941 entre les services des beaux-arts et l'université de Paris, pour l'organisation du cours supérieur de l'histoire, de la construction et de la conservation des monuments anciens, les droits d'inscription avaient été fixés à 150 F pour les élèves titulaires et à 100 F pour le auditeurs libres.

Ce cours a été depuis lors rattaché au service des monuments historiques et les droits encaissés au profit du Trésor.

Une nouvelle session des cours venant d'être ouverte, il paraît normal de relever ces droits qui ne correspondent plus aux conditions économiques actuelles.

Commentaires. — Voir les articles précédents. Il importe de simplifier les procédures si l'on désire vraiment éviter la paralysie progressive des pouvoirs publics. Il serait intéressant de connaître le nombre des élèves et des auditeurs de ce cours supérieur pour mesurer le peu de portée pratique des présentes dispositions.

Articles 27 et 28.

Droits d'expédition des pièces conservées dans les archives de l'Etat. — Tarif des épreuves de sceaux délivrées par les archives nationales.

Texte proposé par le Gouvernement:

Art. 27. — L'article 125 de la loi n° 45-0195 du 31 décembre 1945 est modifié comme il suit:

« Les droits d'expédition ou d'extrait authentique des pièces conservées dans les dépôts d'archives de l'Etat, des départements ou des communes sont fixés ainsi qu'il suit, non compris le coût du papier timbré, à compter du 1er janvier 1947:

« 100 F par rôle pour les actes antérieurs au 6 novembre 1789;

« 50 F par rôle pour les actes postérieurs à cette date.

« Le droit de visa perçu pour certifier authentiques les copies des plans conservés dans lesdites archives, exécutées à la même échelle que les originaux à la diligence des intéressés, est fixé ainsi qu'il suit, à compter du 1er janvier 1948:

« 30 F (non compris le coût du timbre) pour le moyen papier;

« 50 F pour les formats supérieurs au moyen papier.

« Des arrêtés du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre de l'éducation nationale pourront modifier, chaque année, le tarif des droits visés au présent article. »

Art. 28. — L'article 126 de la loi n° 45-0195 du 31 décembre 1945 est modifié comme il suit:

« Le tarif des épreuves de sceaux (cire, plâtre, soufre) délivrées par l'atelier de moulage des archives nationales est fixé, à compter du 1er janvier 1948, à:

« 150 F par sceau de 10 cm de diamètre et au-dessus;

« 100 F par sceau de 5 à 9 cm de diamètre;

« 50 F par sceau de moins de 5 cm de diamètre.

« Des arrêtés du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre de l'éducation nationale pourront modifier, chaque année, le tarif des droits visés au présent article. »

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Art. 27. — Conforme.

« *Art.* 125. — Les droits. . . . . .

5e alinéa. — Conforme.

8e alinéa. — Disjoint.

Art. 28. — Conforme.

« *Art.* 126. — Le tarif. . . . . .

11e alinéa. — Disjoint.

Texte proposé par votre commission:

Art. 27. — Conforme.

2e alinéa. — Conforme.

5e alinéa. — Conforme.

8e alinéa. — Reprise du texte du Gouvernement.

Art. 28. — Conforme.

10e alinéa. — Conforme.

14e alinéa. — Reprise du texte du Gouvernement.

Exposé des motifs. — Le tarif des expéditions authentiques de documents des archives publiques, ainsi que le tarif des moulages de sceaux faits par les archives nationales ont été fixés en dernier lieu par la loi de finances du 31 décembre 1945.

Ces tarifs ne correspondent plus à la valeur des services rendus par les services des archives de France aux particuliers et aux collectivité.

En effet, les émoluments des archivistes et des agents de l'atelier de moulage ont été relevés à plusieurs reprises depuis le 31 décembre 1945; le coût des matières premières employées par l'atelier de moulage est plus élevé qu'il était à cette époque.

Dans ces conditions, on propose de majorer comme suit les tarifs dont il s'agit:

Nature des droits.

Droit d'expédition:

Actes antérieurs au 6 novembre 1789 (par rôle). — Tarif actuel, 30 F; tarif proposé, 100 F.

Actes postérieurs au 6 novembre 1789 (par rôle). — Tarif actuel, 15 F; tarif proposé, 50 F.

Droit de visa:

Moyen papier. — Tarif actuel, 12 F; tarif proposé, 30 F.

Formats supérieurs au moyen papier. — Tarif actuel, 25 F; tarif proposé, 50 F.

Epreuves de sceaux:

Sceau de 10 cm de diamètre et au-dessus. — Tarif actuel, 30 F; tarif proposé, 150 francs.

Sceau de 5 à 10 cm de diamètre. — Tarif actuel, 20 F; tarif proposé, 100 F.

Sceau de moins de 5 cm de diamètre. — Tarif actuel, 10 F; tarif proposé, 50 F.

Commentaires. — Voir les articles précédents. Il serait intéressant de comparer le produit des droits de cette nature avec le coût des diverses compositions d'imprimerie (12 au minimum) qui sont nécessaires pour les modifier par la voie légale.

Article 29.

Imputation au budget général de l'excédent des ressources sur les charges de la caisse autonome d'amortissement.

Texte proposé par le Gouvernement:

A compter du 1er janvier 1948, l'excédent net des ressources de la caisse autonome d'amortissement sur ses charges sera versé à l'Etat au cours de chaque exercice et pris en recette au budget général.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

L'excédent net des ressources de la caisse autonome d'amortissement sur ses charges, pour l'exercice 1948, sera versé à l'Etat et pris en recette au budget général de l'exercice 1948.

Exposé des motifs. — En vertu de l'article 50 de l'ordonnance n° 45-524 du 30 mars 1945, portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1945, l'excédent net annuel des ressources affectées à la caisse autonome d'amortissement sur ses charges tel qu'il apparaissait après l'apurement de chaque exercice, était pris en recette au budget général.

Cette disposition était justifiée par l'importance des ressources de la caisse qui restaient sans emploi; en effet, les bons de la défense nationale sont aujourd'hui amortis ou consolidés; l'amortissement contractuel ne peut suivre étroitement la progression des ressources; enfin, la pratique des amortissements facultatifs, par voie de rachats en Bourse, présenterait un caractère paradoxal quand le Trésor, pour financer la reconstruction, doit procéder à l'émission d'emprunts.

Mais il est quelque peu contradictoire d'attendre la clôture de l'exercice pour imputer au budget général les excédents de recette qui s'y rapportent. Les majorations de recettes entraînées, par exemple, par une augmentation du prix de vente des tabacs procurent des ressources immédiates.

Il est souhaitable, au demeurant, pour la clarté des écritures et l'exactitude des prévisions, que l'excédent des recettes sur les dépenses de la caisse afférent à un exercice apparaisse dans le budget du même exercice et non d'un exercice ultérieur. C'est ainsi que l'article 62 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947 relative à certaines dispositions d'ordre financier, a prévu que l'excédent net des ressources de la caisse autonome d'amortissement sur ses charges pour l'exercice 1947 serait versé à l'Etat et pris en recettes au budget général de l'exercice 1947 à concurrence de 25 milliards de francs.

La présente disposition tend à donner à la mesure prise en 1947 un caractère permanent.

Commentaires. — Pour répondre à un désir exprimé par le président du conseil d'administration de la caisse autonome d'amortissement, votre commission vous propose, pour réserver l'avenir, de limiter l'effet de la présente disposition à l'exercice 1948.

Article 30.

Tarif de l'impôt progressif sur les jeux dans les casinos régis par la loi du 15 juin 1907.

Texte proposé par le Gouvernement.

A compter du 1er novembre 1948, le tarif de l'impôt progressif institué par l'article 14 de la loi de finances du 19 décembre 1926 sur le produit brut des jeux dans les casinos régis par la loi du 15 juin 1947 s'établit comme suit:

10 p. 100 jusqu'à 500.000 F.
15 p. 100 de 500.001 F jusqu'à 1.250.000 F.
25 p. 100 de 1.250.001 F jusqu'à 2.500.000 F.
35 p. 100 de 2.500.001 F jusqu'à 7.500.000 F.
45 p. 100 de 7.500.001 F jusqu'à 15 millions de francs.
55 p. 100 de 15.000.001 F jusqu'à 25 millions de francs.
60 p. 100 de 25.000.001 F jusqu'à 75 millions de francs.
65 p. 100 de 75.000.001 F jusqu'à 125 millions de francs.
70 p. 100 de 125.000.001 F jusqu'à 175 millions de francs.
80 p. 100 au-dessus de 175 millions de francs.

Les dispositions des premier et dernier alinéas de l'article 53 de la loi n° 45-0195 du 31 décembre 1945, de l'article 44 de la loi n° 46-854 du 27 avril 1946 et de l'article 59 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947 demeurent en vigueur.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte ajouté *in fine:*

Toutefois, l'avis conforme du conseil municipal du lieu de l'établissement dont dépend l'autorisation de jeux, prévue par les articles 1er et 2 de la loi du 15 juin 1907 et délivrée par le ministre de l'intérieur doit être renouvelé chaque année avant le 31 décembre. Cet avis devra constater qu'il a été fait par le casino intéressé un effort artistique de qualité suffisante dans le cours de l'année écoulée. Il sera communiqué au ministre de l'éducation nationale qui disposera d'un délai de deux mois pour faire opposition auprès du ministre de l'intérieur.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs. — L'impôt progressif institué par l'article 14 de la loi de finances du 19 décembre 1926 sur le produit brut des jeux dans les casinos régis par la loi du 15 juin 1907 comporte un tarif qui a été fixé par le décret du 28 juillet 1934. Le caractère progressif de l'impôt a seulement été accru par l'article 53 de la loi de finances du 31 décembre 1945 qui, d'une part, a créé au delà de 25 millions de francs deux tranches supplémentaires, pour lesquelles le taux de l'impôt, qui était auparavant indistinctement de 65 p. 100 à partir de 15 millions de francs, a été porté à 70 p. 100 entre 25 millions et 35 millions de francs, et à 80 p. 100 au delà de 35 millions de francs, d'autre part, a réduit de 33 p. 100 à 25 p. 100 l'abattement à pratiquer sur le produit brut avant l'application de l'impôt.

Cette dernière loi a elle-même été amendée par l'article 44 de la loi du 27 avril 1946, qui, pour limiter les effets conjugués des dispositions précédentes et de l'augmentation dans certaines villes des taux des prélèvements communaux, a notamment prévu que, d'une part, le taux du prélèvement de l'Etat devrait être réduit lorsque, ajouté à celui du prélèvement communal, il entraînerait un impôt global absorbant plus de 80 p. 100 de produit brut, que, d'autre part, les prélèvements communaux doivent avoir la même assiette que le prélèvement de l'Etat et que leur taux maximum ne doit pas dépasser 45 p. 100. Les communes tendant pour la plupart à adopter ces derniers taux, il en résulte qu'en fait le prélèvement effectué au profit de l'Etat dépasse rarement 65 p. 100 dans les tranches supérieures à 15 millions de francs.

Mais les charges fiscales qu'impose aux casinos le régime de l'impôt progressif sur les jeux résultant des textes susvisés se trouvent en réalité considérablement aggravées par les conséquences de la dépréciation de la monnaie.

En effet, le produit des jeux augmentant avec cette dépréciation, atteint de plus en plus rapidement les diverses tranches. De ce fait, la part des casinos sur le produit des jeux se trouve réduite, alors que les établissements intéressés ont précisément à faire face à des dépenses d'exploitation de plus en plus lourdes.

Ce régime a pu être supporté par les casinos dans la période qui a suivi la réforme du prélèvement de 1945, amendée par la loi du 8 août 1947, qui, en son article 59, a prévu un abattement supplémentaire au profit des casinos organisant des manifestations artistiques de qualité. L'activité de ces établissements étant étroitement liée à l'abondance des revenus, le pouvoir d'achat excédentaire qui existait chez certains éléments de la population s'est en effet traduit par une augmentation du produit brut des jeux.

Actuellement, l'activité des casinos tend, semble-t-il, à décroître.

Aussi apparaît-il utile, pour permettre à ces établissements de continuer leur exploitation, laquelle ne peut être interrompue sans entraîner de graves dommages pour le tourisme et la vie même des stations où ils fonctionnent, de modifier le tarif de l'impôt progressif sur les jeux dans les casinos par voie d'un « étirement » des tranches dudit impôt obtenu en multipliant par un coefficient convenable les sommes qui délimitent chacune des tranches actuelles.

Commentaires. — L'Assemblée nationale a estimé qu'en contre-partie des recettes que lui apporte le produit des jeux, les casinos devaient être astreints à un effort artistique, dans la présentation de leurs spectacles et manifestations. Elle a donc complété le texte du Gouvernement par un alinéa en vertu duquel l'effort artistique accompli par le casino sera apprécié chaque année par le conseil municipal du lieu de l'établissement, en vue du maintien ou du retrait de l'abattement supplémentaire prévu par l'article 59 de la loi du 8 août 1947.

Sans observation de la part de votre commission des finances.

Article 31.

Fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne.

Texte proposé par le Gouvernement:

Le prélèvement annuel autorisé par l'article 12 de la loi du 20 juillet 1895 sur le fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne prévu par l'article 6 de ladite loi est porté à 6 millions de francs.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — L'article 61 de la loi de finances du 8 août 1947 portant fixation du budget pour l'exercice 1947 a fixé à 3.500.000 F le montant du prélèvement annuel autorisé par l'article 12 de la loi du 20 juillet 1895 sur le fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne.

Ce prélèvement, destiné à couvrir les frais de contrôle des opérations des caisses d'épargne par les trésoriers-payeurs généraux et les receveurs particuliers des finances, ainsi que par les inspecteurs des finances spécialement désignés à cet effet, s'avère aujourd'hui insuffisant en raison de l'augmentation des frais de déplacement et de la nécessité de rémunérer à un taux convenable le supplément de travail imposé par ce contrôle aux agents du Trésor.

L'article ci-dessus a pour objet de porter ce prélèvement à 6 millions de francs à partir de l'exercice 1948.

Votre commission des finances vous propose de l'adopter.

Article 31 *bis.*

Allégements du service actif en faveur de certaines catégories de jeunes gens.

Texte proposé par le Gouvernement:

En vue de limiter l'appel du contingent aux effectifs budgétaires, certaines catégories de jeunes gens peuvent bénéficier d'allégements des obligations du service actif dans des conditions déterminées par décret pris en conseil des ministres, le comité de défense nationale entendu. Ces catégories sont fixées en fonction de la situation familiale des intéressés ou de leur activité professionnelle.

Les jeunes gens qui bénéficient d'un allégement du service actif, conformément aux dispositions ci-dessus, peuvent, s'ils en font la demande, effectuer la totalité de leur service actif.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

En vue de limiter l'appel du contingent aux effectifs budgétaires, certaines catégories de jeunes gens peuvent bénéficier d'allégement des obligations du service actif dans des conditions déterminées par décret pris en conseil des ministres, le comité de défense nationale entendu. Ces catégories sont fixées en fonction de la situation familiale des intéressés.

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Reprise du texte du Gouvernement.

Exposé des motifs. — Les textes organiques concernant les forces armées, déposés par un gouvernement précédent, n'ayant pu être encore examinés par l'Assemblée, il convient de faire aboutir, dès maintenant, certaines dispositions qui revêtent un caractère d'urgence particulière.

Il en est ainsi des dispositions destinées à permettre au Gouvernement de limiter le volume des contingents incorporés en fonction des possibilités budgétaires, compte tenu de la durée du service actif.

La loi du 31 mars 1928 relative au recrutement dans l'armée, a fixé la durée du service actif à un an. Mais les nécessités d'une instruction militaire moderne, notamment pour la formation des spécialistes et des cadres, le désir de disposer à tout moment du maximum de recrues instruites, ont conduit le Gouvernement à porter, en fait, la durée du service actif à quinze mois en faisant application de l'article 40 de la loi du 31 mars 1928.

Mais, par ailleurs, une autre nécessité s'impose: celle de rester dans la limite des effectifs budgétaires qui ont servi de base à l'élaboration du budget des forces armées afin de pouvoir les amener ultérieurement au chiffre prévu par le projet de loi fixant les cadres et effectifs, actuellement déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale.

Ces considérations conduisent le Gouvernement à prévoir des allégements au service actif pour une partie du contingent et à ne faire accomplir à cette partie du contingent qu'une durée de service limitée à la période d'instruction militaire de base. Cette instruction élémentaire permettra, cependant, d'incorporer ces jeunes gens en cas de mobilisation.

Dans cette vue, le présent article de loi donne au Gouvernement la latitude d'accorder des allégements de service en fonction de la situation familiale ou de l'activité professionnelle des intéressés par décrets pris en conseil des ministres, le comité de défense nationale entendu.

Commentaire. — 1° L'Assemblée nationale, sur proposition de sa commission de la défense nationale, a supprimé les allégements prévus par le texte du Gouvernement « en fonction de l'activité professionnelle » des jeunes recrues. Seule, la situation familiale des intéressés serait prise en compte.

A l'appui de cette solution, M. Anxionnaz, président de ladite commission, a invoqué les arguments suivants:

a) Il serait très difficile, dans le nombre très élevé des activités professionnelles, de choisir celles qui sont plus indispensables à l'économie de la nation;

b) Il semble dangereux de créer des privilèges au profit des uns et donc au détriment

des autres, risquant ainsi d'introduire des germes de division au sein de la communauté nationale;

c) Des allégements trop nombreux risqueraient d'augmenter le pourcentage des soldats de carrière en service dans l'armée et de préjuger la solution qui sera retenue lors de l'examen des textes organiques concernant les forces armées.

2° Sous la réserve expresse des observations et avis qui seront sans doute présentés en séance publique au sujet de cet article par la commission de la défense nationale, compétente au premier chef, votre commission des finances vous propose, à l'unanimité, la reprise du texte du Gouvernement.

A l'appui de cette proposition, elle ne saurait mieux faire que de vous citer les passages essentiels du rapport du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics et des conclusions adoptées par ce comité, sur le problème des effectifs militaires:

1° Rapport...

« L'exemption d'ordre familial ne sera que l'extension de mesures anciennes. L'exemption d'ordre professionnel sera moins facilement tolérée. Il est devenu naturel aux Français d'être égaux devant l'impôt du sang comme devant les autres charges. Rupture de l'égalité nationale, résurrection de privilèges, telles sont les objections principales qui ne peuvent manquer d'être soulevées

« Ces objections ne sont plus actuelles. Dans les armées du passé, les combattants de première ligne étaient beaucoup plus nombreux que ceux de l'arrière; les « gros bataillons » l'emportaient. Mais les dernières campagnes ont démontré que la fabrication des armes est aussi importante que leur emploi. Une grande armée ne peut plus vaincre si des effetifs d'ingénieurs et d'ouvriers très supérieurs aux effectifs militaires ne concourent à son armement. Il est certain que ni les mineurs, ni les métallurgistes, ni les chimistes ne paraîtront plus jamais en première ligne. Leur incorporation est un anachronisme.

« C'est donc améliorer le rendement de l'armée que de faire l'économie d'une instruction inutile. Au surplus, dans les guerres modernes, les travailleurs de l'arrière sont aussi exposés que les troupes combattantes. L'égalité sera maintenue devant le danger. »

2° Conclusions...

« Le comité insiste sur le fait que le problème des effectifs n'a pas seulement un aspect budgétaire. L'insuffisance de la main-d'œuvre actuelle ou prévue risque en effet de freiner une production encore très insuffisante par rapport aux besoins de la consommation, de la reconstruction et de l'équipement.

« L'une des solutions possibles consisterait à réduire la durée effective du service. Le comité se rallie dans sa majorité à l'autre solution, qui consiste à réduire le volume du contingent par des exemptions familiales et professionnelles et par une sélection physique plus rigoureuse pour les raisons suivantes.

« Le système envisagé, s'il lèse en apparence l'égalité de tous devant la conscription, peut être assorti de modalités telles qu'un service national, économique ou militaire, soit effectivement imposé à tous.

« Il permet de faire l'économie d'une instruction militaire que la plupart des spécialistes industriels n'auront jamais à utiliser sur les champs de bataille

« Il permet de donner à chaque contingent réduit une instruction militaire complète qu'un service écourté risquerait de compromettre. Il évite l'alternance des sureffectifs et sous-effectifs, variation de nature à entraver chaque année, pendant plusieurs mois, l'accomplissement des missions confiées à l'armée. »

Article 31 *ter*.

Statut des sous-officiers de carrière des forces armées.

Texte proposé par le Gouvernement:

Il est créé un cadre de sous-officiers de carrière dans chacune des armées de terre et de l'air.

Un règlement d'administraiton publique contresigné par le ministre de la défense nationale et le ministre des finances déterminera le statut des personnels visés ci-dessus et adoptera en conséquence le statut du cadre de maistrance de la marine et celui du corps des sous-officiers de la gendarmerie.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Le statut des sous-officiers de carrière des armées de terre et de l'air fixé par la loi du 30 mars 1928 est provisoirement rétabli.

Dans les six mois qui suivront la promulgation de la présente loi, le Gouvernement déposera sur le bureau de l'Assemblée nationale un projet de loi fixant le statut définitif des sous-officiers des forces armées.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Texte ajouté *in fine:*

Toutefois, aucune modification n'est apportée aux conditions de rengagement des sous-officiers qui ne seront pas admis dans le corps des sous-officiers de carrière et aux limites d'âge des corps et cadres de sous-officiers des armées de terre et de l'air qui restent fixées par les lois et décrets en vigueur à la date de promulgation de la présente loi.

Les sous-officiers de carrière occupant certains emplois déterminés par le ministre de la défense nationale pourront néanmoins être maintenus en service au-delà de la limite d'âge de leur grade jusqu'à 25 ans de service ou 45 ans d'âge.

Exposé des motifs. — L'acte dit loi du 18 mars 1941 a privé les sous-officiers de carrière de l'armée de terre et de l'air du bénéfice de leurs statuts institués par la loi du 30 mars 1928.

L'ordonnance n° 45-480 du 24 mars 1945 annulant cet acte n'a cependant pas rétabli, en période d'hostilités, le corps des sous-officiers de carrière dispersé par suite des événements de guerre et dont le recrutement est suspendu depuis la mobilisation.

Le retour à l'état de paix aurait dû aboutir à la remise en vigueur de l'ancien statut, mais les mesures de réorganisation de l'armée et les importantes réductions d'effectifs des militaires de carrière ne l'ont pas permis. Les sous-officiers ont donc été provisoirement maintenus sous le régime des contrats successifs.

Cette situation a créé dans les cadres subalternes des deux armées de terre et de l'air un climat moral défavorable, encore aggravé par les mesures de dégagement des cadres, ainsi que par la précarité de leur situation matérielle actuelle.

Une grave désaffection de la carrière militaire atteint les meilleurs éléments, notamment les spécialistes dont le recrutement est difficile et la formation onéreuse, et qui sont vivement sollicités par l'industrie privée.

L'armée risque donc de ne conserver dans ses rangs que des sujets de médiocre valeur.

D'autre part, il faut remarquer que les personnels du corps de maistrance de la marine et ceux de la gendarmerie ont conservé leurs anciens statuts et que les fonctionnaires civils jouissent de leur côté d'un statut légal. Cette inégalité de traitement à l'encontre, notamment, des sous-officiers des armées de terre et de l'air qui ont fait leurs preuves dans la lutte contre l'ennemi ne saurait se prolonger indéfiniment.

Ces diverses considérations justifient le retour au principe d'un statut.

Mais il est apparu que le rétablissement pur et simple de dispositions de la loi du 31 mars 1928 ne correspondait plus aux nécessités actuelles et qu'il convenait d'adapter le nouveau statut aux nouvelles conditions d'existence des forces armées. Cette considération est également valable pour les personnels du corps de maistrance de la marine nationale et les sous-officiers de la gendarmerie dont les statuts actuels doivent être adaptés aux nouvelles circonstances. C'est pourquoi il importe que le Gouvernement puisse mettre, sans tarder, sur pied, le nouveau statut des sous-officiers de carrière de chacune des armées de terre, de mer et de l'air et des personnels de la gendarmerie.

Commentaires. — 1° L'Assemblée nationale, tout en reconnaissant la nécessité de doter d'urgence les sous-officiers de l'armée de terre et de l'armée de l'air d'un statut légal, n'a pas accepté le texte proposé par le Gouvernement.

Ce dernier demandait l'autorisation de créer par décret un cadre de sous-officiers de carrière dans chacune des armées de terre et de l'air. Il demandait également la possibilité d'adapter le cadre des sous-officiers de l'armée de mer au cadre commun qui serait ainsi fixé par règlement d'administration publique.

Le texte voté par l'Assemblée nationale prononce au contraire le rétablissement provisoire du statut de la loi du 30 mars 1928, à charge par le Gouvernement de déposer dans les six mois un texte nouveau créant un statut pour l'ensemble des trois armes;

2° Votre commission vous propose l'adoption de ce texte, sous réserve de l'avis que ne manquera pas de donner, en séance publique, la commission de la défense nationale, au sujet de cet article.

Sous la même réserve, elle vous propose de compléter l'article par deux alinéas ayant pour objet d'éviter certains inconvénients que présenterait le retour pur et simple à la loi du 30 mars 1928 en ce qui concerne:

a) Les sous-officiers qui ne seraient pas admis dans le cadre des sous-officiers de carrière.

Ces sous-officiers devraient être dégagés des cadres. Or, il peut y avoir intérêt à les conserver;

b) L'application immédiate des limites d'âge prévues par cette loi.

Une telle disposition amènerait de graves perturbations dans l'administration des sous-officiers. Le statut dont l'élaboration est prévue par le texte adopté par l'Assemblée doit d'ailleurs fixer ces limites d'âge.

Il y a, en outre, intérêt à maintenir à certaines catégories de sous-officiers des armes, la possibilité qui leur est actuellement consentie de servir jusqu'à vingt-cinq ans de service.

Article 32.

Contributions des territoires d'outre-mer aux dépenses administratives de la caisse intercoloniale de retraites.

Texte proposé par le Gouvernement:

La contribution des territoires d'outre-mer aux dépenses administratives de la caisse intercoloniale de retraites est fixée, pour l'exercice 1948, à la somme de 15 millions de francs ainsi répartie par territoire:

Indochine, 6.900.000 F.
Afrique occidentale française, 3.400.000 F.
Afrique équatoriale française, 1.700.000 F.
Madagascar, 1.700.000 F.
Nouvelle-Calédonie, 300.000 F.
Océanie, 75.000 F.
Saint-Pierre et Miquelon, 30.000 F.
Côte des Somalis, 60.000 F.
Togo, 370.000 F.
Cameroun, 465.000 F..
Total, 15 millions de francs.

Cette somme sera inscrite en recette au budget général de l'exercice 1948 « produits divers » (France d'outre-mer).

Texte voté par l'Assemblée nationale:

La contribution des territoires d'outre-mer aux dépenses administratives de la caisse intercoloniale de retraites est fixée, pour l'exercice 1948, à la somme de 10.160.000 F ainsi répartie par territoire:

Indochine, 4.576.500 F.
Afrique occidentale française, 2.263.500 F.
Afrique équatoriale française, 1.156.890 F.
Madagascar, 1.156.890 F.
Nouvelle-Calédonie, 231.380 F.
Océanie, 57.850 F.
Saint-Pierre et Miquelon, 23.060 F.
Côte des Somalis, 46.270 F.
Togo, 289.080 F.
Cameroun, 358.580 F.
Total, 10.160.000 F.

Dernier alinéa. — Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs. — La loi du 14 avril 1924, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, a créé, en son article 71, une caisse intercoloniale de retraites. Il est stipulé dans ce même article (§ 6), que les dépenses administratives de la caisse sont assurées par les crédits inscrits au budget général et couvertes par les contributions obligatoires versées par les collectivités d'outre-mer aux « produits divers » du budget.

Le présent article tend à fixer, pour 1948, le montant de ces contributions.

Commentaires. — La commission des finances de l'Assemblée nationale a observé que la contribution des territoires d'outre-mer aux dépenses administratives de la caisse intercoloniale de retraites paraissait très supérieure aux frais engagés pour le même objet par la caisse des dépôts et consignations. En attendant la conclusion d'une enquête sur le montant de ces frais de gestion, elle a décidé de ramener la participation des territoires d'outre-mer à celle fixée l'année dernière, déduction faite de la contribution des départements français d'outre-mer aujourd'hui supprimée.

Votre commission des finances vous propose l'adoption de cet article, en observant toutefois que les dispositions qu'il contient semblent ressortir bien davantage au domaine du décret qu'à celui de la loi.

Article 33.

Approbation de l'avenant portant fixation des frais généraux de la compagnie du chemin de fer franco-éthiopien.

Texte proposé par le Gouvernement:

Est approuvé l'avenant à la convention du 8 mars 1909, passé, le 12 décembre 1947, entre le ministre de la France d'outre-mer, le ministre des finances et des affaires économiques, ainsi que le ministre des affaires étrangères agissant au nom de l'Etat et la compagnie du chemin de fer franco-éthiopien.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs. — La compagnie du chemin de fer franco-éthiopien de Djibouti à Addis-Abeba tient sa concession d'une convention conclue avec l'Etat français le 8 mars 1909.

Les forfaits qui figurent à certains articles de cette convention ne sont plus en rapport avec les dépenses réelles qu'ils sont destinés à couvrir. Il en est ainsi, notamment, pour les dépenses qui incombent à la compagnie au titre des frais généraux d'administration et de direction (y compris les frais du service des titres), ainsi que les frais du contrôle qu'exercent, sur la compagnie, le Gouvernement français et le gouvernement éthiopien.

Il y a lieu, en conséquence, de majorer ces chiffres pour tenir compte des dépenses réelles correspondantes.

A cet effet, un avenant à la convention du 8 mars 1909 a été passé le 12 décembre 1947, entre le ministre de la France d'outre-mer, le ministre des finances et des affaires économiques, ainsi que le ministre des affaires étrangères, agissant au nom de l'Etat, et la compagnie française du chemin de fer franco-éthiopien à l'effet de fixer, à compter du 1er janvier 1947, à 7.200.000 F le forfait prévu à l'article 20 de ladite convention pour frais généraux d'administration et de direction de la compagnie et à 4.000 F par kilomètre le montant des dépenses supportées par la compagnie au titre de frais de visite, de surveillance et de contrôle prévues à l'article 32 de la même convention.

Le présent projet d'article a pour but de soumettre à l'approbation du Parlement l'avenant en question.

Commentaires. — Sans s'arrêter sur cet article, votre commission note que l'approbation par la loi d'un avenant de cette nature constitue une procédure bien lourde, eu égard aux intérêts en cause.

Article 34.

Contribution du budget du chemin de fer et du port de la Réunion, de la compagnie du chemin de fer franco-éthiopien et des territoires d'outre-mer, à diverses dépenses d'entien et de contrôle.

Texte proposé par le Gouvernement:

La contribution du budget du chemin de fer et du port de la Réunion aux dépenses d'entretien et de contrôle de cet organisme à Paris est fixée, pour l'année 1948, à la somme de 82.000 F.

La contribution des territoires d'outre-mer aux dépenses du commissariat de l'office central des chemins de fer est fixée, pour l'exercice 1948, à la somme de 202.200 F, ainsi répartie:

Afrique occidentale française, 81.000 F.
Indochine, 81.000 F.
Madagascar, 16.200 F.
Afrique équatoriale française, 9.000 F.
Cameroun, 10.000 F.
Togo, 5.000 F.
Total, 202.200 F.

La contribution de la compagnie du chemin de fer franco-éthiopien aux dépenses de contrôle est fixée, pour l'année 1948, à 1 million 566.512 F.

Le montant de ces contributions sera inscrit en recettes au budget général de l'exercice 1948, § 4, « produits divers » (France d'outre-mer).

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Texte ajouté *in fine:*

A partir de l'exercice 1949, les contributions visées au présent article seront fixées par décrets contresignés des ministres intéressés et du ministre des finances et des affaires économiques.

Exposé des motifs. — En application de l'article 35 de la loi de finances du 31 décembre 1935, le budget du chemin de fer et du port de la Réunion doit verser annuellement au budget de l'Etat une contribution représentant sa part dans les dépenses de contrôle du département. Pour l'exercice 1948, cette contribution est fixée à 82.000 F.

D'autre part, il est prévu des contributions des territoires d'outre-mer aux dépenses du commissariat de l'office central des chemins de fer. Ces contributions sont fixées par l'article ci-dessus.

L'article 32 de la convention conclue le 8 mars 1909 entre l'Etat et la Compagnie du chemin de fer franco-éthiopien modifiée par un avenant passé le 12 décembre dernier, a mis à la charge de la compagnie un forfait pour frais de contrôle. La recette est répartie entre l'Etat français et le gouvernement éthiopien.

Commentaires. — Votre commission estime possible de laisser à un décret annuel le soin de fixer les contributions visées au présent article, qui viennent alourdir chaque année la loi de finances, et pour lesquelles le Parlement se borne pratiquement à entériner les propositions des services.

Article 35.

Contribution ds territoires d'outre mer aux dépenses d'information et de documentation des services relevant du ministère de la France d'outre-mer.

Texte proposé par le Gouvernement:

Les dépenses d'information et de documentation des services relevant du ministère de la France d'outre-mer sont, à compter du 1er janvier 1948, partagées par moitié entre l'Etat et les différents territoires d'outre-mer.

Des arrêtés du ministre de la France d'outre-mer répartiront chaque année, après le vote de la loi de finances, entre les territoires ou groupes de territoires intéressés, la quote-part leur incombant, proportionnellement au montant du budget ordinaire de chacun d'eux; dans les groupes de territoires, la dépense sera supportée par le budget général.

Les contributions des territoires seront rattachées au budget de l'Etat et donneront lieu à l'ouverture, suivant la procédure des fonds de concours, de crédits d'égal montant au chapitre intéressé du budget de la France d'outre-mer.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Aux termes de l'article 3 du décret du 12 mars 1937 créant le service intercolonial d'information et de documentation, les dépenses de fonctionnement de ce service devaient être supportées par les territoires d'outre-mer dans la limite des crédits inscrits annuellement à leur budget. Le budget de l'Etat couvrait le surplus de la dépense.

Le service intercolonial d'information et de documentation a été supprimé par le décret du 31 mars 1948 portant réalisation d'économies.

Toutefois, ses attributions, transférées essentiellement au cabinet du ministre, subsistent et, avec elles, les dépenses de matériel.

Il paraît opportun de maintenir une participation des territoires d'outre-mer à ces dépenses, en raison de leur caractère interterritorial et d'en préciser l'étendue, compte tenu du plan sur lequel se situent les rapports financiers de ces collectivités avec l'Etat.

Sans observations.

Article (ancien 36).

Rétablissement au budget de l'industrie et du commerce des crédits correspondant aux frais de publication des mesures restrictives d'activités professionnelles.

Texte proposé par le Gouvernement:

Les sommes correspondant aux frais résultant de la publication des mesures restrictives d'activité professionnelle prononcées en application de l'ordonnance n° 45-511 du 29 mars 1945 seront rattachées au budget de l'industrie et du commerce selon la procédure des « fonds de concours pour dépenses d'intérêt public ».

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Disjoint.

Exposé des motifs. — Aux termes de l'article 1er de l'ordonnance n° 45-511 du 29 mars 1945, les mesures restrictives d'activité professionnelle résultant des décisions de la commission nationale d'épuration sont susceptibles de faire l'objet d'une insertion aux frais des intéressés.

D'une part, ces frais ne peuvent être récupérés sur les personnes frappées de sanctions qu'après publication des mesures les concernant. D'autre part, les journaux désignés par l'arrêté préfectoral ne consentent aucun crédit et n'acceptent de courir aucun risque.

Aucune dotation n'a été prévue pour cet objet au budget de l'exercice 1948; il est apparu au Gouvernement qu'il convenait cependant de donner aux sanctions prononcées par la commission nationale d'épuration toute la publicité désirable. Pour permettre de faire face aux dépenses de l'espèce, il a semblé expédient de prévoir le rattachement au budget de l'industrie et du commerce des sommes remboursées après publication des sanctions.

Commentaires. — Votre commission des finances a estimé que cet article n'avait plus guère de portée pratique à l'heure actuelle. Aussi vous en propose-t-elle la disjonction.

Article 37.

Droit de délivrance des procès-verbaux de réception de véhicules automobiles.

Texte proposé par le Gouvernement:

La vérification par le service des mines des véhicules automobiles effectuée par type ou par unité isolée dans les conditions prévues par l'article 26 du décret du 31 décembre 1922

portant règlement général sur la police de la circulation et du roulage, dit code de la route, est subordonnée au versement préalable d'un droit dont le montant est fixé comme suit:

Réception des véhicules automobiles par type, 1.500 F.

Réception des véhicules automobiles à titre isolé, 500 F.

Réception des motocyclettes par type, 750 F.

Réception des motocyclettes à titre isolé, 250 F.

Le montant des droits versés qui sont acquittés par apposition de timbres fiscaux de la série unique sur les demandes de réception reste définitivement acquis au Trésor, que le véhicule ait ou non donné lieu, par suite, à la délivrance d'un procès-verbal de réception.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme

Texte proposé par votre commission:

1er alinéa. — Conforme.

Réception des véhicules automobiles par type, 15.000 F.

Réception des véhicules automobiles à titre isolé, 500 F.

Réception des motocyclettes par type, 7.500 F.

Réception des motocyclettes à titre isolé, 250 F.

Dernier alinéa. — Conforme.

Exposé des motifs. — Cette disposition a un triple objet:

a) Elle tend à relever le montant du droit de délivrance des procès-verbaux de réception des véhicules automobiles qui, fixé en dernier lieu par l'article 43 de la loi du 7 octobre 1946, ne correspond plus au niveau actuel des prix;

b) Elle modifie le mode de recouvrement de ce droit qui sera désormais acquitté par apposition de timbres fiscaux sur les demandes de réception comme en matière d'examen pour le permis de conduire des véhicules automobiles;

c) Elle stipule que même en cas de décision défavorable les droits versés seront acquis au Trésor.

En effet, l'article 31 de la loi de finances du 19 décembre 1926, modifié par l'article 43 de la loi du 7 octobre 1946, dispose que la délivrance des procès-verbaux de réception des véhicules automobiles est subordonnée au versement préalable d'un droit fixe.

Il résulte de ces dispositions que seule la délivrance du procès-verbal de réception entraîne l'exigibilité du droit consigné; en conséquence, ce droit n'est pas acquis au Trésor au cas où la réception du véhicule est refusée.

Or, les droits versés sont destinés à couvrir l'Etat des frais entraînés par la vérification des véhicules et ces frais se trouvent engagés aussi bien lorsque la réception du véhicule est acceptée que lorsqu'elle est refusée; il convient donc de stipuler que le montant des droits versés est acquis au Trésor même dans le cas où intervient une décision défavorable.

Commentaires. — Votre commission des finances vous propose, à l'unanimité, un relèvement sensible des droits de réception par type. Elle estime en effet, que des droits d'une assiette aussi limitée doivent ou disparaître ou représenter une ressource non insignifiante pour le Trésor.

Article 38.

Droits d'épreuves sur les appareils à vapeur et les appareils à pression de gaz.

Texte proposé par le Gouvernement:

Les droits d'épreuves applicables, en vertu de la loi n° 172 du 25 mars 1943, validée et modifiée par l'ordonnance n° 45-2406 du 18 octobre 1945, aux appareils à vapeur autres que ceux situés dans l'enceinte des chemins de fer d'intérêt général et d'intérêt local, ainsi qu'aux récipients à gaz comprimés, liquéfiés ou dissous, destinés au transport par fer sont fixés ainsi qu'il suit:

a) Epreuve d'une chaudière ou partie de chaudière, selon l'étendue de la surface de chauffe de la pièce éprouvée (les réchauffeurs d'eau sous pression, les sécheurs et les surchauffeurs de vapeur étant considérés comme chaudières ou parties de chaudières):

Jusqu'à 20 mètres carrés de surface de chauffe, 360 F.

Au-dessus de 20 mètres carrés jusqu'à 100 mètres carrés, 720 F.

Au-dessus de 100 mètres carrés jusqu'à 400 mètres carrés, 1.500 F.

Au-dessus de 400 mètres carrés, 3.000 F.

b) Epreuve d'un récipient de vapeur, selon le volume de la capacité de vapeur et d'eau ou de matières en contact avec la vapeur:

Au-dessus de 100 litres de capacité jusqu'à 1.000 litres, 180 F.

Au-dessus de 1.000 litres de capacité, 360 F.

c) Epreuve ou vérification d'un récipient à gaz comprimé, liquéfié ou dissous, selon le volume de sa capacité:

Jusqu'à 30 litres de capacité, 30 F.

Au-dessus de 30 litres jusqu'à 100 litres, 60 F.

Au-dessus de 100 litres jusqu'à 1.000 litres, 180 F.

Au-dessus de 1.000 litres de capacité, 360 F.

Toutefois, lorsque plus de cinquante récipients d'un même type seront soumis à l'épreuve, le même jour, dans un même établissement, le droit d'épreuve sera réduit des trois quarts pour tous les récipients éprouvés ce même jour par le même agent, au delà du cinquantième.

Des arrêtés du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre de l'industrie et du commerce pourront modifier chaque année les tarifs fixés au présent article.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Du 1er au 15e alinéa. — Conforme.

Dernier alinéa. — Disjoint.

Texte proposé par votre commission:

1er et 2e alinéas. — Conforme.

Jusqu'à 20 mètres carrés de surface de chauffe, 3.600 F.

Au-dessus de 20 mètres carrés jusqu'à 100 mètres carrés, 7.200 F.

Au-dessus de 100 mètres carrés jusqu'à 400 mètres carrés, 15.000 F.

Au-dessus de 400 mètres carrés, 30.000 F.

7e alinéa. — Conforme.

Au-dessus de 100 litres de capacité jusqu'à 1.000 litres, 1.800 F.

Au-dessus de 1.000 litres de capacité, 3.600 F.

10e alinéa. — Conforme.

Jusqu'à 30 litres de capacité, 150 F.

Au-dessus de 30 litres jusqu'à 100 litres, 600 F.

Au-dessus de 100 litres jusqu'à 1.000 litres, 1.800 F.

Au-dessus de 1.000 litres de capacité, 3.600 F.

15e alinéa. — Conforme.

Disjonction maintenue du dernier alinéa.

Exposé des motifs. — Les droits d'épreuves applicables aux appareils à vapeur autres que ceux situés dans l'enceinte des chemins de fer d'intérêt général et d'intérêt local ainsi qu'aux récipients à gaz comprimés, liquéfiés ou dissous, destinés au transport par fer, tels qu'ils ont été fixés par la loi n° 172 du 25 mars 1943, validée et modifiée par l'ordonnance n° 45-2406 du 18 octobre 1945, ne sont plus en harmonie avec les conditions économiques et leur rajustement s'impose en fonction du niveau actuel des prix.

Le barème en vigueur remonte au 1er juillet 1945. Depuis cette date les prix se sont élevés et les tarifs des services publics ont été en moyenne triplés (la taxe d'affranchissement de la lettre ordinaire est passée par exemple de 2 à 6 F). Il apparaît dès lors qu'un triplement des droits jusqu'ici applicables est nécessaire pour rétablir à un taux normal la rémunération du service que constitue l'exécution des épreuves.

Commentaires. — Même observation qu'au chapitre précédent. Votre commission des finances estime qu'en présence de droits à application limitée, il faut choisir entre la suppression et l'adoption d'un tarif procurant une recette non insignifiante au Trésor.

Aussi vous propose-t-elle d'appliquer aux droits prévus le coefficient 10, à l'exception du droit pour les bouteilles de gaz comprimé de faible volume, qui serait relevé seulement de cinq fois.

Article 39.

Conditions de vente de la carte géologique.

Texte proposé par le Gouvernement:

Le prix de vente des publications de la carte géologique, que le concessionnaire de la vente est tenu, en vertu du cahier des charges du 20 juillet 1888, de verser au Trésor, sera rattaché, selon la procédure des fonds de concours, au budget de l'industrie et du commerce.

Seront rattachées dans les mêmes conditions les sommes qui pourraient éventuellement être versées par les organismes ou les sociétés intéressés à l'étude géologique de certaines régions, à titre de contribution à l'impression des cartes géologiques correspondantes.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Le service de la carte géologique a pour mission essentielle d'établir des cartes géologiques nouvelles; mais, à mesure que les cartes anciennes s'épuisent, il devient nécessaire de les réimprimer, ce qui absorbe une part croissante des crédits du service. En particulier, la réimpression de la carte au 1/1.000.000e, qui a été un gros succès en librairie, absorbera presque une annuité complète des crédits d'impression actuels.

Le prix des publications est actuellement versé par le concessionnaire de la vente au Trésor, sans imputation spéciale (cahier des charges du 20 juillet 1888). Or la vente de chaque carte diminue d'autant la valeur du stock en magasin, et impose, à échéance plus ou moins lointaine, une réimpression.

Le texte proposé prévoit le rattachement des versements effectués par le concessionnaire de la vente, à titre de fonds de concours, au budget de l'industrie et du commerce.

Cette procédure doit permettre d'assurer la réimpression des cartes anciennes, au fur et à mesure de leur épuisement, alors que les crédits normaux sont destinés à l'impression des cartes nouvelles.

Il paraît nécessaire de prévoir également le cas où un organisme intéressé dans l'étude géologique de telle ou telle région voudrait participer à l'impression des cartes correspondantes, et lui permettre d'utiliser la procédure des fonds de concours, bien qu'actuellement aucune application déterminée de cette faculté ne soit envisagée.

Sans observations de la part de votre commission des finances.

Article 40.

Participation de l'Algérie aux dépenses militaires et de sécurité assumées sur son territoire par le budget de l'Etat.

Texte proposé par le Gouvernement:

Le taux de la contribution prévue par l'article 18 de la loi n° 47-1853 du 20 septembre 1947 pour la participation de l'Algérie aux dépenses militaires et de sécurité assumées sur son territoire par le budget de l'Etat est fixé à 3 p. 100 du montant des produits et revenus ordinaires du budget de l'Algérie.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — La loi du 20 septembre 1947 dans son article 18 *in fine*, a prévu que le montant de la participation de l'Algérie aux dépenses militaires et de sécurité assumées sur son territoire par le budget de l'Etat, serait fixé par la loi, accepté sans modifications par votre commission des finances sous le bénéfice toutefois des observations présentées ci-après au titre de l'article 90.

Tel est l'objet du présent article de loi.